



**HAL**  
open science

# Edmond Malinvaud, entre science et action : chronique d'une macroéconomie en transition

Matthieu Renault

► **To cite this version:**

Matthieu Renault. Edmond Malinvaud, entre science et action : chronique d'une macroéconomie en transition. Economies et finances. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2016. Français. NNT : 2016PA01E055 . tel-03506221

**HAL Id: tel-03506221**

**<https://theses.hal.science/tel-03506221>**

Submitted on 2 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE



Pour obtenir le grade de Docteur en  
**SCIENCES ECONOMIQUES**

Présentée et soutenue publiquement le 13 décembre 2016  
par **Matthieu RENAULT**

# EDMOND MALINVAUD, ENTRE SCIENCE ET ACTION

Chronique d'une macroéconomie en transition

## Directeur de thèse

Annie L. COT, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

## Membres du jury

Antoine D'AUTUME

Richard ARENA

Michel ARMATTE

Robert BOYER

Annie L. COT

Jacques LE CACHEUX

Goulven RUBIN

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Université Nice – Sophia Antipolis

Centre Alexandre Koyré (CNRS-EHESS)

Institut des Amériques

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sciences Po – OFCE

Université Lille 2



L'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; elles doivent être considérées comme propres à leur auteur.

# Table des matières

<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>1</b>
I. Quelques éléments de biographie .....	2
II. Un état des lieux de l’historiographie de la macroéconomie.....	9
III. L’intérêt d’Edmond Malinvaud pour l’histoire de la macroéconomie.....	20
IV. La biographie intellectuelle comme sous-genre de la micro-histoire .....	35
V. Plan de la thèse .....	43
<b>PARTIE I : Edmond Malinvaud et la théorie du « déséquilibre » .....</b>	<b>49</b>
<b>Chapitre 1 : Le ralliement tardif d’Edmond Malinvaud à la théorie des équilibres à prix fixes .....</b>	<b>50</b>
I. Une histoire de la théorie des équilibres à prix fixes avant <i>The Theory of Unemployment Reconsidered</i> (Malinvaud [1977]) .....	53
II. Les modèles d’équilibres à prix fixes : présentation et justifications.....	65
III. Le modèle « prototype » d’Edmond Malinvaud .....	79
IV. Prolongements et limites du modèle « prototype ».....	102
<b>Chapitre 2 : De <i>The Theory of Unemployment Reconsidered</i> (1977) à <i>Réexamen</i> (1980a), la victoire à la Pyrrhus d’Edmond Malinvaud.....</b>	<b>114</b>
I. Le succès de <i>The Theory of Unemployment Reconsidered</i> .....	117
II. Edmond Malinvaud dans la tourmente de ses critiques .....	128
<b>Chapitre 3 : « Dynamiser » la théorie des équilibres à prix fixes : le programme de recherches d’Edmond Malinvaud.....</b>	<b>150</b>
I. La logique des recherches théoriques d’Edmond Malinvaud.....	152
II. Portée et limites de la théorie « dynamique » des équilibres à prix fixes.....	190

**PARTIE II : Edmond Malinvaud, un économiste keynésien de la « synthèse néoclassique »..... 221**

**Chapitre 4 : La démarche théorique de Malinvaud, une tentative d'application de la méthode « hicksienne » pour une visée empirique ..... 222**

- I. Reconsidérer la théorie keynésienne ..... 223
- II. Le rapport d'Edmond Malinvaud à la méthode « hicksienne » ..... 238
- III. L'inclinaison empirique d'Edmond Malinvaud ..... 249

**Chapitre 5 : Les critiques de Malinvaud à la NEC : la marque d'une discontinuité dans l'histoire récente de la macroéconomie ..... 270**

- I. *Incomplete market-clearing* ..... 276
- II. Anticipations rationnelles, modélisation et économie appliquée ..... 296
- III. Macroéconomie et politique économique ..... 307

**Chapitre 6 : Qu'est-ce que la macroéconomie ? L'épistémologie de la macroéconomie selon Edmond Malinvaud ..... 315**

- I. L'intenable ambition d'une microéconomie générale ..... 319
- II. Rationaliser la connaissance empirique ..... 325
- III. Une recherche des micro-fondements soumise à conditions ..... 332
- IV. Une autre perspective pour la recherche des micro-fondements ..... 341
- V. La nature de la macroéconomie : une science appliquée ..... 348

**PARTIE III : De l'incertitude épistémologique de la profession aux enjeux de l'expertise économique pour la discipline, une tentative de rationalisation de l'histoire récente de la macroéconomie ..... 358**

**Chapitre 7 : A la recherche des fondements rationnels de l'évolution de la discipline ou le « tournant réflexif » d'Edmond Malinvaud ..... 360**

- I. Edmond Malinvaud face à l'échec de la théorie non-walrasienne ..... 364
- II. L'exigence d'une connaissance objective pour la macroéconomie ..... 373
- III. Effectivité de la norme poppérienne face à la macroéconomie ..... 378
- IV. Le critère de consensus et ses limites ..... 385
- V. A propos de quelques facteurs déstabilisants ..... 391

<b>Chapitre 8 : La macroéconomie, entre science et expertise .....</b>	<b>400</b>
I. Les enjeux de l'expertise pour la science économique .....	404
II. L'expertise comme fonction intrinsèque de la science économique .....	408
III. Objectivité, consensus et unité de la macroéconomie .....	413
IV. Un modèle « décisionnel » historiquement situé .....	417
V. La critique de la NEC à la lumière des enjeux de l'expertise .....	423
<b>Chapitre 9 : De la dynamisation du modèle de Malinvaud à la rationalisation des transformations de la macroéconomie récente .....</b>	<b>432</b>
I. La double crise des années 1970 .....	434
II. Les recherches théoriques d'Edmond Malinvaud : une rationalisation des déplacements de la politique économique dans les années 1970 .....	439
III. Les raisons du succès temporaire de la théorie du « déséquilibre » .....	445
IV. Les trajectoires croisées de l'approche non-walrasienne et de la NEC .....	451
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>464</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>469</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>511</b>
<b>Remerciements .....</b>	<b>532</b>

## Introduction générale

Récemment disparu, Edmond Malinvaud (1923-2015) a laissé derrière lui une quantité impressionnante de publications, qui ont porté sur tous les domaines fondamentaux de la discipline : la microéconomie, la macroéconomie et l'économétrie. Une quantité tellement impressionnante qu'une thèse ne peut suffire à l'épuiser. Toutefois, quiconque nourrissant l'ambition d'y parvenir pourra revendiquer, légitimement, disposer d'un savoir considérable sur la connaissance économique. Tel n'est malheureusement pas notre cas, puisque, des publications d'Edmond Malinvaud, nous n'avons considéré que celles qui ont concerné le domaine de la macroéconomie. Un domaine de la science économique qui l'a continuellement occupé, mais aussi fortement préoccupé, à partir de la seconde moitié des années 1970 et ceci jusqu'à la fin de sa vie. Si Edmond Malinvaud n'est, certes, pas resté une grande figure pour l'histoire de la macroéconomie, l'intérêt de ses écrits dans ce domaine est précisément lié au fait qu'ils ne réduisent pas à ses contributions académiques. Pourtant, ces écrits d'Edmond Malinvaud ont une portée et une généralité telles qu'ils sont capables de fournir des réponses à certaines des problématiques de l'histoire récente de la macroéconomie.

Il convient d'abord de rappeler les quelques éléments biographiques d'Edmond Malinvaud, indispensables pour prendre la mesure de sa trajectoire particulière au sein de la discipline (*I*). Ensuite, nous dressons un état des lieux de l'histoire récente de la macroéconomie, en dégagant trois points particulièrement problématiques vis-à-vis desquels cette thèse a l'ambition de fournir des réponses (*II*). Puis nous développons notre hypothèse selon laquelle les écrits d'Edmond Malinvaud sont de nature à pouvoir répondre à ces problématiques générales, tout en exposant les raisons pour lesquelles ceux-ci sont d'un intérêt non négligeable pour l'histoire récente de la macroéconomie (*III*). Toutefois, même justifiée, une telle hypothèse peut encore sembler trop forte ; aussi nous faut-il en préciser les limites *a priori*. Ce faisant, nous serons conduits à préciser notre approche historiographique ainsi que ses difficultés (*IV*). Enfin, à l'issue de cette introduction générale, nous présentons le plan détaillé de notre thèse et l'argumentation générale qui la traverse (*V*).



## I. Quelques éléments de biographie<sup>1</sup>

Né le 25 avril 1923 à Limoges, Edmond Malinvaud est issu d'une famille bourgeoise et catholique. Son père, Auguste Malinvaud, est avocat et ne cache pas ses convictions socialistes. Témoin de la Grande Dépression dans les années 1930, Edmond Malinvaud (1987e, 1989d, 2001b, 2003a, 2012) se rappelle avoir été très marqué par ses conséquences économiques et sociales dans sa ville, disposant alors d'une industrie de porcelaine et de chaussures. Aussi, Edmond Malinvaud assure-t-il que cette expérience a largement participé à orienter ses choix professionnels par la suite :

« During those years as a teenager I became conscious of a main ethical principle which was underlying the visions and projects I formed about my future: since I was so fortunate, I had to accomplish something which would be useful to those less fortunate. I was certainly eager to know and to understand, but before anything else I had to serve. » (Malinvaud [2001b], p. 4)

Après l'obtention de son baccalauréat (1940) et une classe préparatoire à Lyon, Edmond Malinvaud entre à l'école Polytechnique (X-1942). Un choix de raison plus que d'inclination, puisque ce dernier se sent plus à l'aise en sciences qu'en lettres ou philosophie (Malinvaud [2001b]). En parallèle de ses études à Polytechnique, il s'inscrit toutefois en faculté de droit parce que cette formation comprend à l'époque des cours en économie politique (Malinvaud [1987e]), mais aussi parce qu'il se garde l'option de devenir avocat par tradition familiale (Malinvaud [2001b, 2003a]). Etudiant pendant la Seconde Guerre mondiale, la formation d'Edmond Malinvaud est interrompue par diverses activités. Ainsi, il est envoyé au milieu de la France comme travailleur manuel entre 1942 et 1943, puis il est attaché au service de l'armée française au cours de l'année 1944 (Malinvaud [2001b]). Dans ces conditions, il apprend surtout l'économie politique en autodidacte, en lisant des ouvrages économiques de l'époque, dont l'*Histoire des doctrines économiques* (Gide et Rist [1909]). En 1946, il obtient sa licence de droit et son diplôme de Polytechnique, puis il choisit d'intégrer la première promotion de l'Ecole d'application de l'INSEE<sup>2</sup> (1946-1948) afin de devenir économiste :

---

<sup>1</sup> Cette courte biographie d'Edmond Malinvaud a été réalisée à partir des travaux antérieurs (Milleron [1988], Boyer et al. [1989], Mazodier [1992]), des tribunes publiées en son hommage (Tavernier [2015], Phillips [2015a, 2015b], Mazodier [2015]), d'études historiques (Fourquet [1980], INSEE [1996], Terray [2002, 2005]) et des quelques informations autobiographiques contenues dans les articles et les interviews (fournies) de Malinvaud (1987d, 1987e, 1989d, 2001b, 2001c, 2003a, 2010, 2012).

<sup>2</sup> L'Ecole d'Application de la statistique fut créée en 1942 dans le but de former les deux nouveaux corps de fonctionnaires, spécialisés en statistiques et en économie, de la Société Nationale des Statistiques (SNS) : les *administrateurs* et les *attachés*.

« A l'INSEE, nous n'étions que six dans ma promotion. Mais il y avait des cours communs avec l'Institut de Statistiques de l'Université de Paris. Tout ceci était très artisanal. Mais les professeurs faisaient un bel effort. J'ai le souvenir de l'un d'eux qui faisait devant nous un numéro d'orateur comme s'il avait parlé devant 300 personnes. Il préparait très bien ses cours. C'était un monsieur d'un certain âge et quand il avait fini son cours il s'asseyait et nous demandait si son cours avait été bon. Dès les débuts de la création de l'Ecole d'Application, cette idée qu'il devait y avoir un enseignement était présente. [...] Pour moi qui ai été de la première promotion, j'ai eu un certain nombre de cours d'économie. » (Malinvaud [1989d])

L'enseignement à l'Ecole d'application de l'INSEE est alors surtout centré sur la statistique mathématique et la théorie des probabilités<sup>3</sup>. Celui-ci est assuré par Georges Darmois (1888-1960), qui sera la première figure tutélaire d'Edmond Malinvaud. Ce dernier éveille son intérêt pour l'économétrie et lui confie, dès 1952, ses premiers enseignements dans la matière, en même temps qu'il l'encourage à approfondir le domaine (Malinvaud [2001b, 2003a]). De l'aveu de Malinvaud (1987e), Darmois l'aura influencé jusque dans sa manière (géométrique) de présenter les méthodes statistiques en économétrie dans son manuel (Malinvaud [1964]), notamment la méthode de l'estimation linéaire. A l'Ecole d'Application, Edmond Malinvaud rencontre une autre figure tutélaire, Maurice Allais (1911-2010), qui est son professeur d'analyse économique en deuxième année :

« The most significant event was my meeting with Maurice Allais who became one of my teachers in 1947. After the initial surprise to be confronted with such an unusual man, I quickly understood I had much to learn from him. » (Malinvaud [1987d], p. 299)

C'est une étape décisive dans sa formation intellectuelle, car Edmond Malinvaud (1987d, 2001b, 2003a, 2010, 2012) reconnaît une triple dette à l'égard de Maurice Allais. Tout d'abord, une dette intellectuelle au sens où il lui doit sa compréhension précoce des théories de l'équilibre général et du capital. Aussi, en lui fournissant ce cadre d'analyse de référence, Allais permet à Edmond Malinvaud de mettre de l'ordre dans les connaissances qu'il a antérieurement accumulées, de manière autodidacte :

« Il est arrivé dans ma formation à un moment où j'avais déjà beaucoup travaillé, mais j'avais besoin de mettre de l'ordre dans mes réflexions. Allais était un esprit très organisé et il m'a beaucoup apporté. » (Malinvaud [1989d], p. 5)

---

<sup>3</sup> Pour la raison simple qu'à cette époque, le système statistique est largement à construire. D'ailleurs, à son entrée à l'INSEE fin 1948, Malinvaud est d'abord employé à l'élaboration des données statistiques et des comptes nationaux (Malinvaud [1987e]). Plus précisément, Malinvaud est chargé des enquêtes sur les budgets familiaux avec pour objectif de collecter des données statistiques et élaborer un nouvel indice des prix à la consommation pour les légumes et les produits frais.

« Allais had recently completed his two major books in economic theory<sup>4</sup> [...], working alone far ahead of anyone in France. [...] His grand general equilibrium approach immediately impressed me as giving order and perspectives to what I had earlier learned. » (Malinvaud [2001b], p. 4)

Sa deuxième dette à l'égard d'Allais est de l'avoir initié à la recherche en économie, en lui donnant accès à la littérature « moderne » et anglo-saxonne (Hicks, Samuelson, Von Neumann, *etc.*). Par ailleurs, Malinvaud rejoint le Groupe de Recherches Economiques et Sociales (GRECS) en 1948, un groupe informel de jeunes économistes réunis autour de Maurice Allais afin de discuter des grands problèmes théoriques et pratiques d'après-guerre (planification indicative, économie mixte, répartition des revenus, retour à la liberté des prix, *etc.*). Les discussions portaient sur un large ensemble de problèmes, autant pratiques (et relatifs à la gestion économique du secteur public) que théoriques. Edmond Malinvaud y présentera une analyse critique des fondements théoriques (keynésiens) de la planification anglaise, qui constituera son premier article publié (Malinvaud [1950])<sup>5</sup>. Ne comptant qu'une dizaine de membres actifs, tous étudiants de M. Allais, parmi lesquels Marcel Boiteux (1922-) et Gérard Debreu (1921-2004), dont Malinvaud sera le plus proche, les réunions du GRECS ont toutefois attiré de nombreux participants extérieurs. En effet, s'y retrouvent aussi bien des économistes-ingénieurs (P. Massé, A. Sauvy, R. Marjolin), des universitaires (R. Aron, B. de Jouvenel, L. Rougier, R. Courtin), des conseillers d'Etat (J. Rueff, R. Auboin), des industriels, des hommes politiques ou encore des syndicalistes. L'initiation à la littérature « moderne » passe également par le fait que de nombreux économistes étrangers sont invités par le GRECS (M. Friedman, R. Frisch, F. Hayek, J. Tinbergen, *etc.*)<sup>6</sup>. Aussi Edmond Malinvaud (1989d, 1987e, 2003a) ne tarit pas d'enthousiasme à propos de ses deux années passées au GRECS (1948-1950), dont il rappelle volontiers l'atmosphère intellectuelle. Enfin, sa dernière dette à l'égard de M. Allais est que ce dernier lui a procuré une bourse auprès de la Fondation *Rockefeller* afin de passer une année à l'université de Chicago (1950-1951). Ainsi, de 1947 à 1950, la relation de Malinvaud à Allais aura été très forte : passant du statut d'étudiant à celui de disciple au sein de GRECS. Toutefois, à son retour des Etats-Unis en 1951, cette relation semble avoir perdu en intensité<sup>7</sup>, tout comme le dynamisme du GRECS<sup>8</sup> :

---

<sup>4</sup> A cette époque, M. Allais vient en effet de publier deux ouvrages majeurs : *Economie pure et rendement social* (Allais [1945]), *Economie et intérêt* (Allais [1947]).

<sup>5</sup> Dont Malinvaud (2010) signale que l'objet comme le ton furent largement influencés par M. Allais.

<sup>6</sup> Le GRECS a été fondé le 9 novembre 1945 par Maurice Allais et Auguste Detoeuf (1883-1947), dans la lignée du mouvement X-crise d'avant guerre. Pour plus d'informations, voir : Laudereau et Diemer (2010).

<sup>7</sup> Par la suite, Edmond Malinvaud (1989d, 2010) ne considérera plus M. Allais que comme un simple collègue. Progressivement, il affiche ses divergences avec lui, le présentant essentiellement comme un théoricien : « [...] Maurice Allais n'était pas un économètre au sens de quelqu'un qui travaille sur des statistiques pour étudier des

« [Allais] était très stimulant à l'époque [1948-1950], mais plus tard il a commencé à travailler de façon beaucoup plus isolée. [...] En ce qui concerne le séminaire d'Allais, je sais qu'il avait perdu beaucoup de son rayonnement intellectuel pour des tas de raisons. Il avait décidé de s'intéresser à la physique. C'est un homme qui est somme toute très personnel. Son séminaire a perdu de la vitalité et un jour le CNRS a décidé de cesser de le soutenir. » (Malinvaud [1989d]).

L'INSEE lui ayant accordé congé (Malinvaud [2001b]), Edmond Malinvaud rejoint l'université de Chicago en tant que *visiting fellow* pour l'année universitaire 1950-1951. A cette époque, Chicago héberge encore la *Cowles Commission*<sup>9</sup>, épice de développement de l'économétrie. Ne trouvant pas de séminaires d'économie dignes d'intérêt, Malinvaud (1987e, 2001b, 2003a) suit surtout des cours de mathématiques (topologie, algèbre linéaire). Toutefois, il y découvre l'analyse d'activités ainsi que les dernières avancées en théorie de l'équilibre général. Il y est également initié à l'économétrie des équations simultanées, méthodologie déjà bien avancée (Haavelmo [1944]) mais pour laquelle des extensions, des applications ou de meilleures présentations étaient encore recherchées. Il y rencontre enfin des économistes de renommée internationale, comme : Leonard Savage, John Chipman, Kenneth Arrow, Lawrence Klein, Jacob Marschak, Tjalling Koopmans, Leonid Hurwicz, Milton Friedman. Ce séjour est également l'occasion de resserrer ses liens avec Gérard Debreu (Malinvaud [2012]), qu'il côtoiera fréquemment par la suite, en France ou aux Etats-Unis (à Berkeley). Au final, Edmond Malinvaud garde de son année à Chicago le souvenir d'une opportunité incroyable pour un économiste de son profil :

« The Cowles Commission was an ideal place for a 27-year-old mathematical economist and statistician, eager to participate in research and to get acquainted with colleagues sharing his interests. » (Malinvaud [2003a], p. 186)

A l'instar de Gérard Debreu, Edmond Malinvaud aurait pu poursuivre sa carrière aux Etats-Unis, à la *Cowles* ou ailleurs. Mais il n'en saisit pas l'opportunité, notamment parce qu'il était réticent à l'idée de ne consacrer sa carrière qu'à la recherche et se pensait plus utile à l'INSEE (Malinvaud [2001b, 2003a])<sup>10</sup>. Pour autant, il revient de Chicago avec la ferme intention

---

méthodes d'induction. Il a, à l'occasion, utilisé des statistiques et il a fait du travail dessus, mais c'était la théorie économique qui l'intéressait. » (Malinvaud [1989d])

<sup>8</sup> Si le GRECS a existé jusqu'en 1969, et sous une forme plus institutionnelle à partir de 1953 (le lieu est déplacé du Café Saint Sulpice à l'École des Mines), Edmond Malinvaud (1989d) considère qu'il n'a jamais été aussi actif qu'au cours de la période 1948-1950.

<sup>9</sup> Celle-ci déménage en 1955 à Yale, lorsque T. Koopmans en prend la direction.

<sup>10</sup> Ainsi : « This insertion in the Cowles Commission was opening academic opportunities for me, which were made more or less explicit in the few subsequent years. We may wonder why I was not really tempted to seize these opportunities. Two reasons explain it. First [...] I had chosen to serve among my people. Only a political regime hostile to personal liberties would have forced me to migrate out of France (until the end of the Algerian war in 1962 I did not consider the risk as being negligible). Second, I was reluctant to gamble that, if devoted

d'utiliser tout son temps libre à la recherche et l'enseignement en économie (Malinvaud [2003a]). A son retour, en 1951, Malinvaud est chargé par le directeur de l'INSEE, Francis-Louis Closon (1910-1998), de diriger l'équipe de l'INSEE associée au Service des Etudes Economiques et Financières (SEEF) pour élaborer les comptes nationaux<sup>11</sup>. Cette équipe travaille sur certaines branches du secteur productif (Malinvaud s'occupe des industries textiles et connexes). L'ouvrage *Initiation à la compatibilité nationale*, coordonné et publié par Malinvaud et Dumas (1957), apparaît ainsi comme le résultat de cette collaboration de cinq années (1951-1956)<sup>12</sup>. En 1956, il quitte la mission INSEE puisqu'il est envoyé comme officier en Algérie, puis il passe une année à Genève à la Commission économique des Nations-unis pour l'Europe (Malinvaud [2003a]). En 1957, Edmond Malinvaud est recruté comme directeur d'études par l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE - 6<sup>ème</sup> section)<sup>13</sup>. A titre symbolique surtout, car ce dernier n'y exerce aucune activité véritable : ni enseignement ni encadrement de thèse<sup>14</sup>. Plus important, il est chargé à cette époque par F.-L. Closon et le directeur du SEEF, Claude Gruson (1910-2000), de transformer l'Ecole d'Application de

---

mainly to research, my life would really be useful. I had a very clear vision of what I could bring with my participation in INSEE and more generally in the French public administration. Notwithstanding the enthusiasm I had witnessed with Allais and at the Cowles, I feared that the prospect of a socially fruitful career in research could turn out to have been a mirage. » (Malinvaud [2001b], p. 5)

<sup>11</sup> En 1947, François Bloch-Lainé (1912-2002) est nommé à la direction du Ministère des Finances (Trésor). Désirant réformer en profondeur cette institution, il crée rapidement un comité de statistiques visant à centraliser et à mettre à jour les données statistiques détenues par les directions du ministère. Pour ce faire, il obtient un arrêté de nomination en 1948, dont les attributions sont relativement floues (Terray [2005]), pour recruter Claude Gruson. Celui-ci attendra 1949 pour définir son objectif d'approfondir les travaux de comptabilité nationale amorcés au Plan, afin de transformer la prise de décision publique et de mieux orienter la planification française. A l'issue des négociations entre Jean Monnet (Commissaire général au Plan et F. Bloch Lainé), Gruson obtient la création en 1950 d'un comité d'experts permettant le transfert de la compatibilité nationale du Plan au ministère des finances. A partir de cette date, Gruson et la petite équipe rassemblée autour de lui (J. Denizet, J. Sérisé, C. Alphanéry, C. Prou, etc.) ont eu pour mission de développer la comptabilité nationale en France et de fournir une analyse des comptes de la nation. Jusqu'au début des années 1960, le SEEF s'impose comme l'institution cherchant à pousser le plus loin le développement de la planification en France : en imposant les projections macroéconomiques du plan à moyen et long terme ; en œuvrant à la formation de fonctionnaires spécialistes de l'économie appliquée (le CEPE) ; en militant pour une politique des revenus à l'issue du 4<sup>ème</sup> Plan ; etc. Toutefois, la question de la répartition des travaux de comptabilité nationale a toujours été une source de tensions entre l'INSEE et le SEEF (Terray [2002], Fourquet [1980]). Aussi l'INSEE obtient de pouvoir élaborer les comptes du passé (son chiffrage) et donc l'envoi d'une équipe détachée au SEEF, dirigée par Malinvaud. Une telle collaboration n'apaise pas pour autant les tensions, car plusieurs membres de cette équipe détachée de l'INSEE se sont fait débaucher par le SEEF (Malinvaud, dans : Fourquet [1980]). Le conflit entre ces deux institutions n'est définitivement réglé qu'avec la nomination de Gruson à la direction de l'INSEE (1961-1967), dans laquelle il rapatrie la plupart des travaux de comptabilité nationale (à l'exception des études prévisionnelles qui restent au SEEF, renommé Direction de la Prévision en 1965).

<sup>12</sup> Ouvrage qui présente toutefois des allures de manuel et contribue à faire connaître la comptabilité nationale, à une période où aucun travail systématique de présentation de cet instrument n'avait été réalisé en France.

<sup>13</sup> La création de la 6<sup>ème</sup> section de l'EPHE (ex-EHESS) en 1948 fut à l'initiative des historiens de l'école des Annales (C. Morazé, L. Febvre et F. Braudel) qui avaient alors pour ambition de réaliser institutionnellement leur projet d'« histoire globale », consistant à renouveler l'histoire par une plus grande interaction avec les autres sciences sociales (notamment avec l'économie).

<sup>14</sup> Ainsi, O. Godechot ([2011], note 3) indique que le statut d'Edmond Malinvaud à l'EHESS, comme d'ailleurs celui de Gruson, a été de « directeur d'études en congé » jusqu'en 1993.

l'INSEE. A cet effet, il fonde avec Charles Prou le « Centre des Programmes Economiques » (CEPE)<sup>15</sup> : un centre d'enseignement, échappant aux cadres rigides de l'enseignement supérieur<sup>16</sup>, destiné à former des cohortes de fonctionnaires et de cadres d'entreprises publiques aux nouveaux outils théoriques et pratiques de l'économie, utilisés au sein des administrations. Ce faisant, le CEPE avait pour objectif de rapprocher les deux courants de la pensée économique française ayant émergé depuis la Seconde Guerre mondiale : d'un côté, la macroéconomie et la comptabilité nationale (autour du SEEF de Gruson<sup>17</sup>) ; de l'autre, la microéconomie et le calcul économique (autour d'Allais). Ainsi, le CEPE a été conçu comme un organe de liaison entre microéconomie et macroéconomie, et entre théorie et pratique. Le choix de confier à Malinvaud la gestion CEPE se justifie d'ailleurs par le fait qu'il soit le seul économiste français capable de faire le pont entre Allais et Gruson et de faire le lien entre la théorie économique et la pratique des administrations – comme en témoigne Charles Prou :

« En 57, [...] j'ai offert la direction du CEPE à Malinvaud, mais pour une autre raison. Malinvaud est l'élève de Maurice Allais, mais comprenait l'intérêt de la macroéconomie et de la comptabilité nationale. Le but du CEPE, c'est de faire la liaison entre les universitaires et les praticiens. Le seul enseignement universitaire efficace était celui de François Perroux ; l'enseignement des professeurs de Faculté était complètement déconnecté des problèmes concrets. Un autre enseignement efficace était celui de Maurice Allais et de René Roy. Allais avait la réputation d'être un peu fou, mais c'est lui qui a sorti Malinvaud et des tas d'autres types comme Boiteux, Nataf... Mais cet enseignement ignorait totalement la comptabilité nationale. Donc, en gros, les pôles intellectuels de l'époque étaient d'un côté l'ISEA avec François Perroux, et de l'autre les mathématiciens Allais, Divisia et Roy. Il y avait une opposition virulente entre le groupe d'Allais, Roy et Malinvaud et le groupe des comptables nationaux. Gruson était irrité par l'économie mathématique et le marginalisme d'Allais, qui était une défense du libéralisme. En gros les uns étaient à droite et les autres à gauche ! » (Prou, dans : Fourquet [1980], p. 254-255)

L'originalité de l'enseignement pédagogique au CEPE tient ainsi au fait qu'il soit centré sur l'application des techniques et méthodes utilisées par les économistes praticiens. Praticiens qui sont d'ailleurs préférés aux universitaires : les modèles macroéconomiques par Edmond

---

<sup>15</sup> Au milieu des années 1950, le SEEF peine à recruter tout le personnel dont il a besoin. Or, aucun des centres d'enseignements existants n'a encore la capacité de former des économistes professionnels capables d'approfondir et de développer les nouvelles méthodes économiques qui sont en train de transformer la gestion de l'administration depuis 1945. En effet, d'un côté, les ingénieurs comme les énarques n'ont pas de formation économique suffisante pour être opérationnels dans un service d'études économiques. De l'autre, l'Ecole d'Application de l'INSEE n'a pas encore pris la dimension qu'elle prendra plus tard, avec la création de l'ENSAE (1961), et ne fournit que trop peu d'effectifs (10 à 12 diplômés par promotion jusqu'à la fin des années 1950). Ces derniers sont d'ailleurs essentiellement destinés à rejoindre les services de l'INSEE.

<sup>16</sup> Il s'agit surtout ici du ministère des finances, et de la caisse des dépôts et consignations, qui voient d'un bon œil la possibilité de bénéficier à court terme d'un personnel compétent pour plusieurs services administratifs : pour le SEEF, la SEDES, le BIPE et le service des études économiques générales d'EDF.

<sup>17</sup> Le SEEF est à l'origine des premières avancées en macroéconomie : ils diffusent les premières vulgarisations du keynésianisme en France et produisent les premières études sur la croissance et les cycles (Terray [2002]).

Malinvaud<sup>18</sup> ; la microéconomie et le calcul économique est enseigné par Marcel Boiteux ; la théorie des choix par André Nataf ; les techniques de la recherche opérationnelle par Georges-Théophile Guilbaud. Après un séjour en 1961 à l'université de Berkeley comme professeur invité, Malinvaud est directement concerné par le tournant que le nouveau directeur général, Claude Gruson (1961-1969), entend faire prendre à l'INSEE. La réorganisation en cause passe notamment par la création de la Direction des Synthèses économiques, conduisant à fusionner les travaux de comptabilité nationale et de planification (du SEEF) avec ceux du service de la conjoncture<sup>19</sup>. Elle passe également par la création de quatre ensembles de services centraux rattachés à la Direction Générale, parmi lesquels la nouvelle ENSAE<sup>20</sup>, dont la direction est confiée à Malinvaud (1962-1966<sup>21</sup>). A sa tête, il aura eu pour préoccupation majeure d'y renforcer l'enseignement économique, dans lequel il s'investit plus intensément par ailleurs<sup>22</sup> (Malinvaud [1989d]). Son investissement dans l'enseignement s'accroît encore par la suite, lorsqu'il est nommé professeur associé à la faculté de droit et de sciences économiques de Paris (1969-1971) ; ce qui fait de lui l'un des premiers « économistes-ingénieurs » à enseigner à l'université. Le temps d'Edmond Malinvaud étant ainsi largement consacré à l'enseignement pendant les années 1960, celui-ci en profite pour publier deux manuels importants : le premier en économétrie (Malinvaud [1964]), le second en théorie microéconomique (Malinvaud [1969])<sup>23</sup>.

« As is well known, in the immediate postwar years many French intellectuals were attracted to the Communist party. This was indeed the case of quite a few of my best colleagues and friends. I was protected from the contagion because I had no guilty feelings that would have come from being born into a bourgeois family. I had a sense of duty, yes, but of guilt no, because of the exemplary life led by my father and mother. But I know so many for whom adhering to a left-wing party was a form of purification. I was also protected by good judgement. I did not discard as false the testimonies about the reality of liberties in the Soviet Union; moreover, I knew how people with the best ethical principles could forego them when talked into believing that the supposedly

---

<sup>18</sup> Malinvaud commence ainsi à enseigner la macroéconomie dès 1957 ; et il le fera de manière ininterrompue jusqu'à la fin de sa carrière. Nous reviendrons un peu plus loin sur ce point.

<sup>19</sup> Direction des Synthèses qui devient rapidement le cœur du nouvel INSEE, où Gruson place tous ses proches en provenance du SEEF (Terray [2002]).

<sup>20</sup> Faisant suite à la volonté de F.-L. Closos et Gruson de réorganiser l'Ecole d'Application de l'INSEE, l'ENSAE est créée en 1960 : les promotions y sont plus importantes et la formation s'ouvre aux anciens élèves des facultés de droit et d'économie.

<sup>21</sup> Puis, à nouveau, de 1971 à 1972.

<sup>22</sup> P. Mazodier (1992) signale que Malinvaud a beaucoup œuvré pour organiser l'enseignement de l'économie et des statistiques en France, en participant à différentes commissions : à l'INSEE, au CNRS, à l'Institut Scientifique des Hautes Etudes (IHES) ou au Ministère de l'Education Nationale.

<sup>23</sup> Ces manuels, comme son manuel de théorie macroéconomique (Malinvaud [1981]), résultent directement de ses enseignements à l'ENSAE. Les raisons invoquées par Malinvaud (2003a) pour justifier d'avoir publié autant de manuels sont : 1°) l'absence de manuel de référence (en français) dans ces domaines correspondant au profil particulier des étudiants de l'ENSAE (des étudiants surtout formés en statistiques et en mathématiques) ; 2°) sa mal-aisance orale et ses difficultés à assurer un cours sans l'avoir écrit antérieurement au préalable.

superior interest of the party so required. I had seen that, of course on a quite minor scale, within the boy-scout movement, which I did not quit however. » (Malinvaud [2001b], p. 5)

Si les activités d'Edmond Malinvaud à l'INSEE ont surtout trait à l'enseignement, celles-ci se diversifient hors de l'Institut et sont plus résolument tournées vers l'action publique au cours des années 1960. En effet, cette décennie marque l'engagement plus marqué de ce dernier dans la planification française (Malinvaud [2010, 2012]) ; un engagement autant justifié par sa proximité opérationnelle au Commissariat Général au Plan que par sa proximité intellectuelle à Pierre Massé<sup>24</sup> (1898-1987). Surtout, à son retour d'un second séjour à Berkeley comme professeur invité en 1967, l'ambiance a radicalement changé à l'INSEE après que Claude Gruson (démissionnaire) a été remplacé par Jean Ripert (1922-2000). Celui-ci donne, en effet, une plus grande place à Malinvaud au sein de l'Institut, dont il fait son conseiller scientifique entre 1968 et 1971 (INSEE [1996]) et qu'il charge de créer la première équipe de recherche en économie au sein de l'INSEE : le Centre de Recherche en Economie et Statistiques (Crest).

## II. Un état des lieux de l'histoire récente de la macroéconomie

Les transformations de la macroéconomie depuis les années 1970 étant restées longtemps *Terra Incognita* pour l'histoire de la pensée économique, les macro-économistes se sont chargés eux-mêmes de donner leur version des faits. Aussi cette protohistoire, qui a émergé au milieu des années 1990 et qu'il convient désormais de qualifier de *standard narrative* (Duarte et Lima [2012], Hoover [2012]), a inévitablement servi de point de départ à l'historiographie de la macroéconomie. Dans ces conditions, dresser l'inventaire des questions qui se posent aujourd'hui en histoire de la macroéconomie depuis les années 1970<sup>25</sup> requiert préalablement d'exposer les contours de la *standard narrative*, avant de préciser en quels points précis celle-ci a récemment été remise en cause.

---

<sup>24</sup> Ingénieur économiste (X), Commissaire général au Plan (1959-1966) en charge du 4<sup>ème</sup> Plan (1962-1965).

<sup>25</sup> Conséquence de la *standard narrative*, et du développement lié de l'historiographie de la macroéconomie, ce qu'il faut entendre par « macroéconomie depuis les années 1970 » concerne avant tout l'étude des fluctuations, considérée du point de vue des approches dominantes.



## 2.1. *La standard narrative*

A partir du milieu des années 1990, renforcés par l'élaboration des premiers modèles DGSE et la perspective d'un consensus retrouvé en macroéconomie (Goodfriend et King [1997]), une série d'auteurs (Mankiw [1990]<sup>26</sup> ; Woodford [1999, 2003, 2009] ; Blanchard [2000, 2008] ; Epaulard et *al.* [2008]) ont cherché à expliquer comment la discipline en était arrivée là. Relativement homogène, du fait qu'ils s'inscrivent communément dans la perspective d'une « reconstruction rationnelle », cette interprétation s'est largement diffusée au sein de la profession des macro-économistes (Abraham-Frois [2005], Mignon [2010]), notamment au sein de la communauté des modélisateurs DSGE opérant au sein des banques centrales et des institutions internationales (Sergi [2015a]). A tel point qu'il n'est pas exagéré d'avancer que celle-ci fait office d'histoire officielle de la macroéconomie depuis les années 1970.

Jusqu'aux années 1960, la macroéconomie apparaît comme caractérisée par un fort consensus (Mankiw [1990]), qu'il convient de caractériser de « consensus keynésien » pour souligner le fait que la discipline est, à cette époque, largement acquise aux idées keynésiennes et à la nécessité des politiques de stabilisation. Trois éléments principaux sont constitutifs de ce consensus : le modèle IS-LM (Hicks [1937], Modigliani [1944]), la courbe de Phillips (Phillips [1958], Solow et Samuelson [1960]), ainsi que les modèles macro-économétriques structurels (Tinbergen, Klein). A la fois théorique et empirique, le « consensus keynésien » s'étend à la croyance dans la capacité de la macroéconomie à prévoir les évolutions économiques à court terme et à étudier les effets des politiques économiques alternatives.

Au tournant des années 1970, ce consensus s'affaiblit à mesure que ses lacunes deviennent plus manifestes (Mankiw [1990]). Du point de vue empirique, l'augmentation simultanée des taux d'inflation et de chômage à la suite du premier choc pétrolier remet en cause la stabilité de la courbe de Phillips et plonge la discipline dans le désarroi. Dans le même temps, les échecs répétés des politiques de stabilisation dans la plupart des pays de l'OCDE font douter du bien-fondé de ces politiques et de l'analyse théorique qui les sous-tend. Du point de vue théorique, l'insatisfaction grandit face au décalage croissant entre les principes microéconomiques et la pratique macroéconomique. D'autant plus que quelques auteurs

---

<sup>26</sup> Mankiw (1990) précède quelque peu ce mouvement, en défendant l'intérêt de l'évolution de la recherche académique depuis les années 1970 pour la macroéconomie appliquée et en anticipant le fait que la discipline soit en passe de renouer avec le consensus.

avaient mis en évidence, à la fin des années 1960, la faiblesse des fondements microéconomiques du « consensus keynésien » : que ce soit à propos du modèle IS-LM et de la synthèse néoclassique (Clower [1965], Leijonhufvud [1968]) ; de la courbe de Phillips (Friedman [1968], Phelps [1968]) ; ou de l'analyse du marché du travail (Lucas et Rapping [1969], Phelps [1970]). Pour G. Mankiw (1990), les contributions de M. Friedman (1968) et E. Phelps (1968) ont été les plus décisives car les événements des années 1970 semblent leur avoir donné raison : la courbe de Phillips, où l'emploi agrégé est fonction d'un ensemble de variables microéconomiques (duquel l'offre de monnaie est exclue), est instable dès lors que les responsables politiques cherchent à l'exploiter.

L'effet produit sur la profession est, en tout cas, suffisamment important pour que la recherche des fondements microéconomiques devienne un véritable « challenge collectif » au cours des années 1970 (d'Autume [2000]). Les critères de cohérence interne sont désormais privilégiés et imposent à toutes les relations macroéconomiques des fondements microéconomiques clairs – impliquant *a minima* que tous les comportements puissent être interprétés comme maximisateurs rationnels dans un cadre d'équilibre explicite (d'Autume [1995]). Le premier effet de cette recherche des micro-fondements a été de précipiter l'effondrement du « consensus keynésien », en particulier à la suite des résultats de la Nouvelle Economie Classique (désormais NEC). Dotée d'une forte cohérence interne, un concept d'équilibre reposant sur les seuls postulats de *market-clearing* et d'anticipations rationnelles, la NEC balaie un à un les éléments constitutifs du « consensus keynésien » : le concept de chômage involontaire (Lucas et Rapping [1969], Lucas [1972]) ; l'efficacité de la politique monétaire (Lucas [1973], Sargent et Wallace [1975], Barro [1976]) comme de la politique budgétaire (Barro [1974]) ; la stabilité de la courbe de Phillips (Lucas [1972, 1973], Sargent et Wallace [1975]) ; l'utilité des modèles macro-économétriques dans l'étude des effets des politiques économiques alternatives (Lucas [1976], Lucas et Sargent [1978]) ; ou encore le caractère optimal des politiques discrétionnaires (Kydland et Prescott [1977]). Acculés face aux assauts de la NEC, dont les travaux dominent la recherche en macroéconomie tout au long des années 1970, les macro-économistes de la « synthèse néoclassique » (R. Solow, J. Tobin, F. Modigliani, A. Okun, G. Haberler, L. Klein, *etc.*) disparaissent progressivement de l'horizon.

Pour autant, la période suivant l'effondrement du « consensus keynésien » est davantage caractérisée par la confusion et les divisions au sein de la discipline (Mankiw [1990],

Blanchard [2008]). Positivement, la recherche en macroéconomie s'est développée en trois directions principales, certes toutes influencées par la NEC (directement ou indirectement). A la suite de Sargent et Wallace (1975), un premier ensemble de recherches a eu pour objectif d'approfondir les implications, théoriques et empiriques, du concept d'anticipations rationnelles (Barro [1976], Fisher [1977], Kydland et Prescott [1977], Calvo [1978], Barro et Gordon [1983]). Cette littérature aboutit à identifier le problème d'incohérence temporelle des politiques économiques discrétionnaires. A la suite de R. Lucas (1972, 1973, 1975), un second ensemble de recherches a visé à rendre compte des fluctuations à partir des deux postulats fondamentaux de la NEC. Tournant le dos à l'hypothèse d'information imparfaite des prix de Lucas, cette voie de recherches développe massivement l'hypothèse formulée par F. Kydland et E. Prescott (1982), selon laquelle les fluctuations traduisent la réaction optimale des agents économiques à l'irruption soudaine de chocs technologiques (Long et Plosser [1983], Prescott [1986]). Héritière du cadre méthodologique de la NEC, la théorie des « cycles réels » (désormais TCR<sup>27</sup>) entend renouer avec les principes de la macroéconomie pré-keynésienne : optimalité des fluctuations et efficacité des mécanismes de marché ; caractère « volontaire » du chômage ; stricte neutralité de la monnaie<sup>28</sup> ; *etc.* En réaction à la NEC, et plus encore à la TCR, un dernier ensemble de recherches s'est développé dont le but est de réhabiliter la macroéconomie keynésienne. Considérant rapidement la théorie du « déséquilibre » (Barro et Grossman [1971]) comme une impasse, la Nouvelle Economie Keynésienne (désormais NEK) entend rendre compte des fluctuations en précisant les fondements microéconomiques des rigidités nominales. D'abord, sur le marché du travail, où plusieurs théoriciens de la NEK cherchent à micro-fonder l'hypothèse de rigidité des salaires (Fisher [1977], Taylor [1979, 1980], Shapiro et Stiglitz [1984]). Ensuite, sur le marché des biens, où plusieurs théoriciens cherchent à micro-fonder l'hypothèse de rigidité des prix (Akerlof et Jellen [1985], Mankiw [1985], Blanchard et Kiyotaki [1987])<sup>29</sup>.

Bien que la NEK fasse figure d'opposition à la NEC, à partir de la fin des années 1970, son désaccord majeur avec celle-ci ne porte que sur l'origine des fluctuations macroéconomiques,

---

<sup>27</sup> Par commodité d'écriture, et parce que cette thèse est écrite en français, nous préférons employer ce diminutif (malheureux) en français plutôt que son homologue anglais (RBC pour « Real Business Cycles »).

<sup>28</sup> La TCR tourne ainsi le dos à la piste monétaire et à la stratégie de Lucas (1972, 1973) visant à rendre compte des fluctuations macroéconomiques à partir de l'hypothèse d'information imparfaite sur les prix.

<sup>29</sup> Dans les deux cas, sont mobilisés des arguments faisant référence à une vaste gamme d'imperfections de marché : les contrats de long terme ; l'asymétrie d'information ; le salaire d'efficience ; les coûts de catalogue (*menu costs*) ; la concurrence monopolistique. Pour une présentation synthétique de la NEK et des diverses recherches s'en réclamant, voir : Gordon (1990) et Mankiw et Romer (1991).

qu'elle impute aux rigidités nominales (salaires et/ou prix) plutôt qu'aux changements de progrès technique (Mankiw [1990]). Pour le reste, la NEK partage un terrain commun avec la NEC<sup>30</sup>, au sens où elle a intégré : le concept d'anticipations rationnelles ; la critique de Lucas ; ou encore l'idée qu'une règle de politique économique domine une politique discrétionnaire (en raison du problème d'incohérence temporelle). Plus fondamentalement encore, la NEK a toujours défendu la nécessité pour la macroéconomie d'être micro-fondée (Mankiw [1990], Blanchard [2000], Woodford [2003]). Ce dernier point de convergence apparaît comme le plus décisif dans l'évolution récente de la macroéconomie et traduit l'influence exercée par la NEC sur la discipline. Aussi, pour la *standard narrative*, l'intégration des approches de la NEC (TCR) et de la NEK au sein d'un même modèle constitue l'étape ultime dans le développement récent de la macroéconomie. A la fin des années 1990, l'élaboration des modèles d'équilibre général dynamique et stochastique (désormais DSGE) marque ainsi l'aboutissement du processus de reconfiguration engagé trente ans plus tôt, à la suite de l'effondrement du « consensus keynésien » (Goodfriend et King [1997]). A la faveur des débats entre la NEC et la NEK, la macroéconomie apparaît désormais comme mieux fondée théoriquement ; ainsi que mieux fondée empiriquement avec les modèles DSGE, après l'introduction de certains des éléments de la NEK dans les modèles de la TCR (Blanchard [2000], Chari et Kehoe [2006], Azariadis et Kaas [2007], Gali et Gertler [2007])<sup>31</sup>. Dans ces conditions, l'histoire récente de la macroéconomie apparaît comme une « marche vers le progrès », linéaire de surcroît, voire comme une « histoire enchantée » (Hartley [2014]).

## 2.2. Les avancées de l'historiographie de la macroéconomie

A rebours de cette *standard narrative*, un ensemble de travaux récents a permis de reconsidérer l'histoire de la macroéconomie depuis les années 1970. En quelques points seulement, puisque l'historiographie sur ce thème n'en est qu'à ses balbutiements et n'a pas encore débouché sur une lecture qui soit, à la fois, synthétique et alternative<sup>32</sup>. A ce niveau, certains points de convergence et de divergence peuvent être mis en évidence.

---

<sup>30</sup> Plusieurs macro-économistes contemporains sont prêts à soutenir que l'évolution de la macroéconomie peut être réduite à la « séquence Lucas-[TCR]-DSGE » (notamment Abraham-Frois [2005] et Mignon [2010]).

<sup>31</sup> Pour un exposé systématique de cette histoire « naïve » des modèles DSGE, ainsi qu'une analyse du rôle que celle-ci joue dans la légitimation de l'état actuel de la discipline, voir : Sergi (2015a).

<sup>32</sup> De Vroey (2009, 2015) a certes fourni une première lecture synthétique, mais celle-ci ne se veut pas alternative à la *standard narrative*, qu'il s'agisse de l'interprétation des faits historiques comme du cadre historiographique. Pour une critique de l'ouvrage de M. De Vroey (2015), voir : Duarte (2016) et Sergi (2016).

Pour commencer, il faut signaler que l'historiographie de la macroéconomie converge avec la *standard narrative* sur deux points majeurs. Le premier point de convergence est de situer le véritable point d'inflexion de l'histoire récente de la macroéconomie dans les années 1970. En effet, au cours de cette décennie, la macroéconomie est l'objet d'un bouleversement théorique et pratique (Beaud et Dostaler [1993], Hoover [2012], Duarte et Lima [2012]). Pour Michel De Vroey (2009, 2015), il convient même de parler de « révolution scientifique » (au sens de Kuhn [1962]), du fait que la macroéconomie est l'objet d'un véritable changement de paradigme, en passant de Keynes à Lucas. Aussi, loin d'une simple « marche (linéaire) vers le progrès » dans lequel les modèles DSGE constitueraient un parachèvement des modèles macro-économétriques, il apparaît que la discipline a littéralement changé de visage en trente ans. Et, de fait, la macroéconomie a fait l'objet de nombreuses évolutions radicales sur la période : de la théorie de la demande effective au postulat de la loi de Walras ; de l'attention privilégiée aux relations entre agrégats à l'étude des comportements individuels (d'un ou plusieurs agents représentatifs) et de ses conséquences au niveau macroéconomique ; des politiques de stabilisation aux règles de politique économique ; des grands modèles macro-économétriques structurels aux modèles DSGE ; *etc.* Pour les macro-économistes qui ont vécu cette période, comme Robert Boyer, cette évolution relève d'une transformation radicale :

« Si telle la Belle au bois dormant, un macroéconomiste des années soixante se réveillait aujourd'hui, après trente ans d'un lourd sommeil, il serait probablement frappé par un changement complet du paysage intellectuel. [...] qu'il soit théoricien, modélisateur, conseiller d'une Banque Centrale ou d'un Ministre des Finances, ou encore membre d'une organisation internationale. » (Boyer [1998], p. 12)

Le deuxième point de convergence tient à la reconnaissance du fait que les transformations de la macroéconomie, depuis les années 1970, ont été largement influencées par l'approche de la NEC (Beaud et Dostaler [1993], Rizvi [1994], De Vroey [2009, 2015], Hoover [2010, 2012], King [2012], Duarte et Lima [2012], Backhouse et Boianovsky [2013]). La recherche des micro-fondements est étroitement associée à la NEC au sein de la discipline, de telle sorte que l'exigence méthodologique grandissante de micro-fondements est en soi un indicateur de l'influence de cette dernière. A l'appui d'une étude bibliométrique, Hoover (2012) montre ainsi que les économistes les plus fréquemment associés au terme de *microfoundations* ont longtemps été Edmund Phelps et Robert Lucas ; et que la référence à ce dernier a fini par prévaloir au début des années 1990<sup>33</sup>. La convergence entre la *standard narrative* et

---

<sup>33</sup> Pour les détails méthodologiques de cette étude bibliométrique, voir : K. Hoover (2012).

l'historiographie de la macroéconomie s'épuisant à ce niveau, il convient désormais de voir en quoi cette dernière a permis de reconsidérer l'histoire récente de la macroéconomie.

Pour commencer, l'historiographie de la macroéconomie a montré l'existence d'une « préhistoire » des fondements microéconomiques de la macroéconomie, antérieure à la fois aux années 1970 et à l'émergence de la NEC (Hoover [2010, 2012]). En pensant le terme de « micro-fondements » comme une réflexion sur la manière d'articuler les niveaux micro- et macroéconomiques, la question des fondements microéconomiques de la macroéconomie apparaît aussi ancienne que la discipline. La distinction entre ces deux niveaux d'analyse apparaît pour la première fois chez Ragnar Frisch (1933)<sup>34</sup>, et elle est très explicite chez ce dernier comme elle l'est, d'ailleurs, également chez John Maynard Keynes (1936). Ainsi, dans les deux cas, la macroéconomie n'est pas appréhendée par la simple référence aux agrégats économiques (Hoover [2012]). A l'inverse, le niveau macroéconomique est d'emblée pensé comme celui de l'analyse des interdépendances entre marchés, dans une perspective différente de celle fournie par le cadre walrasien<sup>35</sup>. Ceci est particulièrement clair chez J. Keynes ([1936], p. 52, note 1), qui oppose la théorie classique de l'individu et de la firme prenant les ressources comme données, à une théorie de la détermination de la « production dans son ensemble ». Par ailleurs, si la théorie de Keynes n'est pas exempte de fondements microéconomiques<sup>36</sup>, la détermination du produit global ne résulte pas de la seule optimisation des individus mais d'un phénomène d'émergence (Hoover [2012]). Ainsi en est-il du paradoxe de l'épargne, de l'ajustement entre l'investissement et l'épargne agrégés ou de l'effet d'une baisse des salaires nominaux. Par conséquent, force est d'admettre que la réflexion sur les fondements microéconomiques de la macroéconomie (sinon sur l'articulation entre les niveaux micro- et macroéconomiques) n'est pas nouvelle au sein de la discipline et que celle-ci a largement précédé l'émergence de la NEC dans les années 1970.

Par ailleurs, cette réflexion – et c'est là un second point de divergence de l'historiographie de la macroéconomie vis-à-vis de la *standard narrative* – se poursuit encore après Keynes. Et

---

<sup>34</sup> Ragnar Frisch est considéré, ordinairement, comme le premier économiste à faire la distinction entre micro- et macroéconomie en parlant des niveaux *micro-* et *macro-dynamiques*.

<sup>35</sup> Pour De Vroey (2009, 2015) ou Laidler (2008), la théorie de Keynes vise à expliquer l'économie dans son ensemble à partir d'un cadre méthodologique marshallien, donc d'équilibre partiel, qu'il cherche à généraliser.

<sup>36</sup> Par la prise en compte de l'hétérogénéité des agents et la reconsidération de plusieurs fonctions de comportements de la théorie classique : la demande de monnaie (*via* la notion de préférence pour la liquidité) ; l'offre de travail (*via* le rejet du 2<sup>nd</sup> postulat) ; la consommation des ménages (*via* la loi psychologique et le concept de multiplicateur) ou encore la production des firmes (*via* la théorie de la demande effective et de l'efficacité marginale du capital).

même, immédiatement après lui par les réactions qu'a provoqué la *Théorie générale* au sein de la profession (Hoover [2001, 2010]). Par la suite, le débat s'est intensifié, à mesure que sont apparues les premières tentatives de conciliation théoriques entre Keynes et Walras (Hicks [1939], Modigliani [1944], Klein [1947], Patinkin [1956]). Ainsi, le souci systématique de discuter les fondements microéconomiques de la *Théorie générale* est associé à l'objectif de faire une place à Keynes en théorie économique, de sorte que l'enjeu de la synthèse apparaît rapidement à l'ordre du jour de la macroéconomie (d'Autume [2000]). Et cette question continuera d'alimenter les réflexions par la suite, en particulier dans la seconde moitié des années 1960 : des contributions de Robert Clower (1965), Axel Leijonhufvud (1968), Milton Friedman (1968), jusqu'au volume dirigé par Edmund Phelps (1970). Ainsi, l'exigence de fondements microéconomiques en macroéconomie dans les années 1970 n'apparaît pas marquer une rupture fondamentale dans l'histoire de la discipline.

Enfin, dernier élément de divergence avec la *standard narrative*, l'historiographie de la macroéconomie souligne que la NEC n'a pas occupé, seule, le terrain de la recherche des micro-fondements dans les années 1970-1980. A la conception défendue par la NEC, que Hoover (2012) qualifie de programme de « l'agent représentatif » (*Representative-agent program*) ou de programme « réductionniste » (Hoover [2001]), s'ajoutent deux autres programmes de recherche. Le premier programme, qualifié « d'équilibre général » (*General-equilibrium program*) par K. Hoover (2012), a visé à dépasser (avec Hicks [1939]) le cadre d'équilibre statique de la théorie walrasienne, en y introduisant le temps comme élément de perturbation de la coordination entre agents. Dans cette perspective, la théorie de Keynes n'est plus perçue comme incompatible avec la théorie walrasienne et l'objectif devient la réconciliation entre deux corps de connaissance distincts : la microéconomie (caractérisée par la coordination parfaite) et la macroéconomie (caractérisée par les défauts de coordination). De cette manière a été redécouverte, par l'historiographie de la macroéconomie (De Vroey [2004, 2009] ; Backhouse et Boianovsky [2005, 2006, 2013]), la théorie du « déséquilibre » qui, de Robert Clower (1965) à l'« Ecole française du déséquilibre » (Benassy [1975], Malinvaud [1977]), a eu l'ambition de retrouver les conclusions keynésiennes à partir du cadre walrasien. En plus de cette approche, Hoover (2012) identifie un deuxième programme de recherches dit « agrégatif » (*Aggregative program*) et qu'il associe à la démarche de Lawrence Klein, pour qui une approche macroéconomique fondée sur un cadre walrasien d'équilibre général se révèle irréalisable en pratique. A l'inverse, pour ce dernier, une approche plus conforme aux besoins de la modélisation économétrique consiste à désagréger

– par étapes – le modèle macroéconomique, en fonction des données disponibles, dans le but de faire correspondre les spécifications macroéconomiques aux propriétés des fonctions microéconomiques. Ainsi la recherche des micro-fondements de la macroéconomie dans les années 1970, en plus de ne pas avoir été une préoccupation nouvelle au sein de la discipline (contingente de l'émergence de la NEC), se révèle avoir été une exigence méthodologique partagée par un ensemble de programmes de recherche aux visées différentes. Dans ces conditions, comment expliquer que les transformations récentes de la macroéconomie soient imputables à la seule influence de la NEC à travers la séquence Lucas-TCR-DSGE ?

### ***2.3. L'espace des problématiques***

Bien que l'historiographie de la macroéconomie ait remis en cause la *standard narrative* sur des points essentiels, plusieurs zones d'ombres sont encore à éclaircir dans l'histoire récente de la macroéconomie. Aussi convient-il désormais d'exposer les trois problématiques que nous avons identifiées et auxquelles cette thèse cherche à apporter une réponse.

#### ***2.3.1. La recherche des fondements microéconomiques est-elle directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970 ?***

De la description de la *standard narrative* d'une « marche (linéaire) vers le progrès » découle, implicitement, l'hypothèse selon laquelle la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie s'est soldée à la faveur de la NEC, parce que son approche y avait fait la preuve de sa supériorité (théorique, empirique, technique, *etc.*). Une hypothèse qui a, d'ailleurs, rapidement été discutée par les premières études en histoire récente de la macroéconomie (Hoover [1988], Jansen [1991], Rizvi [1994]<sup>37</sup>). Par la suite, lorsque l'existence de programmes de recherche alternatifs à celui de la NEC a refait surface, les études historiques sur la théorie du « déséquilibre » se sont multipliées afin d'en cerner la nature et le rôle dans la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie. Rapidement, des thèses contradictoires sont apparues : les uns voyant dans la recherche des micro-fondements un projet essentiellement homogène, dont la visée n'est autre que d'imposer un programme néo-walrasien en macroéconomie (De Vroey [2004], King [2012]) ; les autres tendant plutôt à voir dans la théorie du « déséquilibre » une ligne de fracture entre

---

<sup>37</sup> Cette hypothèse est largement rationalisée dans les nombreuses contributions de M. De Vroey en histoire récente de la macroéconomie et qui culmine dans ses deux derniers ouvrages (De Vroey [2009, 2015]).



les « keynésiens » et la nouvelle génération d'économistes américains : la NEC et la NEK (Backhouse et Boianovsky [2013], Dos Santos Ferreira [2015]). Dans les deux cas, le rapport de la théorie du « déséquilibre » à ces deux écoles concurrentes aux Etats-Unis pose question. Dès lors la détermination de la nature de la théorie du « déséquilibre » se révèle être une première condition à satisfaire pour répondre à la question (1.3.1.). Ensuite, il convient de situer cette approche théorique par rapport aux approches existantes à cette époque, en particulier les théories keynésienne, classique (walrasienne) et monétariste. Enfin, il convient de préciser l'ambition de la théorie du « déséquilibre » dans la recherche des fondements microéconomiques comme son rôle dans les transformations de la discipline.

### 2.3.2. Comment expliquer le déclin de la théorie du « déséquilibre » dans les années 1980 ?

Pour la *standard narrative*, la théorie du « déséquilibre » fait office d'anecdote dans l'histoire récente de la macroéconomie. Associé à la théorie des équilibres à prix fixes (en particulier, Barro et Grossman [1971] et Malinvaud [1977]), le déclin de cette approche est ordinairement imputé au manque de fondements microéconomiques de l'hypothèse de rigidité des prix et des salaires (Mankiw [1990], Blanchard [2002], Mignon [2010]). Parfois, une autre explication est avancée, à savoir que cette approche n'a pas tenu compte de la remise en cause du « consensus keynésien » (Mankiw [1990]). Ainsi présentée, la théorie du « déséquilibre » apparaît comme le (pâle) prédécesseur de la NEK, incapable de justifier son hypothèse de rigidité des prix et des salaires<sup>38</sup>, comme de se poser comme un concurrent sérieux et légitime de la NEC. Une telle présentation prête toutefois à discussion et pour plusieurs raisons.

Premièrement, à un niveau strictement chronologique, la plupart des modèles associés à la théorie du « déséquilibre »<sup>39</sup> (Drèze [1975], Benassy [1975], Malinvaud [1977]) ont été publiés au même moment que les premiers modèles de la NEK (Azariadis [1975], Fisher [1977], Phelps et Taylor [1977]). Deuxièmement, la théorie du « déséquilibre » n'a pas disparu à la suite de l'émergence de la NEK, de sorte que cette première approche peut difficilement apparaître comme un prédécesseur de la seconde. Au contraire, la théorie du « déséquilibre » a continué à exister mais, également, à se développer dans les années 1980. Troisièmement, la théorie du « déséquilibre » n'a pas eu, à l'instar de la NEK, pour premier

---

<sup>38</sup> Une rigidité qui peut être catégorisée comme « réelle » ou « nominale », car celle-ci affecte essentiellement deux variables nominales : les salaires et les prix (cf. Partie 1).

<sup>39</sup> A l'exclusion du modèle de Barro et Grossman (1971).

objectif de s'opposer et de répondre à la NEC. Contemporaine de l'émergence de la NEC, au début des années 1970, celle-ci s'inscrit dans un projet théorique plus ancien, initié par Clower (1965) et Leijonhufvud (1968). Quatrièmement, il convient de rappeler que les deux écoles concurrentes aux USA (la NEC et la NEK) n'ont pas eu d'influence immédiate en Europe, et que celle-ci ne s'observe qu'à partir du milieu des années 1980. Cinquièmement, les projets théoriques de la NEK et de la théorie du « déséquilibre » ne se recouvrent pas. En effet, loin de vouloir micro-fonder l'hypothèse de fixité des prix et des salaires de la théorie du « déséquilibre », la NEK n'a d'abord cherché qu'à micro-fonder la rigidité des salaires nominaux. A ce titre, il est ironique que cette dernière se soit également vue reprocher, par la NEC, l'insuffisance de ses micro-fondements ; et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les théoriciens de la NEK se sont ensuite tournés vers l'hypothèse de rigidité des prix.

Pour toutes ces raisons, l'absence de micro-fondements à l'hypothèse de rigidité des prix et des salaires apparaît insuffisante pour expliquer l'échec de la théorie du « déséquilibre » et l'affirmation de la NEK. Pour l'heure, l'échec de la théorie du « déséquilibre » demeure ainsi une énigme dans l'histoire récente de la macroéconomie.

### 2.3.3. Comment expliquer le succès de la NEC dans les années 1980 ?

En associant l'exigence de micro-fondements de la macroéconomie au seul programme de recherche de la NEC, les premières études historiques se sont focalisées sur cette approche afin d'en préciser la nature et d'en apprécier l'impact sur l'évolution de la macroéconomie (Hoover [1988], Jansen [1991]). A cet égard, nous avons vu que l'historiographie de la macroéconomie converge avec la *standard narrative* à propos de l'influence de la NEC (*via* la séquence Lucas-TCR-DSGE<sup>40</sup>) sur le développement récent de la macroéconomie.

Pourtant, l'historiographie de la macroéconomie diverge de la *standard narrative* sur les raisons à avancer pour expliquer ce succès de la NEC. En particulier, l'argument de sa plus grande cohérence interne apparaît insuffisant (Hoover [1988], Jansen [1991], Kirman [1992],

---

<sup>40</sup> Bien que les liaisons prises une à une, Lucas-TCR et TCR-DSGE, restent encore à éclairer. Dans le premier cas, si les dissensions entre Lucas et les promoteurs de la TCR sont notoires mais restent encore à expliquer (Young [2015]), les divergences méthodologiques entre Lucas et les économistes de la première génération de la NEC, en particulier T. Sargent, restent à explorer complètement (Goutsmedt [2016]). Dans le second cas, les conditions dans lesquelles les hypothèses de la NEK se sont trouvées intégrées aux modèles TCR restent à explorer et à analyser (Sergi [2015c]).

Hahn et Solow [1997])<sup>41</sup>. En l'absence d'une explication satisfaisante, les interrogations se sont alors multipliées : pourquoi cette approche dite « néo-walrasienne », à bonne distance de la rigueur de la théorie de l'équilibre général, a-t-elle été perçue comme un modèle de cohérence logique ? Comment les « petits modèles » de la NEC ont-ils pu être perçus comme étant de nature à remettre en cause les fondements de la macroéconomie keynésienne (en particulier la Critique de Lucas) ? Pourquoi la NEC n'a-t-elle pas décliné à la suite de ses « anomalies » empiriques et de l'échec de sa tentative de refonder l'économétrie ? *etc.* Ainsi, si d'aucuns s'accordent sur le succès de la NEC et son influence *effective* sur les transformations récentes de la macroéconomie, les raisons *objectives* de son succès et de son influence restent indéterminées. Autant que le sont les raisons permettant d'expliquer le déclin de la théorie du « déséquilibre » sur la même période.

Si de telles problématiques semblent *a priori* trop ambitieuses pour une thèse portant sur les seuls écrits d'Edmond Malinvaud, il nous appartient désormais de justifier en quoi un tel projet est moins saugrenu qu'il n'y paraît.

### **III. L'intérêt d'Edmond Malinvaud pour l'histoire de la macroéconomie**

Jusqu'au début des années 1970, les publications académiques d'Edmond Malinvaud ont surtout concerné la théorie microéconomique, cela bien qu'il ait toujours manifesté un intérêt pour la macroéconomie et les travaux appliqués (*cf.* biographie). A contre-courant de la profession, celui-ci se tourne plus systématiquement vers la macroéconomie à un moment où celle-ci suscite une méfiance grandissante et où les politiques économiques traditionnelles sont partout remises en cause (Mazodier [1992]). Au-delà de cette première singularité, trois raisons principales justifient l'intérêt des écrits d'Edmond Malinvaud pour l'histoire récente de la macroéconomie. La première tient à la motivation essentielle de son « entrée en macroéconomie » : sa volonté d'expliquer la crise économique que subit la France, à partir du milieu des années 1970. La deuxième raison est qu'Edmond Malinvaud a été un contributeur constant à la théorie du « déséquilibre » et n'a jamais cessé par la suite, à partir de la fin des années 1980, de défendre ce programme de recherche. La troisième raison est d'une toute autre nature ; elle est aussi plus fondamentale, au sens où elle fonde notre ambition de traiter

---

<sup>41</sup> En dépit des justifications fournies par M. De Vroey (2009, 2015).

les problématiques énoncées ci-dessus à partir d'un cas particulier. Cette dernière raison met en avant la « dimension » d'Edmond Malinvaud, conférant à ses écrits la capacité d'embrasser un triple point de vue : théorique, empirique et « pratique »

### ***3.1. Les raisons de l'entrée d'Edmond Malinvaud en macroéconomie***

Symboliquement, l'année 1972 marque le moment où il se tourne systématiquement, et définitivement, vers la macroéconomie. En cette année, il publie en effet l'ouvrage collectif *La croissance française* (Malinvaud et al. [1972]), qui finit de le convaincre du caractère quelque peu simpliste de la théorie néoclassique de la croissance. Par ailleurs, l'année 1972 marque le début d'une période, dans sa carrière professionnelle, où Malinvaud occupe ses plus hautes responsabilités au sein de l'administration économique française (1972-1987).

#### *3.1.1. La croissance française (Malinvaud et al. [1972])*

En 1972, sort l'ouvrage collectif *La Croissance française : un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre* (Malinvaud et al. [1972]<sup>42</sup>) auquel Malinvaud et deux autres membres de l'INSEE (Jean-Jacques Carré et Paul Dubois) ont consacré près de dix ans. A l'initiative de Moses Abramovitz au début des années 1960, le projet consistait à réaliser une enquête quantitative dans tous les pays occidentaux<sup>43</sup> afin de dégager les déterminants (locaux et globaux) d'un phénomène inédit : la permanence de la forte croissance économique mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. A l'appui du modèle de Solow (1956) et de la méthode empirique développée par Denison (1967), Malinvaud et al. (1972) ont cherché à dégager les facteurs susceptibles d'expliquer l'évolution de la production sur la période 1951-1969, décomposée en quatre sous-périodes aux propriétés homogènes.

---

<sup>42</sup> Un an après, Malinvaud et al. (1973) publient une version allégée de leur étude statistique.

<sup>43</sup> Une étude quantitative, comparable à celle de Malinvaud et al. (1972), est ainsi parue pour les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la RFA.

**TABLEAU 6**  
**ANALYSE DU TAUX DE CROISSANCE**  
**DE LA PRODUCTION FRANÇAISE**  
(en % par an)

Composante dont l'effet est évalué	Période de 1951 à 1969	Sous-périodes			Très longue période de 1913 à 1963
		1951-1957	1957-1963	1963-1969	
<b>Production intérieure brute</b>	<b>5,0</b>	<b>4,7</b>	<b>5,1</b>	<b>5,1</b>	<b>2,1</b>
<b>Emploi dans les branches (nombre d'hommes-année)</b>	—	— 0,2	—	0,3	— 0,1
<b>Durée du travail</b>	— 0,1	—	—	— 0,3	— 0,3
<b>Qualité du travail (âge, instruction et intensité du travail)</b>	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6
<b>Migrations professionnelles</b>	0,6	0,5	0,6	0,5	0,3
<b>Volume du capital net</b>	1,1	0,8	1,1	1,3	0,5
<b>Rajeunissement du capital</b>	0,4	0,3	0,4	0,4	—
<b>Intensité de la demande</b>	0,1	0,3	— 0,1	0,1	—
<b>Résidu</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>1,1</b>

Source : Malinvaud et al. ([1973], p. 137)

Conséquence du recours au modèle de Solow, la croissance économique n'est expliquée qu'à partir des facteurs de production employés. Ainsi, sur la période 1951-1969 (1<sup>ère</sup> colonne), l'évolution des facteurs travail (0,9%) et capital (1,5%) permet d'expliquer près de la moitié de la croissance économique (5%) ; le reste étant imputable à un facteur résiduel (2,5%). Si l'étude (comme le cadre théorique employé) conduit à expliquer la croissance à partir des seuls facteurs de l'offre, les auteurs font toutefois référence à un autre type d'explication en signalant une contribution (faible) de la demande globale (0,1%). Dans le contexte des « Trente glorieuses » en France, un tel résultat contraste avec le climat général où sont partout célébrés les effets vertueux de la planification sur le dynamisme de la croissance économique, en particulier dans le milieu des économistes-ingénieurs<sup>44</sup>. A l'inverse, Malinvaud comme ses co-auteurs de l'INSEE restent très prudents sur les vertus supposées de la planification<sup>45</sup> ; voire en minorent les bienfaits :

<sup>44</sup> Les auteurs font vraisemblablement référence à Gruson, et à son équipe du SEEF, qui compte parmi les partisans les plus zélés de la planification au cours des années 1960 (Fourquet [1980]).

<sup>45</sup> Qu'ils relaient au rang de simple thèse uni-causale : « Les thèmes ne manquent pas qui prétendent expliquer par une seule cause l'essentiel de la croissance énergétique et durable de l'après-guerre. [...] Pour d'autres, enfin, des réformes institutionnelles seraient les premières responsables des succès obtenus. On cite parfois les *nationalisations* qui, opérées au lendemain de la guerre, auraient modifié radicalement la gestion des industries de base et fourni ainsi le fondement d'une expansion industrielle harmonieuse. On invoque aussi le financement public des investissements [...] On fait état du système français de *planification* qui assurerait un degré de cohérence entre les décisions intéressant l'avenir, qui réduirait les incertitudes du contexte dans lequel se situe l'activité de chaque entreprise et qui provoquerait une confiance dans les chances de l'expansion, confiance elle-même favorable à la croissance. » (Malinvaud et al. [1973], p. 252-253 ; souligné par les auteurs)

« Nous nous sommes expliqués longuement sur le rôle de la planification. Nous avons été conduits à lui reconnaître une certaine influence. [...] Elle fut toutefois beaucoup trop limitée dans ses moyens et dans son impact à l'intérieur du système productif pour avoir constitué le *Deus ex machina* que certains ont cru y voir. Elle ne peut évidemment expliquer qu'une faible part de la croissance soutenue qu'a connue la productivité du travail dans les entreprises. Elle aurait constitué un cadre vide si elle ne s'était pas appliquée à une économie douée par ailleurs d'un sérieux dynamisme. Quiconque met en avant les facteurs institutionnels, nationalisation, financement public, planification ou autres, devrait d'ailleurs répondre à l'objection selon laquelle la croissance a été vive aussi dans d'autres pays où le contexte institutionnel différait sensiblement du nôtre, en particulier dans l'Allemagne fédérale. » (Malinvaud et al. [1973], p. 255-256)

De manière générale, les auteurs rejettent toute explication uni-causale de la croissance économique sur la période 1951-1969, soulignant plutôt la conjonction de plusieurs facteurs (non-physiques) favorables qui ont cumulé leurs effets sur l'augmentation de la productivité des facteurs, expliquant ainsi l'importance du résidu. Ainsi, sans avoir dégagé les moteurs à la croissance (sinon que la moitié était due au résidu), les auteurs se laissent tenter en conclusion par la prospective et émettent le jugement selon lequel rien ne devrait contredire le maintien de la prospérité de l'économie française :

« Tout bien pesé, l'extraordinaire développement que la France, et bien d'autres pays, ont connu depuis la dernière guerre ne semble cependant pas devoir se ralentir sensiblement avant pas mal d'années. L'élévation de la production et des niveaux de vie constituera sans doute le phénomène économique majeur de la seconde moitié du XXe siècle. » (Malinvaud et al. [1973], p. 263)

Un an après, au premier trimestre 1974, l'économie française entre en crise. Un tel retournement révèle inévitablement les limites de l'ouvrage, contraignant les auteurs à s'en justifier dans les rééditions ultérieures (Malinvaud et al. [1976, 1984]). Ils mettent en avant la nécessité de reconsidérer leur analyse des années 1960, du fait qu'ils appréhendent désormais cette période comme étant à l'origine des déséquilibres observés dans la décennie suivante. Ainsi, dans la postface de la première réédition (Malinvaud et al. [1976]), ils supposent que le rythme de la croissance de la productivité résiduelle, entre 1969 et 1973, s'est effondré par rapport à la période 1951-1969. Le ralentissement de la croissance française, à partir de 1974, s'expliquerait donc par le seul ralentissement du progrès technique. Toutefois, cette hypothèse est rejetée dans la postface de la seconde réédition (Malinvaud et al. [1984]), où les auteurs font désormais observer que le ralentissement de la productivité n'a pas précédé la rupture de 1974, mais l'a plutôt accompagné. Dans ces conditions, la cause du ralentissement de la croissance est à rechercher ailleurs. A savoir, dans l'affaiblissement de la demande globale<sup>46</sup>

---

<sup>46</sup> Ayant pour origine le premier choc pétrolier qui, en dégradant les termes de l'échange international, a consisté en un prélèvement des revenus des agents des pays importateurs (parmi lesquels, la France) au bénéfice de certains agents des pays exportateurs (dont la propension moyenne à consommer est plus faible).

(expliquant la moindre utilisation des facteurs et la réduction du rythme d'accumulation du capital) et dans la plus grande dépendance au contexte économique mondial. Par ailleurs, Malinvaud et *al.* (1984) soulignent combien la croissance des « Trente glorieuses » était due aux circonstances historiques exceptionnelles d'alors : le retard et les destructions de la guerre ; le faible endettement des firmes ; la grande flexibilité de la main d'œuvre ; la sécurité du système des paiements internationaux (Bretton Woods). Puis de réévaluer, à l'encontre de l'édition de 1972, le rôle des politiques économiques et de la planification pour expliquer la croissance de l'investissement et de la productivité au cours de la période 1951-1969. Aussi le fait d'avoir été autant contraint à réviser leur diagnostic n'a pas laissé Edmond Malinvaud indifférent, qui parle de cet épisode comme d'une expérience marquante en 1987 et jusque dans ses derniers écrits, en 2010 :

« In our conclusion, speculating about the future, we did not exhibit perspicacity: writing in 1972, we did not forecast the turndown of world and French economic growth. We were not alone in making this mistake. » (Malinvaud [1987d], p. 305)

« Les recherches causales de la seconde partie étaient plus conjecturales [...]. Nos conclusions de 1972 manifestaient un certain optimisme, qui dut être révisé en 1976 lors d'une seconde édition abrégée, postérieure à l'abandon par les Etats-Unis du régime de Bretton Woods en 1971. » (Malinvaud [2010], p. 138-139)

Cet épisode permet d'avancer deux éléments qui ont motivé Edmond Malinvaud à « entrer en macroéconomie ». Comme la plupart des économistes à l'époque, ce dernier a largement été surpris par la crise économique des années 1970 ; une crise qu'il est loin d'anticiper et dont il peine à identifier la nature (en particulier, dans : Malinvaud et *al.* [1976]). Il s'en suit qu'un tel retournement l'a vraisemblablement intrigué et qu'il y a trouvé une motivation à se tourner plus systématiquement vers la macroéconomie. D'autant plus, et c'est là le second élément, que cette expérience l'a convaincu des limites de l'analyse néoclassique de la croissance :

« This approach may be useful, for instance, for studying economic growth—even though my experience with Abramovitz certainly made me understand still more that the neoclassical synthesis doesn't explain fully economic growth. » (Malinvaud [2003a], p. 190)

Mais il y a encore une autre raison, à la fois plus institutionnelle et plus circonstancielle, qui explique que ce dernier se soit tourné vers la macroéconomie au début des années 1970.

### 3.1.2. L'expérience de la DP et de l'INSEE

En février 1972, Edmond Malinvaud est nommé directeur de la Direction de la Prévision (DP) par le ministre de l'Economie et des Finances d'alors, Valéry Giscard d'Estaing<sup>47</sup>. Rattachée à ce Ministère, la DP est alors l'un des trois piliers institutionnels de la planification française, avec le Commissariat général au Plan et l'INSEE (le « triangle d'or »). A la tête d'une équipe d'une centaine de personnes, Malinvaud est chargé de conseiller le Ministre sur l'évolution du contexte économique national et international. Précisément, ce contexte change drastiquement au cours de sa direction : à la suite du premier choc pétrolier (1972), dont les effets se traduisent rapidement sur l'évolution des prix (1973) et de l'activité économique en France (1974). A la DP, Edmond Malinvaud est ainsi rapidement confronté à la difficulté de devoir définir une stratégie capable d'endiguer l'inflation et le retournement de la conjoncture.

En quittant la DP à la fin de l'année 1974<sup>48</sup>, pour prendre la direction de l'INSEE, Malinvaud n'abandonne pas pour autant ses activités d'expertise et sera encore ponctuellement interpellé au niveau national et européen (Malinvaud [1987d]). Son arrivée à la direction de l'INSEE coïncidant avec l'entame d'une longue période de difficultés économiques<sup>49</sup>, la période Malinvaud (1974-1987) à l'INSEE sera davantage marquée par l'objectif de consolider les innovations antérieures, introduites par Gruson et Ripert : l'intégration de la comptabilité nationale et des projections pour le Plan ; les grandes enquêtes auprès des ménages ; la

---

<sup>47</sup> Malinvaud ([1987], p. 289) justifie, rétrospectivement, sa nomination à la direction de la DP par le souhait émis par Valéry Giscard d'Estaing d'y placer un économiste « non conventionnel ». En fait, ce choix s'inscrit surtout dans le processus de dépolitisation de la DP, déjà engagé au cours des années 1960, avec le départ de Gruson (1961) pour la direction de l'INSEE (en même temps qu'une partie des attributions du SEEF y était transféré, notamment la comptabilité nationale). La dépolitisation de la DP n'étant pas achevée au tournant des années 1970, le choix de Malinvaud par VGE ne doit rien au hasard : celui-ci est en effet connu pour être un partisan modéré de la planification française et d'avoir été « mis au placard » (ENSAE) pour cette raison pendant la période Gruson à l'INSEE (1961-1967).

<sup>48</sup> Poste qu'il semble avoir quitté à contrecoeur, comme il semble avoir accepté par défaut de prendre la direction générale de l'INSEE. Suite à la nomination de J. Ripert au Commissariat Général au Plan, l'enjeu est de trouver un successeur capable de faire l'objet d'une large acceptation à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution se pose : « Edmond Malinvaud, alors directeur de la Prévision, est un économiste-statisticien prestigieux et il appartient au corps des inspecteurs généraux de l'Insee. Sollicité, il hésite à sacrifier en partie ce qui l'intéresse le plus, la recherche et l'enseignement de l'économie et de l'économétrie. Il se laisse néanmoins convaincre et conservera son poste jusqu'en novembre 1987, tout en poursuivant une importante production scientifique. » (INSEE [1996], p. 122)

<sup>49</sup> Des difficultés économiques expliquant la baisse tendancielle des crédits publics alloués à l'INSEE sur la période Malinvaud. Ainsi, alors que l'institution a retrouvée en 1974 ses effectifs de 1946 (plus de 7000 agents), ceux-ci ne cesseront de diminuer par la suite. Toutefois, les seules difficultés économiques ne suffisent pas à expliquer la baisse des crédits alloués à l'INSEE. Et, au moins, trois raisons supplémentaires doivent être signalées : 1<sup>o</sup>) le fait que l'INSEE perd son monopole d'expertise économique en 1979 ; 2<sup>o</sup>) la tendance des ministères à développer leurs propres services statistiques ; 3<sup>o</sup>) la généralisation de l'informatique permettant à l'INSEE de se séparer, dès 1982, d'une partie importante du personnel (INSEE [1996]).



généralisation de l'informatique ; la réforme Mac Kinsey (INSEE [1996]). Cette période correspond également à un « âge d'or » pour la modélisation macro-économétrique, à la DP comme à l'INSEE (METRIC, DMS, COPAIN, *etc.*<sup>50</sup>). A partir de 1974, en sa qualité de directeur général de l'INSEE, Edmond Malinvaud est ainsi resté au cœur de l'administration économique française et, de ce fait, est pleinement conscient des enjeux et des difficultés de la planification tout au long des années 1970-1980.

De son expérience à la DP et à l'INSEE, Malinvaud a tiré une série d'enseignements qui l'a vraisemblablement convaincu de se tourner plus systématiquement vers la macroéconomie. Tout d'abord, il est profondément marqué par les difficultés de la prévision économique pendant les années 1970. Cela le conduit à nourrir certaines réserves quant aux performances des modèles macro-économétriques de cette époque. Aussi considère-t-il que les macro-économistes sous sa direction à la DP, comme lui-même, ont largement sous-estimé la nature des changements à l'œuvre au cours des années 1970, interprétant notamment à tort la récession de 1974 comme un phénomène conjoncturel :

« As an economic adviser who witnessed the downturn in European economic growth, and more particularly in French growth, I cannot help asking myself whether my advices were adequate. In retrospect I think they were not. My colleagues and I underestimated the difficulty of the change and gave too much weight to short term improvements that did not help, or even made matters more difficult, from a longer term viewpoint. » (Malinvaud [1987d], p. 310)

Une conviction qui resurgira d'ailleurs avec force un peu plus tard, lorsque Malinvaud ne cessera d'invoquer les « échecs des économistes »<sup>51</sup>. Entre autres, il insistera sur le fait que la profession a été incapable, depuis les années 1970, de définir une stratégie d'adaptation de l'économie française au nouveau contexte international. Toutefois, il ne faudrait pas forcer le trait ici, car Edmond Malinvaud soulignera également que les équipes chargées de la prévision économique ont rapidement pris conscience, dès le milieu des années 1970, qu'un retour à la croissance économique des « Trente glorieuses » était hors d'atteinte<sup>52</sup>. Quoi qu'il

---

<sup>50</sup> Ces modèles dits de « seconde génération », apparaissant au cours des années 1970, prenant la suite des premiers modèles élaborés à partir du milieu des années 1960 : FIFI, ZOGOL, STAR, DECA (Courbis [1991]).

<sup>51</sup> Cette période correspondant au troisième moment des écrits d'Edmond Malinvaud, engagé à partir de la fin des années 1980 et que nous avons qualifié de « tournant réflexif » (*cf.* chapitre 7).

<sup>52</sup> A cet égard, il rappelle que l'avis des techniciens s'est heurté à la volonté des partenaires sociaux de retrouver rapidement ces taux de croissance antérieurs lors des négociations pour le 7<sup>e</sup> Plan (1976-1980), conduites pendant l'année 1975-1976. Avant d'ajouter que les projections macroéconomiques de l'INSEE (1975, 1978, 1979), rétrospectivement assez optimistes, ont été jugées scandaleuses par l'opinion publique comme par le gouvernement, qui répétait qu'un tel scénario « pessimiste » ne se réaliserait pas si des mesures contra-cycliques étaient mises en œuvre (Malinvaud [1987d]).

en soit, il est clair qu'au cours des années 1970 Malinvaud semble avoir pris conscience qu'un bouleversement profond était à l'œuvre et que la profession des économistes ne se montrait pas à la hauteur. Par ailleurs, sa double expérience à la DP et à l'INSEE lui fait prendre conscience du décalage existant à cette époque entre, d'un côté, la théorie et l'enseignement de la macroéconomie (essentiellement « keynésienne ») et, de l'autre, l'évolution de la pratique macro-économétrique. Ce à quoi il a décidé de remédier par ses propres recherches :

« There has been some interaction with the work at the "Direction de la Prevision" and with the macroeconomic work at INSEE. A good deal of my research during the past fifteen years has really concerned issues on which I thought that there was a gap, a gap between the development of practice and the state of the theory. When thinking over the way in which we would discuss macroeconomic issues when trying to advise a minister or the government or when reflecting over our way of analyzing these issues, I was conscious of a discrepancy between practice and what I was teaching. I couldn't blame the economic advisors or the applied economists, because they were dealing in their own way with the real problems. My blame went, part of the time, to economic theory, which was not developed well enough to provide the background for analytical work. So, indeed, there has been more than what most people would expect in the way of interaction between my applied work at INSEE and my own direction of research. » (Malinvaud [1987e], p. 289-290)

Ainsi, le premier motif d'intérêt des écrits d'Edmond Malinvaud pour l'histoire récente de la discipline tient à ce que son « entrée en macroéconomie » ait été essentiellement motivée par son désir, justifié par des raisons intellectuelles (3.1.1.) autant qu'institutionnelles (3.1.2.), de dégager les ressorts de la crise économique des années 1970.

### ***3.2. Un contributeur et un défenseur constant de la théorie du « déséquilibre »***

Ce deuxième motif d'intérêt des écrits d'Edmond Malinvaud pour l'histoire récente de la macroéconomie aurait bien pu être une troisième raison justifiant son entrée en macroéconomie. En effet, celui-ci ne se serait peut-être pas tourné si facilement vers la macroéconomie si, au début des années 1970, les jeunes chercheurs du CEPREMAP – notamment Yves Younès (1937-1996) – ne lui avaient pas montré les potentialités de développement et d'application de la théorie du « déséquilibre » à la macroéconomie.

Au début des années 1970, comme nous l'avons vu, Edmond Malinvaud enseignait déjà la macroéconomie depuis plusieurs années (depuis 1957). D'ailleurs, comme pour ses deux manuels précédents (Malinvaud [1964, 1969]), son manuel de théorie macroéconomique (Malinvaud [1981a]) est également le résultat de ses enseignements, au CEPE et/ou à l'ENSAE. Cependant, à la différence de ses deux autres manuels, il met près de trente ans à publier son manuel de macroéconomie parce qu'il juge cette matière extrêmement difficile, à

la fois peu rigoureuse et trop ambitieuse (Malinvaud [1987d, 2001b]). Ainsi, il admet avoir eu toutes les difficultés à trouver un moyen efficace d'organiser le sujet et d'en présenter les concepts et les thèmes<sup>53</sup>. Par ailleurs, il avoue avoir longtemps cherché des ponts entre les théories micro- et macroéconomiques, cherchant notamment à associer des fondements microéconomiques à la théorie keynésienne. Ainsi a-t-il accueilli avec enthousiasme le développement de la théorie des équilibres à prix fixes en France, au début des années 1970. En effet, celle-ci semble lui avoir fourni la pièce manquante de son propre puzzle :

« Already in the 1950s, while teaching or applying post-war Keynesianism theory, I was well aware that the major discrepancy with microeconomic price theory lay in the notion that agents were facing quantitative market constraints: involuntarily unemployed workers had an unfilled labour supply while some firms could not sell as much as would have been profitable for them at prevailing prices. This is why I considered that building a general equilibrium fixe-price theory was a relevant fundamental achievement, on which young mathematical economists were fruitfully working in the early 1970s, notably in France. » (Malinvaud [1987d], p. 307)

Dans cette perspective, l'adhésion d'Edmond Malinvaud à la théorie du « déséquilibre » n'a rien d'une alliance de circonstance. A l'inverse, celle-ci lui permet tout d'abord de faire un pont entre micro- et macroéconomie et d'associer des fondements microéconomiques à la théorie keynésienne. Cette théorie du « déséquilibre » lui permet également de pouvoir introduire des considérations plus classiques (sur le niveau des salaires ou de la profitabilité) dans la théorie keynésienne, comme de formaliser un scénario explicatif d'un type nouveau pour rendre compte de la crise des années 1970 :

« [L]ike many others teaching macroeconomics, I had, in the 1960s, to know how to explain why unemployment was the main result of important depressions in aggregate demand. But I felt that the story that I was giving was incomplete, because unemployment had at times also to do with business profitability, which did not depend only on aggregate demand. When I saw the work that was done on fixed price general equilibrium by people like Barro, Benassy, Grandmont, Grossman, Laroque and Younes, I realized that it provided precisely what I was up to, namely a model to explain the respective roles of wage push shocks and aggregate demand shocks on changes in employment. » (Malinvaud [2003a], p. 191)

Au-delà des vertus que Malinvaud confère à la théorie du « déséquilibre », il convient de signaler que celui-ci en aura été un contributeur constant ; cela depuis ses premiers travaux avec Yves Younès (Malinvaud et Younès [1976, 1977]) et son ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]). Or une telle propriété est de nature à contraster avec la défection précoce, dans la seconde moitié des années 1970, des théoriciens

---

<sup>53</sup> A l'inverse de ses deux manuels en économétrie et en théorie microéconomique (Malinvaud [1964, 1969]), respectivement organisés autour de la théorie de l'estimation linéaire et de la théorie de l'équilibre général.

américains du « déséquilibre » (Robert Barro et Herschel Grossman) ; mais aussi des quelques économistes européens qui ont rapidement pris leurs distances avec cette approche, au début des années 1980. A l'inverse, en y contribuant de manière constante, Malinvaud a participé et/ou accompagné toutes les phases de développement de la théorie du « déséquilibre » : de l'élaboration des premiers modèles statiques à celle des modèles dynamiques (dits de « seconde génération »), en passant par l'économétrie du déséquilibre. Par conséquent, Edmond Malinvaud devrait disposer d'une meilleure compréhension de ce programme de recherches et de ses limites, sinon d'une meilleure connaissance.

Par ailleurs – et c'est là une seconde propriété contrastante –, bien qu'il ait assisté de près (et de l'intérieur) au déclin de la théorie du « déséquilibre » au sein de la discipline, Malinvaud n'a jamais cessé de défendre la pertinence de ce programme de recherches. Et ceci bien après que cette approche a été définitivement abandonnée par la profession, vers la fin des années 1980. Loin de considérer ce déclin comme légitime, Edmond Malinvaud tend davantage à faire état de ses regrets et de ses incompréhensions face à la trajectoire prise par l'histoire récente de la macroéconomie. Mais ici encore, il ne se résigne pas et réagit ouvertement à ce déclin, en discutant du caractère prétendument « supérieur » dont seraient dotées les approches alternatives à la théorie du « déséquilibre » : principalement, la NEC et de la NEK.

Ainsi le deuxième motif d'intérêt des écrits d'Edmond Malinvaud pour l'histoire récente de la macroéconomie tient à ce qu'ils semblent renfermer une logique à contre-courant de la *standard narrative*, conduisant notamment à complexifier les raisons du déclin de la théorie du « déséquilibre » comme du succès de la NEC.

### ***3.3. La « dimension » d'Edmond Malinvaud***

Le troisième motif d'intérêt des écrits d'Edmond Malinvaud pour l'histoire récente de la macroéconomie a trait à sa « dimension ». Par ce terme, nous désignons les propriétés (quasi-)idéales-typiques<sup>54</sup>, dûes à sa trajectoire particulière au sein de la discipline, qui lui permettent

---

<sup>54</sup> Nous désignons ici le fait qu'Edmond Malinvaud a été l'un des rares économistes à avoir pu observer et/ou participer au développement de la discipline économique sous toutes ses formes (théorique, empirique et « pratique ») depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans son cas, les variables « âge » et « compétence » se combinent admirablement pour permettre une description assez complète du développement de la discipline tout au long de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Ces propriétés ne pouvant être qualifiées d'idéal-typiques (au sens

d'apprécier l'évolution de la macroéconomie sur une longue période (depuis 1950) et selon un triple point de vue : théorique, empirique et « pratique ». En somme, insister sur la « dimension » d'Edmond Malinvaud revient à mettre en avant le fait que celui-ci a eu « un pied » partout dans la discipline ; ce dont il a d'ailleurs parfaitement conscience :

« [...] j'eus d'abord un pied dans la théorie grâce à l'étude des deux livres de Maurice Allais intitulés respectivement *Economie pure et rendement social* et *Economie et intérêt*. J'eus aussi un pied dans l'observation à l'INSEE, ainsi que dans les méthodes de l'économétrie qui commençaient à se diffuser. Enfin j'eus un pied dans la préparation des décisions, au Commissariat du Plan, avec le Commissaire Général Pierre Massé et, à la Direction de la Prévision, sous l'autorité du Ministre Valéry Giscard d'Estaing. » (Malinvaud [2010], p. 137)

A cet égard, commençons par souligner qu'Edmond Malinvaud a sûrement été l'un des derniers généralistes de la discipline<sup>55</sup> (Mazodier [1992], Tavernier [2015]). Comme le font d'ailleurs remarquer Holly et Phillips dans leur interview de Malinvaud (1987e), il est exceptionnel qu'un économiste soit parvenu à rédiger un manuel avancé dans les trois domaines fondamentaux de la discipline que sont l'économétrie, la microéconomie et la macroéconomie (Malinvaud [1964, 1969, 1981a]). Outre sa curiosité personnelle et le poids de ses responsabilités dans l'enseignement à l'INSEE, cette singularité d'Edmond Malinvaud doit beaucoup au fait d'avoir été issu de cette génération des économistes-ingénieurs par laquelle s'est, presque essentiellement, opérée la mutation de la discipline économique en France depuis 1945 (Fourcade [2009], Le Merrer [2011]). Un développement sans précédent, largement stimulé par l'importance et la variété des tâches confiées par l'Etat aux institutions de la planification économique : le Commissariat General au Plan, le SEEF (puis la DP) et l'INSEE (Pollack [1976], Fourquet [1980]).

Au niveau théorique, Malinvaud est très tôt initié, par l'enseignement de M. Allais, à la théorie du capital et à la théorie des prix et de l'allocation des ressources. Deux théories auxquelles il contribue rapidement, et de manière significative, en définissant et caractérisant le concept d'équilibre intertemporel (Malinvaud [1953]). Cet article resté célèbre, notamment parce qu'il a permis d'introduire le temps dans la théorie moderne de l'équilibre général, lui

---

de Max Weber), puisque nous considérons qu'elles s'incarnent (en partie) dans la personnalité historique concrète d'Edmond Malinvaud, nous les qualifions de « (quasi-) idéal-typiques ».

<sup>55</sup> Une telle hypothèse n'ayant valeur qu'au regard de la tendance actuelle de la discipline à accroître la spécialisation. Une difficulté qui était, d'ailleurs, déjà ressentie par Malinvaud en son temps : « Now, my interest indeed was in the whole field of economics and not in a particular part of it. Of course, I had to limit my competence, the areas that I would study, that I would follow up. With the development of economic theory, these limits have been more and more constraining. » (Malinvaud [2003a], p. 195)

assure une réputation précoce dans le milieu restreint (mais international) des spécialistes en économie mathématique<sup>56</sup>. Un premier travail conceptuel, de même, structurant pour Malinvaud, puisqu'il s'y appuiera par la suite pour étudier la compatibilité des actions individuelles et les théories de la « croissance optimale » (Malinvaud [1959, 1965a]). Avant de se tourner, dans la seconde moitié des années 1960 – période où il est le plus engagé dans la planification française –, vers les théories du bien-être et les mécanismes institutionnels par lesquels une telle « croissance optimale » pourrait être obtenue (Malinvaud [1967, 1968, 1971a]). Dans le même temps, il commence à prendre ses distances vis-à-vis du concept d'équilibre intertemporel, en faisant valoir – à l'instar de John Hicks – que la décision des agents est, dans la réalité, davantage séquentielle (Malinvaud [1960, 1961, 1965b]). Une perspective conceptuelle qu'il adoptera complètement par la suite, en s'inscrivant dans la théorie du « déséquilibre » et en participant à la recherche des micro-fondements de la macroéconomie<sup>57</sup>. Au regard de la nature de ses recherches théoriques passés, il serait difficile de contester le fait que Malinvaud ait pu faire figure de spécialiste de la théorie de l'équilibre général dans les années 1970<sup>58</sup>.

Cependant, son horizon et ses compétences théoriques ne sauraient se réduire à ce seul attribut. A cet égard il faut rappeler que Malinvaud ayant évolué dans un environnement largement acquis aux idées « planistes<sup>59</sup> », en particulier au SEEF et à la DP, dispose nécessairement d'une connaissance minimale (au moins) des approches théoriques alternatives de cette époque. S'il s'agit ici, principalement, de la théorie keynésienne, il faudrait encore ajouter les théories néo-ricardienne et marxiste<sup>60</sup>. Dans ces conditions,

---

<sup>56</sup> Le succès de cet article vaudra à Edmond Malinvaud d'être invité, personnellement, par J. Hicks à Oxford ; une relation sur laquelle nous reviendrons plus tard dans la thèse (cf. chapitre 4).

<sup>57</sup> Ce seul fait contredit la thèse selon laquelle la recherche des micro-fondements de la macroéconomie puisse s'expliquer par un hypothétique « effet de génération » (De Vroey [2009]).

<sup>58</sup> De même, il peut légitimement être présenté comme un spécialiste des développements de la théorie de l'équilibre général depuis les années 1970 (Malinvaud [1993b]).

<sup>59</sup> Que celles-ci aient été rationalisées dans les termes de la théorie keynésienne ou marxiste, il se dégage avant tout de l'esprit de la planification une forte disposition à l'intervention de l'Etat comme nécessaire au bon fonctionnement comme au bon développement d'une économie de marché capitaliste. Sur le contexte intellectuel de la planification française, voir : Bauchet (1966), Bernard et Cosse (1974), Fourquet (1980), Denord (2007).

<sup>60</sup> En évoquant le contexte intellectuel de ces années, Malinvaud ([2001b], p. 5) ne manque pas de rappeler l'influence du marxisme sur certains de ses collègues et amis. Cette influence s'exerce de plus sur ses étudiants, avec qui il est contraint de composer : « [My students] were living in an intellectual environment where, until the 1980s, the Marxist vision of the world and the Marxist approach to philosophy or social sciences was influential, often even predominant. Positioning themselves with respect to Marxism was a main concern of these students, whether they were adepts, adversaries, or, for most of them, still in between. Before all else, I had to know how to deal with this concern. » (Malinvaud [2001b], p. 11)

Edmond Malinvaud apparaît alors comme un observateur privilégié des reconfigurations théoriques dont la discipline macroéconomique a été l'objet, à partir des années 1970.

Pleinement engagé dans l'administration économique, Malinvaud peut également être présenté comme un spécialiste de l'économie quantitative. En effet, en tant que fonctionnaire de l'INSEE (1948-1987), ce dernier a d'abord activement participé au développement du système statistique en France. Il est d'ailleurs vice-président (1971-1973) puis président de la Société Statistique de Paris (1974). Ensuite, en tant que membre détaché du SEEF (1951-1956), puis au sein de l'INSEE (1961-1987), il a largement contribué au développement de la comptabilité nationale en France. Enfin, Malinvaud peut être considéré comme l'un des principaux artisans de l'introduction comme du développement des méthodes économétriques en France (Mazodier [1992], Tavernier [2015]). Par son enseignement, car c'est à lui qu'est revenue la tâche de former la première génération d'économètres à l'École d'Application de l'INSEE et à l'ENSAE<sup>61</sup>. Mais également, par ses contributions à la théorie économétrique, notamment son manuel (Malinvaud [1964]), dont la traduction anglaise (1966) lui a valu une réputation internationale<sup>62</sup>. Et encore, par sa forte intégration à la communauté internationale des économètres, où il a été co-rédacteur en chef de la revue *Econometrica* (1954-1964) puis président de la Société Internationale d'Econométrie (1963). Ainsi, Malinvaud a-t-il pu assister, de près ou de loin, à tous les développements majeurs de l'économie quantitative depuis les années 1950 : les indices statistiques, la comptabilité nationale, les tableaux entrées-sorties, les méthodes conjoncturelles, les enquêtes par sondage, les modèles macro-économétriques, l'analyse de données, les modèles VAR ; *etc.* Dans ces conditions, Edmond Malinvaud apparaît alors, à nouveau, comme un observateur privilégié des reconfigurations dont la discipline macroéconomique a été l'objet dans ce domaine, à partir des années 1970.

Le dernier aspect illustrant la « dimension » d'Edmond Malinvaud, également mis en évidence par Holly et Phillips (Malinvaud [1987e])<sup>63</sup>, est que ce dernier a été l'un des rares économistes à avoir fait des recherches théoriques importantes tout en ayant eu l'opportunité

---

<sup>61</sup> Il est également fortement impliqué dans le séminaire de formation à la recherche en économétrie, hébergé alors par le CNRS. Ce séminaire est aujourd'hui appelé « Séminaire Roy-Malinvaud », parce que Malinvaud l'a d'abord encadré aux côtés de René Roy (1894-1977), qu'il secondait (Malinvaud [1989d]).

<sup>62</sup> Un succès qui s'explique par son degré de rigueur inégalé, d'un côté, et son originalité, de l'autre. Sur les mérites du manuel de Malinvaud (1964), voir : Mazodier (2015) et Phillips (2015b).

<sup>63</sup> Ainsi : « [...] you are one of the few persons in the profession who has done important research work and, at the same time, has had the opportunity to participate, over a relatively long period, in discussions at the government level. » (Malinvaud [1987e], p. 290)

de participer à la définition des politiques économiques. En raison de sa présence dans les institutions économiques du Plan, Malinvaud a en effet directement participé (sinon assisté) à l'importance grandissante du rôle de la discipline économique dans la prise de décision publique. Ainsi, celui-ci a vécu de l'intérieur les différentes étapes ayant consacré la montée de l'expertise économique en France : le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC) dans l'indexation des salaires aux prix (1952<sup>64</sup>) ; le *Rapport sur les Comptes de la Nation* dans le débat parlementaire sur le projet de loi de finance (1953) ; la théorie microéconomique (calcul économique, optimisation, *etc.*) dans la préparation des plans quinquennaux<sup>65</sup> ; les modèles macro-économétriques dans la prévision et l'étude des effets des politiques économiques (à partir du 5<sup>ème</sup> plan) ; *etc.* En raison de sa trajectoire spécifique, Malinvaud a pu fréquenter tous les lieux de production de l'expertise économique en France, tout au long de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle : l'INSEE (1948-1987) ; le SEEF (1951-1956) ; le Commissariat Général au Plan (1962-1987) ; la DP (1972-1974) ; la Banque de France<sup>66</sup> (1981-1988) ; la Commission européenne (1989-1989)<sup>67</sup> ou encore le Conseil d'Analyse Economique (1997-2001)<sup>68</sup>. Dans ces conditions, Edmond Malinvaud apparaît ici encore comme un observateur privilégié de l'évolution de l'expertise économique et, partant, de l'évolution des relations entre les économistes et les responsables politiques ; en particulier, pour la période qui nous intéresse.

En dernière analyse, la « dimension » d'Edmond Malinvaud tient à ce que sa trajectoire spécifique paraît se confondre avec la trajectoire suivie par la discipline économique depuis la Seconde Guerre mondiale. Tout se passe comme si il en avait épousé le développement, en assistant et/ou en contribuant à ses principaux développements théoriques, empiriques et

---

<sup>64</sup> Cette indexation, introduite par le gouvernement Pinay sous la présidence de V. Auriol, a suscité l'ire du directeur de l'INSEE de l'époque (F.-L. Closon) qui anticipait la dimension politique qu'allait recouvrir le calcul de l'indice des prix. La controverse sur l'indice des prix n'est toutefois intervenue que beaucoup plus tard : en 1974, soit au début de la période Malinvaud à l'INSEE. Si la CGT publiait, depuis 1972, son propre indice des prix corrigeant à la hausse (par rapport à l'IPC de l'INSEE) le coût de la vie pour une famille ouvrière dans la région parisienne, la polémique éclate définitivement en 1974 après la publication d'une note par la section intersyndicale CGT-CFDT de l'INSEE intitulé « L'indice des prix est-il truqué ? », relayée par les différents syndicats dans leurs bulletins respectifs. Sur cette controverse, voir : Courthéoux (1975).

<sup>65</sup> Tenant Malinvaud en très haute estime (Fourquet [1980]), P. Massé (1965, 1973) indique l'avoir consulté dans la préparation du 5<sup>ème</sup> Plan (1966-1970) pour déterminer la valeur du taux d'actualisation (7%) pendant toute la période de réalisation du plan. En tant que directeur général de l'INSEE, Malinvaud sera également directement associé à la préparation des 7<sup>ème</sup> (1976-1980), 8<sup>ème</sup> (1981-1985) et 9<sup>ème</sup> Plans (1984-1988).

<sup>66</sup> En tant que membre du conseil général.

<sup>67</sup> En tant que Président du *Macroeconomic Policy Group*, chargé de conseiller la Direction Générale des Affaires Economiques et Financières de la Commission des Communautés Européennes.

<sup>68</sup> S'y ajoutent les institutions où Edmond Malinvaud a siégé en tant qu'administrateur : la Banque Nationale de Paris (1973-1981), le groupe des Assurances Nationales (1981-1989) et l'Institut National de la Communication Audiovisuelle (1983-1986).



« pratiques ». Ce triple ancrage de Malinvaud, ses propriétés que nous avons qualifiées de « (quasi-) idéal-typiques », trouvent d'ailleurs à s'illustrer par la variété de portraits et des commentaires d'ouvrages que ce dernier a publiés<sup>69</sup>. Ainsi, sa « dimension », constitue bien un troisième motif d'intérêt à étudier les écrits d'Edmond Malinvaud pour l'histoire récente de la macroéconomie. Un dernier motif d'intérêt dont la portée heuristique peut d'emblée être mise en évidence : à l'encontre d'une historiographie de la macroéconomie, qui ne paraît avoir relevé jusqu'alors de la simple histoire des idées, les écrits d'Edmond Malinvaud encouragent à réaliser une double percée historiographique (ou « méthodologique »<sup>70</sup>), en considérant l'importance des développements de l'expertise économique et de l'économie quantitative pour expliquer l'histoire récente de la macroéconomie :

*« Methodological writings about macroeconomics usually ignore the fact that many economists spend their time at diagnosis. Such economists work in large firms or in government because macroeconomic trends are important for an appropriate programming of their employers. They work for public information because knowing how these trends will evolve may also be valuable for small firms, households and citizens. Diagnosing is moreover a crucial part in most research projects of applied macroeconomics. »* (Malinvaud [2001e], p. 2; nous soulignons)

*« Let me know turn to the role of inference from data in macroeconomics. Before anything else I shall assert the importance of the issue. I must do it because I still happen to read articles or books dealing with methodology and stressing macroeconomics, but ignoring wholly inference from data, this major part of our subject. »*<sup>71</sup> (Malinvaud [2001e], p. 7; nous soulignons)

Ainsi trois raisons principales justifient de s'intéresser aux écrits d'Edmond Malinvaud pour l'histoire récente de la macroéconomie. Son « entrée en macroéconomie », au début des années 1970, est essentiellement motivée par son désir de comprendre le retournement économique d'alors. Contributeur constant à la théorie du « déséquilibre » tout au long des années 1970-1980, la « dimension » d'Edmond Malinvaud confère encore à ses écrits la

---

<sup>69</sup> J. Hicks (1966), Simon Kuznets (1971), T. Koopmans (1972), Wassily Leontief (1973), R. Roy (1977), François Perroux (1978), Jean Ullmo (1981), Joan Robinson (1983), P. Massé (1984), Henri Bunle (1984), Richard Stone (1984), Eugène Morice (1984), M. Allais (1986, 1989), Erik Lunberg (1987), Adolphe Landry (1987), Alfred Sauvy (1991), Henri Guitton (1994), Luigi Pasinetti (1995), Y. Younès (1999), Knut Wicksell (2003). Pour les références à ces articles, voir l'annexe 4 : « Publication d'Edmond Malinvaud (1950-2012) ».

<sup>70</sup> Pour reprendre le terme employé par Malinvaud (*cf.* citation). Toutefois, dans la perspective qui est la notre, il convient plutôt de parler d'une double percée historiographique : une double hypothèse méthodologique *a priori* permettant d'orienter la recherche historique.

<sup>71</sup> Nous aurons l'occasion d'approfondir ce point dans la thèse. Toutefois, signalons les raisons avancées par Malinvaud ([2001e], p. 8) pour justifier l'enjeu de prendre en compte l'inférence statistique pour comprendre l'histoire de la macroéconomie : 1°) la réflexion macroéconomique a toujours été nourrie par les observations au niveau agrégé ; 2°) certains progrès de la connaissance macroéconomique sont dus à des recherches et/ou des méthodes strictement empiriques ; 3°) certains développements de la théorie macroéconomique proviennent des inductions économétriques ; 4°) l'induction empirique étant une opération plus complexe en économie que dans les sciences naturelles, elle confronte la recherche en macroéconomie à une série d'obstacles méthodologiques et en contraint les développements.

capacité d'appréhender l'évolution de la discipline selon un triple point de vue : théorique, empirique et « pratique ». Prétendre pouvoir répondre aux problématiques de l'historiographie récente de la macroéconomie, à partir des seuls écrits d'Edmond Malinvaud, peut désormais apparaître comme une hypothèse méthodologique plus fondée et surtout plus fructueuse qu'il n'y paraissait initialement.

#### **IV. La biographie intellectuelle comme sous-genre de la micro-histoire**

Centrée sur les écrits d'Edmond Malinvaud, cette thèse relève d'un genre historiographique bien identifié : la biographie intellectuelle. Longtemps discrédité<sup>72</sup>, ce genre jouit d'un regain d'intérêt en historiographie depuis les années 1980-1990 (Kaeser [2003], Hacothen [2011], Offenstadt [2011])<sup>73</sup>. Sur fond de « crise des paradigmes » (Noiriel [1996]), la biographie intellectuelle a retrouvé une légitimité scientifique en tant que sous-genre de la micro-histoire<sup>74</sup>, dont le succès dans les années 1980 doit beaucoup au fait d'avoir été considéré comme l'une des approches ayant le mieux tiré les leçons du « tournant critique »<sup>75</sup>. Toutefois, associer la biographie intellectuelle à la micro-histoire ne relève pas de la simple alliance de circonstance. Une telle association, en plus d'être revendiquée par les promoteurs de la micro-histoire (Ginzburg et Poni [1981]<sup>76</sup>, Levi [1983]), apparaît surtout justifiée par le fait que la biographie intellectuelle partage les avantages et les limites de la micro-histoire (Kaeser [2003], Hacothen [2007]). Celles-ci étant bien identifiées dans la littérature, nous pouvons d'emblée signaler les avantages et les limites de notre approche historiographique (la biographie intellectuelle), avant de préciser les raisons pour lesquelles la portée de ces limites pourrait être relativisée dans le présent travail.

---

<sup>72</sup> Du fait de la domination du structuralisme et de l'histoire quantitative et « sérielle » dans les années 1950 et 1960 (F. Braudel, C.-E. Labrousse, E. Le Roy Ladurie, *etc.*).

<sup>73</sup> Signalons que ce genre historiographique suscite également l'intérêt des historiens de la pensée économique ; comme en atteste le numéro spécial qu'y a consacré la revue HOPE en 2007 (supplément 1).

<sup>74</sup> La micro-histoire est une tendance de l'historiographie qui s'est développée en Italie, à partir du milieu des années 1970, avec l'ouvrage fondateur de C. Ginzburg *Le fromage et les vers* (1980). Sur la micro-histoire, voir : Ginzburg (1980), Ginzburg et Poni (1981), Revel (1996, 1997).

<sup>75</sup> Sur l'impact du « tournant critique » (*linguistic turn*) en histoire, voir : Guilhaumou (1993), Delacroix (1995, 2010), Chartier (1998), de Baecque (1999), Offenstadt (2011).

<sup>76</sup> C. Ginzburg et C. Poni (1981) proposent d'ailleurs de définir la micro-histoire comme « science du vécu ».

#### ***4.1. Avantages et limites de la biographie intellectuelle***

A l'instar de la micro-histoire, la biographie intellectuelle présente plusieurs avantages d'un point de vue historiographique ; des avantages qui correspondent, par ailleurs, aux nouvelles tendances en histoire des sciences (*sciences studies*)<sup>77</sup>. Toutefois, la biographie intellectuelle comporte également certaines limites qu'il convient de bien identifier.

Le premier avantage reconnu à la biographie intellectuelle est qu'elle permet d'objectiver les catégories discursives indispensables à l'analyse historique (Kaeser [2003]). Sans plaquer *a priori* ces catégories, leur mobilisation par l'historien devient légitime dès lors que celles-ci sont mobilisées par les acteurs étudiés. Appliqué à l'histoire récente de la macroéconomie, ce premier avantage permet de légitimer l'emploi de notions imprécises, voire franchement problématiques. Ainsi en est-il de la « synthèse néoclassique » ; du « chômage involontaire » ; du « keynésianisme » ; de la théorie du « déséquilibre » ; de l'« expertise économique » ; *etc.* Dans la même perspective, ce genre historiographique a l'avantage de ne prêter à aucune discussion *a priori* sur la nature de la science. Les travaux des acteurs étudiés peuvent être d'emblée caractérisés comme scientifiques, dès lors que ces acteurs sont effectivement reconnus comme tels. Le deuxième avantage de la biographie intellectuelle est que la cohérence de l'analyse y est imposée de fait par le sujet, de telle sorte que l'ordre d'exposition y est souvent chronologique (Kaeser [2003]). Dans le même temps, cela offre une plus grande liberté de traitement du sujet, où la multiplication des registres de discours (historique, théorique, épistémologique, *etc.*) n'entame pas la cohérence de l'ensemble. Un avantage largement exploité dans cette thèse sur les écrits d'Edmond Malinvaud qui, en adoptant un ordre chronologique déterminé, a tendance à multiplier les registres d'analyse (théorique, empirique, méthodologique ou épistémologique). Le troisième avantage de la biographie intellectuelle est de constituer un poste privilégié de la réalité historique : un monde passé singulier, un réseau scientifique particulier ou un ensemble de problématiques données (Kaeser [2003], Hacoheh [2007]). Et nous avons vu à quel point ce contexte était riche, dans le cas de Malinvaud, ne serait-ce qu'en termes de réseaux scientifiques (les économistes-ingénieurs, les économistes-mathématiciens, la communauté internationale des économètres, *etc.*). Aussi ce troisième avantage de la biographie intellectuelle se révèle être d'un intérêt

---

<sup>77</sup> Pour un aperçu de ces nouvelles tendances en histoire des sciences, voir : D. Pestre (1996).

majeur pour l'histoire récente de la macroéconomie, car il permet de saisir les changements intellectuels d'une époque à un niveau plus fin, par l'examen d'une synthèse individuelle.

La biographie intellectuelle n'en comporte pas moins certaines limites, dont la première est propre au genre même de la biographie, qui souffre fréquemment d'une insuffisante analyse critique des sources (Kaeser [2003], Hacothen [2007]). En particulier, la biographie étant souvent construite à partir de données autobiographiques, il convient de se méfier de ce que Pierre Bourdieu (1986) a qualifié d'« illusion biographique » : la tendance des individus à écraser leurs errements, hésitations ou erreurs, les conduisant à tracer une ligne droite entre leur naissance et le moment de l'énonciation autobiographique. Aussi le risque qu'encourt toute biographie intellectuelle est la tendance à souscrire à la cohérence interne que l'auteur étudié tend naturellement à se prêter, voire à la renforcer. La deuxième limite de la biographie intellectuelle tient au risque que celle-ci dégénère en histoire des grands hommes (Hacothen [2007]), nourrissant une conception sommaire de l'histoire de la pensée économique, où les idées énoncées par les grandes figures historiques de la discipline (A. Smith, D. Ricardo, A. Marchal, J. Keynes, *etc.*) sont présentées comme pouvant s'enchaîner d'une manière qui soit à la fois cohérente et linéaire. Plus fondamentale, la troisième limite de la biographie intellectuelle a trait à l'impossibilité logique de passer du particulier au général (mieux connue en épistémologie sous le nom de *problème de Hume*). En bref, les avantages de la micro-histoire et de la biographie constituent sa faiblesse majeure, en ce sens que la multitude de détails permise par la réduction de l'échelle d'observation se paie nécessairement en hauteur de vue historique. Une des conséquences étant que la biographie intellectuelle se trouve incapable de déterminer l'origine ni l'influence des idées (Hacothen [2007]). Aussi, ce genre historiographique devrait laisser de côté les grandes questions qui se posent en histoire et, dans la circonstance, en histoire des sciences – comme expliquer le succès ou le déclin d'une théorie au sein d'une discipline scientifique.

La biographie intellectuelle comporte ainsi des avantages et des limites historiographiques qui peuvent être identifiées *a priori*. Toutefois, il est apparu que la plupart de ces limites peuvent être largement relativisées dans ce présent travail ; ce qu'il convient désormais de justifier.

## ***4.2. Remarques méthodologiques***

Si toutes les limites de la biographie intellectuelle s'appliquent à cette thèse, la plupart d'entre elles peuvent largement être relativisées. Toutefois, la discussion méthodologique permet de mettre en évidence des limites d'un autre type, qui sont autant dues à la nature des écrits de Malinvaud (et à sa trajectoire) qu'à la manière dont nous les avons exploité.

### *4.2.1. Des carences de la biographie intellectuelle à la reconstruction logique*

S'agissant de la première limite de la biographie intellectuelle, il est clair que cette thèse n'échappe pas au risque de souscrire à la cohérence interne que se prête l'auteur étudié. Un tel risque apparaît manifeste dès cette introduction puisque l'hypothèse selon laquelle ses intérêts se sont déplacés de la microéconomie vers la macroéconomie, au début des années 1970, est également revendiquée par Malinvaud (1987d, 1987e, 2001b, 2003a). En la reprenant, nous souscrivons ainsi en partie à la cohérence interne que se prête l'auteur et qui participe, potentiellement, d'une forme d'« illusion biographique ». En effet, cette hypothèse pourrait bien être tout à fait erronée. Aussi aurait-il fallu considérer, à l'instar de De Vroey (2004, 2009), l'hypothèse selon laquelle Edmond Malinvaud aurait investi le champ de la macroéconomie dans le but d'y étendre le pouvoir explicatif de la théorie de l'équilibre général. En rappelant que tous les théoriciens du « déséquilibre » (Benassy, Drèze, Grandmont, *etc.*) ont d'abord eu pour « camp de base » la théorie de l'équilibre général, M. De Vroey suggère que ces derniers ont profité de la recherche des micro-fondements de la macroéconomie dans les années 1970 pour investir un nouveau terrain de jeu. De fait, à partir de la citation de Malinvaud donnée ci-dessous, nous aurions pu suivre cette interprétation. Et même aller plus loin, en considérant que l'« entrée en macroéconomie » de ce dernier a avant tout été motivé par son manque de maîtrise de la théorie des jeux, à un moment où celle-ci gagnait en importance au sein de la théorie microéconomique :

« Some may think that my interests shifted away from microeconomic theory in the early 1970s, in order to concentrate on macroeconomic issues. There is a bit of truth in that. It is also true that I never felt quite at home within the theory of games and its teachings about interactive rationality, which were very influential in the 1970s and 1980s, particularly in the industrial-organization literature. » (Malinvaud [2001b], p. 8)

Toutefois, l'hypothèse suggérée par M. De Vroey n'a pas été suivie dans cette thèse, car celle-ci est apparue largement infructueuse du point de vue historique. Mais, également, parce que

les éléments découverts au cours de cette recherche ont plutôt eu pour effet de conforter notre hypothèse initiale. Aussi cet exemple traduit-il notre attitude à l'égard des limites inhérentes au genre biographique ; celles-ci sont appréhendées comme des risques, vis-à-vis desquels la vigilance s'impose, et non comme des limites indépassables de la biographie intellectuelle. Dans ces conditions, il est inutile de rejeter dogmatiquement tout élément explicatif, émanant de l'auteur étudié, pour justifier son évolution. A l'inverse, l'explication d'une trajectoire particulière n'a pas non plus à se réduire à ces éléments d'autojustification. A cet égard, il convient de signaler que nous mettons en avant une seconde rupture dans la trajectoire de Malinvaud, qui n'est pas pleinement revendiquée par ce dernier : son « tournant réflexif », engagé à partir de la fin des années 1980 (*cf.* chapitre 7).

A l'opposé des risques inhérents au genre biographique, il nous faut signaler une limite plus fondamentale pour notre approche historiographique. Cette limite tient au fait d'avoir opéré par *reconstruction logique*<sup>78</sup>, pour plusieurs chapitres de cette thèse (*cf.* chapitres 6, 7 et 8), dans le but d'accéder plus efficacement à la signification de certains des écrits de Malinvaud. Des écrits à caractère méthodologiques et rétrospectifs, dont la distinction première réside dans leur dispersion matérielle<sup>79</sup>, car ce dernier n'a jamais pris la peine de les rassembler en un ouvrage unique. Ainsi, le recours à la reconstruction logique a d'abord été justifié par la nécessité de mettre en ordre, chronologiquement et sémantiquement, le contenu de ces écrits. Mais ces écrits se distinguent, encore, par le fait que Malinvaud y a largement mélangé les registres de discours. De sorte que s'y trouvent : la défense d'une conception normative de la macroéconomie (méthodologique), une analyse réflexive de l'évolution récente de la connaissance macroéconomique (épistémologique), des considérations rétrospectives sur les différentes phases de développement qu'a connue la discipline depuis la Seconde Guerre mondiale, des digressions sur le rôle de l'expertise économique, ou encore des éléments biographiques. Ainsi, le recours à la reconstruction logique a ensuite été justifié par la nécessité de structurer le contenu de ces écrits, en suivant un processus en trois étapes : séparer les propos relevant de registres de discours différents, reconstruire la logique générale de chacun d'entre eux, puis en tirer toutes les conséquences (directes et indirectes). Par

---

<sup>78</sup> Une méthode qui ne doit pas être confondue avec le genre historiographique consacré, la « reconstruction rationnelle », dont la vocation est de donner sens aux écrits du passé à partir de la connaissance économique accumulée du présent. Pour une défense de cette approche historiographique, voir : Lapidus (1996).

<sup>79</sup> En effet, ces écrits sont dispersés entre ses cours au Collège de France, une dizaine d'articles publiés dans des revues et un ensemble de textes de nature hétérogène (communications, discours d'ouverture, interviews, *etc.*).

conséquent, chaque étape du processus impliquant inévitablement une dose d'interprétation, le seul fait d'avoir procédé par reconstruction logique constitue une limite à cette thèse.

#### 4.2.2. A propos de l'histoire des grands hommes

Tout réel que soit le risque que la biographie intellectuelle dégénère en histoire des grands hommes, nous considérons que celui-ci ne saurait s'appliquer à cette thèse. Tout d'abord, bien qu'Edmond Malinvaud soit l'un des derniers généralistes de la discipline, il est peu vraisemblable que celui-ci ait produit une « œuvre scientifique » capable de lui prêter cette la qualité de « grand homme ». D'ailleurs, il serait vain de rechercher une unité à l'ensemble de ses publications, qui n'ont pas de caractère systématique mais traduisent plutôt, de manière très moderne, une intention de contribuer ponctuellement à la littérature. Et ceci, s'applique tant à ses contributions en théorie microéconomique (aux théories de l'équilibre général, du capital ou du bien-être) qu'à celles en théorie macroéconomique ; quoique la visée de ses recherches théoriques dans ce dernier domaine soit plus aisée à identifier, sans que cela soit suffisant pour parler à son endroit d'« œuvre scientifique » (*cf.* chapitre 3).

Par ailleurs, en considérant que cela soit possible, notre ambition n'a jamais été de faire entrer Edmond Malinvaud au Panthéon des économistes. A l'inverse, l'intérêt d'étudier les écrits de cet économiste en particulier a toujours été hautement déterminé par ses propriétés « (quasi-) idéal-typiques », qui en font l'un des personnages dont la trajectoire est la plus intégrée à la discipline et à son développement depuis la Seconde Guerre mondiale. Quant à l'histoire récente de la macroéconomie, ce sont autant ses qualités d'observateur privilégié que ses qualités d'acteur que nous pouvons exploiter. Dans cette perspective, en forçant légèrement le trait, nous pourrions avancer que les écrits de Malinvaud sont davantage un moyen efficace de produire de la connaissance sur l'histoire récente de la discipline. Ainsi, loin d'alimenter l'histoire des grands hommes, la véritable limite de cette thèse résiderait plutôt dans la trop grande généralité que nous sommes enclin à prêter aux écrits de ce dernier.

#### 4.2.3. De la généralité des écrits d'Edmond Malinvaud

Du point de vue logique, le problème de Hume est indépassable : nul ne peut déduire de lois générales à partir d'observations particulières. Toutefois, le problème de l'induction est moins radical et se résume à la question de savoir dans quelles conditions les inférences inductives

sont justifiées. De même, l'ambition de cette thèse n'est pas tant de dégager des lois générales que de montrer que les écrits d'Edmond Malinvaud ont une plus grande généralité, c'est-à-dire une portée qui dépasse la singularité de son auteur.

A cet égard, il convient de préciser que dans la macro-histoire, le choix d'étudier un objet délimité et bien circonscrit ne doit pas entamer la portée des conclusions. Au contraire, les perspectives de connaissance envisagées par la micro-histoire sont analogues à celles des démarches macro-historiques<sup>80</sup>. Une telle ambition, comme le soulignent Lemercier et Zalc (2008) suffit à disqualifier l'utilisation abusive du terme « micro-histoire » pour qualifier toute monographie. De même, cette ambition est partagée par la biographie, présentée comme le lieu idéal pour éprouver la validité d'hypothèse sur les pratiques et le fonctionnement effectif des lois et/ou des règles sociales (Levi [1989])<sup>81</sup>. Néanmoins, pour que ce lieu soit idéal, il faut que l'auteur étudié soit doté d'une certaine représentativité. A cet égard, le critère de sélection, avancé par Kaeser (2003), est que l'acteur doit être actif dans un vaste ensemble de domaines. Pour l'illustrer, il cite l'exemple de deux scientifiques, Pasteur (Latour [1994]) et Edouard Desor<sup>82</sup> (Kaeser [2004]), dont l'étude biographique permet de se plonger dans un passé plus vaste. Avant de décrire la démarche et la portée de l'approche biographique d'une manière si élégante et encore, si analogue à l'approche historiographique que nous avons adoptée dans cette thèse, qu'il convient d'en reproduire le texte :

« Compte tenu du profil du personnage étudié, le caractère restreint de la parcelle historique embrassée par le biographe peut être considérablement relativisé. Comme nous le verrons dans le cas d'Edouard Desor, certains acteurs présentent en effet l'avantage d'avoir été actifs dans un grand nombre de domaines. Par leur biais, on peut dès lors aborder une quantité de thématiques. Celles-ci ne seront toutefois pas appréhendées d'en haut, mais d'en bas, de manière transversale, à partir d'une réalité concrète, partielle, mais significative. En fait, le personnage retenu peut être assimilé à un « œilleton » : l'œil rivé sur cet œilleton, le biographe peut orienter sa visée bien au-delà du personnage, de manière panoramique. » (Kaeser [2003], p. 144)

Vis-à-vis du critère de représentativité, le cas de Malinvaud s'avère idéal pour étudier l'histoire récente de la macroéconomie – comme il l'est d'ailleurs, plus largement, pour étudier le développement de la discipline économique depuis la Seconde Guerre mondiale. En

---

<sup>80</sup> A cet effet, il faut rappeler que la micro-histoire s'est initialement constituée, au milieu des années 1970, en réaction à l'histoire quantitative et au structuralisme (Offenstadt [2011]).

<sup>81</sup> G. Levi (1989) pointe toutefois les ambiguïtés propres du regain d'intérêt pour la biographie en histoire ; celle-ci étant parfois employée à d'autres fins : montrer l'irréductibilité de l'individu et de ses comportements par rapport aux systèmes normatifs généraux, au nom de l'expérience vécue.

<sup>82</sup> Edouard Desor (1811-1882) est un zoologiste, géologue et préhistorien, qui a participé au développement et à l'affirmation de sa discipline, l'archéologie préhistorique.



fait, il existe peu de cas qui seraient aussi représentatifs que lui, en France ou aux Etats-Unis ; sinon, peut-être, Paul Samuelson ou James Tobin<sup>83</sup>. Ainsi Malinvaud est l'« œillette » dont la visée apparaît comme la plus large de toute l'histoire récente. De plus, l'étude de son cas se prête particulièrement bien à la visée panoramique car, à partir des années 1970, ce dernier n'a pas seulement cherché à contribuer au développement de la théorie macroéconomique. En effet, comme nous allons bientôt le voir dans le plan détaillé de cette recherche, il a également cherché à contribuer au développement de la macro-économétrie, comme il a cherché à répondre aux questions qui se sont posées aux responsables de la politique économique ; il a également fortement réagi au succès de la NEC, en en critiquant les fondements ; *etc.*

Aussi ample que soit la généralité des écrits de Malinvaud pour l'histoire récente de la macroéconomie, celle-ci n'en comporte pas moins deux limitations évidentes. La première limitation est que son point de vue est situé géographiquement, en France, à une période où les orientations de la discipline macroéconomique se déterminent aux Etats-Unis. Dans ces conditions, bien que la théorie du « déséquilibre » ait été présente dans les débats de macroéconomie outre-Atlantique, il est clair que ceci est de nature à réduire la généralité des écrits de Malinvaud, notamment de ses écrits théoriques. Par ailleurs, la deuxième limitation tient à ce que ce dernier ne peut être considéré comme juge et partie de l'histoire récente de la macroéconomie. Ainsi, le fait que la théorie du « déséquilibre » ait échoué à peser sur les orientations de la discipline est, potentiellement, un élément capable de distordre certaines de ses analyses à propos du statut de la macroéconomie et des déterminants de son évolution.

Dans le but de relativiser cette double limitation des écrits de Malinvaud, nous avons multiplié la prise de points de vue alternatifs : des théoriciens du « déséquilibre » (J.-P. Benassy, J. Drèze, J.-M. Grandmont, A. d'Autume, G. Laroque) ; des économistes de la synthèse néoclassique (R. Solow, J. Tobin, F. Modigliani) ; des théoriciens de la NEC (R. Lucas, R. Barro) ; des économistes proches de la modélisation macro-économétrique (Y. Bernard, R. Courbis, R. Boyer) ou encore des économistes ayant pratiqué l'expertise (J.-C. Milleron, P. Samuelson, W. Barnett). Toutefois, ces deux limitations étant explicitées, il appartient au lecteur de juger dans quelle mesure celles-ci réduisent sérieusement la portée des arguments présentés dans cette thèse.

---

<sup>83</sup> Qui ont tous deux hautement contribué au développement de la théorie économique (en microéconomie comme en macroéconomie), de l'enseignement, de l'expertise économique (*Council of Economic Advising*). Toutefois, ceux-ci n'ont jamais été impliqués dans le développement de l'économétrie.

## V. Plan de la thèse

Cette thèse se compose de trois parties qui, en suivant un ordre chronologique, relèvent tout autant du plan thématique. En effet, ces parties renvoient à trois moments et à trois thèmes spécifiques des écrits de Malinvaud : ses contributions à la théorie du « déséquilibre », sa défense d'une certaine conception de la macroéconomie, son tournant « réflexif » et ses considérations rétrospectives sur l'évolution de la discipline depuis les années 1970.

### *Partie 1 : Edmond Malinvaud et la théorie du « déséquilibre »*

Cette première partie montre que les contributions d'Edmond Malinvaud à la théorie du « déséquilibre » ont participé à certains des déplacements importants de l'histoire récente de la macroéconomie. En effet, celles-ci tendent d'abord à remettre en cause les fondements de la théorie keynésienne, en multipliant notamment les conditions restrictives à l'efficacité des politiques de stabilisation. Celles-ci tendent, ensuite, à inscrire la théorie de l'équilibre général comme un horizon indépassable pour la théorie macroéconomique.

#### Chapitre 1 : Le ralliement tardif d'Edmond Malinvaud à la théorie des équilibres à prix fixes

Ce premier chapitre relativise l'importance de l'ouvrage séminal de Malinvaud, *The Theory of Unemployment Reconsidered* (1977), dans l'élaboration de la théorie du « déséquilibre ». Cette appellation étant jugée abusive, sinon trompeuse, nous la substituons d'emblée par celle de « théorie des équilibres à prix fixes », en précisant que cette approche théorique constitue un sous-ensemble de la « théorie non-walrasienne ». Par ailleurs, nous montrons que le premier ouvrage de Malinvaud (1977) doit quasiment tout aux pionniers de la théorie non-walrasienne (Patinkin, Clower, Grossman) comme à ceux de la théorie des équilibres à prix fixes (Barro, Benassy, Younes, Drèze). En découle le caractère paradoxal du succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]), qui consacre un ouvrage sans contenu théorique innovant, et dont le seul évènement est d'avoir rendu visible le ralliement tardif d'Edmond Malinvaud à la théorie des équilibres à prix fixes.

Chapitre 2 : De *The Theory of Unemployment Reconsidered* (1977) à *Réexamen* (1980a), la victoire à la Pyrrhus d'Edmond Malinvaud

Ce deuxième chapitre interroge les raisons du succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]), par l'examen de sa réception. Aussi ce succès est d'abord quantitatif, car cet ouvrage a été abondamment cité et commenté, pour des raisons historiques plus qu'analytiques. Qualitativement, la réception de cet ouvrage apparaît surtout marquée par les vives critiques dont il a fait l'objet. Est notamment remis en cause le fait que la théorie des équilibres à prix fixes puisse constituer une rationalisation de la « synthèse néoclassique » ou, même, un dépassement des théories keynésienne et walrasienne. Concédant largement à ces critiques, dans sa préface à l'édition française de l'ouvrage, Malinvaud (1980a) se montre néanmoins optimiste, en soutenant que la « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes permettra de répondre à la plupart de ces objections.

Chapitre 3 : « Dynamiser » la théorie des équilibres à prix fixes : le programme de recherches d'Edmond Malinvaud

Ce troisième chapitre examine la stratégie adoptée par Edmond Malinvaud, à partir de la fin des années 1970, pour « dynamiser » la théorie des équilibres à prix fixes. Il s'en dégage un véritable programme de recherches, dont l'objectif est de préciser l'influence d'un ensemble de facteurs (l'investissement, la substitution du capital au travail, le taux d'intérêt, *etc.*) sur le niveau du chômage à moyen terme. Une fois présenté les contours de ce programme de recherches, nous montrons que cette « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes n'a pas permis de répondre aux objections initiales portant sur le modèle canonique. Même, sa « dynamisation » tendrait plutôt à en révéler la pertinence. Ainsi Edmond Malinvaud, et toute la théorie non-walrasienne avec lui, paraît avoir hautement contribué à la série de déplacements dont la macroéconomie a été l'objet dans l'histoire récente.

## ***Partie 2 : Edmond Malinvaud, un économiste keynésien de la « synthèse néoclassique »***

Relativisant la conclusion précédente, cette deuxième partie tend à préciser la position d'Edmond Malinvaud et montre comment celui-ci doit apparaître comme un économiste keynésien de la « synthèse néoclassique ». Trois raisons principales permettent de l'illustrer : le fait que ses recherches théoriques aient d'abord visé à l'amélioration des spécifications macro-économétriques, son opposition virulente et multidimensionnelle à la NEC, ainsi que sa conception de la macroéconomie proche de la modélisation macro-économétrique.

Chapitre 4 : La démarche théorique d'Edmond Malinvaud, une tentative d'application de la méthode « hicksienne » pour une visée empirique

Afin de préciser la nature et la visée de la démarche théorique de Malinvaud, ce quatrième chapitre entreprend de la comparer avec celle de John R. Hicks. En plus de révéler leur attitude commune à l'égard de la théorie keynésienne, un tel rapprochement permet de mettre en évidence la parenté de leurs méthodes d'analyse dynamique – comme, par exemple, le fait d'assumer le caractère *ad hoc* des équations de comportement. En véritable sous-produit de l'exercice, ce rapprochement permet également de préciser les spécificités théorique et méthodologique d'Edmond Malinvaud, notamment sa plus forte « inclinaison empirique ». Ceci nous permet de dégager l'une des raisons ayant motivé ce dernier à rallier la théorie des équilibres à prix fixes : sa capacité à rationaliser la modélisation macro-économétrique.

Chapitre 5 : Les critiques d'Edmond Malinvaud à la NEC : la marque d'une discontinuité dans l'histoire récente de la macroéconomie

Ce cinquième chapitre développe les critiques qu'Edmond Malinvaud adresse à la NEC, à partir du début des années 1980, lorsque celui-ci prend mieux conscience du succès rencontré par cette approche au sein de la discipline. L'intérêt de ses critiques repose d'abord sur leur caractère multidimensionnel, en ce sens qu'elles engagent des aspects tant théoriques et empiriques que méthodologiques (voir épistémologiques). Ainsi, Edmond Malinvaud dénonce l'irréalisme du postulat de *market-clearing*, l'abandon de la dichotomie temporelle propre à la « synthèse néoclassique », l'usage abusif et trompeur du concept d'anticipations rationnelles, l'inconséquence pratique des critiques faites à la modélisation macro-économétrique (en particulier, Lucas [1976]), l'attitude dogmatique à l'égard de la politique économique. En

adressant ces critiques, Malinvaud montre alors combien il est proche des keynésiens de la « synthèse néoclassique » (J. Tobin, R. Solow ou encore F. Modigliani). Par ailleurs, ces critiques signalent que Malinvaud est animé par une conception de la macroéconomie, qui est à la fois radicalement différente et incommensurable à celle défendue par la NEC.

Chapitre 6 : Qu'est-ce que la macroéconomie ? L'épistémologie de la macroéconomie selon Edmond Malinvaud

Dans la lignée du chapitre précédent, ce sixième chapitre a pour objectif de dégager la conception alternative de la macroéconomie défendue par Edmond Malinvaud. Ne partageant pas l'ambition d'une microéconomie générale, ni celle de pouvoir découvrir les lois des phénomènes économiques par une approche strictement empirique, la démarche en macroéconomie doit plutôt chercher à dépasser les limites respectives des méthodes déductive et inductive. Dans cette perspective, loin de cautionner le projet de vouloir substituer la théorie microéconomique à la macroéconomie, il défend au contraire l'autonomie de la macroéconomie, fixant des bornes à la recherche des micro-fondements de la macroéconomie. Par ailleurs, cette recherche des micro-fondements a, pour lui, davantage vocation à dégager une théorie microéconomique alternative et mieux adaptée aux besoins de la macroéconomie. Au terme de l'examen, la conception de la macroéconomie que défend Edmond Malinvaud apparaît, toute entière, relever de la science appliquée.

***Partie 3 : De l'incertitude épistémologique de la profession aux enjeux de l'expertise économique pour la discipline, une tentative de rationalisation de l'histoire récente de la macroéconomie***

Cette troisième et dernière partie a pour objectif de lever la contradiction entre les deux parties précédentes, où Edmond Malinvaud a été présenté successivement comme ayant activement participé, autant qu'ayant résisté, aux transformations de la discipline depuis les années 1970. Pour ce faire, nous étudions sa réflexion épistémologique et ses considérations sur l'expertise économique, avant d'en exploiter les limites et de développer notre propre interprétation de l'histoire récente de la macroéconomie.

Chapitre 7 : A la recherche des fondements rationnels de l'évolution de la macroéconomie ou le « tournant réflexif » d'Edmond Malinvaud

Ne s'expliquant pas l'échec de la théorie non-walrasienne à orienter le développement de la macroéconomie, comme le succès symétrique de la NEC, l'analyse d'Edmond Malinvaud prend un tour plus « réflexif », à partir de son entrée au Collège de France (en 1987). Aussi ce septième chapitre expose la manière dont Malinvaud a investi la littérature en philosophie des sciences (Popper, Lakatos, *etc.*) et en méthodologie économique (Blaug, Morgan, *etc.*), dans l'espoir d'y trouver des raisons capables de rationaliser l'histoire récente de la macroéconomie. Cependant, sa réflexion aboutit à une impasse puisqu'en l'absence d'un critère rationnel capable de hiérarchiser les propositions énoncées en macroéconomie, permettant de donner un contenu à la notion de consensus, la discipline est condamnée à évoluer de manière indéterminée et sous la pression d'une série de facteurs déstabilisants (tels que des défaillances déontologiques ou des « effets de mode »).

Chapitre 8 : La macroéconomie, entre science et expertise

Ce huitième chapitre approfondit un effet déstabilisant qu'Edmond Malinvaud ne qualifie pas comme tel, mais vis-à-vis duquel il s'exprime abondamment : l'influence de l'expertise dans le fonctionnement de la discipline macroéconomique. De ses considérations sur ce thème, largement rétrospectives, se dégage le caractère fonctionnel de l'expertise, faisant office de véhicule entre les scientifiques et les responsables de la politique économique. Dans cette relation, la macroéconomie se trouve à la fois des objectifs de recherche et une sanction externe : le succès ou l'échec des politiques économiques. Elle y trouve encore les conditions de sa cumulativité, de sorte que tout « consensus » en macroéconomie se trouve conditionné par un déterminant qui lui est extérieur : la satisfaction de la demande politique. Ce modèle « décisionnel » suggéré par Edmond Malinvaud, décrivant les relations s'établissent entre science et expertise, a toutefois l'inconvénient d'être d'abord situé historiquement (*i.e.* la planification française jusqu'aux années 1970), mais également d'être statique. Dès lors, il ne permet pas de rendre compte de l'évolution de la macroéconomie dans les années 1970-1980.

Chapitre 9 : Le modèle d'Edmond Malinvaud en dynamique, une rationalisation de l'histoire récente de la macroéconomie

Ce neuvième et dernier chapitre cherche à tirer toutes les conséquences des développements précédents de Malinvaud, en dynamisant notamment son modèle des relations entre science et expertise et en montrant comment celui-ci permet de rationaliser l'histoire récente de la macroéconomie. Au milieu des années 1970, l'inefficacité des politiques économiques traditionnelles plonge la profession en pleine incertitude épistémologique, grippant les ressorts de l'expertise et conduisant à une redéfinition unilatérale, par les seuls responsables politiques, des objectifs de la politique économique. La perspective de politique économique réorientée, la relation entre science et expertise retrouve ses droits et joue pleinement dans la reconfiguration de la discipline à partir de la fin des années 1970. Une reconfiguration dans laquelle l'échec de la théorie non-walrasienne, comme le succès symétrique de la NEC, s'explique par trois raisons principales : (i) la fin du contrôle des prix et des salaires ; (ii) la fin du monopole public de l'expertise économique ; (iii) la fin de l'interventionnisme d'Etat et du volontarisme keynésien.

## Partie I : Edmond Malinvaud et la théorie du « déséquilibre »

Au milieu des années 1970, Edmond Malinvaud se rallie officiellement à l'approche théorique du « déséquilibre », par ses contributions avec Yves Younès, mais plus encore par son ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]). Un ralliement qui n'a rien de contingent, comme nous l'avons suggéré dans l'introduction, car Edmond Malinvaud n'a cessé de contribuer à cette approche par la suite, de la fin des années 1970 jusqu'au début des années 1990. Aussi cette première partie a d'abord vocation à exposer en détails, comme à examiner, la nature de ses contributions à la théorie du « déséquilibre » – d'où sa longueur et son caractère quelque peu descriptif. Mais cette première partie a également vocation à préciser le rôle tenu par Edmond Malinvaud au sein de la théorie du « déséquilibre ». Ce faisant, elle tend à remettre en cause la thèse de Roger Backhouse et Mauro Boianovski ([2013], ch. 8) selon laquelle ce dernier, en véhiculant une version simpliste et tronquée de la théorie du « déséquilibre », en particulier dans Malinvaud (1977), aurait largement participé à l'échec de cette approche théorique au sein de la discipline.

Poursuivant ce double objectif, nous commençons par rappeler que l'ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]) ne contient aucune avancée substantielle pour la théorie du « déséquilibre » mais qu'il est, au contraire, largement inspiré de travaux antérieurs – en particulier, Barro-Grossman (1971) et Bénassy (1975) (*cf.* chapitre 1). Nous étudions ensuite la manière dont cet ouvrage a été reçu au sein la discipline, puis nous montrons comment son succès (quantitatif) a paradoxalement placé Edmond Malinvaud au devant de la scène, faisant de ce dernier la cible de critiques pointant les limites plus générales de la théorie des équilibres à prix fixes. Tout en en reconnaissant le bien-fondé, Edmond Malinvaud assure que la « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes devrait pouvoir être de nature à dépasser ces critiques (*cf.* chapitre 2). Une assertion dont nous évaluons enfin la pertinence, en examinant dans quelle mesure la seconde génération de ces modèles (dits « dynamiques ») a permis de dépasser ces critiques originelles. Pour ce faire, nous exposons et analysons les recherches théoriques ultérieures d'Edmond Malinvaud ; celles-ci pouvant être considérées comme représentatives des tentatives de « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes au cours des années 1980 (*cf.* chapitre 3).



## **Chapitre 1 : Le ralliement tardif d'Edmond Malinvaud à la théorie des équilibres à prix fixes**

Le nom d'Edmond Malinvaud reste, aujourd'hui, définitivement associé à la « théorie du déséquilibre », un courant d'inspiration keynésienne en macroéconomie dont il aurait été le fondateur ainsi que le chef de file à la suite de l'immense succès rencontré par son ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]). Toutefois, d'un point de vue historique, cette manière de présenter le rôle et la place de Malinvaud dans l'histoire de la macroéconomie s'avère doublement trompeuse. Tout d'abord, il faut bien reconnaître que le terme « théorie du déséquilibre » est un abus de langage s'il s'agit de qualifier l'approche à laquelle ce dernier a contribué. En effet, il est plus juste de dire que Malinvaud a participé au développement de la *théorie des équilibres à prix fixes*, défini comme sous-ensemble de la *théorie non-walrasienne* (la distinction entre ces trois termes n'étant toutefois pas aisée, nous ajouterons une note sur cette terminologie à la fin de cette introduction). Ensuite, il faut rappeler que Malinvaud n'a pas initialement contribué à l'élaboration de la théorie sur laquelle il s'appuie dans cet ouvrage (Dehez [2002], p. 318), *i.e.* la théorie des équilibres à prix fixes. Celle-ci a même largement dépassé le stade exploratoire au moment où il s'en saisit – les contributions séminales (Clower [1965], Leijonhufvud [1968], Grossman [1969]) remontant alors à une dizaine d'années déjà. Enfin, il faut encore souligner que Malinvaud n'aura pas apporté, par cet ouvrage, de contribution théorique substantielle à la littérature. Ce qui d'ailleurs n'était pas son objectif. En effet, il s'agissait essentiellement, pour lui, de montrer comment cette nouvelle approche théorique pouvait renouveler la compréhension du phénomène de sous-emploi et d'« exposer [s]es vues personnelles sur l'état d'avancement de cette entreprise » (Malinvaud [1980a], p. 31). Une ambition limitée donc, et d'ailleurs, clairement perçue comme telle à l'époque par le cercle des théoriciens non-walrasiens, qualifiant l'ouvrage de simple synthèse ou de « monographie » (Grandmont [1977]).

Cependant, au regard du succès rencontré par *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]), comme à l'importance qui lui est ordinairement attribuée dans l'histoire de la macroéconomie récente (Backhouse et Boianovsky [2013], De Vroey [2009], Mankiw [1990], Blanchard [2002], Mignon [2011]), une présentation exhaustive du contenu de cet ouvrage s'impose. Celle-ci est toutefois toute orientée par la thèse selon laquelle cette contribution de Malinvaud n'aura été ni fondatrice (*i*), ni essentielle (*ii*), dans l'élaboration de

la théorie non-walrasienne. Pour justifier la première idée (i), il suffit de rappeler brièvement les origines de la théorie à prix fixes et les conditions dans lesquelles Malinvaud s’y est rallié – ceci est l’objet de la première section de ce chapitre. Le reste du chapitre est entièrement consacré à justifier la seconde idée (ii). En reproduisant la structure en trois sections de *The Theory of Unemployment Reconsidered*, nous exposons en détails le contenu de l’ouvrage, tout en soulignant la dette de Malinvaud à l’égard des contributions antérieures, notamment Barro et Grossman (1971, 1974). Ainsi, la deuxième section reprend les arguments d’Edmond. Malinvaud justifiant son ralliement à la théorie des équilibres à prix fixes ; la troisième section développe et commente son modèle « prototype » ; la troisième section expose les applications et les prolongements que Malinvaud déduit de son modèle.

### ***Remarques terminologiques***

Comme le soulignent Backhouse et Boianovsky ([2013], p. 8), la littérature associée à la théorie du « déséquilibre » est en proie à toutes les difficultés terminologiques, car il existe plusieurs autres manières de la qualifier dans la littérature. Ainsi, on parle de théorie « des équilibres à prix fixes », de théorie « des équilibres non-walrasiens », théorie « du non-tâtonnement » ou encore théorie « des équilibres avec rationnement ». Dans ces conditions, une clarification sémantique s’impose avant d’aborder la généalogie de la théorie des équilibres à prix fixes avant *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]).

Entendue au sens large, la « théorie du déséquilibre » peut être définie par l’ensemble des tentatives qui ont cherché à formaliser le fonctionnement d’une économie de marché hors de l’équilibre. Il apparaît d’emblée que ce terme relève de l’abus de langage, car il n’existe pas une théorie en particulier qui, seule, mériterait ce label. Ainsi, il serait plus juste de parler de « théories du déséquilibre » afin de souligner la nature hétérogène de ces tentatives (comme des concepts d’équilibre qu’elles présupposent) et le fait que celles-ci n’ont jamais été complètement intégrées (Théoret [1978], Backhouse et Boianovsky [2013])<sup>1</sup>. Pour le reste,

---

<sup>1</sup> Backhouse et Boianovsky ([2013], p. 9) définissent le *déséquilibre* comme un « état où les offres et demandes sont inégales sur un ou plusieurs marchés » ; à l’inverse, le *équilibre* désigne: 1°) un « état de repos » (*state of rest*) ou 2°) un « équilibre des forces ». Toutefois, preuve que le couple de définitions est insuffisant, ces deux auteurs suggèrent que les modèles non-walrasiens décrivent des situations d’équilibres (au sens 2) dans lesquelles il y a du déséquilibre. Ainsi: « In models with rationing [...] It was possible to have equilibrium (in the sense of a balance of forces) in which there was disequilibrium (in the sense that supply and demand are

nous souscrivons à la position de De Vroey (2009, 2014) qui, à l'inverse de Backhouse et Boianovsky (2013), prend soin de ne pas confondre les termes « déséquilibre » et « non-walrasien ». Pour autant, à la différence de De Vroey (2009, 2014), nous ne prenons pas pour synonymes les termes de « théorie non-walrasienne » (ou théorie des équilibres non-walrasiens) et de « modèles d'équilibres à prix fixes » (ou théorie des équilibres à prix fixes). En effet, il semble que la *théorie non-walrasienne* recouvre un ensemble plus général vis-à-vis duquel les *modèles d'équilibres à prix fixes* ne sont qu'un cas particulier. Selon nous, la théorie non-walrasienne doit être définie comme l'ensemble des tentatives de formalisation du fonctionnement d'une économie hors de l'équilibre (walrasien). Cette approche théorique implique, donc, de partir de la théorie de l'équilibre général walrasien, et de se situer en référence constante par rapport à elle, mais vise à étudier les effets consécutifs à la levée d'au moins un des ses postulats fondamentaux. Une telle démarche peut ainsi conduire à une série, potentiellement infinie, d'applications particulières. Comme l'ont été les modèles d'équilibre temporaire (Grandmont [1976]), les modèles de non-tâtonnement (Hahn et Negishi [1962]), les modèles à prix semi-flexibles (Drèze [1975], Weddepohl [1983]) ou encore les modèles à prix fixes (Barro-Grossman [1971], Benassy [1975]). Par ailleurs, souligner l'autonomie de la théorie non-walrasienne permet de rappeler qu'une théorie ne saurait être confondue avec le (ou les) modèle(s) qui en est issu (sont issus). En introduisant cette différence (légère) par rapport à M. De Vroey, nous pouvons intégrer l'ensemble des travaux menés par Clower et Leijonhufvud (à partir des années 1960) à ce vaste ensemble que constitue la théorie non-walrasienne<sup>2</sup>. S'agissant des modèles d'équilibres à prix fixes, nous adhérons enfin à la définition proposée par M. De Vroey (2004, 2009, 2014). Ces modèles sont non-walrasiens, en ce sens qu'ils étudient les effets consécutifs au relâchement du postulat de flexibilité des prix, et supposent ainsi que les échanges puissent être réalisés à des prix « non-walrasiens » (*i.e.* pour lesquels la demande excédentaire agrégée n'est pas nulle sur tous les marchés). L'objectif de ces modèles étant alors de montrer qu'une allocation d'équilibre de cette sorte existe et qu'elle diffère de l'allocation d'équilibre walrasien.

---

unequal in one or more markets). This was the essence of disequilibrium models, for the claim was that markets would not converge to a position where all markets cleared. » (Backhouse et Boianovsky [2013], p. 9)

<sup>2</sup> Bien que Clower ait renié la paternité des modèles d'équilibres à prix fixes (Clower [1975]), il n'en demeure pas moins que l'emploi de son concept de « décision duale » (Clower [1965]) dans les modèles à prix fixes est parfaitement logique et justifiée. Dans le même article, Clower (1975) a affirmé que la perspective des travaux menés avec Leijonhufvud trouvait une transcription plus adéquate dans les modèles multi-agents (« agent-based models ») de Peter Howitt.

## **I. Une histoire de la théorie des équilibres à prix fixes avant *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977])**

La plupart des théoriciens des équilibres à prix fixes ont attribué à John Hicks ([1939], ch. 10) et à Don Patinkin ([1956], ch. 13) la responsabilité d'avoir jeté les bases du raisonnement hors équilibre, ou tout au moins, d'avoir ouvert la voie à cette démarche<sup>3</sup>. Non sans raisons d'ailleurs, car ces deux auteurs de la « synthèse néoclassique » ont été de ceux qui se sont le plus systématiquement employés à confronter les théories de Keynes et de Walras<sup>4</sup>. Toutefois, nous pouvons raisonnablement nous limiter à reconnaître en Clower (1965) et Leijonhufvud (1968) les deux véritables catalyseurs de la théorie non-walrasienne en macroéconomie, et en Grossman (1969, 1971) le véritable architecte des modèles d'équilibres à prix fixes. Les travaux du groupe de théoriciens français, dits de l'« Ecole française du déséquilibre », s'inscriront par la suite dans la perspective ouverte par ces trois auteurs.

### ***1.1. Les pionniers : Robert Clower et Axel Leijonhufvud***

Présenter Robert Clower (1965) et Axel Leijonhufvud (1968) comme des pionniers de la théorie non-walrasienne se justifie, tant par le fait qu'ils ont clairement affiché leur volonté de rompre avec la logique de la théorie walrasienne et celle de la « synthèse néoclassique », que par l'influence de leurs contributions séminales sur le développement de la théorie non-walrasienne et celui de la théorie des équilibres à prix fixes. En particulier, l'article de Robert Clower (1965), dont le titre résume toute l'ambition (« The Keynesian Counterrevolution : A Theoretical Appraisal »), peut sans nul doute être considéré comme l'un des événements les plus structurants (sinon marquants) de l'histoire récente de la macroéconomie.

En effet, pour la première fois dans l'histoire de la discipline, deux théoriciens prétendent remettre en cause les fondements logiques de la « synthèse néoclassique » (Hicks [1937,

---

<sup>3</sup> Pour une étude précise et argumentée de l'influence de Patinkin tant sur le concept de demande « effective » de Clower (1965) que sur l'approche non-walrasienne et les modèles d'équilibres à prix fixes, le lecteur pourra consulter avec profit les travaux de G. Rubin (2002, 2005, 2012, 2014).

<sup>4</sup> Même si, comme le souligne Antoine d'Autume (2000), la question de la synthèse entre Keynes et Walras (ou la théorie classique) est présente dès les origines de la macroéconomie. Ainsi, alors que Hicks (1937, 1939), Lange (1938) ou encore Modigliani (1944) présentaient, chacun à leur manière, le modèle keynésien comme une version particulière du modèle d'équilibre général walrasien, plusieurs incompatibilités entre ces deux théories commençaient déjà à se ressentir.

1939], Lange [1944], Modigliani [1944], Patinkin [1956]), en même temps qu'ils dénoncent la velléité de produire une synthèse des théories classique et keynésienne<sup>5</sup>. Ceci, pour une raison simple : la théorie classique (dans sa version modernisée, *i.e.* le modèle Arrow-Debreu) ne fournit pas, pour Robert Clower ([1965], p. 108-9), un cadre adéquat pour décrire des phénomènes de déséquilibre. Ainsi, à la suite d'une discussion des raisons conceptuelles distinguant la théorie de Keynes de la théorie classique, il énonce sa fameuse proposition : « soit la loi de Walras est incompatible avec l'économie keynésienne, soit Keynes n'a rien ajouté de fondamentalement nouveau à la théorie économique orthodoxe. » (Clower ([1965], p. 110) Fort de cette conviction, Robert Clower fait valoir qu'une description idoine des comportements en déséquilibre impose de réviser la définition traditionnelle des fonctions de demande individuelle en introduisant la possibilité que les variations du revenu soient tenues pour des variables indépendantes. L'enjeu d'une telle révision des fonctions de demande étant, en présence de déséquilibres de marchés, de pouvoir exprimer l'écart entre les plans initiaux (ou « notionnels ») que forment les agents et les plans finaux (ou « effectifs ») qu'ils réalisent. En retour, cet écart pourrait fait office de mesure (ou de signal) de l'amplitude des déséquilibres de marchés.

En procédant à cette révision, Clower pense avoir dégagé la spécificité de la théorie de Keynes vis-à-vis de la théorie classique (walrasienne) : à la prise de décision « unifiée » en équilibre, caractéristique de la théorie de l'équilibre général, s'oppose l'hypothèse d'un processus de « décision duale » associé aux échanges hors équilibre (Clower [1965], p. 118-24). Par conséquent, le concept de *demande effective* de Keynes doit lui-même être compris comme reposant sur un processus de « décision duale » : les agents (consommateurs) sont supposés visiter les marchés de manière séquentielle<sup>6</sup>, à commencer par le marché du travail. Et Clower d'illustrer la fécondité de ses analyses en apportant sa solution au débat sur les fondements microéconomiques de la fonction de consommation agrégée de Keynes, dans laquelle le revenu agrégé courant intervient comme unique argument. Ici, nul mystère : une

---

<sup>5</sup> Dans un travail antérieur, Clower (1960) a procédé à la confrontation systématique de ces deux théories en livrant une analyse quasi-exégétique de la partie introductive à la *Théorie générale* de Keynes (1936), en particulier la section consacrée aux « Postulats de l'économie classique ».

<sup>6</sup> Si Clower avait pour objectif de réintroduire une dimension temporelle (*via* le mécanisme de décision duale) dans le processus d'équilibration des marchés, il faut constater que – parmi les théoriciens non-walrasiens – seul Benassy (1975, 1976a, 1976b) a fait l'effort de développer cette perspective théorique. Cette exigence se traduit, chez Benassy, par la nécessité de spécifier l'ordre par lequel les agents visitent les marchés afin de pouvoir préciser la dynamique de l'ajustement en quantités.

telle fonction de consommation agrégée signifie simplement que le volume de consommation des agents individuels dépend étroitement du niveau de la production et de l'emploi, celui-ci étant déterminé unilatéralement par le niveau de la demande de travail. Le raisonnement est le suivant. A la suite d'une perturbation quelconque sur le marché du travail, un excès d'offre apparaît tel que certains agents se retrouveront dans l'impossibilité de pouvoir échanger, au salaire réel courant, autant de travail qu'ils le souhaiteraient. En situation de « chômage involontaire », les plans initiaux (« notionnels ») de ces agents sont ainsi contredits par leur incapacité à réaliser leur offre (« notionnelle ») de travail. Par ailleurs, en réaction à cette contrainte additionnelle qu'ils se voient imposer, ces mêmes agents vont être conduits à réviser, à la baisse, leur demande (« effective ») sur les autres marchés – en particulier, le marché des biens. S'enclenche alors un cycle dépressif, où l'excès d'offre initial sur le marché du travail se transmet au marché des biens *via* la baisse du niveau de la demande « effective », tel que le volume d'emplois se stabilise à un niveau inférieur au plein-emploi (l'offre s'étant ajustée à la demande).

Pour Robert Clower (1965), ce type de scénario suffit à démontrer que des transactions hors équilibre (walrasien) conduisent un certain nombre d'agents à se trouver en situation de déséquilibre individuel : la valeur de leur demande (« effective ») en biens y étant inférieure à la valeur de leur offre (« notionnelle ») de travail. Dès lors, la loi de Walras doit être rejetée et il faut lui substituer une inégalité : la somme en valeur des demandes excédentaires caractérisant une économie en situation de chômage involontaire est non nulle<sup>7</sup>. Et Clower de conclure son article en appelant de ses vœux l'avènement d'une théorie non-walrasienne pour l'analyse macroéconomique, *i.e.* une théorie qui n'est pas forcée de se construire à l'encontre de la théorie walrasienne, tant qu'elle reste d'inspiration keynésienne :

« My original intention in writing this paper was simply to clarify the formal basis of the Keynesian Revolution and its relations to orthodox thought. This I think I have done. In a line, Keynesian economics brings current transactions into price theory whereas traditional analysis explicitly leaves them out. Alternatively, we may say that Keynesian economics is price theory without Walras' Law and price theory is just a special case of Keynesian economics. *The bearing of my argument on the Keynesian Counterrevolution is correspondingly plain: contemporary general equilibrium theories can be maintained intact only if we are willing to barter Keynes for orthodoxy.* » (Clower [1965], p. 124 ; *nous soulignons*)

---

<sup>7</sup> Pour un exposé exhaustif du raisonnement par lequel Clower, à l'inverse de Patinkin, en vient à rejeter la validité de la loi de Walras pour des échanges hors équilibre, voir: Rubin (2005).

L'article de Clower (1965) a vu son contenu amplifié, voire radicalisé, par le célèbre ouvrage d'Axel Leijonhufvud (1968) : *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*. A nouveau, le titre est tout à fait explicite et traduit bien l'intention de son auteur d'accuser la « synthèse néoclassique » (*l'économie keynésienne*) de ne pas avoir respecté le projet de Keynes (*l'économie de Keynes*). Pour Leijonhufvud (1968), le modèle IS-LM est vicié puisqu'il ne se distingue du modèle d'équilibre général walrasien que par l'hypothèse de rigidité des salaires monétaires, sans expliquer ni justifier pourquoi le commissaire-priseur (supposé dans un modèle walrasien) n'ajusterait pas ce prix comme pour les autres éléments du modèle. A l'appui de nombreuses citations, il commence par rappeler que le projet de Keynes était précisément de remettre en cause l'idée classique selon laquelle la rigidité des salaires est la cause du chômage (et, donc, que la flexibilité des salaires en est la solution). En faisant ainsi reposer le modèle IS-LM sur la rigidité des salaires, cette conception se trouve tout aussi incapable que la théorie classique (et néoclassique) d'étudier les phénomènes de déséquilibres caractérisant le fonctionnement d'une économie de marché, au premier rang desquels le chômage involontaire et la dépression<sup>8</sup>. Tout autant qu'elle se trouve incapable d'explicitier les forces par lesquelles une telle économie peut être ramenée vers l'équilibre.

A l'encontre de la conception *l'économie keynésienne*, Axel Leijonhufvud (1968) affirme que *l'économie de Keynes* est « cybernétique », au sens où elle ne présume pas de la réalisation de l'équilibre. Selon cette conception, l'économie évolue de manière myope, sans perspective de long terme, constituant toutefois un système dynamique. Déterminé par un vaste ensemble de comportements pour les agents (préférences, croyances, anticipations, conventions, dettes, etc.), mais également par un cadre institutionnel précisant la forme et la nature des échanges<sup>9</sup>, ce système dynamique peut tendre vers des points particuliers – comme il peut, en d'autres circonstances, ne pas y tendre ou n'y tendre que lentement<sup>10</sup>. Aussi, jugeant non-convaincante l'explication de l'instabilité du plein-emploi proposée par Keynes ([1936], ch. 19), Leijonhufvud (1968) défend la nécessité pour la discipline de reprendre ce projet de préciser

---

<sup>8</sup> Sur ce point, Leijonhufvud signale que l'économie n'aurait pas pu fonctionner pendant la Grande dépression comme le décrit l'économie keynésienne, car cette période était marquée par la chute sans précédent des salaires

<sup>9</sup> Illustrant le fait que. Leijonhufvud entend, à l'instar de Clower, se débarrasser du commissaire-priseur afin d'élaborer une théorie qui soit véritablement non-walrasienne.

<sup>10</sup> Une idée que. Leijonhufvud (1973) précisera par la suite *via* la notion de « corridor », à l'intérieur duquel les effets multiplicateurs (*cf. supra*) sont faibles et où dominent les ajustements de marché (la théorie néoclassique y est alors valide). Toutefois, à l'extérieur de ce « corridor », les effets multiplicateurs sont suffisamment forts pour que la dynamique ne soit plus caractérisée par les ajustements de marché.

les circonstances dans lesquelles une économie de marché décentralisée peut tendre ou non vers l'équilibre de plein-emploi. Pour cela, il propose de partir de concepts plus « modernes », comme l'hypothèse de « décision duale » de Robert Clower (1965). Partant de l'idée qu'un excès d'offre sur un marché peut conduire des agents à réduire leur demande sur un autre marché, Leijonhufvud (1968) souligne qu'un excès d'offre peut étendre ses effets à toute l'économie par un « processus contraint par le revenu » (*income-constrained process*), analogue au multiplicateur keynésien. Un processus à prendre en compte dans le système dynamique, esquissé plus haut, car celui-ci peut être de nature à amplifier les déviations par rapport à l'équilibre de plein-emploi. Dans ces conditions, et en dépit de la flexibilité des prix et des salaires, Axel Leijonhufvud (1973) juge qu'une réduction de la demande globale pourrait engendrer une augmentation cumulative et durable du chômage involontaire.

## ***1.2. L'architecte : Herschel Grossman***

S'agissant de la genèse *stricto sensu* des modèles à prix fixes, le rôle d'architecte revient au théoricien américain Herschel Grossman. Emboitant rapidement le pas à Clower (1965) et à Leijonhufvud (1968), celui-ci rédige une courte note intitulé « Theories of Market Without Recontracting » (Grossman [1969]), dans laquelle il formule très clairement et l'objectif de son programme de recherches et la méthode à adopter. Il s'agit, pour lui, de réussir à formaliser des états de déséquilibre (hors de l'équilibre walrasien), en généralisant le concept d'« effet de report » (*spillover effect*) issus de Patinkin (1956) et Clower (1965). Et l'effort de recherche qui s'en suivit conduira, rapidement, aux premiers modèles d'équilibres à prix fixes de Grossman (1971) et Barro-Grossman (1971).

Partant de l'idée que l'hypothèse de « réouverture des marchés »<sup>11</sup> (*recontracting*) obscurcit la compréhension du fonctionnement des marchés en déséquilibre, Grossman ([1969], p. 476) se demande dans quelle mesure son absence peut affecter les caractéristiques de l'équilibre de marché concurrentiel ainsi que ses propriétés de stabilité. Dit autrement, il s'agit de savoir si

---

<sup>11</sup> Une des propriétés du tâtonnement walrasien qui stipule que l'équilibration des quantités offertes et demandées par les agents se réalise par l'ajustement des prix (en fonction du signe de la demande excédentaire). Très concrètement, si les quantités offertes et demandées ne sont pas égales pour un vecteur de prix donné, on réouvre les marchés et un nouveau vecteur de prix est « crié » (la tâche du commissaire-priseur étant de proposer un vecteur de prix plus à même de rendre compatible les plans des agents). Une deuxième propriété essentielle au tâtonnement walrasien est la clause de « suspension des échanges hors équilibre », nous y reviendrons.



la levée de cette hypothèse peut conduire à une variation des prix et des quantités. Pour Grossman ([1969], p. 476), trois contributions théoriques importantes ont été faites en ce sens, sans que les auteurs en aient eu eux-mêmes conscience : Patinkin (1956), Hahn et Negishi (1962) et Clower (1965). Vis-à-vis de la question posée par Herschel Grossman, les deux premiers auteurs ont mis en évidence, à l'époque, le fait que des échanges à des prix non-walrasiens devaient nécessairement conduire à des effets de distribution. Ce qui pose deux types de problèmes distincts. Le premier problème est de savoir la manière dont une demande ou une offre excédentaire (agrégée) doit se distribuer entre les consommateurs et/ou les producteurs<sup>12</sup>. Le second problème tient au fait que le maintien des demandes ou des offres excédentaires, même après que les transactions ont été réalisées, doit nécessairement affecter l'évolution des prix.

Face à ce double problème, Grossman (1969 [p. 478]) admet la nécessité de prendre en compte les effets de distribution au moment de modéliser des situations de déséquilibre, mais refuse l'idée que ces effets puissent affecter<sup>13</sup> l'évolution des prix. A l'inverse, Grossman souscrit complètement à la manière dont Patinkin (1956) et Clower (1965) décrivent le processus par lequel se résout le problème des échanges hors équilibre. Dans les deux cas, qu'il s'agisse du concept d'« effet de report » (*spillover effect*) de Patinkin ou de « décision duale » (Clower), on introduit l'idée selon laquelle la capacité des individus à vendre ou acheter un bien sur un marché donné dépend des transactions qu'il a réalisé sur les autres marchés. Dans l'exemple de Clower [1965], la demande de biens d'un consommateur dépend de la quantité de travail qu'il est parvenu à vendre. Pour Grossman, parce que ce phénomène résulte directement du comportement maximisateur des agents (*i.e.* le comportement est « micro-fondé<sup>14</sup> ») et assure qu'il n'y ait pas d'effets en retour sur les prix, sa prise en compte lui paraît indispensable à la formalisation des états de déséquilibre.

« [...] spillover effects would seem to be a fundamental implication of maximizing behaviour. A model without recontracting in which spillover effects were ignored would seem to be implausible.

---

<sup>12</sup> Ce problème anticipe les enjeux relatifs à la spécification d'un « schéma de rationnement » dans les modèles à prix fixes, ce sur quoi nous aurons l'occasion de revenir plus loin.

<sup>13</sup> Sur ce point, il fait référence à Morishima (1964) et Hicks (1939), à qui il prête le fait d'avoir démontré que l'impact des effets de distribution sur les prix pouvait être considéré comme négligeable.

<sup>14</sup> L'expression à laquelle, dans cet article, recourt Grossman pour désigner une explication « micro-fondée » n'est pas directement transposable en français: « The dual decision provides a *choice-theoretic basis* for a theory of demand which is consistent with market disequilibrium » (Grossman [1969], p. 478 ; *nous soulignons*)

Consequently, spillover effects, in contrast to distribution effects, would seem to be an essential characteristic for a model of markets without recontracting. » (Grossman [1969], p. 479)

A ce niveau, il faut remarquer la facilité avec laquelle Herschel Grossman met en évidence la complémentarité des approches de Patinkin et Clower, faisant fi des critiques acerbes que le second a adressé au premier dans son article et qui auraient pu présager de l'existence d'un désaccord irréductible entre ces deux auteurs (Rubin [2005]). Au contraire, Grossman souligne à quel point leur approche est analogue, bien que symétrique, à tel point que l'enjeu sera pour lui d'en produire la synthèse. Pour cela, il faut rappeler brièvement le raisonnement de Patinkin (1956). Afin de dégager un fondement logique au concept de « chômage involontaire », celui-ci énonce le scénario suivant. Confrontés à une réduction soudaine de la demande de biens au prix courant, les marchés accusent un excès d'offre de biens. Toutefois, en lieu et place de la réduction des prix, les firmes sont conduites par un effet de report (*spillover effect*) à augmenter leurs stocks et réduire leur demande de travail. Dès lors, à salaire réel inchangé, la réduction de leur demande de travail conduit à la mise au « chômage involontaire » d'une partie de l'offre de travail. Ainsi, le scénario semble être le même que celui décrit par Clower. En fait, il lui est même symétrique. En effet, l'hypothèse est que les agents (ici, les producteurs) visitent les marchés de manière séquentielle, à commencer cette fois par le marché des biens. Dans ces conditions, la cause du « chômage involontaire » est à rechercher dans la réduction unilatérale de la demande sur le marché des biens. Une telle symétrie caractérise encore la manière dont les agents sont contraints à réviser leurs plans : dans le cas des consommateurs, la maximisation de l'utilité se fait désormais sous contrainte de l'emploi effectif ; dans le cas des producteurs, la maximisation du profit se fait sous contrainte des ventes « effectives ». Enfin, ultime élément de symétrie, ces deux approches partagent le défaut de rester cantonnées à un cadre d'équilibre partiel. Ainsi, le point de départ du programme de recherches que se fixe Herschel Grossman, en 1969, est de généraliser le concept d'« effet de report » de Patinkin (ou celui de « décision duale » de Clower, qui lui est équivalent de son point de vue) :

« We may conclude, therefore, that the Hahn and Negishi, Patinkin and Clower models should be regarded as complementary. Future fruitful work might be based on development of a synthesis. Such a synthesis essentially would involve first the combining of the Hahn and Negishi theory of transactions with Clower's dual decision framework, and then the development of the resulting model into a model of generalized spillover, à la Patinkin. » (Grossman [1969], p. 479)

Cette généralisation implique, dès Grossman (1971) et Barro-Grossman (1971), de considérer un modèle multi-marchés et de prendre en compte *tous* les effets de report provoqués par un

rationnement quelconque. Ainsi, pour un modèle à deux marchés (travail, bien), les agents peuvent appliquer deux types d'effets de report. Du point de vue des consommateurs : le rationnement sur le marché du travail entraîne la réduction de leur demande de biens (cas de Clower) mais, inversement, leur rationnement sur le marché des biens peut entraîner une réduction de leur offre de travail. De même, du point de vue des producteurs : le rationnement sur le marché des biens entraîne la réduction de leur demande de travail (cas Patinkin) mais, inversement, leur rationnement sur le marché du travail entraîne la réduction de leur offre de biens. Une telle généralisation suppose donc, pour un modèle à plusieurs marchés, qu'il n'y ait pas d'effets de substitution entre les biens (Grossman [1971]). Le rationnement d'un individu sur un marché quelconque ne peut pas être compensé par une augmentation de sa demande (ou de son offre) sur un autre marché. Enfin, autre conséquence immédiate de la généralisation du concept d'« effet de report » opérée par Grossman (1971), ce n'est plus la présence d'un choc exogène (une réduction soudaine de la demande de bien, chez Patinkin, ou une réduction soudaine de la demande travail, chez Clower) qui conduit les agents à réviser leurs demandes mais la fixité des prix en elle-même. Par conséquent, la cause des déséquilibres de marchés devient complètement associée à la rigidité des prix, et l'état des demandes excédentaires agrégées (positives ou négatives) n'est plus déterminé que par la valeur du vecteur des prix initial. Ainsi, l'opération de Grossman consistant à importer le concept d'« effet de report » dans un cadre d'équilibre général aura eu pour effet de réduire à néant l'ambition, partagée par Patinkin et Clower, de produire une explication dynamique à la permanence des déséquilibres de marché.

### ***1.3. L'école française du « déséquilibre »***

S'il est vraisemblable que les travaux du groupe des théoriciens français aient été motivés par la lecture des contributions séminales de Robert Clower et Axel Leijonhufvud<sup>15</sup>, le fait qu'ils aient emprunté la voie ouverte par Herschel Grossman (1971, 1969) et Barro-Grossman (1971) ne souffre, au contraire, pas du moindre doute. Pourtant, il faut d'abord comprendre le cheminement qui a conduit ces économistes à la théorie non-walrasienne et aux modèles à

---

<sup>15</sup> Ceci n'apparaît clairement que pour le cas de Jean-Pascal Bénassy qui, en réalisant sa thèse à Berkeley (Californie, Etats-Unis) sous la direction de Gérard Debreu et Bent Hansen (soumise en 1973), a très tôt souligné l'importance des concepts développés par Clower et Leijonhufvud pour penser des états de déséquilibre (Backhouse et Boianovsky [2013], p. 113).

prix fixes par leur reconnaissance précoce du caractère irréaliste de la théorie de l'équilibre général. A cet égard, rappelons d'abord l'importance de l'économie mathématique et, plus particulièrement, de la théorie de l'équilibre général, pour la génération des économistes-ingénieurs de l'après Seconde Guerre mondiale (Allais, Debreu, Boiteux, *etc.*). Or cette propriété des économistes-ingénieurs français s'est maintenue, voire renforcée, dans la seconde génération (Yves Younès, Yves Balasko, Jean-Michel Grandmont, Jean-Pascal Benassy), de telle sorte qu'il faut d'abord voir les théoriciens de l'école française du « déséquilibre » comme des spécialistes de la théorie de l'équilibre général, *i.e.* du modèle Arrow-Debreu (Arrow et Debreu [1954], Debreu [1959], Arrow et Hahn [1971]), et de son développement. Cette caractéristique est, d'ailleurs, suffisamment importante pour avoir été soulignée par De Vroey (2009) et par Backhouse et Boianovsky (2013). Or, les limites et l'irréalisme la théorie de l'équilibre général sont apparus plus nettement, à mesure que sa formalisation a paru achevée au cours des années 1960 (Grandmont [1976]) et que plusieurs théoriciens lui aient cherché des alternatives.

De manière très symptomatique, Pierre Dehez (1980a) a présenté la théorie non-walrasienne en insistant volontiers sur la double « révolution conceptuelle » que représentait, d'une part, l'abandon de l'axiome de parfaite flexibilité des prix et, d'autre part, la formalisation d'un équilibre walrasien dans une économie monétaire. Il reste que de telles innovations ne peuvent être comprises qu'en référence au modèle Arrow-Debreu<sup>16</sup>, comme la démarche intellectuelle qui y a conduit ne peut se comprendre qu'en rapport à celui-ci. Et ce modèle Arrow-Debreu n'aura pas cessé de servir de base conceptuelle (*benchmark*) aux théoriciens non-walrasiens (Weddepohl [1983]), dont la démarche théorique peut finalement se décrire comme suit : 1°) en relâcher un des axiomes tenus pour irréalistes ; 2°) lui substituer un axiome ou un concept alternatif ; 3°) puis en tirer les conséquences quant à la détermination (ou l'indétermination) de l'équilibre général<sup>17</sup>.

---

<sup>16</sup> Beaucoup d'articles commencent par exposer en détails la logique conceptuelle et institutionnelle sous-jacente au modèle Arrow-Debreu (Benassy [1976a, 1976b], Weddepohl [1983], Malinvaud et Younès [1977b]), ou pointent un élément conceptuel qui y est particulièrement problématique, avant de présenter la manière par laquelle la démarche non-walrasienne cherche à en prendre l'exact contre-pied.

<sup>17</sup> De cette manière, De Vroey (2009, 2014) a raison de considérer la théorie non-walrasienne, en particulier les modèles à prix fixes, comme partie constituante du programme de recherches néo-walrasien.

Ainsi, la première innovation a-t-elle consisté à relâcher l'axiome de parfaite flexibilité des prix du modèle Arrow-Debreu au profit de la (parfaite) fixité des prix, dont la conséquence immédiate est de contredire l'égalité des quantités offertes et demandées sur les marchés. Dès lors, face à un tel environnement, les agents sont contraints de se coordonner par d'autres informations que les prix<sup>18</sup> s'ils veulent réaliser leurs plans. La réaction des prix étant repoussée à un avenir hypothétique, les ajustements ne peuvent alors s'opérer que par les quantités et sont à l'origine des phénomènes suivants : du chômage pour les travailleurs, des délais de livraison et des files d'attente pour les consommateurs, des stocks pour les entreprises, *etc.* Cette méthode d'analyse « à prix fixes », suggéré par Hicks ([1965], ch. 7) et formalisée par Younès (1970, 1975), Barro-Grossman (1971), Benassy (1975) ou encore Jacques Drèze (1975), a permis de jeter les bases de la *théorie du rationnement* – sur laquelle nous reviendrons dans la deuxième section.

La deuxième innovation prend, quant à elle, pour cible l'axiome d'un système complet de marchés à terme<sup>19</sup>, responsable du caractère profondément atemporel du modèle Arrow-Debreu, où tous les contrats sont conclus par les agents au début des temps (et ceci pour un ensemble fini, ou infini, de périodes). Le relâchement de cet axiome a pour conséquence directe de reconsidérer l'incertitude, et partant le rôle des anticipations des agents, dans la détermination de l'équilibre. L'axiome d'un système complet de marchés semble ainsi tellement structurant pour le modèle Arrow-Debreu que son relâchement, comme sa substitution, n'ont été possible que par l'introduction du concept alternatif d'équilibre temporaire. Dans ce cadre théorique, initialement imaginé par Hicks (1939) puis formalisé par Grandmont (1974, 1976), le temps est représenté par une succession de courtes périodes (la fameuse « semaine hicksienne ») au début desquelles les agents forment leurs plans intertemporels sur la base d'informations passées et présentes. Mais, par le jeu des erreurs de

---

<sup>18</sup> Dans le modèle Arrow-Debreu, le prix est la seule information dont les agents ont besoin pour réaliser leurs plans, exprimés en quantités (c'est là leur seule variable de décision). A l'origine de ce processus « unifié » se trouve la loi de Walras, qui contraint les agents à l'équilibre individuel tel qu'il ne saurait exister de problèmes de débouchés sur un seul marché, en raisons du principe selon lequel une demande ne peut être exprimée qu'à la condition d'avoir une contrepartie (offre) en valeur. Dit autrement, s'il existe une demande excédentaire sur un marché donné il y a nécessairement (au moins) un autre marché qui fasse l'objet d'une demande excédentaire négative. Ainsi, dans un modèle à deux biens (travail, bien), un excès de demande sur le marché des biens implique nécessairement l'existence d'une offre excédentaire sur le marché du travail ; symétriquement, la contrainte budgétaire de certains consommateurs est déséquilibrée, leur offre de travail (en valeur) ne permettant pas de financer leur demande de biens (en valeur).

<sup>19</sup> Un système de marchés est complet lorsqu'il existe un marché pour chaque bien, un bien étant défini par ses caractéristiques physiques comme les circonstances et la date pour lesquelles ce bien sera disponible.

prévision sur les prix futurs des actifs<sup>20</sup>, les plans des agents peuvent se révéler incompatibles entre eux. D'où la nécessité de ré-ouvrir les marchés, au début de chaque nouvelle période, afin d'apurer les transactions courantes<sup>21</sup>.

#### ***1.4. Le ralliement tardif d'Edmond Malinvaud***

Le nom d'Edmond Malinvaud ne figure pas dans la liste des théoriciens qui ont contribué à l'élaboration des modèles non-walrasiens. Cela pour une raison simple : ce dernier ne s'y est intéressé que par l'intermédiaire des travaux du groupe de chercheurs français du CEPREMAP<sup>22</sup>. Un groupe qu'il côtoyait ponctuellement au séminaire Roy-Malinvaud (Yves Younès, Jean-Pascal Benassy, Jean-Michel Grandmont, Guy Laroque) et auquel Jacques Drèze a été associé, dès le début des années 1970 (Malinvaud [1999b]). Si la plupart des publications de ce groupe datent du milieu des années 1970, leurs versions préliminaires ont été disponibles et soumises à la discussion bien auparavant – par exemple, l'article de Drèze (1975) a circulé dès 1971, celui de Benassy (1975) dès 1974 (Malinvaud [1999b]). Par ailleurs, il est fréquent de voir ces auteurs citer leurs documents de travail respectifs. Ainsi, l'article d'Y. Younès (1975), disponible dès 1970 sous le titre « Sur une notion d'équilibre utilisable dans le cas où les agents économiques ne sont pas assurés de la comptabilité de leurs plans », a ainsi été le premier à avoir été discuté<sup>23</sup>.

Dans cet article, Y. Younès montre comment l'existence d'un équilibre non-walrasien repose sur la nécessité logique qu'un bien (la monnaie) soit un intermédiaire pour tous les échanges. Aussi, il introduit son concept de «  $p$ -équilibre », un concept proche de celui d'équilibre à prix fixe, puisque basé sur la règle de l'échange volontaire. Dans la version publiée, cinq ans plus tard (et en anglais), Y. Younès (1975) indique qu'il a bénéficié des conseils de Gérard Debreu

---

<sup>20</sup> Dans la théorie de l'équilibre temporaire, l'ensemble des biens physiques soumis à transaction sont datés en  $t$ , seuls les actifs monétaires et financiers (donc également le taux d'intérêt nominal) sont sujets à transfert entre les différentes périodes.

<sup>21</sup> Parce que la méthode de l'équilibre temporaire postule que les marchés sont à l'équilibre, à chaque période, ce modèle est d'emblée apparu inapproprié pour l'étude des déséquilibres quantitatifs et a, de fait, été plutôt utilisé pour analyser des questions monétaires (le phénomène de bulles spéculatives sur les marchés de capitaux, la validité de la théorie quantitative de la monnaie, etc.). Toutefois, il serait erroné de considérer les modèles d'équilibre temporaire comme parfaitement étrangers aux modèles d'équilibres à prix fixes: la structure logique en est, en effet, parfaitement analogue ; la seule différence reposant, finalement, sur l'hypothèse de fixité des prix elle-même (Benassy [1976b], Weddepohl [1983], Grandmont [1976, 1977]).

<sup>22</sup> Centre Pour la Recherche Economique et Appliquée

<sup>23</sup> Et Malinvaud (1999b) pense qu'il a également été le premier à circuler.

mais surtout de ceux d'Edmond Malinvaud, à ce point qu'une note de bas de page vient préciser que ce dernier « peut-être considéré comme co-auteur de l'étude » (Younès [1975], p. 489). Ainsi, bien que Malinvaud ait participé au colloque où Clower (1965) a présenté son article, son initiation à la démarche non-walrasienne ne s'est faite que par l'intermédiaire des théoriciens du CEPREMAP et, en particulier, de celle d'Yves Younès<sup>24</sup>. Leur collaboration s'est d'ailleurs poursuivie par la suite, donnant lieu à une présentation en 1975 (à Agaro en Espagne) à une conférence de l'*International Economic Association* sur le thème « The Microeconomic Foundations of Macroeconomics »<sup>25</sup>. Dans cet article, dont l'ambition a graduellement été revue à la baisse, les deux auteurs proposent un concept d'équilibre plus général que l'équilibre walrasien, capable de servir de fondement à la plupart des modèles non-walrasiens existants : le concept d'équilibre non-coopératif au sens fort (*E.N.C.F.*). Si cette première contribution a marqué son entrée tardive dans le cercle restreint des théoriciens non-walrasiens, elle a surtout permis à Edmond Malinvaud de se familiariser avec cette nouvelle approche théorique et de prendre conscience de ses enjeux. Aussi, décide-t-il d'en faire le thème central des leçons qu'il donnera quelques mois plus tard (en janvier 1976) à la fondation Yrjö Jahnsson<sup>26</sup>, publiées l'année suivante sous le titre *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]).

---

<sup>24</sup> A la lecture des actes du colloque et des commentaires adressés par Malinvaud (Brechling [1965], p. 305) à la suite de la présentation de Clower, R. Bakchouse et M. Boianovsky ([2013], p. 137) jugent que ce dernier n'en avait rien compris à l'époque.

<sup>25</sup> Le papier de Malinvaud et Younès est d'abord présenté sous le titre: « A new formulation for the Microeconomic foundations of Macroeconomics », mais sera ensuite publié avec les actes de la conférence sous un titre moins ambitieux: « Some new concepts for the Microeconomic foundations of Macroeconomics » (Malinvaud et Younès [1977a]). Ce papier sera également publié en français, sous un titre autrement plus mesuré: « Une nouvelle formulation générale pour l'étude de certains fondements microéconomiques de la macroéconomie » (Malinvaud et Younès [1977b]).

<sup>26</sup> La Fondation Yrjö Jahnsson (domiciliée à Helsinki) est une fondation caritative établie en 1954 par l'épouse de l'économiste finlandais éponyme (1877-1936), Hilma Jahnsson. Cette fondation vise à promouvoir la recherche en économie et en médecine en Finlande, notamment en invitant tous les deux ans un économiste reconnu internationalement à venir présenter ses recherches récentes. En raison de la procédure de sélection, le fait d'être retenu pour tenir un cycle de conférences à la fondation à Yrjö Jahnsson fait office de signal pour l'obtention future du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel (dit « prix Nobel d'économie »). Voir ci-après la liste des économistes invités depuis 1963: <http://www.yjs.fi/en/seminars-and-international-contacts/yrjo-jahnsson-lectures/>

## II. Les modèles d'équilibres à prix fixes : présentation et justifications

Dès les premières pages, Edmond Malinvaud annonce clairement son ambition : réviser la théorie keynésienne du *chômage involontaire*. Toutefois, il précise rapidement que son ambition n'est pas de réviser *toute* la théorie keynésienne<sup>27</sup>, ni même de s'attaquer à la *Théorie générale*, mais avant tout d'étudier les fondements et la validité de la théorie traditionnelle du multiplicateur<sup>28</sup>, *i.e.* de l'hypothèse selon laquelle l'effet de la variation d'une des variables exogènes sur la variation du produit est plus que proportionnelle (supérieur à 1) et déterminée par l'inverse de la propension marginale à épargner. Par conséquent, l'ambition de Malinvaud dans cet ouvrage est essentiellement limitée à la discussion de l'efficacité de la politique budgétaire, excluant d'emblée le rôle du taux d'intérêt et de la politique monétaire dans la détermination de l'emploi à court terme.

### 2.1. Quelques justifications préliminaires

Pour Malinvaud ([1980a], p. 39), la théorie du chômage involontaire doit être rattachée à la *théorie du rationnement*, car le rejet du 2<sup>nd</sup> postulat classique par Keynes et l'idée d'un rationnement des offreurs sur le marché du travail recouvrent au fond une même réalité<sup>29</sup>. La

---

<sup>27</sup> Cette ambition a bien plutôt caractérisé la démarche de Herschel Grossman, dont le programme de recherche a été très rapidement orienté vers la remise en cause des fondements de la théorie keynésienne comme ceux de la synthèse néoclassique. Ainsi, Grossman s'est-il employé à réviser la théorie monétaire de Patinkin (Grossman [1971]), l'interprétation dynamique de la *Théorie Générale* de Keynes (*ibid.* [1972a, 1974]), les théories de l'accélérateur d'investissement (Grossman [1972b]) et du multiplicateur (Barro et Grossman [1974]).

<sup>28</sup> Malinvaud ne fait référence à aucun auteur en particulier, mais il précise qu'il ne s'agit pas du modèle exposé par Keynes: [...] le modèle du multiplicateur qui sera examiné ici peut ne pas être celui que Keynes avait dans l'esprit, mais plutôt celui popularisé par ses disciples. » (Malinvaud [1980a], p. 33). Il ne peut donc pas non plus s'agir du modèle de Richard Kahn (1931), exposé et discuté par Keynes dans la *Théorie générale* ([1936], p. 133-150). A l'inverse, Barro et Grossman (1974) affichent clairement l'ambition de remettre en cause la théorie du multiplicateur de Kahn et Keynes, en raison du rôle que ces derniers lui ont prêté pour expliquer la phénomène de déflation mais aussi de sa qualité de vérité d'évangile (« conventional wisdom ») trop rapidement en macroéconomie: « A central aspect of the received theory of suppressed deflation is the demand multiplier. This theoretical construct was first discovered by Kahn and expanded by Keynes and quickly became part of conventional wisdom. » (Barro et Grossman [1974], p. 87)

<sup>29</sup> Le 2<sup>nd</sup> postulat classique explique la formation de la courbe d'offre de travail et stipule que, pour un volume d'emploi donné, l'utilité marginale du salaire soit égale à la désutilité marginale de l'emploi. Il s'en suit que le salaire réel doit s'établir à un niveau juste suffisant pour attirer sur le marché du travail tout le volume de travail effectivement employé (Keynes [1936], livre 1, ch. 2). Dans la perspective de Keynes, le rejet du 2<sup>nd</sup> postulat est la condition nécessaire pour pouvoir démontrer la possibilité d'un chômage involontaire à partir de la théorie classique de l'emploi (notamment du 1<sup>er</sup> postulat, qui stipule l'égalité du salaire réel à la productivité marginale du travail). Jusque là, le rationnement des offreurs sur le marché du travail et le rejet du 2<sup>nd</sup> postulat classique traduisent effectivement la même réalité: au taux de salaire donné, l'offre de travail est supérieure à la demande,



seule différence notable étant toutefois le recours, coupable, à une analyse d'équilibre partiel dans la perspective keynésienne, responsable de la confusion qui a entaché le débat d'entre-deux-guerres opposant Keynes aux économistes « classiques »<sup>30</sup>. Pour Malinvaud ([1980a], p. 36), ces derniers ont jugé plausible qu'une situation de chômage involontaire puisse être réduite par la baisse des salaires nominaux, dès lors que les autres marchés étaient supposés équilibrés. Une conclusion qui est, de fait, plausible en équilibre partiel. Et c'est d'ailleurs la raison qui a poussé Keynes à étudier les effets d'une baisse des salaires sur le chômage dans son chapitre 19 (Malinvaud [1980a], p. 37). Toutefois, une telle possibilité disparaît dès lors que l'on s'inscrit dans un cadre d'équilibre général, et qu'un excès d'offre peut se manifester simultanément sur les marchés des biens et du travail :

« Pour quelles raisons le raisonnement [classique] ne se justifie-t-il pas ? Essentiellement parce qu'il néglige le fait que, dans des situations observées réellement, le rationnement sur le marché du travail est lié au, et dépend étroitement du, rationnement sur le marché des biens. [...] Ainsi le cadre théorique adapté à notre recherche est celui dans lequel les offres sont rationnées à la fois sur le marché du travail et sur celui des biens. » (Malinvaud [1980a], p. 38-9)

En dépit de cette conviction, Edmond Malinvaud comprend les réticences de bon nombre d'économistes de l'époque à considérer que le problème du chômage puisse relever d'une analyse en termes d'équilibre général et cherche à y répondre. Pour ceux qui jugent ce concept d'équilibre trop particulier pour être utilisé en dehors de son jeu d'hypothèses restrictif, comme pour ceux qui le trouvent inapte par nature à traiter quelque problématique économique réelle que ce soit, Malinvaud ([1980a], p. 40) soutient que la théorie walrasienne est d'abord une construction abstraite dont l'utilité effective ne se juge qu'à l'aune des

---

de telle sorte que des travailleurs se trouvent au chômage. Toutefois, le principe explicatif n'est pas le même. Pour la théorie du rationnement, le chômage involontaire est imputé à la fixité du salaire réel (à un niveau trop élevé), tandis que, pour Keynes, ce phénomène résulte du fait que le niveau d'emploi est unilatéralement déterminé par les firmes tel que les transactions ont lieu sans que les travailleurs se trouvent sur leur courbe d'offre de travail. Selon l'interprétation de Clower ([1960], p. 319-20), une telle situation correspond à l'ensemble des points se situant sur la courbe de demande de travail mais au-dessus du point d'équilibre ; les transactions (et le niveau d'emploi) sont alors déterminées par le côté court du marché (les firmes), tel que le 2<sup>nd</sup> postulat n'est plus vérifié: l'utilité marginale du salaire réel excède la désutilité marginale du travail.

<sup>30</sup> Malinvaud substitue rapidement à l'adjectif « classique », utilisé par Keynes pour caractériser les tenants de la théorie des prix traditionnelle (Marshall et Pigou), celui de « walrasien ». Ainsi, pour Malinvaud, il ne fait pas de doutes que Keynes raisonnait en termes d'équilibre général sans le savoir: « Keynes avait conscience d'utiliser une analyse en termes d'équilibre général, même s'il n'a pas fait beaucoup usage de l'expression. Dans le chapitre III, section II [...] Keynes écrit qu'un seul volume d'emploi est compatible avec l'équilibre. De même, dans le chapitre XVIII, où la théorie générale est résumée, Keynes commence par donner la liste des éléments exogènes de son modèle, puis considère les facteurs qui déterminent l'emploi, et conclut finalement la section II en disant que la « situation d'équilibre » est affectée par diverses modifications concernant ce que nous appellerions aujourd'hui ses variables exogènes. » (Malinvaud [1980a], p. 43-4)

théories particulières qu'elle permet de formuler. A ce titre, il rappelle que le concept d'équilibre général n'a pas l'obligation d'admettre au départ l'égalité entre l'offre et la demande, de sorte que celui-ci peut être tout à fait approprié pour analyser les situations de déséquilibres de marché. Par ailleurs, à l'encontre de ceux – et ils sont nombreux à l'époque<sup>31</sup> – qui affirment que l'étude de ce phénomène macroéconomique n'est possible qu'au travers d'une approche théorique résolument dynamique, Malinvaud admet que les modèles à prix fixes sont certes limités mais qu'ils n'en représentent pas moins un progrès en l'absence d'un modèle dynamique encore hors d'atteinte. Ainsi, pour lui, l'alternative est simple :

« La véritable question d'ordre méthodologique est de savoir si un certain concept d'équilibre, correctement choisi, conduit à penser le problème du chômage involontaire d'une manière plus efficace qu'à l'aide de toute autre formalisation. Si l'on refuse de se référer à la notion d'équilibre on doit utiliser alors une formulation dynamique dans laquelle les variables significatives évoluent simultanément selon certaines règles bien définies. On s'aperçoit rapidement qu'un véritable modèle dynamique ne peut pas être simple. » (Malinvaud [1980a], p. 41)

Par cette remarque, Malinvaud dissipe une confusion sur la nature des modèles à prix fixes : ceux-ci n'offrent pas, à proprement parler, d'analyse « hors équilibre », mais reposent sur un concept d'équilibre général particulier (*non-walrasien*) permettant l'étude et la détermination d'équilibres de sous-emploi<sup>32</sup>. Une telle manière d'appréhender le déséquilibre n'est pas nouvelle, puisqu'elle s'inscrit toute entière dans la tradition méthodologique de la *statique comparative*<sup>33</sup>. En suivant la définition qu'en donne P. Samuelson (1941), nous qualifions

---

<sup>31</sup> Dans un article consacré à la réception de la *Théorie Générale* en France, sur la période 1936-1951, Arena et Maricic (1988) soulignent que la première réaction des économistes français a été de discuter le statut temporel de l'analyse de Keynes. De plus, parmi les économistes les moins hostiles à cette nouvelle approche (Alain Barrère, Robert Marjolin, Pierre Massé, etc.), l'objectif a d'emblée été de préciser la nature et les fondements de la dynamique keynésienne.

<sup>32</sup> Sur ce point, il faut saluer l'honnêteté intellectuelle de Malinvaud (comme celle de Grandmont [1977]) qui a tenu à dissiper la confusion quant à la nature des modèles non-walrasiens: à défaut d'une analyse en termes de déséquilibres, ceux-ci proposent un concept d'équilibre étendu pour rendre compte de situations dans lesquelles les échanges se font à des prix non-walrasiens. Si ce malentendu est le fait de la responsabilité des commentateurs passés ou présents (Backhouse et Boianovsky [2013]), il faut rappeler que certains des théoriciens non-walrasiens ont d'abord cru et présenté leur approche comme visant à rendre compte des phénomènes de déséquilibre. Ainsi, Barro et Grossman (1971) ont largement nourri cette ambiguïté: en intitulant leur article « A General Disequilibrium Model of Income and Employment » et en rendant hommage à Patinkin (1956) et Clower (1965) d'avoir fourni les outils capables de formaliser un contexte de déséquilibre et d'expliquer les phénomènes de « boom » (la croissance) ou de dépression.

<sup>33</sup> Sur ce point, la théorie non-walrasienne (à prix fixes) s'écarte d'emblée de la perspective de Clower, qui a très tôt souligné que la différence fondamentale entre les Classiques et Keynes ne reposait pas tant sur les postulats théoriques adoptés que sur la perspective dynamique adoptée par le second. Ainsi, Clower affirme: « [...] *the essential formal difference between Keynes and the classics is more of subject matter than of underlying postulates*. Classical theory is mainly concerned with equilibrium states, but does not specifically deny the existence of other possibilities; Keynesian theory is mainly concerned with disequilibrium states, but allows for the (very slight) possibility of "full employment". [...] Although Keynes himself never made a complete

d'abord cette approche de *statique*, parce qu'elle a pour premier objectif d'étudier les relations qui s'établissent entre les variables d'un système, pour une période et des variables exogènes données. La détermination de l'équilibre dépend ainsi des valeurs prises par les variables exogènes du système ; sans qu'il soit utile de spécifier la manière dont ces dernières ont été déterminées dans la période précédente, ni comment elles doivent évoluer dans la période suivante. La dimension temporelle reste ainsi complètement extérieure au système, c'est-à-dire qu'elle ne peut être introduite qu'à la faveur de la modification d'une ou plusieurs des données du modèle théorique (la valeur des variables exogènes et/ou des paramètres, la forme fonctionnelle des comportements, *etc.*)<sup>34</sup>. Cette approche statique est aussi *comparative*, parce qu'elle vise à étudier les propriétés des différents équilibres auxquels un jeu d'hypothèses donné permet d'aboutir après modification d'une ou plusieurs données du modèle. Dans cette perspective, aucune attention n'est prêtée au mécanisme d'ajustement qui conduit à l'un de ces équilibres ; au contraire, il est postulé que les décisions individuelles ont eu le temps de s'ajuster les unes aux autres et qu'elles sont mutuellement compatibles. S'il n'en cache pas la nature, Edmond Malinvaud hésite toutefois sur la manière de qualifier sa méthode d'analyse en la présentant alternativement comme un pis-aller (par rapport à une analyse dynamique) ou comme un moyen autrement plus efficace de dégager des conclusions heuristiques. Ainsi, peut-il affirmer dans le même ouvrage, à plusieurs dizaines de pages d'intervalle et sans craindre la contradiction :

« Il n'est pas nécessaire d'examiner en détail ce processus [dynamique] pour tirer des conclusions ; autrement dit, [...] on a le sentiment que la considération directe des équilibres permet une compréhension plus rapide des questions essentielles que l'étude des ajustements dynamiques ne le permettrait. » (Malinvaud [1980a], p.42)

« L'analyse de courte période, telle que nous l'avons développée au chapitre précédent, ne fournit pas de fondements théoriques suffisants pour étudier les politiques économiques susceptibles de restaurer et maintenir le plein emploi. En effet, les équilibres successifs de court terme ne sont pas indépendants les uns des autres. [...] Une véritable théorie du chômage devrait donc reposer sur une spécification complète et correcte du comportement dynamique de l'économie. Mais il faut bien reconnaître qu'une telle spécification est pour le moment hors de portée. » (Malinvaud [1980a], p. 140)

---

transition from statical to dynamical modes of thought, his work prompted many of his near contemporaries to do precisely this, and so wrought a fundamental change in intellectual perspective in space of a few years. » (Clower [1960], p. 322-3 ; *souligné par l'auteur*)

<sup>34</sup> Sauf si il est supposé que toutes les variables évoluent à taux constant entre les différentes périodes: la dynamique économique est alors réduite à la description d'un état stationnaire.

Ces détours rhétoriques auront suffi à convaincre Backhouse et Boianovsky ([2013], p.138) que Malinvaud a, dès le départ, été réfractaire à une approche dynamique. Si un tel jugement est largement erroné, comme nous le verrons au fil des trois premiers chapitres de cette thèse, il n'en demeure pas moins que Malinvaud n'a pas d'emblée saisi les enjeux et les exigences propres à la construction d'un modèle dynamique. Ainsi, il s'est longtemps cantonné à défendre la pertinence d'une approche non-walrasienne en justifiant l'hypothèse de fixité des prix – comme c'est le cas ici, dès les premières pages de *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1980a], p. 44-48). Sur ce point, il se contente d'empiler les arguments empiriques attestant de la faible vitesse de variation des prix à court terme ou de l'inertie de ces derniers en présence de déséquilibres quantitatifs. Il prend néanmoins le soin de distinguer le cas des produits agricoles et des matières premières, dont le prix est réputé varier plus rapidement, et plus fortement que sur le marché du travail ou même sur celui des biens manufacturés. De manière générale, pour Edmond Malinvaud, la constance empirique du phénomène de rigidité des prix lui suffit à admettre que les ajustements s'opèrent par les quantités à court terme, de telle sorte que les effets immédiats d'une variation de la demande (ou de l'offre) se traduisent d'abord par des variations observables de l'emploi (ou des heures de travail), du niveau des stocks, des carnets de commande, des délais de livraison, *etc.* (Malinvaud [1980a], p. 45)

« [...] la conclusion qui s'impose est que les ajustements par les quantités sont beaucoup plus apparents et déterminants dans la courte période que les ajustements par les prix. On admettra que ceci est un fait institutionnel important qu'il faut considérer dès le départ si l'on veut échafauder une théorie de l'équilibre à court terme. » (Malinvaud [1980a], p. 46)

Déterminer si la rigidité des prix constitue d'abord un fait institutionnel, ou si celle-ci est compatible avec le comportement rationnel, reste une question sur laquelle Edmond Malinvaud hésite encore dans cet ouvrage<sup>35</sup>. Quoi qu'il en soit, ces quelques arguments lui suffisent pour conclure que l'approche non-walrasienne est fondée à élaborer des modèles où

---

<sup>35</sup> La position de Malinvaud est assez proche de celle de Drèze ([1975], p. p. 301-2), qui explique les rigidités de prix sont l'effet des réglementations publiques (contrôle des loyers, contrôles de prix, salaire minimum), tout en laissant ouverte la possibilité d'un fondement rationnel au phénomène de la rigidité des salaires nominaux (en présence de sous-emploi et en l'absence de salaire minimum). De son côté, Benassy ([1976b], p. 766) est beaucoup plus catégorique. La fixité des prix relève d'un fait purement institutionnel dans les économies planifiées (ou régulées), car celle-ci est essentiellement déterminée par l'action publique. A l'inverse, dans les économies capitalistes (non-régulées), la rigidité des prix s'explique par le comportement stratégique des firmes dans un environnement de concurrence imparfaite. Ces firmes, afin de maintenir constant leur taux de profit, préfèrent ajuster la production (et l'emploi) face à une baisse de la demande plutôt que de baisser les prix.

les prix et les salaires nominaux sont fixés de manière exogène – d’autant plus que c’est là une hypothèse que suppose aussi la théorie du multiplicateur. Enfin, il précise que ce postulat n’implique pas que les prix soient considérés invariant à travers le temps, mais plutôt que leur évolution est sujette à une variation dite « autonome », car non déterminée par la loi de l’offre et de la demande (Malinvaud [1980a], p. 48).

## ***2.2. Structure et logique des modèles non-walrasiens***

Dans la mesure où la présentation par Edmond Malinvaud ([1980a], p. 49-69) de la structure et de la logique des modèles à prix fixes n’a rien d’original, nous nous en écarterons sensiblement en faisant de larges emprunts à Clower (1965), Grossman (1971), Barro et Grossman (1971) et Benassy (1975). Tout d’abord, il nous faut exposer la petite histoire, maintes fois reprise dans la littérature parce que simple et efficace, qui vise à démontrer que la théorie non-walrasienne se distingue du modèle Arrow-Debreu tant dans le choix de ses hypothèses que dans son objectif de décrire le fonctionnement réel d’une économie de marché décentralisée (Benassy [1976b], Weddepohl [1983]).

L’approche non-walrasienne part du constat, initialement dressé par Clower (1965), que les concepts de la théorie néoclassique ne sont rigoureusement valables qu’à l’équilibre général. Dès lors, on ne devrait pas pouvoir y étudier les théories macroéconomiques traditionnelles (keynésiennes), d’abord concernées par des états de déséquilibre (Benassy [1976a]). Cependant, pour les théoriciens non-walrasiens, une telle extension devient possible dès lors que l’on applique les révisions de Clower (1965, 1967) et la méthodologie à « prix fixes » de Hicks (1965). Pour Benassy ([1976b]), cela revient essentiellement à abandonner deux caractéristiques essentielles du modèle Arrow-Debreu : (i) la nature centralisée des processus de transmission d’informations et de transactions, et (ii) l’absence de toute interaction entre les phases de coordination des plans des agents et de circulation des marchandises. Dans les deux cas, suivant la perspective tracée par Leijonhufvud (1968), il s’agit de se débarrasser du recours à un agent central fictif (le « commissaire priseur »<sup>36</sup>) chargé d’apurer les quantités offertes et demandées sur chaque marché *via* un processus d’itération par les prix (*théorie du tâtonnement walrasien*). A contre-pied de cette représentation, la démarche non-walrasienne

---

<sup>36</sup> Pour une discussion exhaustive de la place et du rôle du commissaire-priseur dans le modèle Arrow-Debreu, voir: Benassy ([1976b], p. 755-9).

invite à considérer un monde dans lequel le commissaire-priseur ne jouerait plus aucun rôle, de telle sorte que les prix (après avoir été « criés » au hasard, une première fois) ne feraient plus l'objet de révisions mais demeureraient à ce niveau pour une période donnée. Dans ces circonstances, les agents se retrouvent livrés à eux-mêmes et font face à un problème d'information quant à l'ensemble des échanges mutuellement avantageux qu'ils peuvent réaliser. Pour résoudre ces difficultés liées à la non-coïncidence des besoins et aux coûts de transaction, on introduit la monnaie, qui permet aux agents de réaliser leurs transactions à un moindre coût. Ainsi, dans un souci de réalisme, la théorie non-walrasienne ne considère que des économies monétaires, où la monnaie est la contrepartie de tous les biens et le moyen d'échange sur tous les marchés.

Détaillons maintenant le contenu des deux révisions opérées par les modèles non-walrasiens. La première révision, inspirée par Hicks (1965) et Leijonhufvud ([1968], ch. 2), consiste à faire l'hypothèse keynésienne « extrême » (Barro et Grossman [1971], Benassy [1976a]) selon laquelle les quantités réagissent à court terme infiniment plus vite que les prix. Analytiquement, ceci se traduit par des prix fixés de manière exogène à un niveau aléatoire ; de plus, ces prix sont supposés ne pas retourner à leurs valeurs d'équilibre au cours de la période étudiée (le court terme). Dès lors, lorsque des prix non-walrasiens prévalent et que la clause de suspension des échanges hors équilibre est relâchée (ce que nous admettons pour l'instant), les quantités offertes et demandées sur les marchés ne sont pas égales et certains agents se voient donc *rationnés*. Par exemple, en cas d'excès de demande pour un bien donné, la demande ne sera pas satisfaite mais rationnée, au sens où les agents ne pourront obtenir leur quantité désirée (ou « planifiée<sup>37</sup> ») parce que la quantité effectivement disponible sur le marché est limitée. A la suite de Clower (1965), les théoriciens non-walrasiens ont pris l'habitude d'appeler « notionnelle » la quantité de biens qu'un agent souhaite acheter (ou vendre), sachant qu'il peut réaliser en même temps ses transactions sur les autres marchés. Cette prise de décision « unifiée », caractéristique de la théorie walrasienne, se trouve encore au principe des fonctions d'offre et de demande traditionnelles (données aux prix d'équilibre). A l'inverse, dans les modèles non-walrasiens, la demande excédentaire (pour des « faux

---

<sup>37</sup> Au sens où elle découle directement du plan optimisateur des consommateurs (producteurs), qu'ils formulent *a priori* en fonction de leurs préférences (techniques de production) et en maximisant leur l'utilité sous contrainte budgétaire (leur profit sous contrainte de coûts des facteurs).

prix ») est généralement<sup>38</sup> non nulle sur les marchés de sorte qu'un rationnement apparaît sur certains biens. Dès lors, se pose la question de savoir comment vont évoluer les offres et demandes des agents rationnés. Autrement dit, s'il est logiquement concevable que des échanges puissent se réaliser à des prix non-walrasiens, le mécanisme par lequel sont allouées les ressources reste encore à définir<sup>39</sup>. A ce niveau, deux concepts fondamentaux de la théorie non-walrasienne doivent être introduits : les demandes « contrainte » et « effective ».

Par le concept de « demande contrainte » est désignée la quantité qu'un agent peut acheter (ou vendre) au prix donné, sachant les contraintes qui s'imposent à lui. L'ensemble de ces contraintes est résumé par le concept de « schéma de rationnement », qui précise la manière dont l'allocation des ressources s'opère lorsque les échanges se réalisent à des prix non-walrasiens. Ainsi, le rationnement peut être supposé s'appliquer à tous les agents (règle d'uniformité) ou seulement certains (règle de proportionnalité) ; il peut aussi suivre une règle de priorité (systèmes discriminants) ou n'en suivre aucune selon le principe du « premier arrivé, premier servi ! » (Queues, files d'attente, *etc.*). De manière générale, les modèles non-walrasiens sont tous tenus d'adopter un « schéma de rationnement », que celui-ci soit explicitement ou implicitement défini. L'enjeu étant de permettre l'allocation des ressources pour des prix non-walrasiens (sinon la distribution du rationnement entre les agents resterait indéterminée) mais encore de pouvoir démontrer l'existence d'un équilibre non-walrasien. Cependant, le concept de demande contrainte n'indiquant que la nature et l'intensité des contraintes (quantitatives) qui s'imposent aux agents, il ne permet pas de formuler de nouvelles fonctions d'offre et de demande. C'est le concept de demande « effective » qui remplit cette fonction, en indiquant la quantité de biens qu'un agent souhaite acheter (ou vendre), sachant l'ensemble des contraintes qui s'imposent à lui sur les autres marchés<sup>40</sup>. Par ses deux concepts de demande « contrainte » et de demande « effective », la théorie non-walrasienne parvient ainsi à déterminer comment l'allocation des ressources peut s'opérer à des prix non-walrasiens. D'un côté, la demande contrainte permet de préciser l'ensemble des

---

<sup>38</sup> Parce qu'il existe une probabilité non nulle à ce que le vecteur-prix initial apure les marchés.

<sup>39</sup> Par opposition, le caractère « unifié » de la théorie walrasienne (pour reprendre l'expression de Clower [1965]) garantit la détermination simultanée des prix et de l'allocation des ressources: à l'équilibre général, le prix des facteurs de production est rendu équivalent à leur productivité marginale (le taux de l'intérêt égalisant la productivité marginale du capital).

<sup>40</sup> Benassy ([1976a], p. 91) en fournit une définition autrement plus dynamique, en intégrant explicitement les anticipations des agents. Ainsi, la demande « effective » d'un individu est « l'échange qu'il souhaiterait réaliser sur le marché *h* pour maximiser son utilité, compte tenu des échanges qu'il a déjà réalisés, et des contraintes qu'il anticipe sur ses échanges futurs. »

contraintes qui s'imposent aux agents, de l'autre, le concept de demande « effective » indique comment les demandes et offres individuelles des agents sujets à rationnement vont se modifier.

Reste encore à démontrer qu'un équilibre général existe pour des prix non-walrasiens. Sur ce point, la littérature non-walrasienne a montré qu'un tel équilibre existe, si et seulement si le « schéma de rationnement » satisfait aux conditions ci-dessous<sup>41</sup>. Des conditions initialement énoncées par Clower (1960, 1965) et Grossman (1971), mais que Malinvaud ([1980a], p. 49-54) reprend à son compte<sup>42</sup>.

1°) La règle de l'*échange volontaire*, qui stipule qu'un agent ne peut être contraint à échanger une quantité supérieure à celle qu'il désire (ou dans une autre direction). Cette règle pose en principe le fait que les agents, dont la demande est rationnée sur un marché donné, ne peut reporter sa demande sur un autre marché – un principe que Grossman (1969, 1971) radicalise en posant que les biens sont non-substituables<sup>43</sup>.

2°) La règle du *côté court*, qui stipule que seul les agents se trouvant du côté court du marché peuvent réaliser leurs transactions (dite encore règle *du minimum*, si celle-ci est appliquée à une économie dans son ensemble). Cette règle force à considérer, qu'en présence de prix fixes, les transactions sont déterminées par le côté le plus court du marché, *i.e.* par la quantité (offerte ou demandée) exprimée qui est la plus faible. Le volume des transactions est alors fixé par les offreurs (demandeurs) s'il y a excès de demande (offre) sur un marché. De cette manière, il est possible de classer les biens en trois catégories selon qu'ils font l'objet du rationnement d'au moins un acheteur (on parle alors de « marché de vendeurs »), d'au moins un vendeur (« marché d'acheteurs ») ou qu'ils ne font l'objet d'aucun rationnement (« marché en équilibre »).

---

<sup>41</sup> Ainsi, dans la théorie non-walrasienne, le « schéma de rationnement » tient lieu de concept d'équilibre général, que les prix soient fixés ou non. Sur ce point, il appartient à Grandmont (1977) d'avoir montré la grande parenté des concepts d'équilibre développés par Drèze (1975) et Benassy (1975) – soit les modèles les plus couramment utilisés dans la littérature non-walrasienne.

<sup>42</sup> Ces conditions ont un caractère suffisamment général pour supporter l'ensemble des schémas de rationnement, dont les formes concrètes peuvent être différentes selon la manière dont est spécifiée la distribution du rationnement entre agents: files d'attente, tickets de rationnement, etc. (Benassy [1976a], Grandmont [1977]). Pour un exposé exhaustif sur les diverses manières de spécifier un « schéma de rationnement », voir: Drèze (1975).

<sup>43</sup> Si cette règle s'applique sans difficultés dans le modèle de base à 3 biens (le bien de consommation et le travail n'étant pas substituables), elle devient plus irréaliste à mesure que s'accroît le nombre de biens.



3°) La règle d'*efficience des marchés*, qui stipule que les offreurs et les demandeurs ne peuvent être simultanément rationnés pour un même bien (le marché est unique et sans friction). Par cette condition, est garantie le fait qu'il n'existe pas plusieurs marchés pour un même bien et, partant, qu'à la fixité des prix ne soit associé qu'un seul type de rationnement (et de même sens). Si la règle d'efficience n'est pas vérifiée, la règle du minimum ne peut donc pas s'appliquer.

L'application de ces trois conditions assure que les transactions, *i.e.* les échanges effectivement réalisés, ont une somme identiquement nulle : sur chaque marché, les achats et les ventes sont égaux en quantités. Autrement dit, malgré le fait que les demandes excédentaires « notionnelles » soient non-nulles sur les marchés, ces modèles font valoir que les demandes excédentaires « effectives » (révisées à la suite du rationnement de certains agents) sont nulles, de telle sorte que les quantités échangées sont bel et bien équilibrées. Tant que les conditions ci-dessus sur le « schéma de rationnement » sont vérifiées, la théorie des équilibres à prix fixes montre qu'une allocation d'équilibre général (divergente de l'allocation associée à l'équilibre walrasien) était possible pour des prix non-walrasiens. Cet équilibre peut encore être qualifié d'unique, au sens où un vecteur-prix donné ne doit conduire qu'à un seul équilibre non-walrasien<sup>44</sup>. Pour Benassy ([1976a], p. 95), une situation dans laquelle les quantités sont stables pour des prix donnés suffit, en soi, pour parler d'« équilibre keynésien » ou de *K-équilibre*<sup>45</sup>. Mais il reste à savoir comment l'économie chemine vers l'équilibre en quantités – ce qui ouvre la question délicate de la convergence.

Dans la plupart des modèles à prix fixes, le processus d'ajustement des quantités suppose que les individus (rationnés) ont eu le temps de réviser leurs quantités offertes ou demandées (*i.e.* de formuler leurs demandes « effectives »). Il n'y a ainsi ni retard ni erreurs, dans les réactions des agents, qui soient de nature à contredire le processus de convergence vers l'équilibre. Par conséquent, le processus d'ajustement doit être considéré comme instantané et la question de la convergence comme purement et simplement évacuée. De plus,

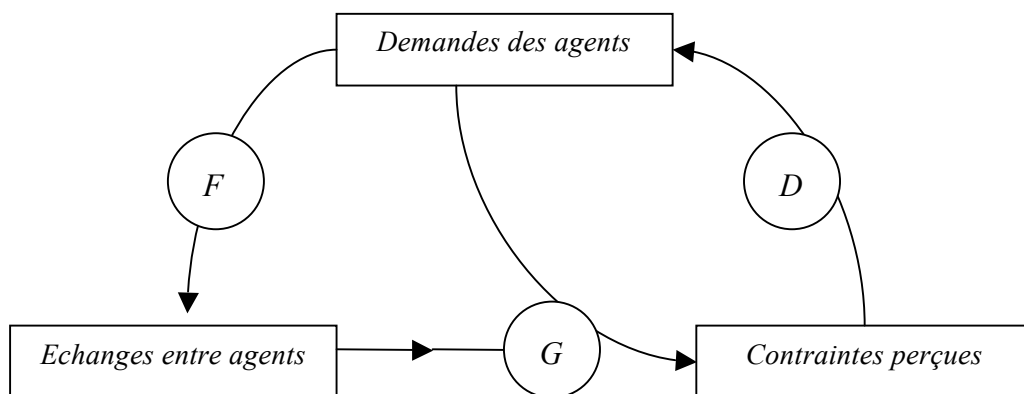
---

<sup>44</sup> Cette propriété d'unicité sera remise en cause par Hildenbrand et Hildenbrand (1978), mais nous aurons l'occasion d'y revenir au prochain chapitre.

<sup>45</sup> La définition plus précise que Benassy ([1976a], p. 95) donne d'un *K-équilibre* insiste sur les propriétés de stabilité des équilibres non-walrasien: « un ensemble de demandes effectives qui se reproduisent à l'identique de période à période. ». Toutefois, nous verrons au prochain chapitre que la propriété de stabilité a été largement discutée dans la littérature sans jamais faire l'objet d'unanimité.

l'ajustement des quantités dans les modèles à prix fixes implique encore que les transactions n'aient lieu qu'une fois atteint un ensemble cohérent de contraintes quantitatives. Or, une telle condition revient à conserver intacte la clause de suspension des échanges hors équilibre. Dès lors, il apparaît très nettement que le type d'ajustement supposé dans ces modèles relève d'une logique analogue à celle du tâtonnement walrasien – certains théoriciens non-walrasiens n'ont d'ailleurs pas hésité, à l'époque, à parler de « tâtonnement en quantités » (Grandmont [1977]) ou de « tâtonnement keynésien » (Dehez [1980a]).

Sur cette question du processus de convergence, tout le mérite de Benassy (1975, 1976a, 1976b) a été de préciser la manière par laquelle les agents sont conduits par eux-mêmes à l'équilibre en quantités. Dans un monde où les demandes des agents ne sont plus médiatisées par le commissaire-priseur, le degré d'information des agents sur les conditions du marché (degré du rationnement, qu'ils perçoivent et anticipent) devient essentiel pour qu'ils acceptent de réviser leurs offres et demandes de manière correspondante. Cet effort théorique de J.-P. Benassy est d'ailleurs salué par Edmond Malinvaud ([1980a], p. 67), qui renvoie son lecteur à Benassy (1975) pour une présentation plus rigoureuse de la démonstration d'existence d'un équilibre à prix fixes<sup>46</sup>. De même, au moment de résumer la logique des modèles non-walrasiens à l'appui du graphique ci-dessous, Malinvaud s'inspire encore du scénario théorique imaginé par Benassy (1975).



Source : Malinvaud ([1980a], p. 66)

<sup>46</sup> Pour une présentation systématique des démonstrations d'existence d'un équilibre non-walrasien (ou K-équilibre), voir Benassy ([1984], p. 197-202).

A offres et demandes données pour un bien sur un marché, le « schéma de rationnement » (fonction  $F$ ) détermine les transactions effectivement réalisées par les agents. Compte tenu de ce qu'il sait de sa demande (offre) initiale, de ses achats (ventes) et de la situation du marché pour le bien, chaque agent perçoit la contrainte qui limite ses opérations sur ce marché (fonction  $G$ ). Dès lors, à mesure que l'agent prend conscience de l'ensemble des contraintes qui s'imposent à lui, il révisé sa demande sur les autres marchés considérés successivement (fonction  $D$ ). Le schéma circulaire ci-dessus admet ainsi un équilibre lorsque les trois ensembles de quantités sont compatibles entre eux.

### 2.3. Typologie des équilibres

Incontestablement, l'intérêt de l'approche non-walrasienne tient à ce qu'elle permet de déboucher sur une représentation plus riche et/ou plus complète des effets des politiques économiques. Si ce résultat a rapidement été mis en évidence dans la littérature (Barro et Grossman [1971], Benassy [1975]), il faut reconnaître à Malinvaud ([1977] 1980a) d'en avoir souligné l'importance et les enjeux : l'efficacité des politiques économiques dépend *in fine* de l'identification de l'équilibre obtenu.

Cette implication des modèles non-walrasiens se comprend aisément, dès lors que l'on observe que la nature de l'équilibre dépend de la valeur des variables exogènes du modèle. En particulier des prix, auxquels une valeur donnée conduit à trois états distincts du marché : selon que cette valeur est supérieure à la valeur du prix d'équilibre (marché d'acheteurs), inférieure (marché de vendeurs) ou qu'elle lui est égale (marché équilibré). A mesure que s'accroît le nombre de marchés, et donc le nombre de variables de prix, les types de configurations agrégées comme le nombre d'équilibres non-walrasiens tendent à se multiplier. Ceci explique d'ailleurs que la typologie canonique des équilibres à prix fixes soit déduite du modèle de base (celui de Barro et Grossman [1971]<sup>47</sup>), où l'économie d'échange est réduite à trois biens : les biens de consommation ( $h=1$ ), le travail ( $h=2$ ) et la monnaie ( $h=3$ ). Pour déterminer sa typologie des équilibres non-walrasiens, Malinvaud reprend également ce

---

<sup>47</sup> Si le modèle Barro-Grossman (1971) représente le modèle de base, Grandmont (1977) souligne que les deux modèles les plus couramment utilisés dans la littérature non-walrasienne ont été ceux de Drèze (1975) et Benassy (1975) – ce dernier modèle, comme celui de Malinvaud (1977), passant pour une généralisation des travaux de Barro et Grossman (1971) et Grossman (1971).

modèle de base, dont il évacue toutefois la situation de « marché équilibré » qui ne représente qu'un cas limite entre les deux autres situations. Par conséquent, il ne reste plus que deux configurations possibles, et celles-ci ne peuvent se manifester que sur les deux marchés du bien et du travail<sup>48</sup>. Il en résulte quatre types d'équilibres non-walrasiens ( $2^2$ ), dont Edmond Malinvaud résume la détermination par le tableau à double entrée ci-dessous :

		<b>Marché du bien</b>	
		<i>d'acheteurs</i>	<i>de vendeurs</i>
<b>Marché du travail</b>	<i>d'acheteurs</i>	Chômage keynésien	Chômage classique
	<i>de vendeurs</i>	Sous-consommation	Inflation contenue

Source : Malinvaud ([1980a], p. 71)

L'équilibre dit de « sous-consommation », impliquant la coexistence d'un excès d'offre sur le marché du bien et d'un excès de demande sur le marché du travail, est immédiatement rejeté par Malinvaud ([1980a], p. 71), qui ne le considère « pas très intéressant ». Autrement dit, ce dernier n'a pas d'abord paru troublé outre-mesure<sup>49</sup> par l'irréalisme pratique de ce cas, qui envisage ni plus ni moins que les entreprises puissent manquer simultanément de main-d'œuvre et de débouchés. Celles-ci seraient alors disposées à employer plus de main-d'œuvre, non pas pour vendre plus (le marché du bien est déjà en excès d'offre), mais dans le seul but d'accumuler des stocks. Par ailleurs, comme nous le verrons au moment d'exposer le modèle de Malinvaud, les firmes sont supposées ajuster l'offre à la demande, de telle manière que l'apparition de stocks est exclue *a priori*.

---

<sup>48</sup> Le marché de la monnaie ne fait pas l'objet de rationnement, puisqu'il est équilibré par la loi de Walras ou plutôt par son corollaire, stipulant que si tous les marchés sauf un sont en équilibre alors ce dernier marché est nécessairement équilibré. Cette astuce de Walras, permettant de ne pas exclure la monnaie (le bien numéraire) de son économie d'échange pur, a le grand bénéfice de ne pas mettre en cause l'existence de l'équilibre général. A l'inverse, le fait que cette astuce soit reprise dans les modèles à prix fixes suffit à jeter le doute sur la nature « non-walrasienne » de ces derniers. Ainsi, dans les modèles à prix fixes comme dans les modèles d'équilibre temporaire, la monnaie ne dispose que de la seule fonction de réserve de valeur – introduire formellement sa fonction d'intermédiaire des échanges (moyen de paiement) conduisant à trop de difficultés analytiques (Weddepohl [1983]).

<sup>49</sup> Il cessera toutefois d'y faire référence dans ses écrits ultérieurs, en reconnaissant comme improbable la coexistence d'un excès d'offre généralisé avec un excès de demande généralisé.

L'in vraisemblance de ce cas n'étant pas jugée de nature à entraver la pertinence des trois autres, Malinvaud développe sa conception des déséquilibres macroéconomiques en termes de trois régimes – à l'instar de Bénassy (1975, 1976a)<sup>50</sup>. Le premier équilibre à prix fixes est caractérisé par un excès de demande généralisé, une situation qualifiée d'« inflation contenue » à la suite de Barro-Grossman (1971). Malinvaud associe spontanément à cette configuration une forte « pression inflationniste », qui n'est en fait que latente (car *contenue* par des prix fixes), avant de souligner qu'il s'agit là d'un abus de langage vis-à-vis d'un modèle statique pour lequel les prix sont de surcroît supposés fixes et exogènes<sup>51</sup>. A l'extrême opposé de ce premier équilibre, il reconnaît deux types d'équilibres de sous-emploi, conceptuellement très proches des cas identifiés par Barro et Grossman (1971) et Benassy (1975, 1976a), mais vis-à-vis desquels Malinvaud introduit une nouvelle terminologie : « chômage keynésien » et « chômage classique<sup>52</sup> ». Nous en reproduisons les définitions précises, car il s'agit de la première occurrence de ces concepts dans la littérature et que nous y faisons référence dans la suite de cette thèse.

« Quand les offres sont rationnées sur les deux marchés, il y a sous-emploi et les entreprises ne produisent pas autant qu'elles le voudraient, par insuffisance de la demande effective. C'est le cas keynésien. » (Malinvaud [1980a], p. 71-2)

« Quand la main-d'œuvre n'est pas complètement employée, mais que les firmes vendent toute la production qu'elles souhaitent réaliser, on peut parler de sous-emploi classique. » (Malinvaud [1980a], p. 72-3).

L'équilibre non-walrasien dit de « chômage keynésien » correspond ainsi à un excès d'offre généralisé : le chômage, sur le marché du travail, s'accompagne d'un excès d'offre sur le marché du bien. Autrement dit, les entreprises souhaiteraient produire plus mais elles sont contraintes (rationnées) par la demande, et vendent moins qu'elles ne l'ont escompté. Parallèlement, des individus se trouvent rationnés (par la demande) sur le marché du travail : ils voudraient échanger plus de travail au taux de salaire réel donné, mais ne trouvent pas d'employeur. Pour Malinvaud, une telle définition participe de la reformulation précise et

---

<sup>50</sup> Les trois régimes identifiés par Benassy sont les suivants: la *stagflation* (chômage classique), la *déflation* (équilibre keynésien) et l'*inflation* (l'inflation contenue)

<sup>51</sup> Plus généralement, Malinvaud reconnaît que les modèles à prix fixes sont d'un intérêt limité pour traiter de la théorie de l'inflation – ce qu'il n'a d'ailleurs pas prétendu faire: « Il est bien entendu que l'analyse statique de l'équilibre n'a qu'une portée limitée pour la théorie de l'inflation. Mais je ne prétends pas débattre ici la théorie de l'inflation, sinon incidemment. » (Malinvaud [1980a], p. 73, note 28)

<sup>52</sup> Barro et Grossman ([1971], p. 87) avaient signalé l'existence de ce second type de « chômage involontaire », auxquels ils n'ont pas d'ailleurs donné une grande importance – leur objectif étant de montrer les conditions dans lesquelles une situation de chômage involontaire pouvait apparaître dans un cadre d'équilibre général.

rigoureuse de la théorie keynésienne. Tout en regrettant, à la suite de Grossman (1972a), que Keynes n'ait pas été, à l'époque, plus explicite quant à l'état du marché des biens au moment de démontrer sa thèse du chômage involontaire par insuffisance de la demande « effective »<sup>53</sup>. Reste désormais à considérer le second équilibre de sous-emploi, auquel Malinvaud donne le nom de « chômage classique », où le chômage coexiste avec un excès de demande sur le marché des biens. Ainsi, alors même que la demande est rationnée sur le marché du bien et que l'offre peut donc y être jugée insuffisante, les firmes ne trouvent pas intérêt à embaucher plus de main-d'œuvre<sup>54</sup>. Ce résultat a suffi à démontrer à l'époque la grande fécondité de la théorie non-walrasienne (et des modèles à prix fixes en particulier), de même qu'il a conduit à ce que l'on a conféré à cette approche une plus grande généralité que celle de la théorie de l'équilibre général et de la théorie keynésienne.

### III. Le modèle « prototype » d'Edmond Malinvaud

Jusqu'au modèle de Malinvaud (1977 [1980a]), les théoriciens ont surtout eu vocation à préciser les conditions d'existence d'un équilibre non-walrasien au moyen d'une analyse très générale, recourant largement au langage topologique. C'est le cas des travaux de Barro et Grossman (1971), de Drèze (1975), de Benassy (1975), mais aussi de Younès et Malinvaud (1975). De ce point de vue, la singularité de *The Theory of Unemployment Reconsidered* a été de présenter un modèle que Malinvaud qualifie de « prototype », parce que celui-ci se veut à la fois plus simple et plus précis. L'objectif étant de faire faire un pas à la théorie non-walrasienne en direction de la macroéconomie appliquée, en donnant mieux à voir les propriétés d'un modèle d'équilibres à prix fixes et en en dégageant toutes les implications pour la politique économique :

---

<sup>53</sup> Pour Malinvaud ([1980a], p. 72), le principe selon lequel « la production est déterminée par la demande effective ne signifie pas autre chose que le marché des biens est un marché d'acheteurs. » Il ajoute toutefois que sa manière de rationaliser le message de la *Théorie Générale* a plus vocation à rationaliser le message des Keynésiens d'après-guerre qu'à traduire la théorie propre de Keynes.

<sup>54</sup> A ce niveau, Malinvaud exclut en effet l'idée que la production des entreprises puisse être limitée par un équipement insuffisant ou inadapté: « [...] une entreprise qui ne peut produire plus par suite d'une insuffisance d'équipement n'est pas considérée comme rationnée, au moins à court terme, car la limitation de l'équipement ne constitue pas une contrainte de marché sur les combinaisons facteurs / produit qui sont physiquement réalisables. » (Malinvaud [1980a], p. 74). Cette possibilité sera largement exploitée dans ses travaux ultérieurs (cf. chapitre 3 de la thèse) ; elle est d'ailleurs déjà réintroduite dans la dernière partie de cet ouvrage, au moment de présenter son diagnostic de la crise des années 1970.

« Partir ainsi d'un prototype dont toutes les équations seront numériquement spécifiées c'est abandonner toute prétention à la généralité ; c'est privilégier la garantie que le traitement de chaque question aille jusqu'au bout, dans le cas particulier considéré ; c'est donc prendre conscience de la portée finale de l'approche nouvelle en discussion ; mais c'est accepter aussi à l'avance que le domaine de validité des obtenues ne soit pas apparent. Le traitement qui suit vise donc à montrer qu'une voie existe : on peut traiter des équilibres avec raisonnement et ceci conduit jusqu'à des conclusions qui seraient très pertinentes pour la politique économique si elles étaient généralement valables. » (Malinvaud [1980a], p. 78)

Outre cette aspiration à la précision, son modèle « prototype » n'a rien d'original à proposer par rapport aux modèles déjà existants – il est notamment très proche du modèle Barro-Grossman (1971, 1976)<sup>55</sup>. Ainsi, le modèle de Malinvaud se réduit-il à trois agents (dont un secteur autonome dit « Administrations ») et à trois biens : le bien de consommation, le travail et la monnaie – seul bien stockable et, par conséquent, sujet à des transferts entre périodes (épargne), sans toutefois rapporter d'intérêt. Par ailleurs, comme il s'agit d'un modèle de courte période, le stock de capital  $y$  est supposé exogène, de telle manière que la production est implicitement supposée s'ajuster à la demande par l'emploi.

### ***3.1. Le cadre comptable du modèle « prototype »***

Edmond Malinvaud signale d'emblée la vocation de son modèle à s'appliquer au niveau macroéconomique, en supposant qu'il vérifie les deux identités comptables suivantes :

$$(1) \quad Y \equiv C + G$$

$$(2) \quad W \equiv C + S$$

L'identité (1) traduit l'équilibre ressources-emplois sur le marché du bien : la production  $Y$  est absorbée par la consommation privée ( $C$ ) et la demande autonome ( $G$ ) – cette dernière étant supposée toujours satisfaite. Il faut souligner que la demande d'investissement privée, supposée autonome, ne figure pas comme composante de la demande mais comme un élément de la demande autonome ( $G$ ). L'identité (2), quant à elle, traduit l'utilisation du revenu par les ménages. Toutefois, le fait que le revenu soit uniquement défini par le salaire n'implique pas

---

<sup>55</sup> Si Malinvaud reconnaît explicitement l'influence de Barro-Grossman, il tient à marquer les quelques menues différences: son modèle est explicitement supposé valable pour la courte période ; les revenus non salariaux n'y sont pas distribués instantanément aux consommateurs ; le rationnement des individus ne s'y opère pas de manière proportionnelle tel que son modèle peut générer du chômage, et non pas seulement différents niveaux d'emplois (Malinvaud [1980a], p. 78).

que les consommateurs n'aient pas d'autres sources de revenu que leurs salaires. Dans le modèle « prototype », cela traduit plutôt l'idée que les revenus non-salariaux (revenus de transfert et profits) sont déterminés de manière exogène au modèle, et donc indépendants du niveau de l'emploi<sup>56</sup>. Si la valeur  $S$  est ainsi censée traduire l'excédent (positif ou négatif) de l'épargne sur les revenus non-salariaux, elle ne dépend finalement que du seul accroissement des encaisses monétaires des consommateurs entre les périodes – l'épargne est donc réduite à la seule valeur des encaisses (la monnaie ne rapportant pas d'intérêt). Par ailleurs, la valeur  $P$  (l'excédent résultant de la différence entre  $Y$  et  $W$ ) n'est pas considérée *stricto sensu* comme une épargne des ménages, car elle se traduit essentiellement par une augmentation des encaisses monétaires dans le compte courant des producteurs ; la distribution des profits aux consommateurs étant une fonction à retards échelonnés, pour laquelle est supposé un décalage minimum d'un an<sup>57</sup>. Toutefois, bien conscient que son modèle décrit une économie aux relations hautement spécifiques, Malinvaud juge nécessaire d'en fournir une représentation comptable – reproduite ci-dessous :

	Emplois			Ressources		
	<i>Producteurs</i>	<i>Consommateurs</i>	<i>Administrations</i>	<i>Producteurs</i>	<i>Consommateurs</i>	<i>Administrations</i>
<b>Bien</b>		$C$	$G$	$Y$		
<b>Travail</b>	$W$				$W$	
<b>Monnaie</b>	$P$	$S$				$\dot{M}$

Source : Malinvaud ([1980a], p. 81)

Ce tableau comptable permet d'abord de souligner une première relation singulière : l'équivalence, en valeur, entre le montant (agrégé) des profits et de l'épargne et celui de l'émission de monnaie ( $P + S = \dot{M}$ ). Toutefois, cette relation comptable n'est pas moins singulière que celle que l'on déduit des identités (1) et (2), impliquant une équivalence en valeur entre ce même montant (agrégé) des profits et de l'épargne et celui de la dépense

<sup>56</sup> Malinvaud justifie cette hypothèse en affirmant ces deux types de revenus non-salariaux se neutralisaient au niveau global, du moins à court terme. Plus précisément, les profits et les revenus de transfert étant respectivement corrélés, de manière positive et négative, à l'emploi, l'effet des revenus non-salariaux sur l'emploi pouvait être négligé (Malinvaud [1980a], p. 80, note 3).

<sup>57</sup> Cette hypothèse explique, en partie, le phénomène d'« épargne forcée » qui sera largement exploitée par Malinvaud dans ses travaux ultérieurs (*cf.* chapitre 3)



autonome ( $P = G - S \Leftrightarrow P + S = G$ ). Par conséquent, il faut également supposer une équivalence en valeur entre les montants de la création monétaire ( $\dot{M}$ ) et de la dépense autonome ( $G$ ). Sur ce point, Malinvaud indique que : «  $P + S$  (le postes d'ajustement des comptes courants des producteurs et des consommateurs) est juste suffisant pour financer la demande autonome  $G$ , ou, ce qui revient au même, absorber l'émission de monnaie  $\dot{M}$ . » (Malinvaud ([1980a], p. 81). Dès lors, les relations comptables de ce modèle impliquent que les excédents monétaires des agents, en fin de période ( $P + S$ ), permettent de financer la demande autonome ( $G$ ) ; ces excédents monétaires sont donc, *a priori*, intégralement taxés. Toutefois, la demande autonome ( $G$ ) étant encore supposée équivalente en valeur à l'émission de monnaie ( $\dot{M}$ ), il semble qu'il faille considérer ces relations comptables d'une toute autre manière. En effet, il est vraisemblable que l'émission de monnaie ait d'abord pour fonction de traduire matériellement l'excédent monétaire des agents en fin de période<sup>58</sup> ( $P + S$ ) ; cet excédent n'étant pas utilisé par les agents, au cours de la période d'échange, il peut donc servir à financer un autre type de dépense (ici, la demande autonome). Cette interprétation<sup>59</sup> de la circulation des flux monétaires apparaît d'autant plus vraisemblable que les profits, censés ne pas être redistribués immédiatement aux consommateurs, peuvent être également être considérés comme la source de financement de la demande d'investissement privée autonome – dont on rappelle qu'elle est une composante de la demande autonome ( $G$ ). Dès lors, il ne reste plus qu'à supposer que le reste de la demande autonome (les dépenses du poste « Administrations ») est financé par l'épargne des ménages, pour que la signification économique des relations comptables du modèle « prototype » soit complète.

---

<sup>58</sup> Il faut également remarquer, en passant, que cette astuce permet de donner une forme concrète à l'idée que les échanges se font en monnaie dans un modèle à prix fixes. Plus précisément, on a vu que la monnaie ne servait pas réellement d'intermédiaire des échanges du fait que le marché de la monnaie est toujours en équilibre (par la loi de Walras). Ainsi, si les échanges de biens peuvent se réaliser directement (système de troc), il reste encore à traduire l'hypothèse que tous les revenus ne sont pas dépensés dans la période considérée – c'est le cas des profits comme de l'épargne des ménages (notamment due au rationnement sur le marché des biens).

<sup>59</sup> Car il s'agit effectivement d'une interprétation de notre part, déduite de l'un des commentaires de Malinvaud : « [...] il faut interpréter le compte des producteurs comme étant restreint aux opérations courantes et considérer en conséquence le compte dit « des administrations » comme un agrégat recouvrant notamment le compte de capital des producteurs. Une telle interprétation découle naturellement de l'hypothèse selon laquelle la demande d'investissement est autonome. » (Malinvaud [1980a], p. 82)

### 3.2. Les hypothèses de comportement

#### 3.2.1. Le comportement des consommateurs

Le modèle de Malinvaud suppose  $N$  consommateurs homogènes, dotés d'une encaisse monétaire initiale identique ( $m_o$ ). A partir de cette dotation initiale, le consommateur  $i$  demande une quantité  $x_i$  du bien et offre une quantité  $l_i$  de travail, tel que les quantités microéconomiques (pour  $p$  et  $w$  donnés) se relient aux agrégats macroéconomiques de la manière suivante :

$$(3) \quad C = \sum_{i=1}^N px_i ; \quad W = \sum_{i=1}^N wl_i ; \quad S = \sum_{i=1}^N m_i - Nm_o$$

L'épargne ( $S$ ) apparaît comme la différence entre les montants agrégés de l'excédent monétaire en fin de période ( $m_i$ ) par rapport à l'encaisse initiale ( $m_o$ ). Sachant  $p$  et  $w$ , sa dotation initiale ( $m_o$ ) et la quantité de travail maximale qu'il est prêt à offrir ( $\bar{l}$ ), chaque agent définit son niveau de consommation en appliquant le programme suivant :

$$(4) \quad U_i = x_i^2 (\bar{l} - l_i) \frac{m_i}{p} \quad S/C : px_i + m_i = wl_i + m_o \quad (\text{avec } x_i \geq 0 ; m_i \geq 0 ; 0 \leq l_i \leq \bar{l})$$

En plus des arguments communs (la consommation de biens, le loisir), il faut remarquer que la fonction d'utilité admet également comme argument la quantité de monnaie en fin de période ( $m_i$ ). Cette hypothèse, courante dans les modèles d'équilibres temporaires, n'implique pas que la monnaie soit désirée pour elle-même, mais plutôt qu'elle dispose une utilité indirecte<sup>60</sup> dont la valeur dépend des perspectives d'échanges futurs (Benassy [1976a, 1976b]). Toutefois, cette hypothèse implique que la contrainte de budget des agents doit être définie sur plusieurs périodes (au moins deux)<sup>61</sup> et que les agents anticipent de pouvoir se

---

<sup>60</sup> La méthode de l'utilité indirecte de la monnaie dans un cadre d'équilibre général a été introduite par Grandmont (1974). Ce problème de l'utilité de la monnaie et de son intégration dans les modèles d'équilibres à prix fixes est étudié par Benassy (1975b, 1976)

<sup>61</sup> Si le modèle ne retient qu'une seule période, il se retrouve confrontée à l'impasse suivante du point de vue du comportement des consommateurs: soit ( $i$ ) ils ne sont pas rationnels, car ils préfèrent détenir un bien qui ne leur

débarrasser de leurs excédents monétaires dans l'une des périodes futures. Cette deuxième conséquence impose que la fonction d'utilité intègre les anticipations des agents ; ce point est pourtant négligé dans le modèle de Malinvaud, qui suppose (par défaut) que celles-ci sont statiques vis-à-vis des prix futurs : les agents anticipent que les prix évolueront à l'identique pour toutes les périodes suivantes. En l'absence de tout rationnement, la maximisation d'utilité des consommateurs sous leur seule contrainte budgétaire conduit aux quantités « notionnelles » suivantes :

$$(5) \quad x_i = \frac{m_o + w\bar{l}}{2p} \text{ }^{62} ; l_i = \frac{3w\bar{l} - m_o}{4w} ; m_i = \frac{1}{4}(m_o + wl) \text{ avec } 3w\bar{l} \geq m_o \geq 0$$

La demande de biens ( $x_i$ ) est donc spécifiée comme une fonction décroissante du prix, mais également comme une fonction croissante de la valeur des encaisses (effet d'encaisses) et du salaire nominal (effet revenu). De plus, bien que l'offre de travail ( $l_i$ ) soit supposée élastique par rapport au salaire, Malinvaud ([1980a], p. 86) souligne que le modèle est spécifié de telle manière que cet effet est relativement faible (0,2). Par conséquent, lorsque la rémunération du travail est élevée par rapport à la valeur des encaisses, l'offre de travail ne croît que faiblement<sup>63</sup>. Enfin, la demande d'encaisses monétaires est strictement positive, de sorte que les agents sont supposés transférer de manière systématique un quart de leurs revenus totaux d'une période à l'autre. Les offres et les demandes « notionnelles » des consommateurs étant définies, il reste à spécifier le « schéma de rationnement » qui va s'appliquer dans ce modèle. Sur ce point, Malinvaud adopte le postulat que le rationnement se distribue de manière discriminatoire sur le marché du travail : un consommateur  $y$  est soit non-rationné, soit complètement rationné ( $l_i = 0$ )<sup>64</sup>. Dès lors, en intégrant sa nouvelle contrainte (quantitative), l'agent rationné est conduit à réviser ses offres et ses demandes (contraintes) tel que :

procure aucune utilité (la monnaie) plutôt que des biens leur procurant de l'utilité ; soit (ii) la monnaie a pour eux une utilité intrinsèque – hypothèse que l'on cherche à éviter.

<sup>62</sup> L'édition française comprend une faute dans cette équation: c'est bien la variable d'encaisse initiale qui intervient dans la demande de biens, et non la variable d'encaisse en fin de période (Malinvaud [1980a], p. 85).

<sup>63</sup> S'il défend l'intérêt de l'hypothèse d'élasticité du salaire réel pour analyser le rôle des contraintes perçues dans chaque situation, Malinvaud ([1980a], p. 169-181) considère toutefois le cas d'une offre de travail fixée en appendice pour souligner que les résultats qu'il obtient (en termes d'efficacité des politiques économiques) ne sont pas fondamentalement dépendants de la manière dont est spécifiée l'offre de travail.

<sup>64</sup> Ou principe du « premier arrivé, premier servi » (Grossman [1971]). Cette caractéristique du « schéma de rationnement » est décisive si l'on veut, comme Malinvaud, pouvoir parler de « chômage » (au sens statistique) à partir d'un modèle à prix fixes. En effet, dès lors que le rationnement est supposé s'appliquer de manière

$$(6) \quad x_i = 2m_o / 3p ; l_i = 0 ; m_i = m_o / 3$$

Sur ce point, Malinvaud se distingue effectivement du modèle de Barro et Grossman (1971), qui suppose un rationnement proportionnel sur le marché du travail tel que la demande de biens de tous les agents s'en trouve réduite. Ici, le rationnement de certains agents sur le marché du travail conduit à une détermination des différents équilibres non-walasiens quelque peu plus complexe, mais que l'on peut d'emblée préciser. Ainsi, en sous-emploi keynésien, pour une demande de travail  $z$  donnée et non encore précisée, le taux de chômage  $u$  (7) et la consommation agrégée  $C$  (8) se déduisent à partir des équations (5), soit :

$$(7) \quad 4wz = N(1-u)(3w\bar{l} - m_o)$$

$$(8) \quad C = N[2/3m_o u + 1/2(m_o + w\bar{l})(1-u)]$$

Sur le marché du travail, la demande  $z$  est rendue égale à une offre agrégée contrainte, au sens où la formalisation de la définition de l'offre intègre les agents qui se trouvent au chômage ( $Nu$ ). Ainsi, l'équation (7) est spécifiée de telle manière que, pour un taux de chômage nul, l'offre de travail agrégée serait à sa valeur « notionnelle ». De même, l'équation de la consommation agrégée (8) intègre-t-elle directement la demande contrainte des agents rationnés sur le marché du travail. A propos de ces deux équations, Malinvaud fait remarquer qu'une faible variation du taux de chômage doit s'accompagner de variations du revenu salarial ( $dW$ ) comme de la consommation ( $dC$ ). Par ailleurs, en interprétant le rapport  $dC/dW$  comme la propension marginale globale à consommer (2/3) de cette économie en situation de chômage keynésien, il conclut qu'une baisse du chômage induirait une hausse des salaires se répercutant aux 2/3 sur la consommation agrégée. Désormais, et afin de déterminer l'ampleur de l'excès d'offre sur le marché du travail, il reste à préciser la manière dont les agents rationnés vont modifier leur offre de travail à la suite des contraintes qu'ils perçoivent sur les autres marchés – en l'espèce, le marché des biens. Autrement dit, Malinvaud s'inscrit dans la perspective de Clower (1965) et de Benassy (1975), en cherchant à préciser les demandes et les offres « effectives » des deux catégories de consommateurs. S'agissant des individus

---

identique aux agents, les situations de « chômage » disparaissent au profit des situations de « sous-emploi » (subi par tous les individus) – comme dans les modèles de Barro-Grossman (1971) ou Benassy (1975).

rationnés sur le marché du travail, Malinvaud ([1980a], p. 89) s'appuie sur le fait qu'une situation de chômage keynésien est associée (par construction) à un marché d'acheteurs pour considérer que ces derniers n'ont aucune raison de croire (ou de percevoir) que leur demande sera contrainte sur le marché du bien. Par conséquent, leur offre de travail « effective » reste inchangée, de telle sorte que l'excès d'offre sur le marché du travail se détermine par une simple agrégation :

$$(9) \quad S_L = \frac{Nu(3w\bar{l} - m_o)}{4w}$$

Toutefois, supposer que les agents rationnés sur le marché du travail ne perçoivent pas de contrainte à leur demande de biens, risque de provoquer un excès de demande (potentiel) sur le marché des biens<sup>65</sup>. A ce niveau, Malinvaud est contraint d'introduire une règle supplémentaire à son « schéma de rationnement » pour déterminer la manière dont les biens sont distribués entre les deux catégories de consommateurs. Si la règle qu'il retient a l'avantage d'être simple, elle est également arbitraire : les chômeurs ne sont jamais rationnés, seuls les consommateurs actifs le sont et de manière proportionnelle (*i.e.* pour une quantité identique). Ainsi, les agents non-rationnés sur le marché du travail, après avoir intégré cette contrainte en quantités ( $x_i = x$ ) dans leur programme<sup>66</sup>, sont conduits à réviser leur offre de travail ainsi que leur demande d'encaisses monétaires – c'est là le premier effet associé à l'inflation contenue :

$$(10) \quad l_i = \frac{px + w\bar{l} - m_o}{2w}; \quad m_i = \frac{w\bar{l} + m_o - px}{2}; \quad x_i = x$$

---

<sup>65</sup> Lorsque l'on parle de déséquilibre dans la théorie non-walrasienne, ce n'est qu'en référence aux offres et demandes « notionnelles » qui sont formulées par les agents ; les agents sont ainsi en déséquilibre individuel du point de vue de la théorie walrasienne. Pour autant, les agents ne sont pas en déséquilibre individuel au sens où la loi de Walras ne serait plus vérifiée ; au contraire, le fait que les agents réagissent au rationnement par des « effets de report » traduit la nécessité pour eux d'équilibrer leur contrainte budgétaire. De ce point de vue, les modèles à prix fixes auront suivi la position de Patinkin qui considérait que la formalisation d'échanges hors équilibres n'implique pas de rejeter la loi de Walras (Rubin [2005]).

<sup>66</sup> Il faut souligner ici une hypothèse implicite du modèle de Malinvaud: les agents connaissent et acceptent le « schéma de rationnement » retenu. Par delà le caractère hautement arbitraire de cette hypothèse, il faut souligner son extrême commodité pour Malinvaud: elle lui permet de se passer effectivement de commissaire-priseur, tout en contournant les difficultés liées à la formalisation d'un processus de circulation de l'information par lequel les agents prennent connaissance de leur rationnement sur les marchés (*cf.* Benassy [1975, 1976a])

Sachant que  $x < x_i$ , les consommateurs sont donc contraints de réduire leur offre de travail (et d'augmenter leur loisir) mais aussi d'accroître leur demande d'encaisses. Ce deuxième effet, que Malinvaud qualifie d'*épargne forcée* (à la suite de Robertson [1926] mais surtout de Barro-Grossman [1971]), traduit l'idée que les ménages sont contraints d'épargner une part du revenu qu'ils ne peuvent dépenser en consommation de biens. Un équilibre de sous-emploi keynésien se caractérise ainsi par une offre de travail plus faible, et une demande d'encaisses monétaires plus forte que dans une situation d'équilibre walrasien. Pour déterminer l'équilibre de plein-emploi (inflation contenue), dans lequel aucun consommateur n'est rationné sur le marché du travail mais où tous les consommateurs le sont sur le marché des biens ( $x_i = x$ ), le procédé est plus simple. Tout d'abord, la consommation agrégée se réduit à la somme des demandes contraintes – soit :

$$(11) \quad C = Npx$$

L'offre de travail n'étant pas contrainte dans ce cas, elle est toutefois révisée à la baisse une fois que les agents ont pris en compte leur rationnement sur le marché des biens ( $x_i = x$ ) ; l'équation (12) traduit cette offre de travail « effective ». Il ne reste alors plus qu'à déterminer l'amplitude de la demande excédentaire sur le marché des biens, ce qui ne présente pas de difficultés sachant que les consommateurs ne perçoivent aucune contrainte sur leur offre de travail et n'ont pas de raison de réviser à la baisse leur demande de biens. Ainsi, l'amplitude de la demande excédentaire sur le marché des biens est obtenue en intégrant la quantité disponible ( $x$ ) à la demande « notionnelle » de biens (13) :

$$(12) \quad z = \frac{N}{2w}(px + w\bar{l} - m_o)$$

$$(13) \quad D = \frac{N}{2p}(m_o + w\bar{l} - 2px)$$

L'équilibre de sous-emploi classique, dans lequel les agents sont rationnés sur les deux marchés (travail et biens), se détermine à partir des deux procédés utilisés précédemment. Ainsi, en sachant que la demande de biens est contrainte, on peut exprimer l'équilibre sur le marché du travail en rendant égale la demande de travail  $z$  à une offre de travail « effective », comme dans (12), mais encore contrainte en partie ( $u$ ) – soit :

$$(14) \quad z = \frac{N(1-u)}{2w}(px + w\bar{l} - m_o)$$

On remarque que le sous-emploi classique diffère du cas keynésien, au sens où un taux de chômage nul ne conduira pas au niveau d'emploi correspond à l'équilibre walrasien. Est ici en cause la demande contrainte des individus actifs sur le marché des biens, qui les incite à réviser leur offre de travail à la baisse. Par ailleurs, le marché des biens étant un marché de vendeurs, la consommation agrégée (15) se résume à la somme des consommations des chômeurs et des actifs, celle-ci étant rationnée ( $x_i = x$ ).

$$(15) \quad C = N[2/3m_o u + px(1-u)]$$

Ici encore, d'après le « schéma de rationnement », le rationnement sur le marché des biens est supporté par les seuls consommateurs actifs. Les individus actifs n'étant pas censés percevoir de contraintes sur leur offre de travail, l'amplitude de la demande excédentaire de biens (16) se réduit à la demande non-satisfaite des actifs, de laquelle est retranchée la consommation des chômeurs – supposée toujours satisfaite. Enfin, l'offre excédentaire sur le marché du travail (17) se réduit à l'offre non-satisfaite des chômeurs ( $u$ ), une fois prise en compte le rationnement sur le marché des biens.

$$(16) \quad D = \frac{(1-u)}{2p}(m_o + w\bar{l} - 2px) ; \quad (17) \quad S_L = \frac{Nu}{2w}(px + w\bar{l} - m_o)$$

Dans cette perspective non-walrasienne, il apparaît ainsi clairement que les variables explicatives des fonctions d'offre et de demande globales sont autant les prix ( $p$  et  $w$ ), définissant la contrainte budgétaire, que les contraintes quantitatives (dont les valeurs  $x$  et  $u$  indiquent l'intensité, c'est-à-dire l'amplitude du rationnement pour les agents).

### 3.2.2. Le comportement des producteurs

Le stock de capital (l'équipement) des entreprises étant donné à court terme, la production s'ajuste à la demande par la seule variation de l'emploi. A cet égard, Malinvaud retient une fonction de production reposant sur l'hypothèse de rendements décroissants<sup>67</sup> : les coûts marginaux des entreprises  $y$  sont croissants<sup>68</sup>. Ainsi, Malinvaud spécifie une demande de travail  $z$  (18) qui ne dépend que de la production  $y$  et de la technologie ( $a$ ) ; ou, inversement, une fonction de production qui dépend de ces deux termes (19).

$$(18) \quad z = y\left(1 + \frac{ay}{2}\right) \quad \text{ou} \quad (19) \quad y = \frac{1}{a}[\sqrt{1 + 2az} - 1]$$

Un tel jeu d'hypothèses exige que le niveau de la production (ou de la demande de travail) soit déterminé au préalable – ce qui est possible avec des équilibres non-walrasiens. En effet, en cas de chômage keynésien, la production est contrainte par la demande globale (20) :

$$(20) \quad \frac{C + G}{p}$$

En cas d'inflation contenue, la demande de travail étant contrainte par l'offre de travail, la production est directement donnée par (19). Enfin, le cas de chômage « classique » est plus spécifique, car les entreprises – n'étant rationnées sur aucun marché – sont supposées déterminer  $y$  et  $z$  par elles-mêmes, en maximisant leurs recettes courantes. A cet égard, elles appliquent le programme donné par (21), ou par l'équation (22) qui égalise la productivité

---

<sup>67</sup> Une hypothèse que Malinvaud ([1980a], p. 94-5) justifie longuement. Il considère ainsi que cette hypothèse peut s'appliquer au sein d'une entreprise, dont le comportement est jugé efficace dès lors qu'il conduit à utiliser les équipements en fonction de leur productivité relative. Mais celle-ci est encore supposée s'appliquer entre entreprises, afin de déterminer comment la demande de travail (si rationnée) se distribue entre les unités de production et comment l'offre de biens (si rationnée) se distribue entre les consommateurs. Par ailleurs, l'hypothèse de rendements marginaux décroissants finit d'achever la définition du « schéma de rationnement » de Malinvaud, en ce sens qu'elle signale que les entreprises subiront le rationnement de manière différentielle, *i.e.* en fonction de leur efficacité relative. Ainsi, en cas de pénurie de main-d'œuvre, les entreprises les plus efficaces pourront attirer les travailleurs par des avantages extra-salariaux (ce qu'autorise une productivité marginale du travail plus élevée) ; de même, en cas de pénurie des débouchés, les entreprises les plus efficaces trouveront le moyen d'écouler leurs produits (*via* la publicité).

<sup>68</sup> A l'image de Keynes (1933), raisonnant sous la contrainte du 1<sup>er</sup> postulat classique.



marginale du travail au taux de salaire réel. Dans le cas classique, l'offre de travail et la demande de travail des entreprises peuvent être résumées par les fonctions (23) :

$$(21) \quad \begin{aligned} & \max(\pi) : py - wz \\ S/C : z &= y(1 + \frac{ay}{2}) \quad \text{pour } a > 0 \end{aligned} \quad (22) \quad p = (1 + ay)w$$

$$(23) \quad y = \frac{1}{a}(\frac{p}{w} - 1); \quad z = \frac{1}{2a}(\frac{p^2}{w^2} - 1)$$

On remarque alors que les fonctions (23) sont décroissantes du taux de salaire réel (rendant l'équipement marginal antérieur inefficace) et croissantes du prix du bien. Par ailleurs, l'équation (22) signale que le prix du bien doit être nécessairement plus élevé que le salaire nominal pour que la production soit engagée (condition de rentabilité). Enfin, les fonctions (23) permettent de déterminer : (i) l'offre de biens, en situation de chômage classique, car les entreprises ne perçoivent aucune contrainte sur le marché des biens ; (ii) la demande de travail, en cas d'inflation contenue, car les entreprises ne perçoivent aucune contrainte sur ce marché.

### 3.3. Analyse de l'efficacité des politiques économiques

A partir de son modèle « prototype », Malinvaud étudie l'efficacité de deux types de politique économique : (i) la politique budgétaire, visant à moduler le niveau de la demande autonome<sup>69</sup> ( $G = pg$ ) ; et (ii) la politique des prix et des revenus, visant à modifier la valeur des variables nominales ( $p$  et  $w$ )<sup>70</sup>. Le fait de considérer cette dernière mesure comme un instrument de politique économique que la théorie macroéconomique doit prendre en compte est, en soi, une innovation pour l'époque :

---

<sup>69</sup> Etant donné que Malinvaud adopte le postulat que la demande autonome est toujours satisfaite, il aurait mieux fait d'employer le terme de *dépense autonome*.

<sup>70</sup> Une telle manière de représenter les variables d'action de la politique des prix et revenus relève bien entendu de l'abstraction (notamment à propos de  $p$ ) à des fins d'analyse macroéconomique. Nous aurons l'occasion de revenir sur la signification historique et la portée pratique de la politique des prix et des revenus, du moins en France (cf. chapitre 3 et la partie 3 de la thèse).

« La politique budgétaire traditionnelle, d'inspiration keynésienne, ne doit plus être la seule politique étudiée. [...] On va s'intéresser aussi à la politique des prix et des revenus laquelle a reçu, jusqu'à présent, beaucoup plus d'attention de la part des officiels responsables de la politique économique que de celle des théoriciens. » (Malinvaud [1980a], p. 99)

Aux trois variables tenues pour exogènes dans son modèle ( $g$ ,  $p$  et  $w$ ) correspondent finalement trois types de mesures, dont Malinvaud examine successivement les effets : 1°) la dépense autonome ( $dg$ ) ; 2°) le contrôle général des prix et des salaires ( $\delta = dp/p = dw/w$ ) ; 3°) la modulation différenciée des prix ( $dp$ ), ou celle des salaires ( $dw$ ). Deux critères sont mobilisés par Malinvaud afin d'apprécier l'efficacité de ces mesures, leur capacité à *améliorer l'équilibre*. Le premier critère érige en principe que toute réduction des écarts entre les offres et les demandes (les « déséquilibres ») sur les marchés est « bonne en soi ». Autrement dit, les politiques économiques seront jugées efficaces dès lors qu'elles conduisent à faire tendre l'économie vers une situation d'équilibre walrasien – seul équilibre optimal, par définition. Cependant, et dans le but ne pas passer pour un partisan trop zélé de la théorie de l'équilibre général et de ses conséquences sur la répartition des revenus, Malinvaud ne fait référence au concept d'optimalité parétienne qu'en guise de second critère :

« L'enseignement traditionnel, et l'usage récent de l'expression « analyse du déséquilibre » [...] nous conduisent à considérer comme une amélioration toute réduction des écarts entre l'offre et la demande. Un équilibre meilleur serait dans ces conditions celui pour lequel un solde plus favorable serait obtenu sur les deux marchés. [...] Le principe que nous venons d'énoncer ne peut toutefois nous satisfaire pleinement. Restreindre de la sorte notre attention pourrait signifier que notre raisonnement demeure trop attaché aux conceptions classiques. C'est pourquoi nous avançons un autre critère, qu[i] se fonde sur les variations induites des niveaux d'utilité individuelle  $U_i$  : il y a amélioration de l'équilibre si certains  $U_i$  augmentent sans qu'un seul ne diminue. » (Malinvaud [1980a], p. 101)

Toutefois, le critère de Pareto n'étant pas de nature à contredire le principe selon lequel une situation d'équilibre général constitue un *nec plus ultra*, les précautions prises par Malinvaud pour relativiser l'importance de son premier critère apparaissent dérisoires. Ce qu'il semble reconnaître, d'ailleurs, en mettant en évidence les problèmes que posent l'application du second critère<sup>71</sup> (Malinvaud [1980a], p. 101-102). De plus, il insiste sur l'idée qu'une politique économique qui se donnerait pour objectif d'améliorer le sort des individus à court terme, sans pour autant mettre fin aux déséquilibres, ne ferait que déplacer le problème à

---

<sup>71</sup> Notamment le fait que dans un modèle à prix fixes, où les situations des agents sont souvent hétérogènes, la comparaison interpersonnelle d'utilité est rendue plus difficile. Par exemple, que peut-on conclure des effets d'une baisse des salaires, dans un contexte de chômage classique, si celle-ci conduit à améliorer la situation des chômeurs tout en détériorant celle des actifs ? Ce seul exemple suffit à démontrer que le critère de Pareto est inapplicable en pratique, du moins pour les modèles non-walrasiens.

moyen terme – horizon temporel auquel les effets des déséquilibres se manifesteront avec plus de fracas. Enfin, après avoir rappelé que son modèle « prototype » suppose un niveau d'utilité des agents indépendant du niveau de la dépense autonome  $g$ , il ajoute qu'une telle hypothèse n'est plus tenable à long terme lorsqu'est prise en compte la série des effets favorables et/ou défavorables que la manipulation de la demande publique provoque sur la consommation des agents. Dans ces conditions, où seul le premier critère semble pouvoir s'appliquer, l'analyse de l'efficacité des politiques économiques peut se réduire à leur capacité à résorber (ou non) les déséquilibres<sup>72</sup>. Pour cela, il faut encore compléter, pour chacun des cas, la manière dont l'équilibre non-walrasien est déterminé, en y intégrant le comportement des producteurs.

### 3.3.1. En sous-emploi keynésien

Dans le cas keynésien, la demande de travail détermine l'emploi, de telle sorte que l'équilibre sur ce marché s'obtient à partir de (24), résultant des équations (7) et (21). Sur le marché des biens, l'offre est déterminée par la demande, de telle manière que l'équilibre sur ce marché s'obtient à partir de (25), résultant des équations (1) et (8) :

$$(24) \quad wy(4 + 2ay) = N(3w\bar{l} - m_o)(1 - u)$$

$$(25) \quad py = pg + \frac{2N}{3} m_o u + \frac{N}{2} (m_o + w\bar{l})(1 - u)$$

L'équation déterminant l'équilibre sur le marché des biens (24) étant essentielle pour examiner la formation du chômage keynésien, nous la modifions pour en préciser la portée :

$$py = [pg] + [Nu(2/3m_o)] + [N(1 - u)1/2(m_o + w\bar{l})] = [1] + [2] + [3]$$

La production en valeur sur le marché des biens est fonction des dépenses suivantes : la demande autonome  $g$  [1] ; la consommation des chômeurs (à partir de leurs encaisses) [2] ; la consommation des actifs (à partir de leurs encaisses et de leurs salaires) [3]. Ainsi, on peut s'attendre à ce qu'un effet d'encaisses joue à plein dans la détermination du niveau de

---

<sup>72</sup> Par conséquent, nous ne reproduirons pas, ni ne commenterons, les résultats de Malinvaud obtenus par l'application du second critère ; par ailleurs, ces derniers ne diffèrent pas sensiblement des autres résultats.

l'emploi. Le système d'équations défini précédemment, (24) et (25), permet de déterminer les variables endogènes  $y$  et  $u$ . En éliminant  $u$ , on obtient la relation suivante :

$$(26) \quad (3p - 2w)y - awy^2 = 3pg + 2Nm_o$$

Cette équation permet de déterminer la production à partir du niveau de la demande autonome  $g$ , pour des valeurs données de  $p$  et  $w$ . Par ailleurs, Malinvaud fait remarquer que l'équation (23) comprend un multiplicateur, traduisant l'effet de la variation de la demande autonome ( $g$ ) sur la production ( $y$ ) – dont la valeur est déterminée ci-dessous. Enfin, l'excès d'offre sur le marché du travail ayant déjà été calculé (9), il ne reste qu'à dégager l'excès d'offre sur le marché des biens (27) :

$$(9) \quad S_L = \frac{Nu(3w\bar{l} - m_o)}{4w} ; \quad (27) \quad S = \frac{1}{a} \left( \frac{p}{w} - 1 \right) - y$$

Sur cette base, Malinvaud examine les effets des politiques économiques alternatives – à commencer par les effets induits d'une stimulation de la dépense autonome  $dg$  :

$$(28) \quad dy = \frac{3p}{3p - 2w(1 + ay)} dg = kdg$$

L'expression ci-dessus est supposée traduire l'effet multiplicateur de la dépense autonome, parce qu'elle en partage certaines des propriétés. Et, de fait, la valeur de  $k$  est ici positive et supérieure à 1<sup>73</sup>. Pour Malinvaud ([1980a], p. 104-5), une telle valeur justifie que son modèle est bien fidèle aux enseignements de la théorie keynésienne, à ceci près que la valeur du multiplicateur  $y$  est moins élevée ( $k < 3$ )<sup>74</sup>. Cela s'explique par le fait que la valeur du multiplicateur  $k$  n'est pas uniquement déterminée ici par la propension marginale à consommer  $(2/3)$ <sup>75</sup>, mais également par son interaction avec la propension marginale des firmes à demander du travail. Expliquons ce point qui n'a rien d'évident.

<sup>73</sup> Sachant que  $p > w$ , on en déduit:  $3p > 3p - 2w(1 + ay)$  et, donc, que  $k > 1$ .

<sup>74</sup> La démonstration de ce résultat est donnée dans l'annexe 1.

<sup>75</sup> Si, dans ce modèle, la valeur du multiplicateur était déterminée conformément à la théorie traditionnelle (*i.e.* par la propension marginale à épargner), la valeur de  $k$  serait égale à 3. En effet, on aurait:  $1 / (1 - (2/3)) = 3$ .

De manière générale, les effets multiplicateurs (comme les effets accélérateurs<sup>76</sup>) mesurent l'amplitude des « effets de report » (*spillover effects*) provoqués par les déséquilibres et la série d'effets de substitution et/ou de revenus qu'ils ont entraîné (Weddepohl [1983], p. 384). Pour les théoriciens non-walrasiens, la théorie traditionnelle du multiplicateur repose sur l'hypothèse (implicite) que les ventes sont rationnées, c'est-à-dire qu'elles sont inférieures au niveau qui s'imposerait si les firmes n'étaient pas contraintes par la demande agrégée. Cette différence se traduisant, pour les firmes, par l'écart entre la quantité de biens qu'elles désirent vendre ou produire (offre « notionnelle ») et celle qu'elles vendent effectivement (offre « contrainte ») ; ceci ayant pour conséquence de réduire leur demande (« effective ») de travail. D'où, la valeur positive du multiplicateur  $k$  : une variation positive de la demande autonome entraînerait une variation positive de la production, parce qu'elle desserrerait la contrainte de la demande sur le marché des biens. Pour Benassy ([1976a], p. 102-3), les effets multiplicateurs sont associés à des *K-équilibres* inefficaces (*i.e.* instables), caractérisés par une transmission circulaire des perturbations résultant du fait que les agents ne sont contraints que sur un seul des deux biens qu'ils échangent. Ainsi, les effets multiplicateurs se manifestent surtout dans les cas d'excès d'offre (chômage keynésien) ou d'excès de demande (inflation contenue) généralisée – ce deuxième cas a déjà été analysé en détails par Barro et Grossman (1974). Dans ces deux cas, alors même qu'un ensemble d'échanges mutuellement avantageux existe pour les agents, ces derniers ne peuvent en profiter car le marché ne leur fournit aucun indice (les prix restent fixes) leur permettant de les réaliser<sup>77</sup>.

Dans le cas étudié ici, chômage keynésien, où la production et l'emploi sont déterminés par la demande « effective » de biens et de travail, le blocage résulte d'un problème d'information des agents sur leurs possibilités d'échanges mutuellement avantageux. D'un côté du marché, les consommateurs aimeraient travailler plus et consommer plus (aux prix et aux salaires courants), mais sont contraints par le niveau (trop faible) de la demande de travail. De l'autre côté, les firmes seraient disposées à augmenter l'emploi et la production (aux prix et aux salaires courants), mais sont contraintes par la demande (trop faible) sur le marché des biens. Les consommateurs et les producteurs n'étant contraints ici que sur l'un des deux biens qu'ils échangent, cela revient à dire que ces agents se contraignent les uns les autres : la demande de

---

<sup>76</sup> Sur ce point, voir: Grossman (1972b) et Benassy (1976a, 1976b).

<sup>77</sup> Pour un exposé exhaustif sur la détermination des effets multiplicateur et sur leur impact dans les modèles non-walrasiens, voir: Benassy ([1976b], p. 780-5)

biens est trop faible parce que la demande de travail est trop faible (scénario *à la* Clower) ou, à l'inverse, la demande de travail est trop faible parce que la demande de biens est trop faible (scénario *à la* Patinkin). Par conséquent, il suffit que la contrainte se desserre (se renforce) sur l'un des deux côtés du marché pour que s'enclenche une série de perturbations progressives (récessives) : la demande de biens progresse (régresse) si la demande de travail progresse (régresse) ; et inversement. Ainsi, en admettant que la demande agrégée contraint l'offre agrégée, le multiplicateur  $k$  des modèles non-walrasiens peut directement mesurer l'effet de la contrainte qu'exerce la demande agrégée (autonome) sur la demande de travail (Weddepohl [1983], p. 385). Dans ces circonstances, une augmentation de la dépense publique permet de débloquent la situation (par l'offre) et de permettre une série de transactions supplémentaires (aux prix et aux salaires donnés). Face à la croissance de la demande sur le marché des biens, les firmes augmentent leur production et, donc, leur demande de travail. Ce faisant, un certain nombre de salariés retrouvent un emploi et peuvent exprimer leur demande (« notionnelle ») sur le marché des biens, incitant en retour les firmes à accroître l'emploi.

Ainsi, à partir de la relation (28), on peut observer qu'une stimulation de la demande autonome  $g$  agit positivement sur la production, induisant une croissance de la demande de travail (et une réduction du chômage). Cela a donc pour conséquence la réduction de l'offre excédentaire sur les deux marchés du travail et des biens. Passons maintenant à l'examen des mesures de régulation *via* les prix et revenus, à partir de la différenciation de l'équation (26) :

$$(29) \quad \frac{pdy}{k} = \frac{2}{3}zdw - (y - g)dp \quad \text{avec } z = y\left(1 + \frac{ay}{2}\right)$$

Il apparaît ici que l'effet induit par une variation du prix ( $dp$ ) et du salaire nominal ( $dw$ ) sur la production ( $dy$ ) dépend à la fois du niveau des variables exogènes ( $g, p, w, a$ ), et de celui de la production  $y$  (l'effet final dépend donc du niveau initial de  $y$ ). Pour étudier les effets d'une politique de réduction proportionnelle des prix et des salaires, on introduit le paramètre  $\delta$  dans (26) pour obtenir, à partir de (29), la relation suivante :

$$(30) \quad pdy = -\frac{2k}{3}Nm_o\delta$$

La réduction proportionnelle des prix et des salaires augmente la production *via* l'effet d'encaisses réelles. En effet, bien que le salaire  $w$  diminue, la baisse des prix stimule le pouvoir d'achat des consommateurs de manière plus que proportionnelle car la demande globale s'élève. Ainsi, par l'élévation de la consommation des chômeurs (ne disposant que de leurs encaisses), l'offre excédentaire se réduit sur le marché des biens (27). Mais la baisse proportionnelle des prix a encore pour effet de réduire l'excès d'offre sur le marché du travail (9), à la suite de l'évolution croisée de l'offre de travail (qui décroît par un effet d'encaisses) et de la demande de travail (qui croît avec la baisse de  $p$  et  $w$ ). Enfin, s'agissant des mesures différenciées, on peut observer que la réduction des prix (à  $w$  constant) a des effets positifs. D'après (29), la production augmente *via* la croissance nette du pouvoir d'achat des consommateurs, qui bénéficient d'un effet revenu ( $w$ ) combiné à un effet richesse ( $p$ ). Quant à l'effet d'une augmentation des salaires (à  $p$  constant), l'effet est plus ambigu : s'il est clair que la hausse de  $w$  accroît la production (29) et réduit de ce fait l'excès d'offre sur le marché des biens (27), son effet sur le taux de chômage reste indéterminé. Cela résulte du fait que la demande comme l'offre de travail évoluent de manière croissante avec le salaire ( $w$ ). Enfin, il faut préciser l'amplitude de la variation de l'offre de travail par rapport à celle de la demande de travail pour pouvoir conclure à un effet positif sur le chômage<sup>78</sup>.

### 3.3.2. En sous-emploi classique

Dans le cas classique, les consommateurs sont rationnés sur les deux marchés : les entreprises ne trouvent pas intérêt à faire croître la production de biens (« marché d'acheteurs »), ni le niveau d'emploi (« marché d'acheteurs »). Dans ces circonstances, la situation est entièrement déterminée par le comportement des producteurs, qui imposent leurs exigences en quantités au reste de l'économie. On peut donc appliquer les équations (23), en rappelant qu'elles font dépendre la production  $y$  et la demande de travail  $z$  du seul niveau  $w/p$ . Par conséquent, on peut déjà anticiper que tout type de mesure qui n'aurait pas pour effet de faire varier à la baisse le salaire réel sera jugé inefficace – voire carrément dommageable : que ce soit la stimulation de  $g$ , la baisse des prix  $p$ , la hausse des salaires  $w$  ou la réduction proportionnelle de  $p$  et  $w$ . Dans cette situation, l'équation d'équilibre du marché des biens s'obtient à partir de

---

<sup>78</sup> Ce que Malinvaud s'efforce de développer, en précisant l'ensemble des conditions nécessaires à satisfaire pour que cette proposition soit vérifiée. Notons cependant qu'une telle sophistication de l'analyse est inutile, dès lors que l'on suppose la fixité de l'offre de travail (et donc son inélasticité à la variation du salaire nominal).

(1), en précisant les consommations de chaque catégorie d'agents. Par ailleurs, il faut rappeler que le « schéma de rationnement » de Malinvaud impose que les consommations de la demande autonome ( $g$ ) et des chômeurs ne sont pas rationnées, mais que seule la consommation des actifs l'est, et de manière identique ( $x$ ). Soit :

$$(31) \quad py = pg + \frac{2N}{3} m_o u + N(1-u)px$$

L'offre « effective » de travail des actifs (révisée à la suite du rationnement sur le marché des biens) ayant déjà été déterminée (21), l'équilibre sur le marché du travail s'écrit :

$$(32) \quad 2wz = N(1-u)(px + w\bar{l} - m_o)$$

Les deux équations d'équilibre (31) et (32) permettent de déterminer simultanément le taux de chômage  $u$  et la consommation des actifs  $x$ . Après quelques transformations algébriques, on peut exprimer la dépendance de ces deux variables endogènes à l'ensemble des variables exogènes (entre autres  $p$ ,  $w$  et  $g$ ) :

$$(33) \quad x = \frac{m_o - w\bar{l}}{p} + \frac{2wz}{N(1-u)p}$$

$$(34) \quad \left(\bar{l} - \frac{m_o}{3w}\right)u = \frac{w - p(1+ag)}{Naw} - \frac{m_o}{w} + \bar{l}$$

Pour faciliter l'analyse des politiques économiques, on rappelle les définitions de la demande excédentaire de biens (16) et l'offre excédentaire de travail (17) en cas de chômage classique :

$$(17) \quad S_L = \frac{Nu}{2w} (px + w\bar{l} - m_o) ; \quad (16) \quad D = \frac{(1-u)}{2p} (m_o + w\bar{l} - 2px)$$

D'après (34), on observe qu'une augmentation de la demande autonome  $g$  a pour effet paradoxal de diminuer le chômage en laissant la production inchangée. Tout d'abord, dans le cas classique, la production est déterminée de manière autonome, en fonction des seules valeurs du salaire et du prix – et, de fait, aucune des équations ci-dessus ne fait intervenir  $y$



comme variable dépendante. Ainsi, à production inchangée, il apparaît évident que la croissance de la dépense autonome a pour effet d'intensifier la demande excédentaire sur le marché des biens (16). Toutefois, le mécanisme par lequel se traduit cet effet est moins simple que l'idée intuitive associée à un « effet d'éviction » qui serait provoqué par la croissance de  $g$  (ne serait-ce que parce que  $g$  ne figure pas dans les variables déterminant  $D$ ). En fait, la demande excédentaire (16) croît parce que le taux de chômage s'affaiblit ; d'ailleurs, d'après (34), on observe que  $u$  dépend négativement de  $g$ . Ainsi, la raison pour laquelle la demande excédentaire s'accroît tient à la baisse du taux de chômage, et donc du nombre de chômeurs – dont on rappelle que la consommation, avec celle de la demande autonome, n'est pas rationnée. En effet, d'après (33), la baisse du chômage  $u$  tend à réduire la consommation des actifs ( $x$ ). Mais, dans ce cas, le phénomène à expliquer n'est pas tant la croissance de la demande excédentaire que la baisse du taux de chômage consécutive à la croissance de  $g$ . Pour cela, il faut observer que le rationnement des actifs sur le marché des biens (baisse de  $x$ ) les conduit à réduire leur offre « effective » de travail (10), ce qui (à  $y$  et  $z$  inchangés) libère des emplois pour les chômeurs désirant consommer plus de biens. Enfin, l'offre excédentaire sur le marché du travail (17) diminue également, à la suite de la baisse du chômage  $u$  et de la quantité  $x$  consommée par les individus actifs. Ainsi, l'augmentation de la demande autonome  $g$  réduit le chômage *via* un mécanisme tout à fait particulier : un effet de redistribution des emplois entre actifs et inactifs. Ce résultat, comme l'explication théorique d'où il dérive, paraît bien curieux – ce dont Malinvaud a par ailleurs conscience, car il n'hésite pas à en relativiser la portée quelques pages plus loin :

« On peut présenter deux nouveaux arguments contre une politique d'expansion budgétaire lorsque le sous-emploi est de type classique. D'abord, une telle politique diminue l'utilité dont jouissent les individus employés<sup>79</sup>. Ensuite, elle n'est efficace que dans la mesure où elle renforce le rationnement sur le marché des biens, et par conséquent conduit les individus à réduire leur offre de travail. Mais l'accroissement du déséquilibre sur le marché des biens ne semble pas favorable à la réalisation de la croissance à long terme, car elle peut être la source de difficultés futures. » (Malinvaud [1980a], p. 115)

L'effet d'une réduction proportionnelle des prix et des salaires est analogue, au sens où cette mesure induit une réduction du chômage sans modifier le niveau de l'emploi. En différenciant la relation (34) et en introduisant le paramètre  $\delta$ , Malinvaud dégage la relation suivante :

---

<sup>79</sup> Ce premier argument est largement rhétorique, car Malinvaud a lui-même postulé que l'utilité des agents était supposée indépendante du niveau de la dépense autonome.

$$du = \frac{(3-u)m_o\delta}{3w\bar{l} - m_o}$$

S'il apparaît ainsi qu'une réduction proportionnelle des prix joue positivement sur la variation du taux de chômage, le mécanisme économique qui y conduit doit encore être précisé. Ici, la baisse des prix conduit à accroître la richesse des agents (par le truchement d'un effet d'encaisses), incitant les actifs à réviser à la baisse leur offre de travail inférieure. En effet, sachant leur rationnement sur le marché des biens, ces derniers préfèrent logiquement substituer du loisir au travail (à niveau de consommation inchangée) plutôt que de maintenir leur offre de travail et accroître leur demande contrainte. Ici encore, la réduction de l'offre « effective » de travail des actifs libère des emplois pour les chômeurs, de telle sorte que la réduction proportionnelle des prix puisse être considérée comme étant de nature à réduire l'offre excédentaire sur le marché du travail (et donc le taux de chômage) et la demande excédentaire sur le marché des biens. Plus complexes sont les mesures portant spécifiquement sur le seul prix (ou le salaire), car elles affectent l'ensemble des variables endogènes ( $y, z, u, x$  et  $p$  ou  $w$ ) ; toutefois Malinvaud ne s'intéresse qu'à leur effet sur le taux de chômage  $u$  à partir de (34). Et d'après cette dernière équation, où le taux de chômage apparaît comme une fonction décroissante du prix, une baisse des prix conduira à accroître le chômage. A l'inverse, une hausse des prix diminuera le taux de chômage, en raison de son effet stimulant sur l'offre de biens et sur la demande de travail (*via* la baisse du salaire réel). Enfin, et très logiquement, la demande de travail des entreprises étant supposée décroissante avec le niveau des salaires, une baisse des salaires tend à réduire le taux de chômage. Il faut encore noter que cette mesure résorbe le déséquilibre sur le marché des biens par le double effet qu'elle induit : à la baisse sur le revenu des actifs, et à la hausse sur l'offre de biens. Par conséquent, bien que le revenu salarial diminue, la consommation globale s'accroît à mesure que l'emploi et la production s'accroissent. A ce niveau, ce qui oppose le chômage classique au chômage keynésien s'observe le plus nettement à partir des effets de la politique des prix et des revenus : dans le cas classique, la réduction du chômage suppose de relever les prix ou de baisser les salaires, alors que c'est précisément le contraire qui s'impose dans le cas keynésien. Ainsi, pour Malinvaud, il aura fallu attendre la théorie non-walrasienne pour achever de clarifier la nature de l'opposition entre keynésiens et classiques :

« Cela explique pourquoi les débats de politique économique étaient si chauds dans les années trente, époque où beaucoup d'économistes raisonnaient plus ou moins en termes classiques, alors que d'autres étaient déjà « Keynésiens » sans le savoir. » (Malinvaud [1980a], p. 113-4)

Prenant appui sur l'intuition de Hicks (1973), Malinvaud suggère enfin que la symétrie des mesures de politique économique à adopter face à ces deux types de chômage repose sur le fait que la hausse des salaires produit toujours deux effets contradictoires : un effet de substitution du capital au travail, et un effet de transfert de revenus diminuant l'épargne globale<sup>80</sup>. Mais l'opposition symétrique s'arrête là ; car nous avons vu que toutes les autres mesures ont pour effet analogue d'abaisser le taux de chômage. Et cela, bien que la stimulation de la dépense autonome ou la baisse proportionnelle des salaires et des prix ait un impact plus grand dans le cas keynésien (Malinvaud [1980a], p. 114-5).

### 3.3.3. En inflation contenue

Le cas de l'inflation contenue est, à la fois, le plus facile à décrire et celui qui a déjà été le plus analysé<sup>81</sup>. Toutefois, nous reprenons ci-dessous les quelques éléments de formalisation qu'en propose Malinvaud. Pour commencer, il faut prendre acte du fait que dans cette situation (associée au « plein-emploi »<sup>82</sup>) ce sont les entreprises qui sont rationnées sur le marché du travail, de telle sorte que la fonction de production (19) peut s'appliquer :

$$(19) \quad y = \frac{1}{a}[\sqrt{1 + 2az} - 1]$$

Dans cette situation, l'équilibre sur le marché du travail se détermine à partir de (35), où la demande de travail  $z$  est contrainte par l'offre de travail « effective » globale (10) car les consommateurs sont supposés rationnés sur le marché des biens :

---

<sup>80</sup> Un tel rapprochement apparaît toutefois largement usurpé. En effet, dans le modèle de Malinvaud (1977) où le stock de capital est donné et où les facteurs de production ne sont pas substituables entre eux, l'ajustement de la production se fait uniquement par la variation de l'emploi. Ici, la hausse des salaires (ou la baisse des prix) ne parvient pas à résorber le chômage classique non pas parce que les entreprises substituent du capital au travail mais parce qu'elles réduisent leur production en quantité (à  $p$  donné, le relèvement des salaires  $w$  rend non-profitable une partie de la production antérieure). Parallèlement, dans le cas keynésien, la hausse des salaires ne résorbe pas le chômage parce qu'elle conduit (par un effet de redistribution) à abaisser l'épargne globale, mais parce que les consommateurs n'ont pas les moyens de financer leur demande « notionnelle ».

<sup>81</sup> Malinvaud renvoie d'ailleurs à Barro-Grossman (1974) pour un examen plus exhaustif que le sien.

<sup>82</sup> Le « plein-emploi » doit être en effet être relativisé, en prenant compte du fait que cette situation est associée à un niveau d'emploi tellement faible résultant de la difficulté à attirer la main-d'œuvre sur le marché du travail. Dans les modèles non-walrasiens, le seul véritable équilibre de plein-emploi est celui correspondant à l'équilibre walrasien.

$$(35) \quad 2wz = N(px + w\bar{l} - m_o)$$

Par ailleurs, le niveau de rationnement  $x$  des consommateurs sur le marché des biens s'obtient après déduction de la demande autonome (toujours satisfaite) :

$$(36) \quad Nx = y - g$$

En éliminant  $y$  et  $x$  des trois équations précédentes, Malinvaud dégage une relation qui permet de déterminer une relation entre l'*input* de travail  $z$  et les variables exogènes, qu'il exprime directement sous forme différentielle :

$$(37) \quad vdz = Nx dp - (2z - Nl)dw - pdg \quad \text{avec} \quad v = 2w - (p/1 + ay)$$

Pour faciliter la discussion des mesures de politique économique, nous reprenons les relations exprimant la demande excédentaire sur le marché du travail (38) et sur celui des biens (13) :

$$(38) \quad D_L = \frac{1}{2a} \left( \frac{p^2}{w^2} - 1 \right) - z ; \quad (13) \quad D = \frac{N}{2p} (m_o + w\bar{l} - 2px)$$

Dans une situation d'inflation contenue, où les entreprises sont disposées à répondre à l'excès de demande de biens, mais font face à une main-d'œuvre insuffisante, tout le problème consiste à inciter les consommateurs à offrir plus de travail. Dans cette perspective, une politique budgétaire expansive aurait nécessairement des effets déplorables, car elle conduirait à accentuer le rationnement sur le marché des biens et donc à réduire plus encore la consommation individuelle  $x$  (ce qui est l'argument principal de l'offre « effective » de travail). A l'inverse, une politique budgétaire restrictive ( $dg$ ) peut améliorer la situation du fait qu'elle desserre mécaniquement la contrainte sur le marché des biens (36), ce qui incite les consommateurs à offrir une plus grande quantité de travail. Dans ces conditions, les demandes excédentaires sur les deux marchés vont se réduire : l'excès de demande sur le marché des biens car elle dépend négativement de l'ampleur du rationnement ( $x$ ), mais également l'excès de demande de travail, car elle dépend négativement de l'*input* de travail ( $z$ ). De la même manière, une politique d'augmentation proportionnelle des prix et des salaires permet d'améliorer la situation d'inflation contenue. Ici, l'offre de travail tend à s'accroître sous la

pression de trois facteurs : (i) un effet d'encaissements, car la hausse des prix diminue la valeur des encaissements monétaires (de telle sorte que l'augmentation de la consommation ne puisse être obtenue que par une augmentation de la quantité de travail offerte) ; (ii) un effet revenu, car la hausse des salaires stimule le pouvoir d'achat des consommateurs ; (iii) un desserrement de la contrainte quantitative sur le marché des biens, car la hausse de la production (à la suite de l'augmentation de l'offre de travail) conduit à accroître le niveau consommation individuelle (x). Enfin, si une augmentation proportionnelle des prix conduit effectivement à des effets essentiellement positifs, les mesures sélectives sur les prix ou les salaires sont nettement moins efficaces et ne réduisent que marginalement les tensions sur l'un des deux marchés (respectivement, le marché des biens et celui du travail).

#### **IV. Prolongements et limites du modèle « prototype »**

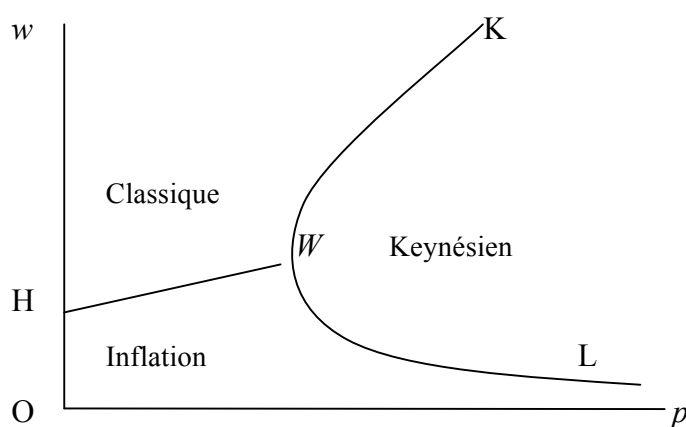
Dans la dernière partie de *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Malinvaud met en perspective son modèle « prototype », en soulignant doublement la portée théorique et la portée pratique. Mais, dans un premier temps, il fournit une représentation graphique (« la constellation prix-salaires ») qui a pour vocation principale de préciser le domaine de validité des trois régimes d'équilibre identifiés par la théorie non-walrasienne. À l'appui de ce graphique, il cherche à démontrer que les situations de chômage keynésien ont, dans nos sociétés, une probabilité d'occurrence plus élevée que n'importe quelle autre situation (notamment celle associée à un chômage classique). Dans un second temps, Malinvaud esquisse les possibilités d'extensions dont ce modèle peut faire l'objet, notamment au-delà de la courte période. Avant de proposer son diagnostic de la crise économique des années 1970, présenté comme une simple application des quelques thèses développées dans son ouvrage.

##### ***4.1. Le rôle de la « constellation prix-salaires »***

Bien que cela ait pu apparaître entre les lignes, la partie précédente a omis un facteur important de détermination des équilibres non-walrasiens : le domaine des valeurs exogènes pour lesquelles chacune des situations s'applique. En définissant comme nous l'avons fait un type d'équilibre par ses propriétés correspondantes (un chômage classique étant associé au rationnement de la demande sur les deux marchés), il a été possible de procéder à l'étude des effets des politiques économiques alternatives, car le problème était de savoir si celles-ci

		Politique budgétaire		Politique des prix et des revenus					
		$dg > 0$	$dg < 0$	$d\delta > 0$	$d\delta < 0$	$dp > 0$	$dp < 0$	$dw > 0$	$dw < 0$
<b>Chômage keynésien</b>	$L^o > L^d$	$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow, L^o \downarrow$ )			$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow, L^o \downarrow$ )		$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow, L^o \uparrow$ )	$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow, L^o \uparrow$ )	
	$Y^o > Y^d$	$Y \uparrow$ ( $Y^d \uparrow, Y^o \uparrow$ )			$Y \uparrow$ ( $Y^d \uparrow, Y^o \uparrow$ )		$Y \uparrow$ ( $Y^d \uparrow, Y^o \uparrow$ )	$Y \uparrow$ ( $Y^d \uparrow$ )	
<b>Chômage classique</b>	$L^o > L^d$	$U \downarrow$ ( $L^o \downarrow$ )			$U \downarrow$ ( $L^o \downarrow$ )	$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow$ )			$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow$ )
	$Y^o < Y^d$	$Y \approx$ ( $Y^d \uparrow$ )			$Y \uparrow$ ( $Y^d \uparrow$ )	$Y \uparrow$ ( $Y^o \uparrow$ )			$Y \uparrow$ ( $Y^o \uparrow$ )
<b>Inflation contenue</b>	$L^o < L^d$		$U \downarrow$ ( $L^o \uparrow$ )	$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow$ )		$U \downarrow$ ( $L^d \uparrow, L^o \uparrow$ )		$U \downarrow$ ( $L^d \downarrow, L^o \uparrow$ )	
	$Y^o < Y^d$		$Y \uparrow$ ( $Y^o \uparrow$ )	$Y \uparrow$ ( $Y^o \uparrow$ )		$Y \uparrow$ ( $Y^o \uparrow$ )		$Y \downarrow$ ( $Y^o \downarrow, Y^d \uparrow$ )	

amélioreraient ou détérioreraient la situation. Mais cette méthode se révèle insuffisante dès lors que l'on cherche à se représenter la trajectoire subséquente de l'économie dans l'espace des équilibres non-walrasiens (incluant l'équilibre walrasien). Ainsi, on cherche désormais à savoir si, partant d'une situation de chômage keynésien, une politique budgétaire expansive rapprochera l'économie du point d'équilibre walrasien tout en la faisant basculer vers un autre régime d'équilibre (associée à un chômage classique ou une inflation « contenue »). Pour cela, il faut préciser l'ensemble des valeurs exogènes – les plus importantes étant la dépense publique  $g$ , les prix  $p$  et les salaires  $w$  – qui participent de la détermination des équilibres non-walrasiens comme de l'équilibre walrasien lui-même. C'est à un tel examen que se livre Malinvaud ([1980a], p.127-36) dans la troisième partie de son ouvrage. Cependant, en prévenant de la lourdeur analytique de cette tâche, il se limite à développer la détermination complète du seul cas de chômage classique et se contente de donner quelques indications sur le domaine de validité des autres cas<sup>83</sup>. A l'issue de cet examen, Malinvaud expose sa « constellation prix-salaires », qui illustre graphiquement la position relative des différents types d'équilibres non-walrasiens en fonction des valeurs du couple  $(p, w)$ <sup>84</sup>.



Source : Malinvaud ([1980a], p. 134)

<sup>83</sup> Nous ne reproduisons pas cette partie démonstrative, car elle contient une série de transformations algébriques qui aurait alourdi plus encore ce chapitre sans gains substantiels du point de vue de l'intelligibilité du modèle « prototype » développé par Malinvaud.

<sup>84</sup> Si seules les valeurs des prix et des salaires apparaissent sur les axes, les autres valeurs exogènes (notamment celles de la dépense autonome et des encaisses) sont considérées comme données pour pouvoir tracer les frontières entre équilibres. Par conséquent, l'évolution de ces valeurs exogènes tend à déplacer les frontières dans le plan  $(p, w)$ . Ainsi, une augmentation (réduction) de la demande autonome ou des encaisses initiales déplace la tripartition vers le nord-est (sud-est), tel que le couple de valeurs  $(p, w)$  assurant l'équilibre walrasien se situe à un niveau plus faible (élevé) qui correspond à une situation d'inflation contenue (chômage keynésien).

A travers ce graphique, analogue à celui proposé par Benassy<sup>85</sup> (1975), le domaine de validité des équilibres non-walrasiens apparaît plus nettement. Le point d'équilibre walrasien  $W$ , où l'emploi et la production sont à leur plus haut niveau, est associé à un niveau proportionnel du prix et des salaires. Le chômage classique y apparaît essentiellement déterminé par un niveau des salaires trop élevé vis-à-vis de celui des prix, pour un niveau de salaire réel trop élevé. Par ailleurs, considérant les points épousant la courbe  $WK$ , on observe que ce phénomène se maintient pour un niveau des prix évoluant de manière plus que proportionnelle au niveau des salaires. Enfin, à salaires (prix) constants, il apparaît qu'une situation de chômage classique dégénère en chômage keynésien (inflation contenue).

Aussi la « constellation prix-salaires » permet de mieux comprendre les raisons de la demande excédentaire sur les deux marchés : les producteurs ne trouvent pas profitable d'embaucher plus de main-d'œuvre parce que les salaires (réels) sont trop élevés, tandis que les consommateurs souhaitent consommer plus en raison de la faiblesse des prix. De manière quasi-symétrique, le chômage keynésien apparaît pour un niveau élevé des prix relativement à celui des salaires nominaux, c'est-à-dire pour un faible niveau des salaires réels. Si cela apparaît le plus nettement pour les points se situant le long de la courbe  $WL$ , cela reste vrai pour tous les points situés au-dessus de celle-ci<sup>86</sup>. Ici encore, la « constellation prix-salaires » permet de clarifier la nature du chômage keynésien : d'un côté, des prix élevés et des salaires (réels) faibles inciteraient les producteurs à offrir un plus fort volume de biens, de l'autre, les consommateurs ne peuvent pas satisfaire leur demande de biens en raison de la faiblesse de leur pouvoir d'achat (revenus salariaux et encaisses). La situation ne peut donc logiquement s'améliorer que si la consommation globale s'accroît : que ce soit par la stimulation de la demande autonome, par la hausse des salaires (effet revenu) ou encore par la diminution du

---

<sup>85</sup> Sinon que la position des différents équilibres non-walrasiens y est inversée dans l'espace, parce que le salaire réel est représenté en ordonnée et la valeur des encaisses en abscisse. Ainsi, pour Benassy (1976a), le chômage classique (*stagflation*) apparaît-il pour un niveau élevé des salaires réels et des encaisses.

<sup>86</sup> Malinvaud indique que les points de la courbe  $WK$  traduisent une situation intermédiaire proche de celle décrite par Keynes dans la *Théorie Générale*: « [l]e chômage est alors provoqué par un salaire nominal qui est trop élevé, même une fois prise en compte l'hypothèse que le prix  $p$  s'ajuste de façon à permettre l'égalité de la demande et de l'offre sur le marché des biens. » (Malinvaud [1980a], p. 132) Toutefois, une telle situation paraît bien étrangère à la théorie de Keynes, où toute forme de chômage résultant d'une réduction de l'emploi (du fait de la réduction l'offre de biens) s'accompagne, à salaire nominal fixe, d'un ajustement à la baisse du niveau des prix tel que l'équilibre de sous-emploi s'établit pour un niveau de salaire réel plus élevé. A l'inverse, le graphique ci-dessus semble suggérer (le long de la courbe  $WK$ ) qu'une série d'équilibres de sous-emploi keynésiens s'établit pour des valeurs perpétuellement croissantes du couple  $(p, w)$  ; ce qui présuppose, à tort, l'existence d'une variation proportionnelle des prix et des salaires dans la *Théorie Générale* de Keynes.



prix du bien (effet richesse). Enfin, le cas d'inflation « contenue » est associé à un faible niveau des salaires nominaux pour un niveau quelconque des prix (faible ou élevé). Dans cette situation, seule la valeur des encaisses permet d'expliquer l'existence d'une demande excédentaire sur les deux marchés. En effet, la demande excédentaire de biens résulte avant tout de la faiblesse des prix, telle que l'occurrence d'une inflation « contenue » diminue à mesure que le prix s'accroît (le long de la courbe  $WL$ ) et que la situation tend à dégénérer en chômage keynésien. De même, sur le marché du travail, l'effet d'encaisses explique la faible quantité de travail offerte par les consommateurs alors que les firmes seraient disposées à embaucher plus de main-d'œuvre.

#### ***4.2. De l'occurrence du chômage keynésien***

Il faut reconnaître que la « constellation prix-salaires » de Malinvaud traduit habilement, et assez efficacement, le message de Keynes : il existe une grande variété de situations d'emploi qui se distribuent de manière symétrique autour du point d'équilibre de plein-emploi, au sein de laquelle les situations de « dépression » ont une plus grande probabilité de se manifester. En effet, dans le graphique ci-dessus, l'occurrence d'une situation d'équilibre walrasien ( $W$ ) relève de l'anecdote, alors qu'une situation de « chômage keynésien » occupe la plus grande partie du plan. Mais la « constellation prix-salaires » illustre encore de manière simple et efficace le message de la théorie non-walrasienne : bien que sa probabilité d'occurrence soit plus élevée, le chômage keynésien n'est que l'un des types d'équilibre (à côté de l'inflation contenue et du chômage classique) pouvant se manifester à court terme. Par conséquent, cette représentation graphique illustre parfaitement l'ambition de généralité de la théorie non-walrasienne, qui se veut dépasser à la fois la théorie classique (dans sa version modernisée : le modèle Arrow-Debreu) et la théorie keynésienne (dans sa version édulcorée : le modèle IS-LM)<sup>87</sup>. Fort de cette conviction, Malinvaud cherche ensuite à inscrire son approche théorique dans la perspective de la synthèse néoclassique et la schizophrénie méthodologique qui lui est associée :

« Il est juste de dire, selon l'opinion dominante, l'hypothèse de prix fixes paraît adaptée à l'étude des phénomènes de courte période, tel le chômage, tandis que l'hypothèse de prix parfaitement

---

<sup>87</sup> Cette ambition est partagée par la plupart des théoriciens non-walrasiens, notamment Benassy ([1976a], p. 110) qui n'hésite pas à affirmer que son concept d'équilibre (*K-équilibre*) « [...] généralise l'équilibre Keynésien traditionnel et contient l'équilibre Walrasien comme cas particulier. »

flexibles conviendrait mieux à celle de la croissance et des tendances de longue période. Bien que rigides en effet, prix et salaires réagiraient aux écarts prolongés entre demandes et offres. [...] Je suis tout disposé à admettre qu'une théorie à prix flexibles, qui soit parfaitement adéquate, puisse être élaborée pour étudier la croissance, sans qu'il y ait lieu d'envisager pour cela les fluctuations à court terme [...]. » (Malinvaud [1980a], p. 141)

Cependant, désireux de justifier le bien-fondé du recours alternatif à la théorie keynésienne (*i.e.* la théorie non-walrasienne) ou la théorie classique selon l'horizon temporel considéré, Malinvaud doit encore démontrer que : 1°) les équilibres successifs se manifestant à court terme sont indépendants des variations de l'équilibre walrasien de long terme ; 2°) les fluctuations à court terme tendent à privilégier les situations d'inflation « contenue » et de chômage keynésien. S'agissant du premier point, Malinvaud ([1980a], p.142) considère que la variation au cours du temps des paramètres structurels de l'économie (entre autres : les techniques de production, les encaisses monétaires, la demande autonome), et à laquelle s'ajoute la viscosité des salaires et des prix à court terme, suffisent à expliquer que l'équilibre walrasien mouvant de courte période ( $W$ ) diffère de sa position de longue période ( $W_L$ )<sup>88</sup>.

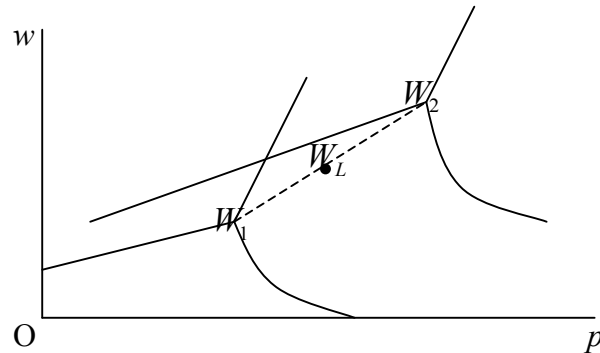
Ainsi, le postulat de dichotomie court terme-long terme conduit Malinvaud à soutenir que le concept d'équilibre walrasien n'est pas unifié selon l'horizon temporel considéré<sup>89</sup>. Mais il reste encore à expliquer pourquoi seules les situations de chômage keynésien et d'inflation contenue sont celles qui se manifestent les plus fréquemment à court terme. Sur ce point, l'argument de Malinvaud a l'avantage de la simplicité. En effet, il fait reposer l'essentiel de son raisonnement sur l'idée que les perturbations affectant la formation de l'offre et de la demande résultent le plus souvent des variations de la demande autonome (l'investissement, les stocks, la dépense publique ou encore la demande étrangère) et non, par exemple, des variations des besoins unitaires en main-d'œuvre (Malinvaud [1980a], p.144-5). Ainsi, le cycle conjoncturel des économies de marché peut se résumer de la manière suivante (*cf.*

---

<sup>88</sup> Sauf à supposer une trajectoire stationnaire de l'économie, où l'équilibre walrasien s'établissant à court terme correspondrait effectivement à l'équilibre walrasien de long terme.

<sup>89</sup> Malinvaud présente toutefois son argument d'une autre manière. Pour pouvoir soutenir que l'équilibre walrasien de courte période équivaut à celui de longue période, il faut que les deux propositions suivantes soient vérifiées: (i) la « constellation prix-salaires » doit évoluer de telle manière qu'elle coïncide avec le sentier de l'équilibre walrasien de longue période, ou au moins de façon aléatoire autour de lui (sans privilégier aucune direction) ; (ii) l'équilibre walrasien de courte période doit se déplacer autour de l'équilibre walrasien de longue période (plus ou moins régulièrement et de façon aléatoire). Toutefois, si ces deux propositions étaient effectivement vérifiées, des situations de chômage classique devraient s'observer plus fréquemment puisque l'équilibre walrasien de longue période se trouverait tour à tour dans chacune des trois régions de la « constellation prix-salaires ». Ceci n'étant pas le cas (l'argument reposant ici sur un fait d'observation), une des deux propositions doit être fautive – Malinvaud semble considérer qu'il s'agit de la deuxième, car il reprend la 1<sup>ère</sup> proposition deux pages plus loin comme postulat d'un nouveau raisonnement.

graphique ci-dessous) : pour une variation positive donnée du niveau de la demande autonome  $g$ , l'équilibre walrasien à court terme se déplace vers le haut du plan associé à un niveau des prix et des salaires plus élevé (on passe de  $W_1$  à  $W_2$ )<sup>90</sup>.



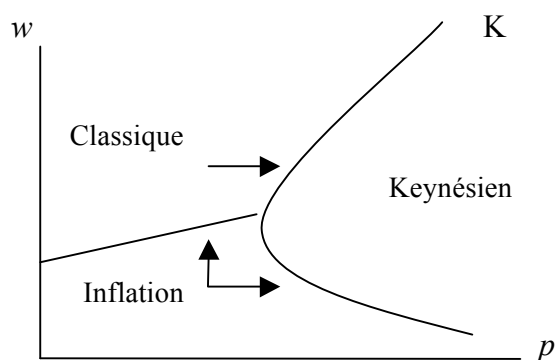
Source : Malinvaud ([1980a], p. 145)

Par le surcroît de demande qu'elle génère, l'évolution de la demande autonome fait tendre les prix à la hausse sur le marché des biens, contraignant les entreprises à élever le salaire nominal : soit pour maintenir un niveau de production constant (supposant un salaire réel inchangé), soit pour élever le niveau de production (exigeant un salaire réel plus élevé). Par conséquent, dès lors que les prix et les salaires sont fixés à court terme et que l'équilibre walrasien de court terme oscille selon le niveau de la demande autonome, une économie ne peut se trouver confrontée qu'à une situation caractérisée, alternativement, par le sous-emploi keynésien ou l'inflation contenue. Ainsi, en supposant qu'une économie se trouve initialement dans une position d'équilibre walrasien ( $W_1$ ), la croissance positive de la demande autonome devrait faire converger l'économie vers le nouvel équilibre walrasien ( $W_2$ ) associé à un niveau plus élevé des salaires et des prix. Toutefois, comme les prix et les salaires sont fixés (par hypothèse), l'économie reste bloquée dans sa position initiale ( $W_1$ ), désormais associée à une situation d'inflation contenue (*i.e.* caractérisée par un faible niveau des prix et des salaires). En reproduisant le raisonnement inverse pour expliquer l'émergence du chômage keynésien, on comprend que Malinvaud considère que le chômage classique s'observe à court terme plus rarement que les deux autres cas d'équilibres non-walrasiens.

<sup>90</sup> Le point  $W_L$  traduit l'équilibre walrasien de long terme ; il est supposé constant dans le temps et se situant à mi-distance entre les deux équilibres walrasiens à court terme.

### 4.3. Extensions exploratoires du modèle

Une fois achevée la présentation exhaustive de son modèle « prototype », Malinvaud fait l'effort d'en souligner les limites, en suggérant les voies par lesquelles il pourrait être étendu ou amélioré. Reconnaisant sans ambiguïté le caractère limitatif d'un modèle statique, il insiste sur la nécessité, pour la théorie des équilibres à prix fixes, de préciser la dynamique des prix et des salaires au-delà de la courte période<sup>91</sup>. A cette fin, Malinvaud ([1980a], p. 151-3) propose d'exploiter l'hypothèse selon laquelle les prix et les salaires puissent réagir positivement à une demande excédentaire, tout en demeurant rigides à la baisse. Cette hypothèse aurait pour conséquence de faire converger l'économie vers le sous-emploi keynésien – devenue la seule zone de stationnarité du modèle. En effet, si l'équilibre se situe initialement dans la zone correspondante au chômage classique, les prix varient positivement jusqu'à la valeur permettant d'apurer le marché des biens. Le graphique ci-dessous montre ainsi que l'équilibre classique tend à se déplacer vers la droite du plan  $(p, w)$  afin d'atteindre un nouvel équilibre pour des prix plus élevés mais des salaires constants. Dans le cas d'une inflation « contenue », les prix et les salaires varient positivement pour apurer les deux marchés (travail et biens). En fonction de la vitesse d'ajustement de  $p$  et  $w$ , l'équilibre tendra soit vers un chômage keynésien soit vers un chômage classique – ce dernier cas n'étant que transitoire, et dépendant du fait que les salaires progressent plus vite que les prix.



Source : Malinvaud ([1980a], p. 134)

<sup>91</sup> Ainsi, dès l'année 1976 et les leçons qu'il donne à la fondation Yrjö Jahnsson, la question de la spécification d'une dynamique à moyen terme pour les modèles à prix fixes apparaît centrale dans l'agenda de recherches de Malinvaud. Ce que nous aurons l'occasion de développer en détails dans la suite de la thèse, notamment dans le 3<sup>ème</sup> chapitre consacré aux travaux théoriques de Malinvaud entre la fin des années 1970 et les années 1980.

Ainsi, la variation asymétrique des prix et des salaires fait des situations d'inflation « contenue » et de chômage classique des phénomènes purement transitoires, car ils ont vocation à disparaître au-delà de la courte période. Par conséquent, tout phénomène de chômage prolongé ne peut être associé qu'à un sous-emploi keynésien. Toutefois, Malinvaud ([1980a], p. 154) n'est pas satisfait par cette manière simple de spécifier l'ajustement dynamique ; car elle omet, au moins, deux phénomènes importants qui influencent la « constellation prix-salaires » à moyen terme. Le premier phénomène, strictement économique, tient au fait que les valeurs des variables exogènes (demande autonome, encaisses monétaires, techniques de production, *etc.*) évoluent dans le temps et modifient la tripartition du plan<sup>92</sup>. Le second phénomène prend en compte des mouvements dits « autonomes » de la « constellation prix-salaires », résultant soit des anticipations des agents économiques soit des rapports de force dans les relations sociales. Par ce deuxième facteur, Malinvaud enregistre un fait d'observation plus précis :

« [Dans nos sociétés], les tensions sociales se résolvent souvent de façon temporaire par des accroissements de salaires, tandis que ces derniers ont tendance à se figer quelque peu lorsqu'il n'existe pas de conflit social aigu. » (Malinvaud [1980a], p. 157)

Un tel phénomène a pour effet de déplacer ponctuellement la « constellation prix-salaires » vers le haut du plan ( $p$ ,  $w$ ). Une spécification pertinente de la dynamique à moyen terme doit ainsi, pour Malinvaud, prendre en compte les effets liés au déplacement de la tripartition dans le plan comme ceux liés aux mouvements autonomes de la constellation. L'objectif ultime étant de pouvoir rendre intelligible un phénomène comme la stagflation :

« Ces deux mouvements génèrent habituellement des prix plus élevés et des taux de salaires plus élevés ; mais l'un peut précéder l'autre, ou au contraire le suivre avec un certain décalage. [...] Selon ce schéma, l'apparition simultanée du chômage et de l'inflation n'est pas un phénomène paradoxal, aussi longtemps que peut se manifester une augmentation des prix et des salaires en raison des anticipations ou des tensions sociales, indépendamment de toute demande excédentaire sur le marché du travail. La stagflation ne constitue donc pas véritablement un casse-tête pour les théoriciens, en dépit de ce que l'on affirme souvent dans le public. » (Malinvaud [1980a], p. 158)

A l'issue de ses considérations sur la dynamique de moyen terme, Malinvaud encourage à désagrégier autant que possible son modèle « prototype » afin de générer des configurations

---

<sup>92</sup> Par ailleurs, il faut noter que la croissance de la production déplace également l'ensemble des courbes vers le haut du plan, afin de traduire l'idée qu'un maintien de l'équilibre entre l'offre et la demande globale à moyen terme suppose que la croissance du taux de salaire réel.

plus variées<sup>93</sup>. Cette conséquence logique apparaît déjà dans le cas le plus simple, où l'introduction d'un bien supplémentaire (modèle à deux biens) conduit à l'émergence de deux nouveaux équilibres à prix fixes. Le premier est qualifié d'inflation « contenue partielle », car il renvoie à une situation où le marché du travail fait l'objet d'une demande excédentaire, mais où le marché du second bien fait l'objet d'une offre excédentaire. Le deuxième est qualifié de « chômage « mixte » dans la littérature des équilibres à prix fixes<sup>94</sup> et renvoie à une situation où le chômage s'accompagne d'un déséquilibre de sens opposé sur les marchés des biens. Pour lutter contre le chômage dit « mixte », Malinvaud ([1980a], p.165) propose d'adopter des mesures adaptées aux deux types de sous-emploi : classique et keynésien<sup>95</sup>.

#### **4.4. Diagnostic de la crise des années 1970**

L'ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered* se conclut par un diagnostic de la crise économique des années 1970. Pour Edmond Malinvaud ([1980a], p. 158-61), le modèle « prototype » met en évidence deux enseignements généraux : 1°) dans des circonstances normales, il faut s'attendre à observer une alternance des régimes d'inflation contenue et de chômage keynésien (ce dernier pouvant se maintenir plus durablement) ; 2°) l'apparition du chômage classique est favorisée pour une combinaison d'évènements associant la réduction soudaine de la quantité de production par unité de travail à une augmentation anormale des salaires réels (*via* les anticipations ou les tensions sociales). C'est ainsi à cette combinaison d'évènements que doit être imputée la croissance simultanée du chômage et des prix (ou stagflation) qui s'est manifestée au cours des années 1970 :

---

<sup>93</sup> Ce qui a pour conséquence d'accroître le réalisme du modèle, car le fait d'accroître le nombre de marchés permet également d'en particulariser le fonctionnement via le degré de réaction des prix aux déséquilibres. Ainsi, certains théoriciens « à prix fixes » ont-ils cherché à reproduire la structure du modèle IS-LM, par l'introduction d'un marché des titres où le prix est supposé s'ajuster de manière flexible. Toutefois, la désagrégation progressive du modèle afin de gagner en réalisme est une stratégie en soi limitée par la lourdeur du traitement analytique qu'elle occasionne. En effet, pour chaque nouveau marché, trois nouvelles variables endogènes doivent être prises en compte pour pouvoir déterminer des équilibres non-walrasiens: la consommation des actifs comme celle des chômeurs, ainsi que la production.

<sup>94</sup> Malinvaud lui préfère l'expression de « sous-emploi keynésien avec contamination classique ».

<sup>95</sup> Ainsi, pour éradiquer le chômage « mixte », il faudrait donc appliquer les mesures qui sont efficaces dans l'éradication des deux types de chômage (classique et keynésien). Les mesures différenciées sur les prix et les salaires sont efficaces mais ne permettent pas une application commune: les salaires ne pouvant pas être à la fois révisés à la hausse et simultanément à la baisse (le marché du travail étant homogène). Il ne reste donc que deux types de mesures pour faire face au chômage mixte: la réduction proportionnelle des prix et la relance de la demande autonome. Toutefois, Malinvaud ayant exprimé précédemment de sérieuses réserves quant à l'efficacité de ces mesures à réduire le chômage classique, nous pouvons conclure à l'inefficacité des politiques économiques en présence de chômage mixte – sauf à introduire une différenciation dans la détermination du salaire nominal sur le marché du travail.

« On peut prétendre qu'une telle situation s'est créée progressivement dans le monde occidental à la fin des années soixante et au début des années 1970. Il est permis de la tenir pour partie responsable du niveau relativement élevé de chômage qui s'est maintenu pendant la forte expansion de 1972-73. Elle prévalait encore dans son ensemble au moment où commença la forte récession de 1975. Il existe un sérieux risque qu'elle persiste dans l'avenir, lorsque l'effondrement de la demande globale aura disparu. On comprend ainsi mieux pourquoi les arguments classiques relatifs aux causes de sous-emploi, après être tombés en désuétude à la fin des années quarante, reviennent à la mode en ce moment. » (Malinvaud [1980a], p. 159)

S'en suit un diagnostic plus précis : à la fin des années 1970, l'accumulation du capital s'est caractérisée par un rythme de croissance élevé et une obsolescence rapide (*i.e.* une dévalorisation prématurée de l'équipement installé), de telle sorte que les capacités de production et les besoins en main-d'œuvre (à pleine capacité) n'ont pas crû suffisamment pour maintenir le plein emploi. Pour Malinvaud, le niveau élevé d'obsolescence peut s'expliquer par la forte augmentation des coûts réels en travail à la fin des années 1960, conduisant au renouvellement rapide de l'équipement marginal. D'où l'apparition simultanée de pénuries sur le marché des biens et d'une « langueur » sur le marché du travail. La situation empira avec la détérioration des termes de l'échange à partir de 1973, et la montée du prix du pétrole. L'effet de prélèvement sur le revenu des consommateurs dominant nettement l'effet de substitution, le marché des biens montre une offre excédentaire, de telle sorte que la nature du chômage paru en 1975 peut être qualifiée de « keynésien ». Toutefois, la rentabilité de certains secteurs restant faible, les entreprises furent dans l'incapacité d'investir ou d'embaucher, même en présence d'une demande excédentaire. Dans cette perspective, il craint que la situation ne soit « propice à la réapparition du chômage classique, avant même que le chômage keynésien ait totalement disparu. » (Malinvaud [1980a], p. 160).

Toutefois, si ce diagnostic *ex post* de Malinvaud peut paraître vraisemblable, il convient de mettre en évidence que celui-ci ne résulte en rien de son modèle « prototype ». En effet, le sous-investissement ne peut y apparaître, car l'investissement est compris dans la demande autonome. Par ailleurs, avancer que le faible rendement marginal de la production est dû à un désinvestissement à la période précédente est un argument relevant de la logique dynamique, qui n'a aucune place dans son modèle « prototype ».

A l'issue de ce premier chapitre, il apparaît que le succès rencontré par *The Theory of Unemployment Reconsidered* a d'emblée placé Edmond Malinvaud dans une position paradoxale vis-à-vis des économistes non-walrasiens. En effet, loin de figurer parmi les auteurs pionniers de cette nouvelle approche (Clower, Grossman), l'ouvrage de Malinvaud n'a encore ajouté aucun élément conceptuel radicalement nouveau et s'est cantonné à systématiser l'étude des effets des politiques économiques, à partir d'un modèle quasiment analogue à celui de Barro-Grossman (1971). Par conséquent, la thèse de Backhouse et Boianovsky (2013) selon laquelle cet ouvrage aurait éclipsé le véritable contenu des théories du déséquilibre demeure incompréhensible, sachant les larges emprunts et les nombreuses références que fait Edmond Malinvaud à la littérature sur la théorie des équilibres à prix fixes (R. Barro, H. Grossman, Y. Younès, J. Drèze, G. Laroque, J.-M. Grandmont, J.-P. Benassy). Dans cette perspective, la thèse de Backhouse et Boianovsky (2013) revient à supposer que Barro-Grossman (1971) et Benassy (1975) auraient, eux-mêmes, éclipsé le véritable contenu des théories du déséquilibre. Dès lors, se pose la question de savoir quels sont les économistes qui peuvent être considérés comme les dépositaires du véritable contenu, ou de la « plus grande complexité », des « théories du déséquilibre » ? Notre scepticisme rejoint celui G. Rubin (2014), nous considérons que Malinvaud (1977) n'a en rien dénaturé l'état des recherches consacrées à la théorie des équilibres à prix fixes : il n'a fait qu'en produire la synthèse. Dans ces conditions, c'est davantage le succès rencontré par *The Theory of Unemployment Reconsidered* qui pose question, car cet ouvrage n'aura servi qu'à manifester, hors du cercle des initiés de la théorie des équilibres à prix fixes, le ralliement d'Edmond Malinvaud à la théorie du « déséquilibre ».



## ***Chapitre 2 : De The Theory of Unemployment Reconsidered (1977) à Réexamen (1980a), la victoire à la Pyrrhus d'Edmond Malinvaud***

A sa parution, *The Theory of Unemployment Reconsidered* a été abondamment cité et commenté (d'Autume [1981], Dehez [2002]), de telle façon que son succès a été quasiment immédiat en macroéconomie. Les études bibliométriques réalisées par Roger Backhouse et Mauro Boianovsky ([2013], p.6) montrent ainsi qu'Edmond Malinvaud a été la référence la plus citée de la littérature sur la théorie du « déséquilibre »<sup>1</sup> – du moins, pour la période au cours de laquelle ce thème a fait l'objet d'un vif intérêt en macroéconomie (*i.e.* du début des années 1970 au milieu des années 1980<sup>2</sup>). L'ouvrage d'Edmond Malinvaud semble avoir infiniment plus marqué la discipline que n'importe quelle autre contribution à cette littérature, qu'il s'agisse des contributions des théoriciens européens (Younès [1975], Drèze [1975], Benassy [1975]) que des théoriciens américains (Clower [1965], Leijonhufvud [1968], Solow et Stiglitz [1968], Barro-Grossman [1971]).

Mais ce succès ne se limite pas à la seule littérature du « déséquilibre », comme il ne se réduit pas seulement aux années 1970. En effet, les résultats bibliométriques de Backhouse et Boianovsky (2013) montrent également qu'Edmond Malinvaud (1977) a été, avec l'article de Lucas (1972), la publication scientifique la plus citée de la littérature sur les fondements microéconomiques de la macroéconomie jusqu'à la fin des années 1980. Par conséquent, d'un point de vue strictement quantitatif, l'importance attribuée à *The Theory of Unemployment*

---

<sup>1</sup> Sans que la remarque appelle à nuancer la valeur du résultat ci-dessus, le référencement de *Google scholar* indique toutefois que l'ouvrage de Leijonhufvud (1968) a désormais dépassé de quelques dizaines de citations celui de Malinvaud (suivi lui-même de près par l'article de Clower [1965]).

<sup>2</sup> Une telle délimitation chronologique fait débat. En effet, pour Howitt ([1990], p. 10), la période d'intérêt pour la macroéconomie du « déséquilibre » est beaucoup plus courte : elle se limite au seul début des années 1970. A l'inverse, selon Backhouse et Boianovsky ([2013], p. 6), si cette période s'étend jusqu'aux années 1990, elle semble en fait ne jamais s'être interrompue car ils défendent la thèse selon laquelle la théorie du « déséquilibre » aurait joué un rôle continu dans la transformation de la macroéconomie récente (supposant, entre autres, que la nouvelle macroéconomie keynésienne constitue l'héritière directe de la théorie non-walrasienne). Nous considérons, pour notre part, que la théorie du « déséquilibre » (en fait, la théorie non-walrasienne) a bel et bien suscité un intérêt au-delà du seul début des années 1970, en particulier en Europe où l'« Ecole française du déséquilibre » ne s'y est véritablement constituée qu'à partir du milieu des années 1970. Cependant, il est parfaitement clair que l'engouement pour cette approche a fortement décliné au cours des années 1980, en Europe ; suivant en cela la tendance déjà amorcée aux Etats-Unis. La meilleure preuve tient à ce que les théoriciens non-walrasiens eux-mêmes (en particulier, Malinvaud et Benassy) ont commencé à se plaindre du discrédit dont faisait la théorie non-walrasienne l'objet, en particulier aux Etats-Unis, qu'au cours des années 1980.

*Reconsidered* par les macro-économistes (Mignon [2002], Blanchard [2000], Mankiw [1999]), comme par les historiens de la macroéconomie (De Vroey [2009], Backhouse et Boianovsky [2013]), se révèle hautement justifiée. Pour autant, le succès de cet ouvrage n'en est pas moins paradoxal, car il propulse Edmond Malinvaud au rang de chef de file de la théorie du « déséquilibre », alors que ce dernier n'a pas figuré parmi les fondateurs de cette approche et n'y pas – encore – contribué de manière substantielle. Aussi ce dernier refuse-t-il qu'on emploie ce qualificatif à son égard, même vingt après la publication de cet ouvrage :

*Snowdon et al : Vous êtes reconnus comme le chef de file de l'école du déséquilibre. Quelle est l'essence de la théorie proposée par cette école ? « Si j'en suis considéré comme le chef de file, ce ne peut être qu'au bénéfice de l'âge ; et encore ! » (Malinvaud [1997c], p. 53)*

Dans ces conditions, le succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered* au sein de la discipline macroéconomique apparaît fortement intrigant, de telle sorte que chercher à en comprendre les raisons s'avère être une étape incontournable. Ainsi, ce chapitre entend-t-il préciser la réception *qualitative* de cet ouvrage, en dégagant la structure des réactions (positives et négatives) qu'il a suscitées. Par ailleurs, ce chapitre a pour objectif de répondre à la thèse de R. Backhouse et M. Boianovsky (2013), selon laquelle le succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]) doit être tenu pour responsable du discrédit dont a souffert la théorie du « déséquilibre » (*i.e.* théorie non-walrasienne) dès de la fin des années 1970. Par sa trop grande simplicité et son manque de subtilité théorique, notamment le fait que la fixité des prix n'y soit pas plus amplement discutée et que la possibilité d'une endogénéisation n'y soit même pas abordée, l'ouvrage d'Edmond Malinvaud a participé à disséminer une présentation fortement biaisée de l'approche non-walrasienne (faisant ainsi ombrage à son originalité comme à sa pertinence). Une telle interprétation paraît d'autant plus fondée qu'elle a été partagée par l'un des acteurs principaux de cette histoire, Jean-Pascal Benassy, dont l'une des lettres envoyées à Robert Solow l'illustre très clairement :

“Dear Robert,

[...]

You seemed to wonder why this branch of macroeconomics had been rejected by U.S. macroeconomists. My experience is that most of them objected to an alleged lack of concern for price determination. I say “alleged” because, for example, my own work included from the start concepts with endogenous price determination in a maximizing imperfect competition framework as well as price stickiness. My feeling is that this combination is acceptable to U.S. macroeconomists, as is shown by the success of “new-Keynesian macroeconomics” which rediscovered

such a combination later. Now of course one has to explain this “collective blindness” about the price making part. Most U.S. macroeconomists actually seemed to know only a truncated version of the field, which they apparently derived from Malinvaud’s book, an unfortunate version of “imitation” of earlier works. Now why they concentrated on such a truncated and nonoriginal version, instead of original works, is still a bit of a mystery for me.”<sup>3</sup>

Répondant à cette lettre de Jean-Pascal Benassy, Robert Solow commence par lui donner raison, en soulignant que cet ouvrage peut être responsable de la manière (viciée) dont la théorie des équilibres à prix fixes a été reçue aux Etats-Unis. Toutefois il lui fait remarquer que, sans Malinvaud (1977), cette théorie n’aurait sans doute jamais traversée l’Atlantique :

“Dear Jean-Pascal,

I think you are mostly right. The usual complaint from American economists about non-Walrasian macroeconomics was that it relied too much on exogenous, unexplained price rigidity. This might have come from reading only Edmond Malinvaud’s simplified version, and ignoring your articles in the 1970s and books in the 1980s. But of course without Malinvaud, probably no one in the U.S. would ever have paid any attention to non-Walrasian economics.”<sup>4</sup>

Aussi cette information fournie par Robert Solow est-elle centrale pour ce chapitre, qui défend le fait que *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]) a donné une plus grande visibilité à la théorie des équilibres à fixes et, de ce fait, a constitué un tournant dans le développement de cette dernière. Par ailleurs, en raison du statut de chef de file de la théorie du « déséquilibre » que lui confère paradoxalement le succès de cet ouvrage, Edmond Malinvaud est la cible de toutes les critiques. Toutefois, contre l’interprétation de Benassy (*cf. supra*) et Backhouse et Boianovsky (2013), il apparaît que les critiques adressées à Edmond Malinvaud portent moins sur l’hypothèse de fixité des prix que sur la nature de la théorie des équilibres à prix fixes et sur ses limites intrinsèques.

Pour le montrer, nous passons d’abord en revue les raisons qui expliquent le succès de cet ouvrage d’Edmond Malinvaud en macroéconomie. Puis nous nous attardons sur la plus évidente d’entre elles, à savoir que son modèle « prototype » a servi de modèle canonique pour le développement de la théorie des équilibres à prix fixes (*J*). Ensuite, nous étudions l’ensemble des commentaires critiques dont l’ouvrage a fait l’objet à sa parution. Celles-ci

---

<sup>3</sup> Lettre de Benassy à Solow, 6 décembre 2005, Archives de Robert Solow, box 101 (Rubenstein Rare Book and Manuscript Library, Duke University).

<sup>4</sup> *Ibid.*

permettent de montrer deux éléments essentiels : 1°) la théorie des équilibres à prix fixes (comme la théorie non-walrasienne) n'est pas apparue comme une synthèse acceptable du débat opposant les keynésiens aux « classiques » (*i.e.* néoclassiques et monétaristes) ; 2°) la généralité des conclusions du modèle à prix fixes de Malinvaud (comme des modèles non-walrasiens) a d'emblée été relativisée (*II*). Enfin nous mettons en évidence que ces critiques sont apparues suffisamment importantes et fondées aux yeux d'Edmond Malinvaud, pour que ce dernier prenne le soin d'y répondre (et d'y souscrire largement), à l'occasion de la préface qu'il a rédigée pour la traduction française de l'ouvrage : *Réexamen de la théorie du chômage* (Malinvaud [1980a]). Aussi l'étude de sa réception qualitative conduit-elle à mettre en évidence un second paradoxe dans la trajectoire de cet ouvrage d'Edmond Malinvaud. Ainsi, son succès quantitatif, en plus de l'avoir paradoxalement propulsé au rang de chef de la théorie du « déséquilibre », l'a contraint à adopter la position inconfortable de devoir justifier ou reconnaître les limites de la théorie non-walrasienne qu'il défendait. En ce sens, la trajectoire de son ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered* constitue bien une « victoire à la Pyrrhus » pour Edmond Malinvaud (*III*).

## **I. Le succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered***

Si plusieurs raisons hétérogènes peuvent être invoquées afin d'expliquer le succès de cet ouvrage, nous montrons que ces raisons convergent vers l'idée que son caractère synthétique et pédagogique a permis d'incarner, pour les non-initiés, les reconfigurations théoriques à l'œuvre en macroéconomie depuis le début des années 1970. Par ailleurs, la raison la plus essentielle de ce succès tient à ce que le modèle théorique qu'y développe Edmond Malinvaud a rapidement été considéré comme le modèle standard au sein de la littérature, mais surtout comme une base à partir de laquelle ont pu s'élaborer divers prolongements et extensions.

### **1.1. Inventaire des raisons au succès d'Edmond Malinvaud**

A la lumière des compte-rendus de lecture<sup>5</sup>, il est possible d'établir la série des raisons qui expliquent le large succès de l'ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered* au sein de la discipline. La première raison, la plus mise en avant par les commentateurs (notamment,

---

<sup>5</sup> Les commentaires que nous avons utilisé sont les suivants : d'Autume (1981), Coddington (1978), Green (1978), Kahn (1977), Jensen (1977), Mirrlees (1978), Reder (1979) et Trevithick (1978).

Trevithick [1978] et Reder [1979]), tient à ce que Malinvaud aurait réussi à présenter les fondements théoriques de l'approche non-walrasienne d'une manière claire et synthétique. Une telle fonction, effectivement remplie par la première partie de l'ouvrage (nous l'avons vu dans le chapitre précédent), a conduit Backhouse et Boianovsky ([2013], p. 141-51) à réduire cet ouvrage à un simple *survey* de la littérature sur la théorie du « déséquilibre » et à expliquer son succès par le fait que ce dernier était autrement plus accessible que les *surveys* réalisés par Grandmont (1977), Weintraub (1977) ou Drazen (1980). Ainsi, la première raison expliquant le succès de l'ouvrage de Malinvaud repose essentiellement sur ses vertus pédagogiques, en ce sens qu'il aurait permis d'initier un large public d'économistes à l'approche théorique non-walrasienne et en particulier aux travaux de l'« Ecole française du déséquilibre ».

« Much of the recent research into this general area – especially the work of the French School – makes very difficult reading for the middlebrow economist. The appearance of Professor Malinvaud's short book is therefore particularly opportune as it attempts not only to summarize the recent work on the abstract theory of employment but also to present in a form readily accessible to a middlebrow readership. » (Trevithick [1978], p. 108)

Pour importante qu'elle soit, cette qualité didactique ne saurait pourtant expliquer, à elle seule, le succès de Malinvaud (1977) ; d'autant plus que sa « plus grande accessibilité » reste une proposition toute relative<sup>6</sup>. Ainsi Kahn (1977), Jensen (1977) et Reder (1979) n'ont-ils pas manqué de rappeler le nombre pléthorique d'équations que contient cet ouvrage (plus de 100) ni de déplorer l'excessive sophistication de ses développements algébriques. De manière générale, la plupart des commentateurs se sont attardés à décrire le mode spécifique (propre à l'économie mathématique) par lequel Malinvaud conduit son raisonnement et qui traduit admirablement (comme il anticipe) la forme des débats présents (à venir) en macroéconomie. Un tel sentiment est, par exemple, explicitement exprimé par J. Mirrlees :

« If macroeconomics means analysis based on simple relationships among aggregate economic variables, then it seems to be dying. In recent year economists have been trying to handle unemployment and inflation, monetary and fiscal policy, with the same explicitness of assumptions, attention to detail, and rigour that had long characterised microeconomics. The task is actually a quite hard one. [...] May be it is not surprising that economists avoided doing the hard work for forty years. As Malinvaud says, the task is just beginning. » (Mirrlees [1978], p. 157)

---

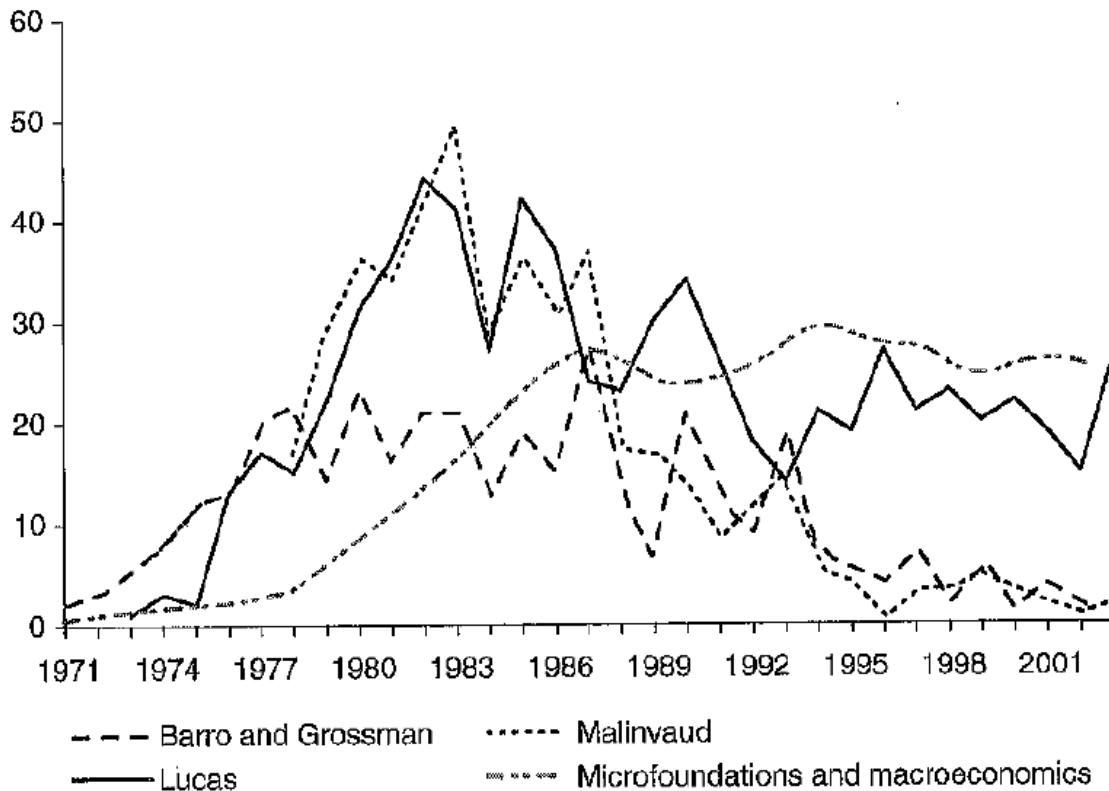
<sup>6</sup> Par contraste, les autres *surveys* (Weintraub [1977], Grandmont [1976], Drazen [1980]) ont adopté une présentation principalement littéraire (sauf, Grandmont [1976]). De plus, ces derniers étant limités par le format d'un article académique, oscillant entre la vingtaine et la quarantaine de pages, ils sont nettement plus courts (et, partant, plus accessibles) que l'ouvrage de Malinvaud. Par conséquent, une fois rappelé ces deux informations élémentaires, il apparaît difficile d'affirmer avec Backhouse et Boianovsky (2013) que l'ouvrage de Malinvaud (1977) ait été jugé plus accessible que l'ensemble de ces *surveys*. Dès lors, il semble évident que l'explication du succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered* au sein de la discipline ne saurait s'y réduire.

D'une certaine façon, le succès de Malinvaud est indissociable de l'engouement ou de la crainte qu'a provoqué la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie au sein de la discipline. Dans cette perspective, ce qui explique le succès immédiat de *The Theory of Unemployment of Reconsidered* tient à ce que cet ouvrage a permis d'incarner, pour les profanes, les reconfigurations théoriques déjà à l'œuvre en macroéconomie depuis le début des années 1970. De manière assez symptomatique, Trevithick ([1978], p. 107-8) fait précéder sa revue de l'ouvrage par une courte histoire de la recherche des micro-fondements de la macroéconomie : de l'introduction du concept de demande effective par Clower (1965), et de son extension par Leijonhufvud (1968), à l'ouvrage édité par Phelps (1970) qui a disséminé plus largement au sein de la discipline le postulat selon lequel toute théorie macroéconomique se devait d'exhiber des fondements microéconomiques rigoureux. Puis cette histoire s'interrompt là, en 1970, sans rien aborder des développements ultérieurs la théorie du « déséquilibre » ni même évoquer les premiers faits d'armes de la nouvelle économie classique (en particulier, Lucas [1972, 1976] et Barro [1974]).

De cette manière, l'ouvrage de Malinvaud (1977) a permis à Trevithick (comme à d'autres) de combler un vide de plusieurs années, où les débats théoriques sont restés confinés aux cercles d'initiés<sup>7</sup>, de telle sorte que le sens de la recherche des fondements micro- de la macroéconomie est longtemps resté étranger à la majorité des économistes. En effet, bien que le projet général ait été saisi assez tôt (*i.e.* préciser les bases microéconomiques des modèles macroéconomiques traditionnels), peu d'articles ont permis d'en saisir la portée véritable. A ce titre, les études bibliométriques réalisées par Backhouse et Boianovsky (2013) mettent en évidence un résultat intéressant : l'ouvrage de Malinvaud (1977) aurait connu, jusqu'à la fin des années 1980, une trajectoire analogue à celle du fameux article de Lucas (1972). Le graphique ci-dessous montre en effet que le nombre de citations de ces deux contributions a été en constante progression, depuis leur parution (1972, 1977) et jusqu'au début des années 1980, avant de décroître progressivement tout au long de cette dernière décennie.

---

<sup>7</sup> Nous avons vu au chapitre précédent que cela a été particulièrement le cas pour les travaux de l'Ecole française du déséquilibre, où les premiers travaux ne sont publiés qu'en 1975 alors qu'ils ont fait l'objet d'amples discussions auparavant (notamment au séminaire Roy-Malinvaud).



Source : Backhouse et Boianovsky ([2013], p. 152)

Le fait que la trajectoire de l'ouvrage de Malinvaud soit concomitante à l'article de R. Lucas (1972), jusqu'à la fin des années 1980, nous paraît hautement significatif. Et cela pour une raison évidente. Cet article de Lucas (« Expectations and the Neutrality of Money ») est la contribution dont la portée symbolique est la plus forte : il a incarné, et continue d'incarner aujourd'hui, cette période de recherche des fondements micro- de la macroéconomie (au cours des décennies 1970 et 1980). Ainsi nous ne craignons pas d'avancer l'hypothèse suivante : à l'image de Lucas (1972), l'ouvrage de Malinvaud (1977) a fait office de point de repère dans une conjoncture théorique particulièrement troublée<sup>8</sup>. Par conséquent, il semble que ce n'est pas tant la qualité pédagogique de ce dernier qui permette d'expliquer son succès, mais bien plutôt sa capacité à mettre en évidence les enjeux de la théorie des équilibres à prix fixes pour la théorie macroéconomique et, plus largement, les enjeux de la recherche des fondements micro- de la macroéconomie. Sur ce point, il faut reconnaître à Malinvaud d'avoir su

<sup>8</sup> Pour informatif qu'il est, ce résultat n'a pas vocation à relativiser le succès massif de Lucas (1972) sur l'ensemble de la période. Aussi faut-il remarquer que, à partir de 1988, la progression du nombre de citations de Malinvaud (1977) décroît fortement alors que celui de Lucas (1972) tend plutôt à stagner. Plus généralement, ce résultat ne doit pas non plus relativiser le succès massif de la Nouvelle Economie Classique, dont l'ascension se fait plus sensible à partir des années 1980. Aujourd'hui, l'index de référencement de *google scholar* signale que l'ouvrage de Malinvaud est largement dépassé (selon un rapport de 1 à 6) par la plupart des contributions majeures de la Nouvelle Economie Classique dans les années 1970 : Lucas (1972, 1976) ; Barro (1974, 1979) ; Sargent et Wallace (1975) ; Kydland et Prescott (1977).

parfaitement satisfaisante à cette tâche. En annonçant explicitement son intention de *réexaminer* la théorie traditionnelle (« keynésienne ») du chômage *via* l'explicitation de ses prémisses théoriques (non-)walrasiennes, l'ouvrage montre comment le chômage keynésien (ou chômage involontaire) n'est en fait qu'un des cas particuliers que la théorie des équilibres à prix fixes permet d'identifier. Cette dernière admet, entre autres, un équilibre de sous-emploi alternatif (le chômage classique) et démontre, par là, sa plus grande généralité. Ainsi, et bien que le statut de cette nouvelle théorie ait pu paraître indéterminé à l'époque<sup>9</sup> (s'agit-il d'un retour à l'analyse pré-keynésienne ou d'une rationalisation de la synthèse néoclassique ?), *The Theory of Unemployment Reconsidered* a permis d'afficher clairement les ambitions des théoriciens engagés dans la recherche des fondements micro- de la macroéconomie ; ambitions qui sont d'ailleurs explicitées dès l'introduction :

« Ma contribution à la célèbre série des conférences Yrjö Jahnsson consistera à exposer mes vues personnelles sur l'état d'avancement de cette entreprise. Je voudrais transmettre ma conviction profonde que la révision de la théorie du chômage est une étape majeure dans le développement de la science économique. On y constate en effet les caractéristiques des grandes réalisations théoriques : des principes clairs, la cohérence avec de nombreux faits observés, l'unification de théories qui semblaient auparavant fondamentalement distinctes. » (Malinvaud [1980a], p. 31-32)

Par ailleurs, il convient d'ajouter une raison au succès de cet ouvrage, raison qui renforce la conclusion précédente : la réputation de rigueur et de clarté de Malinvaud au sein de la profession (voir notamment Mirrlees [1978] et d'Autume [1981]). Ainsi, l'intervention personnelle de Malinvaud dans ce débat en macroéconomie aurait, en elle-même, participé à éveiller l'intérêt des économistes pour la théorie non-walrasienne (et, plus largement, pour la recherche des fondements micro- de la macroéconomie). Une telle raison explique, en particulier, l'intérêt soudain des théoriciens européens de l'équilibre général, qui s'étaient tenus jusque là à distance des débats récents en macroéconomie. A ce titre, Dehez ([2002], p. 318) renseigne sur le fait que, peu de temps après la parution de sa monographie, plusieurs des théoriciens de l'équilibre général (entre autres, Franck Hahn et Werner Hildenbrand) se sont associés au groupe de travail réuni autour de Drèze, Bénassy et Grandmont<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> Entre autres, cela est illustré par Drazen (1980) : « Have the highly [*non-walrasian*] theoretical developments advanced our understanding of unemployment phenomena, or, as critics claim, are we simply witnessing a mathematically elegant restatement of obvious facts? A part of the skepticism concerning recent work derives from incomplete or incorrect knowledge of what is actually being done, often due to the extreme complexity of the papers. » (Drazen [1980], p. 283)

<sup>10</sup> Un tel regroupement serait de nature à enrichir la cartographie des réseaux des théoriciens engagés dans la nébuleuse de la théorie du « déséquilibre » qu'ont réalisé Backhouse et Boianovsky ([2013], p.14).



Enfin, s'il est vrai que l'ouvrage de Malinvaud (1977) n'introduit aucun concept nouveau par rapport à la littérature antérieure, les quelques (menus) éléments inédits qu'il contient doivent également être pris en compte pour expliquer le succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered*. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, cet ouvrage introduit une terminologie nouvelle pour qualifier les deux régimes de sous-emploi de la théorie des équilibres à prix fixes : il parle de « chômage classique » et « chômage keynésien ». Cette terminologie sera, d'abord, immédiatement adoptée par les théoriciens non-walrasiens (notamment Grandmont [1977] et Benassy [1976b]). Mais, surtout, cette terminologie sera largement reprise par la suite ; et, encore, bien au-delà de la littérature sur la théorie des équilibres à prix fixes, la théorie non-walrasienne ou la recherche des fondements micro- de la macroéconomie. Ainsi le succès de Malinvaud (1977) marque-t-il aussi le succès de cette opposition<sup>11</sup>, désormais canonique, entre des chômeurs de type « keynésien » ou « classique », appelant tous deux des mesures de politique économique radicalement opposées. Nul n'est besoin de rechercher très loin les raisons du succès de cette terminologie, éminemment suggestive<sup>12</sup>. Celle-ci a, nécessairement, dû faire écho au contexte économique du milieu des années 1970, marqué par l'échec des politiques économiques (d'inspiration keynésienne) visant à juguler la « stagflation » : la croissance simultanée du chômage et des prix. Un tel effet d'écho (remarqué, entre autres, par Mirlees [1978]) serait d'ailleurs d'autant plus justifié que Malinvaud s'est lui-même employé à suggérer, dans la troisième partie de son ouvrage, que ce phénomène (la stagflation) ne constituait pas une énigme pour les tenants de la théorie des équilibres à prix fixes. En effet, comme nous l'avons vu, Malinvaud l'explique par le simple mouvement de la partition du plan ( $p, w$ ) combiné au mouvement de la constellation prix-salaire sur elle-même. Or, force est de constater que cette suggestion a été fructueuse, car elle a été suivie. Ainsi, au cours des années 1980, une série d'auteurs européens (Hénin [1982]) ou américains (Giavazzi et al. [1982], Bruno et Sachs [1982, 1985], Coen et Hickman [1987]) ont cherché à montrer que la stagflation pouvait être rationalisée à partir de la théorie des équilibres à prix fixes.

---

<sup>11</sup> Opposition à laquelle Malinvaud donnera lui-même une grande publicité par la suite (Malinvaud [1980b])

<sup>12</sup> Celle-ci donne en effet l'impression qu'au concept de chômage keynésien s'oppose celui de chômage classique. Or, il s'agit bien d'une impression, car une telle opposition est erronée. En effet, d'un point de vue strictement analytique, le régime keynésien s'oppose au régime d'inflation contenue (le sens des raisonnements y est contraire). Le régime de chômage classique s'oppose quant à lui au régime de sous-consommation, c'est-à-dire le cas qui a été rejeté par Malinvaud, du fait de son trop grand irréalisme.

Cependant, pour nécessaires qu'elles soient à la compréhension de l'histoire récente de la macroéconomie, ces quelques raisons contextuelles ne sauraient entamer la raison principale qui explique le succès (quantitatif) de l'ouvrage de Malinvaud. Celle-ci tient simplement au fait que son modèle est très rapidement devenu standard en macroéconomie, mais surtout qu'il a fait office de modèle de base à partir duquel se sont élaboré différents prolongements de la théorie des équilibres à prix fixes.

### ***1.2. Les prolongements du modèle « prototype »***

Bien que faiblement original, le modèle « prototype » de Malinvaud a rapidement été considéré comme standard (entre autres : Mirrlees [1978], Dehez [1980a], Drazen [1980], Benassy [1993]), notamment par un ensemble d'auteurs qui n'avaient encore jamais contribué à la littérature non-walrasienne mais qui cherchaient désormais à s'y raccrocher<sup>13</sup>. Ainsi, la détermination de l'empreinte de *The Theory of Unemployment Reconsidered* au sein de la discipline revient-elle d'abord à dresser l'inventaire de toutes les publications scientifiques qui ont visé à améliorer le modèle de base de Malinvaud. Deux types d'améliorations (ou prolongements) sont à distinguer parmi ces modèles, dits de « seconde génération » (d'Autume [1985]), selon que les auteurs aient eu pour seul objectif d'enrichir le modèle statique (afin d'en étendre le domaine de validité et/ou les applications) ou qu'ils aient cherché à le dynamiser (nous verrons plus loin ce que signifie ce terme appliqué aux modèles d'équilibre à prix fixes). Toutefois, cette distinction recouvre plus une fonction pratique (pour organiser les contributions) que logique ; celle-ci se révèle, en effet, largement illusoire au sens où l'introduction d'une nouvelle hypothèse (ou son endogénéisation) dans le modèle de base conduit souvent à le rendre plus « dynamique ».

D'une manière générale, le modèle de Malinvaud paraît avoir été l'objet d'autant d'extensions qu'il comportait de variables tenues abusivement pour données (exogènes) à des fins de simplification de l'analyse. Un premier groupe d'auteurs a ainsi commencé par rejeter l'hypothèse de Malinvaud (1977) selon laquelle les firmes, à court terme, ne produisent qu'à flux tendus de sorte que toute accumulation de stocks est impossible. Or, cette variation à la marge du jeu d'hypothèses initiales suffit à entraîner une série de conséquences. La plus

---

<sup>13</sup> Sur ce point, il est symptomatique de voir que Neary et Stiglitz (1983) et Weddepohl (1983), parmi d'autres, ont employé l'expression générique *The Barro-Grossman-Malinvaud model* pour désigner le modèle de base de la théorie des équilibres à prix fixes.

immédiate consistant à réintroduire *a priori* le cas de sous-consommation comme un régime d'équilibre à court terme plausible. *A priori*, car si le fait d'autoriser l'accumulation de stocks permet de réintégrer (logiquement) cette situation, les difficultés associées à sa pertinence empirique et/ou pratique demeurent (*cf.* chapitre 1). Afin de contourner l'absurdité selon laquelle les firmes stockeraient des biens sans espoir de les vendre à la prochaine période, il convient de reconsidérer également l'horizon temporel à partir duquel l'entreprise fonde ses décisions de production et de vente. Inévitablement, cela a conduit à inscrire la prise de décision des firmes dans un horizon inter-temporel, comme c'était déjà le cas pour les consommateurs dans le modèle de Malinvaud. Dans cette perspective, plusieurs auteurs (Muellbauer et Portes [1978], Böhm [1980], Jäckel [1980], Dehez [1980b]) ont cherché à formaliser l'idée que les firmes décident d'accumuler des stocks dans la période courante (où elles sont rationnées en quantités) parce qu'elles anticipent de pouvoir les vendre à la période suivante (anticipant, donc, qu'elles ne seront plus contraintes par la demande).

Le modèle « prototype » de Malinvaud a encore servi de base à A. Dixit (1978), qui a été le premier à étendre la théorie des équilibres à prix fixes au cas d'une économie ouverte. Pour ce faire, il construit un modèle à un pays (de petite taille, ou « petit pays ») et un bien (échangé internationalement) ; l'hypothèse de « petit pays » permettant d'exprimer le prix domestique comme un produit d'un prix mondial (exogène) et du taux de change (les deux prix étant supposés fixes)<sup>14</sup>. De plus, Dixit suppose l'offre et la demande mondiale comme infiniment élastiques, de telle sorte que l'offre de biens du (petit) pays ne puisse jamais être contrainte en quantités et que l'écart entre le produit domestique et la demande ne puisse se traduire qu'en termes de déséquilibre de la balance des paiements. Dans ces circonstances, l'équilibre à court terme s'obtient par un simple ajustement des quantités sur le marché du travail et ne conduit, logiquement, qu'à deux régimes d'équilibre possibles : le « chômage classique » et l'inflation contenue. Ce modèle de Dixit (1978) a, par la suite, servi de point de départ à toute une littérature sur les modèles d'équilibres à prix fixes en économie ouverte, dont le tableau ci-après illustre la variété<sup>15</sup>. Au plus haut degré de généralité, ces modèles peuvent être divisés en trois catégories : les modèles statiques à un pays, les modèles statiques à deux pays, les

---

<sup>14</sup> La fixité du taux de change est supposée être liée soit à une caractéristique intrinsèque du marché des changes, soit à une intervention du gouvernement sur les réserves de changes. Toutefois, Dixit ([1978], p. 394) se refuse à analyser plus en avant les raisons sous-jacentes de cette hypothèse.

<sup>15</sup> Pour une présentation exhaustive des modèles d'équilibres avec rationnement en économie ouverte depuis le modèle de Dixit (1978), voir : Hénin et Marois ([1985a], p. 11-64). Pour un exposé systématique des conclusions de ce type de modèles en matière de politique économique, voir en particulier : Marois (1985)

modèles dynamiques. Toutefois, Marois ([1986], p. 259) signale que les deux dernières catégories ont connu un développement plus limité, en raison de leur plus grande complexité. Cela permet d'expliquer l'importance relative des modèles statiques à un pays (*cf.* tableau) comme la nécessité d'affiner la typologie les décrivant. En effet, les modèles statiques à un pays (essentiellement « réels »<sup>16</sup>) se différencient encore selon qu'ils reposent (ou non) sur l'hypothèse de « petit pays » et/ou qu'ils comptent un (ou plusieurs) secteurs productifs. Ajouter de nouveaux secteurs (et donc de nouveaux biens) a permis d'étudier la réaction des économies à l'ouverture internationale, en supposant que l'un des deux secteurs reste protégé alors tandis que l'autre y est exposé (le bien est échangé internationalement mais demandé par les consommateurs étrangers et domestiques). Ainsi, dans les modèles à deux biens (comme Neary [1980] ou Steigum [1980]), la contrainte de débouchés a-t-elle pu réapparaître (sur le marché protégé), en même temps que la possibilité d'un « chômage keynésien »<sup>17</sup>.

Par ailleurs, l'une des limitations du modèle « prototype » de Malinvaud (et reconnue comme telle par ce dernier) tenait à ce qu'il cantonnait l'action du gouvernement à la seule variable budgétaire (sinon à la variable du niveau des prix). Pour combler cette déficience, Hool (1980) introduit un actif financier sous la forme de titres émis par le gouvernement. Cette modification à la marge du jeu d'hypothèses initial entraîne deux conséquences majeures, dont la première est d'explicitier la source de financement du gouvernement : l'emprunt auprès des ménages. A l'inverse, nous avons vu dans le chapitre précédent que le modèle de Malinvaud (1977) était resté très obscur sur la manière dont la demande autonome  $g$  (comme son accroissement) pouvait être financée. La deuxième conséquence est de permettre au gouvernement de mener une politique monétaire et fiscale, parce que celui-ci peut désormais agir sur l'offre de monnaie à travers ses opérations sur le marché des titres (par l'achat et la vente de ses propres titres). Dans le modèle de Hool (1980), le taux d'intérêt étant flexible (le marché des titres est apuré par la variation des prix), le nombre de régimes d'équilibres à prix fixes ne change pas ; seule change l'introduction du taux d'intérêt est désormais à prendre en compte au moment d'étudier les effets des politiques économiques. Enfin, signalons que ces diverses extensions de la théorie des équilibres à prix fixes ont rapidement abouti, dans la

---

<sup>16</sup> Ces modèles sont dits « réels » car leur caractère monétaire est limité à l'existence d'une encaisse monétaire initiale et d'un taux de change fixe mais ajustable. Par opposition, le modèle de Hénin et Marois (1985b) est dit « monétarisé » (Marois [1985], p. 260) du simple fait qu'il cherche à endogénéiser le taux de change.

<sup>17</sup> Par ailleurs, ces modèles bi-sectoriels ont également permis d'étudier les effets de chocs externes sur une économie à prix fixes comme, par exemple, la hausse du taux d'intérêt étranger ou celle du prix d'une matière première importée sur une économie à prix fixes. De cette manière, Hénin (1983) et Van Winjbergen (1984, 1985) ont cherché à analyser les effets d'un choc pétrolier dans un modèle inter-temporel à deux périodes.

première moitié des années 1980, à une reformulation du modèle IS-LM. Ou plutôt à des reformulations du modèle IS-LM (Danthine et Peytrignet [1981], Snessens [1984], Benassy [1983], Hénin et Michel [1985a, 1985b], Grandmont [1987]<sup>18</sup>).

S'agissant de la « dynamisation » du modèle d'équilibre à prix fixes, ici encore, plusieurs stratégies de recherche ont été mises en œuvre. Une de ces stratégies, la plus évidente, a consisté à d'étudier les effets du stock d'encaisses monétaires de la période courante sur les transactions de la période suivante. Dans cette perspective, plusieurs auteurs ont montré comment la seule variation de ces encaisses pouvait avoir un impact décisif sur les équilibres à moyen terme (Böhm [1978], Honkapojha [1979], Dehez et Gabszewicz [1977, 1979]). Puisqu'à un type d'équilibre à prix fixes donné à court terme est associé une distribution donnée de monnaie entre les ménages<sup>19</sup>, la question se pose en effet de savoir si le niveau atteint par les encaisses va amplifier ou amortir les déséquilibres de la période précédente (Dehez [1980a]). Les réponses à cette question ont varié selon les auteurs. Par exemple, Böhm (1978) montre qu'en fonction du stock initial de monnaie, l'économie suivra soit une trajectoire qui converge vers un état stationnaire de sous-emploi keynésien, soit une trajectoire constituée d'une suite divergente d'état d'inflation contenue. Une deuxième stratégie a consisté à introduire les stocks et à examiner ses effets sur la dynamique des rationnements (Ito et Honkapojha [1980]). Une troisième stratégie a consisté à dynamiser le modèle en approfondissant le comportement d'offre par l'introduction d'une fonction d'investissement, précisant la manière dont l'offre évolue en fonction des déséquilibres enregistrés à la période courante. Cette stratégie de recherche ayant été celle qu'Edmond Malinvaud a mis en œuvre dans ses recherches ultérieures, nous développerons ce point au prochain chapitre.

---

<sup>18</sup> L'article de Grandmont est disponible sous forme de *working paper* dès 1982, et cité comme tel. La plupart des autres articles reformulant le modèle IS-LM étaient, de même, disponibles plus tôt.

<sup>19</sup> En effet, nous avons vu au chapitre précédent que le volume des encaisses à l'issue de la période courante ne différait qu'en fonction du type de rationnement opéré sur les marchés du travail et des biens. Plus précisément, le rationnement sur le marché du travail donne lieu à une réduction des encaisses des consommateurs tandis que leur rationnement sur le marché des biens conduit plutôt à leur accroissement (*via* l'épargne forcée).

**TABLEAU I**  
**LES PRINCIPAUX MODÈLES DE DÉSÉQUILIBRE EN ÉCONOMIE OUVERTE**

			Modèles à 1 pays		Modèles à 2 pays	
			Petit pays (type)	Grand pays		
M O D È L E S  R É E L S	S É R I E S	P É R I O D E	Pas d'importations	Dixit (1978) (A) Dixit et Norman (A) (1980 ch. 8.1) Picard (1982 - ch. 5) (A)	Michel et Rochet (1981)	Prix flexibles — Salaires rigides : Dixit et Norman (1980) Branson et Rotemberg (1980) Steigum (1982)  Prix et salaires fixes : Younès (1978) Owen (1979) Hool et Richardson (1980) Lorie et Sheen (1982) Laussel et Montet (1983)
			Bien importé	Dixit et Norman (A) (1980 - ch. 8.3) Cuddington (1980) (B) Picard (1982 - ch. 6) (B) Azam (1982) (A) Picard (1985) (B)	Fourgeaud - Froment et Lenclud (1980)  Cuddington (1981)	
		2 périodes	Van Wijnbergen (1982) (B) Hénin (1983) (A)			
		2 secteurs (Bien échangé — Bien non échangé) (tous de type A)	Neary (1980) Steigum (1980) Marois (1980) Johansson et Löfgren (1980) Grandmont (1981) Hénin et Marois (1981, 1985a)	Bruno (1982) (1)  (1) <i>Bien semi-échangeable</i>		
M O D È L E	M O N É T A R I S E	1	2	Hénin et Marois (1985b) (A)		

Source : Marois ([1986], p. 261)

## II. Edmond Malinvaud dans la tourmente de ses critiques

Si *The Theory of Unemployment Reconsidered* a fait l'objet de nombreux commentaires élogieux à sa parution (Mirleess [1978], d'Autume [1981]), il serait cependant tout à fait erroné d'affirmer que cet ouvrage a suscité l'unanimité au sein de la profession. A tel point que la proposition strictement inverse semblerait mieux fondée. En effet, parmi les auteurs ayant recensé l'ouvrage, la plupart se sont montrés sceptiques, voire franchement hostiles. Cela a également été observé par Robert Backhouse et Mauro Boianovsky ([2013], p. 143), qui jugent d'ailleurs que la réception de l'ouvrage de Malinvaud (1977) a de loin été la plus violente – si on la compare à celle des *surveys* de Roy Weintraub (1977) ou Alan. Drazen (1980). Ici encore, Backhouse et Boianovsky (2013) l'expliquent par le fait des propriétés spécifiques de l'ouvrage d'Edmond Malinvaud (*i.e.* son accessibilité et son modèle simplifié), qui en auraient fait une cible facile pour les détracteurs de tous bords. Dans cette section, nous engageons l'étude systématique des quelques critiques qui ont été adressées à *The Theory of Unemployment Reconsidered*. A l'inverse de Backhouse et Boianovsky (2013), nous montrons que ces critiques révèlent deux éléments essentiels : *i*) la théorie non-walrasienne (ou équilibre à prix fixes) a d'emblée été discréditée en tant que synthèse théorique du débat opposant les keynésiens aux « classiques » ; *ii*) les critiques adressées à Malinvaud (1977) ne remettent pas seulement en cause la généralité des conclusions de son modèle, mais peuvent encore s'appliquer à tous les modèles non-walrasiens. Enfin, nous illustrerons l'idée selon laquelle le succès de Malinvaud constitue une victoire à la Pyrrhus en macroéconomie, en revenant sur la réponse que ce dernier a faite à ses critiques à l'occasion de la préface qu'il a rédigé pour l'édition française : *Réexamen de la théorie du chômage* (Malinvaud [1980a]).

### ***2.1. La pertinence et la généralité de la théorie non-walrasienne contestée***

Rarement un ouvrage académique a suscité autant de réactions virulentes dans l'histoire de la macroéconomie, sinon la *Théorie Générale* de Keynes elle-même, en raison de son caractère profondément novateur pour l'époque et de son style délibérément polémique. Toute audacieuse que soit cette analogie, elle a l'avantage de mettre en évidence la singularité de la réception de *The Theory of Unemployment Reconsidered*, dont le contenu n'a été – par contraste – ni novateur, ni intentionnellement polémique. Ce second aspect mérite d'ailleurs d'être souligné, car l'intervention d'Edmond Malinvaud a au contraire été animée d'une

volonté profondément conciliatrice, dans le débat opposant à nouveau les keynésiens aux « classiques ». Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler le message essentiel de cet ouvrage : selon les circonstances (*i.e.* les valeurs exogènes du couple salaire-prix), le chômage peut être classique ou keynésienne et toute erreur de diagnostic sur sa nature condamnerait les politiques économiques à être inefficaces. Une telle visée conciliatrice (à l'ambition néanmoins *synthétique*) a d'ailleurs parfaitement été identifiée par Kahn (1977), anticipant par là même le succès imminent de l'ouvrage de Malinvaud au sein de la profession :

« This book is likely to have a great success. There is something in it to please everyone – walrasian equilibrium, unemployment that can be reduced by cutting real wages unemployment that can be reduced by raising real wages, workers who prefer leisure to earnings, saving equal investment and prices equal to marginal cost – all presented in an ostensibly precise and elegant model. » (Kahn (1977, p. 375)

Cependant, la volonté de plaire à tout le monde engageant symétriquement le risque de ne plaire à personne, Green ([1978], p.777) anticipe également que les deux principales écoles de pensée concurrentes en macroéconomie n'y trouveront rien pour les convaincre. Et, de fait, les « keynésiens »<sup>20</sup> et les monétaristes y ont trouvé beaucoup à redire, en ce qui concerne notamment la pertinence empirique du modèle qui y est exposé. Mais, derrière ce procès en réalisme, se joue surtout la question de la facture (keynésienne ou « classique ») du modèle de Malinvaud. A ce sujet, il est intéressant d'observer la stricte opposition des points de vue keynésien et « classique », représentés en l'espèce par Kahn et Trevithick, d'un côté, et Reder<sup>21</sup>, de l'autre :

« Actually, Malinvaud's commonsense observations, which are often acute, have been distorted by this approach and further developments of it would distort them all the more. *The Theory of Unemployment Reconsidered* is a sad example of the effect which the study of orthodox economic theory can have upon a powerful mind. » (Kahn [1977], p. 386)

« An important difference in intellectual style which distinguishes (most) earlier Keynesians from Malinvaud and other contemporary theorists who share his general viewpoint is the far greater

---

<sup>20</sup> Par ce terme, nous désignons plus volontiers les économistes du courant « post-keynésien » regroupant, à l'époque, un ensemble d'économistes associés (de près ou de loin) à l'école de Cambridge au cours des années 1970 (J. Robinson, R. Kahn, L. Pasinetti, T. Schackle). Par ailleurs, bien qu'il n'est jamais été commenté par aucun d'entre eux, il convient de signaler ici que l'ouvrage de Malinvaud (1977) paraît avoir été apprécié par la plupart des keynésiens du courant de la « synthèse néoclassique » ; certains d'entre eux y font d'ailleurs fréquemment référence à l'époque (notamment, R. Solow [1979a, 1979b]).

<sup>21</sup> Le fait que M. Reder, économiste monétariste de l'Université de Chicago, ait été le seul économiste représentant du courant « classique » à commenter l'ouvrage de Malinvaud (1977) nous conduit à faire deux remarques importantes pour la suite : 1°) la pertinence de *The Theory of Unemployment Reconsidered* doit d'abord s'apprécier à l'aune du clivage opposant les keynésiens aux monétaristes ; 2°) les économistes « classiques », de la Nouvelle Macroéconomie Classique (Lucas, Sargent, Wallace, *etc.*), n'ont pas pris part à ce débat ; sinon de manière indirecte, *via* la trajectoire de Barro.



attention paid by the latter to theoretical “microfoundations”. [...] Most Keynesians were much concerned with whether macroequilibrium was compatible with optimization by individual suppliers of labor or producers of goods, and they conducted macro- and micro-analyses in more or less separate compartments of their minds. *However, this difference between Malinvaud and (earlier) Keynesians is more a matter of style than of substance.* » (Reder [1979], p. 664 ; *nous soulignons*)

La charge des économistes « classiques » reste toutefois la moins lourde. En effet, Reder ([1979], p. 663) se contente de dénoncer l’hypothèse héroïque selon laquelle il n’existe pas d’autres actifs financiers que la monnaie et que celle-ci ne rapporte aucun intérêt. Cela ayant, selon Reder, des conséquences évidentes (et malheureusement négligées) sur la manière dont les agents détermineraient leur stock d’encaisses monétaires comme sur l’efficacité réelle de la politique budgétaire. Sur ce dernier point, il est clair qu’à partir du moment où la croissance des dépenses autonomes ( $g$ ) est supposée se réaliser par emprunt auprès des ménages (comme dans le modèle de Hool [1980]), son financement doit cesser de se faire à titre gratuit, c’est-à-dire sans effet sur le taux d’intérêt. Ainsi, pour Reder (1979), il est facile d’affirmer que la croissance de la demande autonome est efficace pour réduire le chômage (comme dans le cas keynésien), en supposant en même temps que le stock d’encaisses monétaires (à partir duquel le gouvernement finance la demande autonome) ne rapporte aucun taux d’intérêt. Dans ces circonstances, la réaction des agents aux manipulations arbitraires du gouvernement est annihilée et un phénomène aussi banal que l’effet d’éviction<sup>22</sup> ne peut même pas s’y réaliser. Par ailleurs, Reder (1979) critique le traitement des anticipations des ménages. Mais comme cela est de nature à relativiser la généralité des conclusions du modèle de Malinvaud, nous y reviendrons plus loin. A l’inverse des « classiques », la charge des économistes keynésiens est considérable ; elle revient à mettre au jour la distance qui sépare Edmond Malinvaud de la théorie de Keynes. Ainsi, pour Kahn ([1977], p. 379), bien que quelques (menus) arguments keynésiens apparaissent ci ou là, c’est d’abord la pauvreté de la représentation de la théorie de Keynes dans le modèle de Malinvaud qu’il importe de souligner :

« This model illustrates some Keynesian arguments. [...] *But this is a very thin representation of Keynes’ theory.* There is no mention of liquidity preference, no effect of uncertainty or of expectations about the future. The level of investment is arbitrarily fixed without any discussion of how it is determined. The only scope for policy is to vary government expenditure. » (Kahn [1977], p. 379 ; *nous soulignons*)

---

<sup>22</sup> Le fait que la croissance de la dépense publique (financée par emprunt financier) a pour effet de relever le taux d’intérêt, conduisant à diminuer le volume de l’investissement privé (selon une proportion déterminée par l’élasticité de l’investissement au taux d’intérêt).

Plus généralement, les keynésiens (*i.e.* Kahn [1977] et Trevithick [1978]) contestent que le modèle de Malinvaud soit de nature à offrir une conception unifiée des théories keynésienne et classique (walrasienne). Tout d'abord, Kahn (1977) rappelle que la différence entre Keynes et Walras ne se réduit pas à la seule question de la vitesse d'ajustement des prix mais elle a aussi trait, par exemple, à la prise en compte du temps qui ne s'apparente en rien à un modèle d'équilibre instantané (où les facteurs de production et les dotations des agents sont donnés). Ainsi, l'introduction d'un « temps historique » doit-il d'abord se traduire analytiquement par la spécification d'un processus d'accumulation du capital (incluant un changement des techniques de production et/ou des capacités productives) comme d'un processus d'épargne et de désépargne. Poursuivant l'inventaire des hypothèses étrangères à la théorie de Keynes dans le modèle de Malinvaud, Kahn (1977) s'attarde en particulier sur la présupposition selon laquelle les agents seraient libres de décider (*via* un arbitrage travail-loisir) de leur temps de travail, en fonction de la valeur du salaire réel et de leur demande de biens. Une représentation, en effet, très lointaine de la perspective keynésienne qui fait du volume d'emploi une variable déterminée unilatéralement par les entreprises (une fois connue le niveau de la dépense publique), tandis que la durée du travail comme sa rémunération horaire est fixée de manière exogène (par des accords de branche). Ainsi, pour Kahn (1977), le modèle de Malinvaud ne saurait prétendre à la qualité keynésienne du simple fait qu'il tend à brouiller la distinction entre chômage et loisir :

« All this evidently belongs to the Walrasian world, in which the individual can decide how much work he wants to do. In a Keynesian world, the preference for leisure of the typical worker may influence collective agreements about hours and conditions in relation to the real wage and the average amount of wealth. But, under any given agreement, there is little choice for the individual about the amount of effort he can offer. *The only effect of Malinvaud's psychological theory is to blur the distinction between unemployment and leisure.* The number of men employed (for standard hours of work), and the number not employed, are objective facts. But, amongst those who are not employed, some may be in distress and very anxious to find a job while others, who have plenty of wealth, may not be particularly reluctant, for the time being, to remain out of work. » (Kahn [1977], p. 384 ; *nous soulignons*)

Par ailleurs, Kahn (1977) entend démontrer l'inanité de la structure institutionnelle sous-jacente du modèle de Malinvaud. Ainsi, commence-t-il par moquer le comportement prêté aux capitalistes qui, bien que maximisant leurs perspectives de profits, sont supposés ne jamais pouvoir les consommer au cours de la période. Puis de faire remarquer la conséquence socio-économique majeure de l'absence d'un taux d'intérêt dans l'économie de Malinvaud : le fait qu'il n'y ait pas de rentiers ni de comportement spéculatifs. Enfin, Kahn ([1977], p. 386-388) entreprend de démontrer en quoi la spécificité des formes fonctionnelles retenues

par Edmond Malinvaud répond plus à l'objectif de simplicité et d'élégance formelle qu'à une visée réaliste<sup>23</sup>. Finalement, derrière sa critique acerbe du réalisme du modèle « prototype »<sup>24</sup>, Kahn déplore surtout que Malinvaud ne se soit jamais départi de son influence classique (*i.e.* walrasienne) au moment de contribuer à la théorie du chômage.

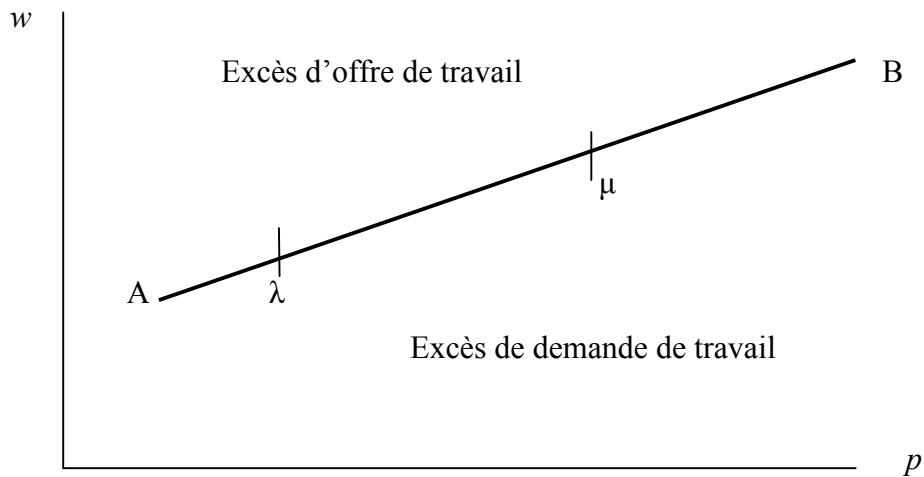
Pour sa part, Trevithick ([1978], p. 107) n'hésite pas à rapprocher Malinvaud de la position de Friedman (1968, 1974), dont la confiance dans la capacité stabilisatrice du marché tient à sa foi en la théorie de l'équilibre général et en l'efficacité de l'effet d'encaissements réel. Sur le premier point, Trevithick ([1978], p. 112) se contente de faire remarquer que l'incapacité du modèle de Malinvaud à atteindre le plein-emploi à court terme est uniquement due aux seules rigidités de prix et de salaires. A l'inverse, si les prix et les salaires étaient flexibles, l'économie convergerait sans peine vers le plein-emploi, *i.e.* au point d'équilibre walrasien. Ainsi, à l'instar de Friedman, Malinvaud considère que les méthodes d'analyse keynésiennes ne sont rigoureusement valables que pour des économies où les prix et salaires ne sont pas flexibles à la baisse. Toutefois, le second point est le plus décisif pour Trevithick, qui consacre l'essentiel de son article à mettre en évidence l'importance de l'effet d'encaissements dans le modèle de Malinvaud. Pour ce faire, Trevithick ([1977], p. 113) considère d'abord la situation sur le marché du travail à partir du graphique ci-dessous, où la droite  $AB$  dans le plan  $(w, p)$  représente l'ensemble des points pour lesquels l'offre et la demande de travail sont égales. En partant de la situation d'équilibre  $\lambda$ , on y observe que la hausse du prix se révèle être une condition nécessaire à la croissance de l'offre de travail. En effet, la hausse des prix diminue la valeur du salaire réel et des encaissements, conduisant à ce que les ménages n'aient pas d'autre choix que d'augmenter leur offre de travail pour maintenir leur niveau de consommation antérieur. Symétriquement, la baisse des prix accroît la valeur du salaire réel et des encaissements, de telle sorte que les ménages substituent du loisir au travail (pour un niveau de consommation inchangé). Ainsi, l'effet de la variation des prix est univoque : le point  $\mu$  est alors associé à une offre (et une demande) de travail supérieure, mais aussi à un niveau des prix et des salaires supérieur au point  $\lambda$ . A l'inverse, une hausse (baisse) des salaires

---

<sup>23</sup> En reprenant les formes fonctionnelles du modèle de Malinvaud, mais en lui attribuant des valeurs réalistes (notamment pour le salaire horaire hebdomadaire), Kahn (1977) conclut à l'irréalisme complet des résultats. Sur ce point, K. Rotschild (1978) montre toutefois que le raisonnement de Kahn est erroné.

<sup>24</sup> Dont on ne saurait assez souligner la virulence. Ainsi, Kahn conclut ni plus ni moins à la parfaite inutilité pratique de ce modèle : « Malinvaud's picture of the social system, in which there is no spending out of profits, every worker has an arbitrary amount of wealth in the form of money, which yields no income, and the unemployed are provided with no means of support and are forced to live on their wealth, is too remote from reality to be of interest, though perhaps it will appeal to those who regard unemployment as being due to idleness. » (Kahn [1977], p. 384)

nominaux ne se traduit que par un excès d'offre (demande) de travail, de telle sorte que le niveau d'emploi demeure inchangé – cet excès d'offre ne pouvant être résorbé que par la hausse des prix (seul stimulant pour la demande de travail).



Source : Trevithick ([1977], p. 113)

Le même raisonnement doit être appliqué à la situation du marché des biens, où une droite croissante dans le plan  $(w, p)$  décrit l'ensemble des points pour lesquels l'offre est égale à la demande globale. Ici encore, un volume de transactions plus élevé est associé à un niveau des prix et des salaires plus élevé<sup>25</sup>. Cette fois, une hausse (baisse) des prix conduit à un excédent d'offre (excès de demande), du fait qu'elle affaiblit (renforce) la demande globale par la baisse (augmentation) de la valeur du salaire réel et des encaisses réels. En superposant les deux courbes dans un même plan, Trevithick retrouve la constellation prix-salaire de Malinvaud et met en évidence le fait que l'équilibre keynésien apparaît d'abord pour un niveau des prix et des salaires excessivement élevé par rapport au stock d'encaisses. Ainsi, bien le « chômage keynésien » puisse certes être résorbé par l'augmentation de la demande autonome  $(g)$ <sup>26</sup>, la politique consistant à réduire proportionnellement le niveau des salaires et des prix se révèle plus adaptée. En effet, le problème n'est pas tant ici l'insuffisance du niveau de la demande autonome que le niveau trop élevé des prix et des salaires, qui explique l'excès d'offre de travail par rapport à la demande (comme l'excès d'offre sur le marché des biens). Mais une solution, plus efficace encore, serait d'abaisser le seul niveau des prix (à  $w$  constant) pour faire croître la demande de biens, en raison de son impact positif sur la valeur des

<sup>25</sup> Mais, cette fois, pour un salaire réel plus élevé ; la droite est donc légèrement incurvée.

<sup>26</sup> Et nous avons vu par quel mécanisme économique curieux au chapitre précédent.

encaisses et du salaire réel. Par ailleurs, la baisse des prix conduirait à améliorer la situation sur le marché du travail, en faisant croître la demande de travail et diminuer l'offre (*via* l'effet d'encaisses). La perspective de Malinvaud se révèle ainsi nettement plus proche d'A. Pigou (1943) que de celle de Keynes, en faisant valoir que la baisse des prix peut être stabilisante pour l'économie par l'importance de l'effet d'encaisses réel<sup>27</sup>. Or, c'est précisément parce que Trevithick considère le recours à cette hypothèse comme un geste hautement spéculatif<sup>28</sup> qu'il refuse de prêter une quelconque validité empirique au modèle de Malinvaud :

« Many scholars more competent than I have taken issue with those neo-classical revivalists who place so many of their eggs in the long run basket of the real balance effect. It is well known that most of the evidence on the matter comes down on the side of the view that the real balance effect is of small, if not totally negligible, proportions. Nevertheless, it is a mystery why Malinvaud and Barro and Grossman chose to erect such a weighty edifice on such precarious foundations. » (Trevithick [1978], p. 116-7)

Pour finir, Trevithick pose ouvertement la question qu'il annonce comme la « question qui fâche » (*the awkward question*) : par quel moyen la croissance de la demande autonome est-elle financée dans le modèle de Malinvaud ? Nous n'avons fait qu'esquisser le problème au chapitre précédent, en soulignant la singularité des équations comptables de ce modèle. Mais, sur ce point, Trevithick ([1978], p. 117) va plus loin et suggère que, pour un stock d'encaisses donné, la croissance de la demande autonome ne peut être obtenue que par trois moyens : (i) par une baisse du niveau des prix ; (ii) par une augmentation de la vitesse de circulation de la monnaie ; (iii) par une croissance de l'offre de monnaie. Considérant que les deux premières sources de financement (i) et (ii) de la demande autonome sont d'un genre plutôt baroque, Trevithick conclut que la croissance de l'offre de monnaie doit être tenue pour le seul mode de financement crédible. Toutefois, ce mode de financement supposant l'intermédiaire de l'action d'une banque centrale, son absence explicite dans le modèle de Malinvaud achève de porter atteinte à son réalisme. A ce sujet, R. Kahn ([1977], p. 377) s'étonnait du fait que ce modèle n'admette aucune taxe (pouvant servir à financer la dépense autonome) et que tous les profits y soient épargnés mais que, dans le même temps, les profits comme l'épargne soient supposés comme prenant la forme exclusive de dépôts bancaires. Selon Kahn ([1977], p. 377) la raison à ce jeu d'hypothèses spécifique est toute évidente, il s'agit d'un tour de passe-passe visant à retrouver le principe keynésien selon lequel le revenu s'ajuste à un niveau tel, pour

---

<sup>27</sup> L'argumentation qu'a immédiatement opposée Pigou (1936, 1937) à la *Théorie Générale* de Keynes (1936) n'a pas initialement reposé sur l'effet d'encaisses réel. Pour un exposé systématique de la position de Pigou (et de son évolution) dans le débat l'opposant à Keynes, voir : A. Béraud (2003).

<sup>28</sup> Citant à l'appui l'analyse systématique de Goodhart ([1975], p. 202-207) sur l'impact de l'effet d'encaisses réel dans les modèles monétaires.

une propension à épargner donnée, que le flux de l'épargne est égal au déficit budgétaire et à l'investissement net – soit :  $S = G + I$ <sup>29</sup>. Quoi qu'il en soit, pour Kahn (1977) comme pour Trevithick (1978), il n'existe pas à proprement parler de mécanisme d'ajustement pour expliquer l'égalité entre l'épargne et l'investissement dans le modèle de Malinvaud. Et, surtout, rien qui ne ressemble au mécanisme décrit par Keynes (1936, ch. 7) où la variation de la demande autonome (et/ou celle de l'investissement) conduit, par l'ajustement du revenu (selon l'amplitude de l'effet multiplicateur), à faire croître le stock d'épargne de telle manière que l'identité  $I = S$  se réalise *ex post*.

Ainsi, une fois exposée la réaction des intéressés à l'ouvrage de Malinvaud, une première conclusion s'impose : celui-ci n'a pas convaincu de la capacité de la théorie non-walrasienne à offrir une (nouvelle) synthèse acceptable du débat qui oppose les keynésiens aux « classiques » depuis la fin des années 1960. Par ailleurs, et ce qui est autrement plus dommageable, *The Theory of Unemployment Reconsidered* n'a pas convaincu de la généralité de la théorie non-walrasienne – qu'il convient désormais de définir par sa capacité à inclure, comme à dépasser, les cas considérés par les théories walrasienne et keynésienne. Sur ce point, nous reprenons ci-dessous trois critiques analytiques majeures qui, bien qu'elles aient été adressées à Malinvaud (1977) et à son modèle en particulier, ont une portée bien plus générale qui permet de mettre en évidence le fait que les limites de la théorie non-walrasienne ont été identifiées dès la fin des années 1970.

Une première série de critiques conduit, ni plus ni moins, à discuter la validité des propriétés de statique comparative du modèle de Malinvaud. Sur ce point, alors que plusieurs commentateurs s'étaient contentés d'exprimer leur scepticisme quant à la généralité des résultats du modèle de Malinvaud (Mirrlees [1978], Trevithick [1978]), il revient à Knut Hildenbrand et Werner Hildenbrand (1978) de l'avoir démontré par un contre-exemple (ou contre-modèle)<sup>30</sup>. A l'instar de Reder (1979), les frères Hildenbrand ont mis en évidence la

---

<sup>29</sup> Nous avons au chapitre précédent comment les hypothèses comptables de Malinvaud conduisaient à l'identité :  $S + P = G$ . Pour obtenir l'identité comptable ci-dessus, Kahn prend simplement acte du fait que tous les profits sont épargnés pour ne considérer que l'épargne agrégée (d'où,  $S = P + S$ ) et détaille les composantes de la demande autonome pour faire apparaître la dépense publique et l'investissement net (soit,  $G = G + I$ ).

<sup>30</sup> Il est important de noter ici que les frères Hildenbrand ont fini par considérer le modèle de Malinvaud comme représentatif des modèles d'équilibres à prix fixes. En effet, alors que leur document de travail (disponible dès la fin de l'année 1976) portait initialement un titre plus spécifique (« On Malinvaud's Reconsideration of the Theory of Unemployment »), ces derniers semblent finalement avoir jugé bon d'en modifier l'intitulé à la publication (« On Keynesian Equilibria with Unemployment and Quantity Rationing »). Un tel glissement est de nature à conforter l'une des intuitions de ce chapitre, à savoir : le modèle de Malinvaud étant fidèle aux principes

forte sensibilité des résultats de Malinvaud à la manière dont sont spécifiées les anticipations des ménages. En reprenant les hypothèses du modèle de Malinvaud, Knut Hildenbrand et Werner Hildenbrand ([1978], p. 258-9) montrent ainsi que les anticipations futures des ménages y sont exagérément « pessimistes » : en cas de rationnement courant sur le marché du travail, les ménages actifs tendent systématiquement à anticiper qu'ils seront eux-mêmes rationnés à l'avenir. A l'inverse, ils formulent l'hypothèse plus réaliste selon laquelle les ménages actifs anticipent d'être (pleinement ou partiellement) employés à la période suivante. Si cela a pour effet de modifier les fonctions de demande notionnelle des ménages, la conséquence principale est de rendre les fonctions de demande effective dépendantes du taux de chômage comme de la manière dont le rationnement s'opère sur le marché du travail.

Par ailleurs, en prenant au sérieux l'ambition de Malinvaud de raisonner à partir de situations individuelles différenciées<sup>31</sup>, les frères Hildenbrand ([1978], p. 259-60) envisagent encore que les consommateurs puissent avoir des caractéristiques différentes (en particulier, quant à leurs anticipations). Désormais, les fonctions de demande effective apparaissent déterminées autant par le taux de chômage que par les caractéristiques particulières des consommateurs rationnés sur le marché du travail, telle que la *distribution du chômage* au sein de la population devient cruciale pour déterminer les fonctions de demande effective. A l'appui de leur contre-exemple (ou contre-modèle), dont les hypothèses ne varient que marginalement par rapport au modèle de Malinvaud (1977), les frères Hildenbrand ([1978], p. 261-4) démontrent que les propriétés de statique comparative ne sont pas bien déterminées à l'intérieur d'un même type d'équilibre à prix fixes, en particulier le cas « keynésien » (qu'ils prennent pour objet)<sup>32</sup>. En effet, dès lors qu'on adopte leur contre-exemple (et donc, entre autres, leur jeu d'hypothèses alternatif quant aux anticipations des ménages), le cas d'équilibre keynésien présente deux solutions pour un

---

de la théorie non-walrasienne, les critiques affectant la généralité de ses résultats conduisent *ipso facto* à relativiser la généralité de la théorie non-walrasienne.

<sup>31</sup> Si les propriétés des agents (consommateurs et producteurs) sont certes homogènes, le modèle de Malinvaud ne se réduit à un modèle à agent représentatif (*i.e.* à un seul agent) du simple fait qu'il envisage la différenciation des situations individuelles du fait des caractéristiques de son schéma de rationnement – schéma d'ailleurs repris, en l'état, dans la démonstration menée par les frères Hildenbrand.

<sup>32</sup> Plus précisément, Hildenbrand et Hildenbrand ([1978], p. 262-4) établissent la condition nécessaire pour que la proposition selon laquelle un équilibre keynésien ne puisse pas admettre plus d'une solution soit vérifiée, *i.e.* la propension marginale à consommer à partir du revenu du travail doit être inférieure à 1. A ce niveau, les frères Hildenbrand montrent que, si le modèle de Malinvaud satisfait bien à cette condition, c'est essentiellement à son jeu d'hypothèses particulier sur les anticipations des ménages (et dénoncé plus haut) qu'il le doit. A l'inverse, leur contre-exemple (plus réaliste) exhibe une propension marginale à consommer supérieure à 1. A noter que leur démonstration se fonde sur l'étude du signe de l'un des déterminants de la propension marginale à consommer à partir du revenu du travail : la variation du stock d'encaisses par rapport à la variation du chômage (elle-même déterminée par la différence entre les encaisses finales des actifs et des chômeurs).

ensemble de valeurs exogènes ( $p, w, g$ ) donné. Un tel résultat est de nature à remettre en cause l'une des thèses majeures de Malinvaud (1977), comme de la théorie non-walrasienne : l'efficacité des diverses mesures de politique économique est relative au type d'équilibre (non-walrasien) dans lequel se trouve l'économie. A l'inverse, et dès lors qu'il n'y a plus de raison de penser qu'à un ensemble donné de paramètres exogènes est associé un (et uniquement un) équilibre non-walrasien, la capacité à déterminer les mesures de politiques économiques efficaces tend à s'effondrer. Ainsi, la démonstration des Hildenbrand ([1978], p. 270-73) aboutit logiquement à relativiser la généralité des propositions de statique comparative (du moins pour le cas keynésien), comme elle remet en cause logiquement le tracé de la constellation salaire-prix de Malinvaud (1977)<sup>33</sup>.

Par la suite, si les conclusions limitatives des frères Hildenbrand ont bien souvent été mentionnées dans la littérature non-walrasienne (Drazen [1980], Dehez [1982], Blad [1981], Weddepohl [1983]), le modèle (ou contre-modèle) qu'ils exposent est lui largement repris car considéré comme étant le premier à avoir souligné l'importance du rôle des anticipations pour les résultats des modèles d'équilibres à prix fixes (Muellbauer et Portes [1978], Steigum [1980], Michel [1982], Neary et Stiglitz [1983]). Sur ce point, il faut ajouter que M. Reder (1979), dans sa revue de l'ouvrage de Malinvaud, s'était attaché à dénoncer de manière systématique l'insuffisance des variables reflétant les anticipations des agents, supputant que celles-ci auraient évidemment une incidence sur la détermination des équilibres à court terme. En effet, Reder ([1979], p. 665) fait valoir que la spécification explicite des anticipations futures des agents au niveau de leurs fonctions d'offre et de demande, telle que la variation d'une (ou plusieurs) des valeurs exogènes modifie leurs valeurs anticipées, devrait conduire à ce que la détermination des équilibres non-walrasiens s'en trouve modifiée. Dès lors, pour Reder ([1979], p. 665), la difficulté que pose le modèle de Malinvaud n'est pas tant la variété des processus d'ajustement dynamique auquel il peut conduire à moyen terme (comme nous l'avons vu en section 1.2.), mais d'abord la variété – pour un processus d'ajustement donné – de ses résultats obtenus à court terme en raison de ses conditions initiales indéterminées ; soit ses propriétés de statique comparative :

---

<sup>33</sup> Toutefois, Hildenbrand et Hildenbrand ([1978], p. 267-8 et 273) suggèrent que ces propriétés de statique comparative sont mieux déterminées dans le cas d'une offre de travail fixe (soit le cas envisagé en annexe par Malinvaud). Sur ce point, nous n'avons pas cherché à savoir si les théoriciens à prix fixes ont pris en compte cette critique et/ou ont présenté, à l'image de Grandmont (1989), le modèle standard sous l'hypothèse d'une offre de travail fixe (inélastique).



« In a nutshell, any short-period equilibrium model must be extracted from an ongoing dynamic process ; the state of the process at the moment of extraction interacts with the parameters (of the process) to determine the functional form, parameters, and initial position (including anticipations and asset positions of all economics agents) of the short period equilibrium model. In failing to specify anything about the structure of the dynamic process or its state in the interval to which his model refers, Malinvaud leaves his equilibrium model seriously underspecified. The consequence of this is to cast doubt upon the substance both of his analysis and of his policy recommendations. » (Reder [1979], p. 665-6)

Ainsi, Reder passe-t-il aisément de la critique de l'insuffisante représentation des anticipations à celle de la méthode statique comparative de Malinvaud, en soutenant qu'un équilibre statique (à court terme) ne saurait jamais être complètement déterminé tant que le processus dynamique sous-jacent demeure non spécifié. Sur ce point précis, selon Reder ([1979], p. 667-8), le défaut de conception majeur du modèle de Malinvaud tient d'abord au comportement passif qu'il prête aux agents, supposés accepter sans résistance les valeurs des paramètres exogènes pour chaque période donnée.

« Absent variables reflecting anticipations, the model provides no way of linking successive short-period equilibria to explain the movement of the system. Either each short period is self-contained and unrelated to any of its predecessors or successors, or the entire history of the system is completely determined by its structure and initial conditions, which no one ever surprised or disappointed. The latter assumption is uninteresting, especially for policy purposes, and Malinvaud is well aware of the inadequacy of the former. » (Reder [1979], p. 668)

Par ailleurs, si la modification d'une (ou plusieurs) variable exogène a vocation à être comme constamment (et/ou parfaitement) anticipée par les agents, Reder suggère qu'il y a de bonnes raisons de douter de l'efficacité de l'intervention du gouvernement – en particulier d'une augmentation de la demande autonome. Ainsi, pour Reder ([1979], p. 668-9), le seul moyen d'introduire le mouvement dans le cadre (statique) des modèles d'équilibres à prix fixes existants est de développer le rôle des anticipations, de telle manière que l'efficacité d'une intervention publique dépend *in fine* de sa capacité à surprendre ou – mieux – tromper les agents, comme dans les modèles monétaristes de la courbe de Phillips (Friedman [1968]).

Une deuxième série de critiques conduit à relativiser la portée des résultats du modèle de Malinvaud, comme des modèles non-walrasiens, en exploitant la possibilité qu'un marché noir puisse se développer dans des économies où les prix sont fixés. En effet, pour R. Kahn (1977), dès lors que des échanges hors marché sont possibles<sup>34</sup>, n'importe quel acheteur a la

---

<sup>34</sup> Sur ce point, il faut souligner que Kahn se rend ici coupable d'une confusion à l'égard de la théorie non-walrasienne. En effet, en reposant sur le postulat de « marché efficace » (stipulant l'existence d'un marché unique pour le bien), cette théorie a exclue de fait la possibilité qu'un marché noir se développe. Dans le même

possibilité de revendre un bien (acheté à prix fixe) à un prix plus élevé, tel que le développement d'un marché alternatif (marché noir) finira par avoir raison de la fixité des prix et des rationnements sur tous les marchés. De son côté, Coddington (1978) avance un argument plus subtil, qui revient à interroger les conditions d'émergence d'un marché noir dans une économie à prix fixés. En fin connaisseur des procédures de rationnement, Coddington (1978) commence par souligner que tout écart durable entre les offres et les demandes sur un marché donné finit par révéler la possibilité d'échanges mutuellement avantageux, qui seront saisies par les agents dès lors que les coûts associés à un échange hors marché (coûts de recherche, coûts de transaction, coûts de rupture des contrats implicites, *etc.*) deviennent inférieurs aux bénéfices qu'en escomptent les agents<sup>35</sup>. Ainsi, la *soutenabilité* d'une économie à prix fixes (*i.e.* le fait qu'un marché noir ne se développe pas) dépend en dernière analyse des calculs coût-bénéfice effectués par les agents, mais également de l'importance des déséquilibres. Ce deuxième critère s'avérant, finalement, le plus décisif. En effet, à mesure que les écarts entre les offres et les demandes s'amplifient, les possibilités d'échanges mutuellement avantageux se développent de telle sorte que les transactions (hors marchés) deviennent progressivement plus profitables (en dépit des coûts qu'elles induisent). A l'issue de cet enchaînement causal émerge la condition nécessaire pour qu'une économie à prix fixes soit *soutenable*, à savoir : les déséquilibres (ou équilibres non-walrasiens) ne doivent pas être trop éloignés de l'équilibre concurrentiel walrasien. Dit autrement, l'économie que décrit le modèle de Malinvaud ne saurait faire l'objet de déséquilibres de forte amplitude :

« [Malinvaud's] first principle is, quite simply, that trading is determined by the short side of the market, so that some of all traders on the long side of the market are subject to non-price rationing. A corollary of this, not mentioned by Malinvaud, is that the further away the configuration of prices is from the Walrasian equilibrium configuration, the greater is the burden thrown onto the procedures for non-price rationing. » (Coddington [1978], p. 1013)

Ainsi, la prise en compte des conditions d'apparition d'un marché noir conduit à relativiser la portée de la théorie à prix fixes pour traiter des déséquilibres dans une économie de marché

---

temps, cette remarque de Kahn permet de mettre en évidence l'importance de ce postulat pour la théorie non-walrasienne. En plus de faciliter grandement la démonstration de l'unicité d'un équilibre non-walrasien, le postulat de « marché efficient » a l'avantage d'obscurcir l'une des conditions les plus limitatives des modèles non-walrasiens, à savoir l'émergence d'un marché noir.

<sup>35</sup> Sur ce point, A. Coddington (1978), comme Drazen (1980) avant lui, souligne l'ironie des modèles non-walrasiens qui, bien qu'ayant une vocation à décrire le fonctionnement d'une économie réellement décentralisée (dans laquelle l'intervention du commissaire-priseur est supposée défailante), maintiennent l'hypothèse du modèle Arrow-Debreu que l'organisation des échanges s'opère sans le moindre coût.

décentralisée ; celle-ci ne pouvant, raisonnablement, prétendre qu'à l'analyse de déséquilibres de faible amplitude. De même, les concepts de chômage « keynésien » ou « classique » voient *ipso facto* leur portée réduite à un ensemble de situations plus ou moins anecdotiques, au voisinage de l'équilibre walrasien, et causées par une (faible) distorsion du système de prix. A l'issue de son raisonnement, Coddington (1978) présente cependant une conclusion plutôt nuancée (bien qu'ambivalente) à l'égard de l'ouvrage de Malinvaud, en rendant hommage à la stratégie ingénieuse visant à analyser les conséquences des prix fixes indépendamment des causes qui les déterminent avant d'en anticiper les faiblesses et les effets pervers :

« In trying to separate the consequences of sticky prices from their causes, the stickiness of prices has to be introduced as a purely dysfunctional element: as a manifestation of "friction" or "inertia". As far as macroeconomic problems are concerned, this friction or inertia becomes the cause of the trouble. » (Coddington [1978], p. 1017)

Une dernière série de critiques, portées initialement par R. Kahn (1977) mais reprises et/ou étendues par plusieurs auteurs (Rotschild [1978], Weddepohl [1983], Lavoie [1986]), conduit à la remise en cause des fondements théoriques et logiques de l'un des régimes d'équilibre non-walrasiens : le « chômage classique ». Ainsi, à l'encontre de Malinvaud ([1980a], p. 143-51) qui s'était efforcé d'en démontrer la faible probabilité d'occurrence (par rapport au « chômage keynésien »), Kahn ([1977], p. 381-3) rétorque qu'une telle situation est surtout impossible. Et ceci, en vertu de l'argument précédent : un excès de demande de biens à toutes les chances de conduire à l'émergence d'un marché noir, faisant tendre à la hausse le prix du bien et réduisant *ipso facto* la valeur du salaire réel. Dans ces circonstances où le marché noir garantit (certes avec retard) l'apurement des marchés, le fait qu'une économie soit sujette à prix fixés n'implique que celle-ci soit en proie au rationnement, ni même qu'elle est incompatible avec l'équilibre walrasien. Toutefois, Kahn (1977) avance un seconde raison, plus fondamentale, pour montrer que le « chômage classique » n'a guère de sens, tant du point de vue logique que pratique : l'émergence d'une telle situation résulte essentiellement des propriétés de la fonction de production. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la fonction de production du modèle de Malinvaud (1977) est à rendements d'échelle décroissants<sup>36</sup> (ou à coûts marginaux croissants)<sup>36</sup> et n'admet aucune capacité de production.

---

<sup>36</sup> R. Kahn ([1977], p. 379-83) y consacre une section entière Cette hypothèse de rendements décroissants pour montrer combien elle trahit l'ancrage néoclassique de Malinvaud ; le recours à une telle hypothèse n'étant justifié, selon lui, que pour sa commodité analytique. Ainsi : « Malinvaud includes another element in his story that is incompatible both with Walras and with Keynes – an aggregate marginal cost curve, based in effect, on the assumption of perfect competition. [...] Malinvaud assumes a rising supply curve determined by marginal cost as in an old-fashioned textbook. » (Kahn [1977], p. 379)

Conformément à la théorie classique, les rendements décroissants impliquent qu'une augmentation de la production (*via* la croissance de l'emploi) se traduise par l'augmentation du coût marginal des prix, de telle sorte que le prix des biens est condamné à augmenter tandis que le salaire réel est voué à diminuer. Un tel enchaînement causal résulte de ce que Keynes ([1936], p. 35) appelle le *1<sup>er</sup> postulat de la théorie classique de l'emploi*, imposant que le salaire réel est égal à la productivité marginale du travail, et dans lequel ce dernier inscrit d'ailleurs son raisonnement. De même, le modèle de Malinvaud (1977) repose sur ce *1<sup>er</sup> postulat*, mais l'enchaînement causal décrit ci-dessus s'y trouve obstruée par l'hypothèse de fixité des prix. Ainsi, la croissance de la production et de l'emploi ne s'y accompagne pas d'une hausse des prix et d'une baisse des salaires réels, illustrant en cela l'idée que les ajustements à court terme ne se font que par les quantités. Sur ce point, Kahn ([1977], p. 383) fait valoir qu'il est tout simplement incohérent d'associer la fixité des prix à l'hypothèse des rendements décroissants dans un modèle à un bien homogène. En effet, dès lors que les prix sont supposés fixes, il apparaît évident que la production d'une firme finira par buter sur un volume de production prédéterminé par la maximisation du profit. Au-delà de cette limite, les firmes n'ont plus intérêt à faire croître leur production (et donc l'emploi) si elles ne veulent pas produire à perte, c'est-à-dire à un coût marginal excédant son prix. Ainsi, le seul moyen pour elles d'accroître la production serait d'augmenter les prix. Pourtant, l'absurdité d'une situation de « chômage classique » tient en ceci que les firmes, bien qu'elles soient dans l'impossibilité d'accroître la production (car le prix est fixé à un niveau trop faible), disposent d'une demande excédentaire pour leur bien (car le prix est fixé à un niveau trop faible). Dans les deux cas, la solution passe par le relèvement des prix ; une solution qui serait d'ailleurs hautement bénéfique pour les firmes et leurs profits, car elles verraient ainsi augmenter leurs recettes (le prix du bien s'élevant) et diminuer leurs coûts (le salaire réel baissant). De manière astucieuse, Kahn (1977) conclut que la reconnaissance d'une situation de chômage classique conduit Malinvaud (1977), comme les modèles à prix fixes, à renoncer au postulat selon lequel les firmes maximisent leur profit. En effet, dans une telle situation, la maximisation du profit devrait conduire les firmes à augmenter leurs prix, en même temps que la production et l'emploi, pour résorber l'excès de demande sur le marché des biens comme l'excès d'offre sur le marché du travail :

« Malinvaud mixes the two, assuming a single homogeneous commodity, many producers with rising cost curves, and yet prices which stay fixed in the face of excess demand. It is this that is impossible. For, on these assumptions, producers who are profit maximisers would not keep their prices fixed. The whole notion of sticky prices, based on the studies of the real manufacturing

world to which Malinvaud refers early in his lectures, cannot be squeezed into the textbook notion of homogeneous products and rising cost curves. » (Kahn [1977], p. 383)

Ainsi, le concept de chômage classique résulte-t-il essentiellement de la coexistence des hypothèses de prix fixes et de rendements décroissants. Ce résultat a d'ailleurs été démontré peu de temps après par C. Weddepohl (1982) qui, en remplaçant l'hypothèse des rendements décroissants par celle de rendements constants (ou croissants) dans le modèle de Malinvaud, montre que le cas de « chômage classique » disparaît, purement et simplement ; seuls demeurent les cas de sous-emploi keynésien et d'inflation contenue (ainsi qu'une situation qu'il qualifie d'« intermédiaire »). Un tel résultat peut s'expliquer très simplement : si, pour une firme, il n'est pas plus coûteux d'employer un nouveau travailleur pour accroître la production, celle-ci peut désormais résorber un excès de demande pour son bien car son coût marginal reste constant – la condition étant, bien sûr, que ce coût soit inférieur au prix (fixé). Par ailleurs, pour Kahn ([1977], p. 383), le seul moyen de pallier cette incohérence logique des modèles d'équilibres à prix fixes consistait ainsi à abandonner l'une des deux hypothèses suivantes : la fixité des prix ou les rendements décroissants. Avant de suggérer à Malinvaud d'adopter l'hypothèse de coûts / rendements constants, du fait que celle-ci a l'avantage de justifier l'hypothèse de fixité des prix (*via* la concurrence imparfaite) tout en étant concordante avec la plupart des études empiriques sur le fonctionnement des firmes industrielles (Kahn [1977], p. 383)<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> Ce point est devenu essentiel pour les économistes post-keynésiens (Lavoie [1986], Skarstein [1992]), qui reconnaissent unanimement que l'un des défauts majeurs de la *Théorie Générale* (Keynes [1936]) est précisément d'avoir supposé vérifié le 1<sup>er</sup> postulat classique, et – partant – d'avoir pris pour acquise l'hypothèse selon laquelle les salaires réels évoluaient de manière contra-cyclique par rapport au niveau de l'emploi. Or, une telle corrélation statistique a rapidement été invalidée par la suite par une série d'études empiriques (Dean [1936], Dunlop [1938], Tarshis [1939], Kalecki [1939], Neal [1942], Fog [1956]). A l'inverse, les résultats de ces études empiriques (qui n'ont jamais vraiment été démenties par la suite, si l'on en croit Yordon [1987] et Skarstein [1992]) mettent plutôt en évidence l'existence d'une relation linéaire entre les coûts variables et le volume de la production, en particulier pour le secteur industriel. Après avoir pris connaissance de ces études (en particulier, Dunlop [1938], Tarshis [1939], Kalecki [1939]), Keynes (1939) a très clairement fait savoir sa disposition à adopter l'hypothèse de salaires réels constants (au détriment du 1<sup>er</sup> postulat), en ajoutant que cette nouvelle hypothèse a par ailleurs l'avantage de simplifier considérablement sa démonstration selon laquelle le volume d'emploi est ultimement déterminé par le niveau de la demande effective. Ainsi, Keynes n'a-t-il démontré aucune résistance particulière à abandonner le 1<sup>er</sup> postulat classique : « [...] it is evident that Mr. Dunlop, Mr. Tarshis and Dr. Kalecki have given us much to think about, and have seriously shaken the fundamental assumptions on which the short-period theory of distribution has been based hitherto ; – it seems that for practical purposes a different set of simplifications from those adopted hitherto are preferable. » (Keynes [1939], p. 50). Par ailleurs, il convient de noter que H. Grossman a eu connaissance de cette réaction de Keynes car il signale, au détour d'un article (Grossman [1972b]) particulièrement à charge contre l'interprétation de la théorie de Keynes par Leijonhufvud (*On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*), que la théorie des équilibres à prix fixes correspond particulièrement bien à la théorie de Keynes car celui-ci a fini par abandonner l'hypothèse d'une évolution contra-cyclique des salaires réels. Toutefois, Grossman (1972b) ne semble pas avoir fait le lien entre l'abandon de cette conséquence et l'abandon de l'hypothèse qui en est la cause, soit l'hypothèse des rendements décroissants, que Grossman a maintenu de manière constante.

## 2.2. La réponse d'Edmond Malinvaud : entre prudence et aveu d'impuissance

Edmond Malinvaud profite de la traduction française de son ouvrage pour signaler, parfois dans le texte mais surtout en notes de bas de page, les quelques développements postérieurs dont son modèle a fait l'objet depuis 1977. Ainsi, le texte original n'a été révisé qu'à la marge et qu'à cette fin, ce que Malinvaud ([1980a], p. 22) justifie par sa volonté de ne pas nuire à son accessibilité – dont nous avons vu qu'elle a constitué l'un des ressorts de son succès (mais pas le seul). Par ailleurs, il saisit également l'occasion de la parution de *Réexamen de la théorie du chômage* (Malinvaud [1980a]) pour répondre aux critiques qui lui ont été adressées au détour d'une longue préface (d'environ une vingtaine de pages).

De manière générale, Edmond Malinvaud adopte tout au long de cette préface une posture très distante vis-à-vis de ses résultats passés, comme s'il en relativisait lui-même la pertinence et la portée. Une telle posture se traduit symboliquement par le fait qu'il entame son propos par quelques remarques méthodologiques visant à clarifier le statut de la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie *via* la théorie à prix fixes et les raisons motivant son engagement dans cette voie. Il indique ainsi que le renouvellement de la théorie du chômage auquel il aspire se situe, en amont, à un niveau proprement opérationnel : « au niveau de la formulation des modèles qui fournissent le cadre tantôt de la réflexion, tantôt des projections quantitatives. » (Malinvaud [1980a], p. 8). En d'autres termes, il reconnaît que la démarche théorique dans laquelle il s'inscrit reste encore largement exploratoire pour le moment. Si l'ambition est bien de renouveler la théorie du chômage existante, tout comme les modèles macro-économétriques servant à l'analyse des effets des politiques économiques, l'objectif est loin d'être atteint. Ainsi :

« Le lecteur ne doit donc pas s'attendre à trouver ici une théorie directement opératoire, mais plutôt des éléments pour le progrès d'une telle théorie. A divers endroits le texte comporte des phrases qui, sorties de leur contexte, paraîtront directement pertinentes pour la politique économique de notre temps ; mais, qu'on ne s'y trompe pas, elles s'expliquent par les nécessités d'un exposé qui se doit de retenir l'attention et de rappeler de temps à autres la finalité lointaine de la théorie étudiée. » (Malinvaud [1980a], p. 8)

L'ambition de *The Theory of Unemployment Reconsidered* est-elle ainsi réduite à un niveau strictement théorique, c'est-à-dire sans prétendre sérieusement contribuer à éclairer les choix de politique économique. Dit autrement, l'ensemble des propositions qui y sont contenues ont un statut analogue à n'importe quelle proposition émanant de l'économie mathématique : des

spéculations théoriques sans rapport, ni nécessaire ni évident, avec la réalité empirique. Ainsi, la validité de chaque proposition ne dépend que des hypothèses qu'il a fallu poser pour l'obtenir. Et Edmond Malinvaud ([1980a], p. 8) tient à prévenir son lecteur que celles-ci sont nombreuses. De même, il prévient aussi qu'une application directe n'a jamais été l'objectif poursuivi dans cet ouvrage ; ceci supposant, au préalable, de tester puis substituer les hypothèses qui se seraient révélées trop irréalistes<sup>38</sup>. Enfin, il prévient que les quelques recommandations de politique économique que contient son ouvrage ne doivent pas non plus être prises trop au sérieux, celles-ci dérivant d'un modèle dont les prémisses n'ont pas été reconnus comme suffisamment plausibles :

« [...] à tous ceux qui voudraient agir aujourd'hui pour améliorer rapidement l'emploi ce livre n'apportera malheureusement aucune aide. Sa seule utilité éventuelle se trouve dans le perfectionnement des outils auxquels le choix des actions en faveur de l'emploi pourra être éclairé. Mais ce perfectionnement exige du temps car il suppose d'abord la critique collective des idées et constructions théoriques, puis leur transposition dans la mise au point de modèles économétriques adéquats. » (Malinvaud [1980a], p. 8)

Il apparaît ainsi clairement à ce niveau que, pour Malinvaud, le renouvellement de la théorie du chômage est un projet dont il pressent déjà qu'il prendra un temps certain pour se réaliser aux niveaux théorique et opérationnel. Ainsi, l'ambition de son ouvrage est revue à la baisse. Il s'agit finalement d'étudier comment la théorie du chômage pourrait être précisée à l'appui de la nouvelle théorie des équilibres à prix fixes. Et c'est à ce niveau, essentiellement théorique, que Malinvaud entend répondre aux critiques qui lui ont été adressées – à commencer par la non-plausibilité de l'hypothèse de fixité des prix. Sur ce point, il précise que l'hypothèse n'implique pas que les prix soient fixés une fois pour toutes ; elle vise d'abord à souligner que la formation des prix est autonome vis-à-vis de la formation des demandes et des offres, et même vis-à-vis des achats et des ventes (Malinvaud [1980a], p. 10). Sur ce point, Edmond Malinvaud reste fidèle à la méthode d'analyse à « prix fixes » décrite par Hicks (1965, 1974), où l'hypothèse ne signifie pas tant que les prix ne varient pas mais que les causes de leur variation sont tenues pour exogènes au modèle (Hicks [1974], p. 23).

Dans cette perspective, l'hypothèse de fixité de prix apparaît comme une manière simple de traduire analytiquement l'idée que les prix s'adaptent de manière plus lente à ce qu'exigerait l'hypothèse de *market-clearing* caractérisant la théorie classique des prix. Pour autant, si les prix sont effectivement tenus pour variable exogène du modèle, cette hypothèse n'a de valeur

---

<sup>38</sup> Nous n'analyserons pas ici la valeur de ces remarques méthodologiques, car nous aurons l'occasion d'y revenir plus systématiquement dans la seconde partie de la thèse.

que pour les analyses à court terme – « les seules pour lesquelles elle puisse être défendue comme fournissant une approximation suffisante. » (Malinvaud [1980a], p. 11) Face au problème posé par la rigidité des prix, Malinvaud répète son argumentaire initial et déplace la question sur le terrain de l'analyse à moyen terme, en laissant entendre que la recherche collective de spécifications traduisant la réaction des prix aux déséquilibres observés à court terme finira par faire émerger une solution satisfaisante.

« Il importe donc d'étudier comment, dans la moyenne et la longue période, les prix évoluent simultanément avec les offres et les demandes. Le réexamen des idées sur les phénomènes macroéconomiques doit aller bien au-delà de celui auquel il est procédé dans ce livre. Mais l'analyse de l'équilibre à court terme est un préliminaire obligé pour l'étude rigoureuse des fluctuations conjoncturelles et de la croissance. [...] La théorie des équilibres temporaires « à prix fixes », examinée ici, est donc riche de prolongements dont on peut prévoir l'émergence dans les années prochaines et qui, incorporant certaines lois sur l'évolution induite des prix, ont toute chance d'apporter des progrès significatifs à la compréhension des phénomènes économiques. » (Malinvaud [1980a], p. 12-3)

Bien qu'il reconnaisse qu'à partir du moment où la fixité des prix constitue un fait d'observation, unanimement reconnu, il est justifié d'en faire l'hypothèse et de se contenter d'en tirer les conséquences sur le plan analytique, Edmond Malinvaud prend toutefois au sérieux la critique selon laquelle cette hypothèse serait dénuée de fondements théoriques<sup>39</sup>. Ne serait-ce que parce qu'en sciences sociales, un fait d'observation « a rarement la simplicité et la force que le langage suggère. » (Malinvaud [1980a], p. 13) Ainsi reprend-t-il la série d'explications, ayant émergé entre-temps dans la littérature, qui justifient le maintien de prix rigides en présence d'offres ou de demandes excédentaires. Il fait alors référence, pêle-mêle, à la théorie des contrats implicites ; à la théorie dite des *menu costs* ; aux analyses de concurrence imparfaite de T. Negishi (1979). Mais, pour Malinvaud, l'enjeu pour la théorie à prix fixes est d'abord d'en rendre l'approche dynamique – comme l'ont initié, par exemple, Böhm (1978) ou Honkapohja (1979). La démarche la moins spéculative consistant, pour lui, à spécifier un processus d'ajustement dynamique qui soit fidèle aux enseignements des études économétriques concernant l'évolution des prix et des salaires. Dans le même temps, il reconnaît le bénéfice d'un approfondissement analytique et considère que trois facteurs méritent attention dans la spécification d'un processus dynamique : l'accumulation du capital,

---

<sup>39</sup> Sauf si celle-ci émane d'économistes pour qui la théorie de l'équilibre général concurrentiel constitue le seul horizon intellectuel : « On peut évidemment écarter une telle critique en la trouvant mal venue, surtout quand on constate qu'elle émane parfois d'individus qui nient plus ou moins explicitement la réalité du chômage involontaire et des autres déséquilibres de même nature. On pourrait ironiser sur la faiblesse de la « justification » souvent donnée à l'hypothèse alternative de prix suffisamment flexibles pour assurer l'égalisation permanente des offres et des demandes : à savoir l'existence de commissaires-priseurs sur tous les marchés. » (Malinvaud [1980a], p. 13)



l'évolution des prix et la révision des anticipations. Sur ce point, Malinvaud annonce qu'il a déjà engagé des recherches sur les facteurs qui déterminent l'investissement (notamment « la profitabilité ») et qui peuvent avoir un effet sur la détermination de l'équilibre à moyen terme. A ce niveau, il n'est pas utile d'évoquer ces travaux (*cf.* chapitre 3). Toutefois, il convient de noter que sur la question proprement dynamique, Malinvaud entretient l'espoir d'améliorer la pertinence du modèle à prix fixes sans proposer de réponses plus précises aux questions soulevées, entre autres, par Melvin Reder.

S'agissant de la généralité du modèle qu'il a proposé, Edmond Malinvaud se montre nettement plus prudent, reléguant sa contribution à l'arrière-plan et préférant insister sur sa motivation première de faire comprendre le sens et la portée des avancées théoriques réalisées au sein de l'approche des équilibres à prix fixes. Aussi justifie-t-il, rétrospectivement, son recours à un modèle simplifié (qu'il rappelle avoir qualifié de « prototype », comme pour prouver sa bonne foi d'alors<sup>40</sup>) dans le but d'aboutir à des conclusions démonstratives, capables d'éveiller l'intérêt et de susciter des recherches ultérieures – quitte à sacrifier la généralité. Toutefois, la posture de retrait qu'adopte Malinvaud est loin d'être convaincante ; elle est d'ailleurs, pour le moins, ambigu car il ajoute immédiatement après :

« [...] ce procédé de présentation peut induire le lecteur en erreur, s'il croit que j'attribue au prototype la vertu de révéler sans ambiguïté les propriétés du monde réel<sup>41</sup>. Certes, je considère que les conclusions obtenues sur l'exemple traité ont un vaste domaine de validité [...]. Mais justement parce que je n'ai pas à ma disposition une théorie générale entièrement construite, j'ignore jusqu'où va cette validité. Le lecteur doit donc maintenir son esprit critique en éveil et savoir interpréter les résultats comme des conjectures plutôt que comme des propriétés établies. » (Malinvaud [1980a], p. 21)

Les commentaires que nous avons exposés précédemment mettent pourtant bien en évidence le fait que la validité du modèle de Malinvaud est toute relative. Sur ce sujet précis, il reconnaît quelques problèmes « techniques » en faisant référence à l'article des frères

---

<sup>40</sup> Ce que la plupart des commentateurs ont cependant bien noté, sans pour autant se laisser abuser par le procédé rhétorique – comme l'illustre cette remarque de Trevithick : « Malinvaud is commendably modest concerning the embryonic state of his speculations on the theory of unemployment. On the other hand, while acknowledging Malinvaud's claim that his model should only be regarded as a prototype, the present reviewer has strong reservations about certain aspects of Malinvaud's rudimentary model. » (Trevithick [1978], p. 116)

<sup>41</sup> Il insère ici une note de bas de page adressée à Richard Kahn, ajoutée à un renvoi à sa recension de l'ouvrage : « C'est notamment parce qu'il l'a cru et non pas seulement parce qu'il vit à Cambridge, que R. Kahn a jugé bon d'employer un ton virulent pour critiquer certains aspects de ce livre. » (Malinvaud [1980a], note de bas de page 7, p. 21). Le fait de ne pas discuter plus en profondeur la critique de R. Kahn, de même que le ton effectivement employé par ce dernier à son encontre, en dit long des rapports qui s'établissent à l'époque entre les économistes se réclamant de l'école de Cambridge et les keynésiens engagés dans la recherche des fondements micro- de la macroéconomie, notamment en France.

Hildenbrand (1978) ; il admet également qu'il est aisé de construire des contre-exemples à son modèle, en améliorant notamment la représentation des anticipations des ménages qui reste incomplète (Malinvaud [1980a], p. 84 et 124). Vis-à-vis de l'argument de Coddington (1978), Edmond Malinvaud fait montre d'honnêteté intellectuelle, en renvoyant d'abord très précisément à sa recension de l'ouvrage dans une note de bas de page. Mais il détaille encore sur deux pages, avec minutie, son argumentation (Malinvaud [1980a], p.16-7) avant de souscrire explicitement à l'idée qu'un écart trop important entre offres et demandes excédentaires révèle la possibilité d'échanges mutuellement avantageux. Et sa conclusion ne se fait pas attendre :

« Quand certaines offres ou demandes excédentaires deviennent élevées, les hypothèses retenues ici risquent d'être mises en défaut de deux manières. D'un côté les prix auxquels s'effectuent la plupart des transactions concernant certains produits ou services peuvent effectivement réagir, même à court terme. D'un autre côté, certains marchés secondaires peuvent apparaître, pratiquant d'autres prix et souvent d'autres méthodes d'échange. L' « économie parallèle » ou « économie informelle » peut se développer, avec ses marchés noirs, ses entreprises vivant en marge des usages et même des règles établies. C'est une question de jugement de savoir à partir de quand de tels écarts par rapport aux hypothèses de ce livre deviennent assez importants pour ne plus pouvoir être négligés, même dans les analyses à court terme. » (Malinvaud [1980a], p. 17)

Bien qu'il termine cette section par un effet de manche (« *c'est une question de jugement de savoir [...]* »), le simple fait de souscrire à l'argument d'A. Coddington le conduit à reconnaître une faible amplitude aux déséquilibres analysés par la théorie des prix fixes – ce qu'il admet, explicitement, quelques lignes plus loin<sup>42</sup> et qu'il mentionnera régulièrement dans ses contributions ultérieures (en particulier, Malinvaud [1980b], p. 28). Toutefois, dans cette préface, il n'en dira pas plus à ce sujet. Ce qui se comprend d'ailleurs très bien, car c'est à la fois la portée des conclusions de l'ouvrage, comme celle de la théorie non-walrasienne, qui s'en trouvent fortement relativisées. En effet, quelle pertinence accorder désormais au concept de « chômage keynésien » si l'excès d'offre (généralisée) n'apparaît qu'au voisinage d'un équilibre walrasien ? La réponse est évidente ; du moins si l'ambition reste d'exprimer analytiquement une situation de chômage de masse. De même, les autres cas d'équilibres non-walrasiens apparaissent-ils d'une faible portée s'ils ne visent que des cas de déséquilibres négligeables. Enfin, par enchaînement logique, c'est la légitimité de l'intervention publique qui s'en trouve remise en cause. Ainsi, pour quelle raison faudrait-il mobiliser des instruments de politique économique (par ailleurs, coûteux) si les déséquilibres à court terme en cause

---

<sup>42</sup> Ainsi : « *Le fait que les déséquilibres entre offres et demandes soient relativement petits ne rend pas ceux-ci nécessairement négligeables dans toutes les études de la croissance. Il est des cas où ces déséquilibres, même faibles, peuvent affecter sensiblement les comportements [...].* » (Malinvaud [1980a], p. 19 ; nous soulignons)

sont ceux que décrits par la théorie des équilibres à prix fixes ? En effet, si ces derniers se manifestent empiriquement, leur gravité (toute relative) ne requiert pas une intervention publique dans l'urgence. Et s'ils venaient à s'amplifier, à moyen terme, on peut de toute manière s'attendre à ce qu'ils se résorbent spontanément *via* l'émergence de marchés noirs, assurant que les transactions se réalisent à des prix (relativement) plus proches d'un équilibre walrasien que les prix fixés par les autorités publiques.

De manière générale, la défense adoptée par Malinvaud dans sa préface consiste à relativiser la valeur des abstractions de son modèle, considérant le risque que celui-ci puisse véhiculer des idées simplistes à propos de la réalité qu'il entend décrire. Ainsi, il souligne qu'il ne faut pas perdre de vue que son modèle est fortement agrégé et que la réalité est beaucoup plus hétérogène. Cela impliquant, entre autres, que la réalité du chômage n'est jamais complètement de nature keynésienne ni même classique<sup>43</sup> – elle est toujours plus composite que la théorie le suggère :

« Une telle idée est trop simpliste. Elle suppose que la réalité se calque sur un modèle qui fait abstraction de la très grande diversité des biens et de la multiplicité des marchés du travail. Pour n'évoquer que ceux-ci, il faut tenir compte des diverses qualifications professionnelles, de la localisation géographique des emplois et même des conditions de travail qui les caractérisent (tel travailleur est inapte à un métier en plein air, tel autre ne veut pas d'un emploi dans un local clos). Cette diversité a pour effet que les types d'équilibres concevables sont très nombreux et que les termes de chômage keynésien et de chômage classique ne seraient pleinement justifiés que pour l'une et l'autre de deux situations extrêmes dans lesquelles il y aurait d'une part un excédent d'offre sur *tous* les marchés du travail et d'autre part soit excédent d'offres potentielles pour tous les produits (cas keynésien), soit excédent de demandes pour tous ces derniers (cas classique). La réalité est rarement aussi nettement caractérisée. Elle présente le plus souvent des aspects quelque peu contradictoires. » (Malinvaud [1980a], p. 23)

Enfin, par une ultime prise de distance, Malinvaud ([1980a], p. 23) fait savoir que « la meilleure façon » de décrire l'apport de la théorie à prix fixes ne consiste pas à mettre en évidence une quelconque nature composite du chômage, mais de montrer comment doivent intervenir les « indicateurs de tension » dans les modèles et les raisonnements macroéconomiques. Ces indicateurs recouvrant toute mesure de déséquilibre enregistrée empiriquement : le taux de chômage, le nombre d'offres d'emploi non satisfaites, la proportion des entreprises ne pouvant produire davantage par manque de main d'œuvre ou

---

<sup>43</sup> De même, si Malinvaud ne remet pas en cause son diagnostic dans le 3<sup>ème</sup> chapitre à propos de l'évolution de la nature du chômage au cours des années 1970, il ajoute une note de page à la version française en prévenant le lecteur qu'il doit « se reporter en pensée à janvier 1976 » (Malinvaud [1980a], note de bas de page 9, p. 158).

manque d'équipements, *etc.* En un mot, le réexamen de la théorie du chômage n'avait, en fait, pour objet que de rationaliser la pratique macro-économétrique existante :

« Il y a longtemps que les modèles économétriques utilisés dans la macroéconomie appliquée font intervenir de tels indicateurs et font apparaître que par exemple la valeur du multiplicateur keynésien en dépend. Mais les raisons de ce fait avaient été peu formalisées, ce que les nouveaux développements de la théorie rendent facile. » (Malinvaud [1980a], p. 25)

Dès lors, en plus de ne pas avoir convaincu de la capacité de la théorie non-walrasienne à constituer la synthèse des débats opposant les keynésiens aux « classiques », la réception de *The Theory of Unemployment Reconsidered* a encore conduit à relativiser la généralité des conclusions de la théorie non-walrasienne. En effet, et bien qu'elle ne réponde pas explicitement à tous les problèmes soulevés par ses critiques, la préface de *Réexamen de la théorie du chômage* (ajoutée à la posture qu'y adopte Malinvaud) porte la marque de l'importance de ces critiques, de telle sorte que le succès de son ouvrage au sein de la profession ne peut en être que fortement relativisée. En conclusion, l'étude de la réception *qualitative* montre bien la trajectoire paradoxale de l'ouvrage de Malinvaud (1977). En dépit de son succès quantitatif et des nombreux prolongements dont son modèle a fait l'objet, il apparaît que la pertinence de l'ouvrage de Malinvaud (et, par là, celle de la théorie non-walrasienne) s'en est finalement trouvée considérablement diminuée. D'abord, parce qu'il échoue à présenter un cadre conceptuel permettant de dépasser l'opposition entre keynésiens et « classiques ». Mais encore, parce que sa généralité et/ou sa portée a été remise en cause, par la mise à jour du manque de plausibilité de plusieurs prémisses. Ainsi, l'étude de la réception qualitative de *The Theory of Unemployment Reconsidered* permet-elle d'illustrer la trajectoire de cet ouvrage comme une victoire à la Pyrrhus pour Edmond Malinvaud. Mais si, comme le soulignent Backhouse et Boianovsky (2013), Malinvaud n'a jamais renié son modèle « prototype » par la suite, nous verrons toutefois au prochain chapitre qu'il n'a eu de cesse de s'en écarter dans ses travaux ultérieurs (en en relâchant une à une les hypothèses), notamment dans le but de démontrer qu'une situation de « chômage classique » ne se réduit pas à une simple *possibilité logique*.

### ***Chapitre 3 : « Dynamiser » la théorie des équilibres à prix fixes : le programme de recherches d'Edmond Malinvaud***

« Une analyse des économies faisant l'expérience de déséquilibres comme celui du chômage généralisé ne peut pas demeurer statique. D'abord, parler de déséquilibre, c'est suggérer que la situation va changer. » (Malinvaud [1985a], p. 153)

Dans le chapitre précédent, nous avons insisté sur le fait que le modèle « prototype » ne constituait qu'un préalable aux yeux d'Edmond Malinvaud. Une première étape, dont l'intérêt était d'abord de jeter les bases conceptuelles qui permettent de déboucher sur une véritable analyse « dynamique ». A l'instar des autres théoriciens non-walrasiens, ayant œuvré au développement des modèles dits de « seconde génération » (d'Autume [1985]) à partir de la fin des années 1970, Malinvaud n'a cessé de développer des stratégies pour « dynamiser » son modèle « prototype » dans ses recherches immédiatement postérieures à *The Theory of Unemployment Reconsidered*. Dans ces circonstances, la préface d'Edmond Malinvaud à *Réexamen de la théorie du chômage* (1980a) semble bien refléter l'état de ses préoccupations à l'époque, comme celle des autres théoriciens non-walrasiens. Aussi le fait que ce dernier y ait présenté son modèle « prototype » comme une étape préalable ne doit donc pas s'interpréter comme un simple procédé rhétorique, lui autorisant à négliger les critiques formulées à l'encontre de son ouvrage. Ceci d'autant plus qu'au moment où il écrit sa préface, les premières tentatives visant à « dynamiser » ce modèle ont déjà vu le jour (Honkapohja [1977, 1980]), notamment les siennes propres (Malinvaud [1978a, 1980b]).

Pour autant, bien que l'élaboration de modèles « dynamiques » ait été appréhendée comme un développement naturel de la théorie des équilibres à prix fixes par l'ensemble des théoriciens qui y ont contribué, ce développement en soi ne suffit pas à balayer les critiques formulées à l'encontre du modèle « prototype » d'Edmond Malinvaud. En effet, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, ces critiques n'ont pas seulement mis en évidence les limites de ce modèle en particulier, elles ont mis en évidence les limites de la théorie des équilibres à prix fixes. Mais la portée de ces critiques pourrait bien être plus générale encore, de telle sorte qu'elles s'appliquent également aux extensions « dynamiques » de la théorie des équilibres à prix fixes. Ainsi ce chapitre a-t-il pour objectif principal de déterminer dans quelle mesure la

« seconde génération » de ces modèles a effectivement permis de dépasser ces critiques originelles. Pour en juger, nous examinerons de manière approfondie les seules recherches théoriques ultérieures menées par Edmond Malinvaud, car ce dernier – en plus de faire l’objet de cette thèse – est le théoricien non-walrasien le moins censé ignorer la portée des critiques qui lui ont été adressées. Toutefois, comme dans les chapitres précédents, nous essayons de montrer dans quelle mesure ces recherches peuvent être considérées comme représentatives, en les articulant aux travaux des théoriciens non-walrasiens à l’époque.

Pour répondre à cette problématique, il convient tout d’abord de préciser la signification particulière que doit prendre le terme « dynamique » pour qualifier ces modèles (*cf.* Précisions terminologiques). Ensuite, nous verrons les stratégies mises en œuvre par Malinvaud pour « dynamiser » la théorie des équilibres à prix fixes, en introduisant et/ou en endogénéisant une série de facteurs tenus pour exogènes dans son modèle « prototype ». Aussi cette première section est l’occasion de mettre en lumière le fait que ce dernier paraît avoir développé un véritable programme de recherches dans ces années. Un programme de recherche dont l’objectif était de préciser les facteurs qui déterminent le niveau du chômage à moyen terme (*I*). Puis nous évaluerons dans quelle mesure ces recherches ultérieures menées par Edmond Malinvaud ont permis de dépasser les critiques originelles adressées à son ouvrage *The Theory of Unemployment Reconsidered*. Il s’agit d’abord des critiques visant à dégager la nature de cette nouvelle approche théorique, notamment son « empreinte keynésienne » (*cf.* chapitre 2). Il s’agit ensuite des critiques portant sur la cohérence logique de la théorie des équilibres à prix fixes, qu’il convient d’actualiser aux modèles « dynamiques ». Pour ces deux types de critiques, nous verrons que la réponse nous semble globalement négative (*II*).

### ***Précisions terminologiques***

D’emblée, il importe de préciser que l’emploi du terme « dynamique » n’a rien d’évident, lorsqu’il est appliqué à ce genre de modèles. Pour la simple raison que la fixité des prix à court terme n’y est ni remise en cause, ni même mieux fondée. En effet, la révision des prix n’est supposée s’appliquer (si elle s’applique<sup>1</sup>) que pour les périodes ultérieures, de sorte que le modèle canonique (statique et de court terme) demeure inchangé et constitue la base à partir

---

<sup>1</sup> En effet, nous verrons que ce n’est pas le cas pour les premiers modèles de Malinvaud.

de laquelle s'élabore la « dynamique » des équilibres à prix fixes. Par ailleurs, il faut noter que la révision des prix n'est qu'une manière particulière de penser l'ajustement au-delà de la courte période<sup>2</sup> et apparaît, encore, rarement comme exclusif des autres types d'ajustements, à savoir la variation des encaisses et celle de l'investissement. Dans cette perspective, la dynamique des modèles non-walrasiens<sup>3</sup> se réduit à une série d'équilibres temporaires (d'Autume [1985]), dont l'évolution inter-périodique dépend largement des types d'ajustements considérés (en prix et/ou en quantités). Aussi, au lieu de parler de modèles « dynamiques », il serait plus exact de les définir comme des modèles statiques d'un genre nouveau. Ceci parce que ces modèles ont essentiellement visé à étendre le modèle originel à l'horizon du « moyen terme », qu'il faut d'emblée définir comme un horizon (théorique) intermédiaire entre le court et le long terme. Néanmoins, pour des raisons de commodité d'écriture, nous continuerons d'employer le terme « dynamique » pour qualifier ces modèles de « seconde génération ».

## **I. La logique des recherches théoriques d'Edmond Malinvaud**

Dans cette section, nous présentons les recherches engagées par Malinvaud à partir de la fin des années 1970 afin d'étendre le modèle d'équilibre à prix fixes à l'horizon du moyen terme. Si l'ordre d'exposition semble suivre un ordre chronologique, ceci est pure contingence car nous avons surtout à retracer la logique du programme de Malinvaud, dont l'objectif est de dégager une spécification de la demande de travail à moyen terme (Malinvaud [1991c]). Pour satisfaire à cet objectif, Malinvaud a introduit successivement un ensemble d'éléments étrangers à son modèle « prototype » : l'hétérogénéité des secteurs (1.1.), l'investissement (1.2.), la profitabilité (1.3.), la substituabilité entre facteurs de production (1.4.) ou encore des variables monétaires et financières (1.5.).

---

<sup>2</sup> Ce que les scénarios dynamiques esquissés à la fin du premier chapitre laissaient pourtant à penser.

<sup>3</sup> A l'inverse des chapitres précédents, la distinction entre les modèles d'équilibres à prix fixes et les modèles non-walrasiens perd en pertinence, du fait que l'hypothèse de rigidité des prix est (en partie) remise en cause.

## 1.1. Introduction de l'hétérogénéité des secteurs

Esquissée comme piste de recherche possible en conclusion de *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]), l'introduction d'une hétérogénéité de secteurs dans le modèle à prix fixes constitue un enrichissement du modèle de base plutôt qu'une tentative de le « dynamiser ». Toutefois, dans la perspective adoptée par Malinvaud et Fitoussi (1980), l'enjeu est bien d'étudier la manière dont l'introduction de plusieurs secteurs<sup>4</sup> peut conduire à une dynamique à moyen terme qui soit différente :

« L'intuition suggère que ces disparités stimulent la mobilité intersectorielle autant que les variations de prix relatifs. Les dynamiques des phénomènes sont, par conséquent, susceptibles d'être, d'une manière significative, différentes de celles issues d'une analyse totalement agrégée : on peut être certain que les évolutions sont plus lisses ; on peut également penser que la flexibilité supplémentaire a pour effet de stabiliser le système et rendre les désajustements moins graves. » (Malinvaud [1983a], p. 116-117)

Pour cela, Malinvaud et Fitoussi (1980) adoptent des hypothèses drastiques : à tout moment, un secteur de production (*i.e.* une firme dans une région) dispose d'une certaine quantité d'équipement, de force de travail et de demande de biens spécifiques. Pour un secteur particulier  $i$  (parmi  $n$ ), on note  $L_i$  l'offre de travail qui lui est relatif,  $\bar{y}_i$  sa capacité et  $d_i$  la demande de biens pour son produit<sup>5</sup>, de sorte que sa production s'obtient par :

$$(1) \quad y_i = \text{Min} (d_i, \beta_i L_i, \bar{y}_i)$$

L'agrégation des secteurs conduit ensuite à dégager la configuration des équilibres à court terme, soit : la proportion des secteurs en équilibre de sous-emploi keynésien ( $P_K$ ), de sous-emploi classique ( $P_C$ ) ou d'inflation contenue ( $P_I$ ) de sorte que  $P_K + P_C + P_I = 1$ . Ainsi, le modèle sectoriel s'articule parfaitement avec le modèle agrégé : on dira, par exemple, que l'équilibre est keynésien si  $P_K = 1$ . Toutefois, la probabilité d'occurrence d'une telle situation

---

<sup>4</sup> Il faut préciser ici que l'introduction de plusieurs secteurs n'implique pas l'existence de plusieurs marchés : le modèle de base reste le même (*i.e.* un modèle à trois biens) mais il est présentée sous une forme désagrégée. Ainsi, il n'y a pas de différenciation véritable entre les marchés, ni donc entre les biens ; la différenciation est essentiellement géographique. Ceci ne doit pas étonner, car nous avons vu (*cf.* chapitre 1) que l'extension du nombre de marchés dans le modèle à prix fixes avait pour conséquence principale de multiplier le nombre d'équilibres non-walrasiens : pour trois biens, quatre types d'équilibres non-walrasiens ; pour quatre biens, neuf types d'équilibres ; *etc.*

<sup>5</sup> Ici, la demande dépend de la situation globale de l'économie, notamment du taux de chômage.



(i.e. un équilibre keynésien au niveau agrégé) tend nécessairement à décroître dans le cadre d'un modèle multisectoriel. Alors qu'inversement la probabilité des situations mixtes tend, elle, plutôt à s'accroître<sup>6</sup>. Dans ces conditions, l'enjeu est surtout de parvenir à décrire la manière dont va varier la distribution intersectorielle des données mobiles ( $d_i, \bar{y}_i, \beta_i L_i$ ) en fonction de quelques micro-variables :

$$(2) \quad \bar{y}_i - \beta_i L_i = e + s x_i$$

$$(3) \quad d_i - \beta_i L_i = \varepsilon + \sigma \phi_i$$

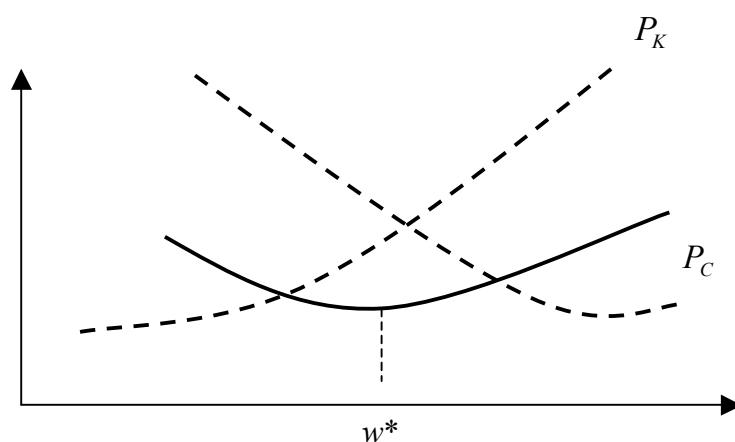
L'équation (2) stipule que l'écart entre la capacité et la production de plein-emploi pour une firme donnée ( $\bar{y}_i - \beta_i L_i$ ) dépend de la dispersion des capacités excédentaires ( $s x_i$ ) et de la capacité excédentaire moyenne ( $e$ ) par rapport à la production de plein-emploi. De même, l'équation (3) décrit la variation de l'écart de la demande par rapport à la production comme dépendant de la demande excédentaire moyenne ( $\varepsilon$ ) et de sa dispersion par rapport à la production de plein-emploi ( $\sigma \phi_i$ ). En supposant que les micro-variables ( $e, s, \varepsilon, \sigma$ ) sont connues, Malinvaud ([1983a], p. 172-179) peut préciser la manière dont les diverses quantités sont déterminées et trouve le moyen d'opposer – à nouveau – les chômages « keynésien » et « classique ». Ainsi, la proportion des secteurs en équilibre keynésien ( $P_K$ ) croît lorsque la capacité excédentaire moyenne augmente ( $e$ ) et que la demande excédentaire moyenne diminue ( $\varepsilon$ ). Inversement, la proportion des secteurs en équilibre classique ( $P_C$ ) croît lorsque la demande ( $\varepsilon$ ) augmente et que la capacité ( $e$ ) diminue. Logiquement, une telle reformulation (multisectorielle) du modèle de base a pour effet de complexifier le comportement des variables agrégées (notamment le taux de chômage) et de relativiser l'efficacité des politiques économiques<sup>7</sup>. Ainsi, une hausse du taux de salaire aura un effet favorable (défavorable) si la proportion des secteurs en sous-emploi keynésien (sous-emploi classique) est importante, du moins majoritaire. Le graphique ci-dessous généralise cette

---

<sup>6</sup> En découle, logiquement, une valeur pour le multiplicateur plus faible dans ces modèles que dans le modèle canonique. Sur ce point, voir : Malinvaud ([1983a], p. 157)

<sup>7</sup> Sous l'hypothèse que les mesures de politiques économiques sont définies au niveau national, et non pas au niveau sectoriel. Ainsi, il est évident qu'une croissance de la demande autonome aura moins d'impact sur une économie où le chômage n'est qu'à moitié « keynésien » – l'autre moitié étant imputable au chômage de type « classique ».

conséquence : pour une demande autonome fixe ( $g$ ), le comportement du taux de chômage agrégé vis-à-vis du taux de salaire dessine une courbe en U.



Source : Malinvaud ([1983a], p. 159)

Il apparaît alors que, pour chaque valeur de  $g$ , il existe un « taux de salaire réel approprié » dont la réalisation permettrait de réduire le chômage au minimum compatible avec la dispersion intersectorielle ( $d_i, \bar{y}_i, \beta_i L_i$ ). Toutefois, nul n'est besoin de recourir absolument à la modulation forcée du taux de salaire réel pour que le chômage se résorbe ; et nul n'est besoin, d'ailleurs, de recourir à un instrument alternatif de politique économique. En effet, une des conséquences essentielles d'un modèle sectoriel consiste à réintroduire de la flexibilité dans le fonctionnement de l'économie *via* la mobilité des quantités provoquée par les désajustements. Ainsi, pour reprendre l'exemple de Malinvaud et Fitoussi (1980), la mobilité de la demande conduit une situation de chômage mixte (keynésien et classique) à se résorber d'elle-même : la demande excédentaire sur le marché des biens du secteur en équilibre classique se déplaçant vers le marché des biens du secteur en équilibre keynésien, elle permet d'accroître la production et de réduire le chômage dans ce dernier secteur (alors que la production dans l'autre secteur reste bornée par la capacité). Autrement dit, la seule mobilité de la demande entre marchés pourrait suffire à corriger les « déséquilibres », sans même qu'interviennent les ajustements en prix (supposés plus lents)<sup>8</sup>. De même, en cas de

<sup>8</sup> Signalons que la validité d'un tel raisonnement repose sur une série d'hypothèses restrictives, comme la parfaite substituabilité des biens. Or une telle hypothèse tend à contrarier la visée « réaliste » d'un modèle sectoriel, où la spécificité des biens n'est finalement plus garantie. Par ailleurs, il faut souligner ici en quoi le scénario imaginé par Malinvaud et Fitoussi (1980) relève en fait de la « fausse bonne idée ». Dans un modèle multisectoriel, supposer la demande mobile entre secteurs revient à autoriser les agents à procéder à de véritables

forte dispersion sectorielle, la seule mobilité du travail<sup>9</sup> pourrait suffire à réduire le chômage si les agents étaient parfaitement informés des conditions sur l'ensemble des marchés.

Se pose alors la question de savoir comment les agents, dans une économie à prix fixes, trouveront l'information pertinente pour motiver leur mobilité des secteurs à offre excédentaire vers ceux à demande excédentaire<sup>10</sup>. Par conséquent, le chômage involontaire se réduit entièrement à un problème d'information : les conditions de marché ne sont pas suffisamment transparentes aux agents pour qu'ils puissent éviter leur rationnement (en travail). Pour y faire face, Malinvaud et Fitoussi ([1980] p. 185) suggèrent la mise en œuvre de mesures publiques incitant à la mobilité du travail ou, de manière plus générale, de mesures réduisant les obstacles à la concurrence. Ainsi le problème, que les théoriciens des équilibres à prix fixes avaient cherché à contourner, rejaillit pleinement au moment de considérer la dynamique d'un modèle multisectoriel pour fournir un exemple de raisonnement circulaire. La fixité des prix et/ou l'imperfection de la concurrence, résultant de la suppression du commissaire-priseur, destinée à mettre en évidence les problèmes d'information dans le fonctionnement d'une économie de marché, est supposée contournable par l'introduction de mesures incitatives du gouvernement (soit, un commissaire-priseur *bis*) ou de mesures permettant un retour pur et simple à la concurrence pure et parfaite (soit, un concept consubstantiel de celui de commissaire-priseur).

## ***1.2. Introduction de l'investissement***

Rapidement après la publication de *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Edmond Malinvaud (1978a) entreprend d'introduire un comportement d'investissement dans le modèle d'équilibre à prix fixes. Pour ce faire, et pour justifier la nécessité d'un investissement pour les firmes, il suppose l'existence d'une capacité de production, donnée à court terme, et

---

effets de report (*cf.* chapitre 1) afin de pallier leur rationnement sur l'un des divers marchés. Par conséquent, est réintroduit le problème de Patinkin (1956) que, précisément, les théoriciens des équilibres à prix fixes s'étaient évertués à contourner pour démontrer l'existence d'un équilibre à prix fixes. En bref, le maintien de l'hypothèse de prix fixes est coextensive de la suspension des effets de reports entre marchés, car si ceux-ci avaient lieu nul ne sait par quel moyen si les fonctions de demande excédentaires peuvent conduire à un nouvel équilibre (*i.e.* bien qu'on sache qu'un équilibre existe, nul ne sait si celui-ci est atteignable à partir des fonctions de demande individuelle).

<sup>9</sup> Et Malinvaud ([1983a], p. 161) d'en tirer une loi générale : le chômage involontaire croît quand la dispersion intersectorielle des conditions du marché croît.

<sup>10</sup> Une telle option est évidemment proscrite si la nature du chômage entre secteurs est identique.

commence par étudier ses conséquences dans le modèle statique. Dans un second temps seulement, il introduit le comportement d'investissement des firmes, puis étudie ses effets sur l'évolution des équilibres à prix fixes à moyen terme.

### 1.2.1. Introduction d'une capacité de production

Dans une économie à prix fixes, Malinvaud introduit l'existence d'une capacité de production ( $\bar{y}$ ) pour laquelle la productivité du travail sur les équipements ( $\alpha$ ) est donnée. Dans ces conditions, le plein-emploi (ou plutôt, l'« emploi maximal ») correspond à  $\bar{y}/\alpha$ . Par ailleurs, l'offre de travail est supposée fixe pour tous les  $n$  individus de sorte que la production de plein-emploi (ou plutôt, « production potentielle ») est donnée par  $\alpha N$ . Enfin, la production ( $y$ ) est déterminée par la demande globale, qui évolue en fonction du taux de chômage ( $u$ ) :

$$(1) \quad y = N(1-u)q(p, w) + Nu\bar{q}(p) + g$$

Le produit est alors d'autant plus élevé que le taux de chômage est faible et/ou que la dépense publique (donnée) est forte. Il faut également noter, au passage, que Malinvaud reprend son schéma de rationnement initial : la demande des chômeurs ( $\bar{q}$ ) comme la demande autonomie ( $g$ ) est fixée de manière exogène et n'est jamais rationnée. Enfin, la configuration des équilibres non-walrasiens résulte de la règle du côté court, désormais simplifiée par l'application de la « clause du minimum ». En effet, le niveau de la production est supposé donné par la valeur minimisant les trois grandeurs suivantes : la production de plein-emploi ( $\alpha N$ ), la capacité de production ( $\bar{y}$ ) ou la demande globale ( $d$ ). Ainsi, en supposant que l'offre est donnée par la demande globale (*i.e.* la demande n'est pas rationnée), l'emploi correspond à  $y/\alpha$  et la production à :

$$(2) \quad y = \alpha N(1-u)$$

Dans ces conditions, le domaine de validité de la théorie keynésienne est défini par le système des équations (1) et (2), qui se résout par rapport à  $y$  :

$$(3) \quad y = \frac{g + N\bar{q}}{1 - c}$$

En différenciant les équations (1) et (2), Malinvaud retrouve une expression du multiplicateur budgétaire analogue à celle du modèle « prototype » :

$$dy = -N(q - \bar{q}) du + dg$$

$$dy = -\alpha N du$$

$$(4) \quad dy = \frac{1}{1 - c} dg \quad \text{avec} \quad c = \frac{q - \bar{q}}{\alpha}; c \in ]0; 1]^{11}$$

Dans la lignée de son modèle « prototype », Malinvaud ([1978], p. 12) interprète  $c$  comme une « espèce de propension marginale à consommer », de sorte que la relation entre la demande autonome et la production (4) puisse être interprétée dans les termes de l'effet multiplicateur. A ceci près que  $c$  ne désigne en rien une propension marginale à consommer mais, de façon hautement abstraite, exprime l'augmentation de la consommation et de la production résultant de l'emploi d'un individu supplémentaire (*cf.* chapitre 1). Enfin, on retrouve également les propriétés de statique comparative des équilibres keynésiens, notamment on peut voir à partir de (1) qu'une augmentation des salaires ( $w$ ) ou de la demande autonome ( $g$ ) accroît la demande globale, donc la production et l'emploi.

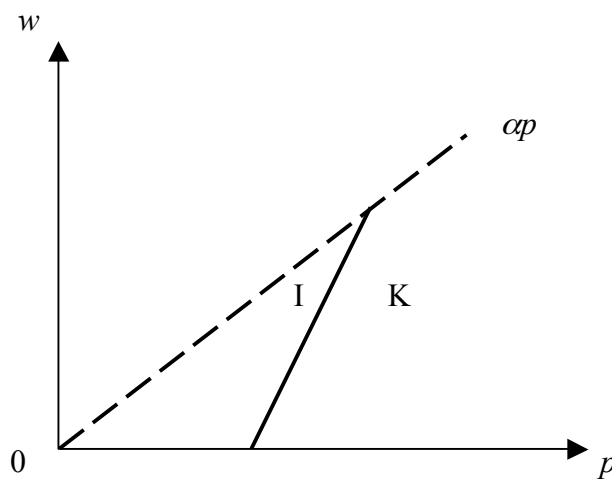
Toutefois, en raison de l'introduction d'une capacité de production dans ce modèle, les conditions dans lesquelles apparaissent les équilibres keynésiens doivent encore être précisées. En particulier, il importe de distinguer les cas où la capacité suffirait (ou non) à réaliser le plein-emploi. Pour traduire formellement le premier cas, où la capacité existante suffirait à assurer le plein-emploi ( $\bar{y} \geq \alpha N$ ), il suffit que la production ( $y$ ) soit égale au minimum des deux nombres  $\bar{y}$  (capacité) et  $\alpha N$  (production de plein-emploi). Pour ce faire, on peut formuler à partir de (4) la condition pour laquelle la production ( $y$ ) ne peut pas excéder la production de plein-emploi ( $\alpha N$ ) :

---

<sup>11</sup> Sans plus de discussions, Malinvaud ([1978], p. 12) affirme qu'il est « réaliste de supposer  $c$  positif et inférieur à 1 », de telle manière que le « multiplicateur »  $dg$  est supérieur à 1.

$$(5) \quad Nq(p, w) + g \leq \alpha N$$

L'équation (5) faisant intervenir les variables exogènes du modèle ( $g, p, w$ ), Malinvaud (1978a) peut représenter le domaine de validité des différents équilibres par une nouvelle constellation salaires-prix (pour  $g$  fixé). Le plan est divisé en deux parties par une droite qui correspond aux ensembles de valeurs ( $g, p, w$ ) pour lesquels la croissance du salaire réel suit celle de la productivité brute du travail ( $w = \alpha p$ ). En considérant uniquement les points situés au-dessous de cette courbe<sup>12</sup>, le domaine de validité des équilibres keynésiens (zone  $K$ ) apparaît pour tous les points où les prix sont trop élevés par rapport au salaire.



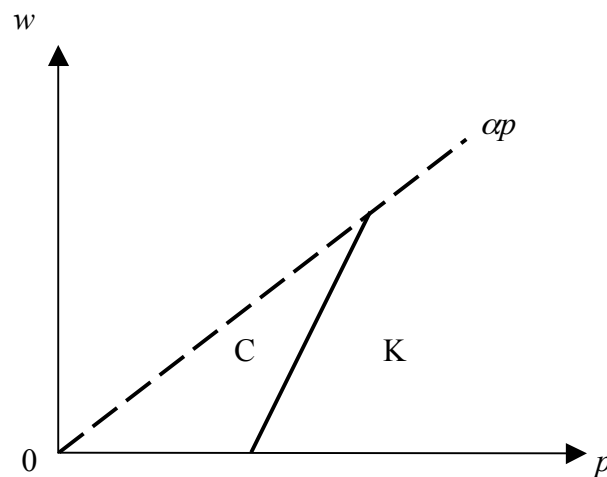
Dans ces conditions, le domaine de validité des équilibres keynésiens est associé à une insuffisance de la demande, dont l'origine s'explique par la faiblesse des salaires réels (du fait des prix élevés) et des encaisses monétaires<sup>13</sup>. Ainsi, le sous-emploi s'accompagne de l'existence de capacités productives inemployées qui, si elles l'étaient, pourraient assurer le plein-emploi. On peut d'ailleurs observer que si, pour tous les couples ( $g, p, w$ ) situés à gauche de la droite, la production de plein-emploi ne permet pas de satisfaire la demande globale (rationnée), ceci est essentiellement dû à l'insuffisance des ressources en main-

<sup>12</sup> Au-dessus de cette courbe, les salaires sont plus élevés que la productivité (brute) du travail de sorte que les firmes auraient plutôt intérêt à diminuer leur production en licenciant des employés (laissant alors vacant certains des équipements). Par conséquent, on ne considère ici que les cas où les salaires réels sont inférieurs à la productivité (brute) du travail.

<sup>13</sup> Ainsi, le modèle de Malinvaud (1978a) reste sous le coup de la critique de Trevithick (1978) : une baisse des prix serait la solution la plus efficace pour résorber le chômage dit « keynésien ».

d'œuvre disponible et non à l'insuffisance de la capacité. En effet, dans ce cas, des capacités productives demeurent inemployées alors que toute la main-d'œuvre est occupée. Ces points (zone *I*) définissent ainsi le domaine de validité des équilibres d'inflation contenue associée au plein-emploi (avec capacités inemployées) et demande excédentaire, s'expliquant pour l'essentiel par la faiblesse des prix<sup>14</sup>.

Reste à considérer le second cas, symétrique, d'une capacité de production inférieure à la production de plein-emploi ( $\bar{y} < \alpha N$ ) où la capacité (même complètement employée) ne permet pas de réaliser le plein-emploi. Ici, le domaine de validité des équilibres keynésiens (zone *K*) apparaît pour tous les points ( $g, p, w$ ) pour lesquels la production n'atteint pas la capacité, car limitée préalablement par l'insuffisance de la demande globale. A l'inverse, lorsque la demande de biens est excédentaire, la production n'apparaît limitée que par la seule insuffisance de la capacité (zone *C*)<sup>15</sup>.



Dans ces conditions, l'équilibre « keynésien » (zone *K*) est donc certes toujours liée à une insuffisance de la demande, mais est supposé apparaître cette fois dans un environnement où l'état des capacités productives est insuffisant à réaliser le plein-emploi. Dès lors, il est aisé de voir que la définition de l'équilibre keynésien change ici de nature : si le chômage est toujours

<sup>14</sup> Impliquant un salaire réel et une valeur des encaisses élevés. Notons, au passage, que l'insuffisance de la main-d'œuvre n'a pas ici (à la différence du modèle « prototype ») pour origine la désertion des consommateurs du marché du travail qui, en faisant l'expérience de leur rationnement sur le marché des biens, substituent du travail au loisir. Dans ce modèle, l'offre de travail est fixe : l'insuffisance de la main-d'œuvre pour les firmes résulte de l'insuffisance (en volume) de la population active.

<sup>15</sup> L'équation déterminant la frontière des équilibres keynésiens est donnée par Malinvaud ([1978a], p. 15).

lié à l'insuffisance de la demande, la seule stimulation de la demande globale ne suffit plus à le résorber car l'état de la capacité empêchera tout retour au plein-emploi – du moins, à court terme. Ainsi, l'équilibre keynésien se trouve-t-il associé à un cas complémentaire, l'équilibre classique (zone *C*), où un niveau plus élevé de demande à court terme – loin de résorber le chômage – se traduit essentiellement par une demande excédentaire sur le marché des biens. De même, il importe de noter que la définition de l'équilibre « classique » change ici de nature : celui-ci n'est plus causé par une trop faible rentabilité sur les équipements (hypothèse étant faite que la productivité brute est toujours supérieure au salaire réel) mais par l'insuffisance de la capacité de production<sup>16</sup>.

A travers ce premier modèle, Malinvaud (1978a) parvient à traduire son intuition selon laquelle le problème du chômage a aujourd'hui une dimension temporelle importante, de sorte que la théorie qui cherche à en rendre compte doit inclure une dimension dynamique. De même, parvient-il à mettre en évidence les limites de la théorie keynésienne dès lors qu'une perspective de moyen terme est adoptée. En effet, l'insuffisance de la demande effective n'apparaît plus ici comme l'unique déterminant du niveau de chômage courant ; s'y ajoute désormais l'insuffisance de la capacité<sup>17</sup>, dont il importe de comprendre l'évolution inter-périodique *via* le comportement d'investissement des firmes. Par conséquent, lutter contre le chômage « keynésien » (aujourd'hui) par une politique de stimulation de la demande peut s'avérer inefficace dans la mesure où les firmes ne sont pas plus incitées à accroître leurs capacités productives (demain), de sorte qu'un chômage « keynésien » peut finalement

---

<sup>16</sup> Prenant acte de l'évolution du sens de son concept d'équilibre classique, Malinvaud ([1978a], p. 16) suggère que celui-ci apparaît finalement assez analogue au cas envisagé par K. Marx, pour lequel : « [...] l'accumulation du capital étant selon lui insuffisante pour permettre le plein emploi de l'armée de réserve des travailleurs. ». Toutefois, il finira par rejeter un tel rapprochement (Malinvaud [1983a], p. 41), du fait que Marx n'associe pas à son concept de chômage la présence simultanée d'une demande excédentaire sur le marché des biens. Signaler cette méprise de Malinvaud peut paraître anecdotique, mais cela permet de mettre en évidence la tendance qu'à ce dernier d'indexer ses affirmations sur celles des autres théoriciens non-walrasiens (notamment Benassy, qui a très tôt opéré un tel rapprochement). Par ailleurs, elle illustre sa parfaite méconnaissance de l'œuvre de Marx, ses arguments (justifiant son rapprochement comme son rejet) n'ayant que très peu de rapports avec la théorie de celui-ci (voir, avec la théorie marxiste). Pour une remise en cause plus systématique d'un tel rapprochement conceptuel, voir : Delarue (1984) et Lechuga (1985).

<sup>17</sup> On pourrait même ajouter, à ce niveau, que les problèmes de demande effective passent subrepticement au second plan. En effet, il est aisé de voir que dans le second cas (où la capacité ne permet pas de réaliser le plein-emploi), l'enjeu n'est pas tant de stimuler la demande effective que d'inciter (par la politique économique) les firmes à accroître leurs capacités productives – en raison de la complémentarité entre les équilibres keynésien et classique. Dès lors, il ne reste plus qu'un seul cas (parmi quatre) où le chômage apparaît comme *exclusivement* dû à une insuffisance de la demande ; ce qui, en retour, réduit considérablement la pertinence du recours aux politiques de soutien de la demande.



dégénérer en chômage « classique ». De cette manière, par la mise en évidence de la solidarité fonctionnelle (et/ou temporelle) des équilibres de type keynésien et classique, Malinvaud (1978a) est-il conduit à préciser le contenu sémantique du théorème d'Helmut Schmidt, afin d'en dégager les conditions de validité :

« “Les profits d’aujourd’hui sont les investissements de demain et les investissements de demain créent les emplois d’après-demain”. Cette phrase appelle au moins deux commentaires, même une fois admis que l’on risque “après-demain” un chômage classique par insuffisance de capacités de production. D’une part, les investissements de demain interviendront dans la formation de demande globale de demain. Ils soutiendront l’emploi dès demain dans la mesure où il subsistera alors un chômage keynésien. D’autre part, est-il sûr que les profits d’aujourd’hui sont les investissements de demain ? Ce serait certes vrai “toutes choses égales d’ailleurs”, notamment si la plus ou moins grande ampleur des profits n’affectait pas le volume de la demande globale. [...] Favoriser la restauration des profits, c’était alors réduire la demande globale et le taux d’utilisation des capacités existantes. Or un faible taux d’utilisation ne favorise pas l’investissement. Ainsi la politique suivie avait-elle sur l’investissement deux effets contradictoires. Il eut fallu vérifier que le premier l’emportait sur le second. » (Malinvaud [1978a], p. 18)

Partant d’une situation de chômage « keynésien »<sup>18</sup>, la crainte est de voir se développer le chômage classique à moyen terme, c’est-à-dire que les capacités de production soient insuffisantes pour garantir le plein-emploi. Dans ces conditions, le succès d’une politique visant à restaurer les profits suppose que l’économie suive une ligne de crête : si la restauration des profits doit être suffisamment élevée pour stimuler l’investissement, elle ne doit pas l’être trop au risque de déprimer la demande globale et décourager l’investissement (*via* son effet sur la diminution du taux d’utilisation des capacités). Dans tous les cas, le succès d’une telle politique dépend de la dynamique de ses effets sur l’investissement – d’où, sa nécessaire intégration dans le modèle à prix fixes pour Malinvaud.

### 1.2.2. Introduction du comportement d’investissement

Reprenant son modèle statique, sans y ajouter de marché supplémentaire (notamment un marché des biens de production), Malinvaud introduit désormais la fonction de comportement d’investissement des firmes (7)<sup>19</sup> où  $i$  désigne le volume d’investissement (net),  $s$  le salaire réel et  $a$ ,  $b$  et  $\beta$  trois paramètres positifs :

---

<sup>18</sup> S’il était classique, les firmes seraient de toute façon incitées à accroître leurs capacités *via* l’investissement.

<sup>19</sup> Nous avons vu au premier chapitre que la variable d’investissement n’était pas à proprement parler absente du modèle de base, mais tenue pour exogène et incluse dans la demande autonome ( $g$ ). Ici, Malinvaud ([1978], p. 19-20) appelle « demande d’investissement » la variable antérieurement dénommée « demande autonome ». Par

$$(7) \quad i = a(\beta - s) + b(y - \bar{y})$$

L'investissement apparaît d'abord comme une fonction croissante de la marge des profits, celle-ci étant définie par la différence entre un paramètre  $\beta$  et le salaire réel  $(\beta - s)$ <sup>20</sup>. A propos du premier paramètre, Malinvaud ([1978a], p. 20) ne nous dit pas qu'il s'agit là d'un « seuil assurant juste la rentabilité du stock existant d'équipement » et que sa valeur est inférieure à celle de la productivité brute du travail ( $\alpha$ ). Toutefois, en rappelant que la productivité brute est elle-même supposée supérieure au salaire réel, il semble que la valeur du paramètre  $\beta$  représente en fait la différence entre la productivité nette<sup>21</sup> (constante) du travail et le salaire réel. Ainsi, la marge de profit semble évoluer en relation inverse par rapport au salaire réel : plus le salaire réel se réduit, plus la marge de profit s'accroît (et inversement). L'impact de la marge des profits sur l'investissement  $i$  dépend encore d'un second paramètre ( $a$ ), dont Malinvaud suggère qu'il doit s'interpréter comme une propension marginale à dépenser à partir des profits, en supposant que celle-ci est inférieure à la propension marginale à consommer à partir des salaires :

$$(8) \quad Nq'_s > a$$

Par ailleurs, la fonction d'investissement  $i$  est supposée décroissante par rapport à l'utilisation des capacités de production  $(y - \bar{y})$ , de sorte qu'elle décroît en présence de capacités excédentaires. Remarquons, au passage, que l'investissement net est nul si la capacité est pleinement utilisée ( $y = \bar{y}$ ) et si la rentabilité sur équipements est égale au salaire réel ( $\beta = s$ )<sup>22</sup>. Enfin, l'introduction de la loi d'investissement (7) modifie les résultats du modèle statique du fait qu'elle modifie l'écriture de la demande globale. En effet, la fonction de consommation des actifs est d'abord redéfinie en fonction du salaire réel. Ensuite, l'espace

---

ailleurs, cette nouvelle variable est décomposée en deux parties : une partie « autonome » ( $g$ ), qu'on peut réduire à l'amortissement (permettant de maintenir l'intact la capacité de production courante), et une partie variable correspondant à l'investissement net ( $i$ ).

<sup>20</sup> Malinvaud ([1978], p. 20) étudie également une spécification alternative, en retenant comme facteur explicatif non pas la marge des profits mais la masse des profits réalisés.

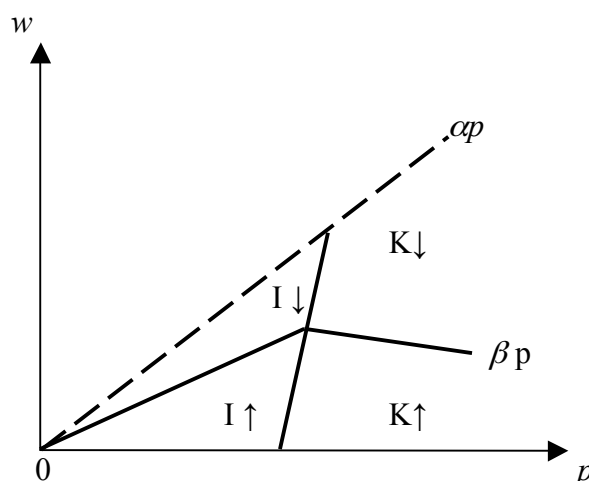
<sup>21</sup> En excluant la valeur de l'amortissement, car on parle ici d'investissement net.

<sup>22</sup> Par conséquent, une marge de profit positive implique que la rentabilité sur équipements ait une valeur supérieure à celle du salaire réel.

des équilibres keynésiens (zone  $K$ ) se déplace dans le plan, la demande globale étant plus importante que précédemment lorsque le salaire réel ( $s$ ) est faible (et inversement)<sup>23</sup>. Ainsi, en faisant l'hypothèse que la capacité de production permet de réaliser le plein-emploi ( $\bar{y} = \alpha N$ ), la frontière des équilibres keynésiens est désormais définie par :

$$(9) \quad Nq(p, s) + a(\beta - s) + g = \bar{y}$$

On retrouve alors la première configuration des équilibres non-walrasiens du modèle précédent : pour une capacité adaptée aux ressources en main-d'œuvre, l'équilibre est keynésien ou d'inflation contenue selon le niveau de la demande globale (faible ou forte). Cependant, l'introduction de la loi d'investissement (en particulier le terme liée à la marge de profits) conduit désormais à partitionner le plan afin de préciser la manière dont varie la capacité de production dans chacun des cas.



S'agissant des équilibres d'inflation contenue (zone  $I$ ), l'équation (7) indique que la variation de la capacité ( $\bar{y}$ ) dépend du rapport des valeurs entre  $s$  et  $\beta$ . Ainsi, l'investissement (et donc la capacité) varie à la hausse tant que le salaire réel se situe à un niveau inférieur au seuil définissant la rentabilité sur équipements ( $i > 0$  si  $s < \beta$ ). De même pour les équilibres

<sup>23</sup> Cela n'implique pas qu'une baisse des salaires réels est plus que compensée par la croissance de l'investissement mais, simplement, que les dépenses d'investissement sont désormais considérées comme un élément de la demande globale, à la différence du modèle statique (1). Ainsi, le tracé de la courbe de demande dans le plan est certes plus verticale que précédemment, mais elle reste ascendante : une croissance équilibrée de la demande globale requiert une variation des salaires nominaux supérieure à la variation des prix.

keynésien<sup>24</sup> (zone  $K$ ), l'investissement apparaît négatif pour toute valeur du salaire réel supérieure ou égale au seuil de rentabilité sur équipements ( $s \geq \beta$ ), et positif sinon<sup>25</sup>.

Au regard des propriétés traditionnelles de ces équilibres, ces résultats apparaissent largement contre-intuitifs. En effet, Malinvaud conclut ici que les firmes n'augmenteront leurs investissements qu'à l'unique condition que leurs marges de profits soient suffisantes, *i.e.* quel que soit le degré d'utilisation de leurs capacités productives. Ainsi, le cas selon lequel une firme produisant à pleine capacité et faisant encore face à une demande excédentaire peut désinvestir (et donc réduire sa capacité à la période suivante) en l'absence de marges de profits suffisantes. Pourtant, de tels résultats contre-intuitifs se comprennent parfaitement dès lors qu'on remarque l'asymétrie du comportement d'investissement (7). Suivant cette spécification, les firmes sont en effet supposées ne réagir que négativement à l'existence de capacités de production inemployées : le fait de produire au-dessous de leurs capacités déprime mécaniquement leurs investissements. A l'inverse, produire à pleine capacité ne constitue pas une incitation suffisante pour investir. Par conséquent, l'existence d'une marge de profits positive (et, partant, un niveau de salaire réel affaibli) se révèle être la seule condition nécessaire à l'investissement (net) des firmes.

Ainsi, pour Malinvaud ([1978], p. 23), la proposition de Schmidt et les recommandations qui lui sont associées (*i.e.* restaurer les profits par la baisse des salaires) est pertinente dans la mesure où elles permettent de résorber, d'un même geste, les chômages « keynésien » et « classique ». Autrement dit, sa pertinence est relative à la dynamique vertueuse de ses effets : si la restauration des profits (aujourd'hui) risque d'aggraver le chômage « keynésien », elle garantira la reprise de l'investissement (demain) et permettra d'accroître les capacités de production des firmes (après-demain), de sorte que le risque d'un développement à moyen terme du chômage « classique » s'amenuise<sup>26</sup>.

---

<sup>24</sup> Bien que l'analyse soit plus complexe dans ce cas, voir : Malinvaud ([1978a], p. 21-22).

<sup>25</sup> Sur ce point, Malinvaud ([1978], p. 22) semble chercher à défendre les résultats de son modèle tout en ayant conscience de leur incongruité : « [...] pour toute valeur de  $p$  qui ne soit pas exagérément forte, il doit exister une valeur de  $s$  en dessous de laquelle  $i$  est positif. Une politique de réduction du salaire réel permettra, si elle est assez énergique, d'assurer la croissance de la capacité de production ; mais elle devra être d'autant plus énergique que le sous-emploi keynésien sera déjà plus important et elle aggravera ce sous-emploi. »

<sup>26</sup> Toutefois, cette dynamique vertueuse peut s'expliquer d'une manière plus simple : le chômage résultant nécessairement d'une insuffisance des capacités (à moyen terme), seule la restauration des profits (à court terme) permettra de le résorber.

### ***1.3. Introduction de la profitabilité***

Dans la lignée de son premier modèle « dynamique », Malinvaud suppose fixée l'offre de travail ( $L$ ) afin de déterminer, pour une productivité nette<sup>27</sup> du travail ( $\beta$ ) donnée, la production maximale ( $\beta L$ ). De même, les firmes sont supposées produire à pleine capacité tant qu'elles ne sont contraintes, ni par la demande (nette) de biens ni par les ressources en main-d'œuvre. Plus précisément, la rentabilité de la production des firmes est supposée toujours garantie car la productivité (brute) du travail est toujours supérieure au coût réel du travail. Toutefois, pour atteindre le plein-emploi, le modèle de Malinvaud (1980b) admet une contrainte supplémentaire : le stock du capital doit être suffisant. Enfin, à nouveau, la production nette ( $y$ ) des firmes est déterminée par la règle du côté court : l'équilibre est alors d'inflation contenue ( $\beta L < d, \bar{y}$ ), classique ( $\bar{y} < \beta L, d$ ) ou keynésien ( $d < \beta L, \bar{y}$ ). A nouveau, l'équilibre walrasien apparaît comme un cas limite :

$$(1) \quad \beta L = d = \bar{y}$$

#### *1.3.1. Les équations de comportements*

Pour une offre de travail fixe, la fonction de consommation dépend des variables (exogènes) suivantes : le taux de salaire réel ( $w$ ), le revenu de transfert ( $h$ ), le niveau des encaisses ( $m$ ) et le taux de chômage ( $u$ )<sup>28</sup>.

$$(2) \quad c = r(w, h, m) - us(w, h, m)$$

La fonction de production des firmes est du type « clay-clay » : il n'y a pas de possibilités de substitution entre facteurs, à court comme à long terme. En application de la règle du côté

---

<sup>27</sup> A la différence du précédent modèle (Malinvaud [1978a]), la productivité est nette : elle ne prend pas en compte le renouvellement des équipements (amortissement). Ainsi, la différence entre le salaire réel et la productivité du travail n'inclut pas l'amortissement.

<sup>28</sup> La fonction de consommation est supposée linéaire par rapport au taux de chômage ; ce que justifie Malinvaud ([1983a], p. 47) en avançant qu'il ne prétend pas rendre compte de niveaux élevés pour le taux de chômage. Pour les enjeux liés à cette hypothèse, voir : section 3.2.1.

court, la production est donnée par la valeur minimisant les pertes (3). Enfin, les recettes courantes des firmes (4) dépendent du niveau de la production ( $y$ ) et des variables ( $w, p, \beta$ )<sup>29</sup> :

$$(3) \quad y = \text{Min} (d, \beta L, \bar{y})$$

$$(4) \quad R = \left(1 - \frac{w}{\beta}\right)y$$

Approfondissant son premier modèle « dynamique », Malinvaud (1980b) spécifie le comportement d'investissement net ( $i$ ) de manière à prendre en compte les recettes attendues d'une extension de capacité. Ainsi, l'équation (4) est-elle d'abord réécrite pour faire apparaître le coût unitaire relatif à l'usage de la capacité :

$$(5) \quad R = \left(1 - \frac{w}{\beta}\right)y - q\bar{y}$$

De plus, afin de préciser la manière dont est déterminée la capacité de production future (désirée), Malinvaud (1980b) intègre les anticipations des firmes concernant l'état des variables exogènes. Pour ce faire, il distingue les variables qui seront anticipées avec certitude ( $p, w, q, \beta$ ) de celles qui ne le seront pas : la demande future et la population active ( $d, L$ )<sup>30</sup>. Toutefois, sa manière de considérer l'incertitude se distancie d'emblée de l'univers non-probabilisable de Keynes, Malinvaud ([1983a], p. 48) proposant d'approcher la décision d'investissement des firmes à partir d'une fonction aléatoire exogène ( $\hat{y}$ ) :

$$(6) \quad \hat{y} = \text{Min} (d, \beta L)$$

A cette fonction aléatoire  $\hat{y}$  est associée une fonction de distribution cumulée  $F(\hat{y})$ , où  $F(x)$  est la probabilité que la firme attribue actuellement à ce que dans le futur  $\hat{y} \leq x$ . En supposant

---

<sup>29</sup> L'équation (7) vérifie l'hypothèse selon laquelle la productivité brute du travail est toujours supérieure au salaire réel, évacuant ainsi la possibilité de profits nuls ou négatifs. A l'inverse,  $\beta$  doit être positif (et supérieure à 0) pour que les salaires le soient (et que le produit ne soit pas réparti intégralement aux recettes).

<sup>30</sup> Ainsi, Malinvaud se raccroche à l'idée de Grandmont et Laroque (1976) selon laquelle la traduction de la théorie keynésienne dans un modèle d'équilibre à prix fixes ne pouvait se départir de l'idée que les firmes prennent leur décision d'investissement en contexte d'incertitude quant à l'état de la demande future et celui de la main-d'œuvre disponible.

que  $F$  possède une fonction de densité  $f$ , alors  $y$  sera le minimum de  $\bar{y}$  et de  $\hat{y}$  et l'espérance mathématique des recettes  $R$  est notée :

$$(7) \quad ER = \left(1 - \frac{w}{\beta}\right) \left\{ \int_0^{\bar{y}} v f(v) dv + [1 - F(\bar{y})] \bar{y} \right\} - q \bar{y}$$

La valeur de  $\bar{y}$  qui maximise cette espérance doit être telle que la dérivée première de  $ER$  par rapport à  $\bar{y}$  soit égale à 0 (et que sa dérivée soit non-positive) :

$$(8) \quad \left(1 - \frac{w}{\beta}\right) [1 - F(\bar{y})] - q = 0 \quad (\text{avec } w \leq \beta)$$

L'équation (8) détermine la capacité ( $\bar{y}$ ) en fonction de variables de prix ( $q, w$ ) et de la distribution  $F$  représentant les variables anticipées. Ainsi, la capacité désirée est optimale lorsque le coût marginal d'une unité de capacité doit être égal au gain attendu résultant de la vente d'une unité supplémentaire de produit multiplié par la probabilité que celle-ci soit produite et vendue (sachant la demande et la main-d'œuvre disponible). A partir de la différenciation de (8)<sup>31</sup>, on dégage la fonction d'investissement ( $i_0$ ) comme une variable dépendante du taux de salaire courant ( $w_0$ ), de la capacité ( $\bar{y}_0$ ) et des anticipations courantes des firmes ( $\hat{y}_0$ ) ainsi que de trois paramètres non-négatifs ( $a, b, \beta$ ) :

$$(9) \quad i_0 = a (\beta - e - w_0) + b (\hat{y}_0 - \bar{y}_0)$$

La forme donnée à la fonction d'investissement, linéaire et à coefficients fixes, est « délibérément simplifiée »<sup>32</sup>. Celle-ci ne dépend que de deux termes (dont l'importance peut être pondérée) : la profitabilité des activités productives ( $\beta - e - w_0$ ) et les effets dus à la demande globale ( $\hat{y}_0 - \bar{y}_0$ ).

<sup>31</sup> Et plusieurs transformations algébriques. Pour les détails, voir : Malinvaud ([1983a], p. 50-55).

<sup>32</sup> Ce dont que Malinvaud ([1983a], p. 51-52) fait lui-même remarquer mais dont il se justifie, notamment à propos de la linéarité, en répétant que l'application de son modèle est circonscrite au voisinage de l'équilibre walrasien. Sur les enjeux liés à cette hypothèse, voir : chapitre 3, section 2.2.1.

### 1.3.2. L'équilibre walrasien stationnaire

L'équilibre walrasien stationnaire est défini par la distribution appropriée des revenus d'une économie évoluant le long d'un sentier régulier, et soutenant une accumulation du capital susceptible d'engendrer une croissance de plein-emploi.

$$(1) \quad y = \beta L = d = \bar{y} = \hat{y}$$

Un équilibre walrasien stationnaire ( $W^*$ ) existe dès lors qu'une série de variables évoluent à taux constant, à commencer par l'offre de travail et la productivité (de sorte que  $\beta L$  varie à taux constant). De plus, cela exige une capacité de production ( $\bar{y}$ ) constante et, partant, un investissement (net) nul – ce qu'on peut déduire à partir de (9), tant que (1) est vérifiée :

$$(10) \quad w = \beta - e$$

A l'équilibre  $W^*$ , le coût réel du travail correspond à  $1 - e/\beta$  quand la marge de profit réel est de  $e/\beta$ . Par ailleurs, pour  $\lambda$  désignant l'inverse du rapport capital-produit, le taux de rémunération net réel (ou taux de profit net) du capital est donné par :

$$(11) \quad \rho = e\lambda/\beta$$

La distribution des revenus appropriée donnée par les équations (11) et (12) résulte ainsi du seul comportement d'investissement : le coût réel du travail doit être tel que le niveau de l'investissement net soit nul lorsque la capacité est ajustée à la production courante. Par conséquent, Malinvaud ([1983a], p. 57) cherche une autre expression du paramètre  $e$  à l'équilibre  $w^*$ , en le présentant comme un élément de la décision optimale des firmes à partir de l'équation (8) :

$$(12) \quad e = \beta q/[1 - F(\bar{y})]$$



Sinon que  $e$  est censé s'accroître avec  $q$  et  $F(\bar{y})$ , aucune interprétation simple ne semble s'en dégager, de sorte que l'intérêt d'introduire la relation (12) est purement formel<sup>33</sup>. Ceci d'autant plus que le paramètre  $e$  est en fait exogène dans le modèle de Malinvaud (1980b), car dépendant des valeurs données du salaire réel ( $w$ ) et de la productivité ( $\beta$ ). Par ailleurs, la détermination complète du modèle n'a nul besoin de cette information. En effet, il suffit à Edmond Malinvaud de montrer que le rythme d'accumulation du capital est ici compatible avec le rythme de la croissance (*i.e.* le comportement d'épargne des ménages satisfait aux exigences de l'équilibre  $W^*$ ).

### 1.3.3. Les relations comptables du modèle

Comme dans *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Edmond Malinvaud complète la définition des équations de comportement par la prise en compte l'équilibre des flux économiques. Peuvent alors être introduites les relations macro-économiques (et/ou identités comptables) suivantes, permettant par ailleurs de préciser le fonctionnement de l'économie décrite par le modèle de Malinvaud (1980b) :

	Emplois			Ressources		
	Producteurs	Consommateurs	Administrations	Producteurs	Consommateurs	Administrations
Bien	$I$	$C$	$G$	$Y$		
Travail	$W$				$W$	
Transferts	$Z$				$H$	$T$
Actifs		$\dot{M}$		$\dot{M}_f$		$\dot{M}_g$

Source : Malinvaud ([1983a], p. 43)

<sup>33</sup> En particulier, il est difficile de comprendre pourquoi  $e$  augmenterait à la suite d'une augmentation du coût de la capacité ( $q$ ) ou de la probabilité  $F(\bar{y})$  que la capacité soit supérieure à la demande (ou à la main-d'œuvre). Plus loin, Malinvaud ([1983a], p. 58) reconnaît d'ailleurs que la relation (12) doit d'abord s'apprécier comme une condition de cohérence entre  $e$ ,  $q$ ,  $\beta L$  et la fonction  $F(x)$ .

Outre l'identité ressources-emplois ( $Y = C + I + G$ ), Malinvaud spécifie deux relations d'identité. La première précise la nature des revenus non-salariaux des agents, en posant que les revenus de transferts émanant des firmes ( $Z$ ) sont égales à la somme des profits perçus par les ménages ( $H$ ) et des taxes perçues par le gouvernement ( $T$ ). La seconde relation, autrement plus spécifique, pose que les encaisses monétaires accumulées par les ménages ( $\dot{M}$ ) sont distribuées aux firmes ( $\dot{M}_f$ ) et/ou au gouvernement ( $\dot{M}_g$ ). Dans ces conditions, il est clair que le niveau des encaisses fait office de variable-clé pour résoudre ce système de relations – les autres variables étant soit exogènes ( $g, w, h^{34}$ ), soit à un degré de liberté ( $z, t, m_f, m_g$ ). A l'équilibre  $W^*$ , l'investissement net est nul de sorte que le niveau des encaisses peut s'obtenir à partir de l'identité ressources-emplois (13) :

$$(13) \quad r(w, h, m) + g = \beta L \quad \Leftrightarrow \quad r(w, h, m) = \beta L - g$$

Sachant que  $w$  et  $\beta L$  sont donnés, cette relation impose une cohérence entre les variables  $h, m$  et  $g$ . Ainsi, la résolution de (13) est-elle conditionnelle à l'existence de valeurs cohérentes pour  $h$  et  $g$  ; plus largement, ces valeurs doivent respecter le système suivant (14)<sup>35</sup> :

$$(14) \quad \begin{cases} z = h + t \\ m = m_f + m_g \\ wL + z = \beta L + \pi m_f \\ g = t + \pi m_g \end{cases}$$

---

<sup>34</sup> Pour Malinvaud ([1983a], p. 60), si cette hypothèse est acceptable à moyen terme, elle interdit de pouvoir étudier en détails la manière dont est financée l'investissement (ainsi que la demande des administrations). Nul n'en sera toutefois surpris, car on a assez souligné que la plupart des modèles de Malinvaud sont formulés en termes réels de sorte qu'ils n'intègrent aucune contrainte financière. Ainsi, reconnaît-il qu'il s'agit là d'une dimension qui relativise fortement la portée de son analyse : « [...] cet essai n'a pas pour ambition d'épuiser la théorie de l'évolution à moyen terme. Notre principale préoccupation a été d'étudier la profitabilité en tant que condition préalable à la prise de risque par les entrepreneurs ; le modèle ne peut faire beaucoup plus qu'explorer les conséquences d'une telle condition préalable. D'autres auront à étudier le rôle des contraintes financières. » (Malinvaud [1983a], p. 128).

<sup>35</sup> Les troisième et quatrième équations sont des conditions de cohérence du système, elles expriment le fait qu'il n'existe qu'un degré de liberté pour les variables ( $z, t, m_f, m_g$ ) et pour le taux d'inflation ( $\pi$ ). Un des effets collatéraux de la méthode de résolution tient à ce que l'action du gouvernement n'est pas caractérisée mais déterminée par défaut : (13) et (14) déterminent le taux d'inflation permettant d'équilibrer le budget.

#### 1.3.4. La suite des équilibres à court terme

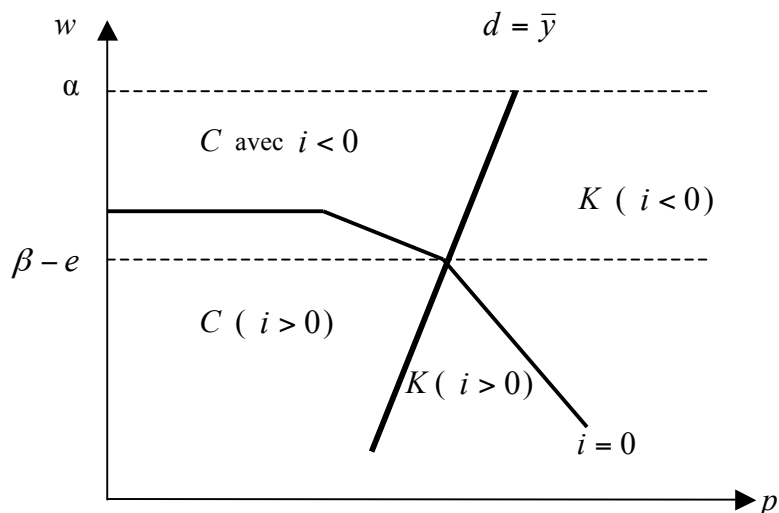
L'équilibre à court terme détermine l'état des variables endogènes  $(y, d, u)$  en fonction des variables exogènes  $(w, p, g, h, \beta, e)$  comme des variables à court terme  $(\bar{y}, m)$ , et assure que les quantités obtenues soient mutuellement compatibles. En prenant en compte l'investissement (net), l'équilibre à court terme est donné par le système (15) :

$$(15) \quad \begin{cases} d = r(w) - us(w) + a(\beta - e - w) + b(\hat{y} - \bar{y}) + g \\ y = \text{Min}(\hat{y}, \bar{y}) \\ \hat{y} = \text{Min}(d, \beta L) \\ u = 1 - (y / \beta L) \end{cases}$$

En application de la loi du minimum, l'équilibre sera keynésien  $(d < \bar{y}, \beta L)$ , classique  $(\bar{y} < d, \beta L)$  ou d'inflation contenue  $(\beta L < d, \bar{y})$ . Toutefois, à l'instar du précédent modèle (Malinvaud [1978a]), l'existence de la capacité force à reconsidérer le domaine de validité des équilibres keynésiens. Ainsi, pour une capacité faible  $(\bar{y} < \beta L)$ , l'équilibre sera keynésien ou classique selon le niveau de la demande globale  $(d < \bar{y}$  ou  $d \geq \bar{y})$  déterminé par l'état des variables exogènes – en particulier :  $w, p$  et  $g$ <sup>36</sup>. Ici, la méthode pour tracer la frontière des équilibres keynésiens est identique à celle du modèle précédent. Tout d'abord, seuls les cas où le salaire réel est inférieur à la productivité sont considérés. Ensuite, une droite (ascendante), exprimant l'ensemble des points pour lesquels la demande globale est proportionnée à la capacité  $(d = \bar{y})$ , coupe le plan  $(p, w)$  pour faire apparaître l'espace respectif des équilibres keynésiens et classiques (*cf.* figure ci-dessous). Une légère différence est néanmoins introduite à propos de l'investissement, qui dépend désormais des valeurs courantes de  $\hat{y}$  et de  $\bar{y}$ . Son tracé dans le plan exprime l'idée que l'investissement tend d'autant plus à s'accroître que la demande est excédentaire et que la valeur du salaire nominal est faible (relativement aux prix). En témoigne, la zone restreinte pour laquelle les équilibres keynésiens sont associés à un investissement (net) positif.

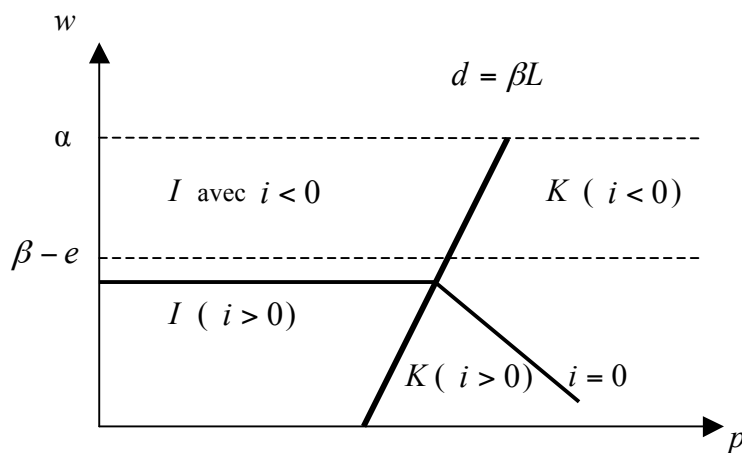
---

<sup>36</sup> Pour les détails de la détermination complète du domaine de validité des équilibres keynésiens dans les cas où la capacité est faible ou forte, voir : Malinvaud ([1983a], p. 65-70)



Source : Malinvaud ([1983a], p. 67)

Symétriquement, pour une capacité forte ( $\bar{y} > \beta L$ ), l'équilibre sera keynésien ou d'inflation contenue selon le niveau de la demande globale ( $d < \bar{y}$  ou  $d \geq \bar{y}$ ), elle-même déterminée par l'état des variables exogènes. Dans ce cas, la frontière des équilibres est définie par rapport à un niveau de demande globale proportionné à la production de plein-emploi. Et, de même, l'investissement a plus de chances de s'accroître que la demande est excédentaire et que le salaire nominal est faible (relativement aux prix).



Source : Malinvaud ([1983a], p. 70)

Si l'introduction du comportement d'investissement dans le modèle à prix fixes constitue une première étape dans l'élaboration d'un modèle « dynamique », elle reste insuffisante et trop suggestive. Ainsi, Malinvaud (1980b) se propose-t-il de spécifier la dynamique des équilibres à prix fixes en prenant compte des effets de l'accumulation du capital : (i) par

l'investissement, conduisant à faire évoluer la capacité ; et (ii) par la richesse privée, conduisant à faire évoluer la consommation des ménages. En introduisant des retards, Malinvaud (1980b) exprime la variation de la capacité et le comportement d'investissement, dépendant désormais des valeurs antérieures des variables qui l'influencent :

$$(16) \quad \bar{y}_{t+1} = \bar{y}_t + \gamma_t$$

$$(17) \quad i_t = a(\beta - e - w_{t-1}) + b(\hat{y}_{t-1} - \bar{y}_{t-1})$$

Par ailleurs, l'évolution de la richesse réelle des consommateurs ( $m_t$ ) résulte désormais de l'évolution de leurs encaisses réelles entre  $t$  et  $t+1$  ainsi que de la variation en valeur de leur encaisses passées. Et il faut bien souligner ce que la relation (18) a de contre-intuitif : le stock d'encaisses réelles initial (en  $t$ ) des agents est, à chaque période, non pas additionné mais retranché à la croissance du stock d'encaisses réelles entre les deux périodes (en  $t+1$ ).

$$(18) \quad m_{t+1} - m_t = \frac{1}{P_{t+1}} [(M_{t+1} - M_t) - (P_{t+1} - P_t)m_t]$$

Sachant (2) et que  $w$  et  $h$ <sup>37</sup> sont des variables exogènes, l'évolution des encaisses nominales ( $M_{t+1} - M_t$ ) apparaît ainsi résulter du seul niveau de consommation, lui-même dépendant du régime d'équilibre à prix fixes auquel sont confrontés les agents, et de l'évolution des prix. Ainsi, en l'absence de rationnement sur les marchés, (18) peut être réécrite en (19) :

$$(19) \quad m_{t+1} - m_t = \left[ \frac{w_t y_t}{\beta} + h - c_t - \frac{P_{t+1} - P_t}{P_t} m_t \right] \frac{P_t}{P_{t+1}}$$

En plus de l'ajustement en quantités, le modèle dynamique de Malinvaud (1980b) intègre la possibilité (certes imparfaite<sup>38</sup>) d'un ajustement des prix ( $w, p$ ) entre périodes. Ainsi, les prix

---

<sup>37</sup> La justification de la constance de  $h$  est ici encore bien curieuse et prend prétexte de la complexité des corrélations dont sont objet les revenus de transferts : la valeur des impôts est corrélée positivement à l'emploi et au salaire réel ; les transferts aux ménages sont corrélés négativement à l'emploi ; la distribution des profits est corrélée positivement à l'emploi mais négativement aux besoins d'accroître la capacité ; *etc.* (Malinvaud [1983a], p. 72-73).

<sup>38</sup> En vertu de cette double nature, on parle d'ajustement « prix-quantités » à l'endroit de ces modèles.

sont supposés varier en fonction des demandes excédentaires courantes sur le marché des biens ( $E_{1t}$ ) et du travail ( $E_{2t}$ ) ; la présence du paramètre  $\lambda$  permettant d'introduire la présence de non-linéarités<sup>39</sup> :

$$(20) \quad \frac{P_{t+1} - P_t}{P_t} = \pi + \lambda E_{1t} + \lambda E_{2t}$$

Au cas où l'équilibre walrasien serait réalisé en  $t$ , le niveau des prix pourrait encore être positif, car le taux d'inflation anticipé ( $\pi$ ) apparaît comme paramètre autonome<sup>40</sup>. Afin de préciser la nature des demandes excédentaires, Malinvaud (1980b) retraduit la relation (20) pour chacun des trois cas régimes d'équilibres à prix fixes. En sous-emploi classique (20a), les prix sont supposés réagir positivement à la demande excédentaire sur le marché des biens ( $d_t - y_t$ ) ; toutefois, l'ampleur de cette variation à la hausse dépend de l'importance de l'offre excédentaire sur le marché du travail ( $\beta L - y_t$ ). En cas d'inflation contenue (20b), la variation des prix à la hausse se fait à un taux qui dépend de l'ampleur de l'excès de demande sur les marchés des biens et du travail (selon que les firmes désireraient produire de manière à utiliser pleinement la capacité ou à satisfaire la demande). Symétriquement, en cas de sous-emploi keynésien (20c), la variation des prix à la baisse dépend de l'importance de l'offre excédentaire sur les marchés des biens (selon que les firmes désireraient produire à pleine capacité ou de manière à satisfaire) et du travail.

$$(20a) \quad \frac{P_{t+1} - P_t}{P_t} = \mu(d_t - y_t) - v(\beta L - y_t)$$

$$(20b) \quad \frac{P_{t+1} - P_t}{P_t} = \mu(d_t - y_t) + \rho[\text{Min}(d_t, \bar{y}_t) - \beta L]$$

$$(20c) \quad \frac{P_{t+1} - P_t}{P_t} = -\lambda [\text{Min}(\bar{y}, \beta L) - y_t] - v(\beta L - y_t)$$

---

<sup>39</sup> Par exemple, une plus grande réaction des prix si les demandes excédentaires sont positives.

<sup>40</sup> De sorte que le taux d'inflation pourrait être, dans ce cas précis, uniquement déterminé par les anticipations inflationnistes des agents. Toutefois, ce raffinement est de pure forme car Malinvaud (1980b) le suppose nul.

Reste à voir la manière dont évoluent les salaires réels, que Malinvaud spécifie directement sans isoler la tendance des salaires nominaux de celle des prix. En cas de sous-emploi (21a), la spécification adoptée par Malinvaud (1980b) se rend à l'évidence de ses critiques (*cf.* chapitre 2). En effet, le taux de salaire réel diminue, notamment sous la pression de la forte croissance des prix, car la diminution du taux de salaire nominal ne suit celle des prix qu'avec retard. En cas d'inflation contenue (21b), le taux de salaire réel progresse d'abord par le taux de salaire nominal – suivant l'hypothèse qu'un excès de demande a des conséquences plus immédiates sur le marché du travail que sur celui des biens<sup>41</sup>. En cas de sous-emploi keynésien (21c), Malinvaud (1980b) affirme vouloir s'inspirer de Keynes en supposant que le taux de salaire réel diminue progressivement sous l'effet de la baisse des prix<sup>42</sup>.

$$(21a) \quad w_{t+1} = w_t - \sigma u_t$$

$$(21b) \quad w_{t+1} = w_t + \tau[\text{Min}(d_t, \bar{y}_t) - \beta L]$$

$$(21c) \quad w_{t+1} = w_t$$

Ainsi, la démarche dynamique de Malinvaud (1980b) va bien au-delà de la seule prise en compte des effets de l'investissement sur la suite des équilibres : elle prend en compte l'évolution de quatre variables majeures, tenues jusque-là pour exogènes ( $p, w$ ) ou données ( $\bar{y}, m$ ) dans le modèle de court terme.

### 1.3.5. Stabilité des équilibres keynésiens et instabilité des équilibres classiques

L'étude de la dynamique à moyen terme du modèle de Malinvaud (1980b) montre qu'une suite d'équilibres keynésiens à court terme peut être stable, à l'inverse du cas classique. Ainsi, de manière analogue à Honkapohja (1979, 1980), il s'agit ici de démontrer que toute évolution autonome à partir d'un équilibre keynésien converge vers une limite déterminée et

---

<sup>41</sup> De manière générale, Malinvaud (1980b) fait l'hypothèse d'une asymétrie dans la réaction des salaires aux déséquilibres : ceux-ci sont rigides à la baisse mais flexibles à la hausse.

<sup>42</sup> Ainsi : « On rejoindra ici Keynes en disant que, lorsqu'un excès d'offre prévaut sur tous les marchés, l'évolution du salaire réel ne dégage pas de tendance claire. » (Malinvaud [1983a], p. 77). A nouveau, il faut souligner qu'une telle hypothèse n'a que peu de rapports avec la théorie de Keynes, pour qui les salaires nominaux (et non réels) ont une tendance à être rigides à la baisse (*cf.* chapitre 2). Par ailleurs, Malinvaud ([1983a], note de bas de page 1) fait remarquer que sa spécification est trop simple pour rendre justice aux travaux économétriques portant sur les variations des salaires réels en cas d'excès d'offre généralisé.

qualifiée d'« état stationnaire keynésien ». Aussi faut-il commencer par montrer qu'un tel équilibre stationnaire existe<sup>43</sup>, en explicitant les conditions dans lesquelles l'investissement pourrait être nul en équilibre keynésien. En partant d'un équilibre keynésien où le taux de salaire réel est constant (21c), Malinvaud ([1983a], p. 81-90) montre qu'un « état stationnaire keynésien » existe dès lors que le système défini par les équations (22) et (23) possède une solution :

$$(22) \quad \bar{y} = y + a/b(\beta - e - w)$$

$$(23) \quad y = k[r(w, h, m) - s + g] \quad \text{avec} \quad 1/k = 1 - \frac{s}{\beta L}$$

D'emblée, il apparaît qu'un équilibre keynésien ne peut se maintenir sauf si :  $w < \beta - e$ . Dans ces conditions, la profitabilité positive ( $w < \beta - e$ ) compense la capacité excédentaire ( $\bar{y} > y$ ), de sorte que l'investissement est nul. A l'inverse, une profitabilité négative aurait pour effet de déprimer l'investissement et la capacité, de sorte que le chômage keynésien se transmettrait bientôt en chômage classique. Aussi, si un équilibre stationnaire keynésien existe, il faut souligner les deux hypothèses restrictives desquelles ce résultat est dérivé. La première tient à la constance de la fonction ( $s$ ), impliquant entre autres que la consommation des chômeurs n'est pas affectée par l'effet d'encaisses résultant de la baisse des prix en équilibre keynésien. Puis Malinvaud ([1983a], p. 83) de justifier son rejet de l'effet Pigou en soulignant l'effet compensateur exercé par le phénomène de désépargne engendré par le faible niveau de la production. Ainsi, le fait que la baisse des prix soit neutre sur la demande globale (constance de la fonction  $s$ ) contribue au maintien dans le temps d'une situation de chômage keynésien, évacuant toute possibilité de réajustement spontané<sup>44</sup>. La deuxième hypothèse restrictive tient au rôle des encaisses pouvant, potentiellement, diminuer la consommation des actifs et contredire ainsi la convergence vers un équilibre keynésien stationnaire. A cet égard, Malinvaud ([1983a], p. 80-81) se contente de supposer que la fonction de consommation ( $r$ )

---

<sup>43</sup> Pour la démonstration que l'équilibre keynésien stationnaire est stable, voir : Malinvaud ([1983a], p. 87-90). La question de la stabilité s'adresse ici à propos du processus d'ajustement prix-quantités entre équilibres temporaires, non de la stabilité du processus d'ajustement des quantités à court terme (cf. chapitre 1 et 2).

<sup>44</sup> Reste toutefois le problème des transferts ( $h$ ) et des dépenses publiques ( $g$ ) dont la valeur réelle augmente à la suite d'une baisse des prix et qui constitue une nouvelle source d'ajustement spontanée.



ne dépend pas des encaisses ( $m$ ) en équilibre keynésien et se contente de définir la condition sous laquelle les encaisses ne varient pas<sup>45</sup> :

$$(24) \quad wy / \beta + h - y + g + m[\lambda \text{Min}(\bar{y}, \beta L) + v\beta L - (\lambda + v)y] = 0$$

Par ailleurs, Malinvaud (1983a) montre qu'à la différence du sous-emploi keynésien le sous-emploi classique n'admet pas d'équilibre stationnaire, du simple fait que le taux de salaire réel est supposé s'ajuster au cours du temps<sup>46</sup>. Par ailleurs, sachant que toute évolution spontanée ne tend pas nécessairement à restaurer l'équilibre walrasien (un état stationnaire keynésien stable étant envisageable), il importe de savoir comment peut évoluer un équilibre classique. Sur ce point, l'étude dynamique de Malinvaud ([1983a], p. 90-96) aboutit à la proposition selon laquelle le sous-emploi classique a toutes les chances d'aboutir au sous-emploi keynésien, à moins que l'ajustement des prix et les effets d'encaisses réels soient importants. Le mécanisme sous-jacent peut se saisir de manière très intuitive, à partir des équations de comportement et des propriétés dynamiques ci-dessus. Partant d'un équilibre walrasien, un choc exogène est supposé faire croître le salaire réel à un niveau tel que l'économie se trouve en sous-emploi classique où  $w > \beta - e$  (cf. figure). Dans ces conditions, l'investissement décroît en réponse à la réduction de profitabilité des firmes, alors même qu'un excès de demande apparaît sur le marché des biens. A la période suivante, le désinvestissement des firmes a réduit la capacité et la demande de travail (le chômage est positif), alors qu'un excès de demande demeure sur le marché des biens. Viennent alors les ajustements en prix : le salaire réel décroît de façon autonome, en réponse à l'excès d'offre sur le marché du travail, mais surtout par la (plus) forte croissance des prix sur le marché des biens. Ainsi, un équilibre classique a inexorablement tendance à se déplacer vers la région du sous-emploi keynésien. Autrement dit, la tendance du sous-emploi classique à se transformer en sous-emploi keynésien tient essentiellement à la manière dont est spécifié l'ajustement des prix, en particulier la propriété selon laquelle les prix croissent plus vite que ne décroissent les

---

<sup>45</sup> Sans que cela règle d'une quelconque manière le problème mentionné – ce que Malinvaud ([1983a], p. 82) reconnaît par ailleurs : « [...] on ne devrait plus, à vrai dire, considérer que les équations (22) et (23) définissent un état stationnaire, car la richesse réelle diminue normalement sans converger vers une valeur limite positive quelconque. Il en résulte que le processus ne peut se poursuivre indéfiniment et que les effets de richesses réelles se feront sentir tôt ou tard. »

<sup>46</sup> Il en va évidemment de même pour les cas d'équilibres d'inflation contenue, où le taux de salaire réel tend spontanément à s'accroître au cours du temps.

salaires. Par la suite, et en raison de l'existence d'un équilibre keynésien stationnaire stable, il n'y a aucune raison pour que l'économie s'extirpe de cette situation de manière autonome. Toutefois, s'il conclut au caractère nécessairement transitoire (*i.e.* instable) du sous-emploi classique, Edmond Malinvaud souligne le fait qu'il puisse durer plus longtemps que prévu, la révision à la baisse des taux de salaire réel et la reconstruction des capacités de production exigeant, toutes deux, du temps.

#### ***1.4. Introduction de la substituabilité entre facteurs***

Partant de l'idée que l'évolution du salaire réel est douée d'une certaine autonomie, *i.e.* il ne résulte pas du seul processus de croissance, Malinvaud (1982a) propose de reconsidérer la relation salaires-chômage en mettant en évidence la manière dont la distribution des revenus détermine l'utilisation des capacités productives.

« Il est inutile de s'arrêter longuement à établir que le sujet est actuel puisque les débats présents sur les politiques économiques le concernent souvent. Cependant ni la théorie économique ni les modèles macro-économétriques ne peuvent donner aujourd'hui le type de réponse nette qui serait directement utile pour les responsables politiques. » (Malinvaud [1982a], p. 287)

La thèse développée ici par Malinvaud est la suivante : une distribution des prix et des revenus inappropriée conduit à une rentabilité trop basse, de sorte que l'évolution des capacités productives ne suit pas la croissance de la force de travail, soit parce que la capacité croît trop lentement par rapport à l'offre de travail soit parce que la capacité est trop capitaliste pour employer toute la main-d'œuvre. Dès lors, la volonté de Malinvaud de rendre compte de la double nature de l'investissement le conduit à employer une fonction de production du type « putty-clay » : admettant une possibilité de substitution des facteurs à long terme, ou à moyen terme si l'on adopte un cadre d'équilibre temporaire. Ainsi, le capital productif doit être défini à chaque période par sa capacité ( $\bar{Q}$ ) et son intensité capitaliste ( $x$ )<sup>47</sup> ; de même, l'emploi ( $N$ ) apparaît comme une fonction croissante de la production ( $Q$ )

---

<sup>47</sup> A l'inverse de ses modèles précédents (Malinvaud [1978a, 1980b]), où la technologie était supposée à facteurs strictement complémentaires, Malinvaud (1982a) réintroduit ici la possibilité d'une substitution entre facteurs à court et à long terme. La présentation que nous exposons ici est celle de Malinvaud (1982a), mais le modèle est assez proche de celui qu'il développe dans son manuel de macroéconomie (Malinvaud [1981a], ch. 6, section 7). Enfin, de manière générale, il convient de souligner que Malinvaud est convaincu que la substitution des facteurs est une hypothèse plus réaliste pour spécifier le comportement des firmes, en particulier depuis les années 1970.

mais décroissante de l'intensité capitalistique ( $x$ ). Par ailleurs, le chômage ( $U$ ) traduit l'écart entre les ressources en main-d'œuvre en main-d'œuvre ( $\bar{N}$ ) et l'emploi effectif ( $N$ ).

$$(1) \quad \begin{aligned} N &= Qg(x) \quad \text{avec } x = K/\bar{Q} \text{ et } g'(x) < 0 \\ U &= \bar{N} - N \end{aligned}$$

Pour Malinvaud (1982a), l'enjeu est ici de montrer comment la différence entre la pleine capacité  $\bar{Q}g(x)$  et la population active  $\bar{N}$  peut s'expliquer par la structure inappropriée des revenus : le salaire réel ( $s$ ), le coût unitaire du capital ( $\rho$ ) et le taux de profit ( $\pi$ ). Ce dernier étant défini comme l'excès de rémunération des opérations productives par rapport au coût du capital ( $\rho$ ), *i.e.* le taux d'intérêt réel :

$$(2) \quad \pi = \frac{Q - sN}{K} - \rho$$

Sachant que le coût des facteurs ( $s, \rho$ ) exogène, la valeur du taux de profit doit résulter des variables en quantité déterminées par la firme : la production ( $Q$ ), le capital ( $K$ ) et l'emploi ( $N$ ). Il reste que pour déterminer ces quantités, il faut avoir préalablement déterminé les propriétés de la capacité des firmes ( $\bar{Q} ; x$ ) mais encore la manière dont celles-ci évoluent dans le temps à travers l'investissement (3), qui est définie de manière à prendre les deux dimensions de la capacité (son volume et son intensité) :

$$(3) \quad I = \bar{Q}\dot{x} + x\dot{\bar{Q}}$$

A ce niveau, Malinvaud peut montrer que le chômage résulte d'une structure inappropriée des revenus, en précisant comment les variations de l'intensité capitalistique ( $\dot{x}$ ) et de la capacité ( $\dot{\bar{Q}}$ ) dépendent du coût des facteurs ( $s ; \rho$ ). Dès lors, il faut reformuler les variables de décision des firmes afin de prendre en compte leurs anticipations ; à commencer par le taux

d'utilisation des capacités anticipé ( $v^e$ ), désormais fonction du taux courant ( $v$ ) et des incertitudes affectant la demande future ( $v^o$ )<sup>48</sup> :

$$(4) \quad v^e = \text{Min}(v, v^o) \quad \text{avec} \quad v = Q/\bar{Q}$$

Par ailleurs, la prise en compte des anticipations conduit à spécifier le choix des firmes entre technologies alternatives en fonction du coût des facteurs travail et capital, respectivement  $sv^e g(x)$  et  $\rho x$ . S'en déduit l'intensité capitaliste désirée ( $\hat{x}$ ) et la variation de l'intensité capitaliste ( $\dot{x}$ ) comme dépendantes du coût relatif des facteurs de production :

$$(5) \quad \begin{aligned} \rho + sv^e g'(\hat{x}) &= 0 \\ \dot{x} &= \lambda(\hat{x} - x) \end{aligned} \quad \text{avec} \quad \lambda > 0$$

De même, la variation de la capacité (6) apparaît-elle comme une fonction qui dépend négativement de la capacité excédentaire anticipé ( $v^e$ ) et positivement de la profitabilité ( $\pi^e$ )<sup>49</sup>. Cette dernière variable (7), reformulé à partir de (2), met bien en évidence qu'il s'agit là d'un résidu : le surplus (anticipé) de rentabilité des opérations productives sur le coût du capital, pour une intensité capitaliste donnée.

$$(6) \quad \dot{\bar{Q}} = [a \frac{\pi^e}{\rho} - b(1 - v^e)] \bar{Q} \quad \text{avec} \quad a \text{ et } b > 0$$

$$(7) \quad \pi^e = \frac{v^e [1 - sg(x)]}{x} - \rho$$

---

<sup>48</sup> Toutefois, en supposant que cette seconde valeur soit nécessairement inférieure à l'unité (ceci ayant pour but de traduire l'incertitude vis-à-vis de la demande future), Malinvaud ([1982a], p. 291) est conduit à supposer que les firmes n'anticipent jamais d'atteindre le maximum de leurs capacités. En bref, à l'instar de Malinvaud (1980b), la capacité est constamment excédentaire, car nécessairement bornée par la demande anticipée (inférieure à 1).

<sup>49</sup> Un examen plus attentif révèle que la croissance des capacités dépend essentiellement de la profitabilité, car le taux d'utilisation des capacités n'apparaît qu'en tant que facteur négatif : la croissance de la capacité est maximale si le taux d'utilisation est nul ou complet (*i.e.* 0 ou 1). Ainsi, pour toute valeur du taux d'utilisation comprise entre 0 et 1 et pour une valeur donnée de la profitabilité, la variation de la capacité est d'autant plus forte que le taux d'utilisation est important. Cette (légère) sensibilité de l'investissement à la croissance du taux d'utilisation suffit en tout cas Malinvaud ([1982a], p. 292, note 1), qui fait remarquer que son équation rend compte du phénomène d'accélération.

Une fois le modèle complètement spécifié, Malinvaud (1982a) entend montrer comment le chômage, par un manque de capacité (cas 1) ou une trop forte intensité capitaliste (cas 2), résulte d'une distribution des revenus inappropriée.

#### 1.4.1. Chômage par manque de capacité

Dans le modèle ci-dessus, un manque de capacité se caractérise par le fait que le taux d'utilisation ( $v$ ) est atteint, de sorte que la dynamique de l'accumulation du capital est entièrement déterminée par les conditions de l'offre. Une telle conséquence s'impose car, si le taux d'utilisation des capacités est atteint ( $v$ ), alors celui-ci est nécessairement égal (voir supérieur) à sa valeur maximum anticipée ( $v^o$ ). En remplaçant donc  $v^e$  par  $v^o$ , et en supposant l'environnement stationnaire ( $\rho$ ,  $s$ ,  $a$ ,  $b$ ,  $v^o$  et  $g(x)$  constants), il apparaît que l'intensité capitaliste ( $x$ ) tend vers l'intensité capitaliste désirée ( $\hat{x}$ ) – constante. Dans ces conditions, Malinvaud conclut à partir des équations (5) et (6) que la capacité ( $\bar{Q}$ ) tend à décroître de façon permanente<sup>50</sup>, dès lors que les valeurs exogènes  $s$  et  $\rho$  sont telles que :

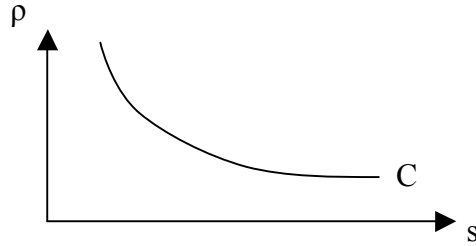
$$(8) \quad \begin{array}{l} sg(\hat{x}) + m\rho\hat{x} > 1 \\ v^o sg'(\hat{x}) + \rho = 0 \end{array} \quad \text{avec} \quad m = 1 + \frac{(a+b)(1-v^o)}{av^o}$$

Et d'illustrer graphiquement le système (8) par la région située au-dessus de la courbe C, que Malinvaud qualifie de « frontière des prix des facteurs » en référence à Bruno et Sachs [1982]). Ainsi, pour toute combinaison de valeurs ( $s, \rho$ ) se trouvant dans cette zone, la capacité tend à décroître – quel que soit le niveau de la demande<sup>51</sup>. Face à une telle situation, qualifiée par Malinvaud de « dépression classique » car causée par des taux de rémunération des facteurs trop élevés, il n'existe que deux solutions : soit réduire le prix des facteurs, soit trouver le moyen de relever la frontière des prix des facteurs.

---

<sup>50</sup> Il apparaît, à partir de (5), que la capacité décroît si le premier terme (la profitabilité) est inférieur au second (le taux d'utilisation anticipé). Or, le second terme étant constant et négatif (pour  $v^o < 1$ ), l'obtention d'un tel résultat dépend essentiellement de la valeur du premier terme, *i.e.* du prix des facteurs de production ( $s$  et  $\rho$ ).

<sup>51</sup> Malinvaud ([1982a], p. 293) ajoute cette précision, en faisant remarquer qu'une baisse de la demande a pour effet principal d'accélérer la décroissance de la capacité (dans son modèle).



#### 1.4.2. Chômage par forte intensité capitalistique

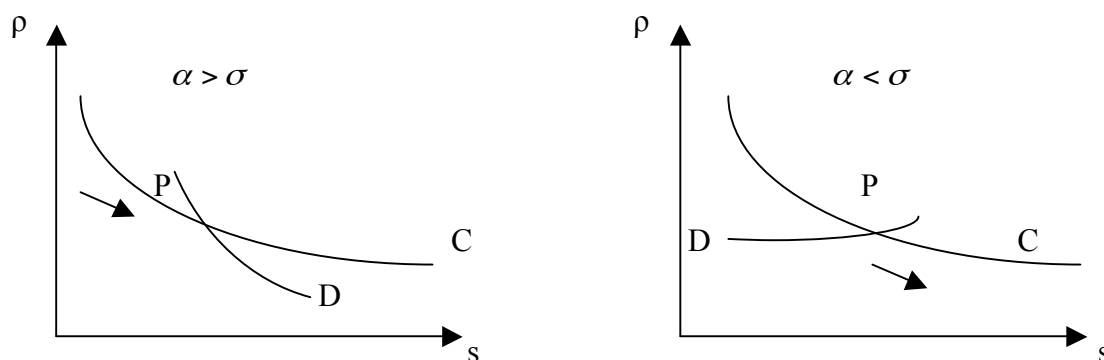
A l'inverse, si les taux de rémunération sont trop faibles (*i.e.* un point au-dessous de la courbe  $C$ ), la capacité de production tend à croître – du moins tant que  $v^e \geq v^o$ . Toutefois, cette croissance n'est pas infinie et il arrive un moment où la capacité de production devient trop élevée par rapport la demande globale et/ou l'offre de travail. Dès lors, toute la question est de savoir si la baisse du taux d'utilisation a un impact sur la capacité et, si oui, l'économie converge vers un équilibre limite admettant du chômage. Pour répondre à cette question, Malinvaud décrit un équilibre temporaire (« keynésien ») à partir du système d'équations (3) à (7) vis-à-vis duquel il suppose que le taux d'utilisation des capacités est faible ( $v^e = v$ ). Par ailleurs, il introduit une équation de demande globale (9) et une inégalité portant sur les paramètres du système (10), où les paramètres  $\alpha$  et  $\sigma$  représentent, respectivement, la part des revenus du travail et l'élasticité de substitution à long terme entre capital et travail :

$$(9) \quad Q = sN + I + G$$

$$(10) \quad a + b + \alpha\sigma\lambda < \rho.$$

Si l'environnement est stationnaire (où l'investissement est nul), l'équilibre temporaire converge vers un équilibre stationnaire, où le niveau du chômage est d'autant plus élevé que la demande autonome est faible. S'agissant de l'impact du niveau des salaires réels, l'effet est plus ambigu du fait qu'un « effet demande » et un « effet de substitution » agissent en sens opposés. Deux situations que Malinvaud (1982a) illustre à nouveau graphiquement dans le plan  $(s, \rho)$ , où la courbe  $D$  (s'ajoute à la courbe  $C$ ) représente l'ensemble des combinaisons de valeurs exogènes assurant un équilibre stationnaire de plein-emploi (pour  $G$  donné). Par conséquent, la zone des équilibres keynésiens correspond à tous les points situés en-dessous des courbes  $C$  et  $D$  : un ensemble de situations caractérisé par du sous-emploi et des capacités

excédentaires. Dans le premier cas, où l'effet demande domine l'effet substitution ( $\alpha > \sigma$ ) car la courbe  $D$  a une pente plus forte que la courbe  $C$ , l'équilibre de plein-emploi (à partir du point  $P$  et au-delà) est compatible avec la frontière des prix : des salaires réels élevés n'empêchent pas la réalisation du plein-emploi. A l'inverse, dans le second cas où l'effet demande est dominé ( $\alpha < \sigma$ ), un équilibre de plein-emploi n'est compatible avec la frontière des prix que sur une surface plus réduite, jusqu'au point  $P$  : au-delà, le chômage est dû à une intensité capitaliste trop élevée.



Ainsi, analyser les effets d'une réduction des salaires réels sur l'emploi revient à prendre en compte les effets contradictoires qu'elle exerce sur l'investissement. D'un côté, cette mesure a un effet répressif sur l'investissement, car elle déprime la demande globale et réduit l'intensité capitaliste désirée : la première composante ( $\bar{Q}\dot{x}$ ) décroît. De l'autre, elle exerce un effet stimulant, car elle accroît la profitabilité : la seconde composante ( $x\dot{\bar{Q}}$ ) croît. Dès lors, déterminer l'effet final suppose de déterminer l'effet dominant, qui dépend – en dernière analyse – de l'élasticité de la demande aux variations du salaire réel et de l'élasticité de substitution à long terme entre les facteurs de production. Sur ce point, et fidèle aux enseignements de la synthèse néoclassique, Malinvaud ([1982a], p. 298-299) conclut en demi-teinte : une réduction des salaires à un effet immédiatement dépressif sur l'emploi<sup>52</sup>, mais doit finir par avoir un effet positif à mesure que l'on s'éloigne du court terme (et/ou se rapproche du moyen terme) où l'« effet substitution » tend à dominer l'« effet demande ». Ainsi,

<sup>52</sup> Ceci est moins du à la forte sensibilité de la demande aux variations des salaires réels (ceux-ci étant intégralement dépensés dans le modèle de Malinvaud) qu'au fait que la profitabilité est bornée à la hausse pour garantir l'existence d'un équilibre temporaire viable à prix fixes, impliquant nécessairement une moindre sensibilité de l'investissement à la profitabilité.

l'introduction de la substituabilité entre facteurs a-t-elle pour conséquence logique de rendre l'emploi directement dépendant du coût du facteur travail.

### 1.5. Introduction des variables monétaires et financières

Nous avons insisté précédemment, en particulier dans le premier chapitre, sur la manière particulière dont la monnaie avait été introduite dans les modèles non-walrasiens, y compris dans celui de Malinvaud (1977). Sur ce point, nous avons vu que ses recherches ultérieures n'ont pas ajouté grand-chose au cadre statique initial alors même que l'accumulation des encaisses monétaires apparaît comme un déterminant de l'évolution inter-périodique. Toutefois, le fait que ce caractère ambigu de la monnaie demeure n'est pas sans poser problème dès lors que le modèle « prototype » est étendu au moyen terme des variations de l'investissement. En effet, se pose la question de savoir comment est financé un investissement nouveau. A cet effet, nous avons vu qu'Malinvaud (1980b) suppose que le volume des encaisses monétaires permet, à chaque période de l'équilibre temporaire, de satisfaire les besoins de financement des firmes et du gouvernement.

$$\dot{M} = \dot{M}_f + \dot{M}_g$$

Nous avons vu que la manière dont Malinvaud justifiait son cadre comptable n'a consisté qu'à dégager un système de cohérence entre variables exogènes à l'équilibre walrasien (14), *i.e.* lorsque l'investissement était nul. Ainsi, l'investissement est nécessairement associé à un phénomène de déséquilibre : plus précisément, à un état des valeurs exogènes conduisant à une profitabilité positive. Dans ces conditions, l'investissement n'est que la conséquence du surplus de profits détenus provisoirement par les firmes sous la forme d'encaisses monétaires excédentaires ( $\pi m_f$ ), avant d'être distribuées aux ménages ( $H$ ) :

$$(14) \quad \begin{cases} z = h + t \\ m = m_f + m_g \\ wL + z = \beta L + \pi m_f \\ g = t + \pi m_g \end{cases}$$



De manière générale, l'investissement relève d'un phénomène d'« épargne forcée »<sup>53</sup>. En effet, l'occurrence d'un surplus de profit ne peut apparaître que dans deux cas de figure : soit à la suite d'une baisse des salaires réels, partant d'une situation de déséquilibre ; soit à la suite d'une création monétaire et de la hausse subséquente des prix, partant d'une situation d'équilibre ou de déséquilibre. A ce sujet, il faut introduire ici une contribution tardive de Malinvaud (1986d) intitulée « Pure Profits as Forced Saving » afin de préciser la manière dont ce dernier conçoit le financement d'un investissement nouveau. Dans cet article, son objectif est avant tout de discuter les raisons pour lesquelles, partant d'une situation d'équilibre keynésien à court terme, la baisse des salaires conduirait à déprimer la demande globale et à faire croître l'épargne nationale – proposition qu'il a pris pour acquise dans ses écrits antérieurs (Malinvaud [1977, 1978a, 1980b]).

Pour cela, Edmond Malinvaud (1986d) met en avant quatre sortes d'explications. Les deux premières insistent sur l'asymétrie entre salariés et capitalistes, en soulignant la différence de propensions marginales à épargner entre groupes sociaux ou le moindre accès au marché du crédit. Toutefois, en plus d'être les moins convaincantes pour Malinvaud<sup>54</sup>, ces explications n'ont rien d'éclairantes car les modèles que nous avons étudiés ne prennent jamais en compte une telle hétérogénéité entre les consommateurs. A l'inverse, les explications subsistantes sont plus intéressantes, à commencer par celle consistant à faire valoir que l'épargne publique croît nécessairement à la suite d'une hausse (baisse) des profits (salaires) *via* l'augmentation des bénéfices dans les entreprises publiques et des recettes fiscales<sup>55</sup>. Sur ce point, d'après le

---

<sup>53</sup> Si le concept d'épargne forcée est fortement associé aux débats de théorie monétaire dans les années 1930-1940 (Keynes [1931], Hayek [1932], Robertson [1933]), ses origines bien antérieures signalent qu'il s'agit là d'une vieille idée de la théorie classique – ce que tend à confirmer le fait que soit passé inaperçue la reformulation faite par Walras (Bridel [1994]). Dans son principe, le concept d'« épargne forcée » est assez simple : la création monétaire, parce qu'elle permet d'accroître la demande d'investissement, fait croître le prix des biens d'équipements et les profits des firmes les produisant. Il en résulte un excédent d'épargne, dit « épargne forcée » du fait qu'il n'émane pas de la seule volonté des ménages d'épargner une fraction plus importante de leur revenu. Toutefois, si ce concept est simple en son principe, Machlup (1943) montre que celui-ci a fait l'objet de plus de quarante (au moins) définitions dérivatives ou alternatives.

<sup>54</sup> La première explication, en particulier, lui semble si peu convaincante qu'il cherche à montrer, en appendice (Malinvaud [1986d], p. 127-128), combien il est difficile de justifier d'une telle différence entre propensions marginales à consommer à partir de la théorie du choix rationnel. Par ailleurs ses propres estimations empiriques n'attestent pas d'une grande différence quantitative entre les propensions marginales à consommer à partir du revenu du travail ou à partir des revenus du capital (Malinvaud [1986d], p. 120). Une observation que ses commentateurs de l'époque, Lindbeck (1986) et Lundberg (1986), n'ont d'ailleurs pas manqué de faire.

<sup>55</sup> La fiscalité sur les revenus du capital (profits) étant plus élevée que sur les revenus du travail. Sur ce point, Malinvaud (1986d) ne manque toutefois pas de signaler l'évolution contemporaine des politiques fiscales dans les pays occidentaux, en particulier ceux d'Europe du Nord.

cadre comptable de Malinvaud (1980b), il est clair qu'une augmentation des profits fait croître l'épargne publique ( $\pi m_g$ ). Et la logique semble être la suivante : la baisse des salaires accroît la profitabilité des firmes, donc leur investissement, financé par le surplus d'épargne publique. Ainsi, l'effet est équivalent à une « épargne forcée » qui aurait été provoquée par de la création monétaire, conduisant à faire croître les prix<sup>56</sup> comme les profits des firmes et, partant, les recettes fiscales du gouvernement. De manière générale, toute action du gouvernement visant à réduire son endettement par la fiscalité peut être interprétée comme un phénomène d'« épargne forcée » (Machlup [1943]).

La dernière explication est, peut-être, la plus éclairante. Elle consiste à étendre l'hypothèse du revenu permanent (ou du cycle de vie) au contexte stochastique, en supposant qu'une variation affectant les salaires est perçue comme plus permanente qu'une variation (similaire) affectant les profits, de sorte que les ménages bénéficiaires de ce surplus de profit auront tendance à accroître leur épargne afin de lisser leur consommation sur plusieurs périodes<sup>57</sup>. Si le phénomène d'« épargne forcée » repose sur un biais de perception des ménages détenteurs de capitaux, Malinvaud (1986d) considère qu'il est renforcé par la politique des firmes en matière de distribution des dividendes : leur tendance à ne pas immédiatement distribuer les profits excédentaires<sup>58</sup>. Ainsi, tout surplus de profit résultant d'un phénomène d'« épargne forcée », à la suite d'une action sur les prix ou les salaires (respectivement, une hausse et une baisse), conduit à accroître l'épargne nationale parce qu'elle accroît – dans l'immédiat – l'épargne des firmes. Or cet argument s'avère compatible avec les relations comptables de Malinvaud (1980b) et suggère que l'investissement nouveau est autofinancé par les firmes. En bref, la baisse des salaires, en augmentant la profitabilité des firmes, procure le surplus d'encaisses monétaires permettant de réaliser l'investissement nouveau. Cependant, en équilibre keynésien, cet investissement ne sera pas réalisé car la baisse des salaires conduit à affaiblir la demande globale à court terme. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, la profitabilité est une condition nécessaire mais non-suffisante à la réalisation d'un investissement nouveau.

---

<sup>56</sup> A cette différence près que les prix n'évoluent qu'à la période suivante dans le modèle de Malinvaud (1980b), en réaction à l'excès de demande sur le marché des biens.

<sup>57</sup> L'augmentation de l'épargne consécutive à une augmentation des profits domine ainsi la baisse de l'épargne consécutive à la baisse des salaires.

<sup>58</sup> Pour les autrichiens (Hayek, Mises), en plus de la création monétaire, la tendance des firmes à retenir les profits pour financer l'investissement est une des raisons de la dépression (Machlup [1943]).

Par ailleurs, Edmond Malinvaud (1986d) discute en détails la thèse contradictoire, défendue notamment par Feldstein (1973a, 1973b), selon laquelle l'épargne nationale s'adapterait constamment aux décisions des ménages même si les profits réalisés par les firmes sont retenus par ces dernières. D'après cette thèse, les ménages détenteurs des actifs de la firme, dont les profits ont augmenté sans être redistribués, sont conduits à accroître leur niveau de consommation parce qu'ils voient leur richesse s'accroître du fait de l'appréciation de leurs actifs sur les marchés financiers<sup>59</sup>. Ainsi, l'épargne nationale peut demeurer inchangée à la suite de la baisse des salaires, car l'augmentation de l'épargne des firmes peut s'accompagner d'une réduction de l'épargne des ménages. Pour Malinvaud, l'argument peut avoir du sens dans la perspective non-walrasienne où, à côté des marchés des biens et du travail à prix fixes, serait introduit un marché des titres à prix flexibles. Dans ces conditions, le prix des actifs refléterait parfaitement la valeur des actifs physiques et serait échangeable sans coûts, de sorte qu'une augmentation des profits non-distribués apprécierait la valeur de l'actif (cessible sans coûts) et conduirait effectivement à accroître la consommation des ménages. Mais, sur ce point, Malinvaud (1986d) exprime son scepticisme à l'égard d'une représentation idéale du fonctionnement des marchés financiers selon laquelle *households see through the corporate veil*. Faisant d'abord remarquer que toutes les firmes ne sont pas cotées, il met ensuite en avant un argument de pure facture keynésienne. A savoir que l'existence du phénomène de spéculation, consubstantiel au fonctionnement des marchés financiers, fait en sorte que les agents (parfaitement informés et rationnels) ne sont pas incités à accroître leur consommation si l'augmentation des firmes s'accroît.

S'agissant plus exactement de l'introduction des variables financières, il nous faut mentionner ici un article important de Malinvaud (1987a), dans lequel il propose une explication ultérieure de la stagflation en reconnaissant à J. Tobin (1975) et H. Minsky (1982) d'avoir ravivé la théorie de la « déflation par la dette<sup>60</sup> » (Fisher [1933]). Et d'en souligner l'intérêt

---

<sup>59</sup> Les études économétriques montrant que les revenus non-distribués sont une des variables explicative du taux de rendement *ex post* des actifs (Malinvaud [1986d]).

<sup>60</sup> Cette théorie, qui vise essentiellement à expliquer les cycles par l'évolution du niveau d'endettement des firmes, peut être résumée de la manière suivante. En période de croissance, les agents économiques tendent à surestimer le potentiel productif de l'économie et sont plus enclins au risque, de sorte que l'endettement des firmes (et des ménages) comme le niveau des prix s'accroît. Lorsqu'un retournement survient (provoqué le plus souvent par un relèvement des taux directeurs de la banque centrale), les firmes font face à l'élévation des taux d'intérêt réels (à la fois cause et conséquence du ralentissement de la croissance de la demande) et, partant, à

pour expliquer la faiblesse de la demande de travail des firmes depuis le milieu des années 1970<sup>61</sup>, en intégrant l'endettement comme variable financière à part entière dans un modèle à prix fixes<sup>62</sup> (Malinvaud ([1987a], p. 61-65). Pour ce faire, Malinvaud suggère de modifier quelque peu le critère de décision des firmes (*i.e.* la maximisation du profit espéré) en introduisant un seuil de rentabilité ( $-srK$ ) en-dessous duquel le profit des firmes ne doit pas chuter, sous peine de s'exposer à une pénalité proportionnelle au coût du capital ( $wrK$ ) :

$$\max \{E\pi - wrK \text{prob}[\pi \leq -srK]\}$$

avec  $\pi = y - wL - rK$

Un tel critère de décision conduit naturellement les firmes à modifier leurs décisions en matière de capacités productives et, partant, leur demande (future) de travail. En effet, de manière générale, la prise en compte de l'endettement renforce la dépendance de la demande de travail des firmes à la profitabilité (Malinvaud [1987a], p. 63). Par ailleurs, la seule prise en compte de l'endettement désiré des firmes (évoluant positivement avec le Q de Tobin mais négativement avec l'incertitude et le taux d'intérêt réel) peut suffire à expliquer la stagnation de la demande de travail depuis la fin des années 1970.

---

l'élévation de leur niveau d'endettement courant. S'en suit un processus déflationniste, au cours duquel certaines firmes parviennent à se désendetter quand les autres sont contraintes à la faillite. Cependant, un tel mécanisme n'apparaît « bouclé » qu'à la condition de préciser le mécanisme de retournement du cycle ; comme le fait, par exemple, la théorie post-keynésienne en expliquant le comportement des banques privées dans le cycle par le concept de préférence pour la liquidité (bancaire).

<sup>61</sup> Ce qui permet, au passage, à Malinvaud (1987a) d'avancer une explication alternative de la montée du chômage en France (*cf.* section 1.1). Ainsi, l'endettement des firmes se serait accru à partir du milieu des années 1970 afin de répondre à la croissance de la demande de biens (généralisé par la croissance des salaires réels). Mais à mesure que les taux d'intérêt réels se sont accrus et que les anticipations sur la demande future se sont détériorées, le niveau d'endettement courant des firmes a fini par excéder leur niveau désiré, de sorte que leurs investissements ont progressivement décliné. De cette manière, les taux de profits n'étant plus jugés suffisamment attractifs au regard du niveau de l'intérêt et des dettes, les firmes ont été incitées à réviser à la baisse leurs capacités productives pour restaurer leur équilibre financier.

<sup>62</sup> Toutefois, ceci implique de lever la dichotomie nominal-réel dans les modèles d'équilibres à prix fixes et, donc, d'en préciser la manière dont s'opère le financement (en particulier des firmes).

Ainsi, le programme de recherches d'Edmond Malinvaud visant à étendre son modèle « prototype » à l'horizon du moyen terme a-t-il consisté à introduire un ensemble de facteurs qui contribuent à déterminer la demande de travail à moyen terme<sup>63</sup>. Outre la demande globale, ces éléments sont les suivants : l'hétérogénéité des secteurs, l'investissement, la profitabilité, le coût relatif des facteurs de production et le niveau d'endettement des firmes.

## **II. Portée et limites de la théorie « dynamique » des équilibres à prix fixes**

Il convient désormais de se demander si ces recherches théoriques d'Edmond Malinvaud ont permis de dépasser les critiques adressées à son modèle « prototype », étant entendu que ce dernier avait fait valoir que l'approfondissement des modèles à prix fixes devait conduire à lever la plupart de ces objections (Malinvaud [1980a]). Reprenons la structure des critiques telle que nous l'avons exposée au chapitre précédent, en distinguant les critiques portant sur la nature de la théorie non-walrasienne des critiques affectant sa généralité (et/ou sa portée théorique). Dans le premier cas, l'appréciation de la nature de la théorie non-walrasienne sera conduite du seul point de vue keynésien (*i.e.* de son « empreinte keynésienne »), prenant pour acquise sa plus grande distance vis-à-vis de la théorie monétariste (*cf.* Reder [1979]). Dans le second cas, les trois critiques internes seront reconsidérées à l'aune des travaux dynamiques de Malinvaud : la dépendance des équilibres non-walrasiens à l'équilibre walrasien, la dépendance des propriétés de statique comparative à la spécification des anticipations, la portée du concept de chômage classique (*cf.* chapitre 2).

### ***2.1. La nature de la théorie non-walrasienne***

Au chapitre précédent, nous avons exposé les raisons pour lesquelles les keynésiens ne se sont pas reconnus dans le modèle « prototype » de Malinvaud (1977) et, plus largement, dans tous les modèles s'inscrivant dans l'approche non-walrasienne. Dès lors, l'enjeu de cette section est de déterminer dans quelle mesure l'extension dynamique de ces modèles n'a pas permis d'accroître l'« empreinte keynésienne » de la théorie non-walrasienne. Si notre réponse à cette

---

<sup>63</sup> L'objectif, pour Edmond Malinvaud, de développer un cadre théorique permettant d'analyser les tendances du chômage à moyen terme culmine dans deux articles tardifs (Malinvaud [1987b, 1991a]).

question est négative, elle nous conduit toutefois à dégager la nature de la théorie non-walrasienne, en montrant sa dépendance à la théorie néoclassique de la répartition.

### 2.1.1. L'« empreinte keynésienne » de la théorie non-walrasienne

Tout d'abord, il faut souligner la disparition des quelques éléments conceptuels d'inspiration classique que comportait *The Theory of Unemployment Reconsidered*, mis en évidence par R. Kahn (1977) : l'hypothèse de flexibilité de l'offre de travail par rapport au salaire réel, l'indexation de l'efficacité des politiques économiques au calcul d'utilités ou encore la décroissance des rendements d'échelle. Par ailleurs, les travaux de Malinvaud ont introduit une série d'éléments dont l'empreinte keynésienne ne souffrirait pas du moindre doute. Aussi faut-il commencer par souligner l'insistance de Malinvaud (1980b, 1983a, 1987b) à vouloir démontrer l'existence d'un « équilibre keynésien stationnaire ». Ensuite, il faut souligner les efforts conceptuels déployés par Malinvaud (1978a, 1980b) pour justifier l'existence de capacités excédentaires en équilibre keynésien, ce qui – combiné à des rendements d'échelles constants – conduit les firmes à se trouver effectivement contraintes par la demande effective (et non par la faiblesse des prix). Et il faut encore signaler que l'occurrence des « déséquilibres » n'est désormais plus associée aux « faux prix », mais au caractère temporel de la production et au fait que les firmes sont contraintes d'anticiper la demande future (Malinvaud [1980b, 1987b]). Ainsi retrouve-t-on l'argument de Keynes, quoique formulée d'une manière indirecte<sup>64</sup> : parce qu'elles déterminent leur production à partir de leurs anticipations de la demande globale, les firmes définissent leur capacité de production et, partant, l'emploi futur.

Par ailleurs, le concept de profitabilité développé par Malinvaud (1982c, 1983a, 1988a) n'est pas sans rappeler la notion d'efficacité marginale du capital de Keynes, en ce sens qu'il insiste sur le fait que l'incitation à investir dans les activités productives n'est que relative à la valeur du taux d'intérêt. A ce sujet, il importe de rappeler la manière dont Malinvaud a congédié le concept Q de J. Tobin, en adoptant l'argument de Keynes ([1936], chapitre 12) selon lequel les marchés financiers ne fournissent pas une évaluation objective de la valeur du capital des

---

<sup>64</sup> Pour Keynes (1936), l'emploi est directement fixé par les firmes sur la base de leurs anticipations vis-à-vis de la demande future qui s'adressera à elles (*i.e.* la demande effective).

firmes (et en reprenant sa distinction entre les activités d'« entreprise » et de « spéculation »). Dans cette même perspective, l'« empreinte keynésienne » des recherches de Malinvaud (1987a, 1987b) apparaît renforcée par ses ultimes appels à prendre en compte l'effet Fisher (reconsidérant ainsi la prévalence accordée jusque-là à l'effet Pigou) comme à justifier la fixité des prix par la concurrence monopolistique (Malinvaud [1987a, 1987b]). Dans ces conditions, il apparaît évident que plusieurs des critiques du modèle « prototype » adressées par les keynésiens (Kahn [1977], Trevithick [1978]) ont perdu en pertinence au regard des recherches ultérieures. Dans le même temps, il est clair que la motivation d'E. Malinvaud est moins de défendre la théorie keynésienne que de montrer comment et pourquoi les années 1970 ont participé à sa remise en cause. Aussi convient-il, désormais, de mettre en évidence les éléments résolument anti-keynésiens que contiennent ces recherches ultérieures, à commencer par la dénaturaion du concept « chômage involontaire » qu'elles opèrent.

A la différence de la définition qu'en donne Keynes<sup>65</sup>, l'acceptation du concept de « chômage involontaire » par Malinvaud (1980a, 1983a, 1985a), comme par la plupart des théoriciens non-walrasiens, s'applique autant aux équilibres « classiques » que « keynésiens ». En effet, dans les deux cas, les agents sont rationnés dans leur offre de travail en ce sens qu'ils désireraient travailler plus au taux de salaire donné (ou courant) mais ne trouvent pas à s'employer. Dans le cas « keynésien », le chômage apparaît bel et bien « involontaire » au sens de Keynes car la baisse du salaire nominal (qui est la variable d'action des salariés) ne ferait que diminuer la demande effective de biens et, partant, la demande effective de travail. Symétriquement, il est peu vraisemblable que les firmes décident d'accroître soudainement les salaires nominaux ou de diminuer leurs prix<sup>66</sup>. Et cette conclusion est renforcée par les modèles « dynamiques » de Malinvaud (1978a, 1980b) qui, en insistant sur la condition de profitabilité des activités productives, aboutissent à démontrer la tendance stationnaire des équilibres keynésiens. Ainsi, le « chômage keynésien » de la théorie non-walrasienne peut être dit « involontaire », du fait qu'il exprime un problème de coordination entre agents – que

---

<sup>65</sup> On la rappelle ici : « Il existe des chômeurs involontaires si, en cas d'une légère hausse du prix des biens de consommation ouvrière par rapport aux salaires nominaux, l'offre globale de main-d'œuvre disposée à travailler aux conditions courantes de salaire et la demande globale de main-d'œuvre aux mêmes conditions s'établissent toutes deux au-dessus du niveau antérieur de l'emploi. » (Keynes [1936], p. 44).

<sup>66</sup> A ce sujet, Malinvaud (1980a) soulignait déjà le caractère faiblement probable d'une augmentation spontanée du taux de salaire réel à partir du comportement des firmes, que cela passe par la croissance des salaires nominaux ou la baisse du prix des biens de consommation.

seule une intervention extérieure permet de dépasser (en imposant soit une hausse des salaires nominaux, soit une baisse des prix). Une pareille conclusion s'impose-t-elle à propos du second type de chômage « involontaire », soit le « chômage classique » ?

Assurément non, car la baisse des salaires nominaux peut permettre d'accroître l'offre « effective » de biens (à prix fixes) et, ce faisant, de réduire le chômage. Aussi le chômage ne peut-il réellement être considéré comme « involontaire » que si la baisse du salaire réel n'entraîne pas, de même, une variation (à la baisse) de l'offre de travail. Or, tel est le cas dans le modèle « prototype » avec offre de travail flexible. Par ailleurs, dans les modèles ultérieurs de Malinvaud où l'offre de travail est supposée fixe, une baisse du salaire réel (imposée de l'extérieure) fait bel et bien diminuer le chômage. D'où le glissement spécieux consistant à qualifier d'« involontaire » une situation de « chômage classique » : si la responsabilité du chômage n'incombe pas aux demandeurs d'emplois, pris individuellement, il est clair qu'elle leur incombe collectivement. En d'autres termes, la responsabilité incombe aux organisations chargées de représenter leurs intérêts et qui, à ce titre, perturbent le fonctionnement libre du marché du travail : les syndicats, sinon l'Etat. Ainsi, si aucun argument économique ne permet de justifier le maintien du salaire réel (exogène) à ce taux, le chômage apparaît bien « volontaire » au sens où il résulte de l'inertie des institutions.

Mais ce caractère « volontaire » du chômage « classique » a également pour effet de dénaturer la nature « involontaire » du chômage « keynésien ». En effet, la possibilité que plusieurs équilibres non-walrasiens puissent coexister conduit à reconsidérer la nature du chômage « keynésien » dans les branches où il apparaît – comme c'est le cas dans Malinvaud et Fitoussi (1980). Ainsi, dès lors qu'un secteur d'emploi est sujet à une insuffisance de la main-d'œuvre (*i.e.* un cas d'inflation contenue), une situation de chômage – qu'il soit de type « classique » ou « keynésien » – apparaît inévitablement « volontaire » car imputable à l'insuffisante mobilité la main-d'œuvre entre secteurs d'emplois (Malinvaud [1983a, 1985a]). Dans ces conditions, le « chômage keynésien » se réduit à un vulgaire chômage frictionnel, susceptible d'être appréhendé en termes stratégiques à la manière de la théorie du *Job Search*, à laquelle Malinvaud (1985a) réserve d'ailleurs quelques pages.



Plus généralement, depuis *The Theory of Unemployment Reconsidered*, les recherches d'Edmond Malinvaud semblent très clairement avoir été associées à l'enjeu de relativiser la portée des conclusions keynésiennes. Aussi affirme-t-il régulièrement la nécessité de reconsidérer l'efficacité des mesures budgétaires par la prise en compte de deux conditions nécessaires : (i) existe-t-il des capacités de production disponibles utilisables avec profit par les firmes ? (ii) ces mesures sont-elles de nature à stimuler le développement de nouvelles capacités de production rentables ? La première question fait référence à la condition de profitabilité positive introduit systématiquement dans les modèles d'E. Malinvaud afin de décrire le comportement d'investissement des firmes. Et, sur ce point, nous avons vu qu'il existait certains cas d'équilibre « keynésiens » pour lesquelles la profitabilité était négative et vis-à-vis desquels une relance de la demande autonome demeurerait inefficace. La seconde question pose la question concerne plutôt les cas d'équilibres « classiques », où le chômage résulte avant tout du fait que les firmes ne trouvent pas intérêt à accroître leurs capacités de production – ce à quoi une relance budgétaire ne peut rien. Dans cette perspective, les travaux de Malinvaud ne cessent de multiplier les arguments justifiant d'un multiplicateur budgétaire plus faible qu'escompté : par la prise en compte des conséquences à moyen terme (Malinvaud [1978a, 1980b]), de l'hétérogénéité des marchés (Malinvaud et Fitoussi [1980]), de la substitution entre facteurs (Malinvaud [1982a]) ou encore de l'ouverture internationale<sup>67</sup>. Reconnaisant vouloir ré-ouvrir le débat d'entre-deux guerre en Angleterre (opposant notamment Keynes à Pigou) quant à la capacité d'une réduction des salaires réels à permettre le retour au plein-emploi (Malinvaud [1982a]), ce dernier admet également sans détour les conséquences destructrices des développements de la théorie non-walrasienne :

« Ramené à son expression la plus simple, le message principal des réflexions récentes est banal : même pour l'étude de la politique à court terme, l'analyse de la demande globale ne suffirait que dans des situations très exceptionnelles. » (Malinvaud [1983a], p. 185)

Enfin, un dernier élément mérite d'être mentionné tant il est révélateur de la nature de la théorie non-walrasienne : une action directe sur les prix et les revenus est la plus efficace des politiques économiques. De manière générale, si la politique de soutien de la demande

---

<sup>67</sup> Malinvaud ne développe rien de spécifique concernant les effets de l'ouverture internationale mais reprend à son compte les résultats de certains travaux comme, par exemple, ceux de Drèze et Modigliani (1981).

conserve ses effets bénéfiques à court terme<sup>68</sup>, son domaine de validité est cantonné à cet horizon temporel. A l'inverse, la politique de prix et revenus réussit le mieux à court comme à moyen terme, en rétablissant la distribution des revenus capable d'assurer le plein-emploi. En effet, la baisse des salaires chez Malinvaud (1978a, 1980b) est la seule politique économique qui permette de résorber une situation de chômage « keynésien » à moyen terme, sans qu'elle ne dégénère en chômage « classique ». Cependant, anticipant les conséquences néfastes qu'une telle politique économique pourrait provoquer à court terme, Malinvaud (1978a, 1980b, 1982a) entrevoit deux raisons de recourir aux instruments traditionnels (*i.e.* la politique monétaire et budgétaire). La première raison, dans un style très inspiré par la synthèse néo-classique, est d'ordre contra-cyclique :

« En somme, une stratégie politique se dessine. Au moment où est freiné le salaire réel, il faut compenser la réduction de la demande globale par une stimulation budgétaire et monétaire temporaire ; mais, pour éviter un déséquilibre de sens contraire, il faudra interrompre cette action dès que se manifesteront les effets favorables sur l'investissement et que l'offre de biens et services deviendra moins excédentaire. » (Malinvaud [1978a], p. 23)

La seconde raison n'est pas directement économique. Elle relève davantage de la stratégie politique, car Malinvaud propose de déprimer délibérément la demande autonome dans le but de faciliter (socialement) l'instauration d'une politique des prix et des revenus :

« En vue d'obliger employeurs et employés à réduire les hausses de salaires, il paraît alors nécessaire d'instaurer un climat d'austérité et de rigueur financière. On veut faire apparaître au public qu'une remise en ordre s'impose pour permettre un développement satisfaisant à moyen terme. [...] C'est ainsi que l'on fait appel à des politiques budgétaire et monétaire rigoureuses en vue d'assurer la mise en application effective d'une politique rigoureuse des revenus. Ceci a pour effet d'aggraver temporairement le chômage keynésien au-delà de ce qu'un freinage des salaires réels implique déjà. » (Malinvaud [1978a], p. 24)

Ainsi, la manière dont Malinvaud hiérarchise les politiques économiques à disposition du gouvernement doit apparaître clairement : la politique des prix et des revenus est la seule dont l'efficacité n'apparaît pas douteuse. Toutefois, il semble qu'il faille considérer les choses

---

<sup>68</sup> Bien qu'il ajoute ci et là quelques remarques mettant en doute l'efficacité de ces politiques, même à court terme. Ainsi, Malinvaud (1982a) concède que l'hypothèse selon laquelle les instruments de politique économique peuvent être manipulés indépendamment les uns des autres est une simplification grossière qui affecte largement ses résultats. En particulier, dès lors qu'est prise en compte l'effet d'éviction consécutif à la croissance de la dépense autonome, la hausse du coût du capital peut annuler l'effet positif sur l'investissement de sorte qu'une régulation de la demande à court terme peut rester sans effets sur l'emploi.

autrement et considérer que cette conclusion ne résulte pas tant des préférences personnelles de Malinvaud que de la nature de la théorie non-walrasienne.

### 2.1.2. Une théorie néoclassique de la répartition

Si la prévalence accordée par Edmond Malinvaud à la politique des prix et des revenus peut aisément s'expliquer par le contexte<sup>69</sup>, cela n'explique pas pourquoi ce dernier ait – pour ce faire – choisi de s'inscrire dans la théorie non-walrasienne. Aussi cette sous-section vise-t-elle à montrer en quoi cette approche théorique particulière répond parfaitement aux objectifs d'une politique des prix et des revenus. Ce faisant, nous serons en mesure de pouvoir expliquer l'efficacité, nécessairement, supérieure d'une action directe sur les prix.

D'emblée, Malinvaud (1978a) affiche son intention d'étudier les implications de la théorie néoclassique (walrasienne) en matière de répartition, afin de répondre aux enjeux de la politique économique d'alors – en particulier, aux conditions de validité du « théorème de Schmidt ». Toutefois, conscient que ce sous-champ de la théorie néoclassique (walrasienne) est le plus délicat (car le plus contesté), Malinvaud (1978b) s'est senti contraint de justifier sa démarche. Le premier argument qu'il mobilise n'est pourtant pas le plus pertinent, en ce sens qu'il affirme de façon péremptoire l'absence de théorie alternative sérieuse<sup>70</sup>. De manière plus

---

<sup>69</sup> La perspective d'une politique des revenus s'impose en France dès le début des années 1960, suite à la grève des mineurs de 1963 (mars-avril) dénonçant la stagnation des salaires dans les charbonnages relativement à la moyenne nationale. En réponse, le gouvernement charge un comité des « sages » (P. Massé, F. Bloch-Lainé, Masselin) d'effectuer un rapport sur l'évolution comparée des salaires dans le secteur public et privé. Si ce rapport atteste du retard de la progression des salaires dans le secteur public (charbonnages, EDF, SNCF), ses conclusions sont rejetées par les syndicats car l'évaluation (8%) y est inférieure aux revendications (11%). Dans le même temps, le gouvernement charge le Commissariat Général au Plan (dirigé par Massé) d'organiser une Conférence des Revenus : réunir l'ensemble des partenaires sociaux afin de déterminer, collectivement, l'évolution des revenus en France. Par ailleurs, progressivement au cours des années 1960, la politique des revenus devient une nouvelle prérogative de la planification « indicative ». Ainsi, est créé un organisme chargé d'évaluer les revenus par secteurs (le CEAR) et il est prévu d'ajouter à la planification en volume une planification en valeur. Mais, rapidement, la possibilité d'une politique des revenus s'amointrit, pour des raisons qui tiennent autant aux difficultés de sa mise en pratique qu'à la méfiance des parties engagées (Courtheoux [1966], Massé [1973]). Dans ce contexte, si les évènements de 1968 marquent l'échec de la politique des revenus, les problèmes de répartition demeurent au centre du débat politique par la suite, en particulier dans les années qui suivent le premier choc pétrolier (1973).

<sup>70</sup> En particulier, il raille les théories marxiste et post-keynésienne (qu'il place curieusement, par ailleurs, sur le même plan) qui se limiteraient à faire valoir le fait que toute distribution des revenus est le résultat d'un rapport de forces entre groupes aux intérêts antagonistes. Montrer en quoi cette affirmation est péremptoire n'étant pas pertinent pour notre objet, il nous faut toutefois avancer ici un argument que nous développerons dans la deuxième partie de cette thèse – à savoir : la démarche walrasienne constitue, pour Malinvaud, un horizon indépassable de la théorie économique.

convaincante, il avance l'idée que nulle autre théorie – sinon la théorie néoclassique – ne reconnaît l'efficacité d'une action directe sur les prix. Et cela s'applique en particulier à la doctrine monétariste, qui n'admet que la régulation (indirecte) de l'offre de monnaie comme marge de manœuvre pour la politique économique (Malinvaud [1978a, 1978b]). A l'inverse, lui est convaincu qu'une action sur les prix est possible, même s'il reconnaît la difficulté de sa mise en œuvre :

« Les politiques de prix et de revenus sont notoirement difficiles à mettre en œuvre. Ces politiques entraînent derrière elles un long passé d'échecs. Mais elles se sont révélées efficaces dans un certain nombre de cas ; les gouvernements comptent souvent sur elles et les conseillers économiques eux-mêmes les recommandent quelquefois. Pour ces raisons, je ne peux accepter le point de vue de nombreux théoriciens de l'économie pour qui les politiques de prix et de revenus ne méritent pas de retenir l'attention. » (Malinvaud [1983a], p. 62)

Dans ces conditions, Malinvaud ([1978b], p. 15) propose de développer les implications de la théorie néoclassique en matière de répartition des revenus, puis d'en tirer les enseignements pour accroître l'efficacité d'une politique des prix et des revenus. Aussi, soucieux de dépasser la simple idée que la structure des revenus résulte de la rareté relative des facteurs de production, il rappelle les facteurs susceptibles de faire évoluer la distribution des revenus (entre salaires et profits) : (i) la tendance à long terme de l'accumulation du capital par unité de travail, (ii) la nature du progrès technique, ou encore (iii) l'élasticité de substitution entre le capital et le travail. De manière générale, préciser les conséquences de la théorie néoclassique en matière de répartition passe par la reformulation dynamique de celle-ci en y intégrant le problème du traitement des capitaux neufs : rendre compte de l'existence des biens qui ont la spécificité de participer à la production et d'être eux-mêmes fait l'objet d'une production antérieure. Dans cette perspective, la pertinence de la théorie néoclassique de la distribution des revenus paraît résulter de l'introduction du temps dans la théorie de l'équilibre général, dont le fondement méthodologique unanimement accepté n'est autre que le concept d'équilibre temporaire (d'Autume [1982]).

A ce niveau, l'articulation étroite (sinon l'imbrication) des théories walrasienne et non-walrasienne doit déjà apparaître en toile fond. Nous avons déjà montré que ces théories ne se distinguaient que par le concept d'équilibre mobilisé : l'équilibre inter-temporel pour le premier, l'équilibre temporaire pour le second (*cf.* chapitre 1). De plus, nous avons vu les raisons pour lesquelles le concept d'équilibre à prix fixes reposait sur le concept d'équilibre temporaire, dont la caractéristique principale est d'attribuer un rôle crucial aux anticipations

(inexactes<sup>71</sup>) des agents. En résultent des stocks, détenus involontairement par les agents, à l'origine des variations inter-périodiques, dans lesquelles les dotations (en monnaie et en biens) de la période précédente expliquent les biens produits à la période courante. En dynamique, ce qu'ajoute la théorie des équilibres à prix fixes ne tient, à nouveau, qu'à la flexibilité imparfaite des prix. En particulier, l'investissement est désormais supposé s'adapter aux conditions de la profitabilité (déterminée par les prix exogènes) et à celles de la demande globale, en ajustant sa capacité ou son recours relatif aux facteurs (selon que la fonction de production est du type « putty-clay » ou « clay-clay »).

Par ailleurs, pour mieux comprendre la prévalence d'une politique des prix et des revenus, il faut revenir sur la méthode suivie pour reformuler la théorie néoclassique en dynamique. Sur ce point, la manière dont Malinvaud (1980b) procède est très illustrative, du fait qu'il y distingue clairement deux étapes (*cf.* section 2.2.). La première étape consiste à définir l'équilibre walrasien stationnaire (ou le sentier de croissance équilibrée), soit l'ensemble de valeurs exogènes pour lesquelles les offres et demandes « notionnelles » sont égales. A la deuxième étape est introduit l'ajustement imparfait des prix responsable des variations inter-périodiques, par ses effets directs (*via* les prix et les salaires réels) ou indirects (*via* les profits, l'épargne ou l'accumulation du capital) sur l'investissement. Ainsi, les « déséquilibres » entre périodes résultent-ils essentiellement du fait que les valeurs des variables (exogènes) courantes diffèrent de celles de l'équilibre walrasien stationnaire (ou du sentier de croissance équilibrée)<sup>72</sup>. Dans ces circonstances, la théorie non-walrasienne apparaît bien comme un sous-produit de la théorie walrasienne, du fait qu'elle reconnaît l'allocation des ressources à l'équilibre walrasien comme optimale – et, par conséquent, désirable. Ainsi, la théorie non-walrasienne épouse-t-elle parfaitement les objectifs d'une politique des prix et des revenus, du fait qu'elle suppose (implicitement) l'existence d'une allocation des ressources optimale (et de plein-emploi) et semble suggérer que celle-ci est atteignable par l'implémentation d'une distribution des revenus « appropriée »<sup>73</sup>.

---

<sup>71</sup> L'occurrence d'anticipations exactes ou rationnelles conduisant, en effet, à abandonner le concept d'équilibre temporaire pour celui d'équilibre inter-temporelle.

<sup>72</sup> A laquelle s'ajoute l'effet des encaisses monétaires, comme mentionné précédemment.

<sup>73</sup> Ainsi, la théorie non-walrasienne pourrait être considérée comme approfondissant le second théorème du bien-être, à savoir qu'un équilibre général walrasien peut être décentralisé par les prix.

Toutefois, avant de conclure que cette théorie puisse être d'une quelconque utilité dans la définition d'une politique des prix et des revenus, il faut encore qu'elle puisse répondre à la double question suivante : (i) comment savoir si les ajustements de marché sont effectivement imparfaits ?, et (ii) quelle est la distribution des revenus « appropriée » ? Pour répondre à i), Malinvaud propose de recourir aux études économétriques. Avant de se demander dans quelle mesure il est possible de comparer la distribution courante avec la distribution des revenus dite « appropriée ». Sur ce point, Malinvaud (1983a) n'est guère convaincant, car il avance que la rigidité à court terme des prix et salaires (surtout en cas d'offre excédentaire) suffit à juger du caractère « inapproprié » de la distribution des revenus courants. Dans la même perspective, il avance qu'un taux de profit faible (ou qui tend à la baisse) suffit à démontrer le caractère inadéquat de la structure des revenus :

« Présenter la distribution des revenus des années 1970 comme inadéquate ne semble pas contredire le raisonnement théorique, étant donné que le taux de profit à cette époque a chuté et que l'incertitude quant à la croissance future s'est accrue. Il faut simplement reconnaître qu'on ne dispose pas encore d'une théorie qui puisse servir explicitement de guide sûr pour déterminer à tout instant la distribution des revenus appropriée, compte tenu des nécessités de la croissance future. » (Malinvaud [1983a], p. 36)

En clair, les ajustements sont imparfaits parce qu'ils s'écartent de la distribution des revenus « appropriée ». Toutefois, en associant cette distribution « appropriée » aux revenus qui s'imposeraient à l'équilibre walrasien – soit, le problème ii) – le raisonnement apparaît parfaitement circulaire. Dans ces conditions, le problème se déplace de telle sorte que tout l'enjeu devient de parvenir à déterminer, théoriquement et empiriquement, les valeurs des variables exogènes qui assureraient la distribution « appropriée » des revenus. Au niveau théorique, la difficulté majeure consiste à définir, pour des prix et des salaires fixes, un niveau d'accumulation du capital<sup>74</sup> qui soit compatible avec le sentier de croissance équilibré<sup>75</sup>. La

---

<sup>74</sup> L'accumulation optimale du capital est définie de manière à équilibrer constamment tous les marchés. Autrement dit, l'évolution inter-périodique du stock de capital doit permettre d'ajuster la capacité de production à l'offre de travail et la demande de biens – ce qui impose que l'épargne s'accroît de manière correspondante pour satisfaire à la demande d'investissement.

<sup>75</sup> Ce que nous permet de mettre en évidence le fait que la version « dynamique » de la théorie des équilibres à prix fixes n'est, en réalité, qu'un complément (ou une sophistication) de la théorie néoclassique de la croissance. Sur ce point, Pierre-Alain Muet (1993) ne fait aucun mystère et n'hésite pas à définir cette théorie « dynamique » comme une « reformulation du modèle néoclassique ». Par ailleurs, R. Arena (1987a) montre la richesse des développements post-keynésiens (*i.e.* après Keynes) pour élaborer une dynamique alternative remettant en cause l'idée que, à long terme, les conclusions classiques s'imposent nécessairement. A cet effet, il dégage et précise les trois voies alternatives suivantes : l'approche post-keynésienne (Robinson, Kregel), ricardo-marxienne (Garegnani, Milgate) et épistémique (Shackle, Bausor). Ce qui permet de mieux mettre en perspective les efforts

solution de Malinvaud (1980b) consiste à déduire la distribution des revenus générant l'épargne suffisante pour faire croître l'investissement et la capacité (*i.e.* le capital) pour équilibrer les marchés du travail et des biens.

« [...] la « distribution des revenus appropriée » sera considérée comme exogène dans notre investigation, qui sera consacrée à l'étude du rôle des écarts du taux de salaire réel par rapport à son niveau approprié. Que nous soyons amenés à faire une telle hypothèse nous suggère qu'il n'est pas facile de déterminer le taux de salaire approprié dans une économie réelle donnée : cela impliquerait en effet une connaissance plus approfondie du comportement d'investissement que nous avons. » (Malinvaud [1983a], p. 58)

Au niveau empirique, la perspective ouverte par les développements dynamiques de la théorie non-walrasienne débouche sur la question du *wage gap* – un thème qui a fait l'objet d'un large ensemble de travaux au long des années 1980 (*cf.* chapitres 4 et 9). Partant du postulat que le niveau courant du salaire réel diffère de son niveau d'équilibre walrasien (mais lui est supérieur), l'enjeu est ici d'estimer cet écart puis de proposer une évaluation du taux selon lequel le salaire nominal devrait être déprécié. Cependant, toute la difficulté de ce genre d'études tient à la nécessité de déterminer au préalable, et de manière quelque peu arbitraire, la valeur du taux de salaire réel d'équilibre.

## ***2.2. Actualisation et pertinence des critiques internes***

Cette section est l'occasion d'évaluer la pertinence des critiques internes adressées au modèle « prototype » d'Edmond Malinvaud, que nous avons jugé comme étant de nature à relativiser la généralité de la théorie non-walrasienne (*cf.* chapitre 2). Pour cela, il convient d'actualiser ces critiques afin de déterminer dans quelle mesure la « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes n'a pas permis de les dépasser.

### ***2.2.1. Dépendance à la théorie walrasienne et aux anticipations***

Déterminer si la critique de Coddington (1978) demeure pertinente, en dépit l'extension « dynamique » des modèles d'équilibres à prix fixes est la tâche la plus facile à réaliser. Pour

---

de Malinvaud à faire prévaloir les conclusions classiques à LT, mais également à MT. Par ailleurs, il dégage encore une quatrième approche, dite « classico-keynésienne », afin de souligner qu'une synthèse des apports de Keynes et Sraffa est à la fois possible (voir sur ce point : Arena [1982, 1987b, 1992]) mais, surtout, nécessaire pour l'élaboration d'une dynamique économique alternative à celle de la théorie néo-classique.

une raison simple : en plus d'avoir immédiatement reconnu la pertinence de cette critique (cf. chapitre 2), Edmond Malinvaud n'a cessé par la suite d'y faire allusion. Ainsi, comme dans *Réexamen* (Malinvaud [1980a]), il rappelle les conséquences limitatives de cette critique pour la théorie non-walrasienne dans son ouvrage *Essais sur la théorie du chômage* (Malinvaud [1983a]). Aussi, évoquant les possibilités d'une théorie non-walrasienne de la croissance économique, il ne manque pas de souligner que celle-ci ne saurait prendre compte des cas trop éloignés du sentier de croissance équilibré<sup>76</sup> :

« [...] il a été montré de façon convaincante qu'une telle hypothèse [la fixité des prix] ne serait pas réaliste si les déséquilibres sur certains marchés étaient importants, car la concurrence par les prix jouerait alors même à court terme. [...] La principale conclusion qu'il faut tirer est que les nouvelles théories de l'équilibre à court terme à prix fixes sont destinées à s'appliquer à des situations pour lesquelles les demandes et les offres excédentaires sont plutôt faibles. On dira qu'elles sont applicables au voisinage d'un équilibre walrasien. En fait, la même remarque vaut pour la présente étude. On supposera que les évolutions à moyen terme ne s'effectuent pas trop loin du sentier de croissance walrasien qui prévaudrait si aucun retard ne se produisait dans l'ajustement des prix et des quantités. » (Malinvaud [1983a], p. 28)

D'une manière générale, Edmond Malinvaud reconnaît d'emblée et de manière très claire que ses modèles « dynamiques », autant que son modèle « prototype », sont incapables de dépasser la critique de Coddington (1978). Par ailleurs, il est frappant d'observer que la prise en compte de cette critique a déterminé la forme de certaines de ses hypothèses. Le meilleur exemple étant, sans doute, l'hypothèse d'une fonction de consommation linéaire par rapport au chômage (Malinvaud [1980b]), impliquant nécessairement que le taux de chômage ne soit pas trop élevé au sein de la population active<sup>77</sup>. A ce sujet, il est également frappant de voir Malinvaud (1984a) préciser d'emblée, en introduction de *Mass Unemployment*, qu'il ne saurait appréhender autrement le chômage de masse qu'en tant qu'il résulte d'un excès d'offre généralisé à prix fixes. Aussi est-il opportun de clarifier, à ce niveau, ce qui distingue le concept non-walrasien de « chômage keynésien » du concept de « chômage involontaire » (et/ou d'équilibre de sous-emploi) de Keynes dans la *Théorie Générale*.

Précédemment, nous avons vu que seul le « chômage keynésien » méritait d'être qualifié d'« involontaire », du fait qu'il relevait d'un problème de coordination indépassable à

---

<sup>76</sup> Cette observation renforce l'hypothèse, développée précédemment, selon laquelle les modèles non-walrasiens de croissance ne sont que des modèles de croissance néoclassique « augmentés » : ils enrichissent et complètent (marginale) le modèle croissance équilibré, tenu pour irréaliste.

<sup>77</sup> Cet exemple n'est pas le seul, plusieurs de ces hypothèses ont été mentionnées en note de bas de page.



l'intérieur du jeu d'interactions décrit par la théorie des équilibres à prix fixes. Ici, la question est de savoir si le concept de « chômage keynésien » correspond bien à celui de Keynes. Du point de vue des théoriciens non-walrasiens, cette identité ne souffre pas du moindre doute car, dans les deux cas, le chômage est déterminé sur le marché des biens et constaté sur le marché du travail. Dans le même temps, ils omettent rarement (depuis Grossman [1972a]<sup>78</sup>) de rappeler que la définition de Keynes, en conséquence de son acceptation du « 1<sup>er</sup> postulat classique », implique que les prix demeurent flexibles sur le marché des biens. Une telle précision est effectivement salutaire, car elle permet de souligner la différence essentielle avec le concept de « chômage involontaire » Keynes. En effet, seul ce dernier n'apparaît véritablement séquentiel : la cause de l'excès d'offre de travail est bien à rechercher sur le marché des biens, du fait que la demande de travail des firmes est essentiellement déterminée par la demande effective (*i.e.* la demande anticipée). Par ailleurs, si le marché des biens y est « apuré » d'après la terminologie non-walrasienne, cela n'implique pas que les offres et demandes « notionnelles » soient égales parce qu'une partie des agents (ou tous) est rationnée sur le marché du travail et se trouve contrainte, par conséquent, de réviser sa demande de biens (à la baisse).

Dans ces conditions, en appliquant toujours la terminologie non-walrasienne, le concept de « chômage involontaire » de Keynes semble plutôt décrire une situation où l'offre « notionnelle » de biens est égale à la « demande effective » sur le marché des biens. Une telle perspective implique alors de repenser complètement le mécanisme d'ajustement à court terme car, si les prix (non-walrasiens) ne peuvent plus demeurer à leur valeur initiale mais tendent plutôt à baisser, les salaires réels s'en trouveraient eux-mêmes modifiés.

A l'inverse, le concept non-walrasien du « chômage keynésien » repose sur des concepts d'offres et de demandes excédentaires essentiellement théoriques (puisque entièrement anticipées, en particulier par les firmes), les « déséquilibres » qu'il décrit expriment seulement le fait qu'offres et demandes « notionnelles » ne parviennent pas à se réaliser. Dans ces conditions, l'enjeu se réduit à dégager un mécanisme par lequel un équilibre alternatif (*i.e.*

---

<sup>78</sup> En particulier Malinvaud (1977, 1980a, 1981a, 1983a), qui fait figurer le cas « de Keynes » dans des tableaux à triple entrée, où la possibilité d'une égalité entre l'offre et la demande (sur les deux marchés) est admise. De façon curieuse, Malinvaud (1991a) parle à propos de ce dernier cas de « chômage néo-classique », afin (peut-être) de traduire l'idée selon laquelle le cas de Keynes relève d'une analyse d'équilibre partiel (à la Marshall) et qu'il s'inscrit, à ce titre, dans une perspective dynamique.

non-walrasien) peut émerger à partir des offres et des demandes « effectives » des agents. A ce niveau, si un schéma séquentiel peut encore être imaginé pour le modèle à court terme<sup>79</sup>, il est clair que les « déséquilibres » ne pourront donner lieu à des crises effectives, que ce soit de sur- ou de sous-production, auxquels est ordinairement associé l'occurrence d'un chômage de masse. Et le problème se complique en « dynamique »<sup>80</sup>, dès lors qu'il est supposé que les prix et les salaires réagissent aux « déséquilibres » parce que le mécanisme par lequel les agents peuvent prendre conscience des échanges mutuellement avantageux réalisables fait défaut. A ce niveau, la critique de Coddington (1978) est décisive parce qu'elle suggère l'existence d'un seuil au-delà duquel les agents ne se tiennent plus aux prix fixés. Ainsi, en cas de « déséquilibres » conséquents, l'apparition d'un marché noir doit permettre aux agents (surtout les firmes) de réviser leurs prix en conséquence. Et s'ils ne le font pas, c'est que les prix non-walrasiens ne doivent pas être trop éloignés des prix d'équilibre walrasiens – ce que ne manque pas de rappeler Malinvaud avant d'entamer sa démonstration qu'un équilibre keynésien stationnaire existe bel et bien :

« Par souci de simplicité, on supposera, toutes les fois qu'il sera nécessaire, que nous sommes dans le voisinage d'un équilibre walrasien stationnaire. En effet, nous avons indiqué au chapitre 1 que l'approche de l'équilibre général temporaire à prix fixes et avec rationnement perdrait de sa vertu si les demandes ou les offres excédentaires étaient importantes. » (Malinvaud [1983a], p. 79-80)

Par ailleurs, la critique de Coddington (1978) permet de voir dans la fixité des prix la véritable origine des « déséquilibres », bien que d'aucuns se sont initialement laissés tenter d'associer cette hypothèse au fonctionnement imparfait des marchés (Benassy [1976], Malinvaud [1977])<sup>81</sup>. En effet, parce qu'elle est l'unique entrave au fonctionnement (parfait) des marchés, la fixité des prix apparaît surtout comme un corps étranger au système. Nécessairement imposé de l'extérieur : sous la pression des syndicats ou, plus simplement, par l'action de l'Etat. Dans cette perspective, il n'y a rien d'étonnant à ce que plusieurs auteurs (Kahn [1977], Lavoie [1985]) aient reconnu dans la théorie des équilibres à prix fixes

---

<sup>79</sup> Tel le mécanisme séquentiel de Benassy (1977) reposant sur des « signaux en quantités ».

<sup>80</sup> Sauf si la dynamique se réduit à la prise en compte des effets de l'investissement (et/ou des encaisses monétaires) comme dans Malinvaud (1978a). En effet, les « déséquilibres » enregistrés sur les marchés ne jouent alors aucun rôle dans l'évolution des équilibres temporaires, complètement déterminée par les variations de l'investissement.

<sup>81</sup> Soulignons, dès à présent, que cette thèse n'est pas symétrique. Autrement dit, la thèse selon laquelle les marchés sont imparfaits parce que les prix sont fixes n'équivaut pas à la thèse selon laquelle les prix sont fixes parce que les marchés sont imparfaits. Dans ce second cas, la fixité des prix passant du statut de cause à celui d'effet, l'enjeu revient à expliquer les raisons pour lesquelles les firmes préfèrent servir la demande à prix fixes plutôt que de s'y adapter en modulant leurs prix.

une forme de résurgence du débat concernant les prix administrés dans les années 1940-1950. Par ailleurs, en rappelant l'ambition initiale de la théorie des équilibres à prix fixes à vouloir mieux représenter le fonctionnement décentralisé des économies de marchés, il nous faut souligner l'ironie avec laquelle cette dernière approche a par ailleurs été considérée, par un certain nombre d'auteurs, comme un cadre théorique parfaitement adapté à l'étude des dysfonctionnements économiques dans les économies planifiées<sup>82</sup>.

Par ailleurs, si l'objection de Coddington (1978) permet de donner sens aux rapprochements mentionnés ci-dessus (les « déséquilibres » étant effectivement causés par la fixité des prix), il est clair que cette critique interne perd en pertinence avec le relâchement de l'hypothèse de fixité des prix. Et même si celle-ci n'est que partiellement relâchée, comme dans les modèles « dynamiques » non-walrasiens. Pourtant, nous avons vu précédemment que les modèles « dynamiques » de Malinvaud (1978a, 1980b, 1983a) ne convergeaient ni spontanément, ni nécessairement, vers l'équilibre walrasien de long terme. De plus, ce dernier fait état de la possibilité qu'une situation de « chômage keynésien » puisse être durable, en démontrant l'existence (et la stabilité) d'un équilibre keynésien stationnaire. Et une telle observation nous incite, à partir de la critique des Hildenbrand (1978), à chercher à déterminer si le maintien dans le temps d'un équilibre non-walrasien ne résulterait pas des seules hypothèses faites sur les anticipations.

D'après ce qui précède, la possibilité d'un équilibre keynésien stationnaire constituant le résultat le plus surprenant, il est logique d'en faire l'objet essentiel de notre appréciation de la pertinence de la critique des Hildenbrand (1978) pour les modèles « dynamiques ». Pour ce faire, il faut revenir en détails sur la démonstration de Malinvaud (1983a), que nous avons faits d'esquisser à la section précédente.

Tout d'abord, rappelons qu'un équilibre n'est stationnaire qu'à la condition que l'allocation des ressources se reproduise à l'identique d'un équilibre temporaire à l'autre. Ce qui implique, pour un modèle « dynamique » non-walrasien, que l'investissement soit nul. Appliqué au cas

---

<sup>82</sup> En témoignent l'ouvrage collectif de Davis et Charemza (1989), *Models of Disequilibrium and Shortage in Centrally Planned Economies* et la bibliographie fournie (mais non-exhaustive) réalisée par Kornai (1985). Au sein de ce mouvement international, comptant des économistes occidentaux mais également des pays socialistes (en particulier des économistes hongrois), deux auteurs se distinguent par leurs contributions et leur intérêt systématique à ce thème : R. Portes (1980) et J. Kornai (1980, 1982).

d'équilibre walrasien, la possibilité d'une stationnarité n'est pas problématique. En effet, l'investissement n'a pas de raisons de varier si les plans notionnels des agents ont trouvé à se réaliser aux prix et salaires courants (fixes)<sup>83</sup> ; et ces dernières variables n'ont pas de raisons d'évoluer à la période suivante. A l'inverse, l'investissement doit varier à l'issue d'une période marquée par l'occurrence d'un équilibre non-walrasien, en particulier si celui-ci est l'unique facteur variable entre équilibres temporaires – comme c'est le cas dans Malinvaud (1978a)<sup>84</sup>. Dans ce dernier cas, la fonction d'investissement est d'ailleurs spécifiée de telle manière que l'investissement varie positivement ou négativement en fonction des valeurs prises par les variables exogènes ( $p$ ,  $w$ ), celles-ci déterminant la profitabilité comme le taux d'utilisation des capacités :

$$(7) \quad i = a(\beta - s) + b(y - \bar{y})$$

D'emblée, il apparaît peu probable que l'investissement soit nul dans une situation d'équilibre keynésien. En effet, cela supposerait il faudrait non seulement que soit associée à la capacité excédentaire ( $y < \bar{y}$ ) une profitabilité positive soit strictement compensée par la profitabilité ( $\beta > s$ ), mais encore que l'écart (ou les « déséquilibres ») entre ces différentes valeurs soit identique (de même que doivent être identiques les valeurs des paramètres  $a$  et  $b$ ). Par ailleurs, sachant les variations de l'investissement sur-déterminées par les conditions de profitabilité, le caractère improbable d'un investissement nul en situation d'équilibre keynésien en apparaît renforcé, du moins pour ce modèle-ci de Malinvaud (1978a). Reste désormais à étudier si une telle conclusion s'impose pour les autres modèles, en particulier dans celui où Malinvaud (1980b) défend l'existence et la stabilité d'un équilibre keynésien dit « stationnaire ». Il faut souligner, d'emblée, la singularité de ce dernier modèle, dans lequel l'investissement n'est plus fonction de la production courante ( $y$ ) mais fonction d'une variable anticipée ( $\hat{y}$ ) :

$$(9) \quad i = a(\beta - e - w) + b(\hat{y} - \bar{y})$$

---

<sup>83</sup> Sauf bien sûr dans une perspective de long terme, où l'investissement doit croître en proportion de la croissance de la population active. Dans ces nouvelles conditions, la question est surtout de déterminer les conditions d'un sentier de croissance équilibrée.

<sup>84</sup> Au passage, rappelons que l'investissement était présenté par Malinvaud (1980a) comme une variable-clé permettant l'extension de son modèle « prototype ».

Et il faut encore rappeler que l'enjeu relatif à l'introduction de cette variable alternative ( $\hat{y}$ ). Il s'agit, ni plus ni moins, d'exprimer l'idée que les firmes déterminent l'évolution de leur capacité sur la base de leurs anticipations du future – par nature incertain. A ce sujet, Malinvaud (1983a) opère la distinction entre les variables anticipées avec certitude ( $p, w, q, \beta$ )<sup>85</sup> et celles qui le sont avec incertitude ( $d, L$ ). De cette manière, les firmes sont supposées définir leur capacité en parfaite connaissance des prix futurs et selon qu'elles anticipent devoir être – demain – rationnées par l'insuffisance de la main-d'œuvre ou celle de la demande :  $\hat{y} = \text{Min}(d, \beta L)$ . Dans ces conditions, la perspective d'un équilibre keynésien stationnaire apparaît comme la conséquence d'un certain état des paramètres exogènes (*i.e.* des prix) et des anticipations des firmes :

$$\begin{aligned}
 i = 0 & \Leftrightarrow a(\beta - e - w) + b(\hat{y} - \bar{y}) = 0 \\
 b\bar{y} &= b\hat{y} + a(\beta - e - w) \\
 \bar{y} &= \hat{y} + \frac{a}{b}(\beta - e - w)
 \end{aligned}$$

En effet, à partir de l'équation ci-dessus, la seule possibilité alternative (à un équilibre walrasien stationnaire) pour que l'investissement soit nul est la combinaison de capacités excédentaires ( $\bar{y} > \hat{y}$ ) et d'une profitabilité positive ( $w < \beta - e$ ). Comme ces deux propriétés ne correspondent qu'à un équilibre non-walrasien de type keynésien, Malinvaud peut envisager l'éventualité d'un équilibre keynésien stationnaire – du moins tant que le salaire reste à un certain niveau ( $w < \beta - e$ )<sup>86</sup>. A la section précédente, nous avons signalé les hypothèses restrictives par lesquelles ce résultat est obtenu<sup>87</sup> ; mais il reste désormais à déterminer si celui-ci n'est pas hautement dépendant de l'hypothèse selon laquelle le salaire réel demeure constant. En effet, il est légitime de se demander si l'abandon de cette hypothèse n'aurait pas pour conséquence de faire converger le système vers l'équilibre walrasien, dont la

---

<sup>85</sup> Le fait que toutes ces variables sont des prix (si l'on exclut la productivité) permet de souligner la pertinence de la critique de Reder (1978), même dans le cas des modèles d'équilibres à prix fixes « dynamiques ». En effet, tout se passe comme si les prix exogènes étaient tout à la fois connus, acceptés et parfaitement anticipés (même s'ils varient subitement) par la totalité des agents.

<sup>86</sup> Si le salaire était supérieur à cette valeur, l'équilibre keynésien se transmettrait rapidement en équilibre classique. Il en résulte donc que tous les équilibres non-walrasiens de type keynésien ne convergent pas vers l'équilibre keynésien stationnaire.

<sup>87</sup> Essentiellement, la constance de la fonction de consommation des chômeurs et le fait que les prix n'exercent pas d'effets sur la fonction de demande des actifs.

stationnarité ne pose pas problème. Une telle issue supposerait que le salaire réel augmente, de sorte que la profitabilité soit nulle ( $w = \beta - e$ ) et la capacité pleinement utilisée ( $\bar{y} > \hat{y}$ ).

Conscient du problème, et soucieux de montrer – à l’instar de Keynes (1936)<sup>88</sup> – qu’un retour à la flexibilité du salaire réel aurait surtout pour conséquence d’amplifier la « dépression keynésienne », Malinvaud ([1983a], p. 83) avance deux arguments visant à justifier que la baisse des salaires domine la baisse des prix. Le premier argument est le suivant : la sensibilité du prix à un excès d’offre de biens est plus faible que la sensibilité du salaire réel à un excès d’offre de travail. Le second revient à souligner qu’un excès d’offre de travail est plus important qu’un excès d’offre de biens car, en équilibre keynésien, la capacité tend à décroître continûment. Toutefois, ces deux arguments mettent en avant l’équation de prix en équilibre keynésien, dont nous avons vu plus haut qu’elle était nécessairement *ad hoc*. En effet, pour justifier de la manière dont les firmes révisent leurs prix, il faut pouvoir avancer le mécanisme par lequel celles-ci se trouvent informées de l’ampleur des « déséquilibres » (ou des demandes notionnelles « frustrées » des consommateurs). A défaut, l’équation de prix en question n’exprime que les anticipations des firmes vis-à-vis du futur – ce à quoi le fait de supposer que ces dernières anticipent les prix futurs avec certitude ne change rien. Ainsi, en supposant à l’inverse (par exemple) que les firmes sur-réagissent à l’excès d’offre de biens, l’évolution (à la baisse) des prix dominerait celle du taux salaires de sorte que celui-ci finisse par converger vers le niveau d’équilibre walrasien.

Dans ces conditions, il n’est pas étonnant que la démonstration d’existence d’un équilibre keynésien stationnaire par Malinvaud (1983a) ne soit pas apparue comme un résultat majeur de la théorie non-walrasienne. Sur ce point, il est important de noter que les modèles à prix fixes de « seconde génération » ont exhibé autant de trajectoires dynamiques différentes qu’il existe de manières différentes de spécifier l’équation d’ajustement des prix et des salaires. Ainsi, Fourgeaud et Michel (1980) ont montré la tendance d’un équilibre keynésien à converger vers l’équilibre walrasien. De manière générale, depuis la critique des Hildenbrand (1978), la reconnaissance du caractère *ad hoc* des anticipations dans les modèles à prix fixes

---

<sup>88</sup> Ainsi : « [...] l’abandon de cette hypothèse commode est plus susceptible de conduire à une diminution du taux de salaire réel, donc à une situation où le sous-emploi keynésien aurait tendance à s’accroître sans arrêt, qu’à procurer une raison supplémentaire pour expliquer la disparition spontanée du chômage. » (Malinvaud [1983a], p. 83)

(Dehez [1980], d'Autume [1985]) a ouvert le champ des possibles en termes de spécifications. Entre autres, certains auteurs (Neary-Stiglitz [1979], Blanchard-Sachs [1982]) ont montré comment l'introduction des anticipations rationnelles conduisait à remettre en cause la stabilité des équilibres non-walrasiens comme l'efficacité des politiques économiques.

Un second problème concernant l'existence d'un équilibre keynésien stationnaire mérite également d'être souligné. Et ceci d'autant plus qu'E. Malinvaud ([1983a], p. 124) le signale lui-même, en se demandant s'il n'est pas paradoxal que les firmes décident de maintenir des capacités excédentaires alors que celles-ci se trouvent en équilibre keynésien stationnaire ? Plus précisément, si les firmes déterminent (en partie) l'évolution de leur capacité en fonction de leurs anticipations vis-à-vis du futur ( $\hat{y}$ ), le fait que l'équilibre keynésien se reproduise à l'identique entre périodes ne doit-il pas les inciter à réviser à la baisse leurs capacités ? Autrement dit, les firmes maintiennent leurs capacités excédentaires parce qu'elles ne réalisent pas que l'économie tend vers un état stationnaire<sup>89</sup> ou, plutôt, les maintiennent sans raisons. A l'inverse, il semblerait plus logique de supposer que, à mesure que l'économie converge vers l'équilibre keynésien stationnaire, la distribution de probabilité ( $F$ ) des firmes soit de plus en plus concentrée autour de la valeur anticipée stationnaire ( $\hat{y}$ ). C'est d'ailleurs ce que Malinvaud avait supposé préalablement, au moment de construire sa fonction d'investissement :

« [...] les changements dans les anticipations concernant la variable  $\hat{y}$  sont liés aux changements de la valeur actuelle  $\hat{y}_0$  de cette variable. Plus précisément, on peut accepter l'hypothèse simple que, si  $\hat{y}_0$  devient  $\hat{y}_0 + \delta \hat{y}_0$ , la distribution de probabilité  $F$  se modifie de  $\delta \hat{y}_0$ . » (Malinvaud [1983a], p. 51)

Si cette hypothèse n'avait pas été négligée pour la démonstration d'existence d'un équilibre keynésien stationnaire, c'est-à-dire si le comportement des firmes n'était pas caractérisé par la myopie, la permanence d'une capacité excédentaire n'aurait plus de raisons d'être. En effet, la capacité s'ajusterait à la demande anticipée : elle diminuerait à la suite d'une réduction de

---

<sup>89</sup> En ayant conscience du problème, Malinvaud ([1983a], p. 124-125) esquisse les voies par lesquelles son modèle pourrait mieux rendre compte du fait que les agents s'adaptent progressivement à leur environnement : réduire la distribution  $F$  à mesure que l'économie converge vers l'état stationnaire keynésien ; donner une valeur positive à la variable traduisant l'inflation anticipé dans l'équation de prix (20) ; spécifier la manière dont les choix des consommateurs se trouveraient modifiés par leurs anticipations, pour un ensemble de variables les concernant (les prix, les salaires réels, le rationnement futur, etc.).

l'investissement. Avant de croître à nouveau, sous l'effet de la profitabilité positive, faisant converger la production et les salaires vers le sentier de croissance néoclassique. Par conséquent, et de manière analogue aux équations d'ajustements des prix et des salaires, il apparaît que le comportement d'investissement incombe tout autant à la manière dont les firmes forment leurs anticipations. Aussi n'est-il pas étonnant non plus que le modèle d'investissement de Malinvaud (1978a, 1980b) ne se soit pas imposé de façon unanime au sein de la théorie non-walrasienne, de sorte qu'il faille plutôt parler au pluriel des modélisations du comportement d'investissement en déséquilibre. Pour expliquer un tel état des choses, A. d'Autume ([1985], p. 79) pointe la lourdeur analytique des problèmes à résoudre, le caractère nécessairement arbitraire de la spécification des anticipations, et encore les difficultés résultant de la prise en compte de l'attitude des firmes face à l'incertitude (comme à l'imperfection du marché des capitaux).

Au terme de cette première sous-section, il apparaît que deux des critiques internes (Coddington [1978] et Hildenbrand [1978]) du modèle « prototype » de Malinvaud n'ont en rien perdu de leur pertinence, après que celui-ci a été étendu au-delà de la courte période. À l'inverse, les difficultés à élaborer une dynamique du « déséquilibre » à partir du modèle d'équilibre à prix fixes tendent plutôt à conclure que ces critiques sont – en fait – des limites indépassables de la théorie non-walrasienne. La valeur d'une telle conclusion peut s'apprécier à l'aune de deux observations : (i) la théorie non-walrasienne de la croissance n'est valide qu'au voisinage du sentier de croissance néoclassique et (ii) la suite des équilibres non-walrasiens dépend de la manière dont les anticipations sont spécifiées. Désormais, il nous faut déterminer dans quelle mesure les recherches « dynamiques » de Malinvaud ont permis de mieux fonder le concept de chômage classique.

### 2.2.2. Le domaine de validité du chômage classique

Bien que Malinvaud (1980a) ne réponde jamais explicitement aux objections de Kahn (1978) concernant la faible pertinence théorique et pratique du cas de chômage classique, il est tout à fait possible de lire ses recherches ultérieures comme ayant visé à mieux fonder ce concept. Ainsi, immédiatement après *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Malinvaud (1978a, 1980b) semble avoir pris conscience de l'in vraisemblance du cas de chômage « classique » qu'il tend à réduire à une simple possibilité logique :



« [...] nous devons nous interroger sur la signification réelle des deux types de chômage dont l'étude macroéconomique statique a révélé la *possibilité*. L'habitude avait été prise de penser uniquement au chômage keynésien dû à une insuffisance de la demande de biens et services. Une place doit-elle être reconnue aujourd'hui au chômage classique dû à une insuffisance des capacités de production ? » (Malinvaud [1978a], p. 16 ; *nous soulignons*)

« Il est bien compris maintenant qu'une *possibilité logique* existe pour que le chômage macroéconomique ne soit pas dû (ou pas dû seulement) à un manque de demande, mais plutôt (ou mais aussi) à une profitabilité insuffisante pour les entreprises. Il se pourrait que, même confrontées à une demande insuffisante pour leurs produits, certaines entreprises ne recrutent pas toute la force de travail qu'elles pourraient techniquement employer et ne produisent pas à pleine capacité parce que cette action ne serait pas assez profitable. Comprise de façon étroite, une telle *possibilité logique* ne doit pas correspondre à une situation fréquente : là où la demande et les capacités productives existent simultanément on observe rarement que la production ne suit pas. » (Malinvaud [1982a], p. 288 ; *nous soulignons*)

Par possibilité logique il faut entendre un résultat qui dépend des seules hypothèses particulières qu'il a fallu faire pour l'obtenir. Appliqué au cas de chômage classique, nous avons vu au chapitre précédent en quoi il était essentiellement dû au niveau trop élevé des salaires dans une économie où les prix sont fixes et les rendements décroissants. La critique de Kahn consistait alors à simplement faire valoir que, dans une telle configuration, la fixité des prix apparaît comme le véritable butoir de l'offre, révélant en même temps l'irrationalité du comportement des firmes. De manière symptomatique, Malinvaud (1978a) congédie rapidement cette définition initiale, au profit d'une nouvelle définition insistant davantage sur l'insuffisance de la capacité de production :

« A court terme, on sait qu'il existe une possibilité logique que le chômage macroéconomique ne soit pas dû (seulement) à un manque de demande mais plutôt à une profitabilité insuffisante des entreprises. En dynamique, le problème est de savoir si une profitabilité trop basse n'est pas responsable du fait que des capacités productives n'ont pas été construites (ou même détruites) alors que les perspectives de demande, prises isolément, semblaient pousser à une décision différente. » (Malinvaud [1983a] p. 288)

Dès lors, il importe ici d'apprécier dans quelle mesure la redéfinition de Malinvaud lui a permis de mieux fonder, théoriquement et empiriquement, le concept de chômage classique.

A première vue, un concept de chômage classique associé à une insuffisance de la capacité de production par rapport au stock de travailleurs ( $\bar{y} < \beta L, y^d$ ) semble plus acceptable. En effet, dans ces conditions, la production n'apparaît plus strictement déterminée par les facteurs exogènes : pour des prix (faibles) donnés, le niveau (élevé) des salaires conduit rapidement à ce que le coût marginal (croissant) égalise le revenu marginal (décroissant). Désormais, la production est limitée par des facteurs endogènes, l'insuffisance de la capacité résultant des

décisions d'investissement passées des firmes. Ainsi, le concept de chômage classique a-t-il évolué d'un double point de vue : il implique l'existence d'une capacité de production et s'inscrit, de ce fait, dans une perspective plus dynamique (en résultant du comportement d'investissement des firmes). Aussi, la différence essentielle avec le modèle « prototype » tient à ce que le concept de chômage classique n'implique désormais plus l'existence d'une capacité excédentaire (1978a, 1980b, 1987b). Dans ces conditions, la redéfinition d'Edmond Malinvaud permet de congédier la critique de R. Kahn : les firmes, ne disposant plus des capacités excédentaires, qui rendaient absurdes leur réticence à répondre à la demande excédentaire, en même temps qu'elles mettaient en évidence l'irrationalité des firmes à s'en tenir à des prix fixés<sup>90</sup>. Dit autrement, l'introduction d'une capacité de production permet de mieux fonder théoriquement l'hypothèse qu'un excès d'offre de travail puisse coexister avec une demande excédentaire de biens.

Cette redéfinition d'Edmond Malinvaud n'est pas exempte de difficultés théoriques, mais il nous appartient alors d'en faire la démonstration. Pour cela, commençons par souligner la dépendance du concept de chômage classique au comportement d'investissement des firmes, celui-ci étant déterminée par deux variables : la profitabilité et la demande anticipée. Ainsi, pour qu'un chômage classique apparaisse, il faut que l'investissement ait été négatif (ou trop faible) à la période précédente afin que la capacité (nouvelle) soit incompatible avec la réalisation du plein-emploi, malgré l'existence d'une demande excédentaire de biens. Par ailleurs, pour que l'investissement décroisse (ou ne croisse pas assez), il faut qu'au moins un des deux facteurs ait été négatif (ou trop faible). Or ce qui frappe d'emblée, à propos du chômage classique, est la possibilité que celui-ci puisse émerger à la suite d'une baisse de la demande anticipée ( $\hat{y}_0 > \bar{y}_0$ ). A ce niveau, une double remarque s'impose. Tout d'abord, il apparaît que le chômage classique ne peut émerger qu'à condition que les firmes n'anticipent pas l'évolution (soudaine) de la demande à la période suivante<sup>91</sup>. Et une telle éventualité n'est, logiquement, envisageable qu'à partir d'une situation de chômage keynésien (en effet, on voit mal comment les firmes pourraient anticiper une baisse de la demande à partir d'une situation

---

<sup>90</sup> Au passage, le fait que les rendements soient (le plus souvent) supposés constants dans les modèles de Malinvaud rend également plus acceptable l'hypothèse de prix fixes.

<sup>91</sup> Ni d'ailleurs l'évolution soudaine de leurs coûts salariaux. Mais ceci nous conduit à un autre problème, le fait que les modèles d'équilibres à prix fixes de « 2<sup>nde</sup> génération » ne soient pas véritablement dynamiques.

d'inflation contenue). Ainsi, le concept de chômage classique n'apparaît-il pas indépendant du concept de chômage keynésien, ce dernier le précédant nécessairement.

Par ailleurs, en considérant le premier terme de la fonction d'investissement, il apparaît que la redéfinition en cause n'a pas fait disparaître la responsabilité du niveau des salaires dans l'occurrence du chômage classique. A l'inverse, l'idée originelle demeure : la production est volontairement limitée par les firmes parce que non-rentable. La seule différence étant que les effets de cette décision sont retardés et ne se traduisent qu'à la période suivante, en faisant varier la capacité à la baisse. Aussi, la possibilité existe pour que l'investissement soit négatif en situation de chômage classique, sous la condition que le stimulant de la profitabilité (négative) domine celui de la demande anticipée (positif)<sup>92</sup>. Cependant, comme la condition de profitabilité s'appliquant à tous les types d'équilibres non-walrasiens, le concept de chômage classique n'est plus le seul à pouvoir être associé à la contrainte de rentabilité de la production. Ceci s'observant facilement à partir des deux « constellations salaires-prix » de Malinvaud (1978a, 1980b), où la possibilité d'un investissement négatif existe pour les trois types d'équilibres non-walrasiens. Et, au passage, soulignons que cette contrainte de profitabilité peut être rendue plus sensible selon le degré de substituabilité admis par la fonction de production (« putty-clay » ou « putty-putty »).

Ainsi, la redéfinition du concept de chômage classique aura-t-elle eu pour conséquence de relativiser la spécificité, comme l'intérêt, du concept de chômage classique. En effet, n'étant plus exclusivement associé à un niveau trop élevé des salaires réels mais à l'insuffisance (contingente) de la capacité, il est légitime de se demander si le concept de chômage classique peut encore être associé à un type de politique économique déterminé comme la réduction des salaires réels (ce qui faisait l'intérêt essentiel du concept original). De plus, il importe de savoir si le concept de chômage classique ne se réduit pas désormais à une situation anecdotique, car purement transitoire. De cette double question, il résulte que la portée théorique du concept de chômage classique doit s'apprécier à l'aune de sa stabilité.

---

<sup>92</sup> Une raison à l'irruption du chômage classique peut également se trouver dans la faible profitabilité à la période précédente, de sorte que la capacité varie à la baisse malgré une demande et des prix élevés. Il s'agit toutefois là d'un cas hautement improbable : il faudrait que les salaires aient été exceptionnellement élevés pour que les firmes aient été incitées à réduire leur capacité (et donc leur production) alors qu'ils avaient parfaitement anticipé le niveau de la demande.

Sur ce point, Edmond Malinvaud semble s'être rapidement résolu à l'idée qu'une situation de chômage classique ne pouvait recouvrir qu'un caractère transitoire. S'il a cherché à le démontrer formellement, quoique d'une manière un peu particulière (Malinvaud [1983a]), il apparaît surtout évident qu'il n'est jamais parvenu à congédier l'hypothèse classique selon laquelle un déséquilibre de sens opposé doit produire des effets de sens opposé (Malinvaud [1983a, 1985a]). Dans ces conditions, la hausse du niveau des prix et la baisse du taux des salaires réels auront pour conséquence de restaurer la profitabilité des firmes, de sorte que leur production puisse s'accroître jusqu'au point où elles se trouvent contraintes, soit par le manque de main-d'œuvre, soit par la faiblesse de la demande de biens. Ainsi considéré, le chômage classique ne peut se maintenir dans le temps du fait de sa forte instabilité vis-à-vis de l'équilibre walrasien, de sorte que sa validité apparaît cantonnée au seul modèle statique d'équilibre à prix fixes :

« Il convient évidemment de s'interroger sur la portée de cet éventuel chômage classique. Il pourrait ne s'agir que d'une *pure virtualité théorique*. Des idées simples sur la dynamique des phénomènes macroéconomiques suggèrent notamment qu'une situation comportant des déséquilibres de sens opposés sur les marchés des biens et du travail devrait se résorber spontanément. » (Malinvaud [1983a], p. 8 ; *nous soulignons*)

Toutefois, on comprend facilement qu'un théoricien non-walrasien ne parvienne pas à se satisfaire complètement de cet argument. En effet, cette approche théorique ayant été construite sur l'idée que l'atteinte d'un équilibre walrasien est faiblement probable, il apparaît difficilement acceptable que ce dernier soit supposé plus facilement atteignable en dynamique (qu'il ne l'est en statique). D'ailleurs, Malinvaud (1985a) ne peut s'empêcher d'imaginer les cas (extrêmes) où une situation de chômage classique pourrait durer assez longtemps : en cas de rigidité parfaite des salaires réels<sup>93</sup> ; en cas d'une insensibilité (à la hausse) des prix à la variation (à la hausse) des salaires. Par-delà le caractère strictement théorique des cas envisagés, l'enjeu pour Edmond Malinvaud est d'illustrer l'idée contre-intuitive (pour les économistes de formation classique) selon laquelle l'ajustement des prix n'est jamais aussi immédiat que ce que suppose, par exemple, le modèle Arrow-Debreu :

---

<sup>93</sup> Ce qui revient à affirmer que l'hypothèse de fixité du salaire réel a un véritable fondement empirique. Ce que Malinvaud fait plus que suggérer ([1985a], p. 165) en soutenant que cela correspond « approximativement à la situation récente de plusieurs pays d'Europe occidentale ».

« Naturellement, on ne doit pas penser que de pareils modèles théoriques s'appliquent exactement puisque leurs hypothèses concernant, par exemple, la formation des salaires sont de pures caricatures, mais ils suggèrent fortement que le chômage classique peut durer plus longtemps que ne le penserait a priori un économiste de formation classique. » (Malinvaud [1985a], p. 165)

Par ailleurs, l'instabilité du chômage classique et sa conviction que « la loi de l'offre et de la demande » manque de fondements théoriques ont conduit Malinvaud à envisager deux scénarios alternatifs. Premièrement, le chômage classique peut se résorber spontanément, par la simple réaction (asymétrique) des prix : rigides à la baisse mais flexibles à la hausse (Malinvaud [1985a]). Deuxièmement, le chômage classique peut dégénérer en chômage keynésien, comme le montre Malinvaud (1978a, 1980b). Le raisonnement est le suivant : à partir d'une situation de chômage classique à prix fixes (ou imparfaitement flexibles), la faible rentabilité conduit les firmes à désinvestir (ou à trop peu investir) de sorte que leur capacité décroît (ou s'accroît trop lentement) par rapport à la main-d'œuvre disponible. Dans ces conditions, tout retour spontané au plein-emploi est impossible et au chômage classique succède (lentement) le chômage keynésien.

Dans les deux cas considérés, il apparaît clairement que la portée théorique du chômage classique dépend essentiellement de sa capacité à durer dans le temps, soit de la vitesse des ajustements. Et il faut que ces derniers soient assez lents pour que le cas de chômage classique soit doté d'un quelconque intérêt. Aussi n'est-il pas étonnant de voir régulièrement Malinvaud (1985a) souligner la lenteur (et/ou l'imperfection) de certains ajustements, en rappelant, par exemple, la non-linéarité de la courbe de Phillips originelle (qui exprime l'insensibilité relative des salaires aux hauts niveaux de chômage). A ce titre, il n'est pas non plus étonnant de voir qu'il a proposé d'expliquer l'instabilité de la courbe de Phillips au cours des années 1970, entre autres par l'hypothèse selon laquelle le taux de salaire était devenu plus insensible aux hauts niveaux de chômage (Malinvaud [1985a])<sup>94</sup>. Pour autant, même en souscrivant à l'hypothèse de Malinvaud que les ajustements ne se font que (très) lentement, le caractère instable du chômage « classique » ne permet pas justifier la mise en œuvre d'une politique

---

<sup>94</sup> Ajoutant à cette explication l'hypothèse que toute variation à la hausse du niveau des prix se transmettait désormais (rapidement et complètement) au niveau des salaires, de sorte que le déséquilibre sur le marché du travail ait pu s'apprécier par la seule vitesse de variation du taux de salaire réel (Malinvaud [1985]). Notons, au passage, que l'argument est bien saugrenu et semble supposer qu'il n'existe pas de seuil (plafond) du taux de chômage au-delà duquel l'indexation des salaires aux prix cesse de se transmettre en évolution proportionnelle des prix mais tend plutôt à stabiliser ou à faire décroître le niveau des prix (sauf à supposer que la production décline à mesure que s'accroît le chômage). En bref, Malinvaud semble ici encore raisonner au voisinage de l'équilibre (walrasien) de plein-emploi.

économique bien déterminée (notamment la baisse des salaires). En effet, dans le premier cas, baisser les salaires réels (ou augmenter les prix) aurait pour seul effet d'accélérer le retour à l'équilibre walrasien, censé par ailleurs pouvoir s'opérer spontanément. Dans le second cas, baisser les salaires aurait pour seul effet (dommageable) d'accélérer la transition vers le sous-emploi keynésien, censée également pouvoir se réaliser d'elle-même par ailleurs.

Assez ironiquement, Edmond Malinvaud a ainsi fini par souscrire à l'affirmation de Kahn (1977) selon laquelle le chômage classique ne saurait correspondre à autre chose qu'à un phénomène transitoire<sup>95</sup>. Dans ces conditions, la portée théorique du concept de chômage classique apparaît fortement relativisée. En raison de sa forte instabilité, la baisse des salaires n'apparaît plus comme un moyen indispensable pour remédier à une situation de chômage classique. Par ailleurs, si l'on s'en tient au second scénario de Malinvaud, le chômage classique n'apparaît qu'en tant que phase transitoire (et non nécessaire) entre deux phases de chômage keynésien. Aussi le concept de chômage classique souffre d'une double faiblesse : il est à la fois peu probable et peu spécifique. Et cette deuxième source de faiblesse doit permettre de mieux comprendre les difficultés, rencontrées par Malinvaud (1978a, 1985a), lorsque celui-ci cherchait à dégager les conditions dans lesquelles l'application du théorème d'Helmut Schmidt pourrait se trouver efficace.

« L'argument serait tout à fait convaincant si on pouvait supposer que le chômage est purement classique : un salaire réel plus bas stimulerait alors une plus grande production de la part des entreprises confrontées à une demande excédentaire pour leurs produits et ainsi créerait immédiatement des profits plus élevés et un emploi plus élevé. La construction subséquente de nouvelles capacités de productions serait clairement favorable tant et aussi longtemps que le chômage resterait classique. Le problème théorique est plutôt de savoir si une politique de restrictions salariales peut aussi être bénéfique même dans les cas où le chômage est keynésien. »  
(Malinvaud [1985a], p. 167)

Le problème est donc le suivant : le chômage classique étant nécessairement enserré par deux phases de chômage keynésien, toute stratégie visant à lutter contre le premier doit veiller à ne pas précipiter l'occurrence du second. A ce problème, la réponse de Malinvaud (1978a) illustre la spécificité du concept de chômage classique : en dépit de son effet immédiatement

---

<sup>95</sup> L'argument, repris par Lavoie (1986), étant le suivant : une augmentation des prix sur le marché des biens en réaction à la demande excédentaire faisant simultanément croître l'offre et diminuer la demande de biens (pour laquelle la réduction du salaire réel s'ajoute à l'augmentation des prix). Dans cette perspective, en appliquant le même raisonnement, l'inflation contenue apparaît également comme un état transitoire.

dépressif sur la demande globale<sup>96</sup>, la baisse des salaires réels favorise l'emploi à moyen terme en ralentissant la substitution capital-travail<sup>97</sup> et en redonnant aux firmes les moyens d'accroître leur capacité.

Pour que les firmes se refusent à produire (et/ou à vendre) plus de biens en présence d'une demande excédentaire pour leur produit, il faudrait que leur profitabilité soit très faible. Dès lors, tout l'enjeu est de montrer que le chômage résulte bien d'une faible capacité et qu'il a pour origine une accumulation du capital trop faible (ou des mises au rebut prématurées). Sur ce point, Malinvaud (1988a) avoue quelques difficultés empiriques : 1°) le fait que les informations statistiques concernant l'évolution du stock de capital entre deux périodes soit largement imprécise ; 2°) le fait que la nature même de l'investissement soit imprécise, car la distinction entre les deux dimensions que recouvre le capital<sup>98</sup> est rarement faite. En pratique, ces difficultés compliquent l'identification empirique du chômage classique, car les facteurs conduisant à une insuffisance de la capacité (si observée) sont indéterminés. En effet, celle-ci est-elle due à l'évolution du stock de capital, au manque d'investissement de capacité (« capital widening ») ou à la substitution du capital au travail (« capital deepening ») ?

A ces difficultés d'identification empirique s'ajoute un problème plus fondamental, également mentionné par Malinvaud (1983a), à savoir que les études statistiques montrent que le rationnement des firmes est plus souvent lié à un manque de demande qu'à un manque d'équipements. Si ce dernier n'approfondit guère ce point, il est clair que cette observation est de nature à remettre en cause la portée empirique de son concept de chômage classique : celui-ci apparaît comme un cas marginal. A ce titre, M. Lavoie (1986) ne manque pas de rappeler le caractère rarissime d'une insuffisance de la capacité de production pour les firmes, en particulier dans le secteur manufacturier. A l'inverse, il souligne que l'existence de

---

<sup>96</sup> Sur ce point, Malinvaud (1978a, 1985a) admet sans ambiguïté que la demande globale ne peut demeurer constante à la suite d'une baisse des salaires nominaux : l'augmentation de l'investissement ne peut suffire à compenser la baisse de la consommation agrégée, du fait que la propension marginale à consommer à partir des profits est plus faible que celle à partir des salaires.

<sup>97</sup> Encore faut-il pouvoir assurer que l'impact d'une réduction des salaires sur l'emploi sera positif à moyen terme, c'est-à-dire que la croissance des besoins en travail par unité de production dominera bien la réduction de la demande effective. Dès lors, l'impact global dépend du degré de substituabilité des facteurs à moyen terme (lorsqu'il sera possible de modifier la capacité de production). Et, sur ce point, Malinvaud (1982a, 1985a) se montre passablement optimiste : si l'effet d'une réduction des salaires est négatif à court terme (ordinairement associé à un faible degré de substituabilité), il est assurément positif à moyen terme (sinon à long terme).

<sup>98</sup> En effet, une extension de capital productif peut se traduire par l'accroissement du stock existant (« capital widening ») ou par l'introduction d'unités plus économes en travail (« capital deepening »).

capacités oisives n'a rien d'un phénomène anormal mais qu'il est à la fois permanent et rationnel. Et d'ajouter que les entreprises préfèrent conserver des capacités excédentaires, pour faire face (immédiatement et sans hausse de coûts) à tout accroissement imprévu de la demande, que de prendre le risque de perdre leurs parts de marché. Par ailleurs, la capacité s'accroissant au même rythme que la production, son niveau tend toujours à lui être supérieur<sup>99</sup>. Si une telle perspective n'est évidemment pas partagée par Malinvaud, il importe de souligner que ce dernier n'a jamais semblé tout à fait convaincu de la pertinence empirique de son concept de chômage classique. Cela a d'ailleurs été au fondement de sa motivation visant à désagréger le modèle à prix fixes (Malinvaud et Fitoussi [1980]) :

« Quand on pense au chômage classique, on a peine à croire qu'il puisse s'appliquer simultanément à toutes les industries et à toutes les régions, car la simple observation ne semble à aucun moment révéler l'existence d'une telle situation. D'autre part, on a souvent identifié des « poches » de sous-emploi classique, c'est-à-dire des situations localisées où la capacité de production est insuffisante pour fabriquer certains biens qui sont demandés et pour employer une partie de la force de travail désireuse et capable de travailler à cette production. La vraie question est de savoir si ces situations sont importantes et si elles tendent, à un certain moment, à devenir plus ou moins fréquentes. » (Malinvaud [1983a], p. 116)

En fait, le scepticisme de Malinvaud ne s'arrête pas là. A mesure qu'il approfondit son concept de profitabilité, il se met à douter sérieusement que le chômage ait pu être de nature classique au cours des années 1970. Ainsi, il finit par admettre que l'inflation galopante de cette décennie n'a pu qu'améliorer la profitabilité des firmes, car elle augmentait leurs recettes en même temps qu'elle réduisait leur niveau d'endettement (Malinvaud [1986a])<sup>100</sup>. Par ailleurs, au début des années 1980, les estimations de Malinvaud (1983a) de l'évolution de la profitabilité des firmes montraient que celle-ci n'a véritablement commencé à chuter qu'au tournant des années 1980, et encore, sous l'effet du relèvement des taux d'intérêt réel (la hausse des taux nominaux s'ajoutant à la baisse des prix).

« Il est bien connu que la profitabilité se détériora radicalement de 1980 à 1982 et que les taux d'intérêt réel grimperent. A présent que l'inflation diminue, le risque d'une importante augmentation de la composante classique du chômage est réel. Il était en tout cas suffisamment

---

<sup>99</sup> De telles observations sont au principe de la théorie post-keynésienne, engageant une représentation du fonctionnement de l'économie de marché dans laquelle l'information et la concurrence imparfaite jouent un rôle essentiel. Nécessairement, ceci a des implications au niveau de la théorie de la firme. Ainsi, l'existence de capacités oisives à court terme (dans le secteur manufacturier) est justifiée par l'hypothèse de coûts décroissants combinés à des coûts marginaux constants. Sur ce point, voir : Eichner (1982) et Sawyer *et al.* (1982).

<sup>100</sup> Ceci reste vrai même si l'on prend en compte de l'indexation des salaires aux prix, qui n'a pu que réduire (totalement ou partiellement) la croissance des recettes.



évident pour qu'une politique de rigueur fût adoptée avec ses contrôles stricts et ses recommandations sur les salaires. » (Malinvaud [1986a], p. 81)

Alors qu'il était censé expliquer (en partie) la montée du chômage au cours des années 1970 (Malinvaud [1977, 1980a, 1982a,]), le « risque » d'augmentation (ou son occurrence, plus simplement) du chômage classique apparaît finalement n'avoir concerné que les seules premières années de la décennie 1980. Certes, le principe explicatif a quelque peu évolué dans l'intervalle : le chômage classique n'est désormais plus associé au niveau trop élevé des salaires réels mais à l'insuffisance de la capacité. Cette dernière s'expliquant essentiellement la profitabilité, qui inclut finalement le coût des deux facteurs de production, Malinvaud (1983a, 1986a) est conduit à identifier le « risque » d'irruption du chômage classique à partir du niveau atteint par le taux d'intérêt réel. Avant d'avancer, en guise de preuve irréfutable, qu'un « risque » d'augmentation du chômage classique a dû exister pour qu'il ait été décidé de mettre en œuvre une politique de rigueur (notamment sur les salaires). En bref, la meilleure illustration de la faible portée empirique du concept de chômage classique semble être les difficultés rencontrées par son concepteur, Edmond Malinvaud, pour l'identifier<sup>101</sup>.

---

<sup>101</sup> Un constat qui semble avoir été partagé par les théoriciens non-walrasiens. Pour une discussion de la portée et des limites du concept de chômage classique, voir : Laroque (1986).

Ainsi la conclusion de ce chapitre, comme de cette première partie, apparaît essentiellement négative : les modèles « dynamiques » d'équilibres à prix fixes n'ont pas permis de dépasser les critiques originelles formulées à l'encontre du modèle « prototype ». Toutefois, cette première partie aura au moins permis d'illustrer ce que les écrits d'Edmond Malinvaud ont de général pour l'histoire récente de la macroéconomie ; quoique cela a, dans ce cas, surtout à voir avec la contingence historique. En effet, que les contributions de ce dernier aient pu nous servir de porte d'entrée pour étudier, plus largement, l'évolution de la théorie des équilibres à prix fixes (ses origines, son évolution, ses limites, *etc.*) sont largement dues à la nature paradoxale du succès de *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]).

Par cet ouvrage, qui ne contient aucune innovation théorique substantielle par rapport à la littérature existante, Edmond Malinvaud est paradoxalement propulsé au rang de chef de file d'une approche théorique à laquelle il s'est rallié que récemment (*cf.* chapitre 1). D'ailleurs, le succès (quantitatif) de cet ouvrage lui vaut d'attirer les critiques de toutes parts, que celles-ci aient trait à l'authenticité de la facture keynésienne de la théorie des équilibres à prix fixes, ou que celles-ci remettent en cause sa généralité (et/ou sa cohérence interne). Suffisamment sensible pour y répondre, ou pour en reconnaître la pertinence, Malinvaud (1980a) oppose à ces critiques que la « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes devrait être de nature à les rendre négligeables (*cf.* chapitre 2). Ainsi, bien que sa position ait été initialement paradoxale, les recherches ultérieures de Malinvaud peuvent tout à fait être considérées comme représentatives des développements de la théorie des équilibres à prix fixes. En effet, en cherchant à en « dynamiser » l'approche, il a également eu pour objectif de répondre aux critiques dont cette théorie avait fait l'objet. En particulier aux critiques qui tendaient à en remettre en cause la généralité et/ou les résultats, en mettant en évidence : sa forte dépendance à l'égard de l'équilibre walrasien (Coddington [1978]), sa sensibilité à la spécification des anticipations (Hildenbrand et Hildenbrand [1978]), ou encore l'invraisemblance théorique et pratique du cas de chômage « classique » (Kahn [1977]). Cependant, comme nous l'avons vu, les recherches ultérieures d'Edmond Malinvaud n'ont pas permis de dépasser ces critiques. A l'inverse, cette « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes a plutôt eu tendance à révéler la pertinence de ces critiques originelles. En donnant tout d'abord à voir que cette approche théorique accuse une forte dépendance à la théorie néoclassique, en matière de théorie de la répartition, mais également en matière de théorie de la croissance – où les équilibres non-walrasiens ne font que graviter autour du sentier de croissance équilibré.

Ensuite, en montrant combien les résultats des modèles « dynamiques » non-walrasiens restent dépendants de la manière dont les anticipations sont spécifiées ; mettant en évidence leur caractère *ad hoc* de cette théorie et le fait qu'elle conduise à une multitude d'équilibres. Enfin, la « dynamisation » de la théorie des équilibres à prix fixes a largement justifié les objections de Richard Kahn à l'encontre du concept de chômage « classique », dont la portée théorique et pratique a été largement revue à la baisse (*cf.* chapitre 3).

Dans ces conditions, l'affirmation initiale d'Edmond Malinvaud, selon laquelle les limites de son modèle « prototype » avaient vocation à être dépassées par le développement d'une théorie « dynamique » peut désormais apparaître comme un simple effet d'annonce. Aussi cette confrontation avec ses critiques a-t-elle d'abord eu le mérite de dégager la nature de la théorie des équilibres à prix fixes. Mais cette confrontation permet également de préciser ce qu'a été la place et le rôle de la théorie du « déséquilibre » dans l'histoire récente de la macroéconomie. A cet égard, contre l'idée couramment diffusée dans l'historiographie (en particulier dans Backhouse et Boianovsky [2013]), cette approche théorique n'apparaît pas ici étrangère aux transformations dont la discipline macroéconomique a été l'objet depuis les années 1970. A l'inverse, la théorie du « déséquilibre » semble avoir – tout autant que la NEC – contribué à l'affaiblissement du « consensus keynésien ». En effet, en plus d'imposer la théorie walrasienne comme horizon indépassable pour la théorie macroéconomique (statique comme dynamique), la théorie des équilibres à prix fixes aura eu pour conséquence de remettre en cause les fondements de la théorie keynésienne, en lui adjoignant des éléments classiques et pré-keynésiens : le comportement d'offre de travail basé sur l'arbitrage travail-loisir, la référence à un salaire réel d'équilibre, la substitution du capital au travail, *etc.* Mais la théorie des équilibres à prix fixes aura également eu pour conséquence de relativiser le domaine de validité des politiques de soutien de la demande : à court terme d'abord, en considérant un cas d'équilibre de sous-emploi alternatif au cas « keynésien » (*i.e.* le chômage dit « classique ») ; à moyen terme ensuite, en mettant en évidence la série d'effets pervers provoqués par ce type de politiques.

## **Partie II : Edmond Malinvaud, un économiste keynésien de la « synthèse néoclassique »**

A l'encontre de la partie précédente, l'objectif de cette deuxième partie est de montrer que la démarche d'Edmond Malinvaud en macroéconomie est loin de pouvoir se réduire à ses seules contributions théoriques. En adoptant une perspective plus large, en réorientant la visée à partir de notre « œuilleton » (*cf.* introduction générale), nous montrons que les contributions théoriques d'Edmond Malinvaud ont été avant motivées par une ambition qui n'a rien de strictement théorique : améliorer les performances des modèles macro-économétriques. Par ailleurs, nous mettons en évidence qu'une grande partie des écrits de ce dernier n'a pas été consacrée à la théorie macroéconomique, mais à formuler ses critiques à l'encontre de la NEC et à exposer ses considérations méthodologiques. Ainsi, en cherchant à préciser le sens de sa démarche en macroéconomie, nous serons conduits à relativiser la conclusion de la première partie selon laquelle Edmond Malinvaud, et la théorie non-walrasienne avec lui, aurait contribué aux déplacements de l'histoire récente de la macroéconomie. En effet, ce dernier apparaît davantage inspiré par le keynésianisme de la « synthèse néoclassique ».

Pour commencer, en comparant sa démarche théorique à celle de John Hicks, nous montrons qu'Edmond Malinvaud a surtout cherché à rationaliser l'évolution de la « pratique » de la modélisation macro-économétrique, en en justifiant les fondements et en se proposant d'en améliorer les performances (*cf.* chapitre 4). Nous mettons ensuite en évidence le fait que ce dernier, loin d'avoir souscrit aux évolutions récentes de la macroéconomie, apparaît s'être largement et systématiquement opposé à la NEC, à partir des années 1980. L'examen de ces critiques montre d'abord que son opposition a un caractère multidimensionnel : celle-ci porte sur des aspects tant théoriques et empiriques, que méthodologiques et épistémologiques. Il montre encore son profond attachement au keynésianisme de la « synthèse néoclassique » (*cf.* chapitre 5). Enfin, Malinvaud apparaît être animé d'une véritable conception alternative de la macroéconomie, à laquelle il confère un statut épistémologique propre. Ayant vocation à dépasser les limites respectives des méthodes déductives et inductives, la macroéconomie relève de la science appliquée et paraît inextricablement liées aux méthodes quantitatives qu'elle met en œuvre, notamment de la modélisation macro-économétrique (*cf.* chapitre 6).

## ***Chapitre 4 : La démarche théorique d'Edmond Malinvaud, une tentative d'application de la méthode « hicksienne » pour une visée empirique***

Pour mieux caractériser la nature de la démarche dynamique d'Edmond Malinvaud, ce chapitre entreprend de la rapprocher de la démarche développée par John Hicks, à partir de la publication de *Capital and Growth* (Hicks [1965]). Procéder à un tel rapprochement entre ces deux auteurs n'a *a priori* rien d'étonnant, en raison de leur influence théorique commune (Walras pour le premier, Allais pour le second) et du fait que ces auteurs ont largement participé au développement de l'approche néo-walrasienne au sein de la discipline<sup>1</sup>. Toutefois, la proximité entre John Hicks et Edmond Malinvaud va encore bien au-delà et semble, à vrai dire, s'être considérablement accrue par la suite. Une manière directe d'attester de l'intérêt d'Edmond Malinvaud pour la pensée de l'auteur de *Value and Capital* (Hicks [1939]) est de rappeler qu'il en a été un lecteur attentif et permanent. En témoigne le long commentaire qu'il consacre à *Capital and Growth*, un après sa parution (Malinvaud [1966a]). Plus tard, il se révélera même être un grand connaisseur de John Hicks, lorsqu'au détour d'une conférence à Oxford, sur le thème de la croissance et du capital, Edmond Malinvaud (1986c) discute très attentivement les trois volumes des *Collected Essays On Economic Theory* (Hicks [1981, 1982, 1983]), en particulier ses écrits les plus récents (Hicks [1973a, 1973b, 1974, 1976])<sup>2</sup>. Puis d'affirmer s'être lui-même inscrit dans la perspective de Hicks :

« I would like to conclude this talk in announcing that many of us are now putting our own ladders up around the tree on top of which Sir John is sitting. » (Malinvaud [1986c], p. 385)

Déterminer dans quelle mesure Edmond Malinvaud s'est inscrit dans la perspective, tant théorique que méthodologique, de Hicks est l'objet de ce chapitre. A ce titre, il faut commencer par souligner leur attitude commune à l'égard de la théorie keynésienne, qu'ils

---

<sup>1</sup> Une convergence d'intérêts qui les conduira, d'ailleurs, à se rencontrer physiquement : son article de 1953 ayant valu à Malinvaud, en plus de sa reconnaissance internationale par la (petite) communauté des économistes mathématiciens, d'avoir été invité personnellement par Hicks à séjourner à Oxford.

<sup>2</sup> La liste des documents du « don Malinvaud » cédées à la bibliothèque de l'INSEE (INSEE [2015]) montre que ce dernier disposait, à titre personnel, de la plupart des ouvrages de Hicks cités dans ce chapitre (et auquel il faudrait encore ajouter Hicks [1956, 1969, 1977]). Par ailleurs, toujours en nous basant sur seule liste des ouvrages composant le « don Malinvaud », Hicks apparaît comme l'auteur en économie ayant été le plus lu par Malinvaud (devant V. Pareto, L. Klein, A. Lindbeck ou F. Hayek).

ont tous deux jugé nécessaire de reconsidérer afin de rendre compte du contexte des années 1970. Cette proximité s'étend encore à la manière dont Hicks et Malinvaud ont entrepris de reconsidérer la théorie keynésienne, en faisant de l'examen des conditions de validité de la théorie du multiplicateur un objet privilégié (*I*). Par ailleurs, la méthode d'analyse dynamique employée par Malinvaud n'est pas sans ressembler à la méthode « hicksienne », du moins en partage-t-elle les propriétés principales – comme le caractère *ad hoc* des équations de comportement (*II*). Aussi, opérer ce rapprochement entre ces auteurs a une fonction heuristique : préciser, par l'identification de ses similitudes avec Hicks, la nature de la démarche théorique et méthodologique adoptée par Malinvaud. Ce faisant, quelques-uns des traits spécifiques de la démarche adoptée par ce dernier se dégagent, parmi lesquels sa forte « inclinaison empirique ». Une propriété qui nous permet de mettre en évidence le fait, qu'une des motivations d'Edmond Malinvaud à rallier la théorie des équilibres à prix fixes, est due à la capacité de cette approche théorique à s'articuler positivement avec la pratique : celle-ci ayant vocation à rationaliser autant qu'à faire progresser la macro-économétrie (*III*).

## I. Reconsidérer la théorie keynésienne

Considéré comme l'instigateur du keynésianisme « de la synthèse néoclassique »<sup>3</sup>, Hicks (1937, 1939) n'a cependant jamais cessé de faire valoir son acceptation singulière de la théorie de Keynes. Et ceci plus nettement encore à partir du milieu des années 1960, lorsqu'il s'engage dans un vaste programme visant à reconsidérer la théorie keynésienne<sup>4</sup>. En effet, depuis *Capital and Growth* (Hicks [1965]) et *The Crisis in Keynesian Economics* (Hicks [1974]), Hicks n'a cessé de vouloir reconsidérer l'analyse keynésienne dans un sens plus proche de la théorie originelle de Keynes que des reformulations les plus simplistes de la

---

<sup>3</sup> Une telle affirmation peut apparaître controversée si l'on s'en tient aux quelques déclarations rétrospectives de Hicks (1989), où il nie toute intention d'avoir voulu contribuer à ériger cette forme alternative de keynésianisme. Il n'en reste pas moins que Hicks (1937) a été considéré par tout le monde, à l'époque, comme l'article fondateur du keynésianisme de la « synthèse néoclassique » – version à laquelle s'est également tenue l'histoire de la macroéconomie (D'Autume [2000], De Vroey [2009] et Backhouse et Boianovsky [2013]).

<sup>4</sup> Plus exactement, le programme de Hicks avait un double objectif : reconsidérer la théorie keynésienne comme la théorie *de* Keynes. Ce second objectif relève, en fait, d'une forme d'actualisation de la *Théorie Générale* pour les années 1970. En effet, Hicks (1974) considérant toute théorie comme le produit d'un certain contexte historique donné, l'évolution du contexte exigeait d'introduire à la théorie de Keynes une série de modifications. Toutefois, nous avons négligé ce second volet du programme de Hicks du fait que Malinvaud s'est maintenu à bonne distance des écrits de Keynes et n'a jamais outrepassé l'objet de ses reconsidérations, à savoir : la théorie keynésienne (*cf.* chapitres 1 et 2).

« synthèse néoclassique » (Hicks [1988], p. 132)<sup>5</sup>. Ainsi, comme nous l'avons déjà esquissé dans le premier chapitre, la démarche de Hicks peut être considérée comme une réaction à la « crise académique » (avant sa remise en cause en pratique). Comme il le soulignera ultérieurement, dans sa postface à l'édition française de *The Crisis in Keynesian Economics* :

« La *crise* que j'avais en tête était une crise académique, une crise de la théorie ; je me rendais compte que la théorie keynésienne, telle que moi-même et bien d'autres l'avaient enseignée, avait besoin d'être remodelée, et que cela n'irait pas sans révisions drastiques. En réalité, cette réflexion s'est trouvée coïncider avec une crise de la pratique, une crise de la politique économique. » (Hicks [1988], p. 137 ; *souligné par l'auteur*)

Ainsi, ce qui fait la spécificité de la démarche de Malinvaud par rapport à celle de Hicks apparaît d'emblée. A l'inverse de ce dernier, dont les reconsidérations de la théorie keynésienne ont été essentiellement motivées par des raisons théoriques, la motivation première de Malinvaud a clairement été liée au constat de cette crise de la pratique. Ce qu'il assume d'ailleurs parfaitement en affirmant, dès ses premières recherches « dynamiques » (Malinvaud [1978a, 1978b, 1980b]), que les années 1970 ont fourni la preuve que la théorie keynésienne était incomplète. Avant d'indiquer les conditions à rassembler pour qu'un réexamen, *théorique*, ait des chances d'aboutir au sein de la discipline macroéconomique :

« Nous économistes vivons une période très intéressante. En effet nous avons déjà été les témoins d'une remise en cause de nos théories économiques principales, et nous le serons à nouveau dans les prochaines années. Pour qu'un tel réexamen se produise il faut deux conditions : que l'on comprenne en quoi les théories existantes sont insuffisantes et que l'on découvre de nouvelles voies pour l'étude des phénomènes dont l'analyse se révèle insuffisante. » (Malinvaud [1983a], p. 13)

A ce niveau, la symétrie des démarches de Hicks et de Malinvaud semble parfaite et reflète leurs rapports respectifs à la théorie keynésienne – ou, de manière équivalente, à l'*académie*. En effet, qu'Edmond Malinvaud n'ait jugé nécessaire de reconsidérer la théorie keynésienne qu'après avoir constaté la crise de la pratique (marqué par l'inefficacité des politiques keynésiennes en France et en Europe) traduit, à l'inverse de Hicks, une certaine forme de distance vis-à-vis de cette même théorie keynésienne (et, plus fortement encore, vis-à-vis de la théorie de Keynes<sup>6</sup>). Sur ce point, nous pouvons aller plus loin en formulant l'hypothèse suivante : le rapport de Malinvaud à la théorie keynésienne a été essentiellement médiatisé par

---

<sup>5</sup> A cet effet, Hicks (1965, 1974) juge que son modèle IS-LM (Hicks [1937]) a été interprété, a tort, comme résumant la théorie de Keynes alors que lui-même n'a jamais considéré ce modèle comme complet.

<sup>6</sup> En effet, comme nous l'avons souligné maintes fois, Malinvaud n'a jamais discuté Keynes, *dans le texte*.

les modèles macro-économétriques (keynésiens), dont la fonction était d'étudier et de préparer la mise en œuvre des politiques économiques. Ainsi le rapport de Malinvaud à la théorie keynésienne relèverait davantage de considérations pratiques, de telle sorte que sa défaillance opérationnelle puisse faire office de condition suffisante pour la reconsidérer<sup>7</sup>.

Quoi qu'il en soit, que l'on se place du point de vue de Hicks ou de celui de Malinvaud, l'objet à reconsidérer est le même : la théorie keynésienne, telle qu'elle a été enseignée et popularisée depuis la Seconde Guerre mondiale : un keynésianisme de la « synthèse néoclassique ». De manière plus systématique, Hicks (1965, 1974) propose de reconsidérer les trois pans principaux de l'économie keynésienne que sont : (i) la théorie du multiplicateur (*i.e.* l'effet de l'investissement sur la production et l'emploi) ; (ii) la théorie de l'efficacité marginale du capital (*i.e.* l'effet du taux d'intérêt sur l'investissement) ; (iii) la théorie de la préférence pour la liquidité (*i.e.* l'effet de l'offre de monnaie sur le taux d'intérêt). Et Malinvaud s'inscrit clairement dans la perspective de Hicks, en proposant, notamment dans Malinvaud (1977), de reconsidérer la théorie du multiplicateur et l'efficacité des politiques budgétaires – ce qui est, par ailleurs, l'objet principal de Hicks (1974). Avant d'apprécier la nature de leurs contributions respectives sur ce thème (1.2.), il nous faut évoquer brièvement les raisons respectives pour lesquelles, Edmond Malinvaud et John Hicks, ont jugé nécessaire de reconsidérer la théorie keynésienne (1.1.).

### ***1.1. Le tournant des années 1970***

Pour commencer, il convient de faire remarquer que les doutes de Hicks et de Malinvaud à l'égard des politiques keynésiennes ont une origine antérieure au contexte des années 1970. Dans l'introduction de cette thèse, nous avons souligné les efforts des auteurs de l'ouvrage collectif *La Croissance française* (Carré, Dubois et Malinvaud [1972]) à ne pas imputer la croissance des « Trente glorieuses » à une seule et unique cause, en particulier aux politiques économiques menées au cours de la période (*cf.* Introduction générale). Une telle attitude est largement partagée par Hicks ([1974], p. 21-22), qui fait valoir que tous les pays de l'OCDE ont connu une expansion durant ces années, sans pour autant avoir appliqué les mêmes

---

<sup>7</sup> Si cette hypothèse a son importance pour la suite de ce chapitre (*cf.* section 3), comme pour la suite de cette thèse (*cf.* chapitres 5, 8 et 9), elle permet également de mieux expliquer le ralliement tardif de Malinvaud à la théorie non-walrasienne (*cf.* chapitre 1).



politiques économiques. Ainsi Hicks avance-t-il la thèse selon laquelle cette expansion peut tout autant s'expliquer par un progrès technique plus rapide. Par ailleurs, il tient à rappeler que la confiance dans l'efficacité des politiques keynésiennes n'aura finalement tenue qu'au maintien de l'expansion, de sorte que les premières interrogations se sont manifestées lors du premier ralentissement économique de la fin des années 1960 :

« Il n'y a toutefois pas le moindre doute que l'expansion était, dans la plupart des esprits, associée aux politiques keynésiennes. Dès lors, quand à la fin des années 1960 – à des dates variables selon les pays – l'expansion elle-même commença à donner des signes de faiblesse, le bien-fondé des politiques qui étaient censées y avoir contribué commença inévitablement à être mis en cause. Au lieu d'engendrer un progrès économique *réel* – la croissance – comme elles l'avaient apparemment fait pendant si longtemps, ces politiques ne produisaient plus que de l'inflation. Quelque chose s'était détraqué, c'était évident. [...] » (Hicks [1988], p. 22)

Ainsi, pour Hicks (1988), la question de l'efficacité des politiques keynésiennes s'est-elle posée dès la fin des années 1960. De manière plus ou moins analogue, Malinvaud (1983a, 1987a) a cherché à inscrire le tournant des années 1970 dans une perspective historique plus longue, rappelant que certaines limites à l'efficacité des politiques de régulation de la demande avaient été identifiées auparavant. Aussi, rappelle-t-il le constat des responsables de la politique économique des deux décennies d'après-seconde-guerre-mondiale (1945-1965), selon qui un ajustement systématique de la demande globale à la production potentielle devait irrémédiablement se traduire par des pressions inflationnistes. De cette manière fortuite apparut l'éventualité, au voisinage du plein-emploi, d'un arbitrage entre l'inflation et le chômage – un arbitrage qui sera, par la suite, incarné par la fameuse courbe de Phillips (Phillips [1958], Solow et Samuelson [1960]). Et Malinvaud (1983a) de rappeler que ce sont ces circonstances qui ont permis à l'idée d'une politique des revenus de s'imposer (progressivement) en France, en tant que complément nécessaire aux politiques de régulation de la demande, dont d'aucuns redoutaient les conséquences inflationnistes.

Pour autant, pour Hicks (1988) comme pour Malinvaud (1987a), les années 1970 ont bel et bien constitué un tournant ou, plus précisément, le moment à partir duquel les insuffisances de la théorie keynésienne sont devenues plus manifestes. Ceci en raison des deux événements majeurs intervenus en 1973, à savoir : l'effondrement du système de Bretton Woods et le flottement consécutif du dollar, d'une part, et l'irruption soudaine du premier choc pétrolier, d'autre part. Ainsi, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les économies occidentales sont-elles exposées à une inflation durable. Un phénomène devenu rapidement,

pour les deux auteurs, le problème majeur de la politique économique au cours des années 1970, en raison de ses multiples effets déstabilisateurs. Quant à la montée concomitante du chômage (*i.e.* le phénomène de stagflation), si Hicks y fait allusion, Malinvaud semble être le seul à y avoir prêté une attention systématique<sup>8</sup> – quoiqu’assez tardivement, dans un article déjà évoqué au chapitre précédent : « The Legacy of European Stagflation » (Malinvaud [1987a]). A l’inverse, Malinvaud mentionne avec insistance, et également beaucoup plus tôt, l’existence d’un second problème majeur pour la politique économique : le risque qu’un ralentissement de l’investissement privé, consécutif à la baisse du taux de profit, éloigne durablement les économies occidentales de la perspective d’un maintien du plein-emploi<sup>9</sup>.

« Confrontés à la faible rentabilité qui prévalait dans le monde des affaires et à une forte incertitude quant à la croissance future, les conseillers des gouvernements devinrent très préoccupés par le risque subséquent d’insuffisance des investissements ; leur crainte était qu’une telle évolution renforce la tendance au sous-emploi croissant, qui n’était déjà que trop visible. Le chef du gouvernement social-démocrate ouest-allemand exprima parfaitement cette crainte lorsqu’il déclara : « Les profits d’aujourd’hui sont les investissements de demain et les investissements de demain sont les emplois d’après-demain. » (Malinvaud [1983a], p. 18)

Au-delà cette légère différence d’appréciation sur la situation des années 1970 (dont nous verrons toutefois qu’elle est loin d’être sans conséquence), il convient de mettre en évidence l’identité des problématiques de Malinvaud et de Hicks dans cette période. En effet, les deux auteurs s’interrogent sur les raisons pour lesquelles une relance de la demande globale pourrait ne plus s’accompagner d’effets réels, sinon de très faibles sur l’activité et l’emploi.

## ***1.2. Des limites alternatives à l’expansion***

Dans la perspective de John Hicks (1988), reconsidérer la théorie keynésienne revient à dégager les limites à l’expansion économique alternative à celle, déjà identifiée par Keynes (1936), d’une pénurie de main-d’œuvre. Or un tel objectif peut largement être attribuable à Edmond Malinvaud dont, par ailleurs, nous pouvons dire que le « modèle prototype » reconnaît d’emblée la limite de Keynes à travers les cas d’équilibres non-walrasien d’« inflation contenue ». Il reste alors à voir ici les limites à l’expansion économique,

---

<sup>8</sup> A notre connaissance, Hicks n’a jamais utilisé le terme de « stagflation » et semble plutôt avoir considéré la montée du chômage des années 1970 comme un résultat attendu d’une réduction de l’activité économique *via* la mise en œuvre de politiques anti-inflationnistes (Hicks [1988]).

<sup>9</sup> Malinvaud n’évoque jamais, et encore moins discute, les performances des politiques conjoncturelles (les plans Fourcade [1974] et Chirac [1975]) mises en œuvre pour lutter contre la stagflation.

identifiées par Hicks et Malinvaud, et qui ont communément pour conséquence de réduire la valeur du multiplicateur budgétaire. En opérant ce rapprochement, nous serons conduits à dégager la spécificité des deux auteurs, en particulier celle de Malinvaud, qui est d'envisager sérieusement que le chômage des années 1970 puisse résulter d'une insuffisance de l'offre.

Reconsidérant la théorie du multiplicateur, Hicks ([1988], p. 32-33) fait d'abord valoir que celle-ci implique nécessairement l'introduction du temps. En effet, Kahn (1931) ayant démontré la convergence du multiplicateur comme *processus*<sup>10</sup>, il n'est possible de déduire (à partir de la fonction de consommation agrégée) l'équilibre vers lequel tend le système qu'à condition que cette convergence soit rapide. Or, ce qui manque à l'analyse keynésienne, c'est une étude précise des conditions microéconomiques (*i.e.* des conditions additionnelles mais nécessaires) assurant que le processus du multiplicateur converge rapidement. A cet effet, Hicks (1974) dégage deux conditions nécessaires : (i) l'existence de stocks de biens excédentaires et (ii) la constance du niveau des salaires monétaires.

### 1.2.1. Des stocks

Pour illustrer la première condition, il prend l'exemple des briques dans la construction de logements et suppose que les dépenses d'investissements sont portées artificiellement et durablement à un niveau supérieur grâce à une politique économique expansionniste. Il apparaît rapidement que l'emploi ne peut s'accroître immédiatement dans le bâtiment qu'à la condition que les briques indispensables à la construction soient disponibles dans l'immédiat, c'est-à-dire s'il existe des briques en quantité excédentaire (*i.e.* des stocks). Si, par ailleurs, de tels stocks existent en quantité excédentaire, cela ne suffit pas à justifier l'existence d'un investissement net additionnel : il se peut que l'investissement dans le secteur du logement (consécutif à l'accroissement à l'emploi) soit annulé par le désinvestissement dans le secteur des briques (*i.e.* la vente des stocks). Il faut donc, encore, que les producteurs de briques se décident à accroître leur production, c'est-à-dire à réaliser un investissement, auquel ne peut être attaché *a priori* ni date ni montant spécifiques. Ainsi considéré, la prise en compte des stocks permet déjà d'expliquer que la réaction de l'emploi aux variations de l'investissement puisse être tardive.

---

<sup>10</sup> Démonstration à laquelle Hicks (1974) ne trouve rien à redire ; du moins, il n'en dit rien.

Par ailleurs, présupposer comme Keynes que les producteurs réinvestiront nécessairement face à une réduction baisse de leurs stocks, constitue un raisonnement incomplet pour Hicks ([1988], p. 34-35). Encore aurait-il fallu préciser, préalablement, que le niveau initial des stocks (avant la mise en œuvre de la politique économique) correspondait au niveau désiré par les producteurs<sup>11</sup>. Mais cela constitue également un raisonnement erroné, car d'autres principes d'ajustement des stocks sont envisageables et au moins aussi plausibles (Hicks [1988], p. 40-44). Dans le premier cas, où les stocks seraient supérieurs à leur niveau désiré au moment où les dépenses nouvelles d'investissement sont entreprises, la réduction des stocks qui s'opérerait au cours du déroulement du processus du multiplicateur ne pourrait qu'absorber l'excès de stocks. Dans ces circonstances, le niveau des stocks serait au terme du processus plus « normal » qu'initialement, de telle sorte que le multiplicateur n'aurait fait qu'accélérer le déplacement vers l'équilibre, en termes de flux et de stocks. Toutefois, l'augmentation des dépenses d'investissement ne peut avoir qu'un rôle stabilisant dans ce cas, car elle ne permet que de contrecarrer le facteur dépressif que constitue l'existence de stocks excédentaires. Un second cas, plus général, revient à supposer l'existence d'un intervalle à l'intérieur duquel le niveau des stocks est jugé « confortable », de sorte qu'une réaction des producteurs n'est possible que si le niveau effectif des stocks sort de cet intervalle. Dans ces circonstances, il y a peu de chances pour qu'un programme d'expansion (modeste, de surcroît) provoque un investissement induit en stocks, même si leur niveau de départ est jugé « normal ». Au terme du processus, le niveau de stocks aura certes baissé, mais il se situera encore dans l'intervalle.

Dans les deux cas mentionnés ci-dessus, la prise en compte des stocks est clairement de nature à réduire la valeur du multiplicateur par rapport à la théorie keynésienne. Et ceci est rendu encore plus évident, dans le dernier cas envisagé par Hicks ([1988], p. 42-44), où la désagrégation est portée à son comble en supposant que le rapport entre stocks existants et stocks désirés (au sens strict ou large) varie selon les secteurs. Ainsi, en général, les stocks de certains produits seront abondants tandis que d'autres seront en pénurie, tout en sachant que la pénurie de certains matériaux engendre nécessairement des « goulots ». Par conséquent, en

---

<sup>11</sup> Sur ce point, Hicks ([1988], p. 35) rédige une longue note dans laquelle il regrette le changement d'attitude de Keynes, entre le *Traité de la monnaie* (Keynes [1931]) et la *Théorie générale* (Keynes [1936]), qui l'a conduit à négliger complètement le rôle du « capital liquide » (des stocks).

reprenant l'exemple des briques, si les matériaux permettant de construire de nouvelles briques sont abondants, trois situations s'en dégagent.

« [...] s'il n'y a pas de stocks excédentaires de briques, il ne peut y avoir davantage de construction, et donc pas davantage d'emploi dans le bâtiment, tant qu'on n'aura pas produit davantage de briques. Si les matériaux servant à les produire sont abondants, les briques supplémentaires pourront être produites, mais après un certain temps. S'il n'y a pas abondance de matériaux servant à produire les briques, il faudra produire aussi ces matériaux, si bien que les délais seront plus longs. Les goulots ralentissent l'expansion de la production, mais aussi de l'emploi. » (Hicks [1988], p. 43)

Dans cette configuration à la fois plus générale et plus réaliste, l'espace de possibilité d'une expansion keynésienne semble réduit au seul cas où la pénurie de matériaux est peu répandue<sup>12</sup>. Sauf à considérer que l'expansion ne doit se réaliser qu'en employant du travail directement – ce qui paraît, cependant, bien éloignée de la perspective d'une expansion généralisée telle que Keynes l'a décrit. A ce niveau, Hicks (1974) introduit le cas spécifique d'une économie ouverte, où l'insuffisance des stocks peut être comblée par le commerce extérieur. Mais alors la problématique des stocks ne fait que se déplacer, et ne conduit finalement qu'à s'interroger sur l'existence de réserves de change suffisantes dans un régime de change fixes<sup>13</sup>. Ainsi l'argument de Hicks (1974) est-il constant, et essentiel pour notre objet : la théorie du multiplicateur ne peut se réduire à une simple relation entre flux de revenus et flux d'épargne, mais doit introduire l'état comme le niveau des stocks en tout point du processus. Et, sur ce point, le rapprochement de Hicks et Malinvaud s'avère très fructueux.

En effet, l'une des limites majeures à l'expansion keynésienne, pour Malinvaud, réside dans l'occurrence (ou non) d'une capacité de production excédentaire. Et nous avons vu au cours du chapitre précédent l'importance que revêtait cette condition aux yeux de Malinvaud, qui en a fait la propriété essentielle du concept de « chômage keynésien » (défini par une capacité de production excédentaire). A ce niveau, la perspective de Malinvaud s'inscrit parfaitement dans celle de Hicks (1974), car une capacité de production peut tout à fait s'appréhender comme un bien en quantité excédentaire ou insuffisante – soit comme un stock, en

---

<sup>12</sup> Hicks (1974) envisage encore la possibilité que ces biens soient soustraits à un autre secteur produisant des biens d'équipement (ou celui des biens de consommation), tout en montrant que cela ne fait qu'entraîner une chaîne complexe de processus d'investissement et de désinvestissement de sorte qu'il en devient difficile de déterminer dans quelle mesure le processus du multiplicateur génère un investissement net additionnel (surtout dans le cas où ces biens seraient soustraits au secteur des biens des consommations, impliquant une baisse de la consommation – ce qui serait contradictoire avec le principe du multiplicateur).

<sup>13</sup> Toute la discussion de Hicks (1974) se fait sous l'hypothèse de la fixité des prix.

l'occurrence un stock de capital. En effet, nous pouvons dire de manière équivalente qu'une capacité de production est excédentaire (*i.e.* insuffisante) ou qu'une partie du stock de capital est inemployé (*i.e.* le stock de capital est insuffisant), voire encore qu'il est supérieur (inférieur) au stock de capital désiré. Cette troisième équivalence, la dernière, étant propre à la théorie non-walrasienne et se trouve justifiée par le fait que cette dernière définit toute situation de « déséquilibre » en référence aux conditions d'optimalité retenues par la théorie walrasienne (*cf.* chapitre 3). Pour conclure sur ce point : dans une perspective analogue à celle de John Hicks, l'occurrence d'une capacité de production insuffisante constitue – pour Malinvaud – une limite majeure à l'expansion keynésienne, car une relance de la demande globale dans ce contexte ne se traduit par aucun effet réel sur la production et l'emploi.

Toutefois, l'occurrence d'une capacité de production insuffisante étant indissociable du concept de « chômage classique » chez Malinvaud, il importe de savoir si Hicks (dont l'héritage et/ou la filiation keynésienne est plus évidente) a également exhorté à reconsidérer la théorie keynésienne dans un sens conduisant à revaloriser les déterminants classiques de la demande de travail. En particulier, il s'agit de déterminer dans quelle mesure ce dernier a considéré le niveau des salaires réels comme un des facteurs de la montée du chômage au cours des années 1970. Pour cela, il faut revenir sur la seconde condition nécessaire (identifiée par Hicks [1974]) assurant la convergence du processus du multiplicateur : la constance des salaires monétaires.

### 1.2.2. Du niveau des salaires

A première vue, la perspective de Malinvaud apparaît largement partagée par Hicks, qui juge indispensable de traiter des salaires et de l'inflation dans le dernier chapitre de *The Crisis in Keynesian Economics* (Hicks [1974]) :

« Il est temps – grand temps même, pensent certains – de traiter des salaires. C'est à cause des difficultés auxquelles le keynésianisme a été associé dans le domaine des salaires que cette théorie a, en pratique, le plus profondément déçu les espoirs qu'elle avait suscités [...]. « L'inflation salariale » : nous la vivons tous comme un problème de la plus grande urgence. Qu'elle soit intimement liée à l'économie keynésienne – qu'elle constitue un problème de l'analyse économique keynésienne – est indéniable. » (Hicks [1988], p. 99)

D'après Hicks (1974), le problème principal réside ici dans le fait que le « théorème des salaires » de Keynes, stipulant qu'une baisse (hausse) des salaires monétaires ne produit

aucun effet réel, n'est pas vrai en toute généralité<sup>14</sup>. En s'appliquant à remettre en cause la validité de ce dernier, Hicks (1974) cherche à relativiser l'idée keynésienne selon laquelle l'inflation n'a jamais d'origine salariale et que l'on peut s'autoriser, conséquemment, à raisonner à salaires constants (*i.e.* à salaires et prix fixes) tant que le plein-emploi n'a pas été atteint. A l'inverse, Hicks ([1988], p. 104-105) fait valoir la thèse (ou plutôt, sa thèse) associée à la courbe de Phillips (originelle), à savoir qu'une partie de la main-d'œuvre soit spécialisée suffit à expliquer que les salaires monétaires puissent s'accroître, avant même que le plein-emploi soit atteint. Ainsi, dans un processus d'expansion, des pénuries apparaissant potentiellement dans quelques secteurs d'activité (spécialisées), il est possible que le niveau (moyen) des salaires s'accroisse alors même que subsiste un chômage important. Dans ces conditions, l'augmentation des salaires est certes causée par la pression de la demande mais s'explique d'abord par le caractère sectoriel (spécialisé) de l'activité de production :

« Selon cette deuxième approche, il devrait donc y avoir un intervalle – que l'on suppose large – à l'intérieur duquel il existe une relation entre le taux d'accroissement des salaires et le taux de chômage. Plus le chômage est faible, plus le taux d'accroissement des salaires est élevé. C'est cette relation que l'on a cru détecter dans la célèbre « courbe de Phillips » – l'arbitrage entre chômage et inflation. [...] Cette théorie de Phillips est alors une pure théorie de l'inflation par la demande ; nous pouvons concéder que, si la traction de la demande est le seul facteur en jeu, un comportement comme celui qui sous-tend la théorie de Phillips est compréhensible. Mais cette théorie néglige complètement la pression des salaires. » (Hicks [1988], p. 104)

Du fait qu'elle néglige la pression propre des salaires sur le taux d'inflation, cette explication n'a pas la faveur de Hicks pour expliquer la situation des années 1970. D'ailleurs, il lui préfère une explication, plus personnelle (une sorte de version améliorée de Hicks [1932]), qu'il qualifie de théorie du « salaire équitable ». Suivant cette approche, les grilles des salaires seraient, de plus en plus, déterminées à partir d'un double critère d'efficience et d'équité. Le premier critère satisfaisant aux canons de la théorie néoclassique, quand le second critère souligne la nécessité pour un contrat de travail d'être jugé équitable par les deux parties – en particulier par les salariés qui doivent avoir le sentiment d'être traités équitablement (Hicks [1988], p. 106-107). La difficulté étant qu'un tel sentiment est, potentiellement, motivé par

---

<sup>14</sup> Le « théorème des salaires » est une expression de Hicks (1974) traduisant la thèse de Keynes, découlant de son acceptation du premier postulat de la théorie classique (*cf.* chapitres 1 et 2), selon laquelle toute hausse (baisse) de la production et de l'emploi s'accompagne d'une augmentation (baisse) des prix et, partant, d'une baisse (hausse) des salaires réels). Dans cette perspective, toute augmentation (baisse) des salaires monétaires provoquant une hausse (baisse) de la demande effective conduit simultanément à une hausse (baisse) des prix, de sorte qu'une variation des salaires monétaires n'a pas d'effets réels (les salaires réels demeurant constants) tant et tant que l'offre de monnaie augmente en quantité proportionnelle (à taux d'intérêt constant).

des facteurs aussi variés que l'augmentation du niveau moyen des prix, l'appréciation subjective du mérite, le volume des profits réalisé par la firme, la croissance des salaires dans un secteur d'activité limitrophe, *etc.* Puis Hicks ([1988], p. 113-115) d'ajouter que ces deux critères ne s'excluent pas mutuellement, de sorte qu'un contrat de travail efficient est nécessairement un contrat équitable ; et inversement. Avant d'avancer que, si la nature de l'inflation a certes pu bien s'appréhender à travers la courbe de Phillips jusqu'à la fin des années 1960 (Phase I), la « pression sociale à la hausse des salaires » est devenue par la suite (Phase II) un facteur essentiel pour expliquer l'inflation survenue :

« La situation n'est plus celle dans laquelle la principale force faisant augmenter les salaires est la rareté de la main-d'œuvre ; ils augmentent donc autant – ou presque autant – pendant les récessions que pendant les phases d'expansion. Selon la référence choisie, chacun se sent à la traîne. Les électriciens obtiennent une augmentation, les employés du gaz doivent donc suivre ; mais, lorsque ces derniers obtiennent leur augmentation, ce sont les électriciens qui ont le sentiment de n'avoir pas été traité équitablement. Si l'on raisonne avec seulement deux industries, ce comportement paraît une exagération ; mais généralisez-le à un grand nombre et n'est-ce pas ce qui se produit ? N'est-ce pas là une inflation qui est parfaitement compatible avec la récession, la « stagnation-inflation » (stagflation) qui a été si généralement vécue en 1970-1971 ? » (Hicks [1988], p. 115-116).

Ainsi, pour Hicks (1974), s'il est clair que la situation inflationniste des années 1970 est d'origine salariale, celle-ci a tout à voir avec le sentiment grandissant des travailleurs (pris collectivement et/ou par branches) d'être soumis à un traitement inéquitable. Cependant, Hicks ne conclut jamais à l'existence d'un éventuel « déséquilibre » sur le marché du travail ni, encore moins, à l'idée qu'une part de la montée du chômage de ces années peut s'expliquer par un niveau des salaires (monétaires ou réels)<sup>15</sup> devenu trop élevé. Or, un tel franchissement est précisément ce qui caractérise la perspective de Malinvaud, qui reconnaît toutes les situations dans lesquelles la profitabilité est détériorée comme une limite supplémentaire à l'expansion keynésienne. Si de telles situations recouvrent un ensemble certes plus large que les situations de « chômage classique », il faut rappeler qu'elles n'en sont pas différentes par nature. En effet, comme nous l'avons vu précédemment (*cf.* chapitre 3), il s'agit simplement de la version « dynamisée » du concept de chômage classique, c'est-à-

---

<sup>15</sup> Tout au plus, Hicks ([1988], p. 122-126) se limite à souligner que l'inflation d'origine salariale est un problème à traiter d'urgence, en raison de ses effets déstabilisants pour le fonctionnement d'une économie (comme, par exemple, le fait de détériorer les relations de travail). Pour autant, Hicks ne propose aucune mesure concrète à adopter dans de telles circonstances, alors même qu'il aurait été cohérent (*vis-à-vis* de sa propre théorie du « salaire équitable ») qu'il fasse sienne la solution d'une politique des revenus, défendue à l'époque par quelques économistes « post-keynésiens » (comme Sydney Weintraub).



dire du processus conduisant à une insuffisance de la capacité de production – dont la cause tient à une profitabilité détériorée. Mais alors, la détérioration de la profitabilité ayant été le plus souvent<sup>16</sup> associée à un niveau trop élevé des salaires, il n’y a guère plus rien qui ne s’oppose à la possibilité que la montée du chômage au cours des années 1970 s’explique en termes d’insuffisance de l’offre.

En cherchant à expliquer pourquoi la demande de travail n’a pas crû suffisamment pour pouvoir absorber l’augmentation constante de l’offre de travail, Malinvaud ([1986a], p. 59-60) n’hésite pas à avancer que le trop faible niveau (relatif) de la demande de travail n’a pas pu incomber à la seule insuffisance de la demande (mondiale). Aussi faut-il considérer que ce faible niveau de demande de travail a pu être provoqué, au moins en partie, par une insuffisance de l’offre. De même, il n’hésite pas à suggérer que la nature du chômage au cours de ces années n’a pas qu’une dimension conjoncturelle :

« Le chômage qui existe depuis plusieurs années dans les pays occidentaux a certes des aspects structurels et sectoriels importants, peut-être même dominants. Mais il a aussi un caractère global : un excès généralisé de la demande d’emplois sur l’offre d’emplois. Or, les analyses macroéconomiques qui, de 1950 à 1970, servirent à l’examen des politiques de régulation conjoncturelle paraissent aujourd’hui en partie insuffisantes. La théorie keynésienne qui les inspirait n’est pas inexacte, comme le prétendent les esprits en mal d’originalité ; mais elle est incomplète et ne traite pas certains phénomènes devenus essentiels. » (Malinvaud [1978a], p. 9)

Cependant, au moment de préciser la nature de ces composantes structurelles, Malinvaud se montre plus timoré. En fait, il ne s’y emploie véritablement qu’une seule fois, au détour d’un article sur « les causes de montée du chômage en France » (Malinvaud [1986a], p. 61-65), en évoquant pêle-mêle : le coût élevé du travail (et, partant, la rigidité du salaire réel<sup>17</sup>), le manque de flexibilité dans la gestion (et/ou rémunération) de la main-d’œuvre, l’impact de

---

<sup>16</sup> Un niveau trop élevé du « coût du capital » (*i.e.* les intérêts) ayant également été considéré par Malinvaud comme un facteur d’apparition du chômage classique.

<sup>17</sup> Que Malinvaud ([1986a], p. 79-80) appréhende comme un phénomène de longue période pour le cas français, en tant que résultat conjugué de l’indexation des salaires aux prix (introduite en 1952) et de la série de mesures ayant conduit à revaloriser les rémunérations salariales (1968 ; 1974-1975 ; 1981-1982). Après quoi il ajoute sans détour, cette fois : « l’indexation salariale et l’orientation des politiques publiques en faveur de l’accroissement des salaires trouvent des origines communes dans le corpus idéologique français. Si les salaires réels excessifs doivent être considérés comme ayant une responsabilité dans l’ampleur du chômage actuel, comme je le pense, nous devons affirmer que certains des chômeurs actuels paient le prix de ce qui a été nécessaire pour maintenir la cohésion de la société française et pour lui apprendre involontairement l’économie. » (Malinvaud [1986a], p. 80)

l'assurance chômage sur l'offre de travail<sup>18</sup>, la substitution du capital au travail<sup>19</sup>, la lente adaptation de l'économie française au contexte mondial, *etc.* Pour autant, l'essentiel est là et ce diagnostic d'E. Malinvaud (aux allures de compromis<sup>20</sup>) quant à la nature du chômage permet d'illustrer l'un de ses objectifs : résoudre l'opposition entre doctrines théoriques sur la manière la plus efficace de réduire le chômage des années 1970, soit par la relance de la consommation *via* l'augmentation des salaires<sup>21</sup>, soit par la relance de l'investissement *via* le rétablissement des profits<sup>22</sup>. A ce niveau, il est opportun d'insister sur le fait que le réexamen proposé par Malinvaud<sup>23</sup> n'a pas pour ambition de faire table rase de la théorie keynésienne

---

<sup>18</sup> Un déterminant suffisamment important pour qu'il juge d'ailleurs nécessaire de lui consacrer un article (Malinvaud [1985b]). Cependant, au sein de cet article, il se contente d'exposer les quelques contributions récentes sur ce thème spécifique (entre autres : Clark et Summers [1979] ; Ehrenberg et Oaxaca [1976] ; Bailly [1978]) tout en restant largement en retrait vis-à-vis des thèses qui y sont défendues.

<sup>19</sup> Soulignant, ailleurs, que le rythme de la substitution du capital au travail aurait dû être ralenti pour permettre d'absorber la croissance de l'offre de travail au cours des années 1970 : « Bien entendu, il ne s'agissait pas de souhaiter l'arrêt de cette substitution, qui avait été très importante dans la phase antérieure. Mais compte tenu de ce que l'offre de travail était devenue excédentaire, il y avait des arbitrages à faire différemment. Ceci aurait permis à notre pays de réaliser un meilleur emploi, pour un rythme donné de croissance ». (Malinvaud [1987c])

<sup>20</sup> Une telle attitude s'observe très nettement dans l'article cité ci-dessus (« Les causes de la montée du chômage en France ») où, bien qu'il impute clairement le ralentissement de la demande de travail au ralentissement de la demande mondiale, Malinvaud multiplie les insinuations selon lesquelles la montée du chômage en France doit en réalité être imputée à des raisons plus structurelles. Ainsi entretient-il une certaine ambivalence, qu'il importe de restituer : « La baisse de la demande était le reflet d'un phénomène mondial. Face à ce phénomène, l'économie française aurait pu toutefois se comporter un peu mieux du point de vue de l'emploi : pourquoi la demande en France n'a-t-elle pas été plus élevée ? Cette demande étant ce qu'elle a été, pourquoi les entreprises françaises n'ont-elles pas employé plus de travail pour y répondre, voire pour y répondre mieux ? [...] La politique de demande aurait-elle pu être un peu moins restrictive dans les années récentes ? Je laisserai cette question en suspens. Mais je dois noter que les autorités publiques se sont senties contraintes par l'environnement international et par ce que l'opinion considère comme une saine gestion des finances publiques. » (Malinvaud [1986a], p. 59-60). Est également témoin de cette ambivalence le schéma de relations causales retenu par Malinvaud ([1986a], p. 69) pour expliquer la faiblesse de la demande de travail. Mais les causes associées à ce phénomène sont alors tellement variées que son explication en devient indéterminée. Ainsi la faiblesse de la demande de travail est-elle expliquée par l'insuffisance de : 1°) la demande de biens ; 2°) la capacité productive ; 3°) la profitabilité ; 4°) la flexibilité du marché du travail et, enfin, 5°) la trop forte intensité capitaliste.

<sup>21</sup> Suivant l'argumentation keynésienne : sachant que la propension marginale à consommer sur les salaires est supérieure à celle sur les profits, une modification de la répartition des revenus en faveur des salaires stimulera la demande effective de sorte que l'offre de biens (comme celle des emplois) puisse s'accroître.

<sup>22</sup> D'une certaine manière, une telle opposition est irréductible car elle met en jeu la question du niveau (approprié) du taux de salaire : les uns défendent son relèvement quand, les autres, plaident pour sa réduction.

<sup>23</sup> A l'image de Hicks (1974), qui a d'ailleurs exprimé ses craintes qu'une reconsidération de la théorie keynésienne ouvre le champ des possibles, laissant ainsi place à des interprétations mal fondées : « [...] la remise en question prend des formes diverses. Il n'est pas besoin de se porter à la position extrême et de décréter que la doctrine établie est fautive ; il est plus facile de soutenir qu'elle a été mal interprétée. Mais, dès lors que l'on admet la possibilité d'une interprétation erronée, on ouvre la voie à la découverte d'autres mauvaises interprétations et à des opinions concurrentes sur les bonnes interprétations. La discussion qui semblait close est ainsi réouverte et, d'une certaine manière, il nous faut tout reprendre depuis le début. Dans le cas de Keynes, c'est exactement ce que l'on observe actuellement. L'éventail des interprétations s'élargit, et des doctrines qui semblent très éloignées de ce qui constituait l'orthodoxie keynésienne réclament à présent une place sous le « parasol keynésien ». » (Hicks [1988], p. 23)

mais, seulement, de lui adjoindre une série d'éléments nouveaux<sup>24</sup>. Aussi, sa démarche peut-elle être résumée de la manière suivante : considérant que le domaine de validité de la théorie keynésienne est bien identifié<sup>25</sup>, il reste à déterminer dans quelle mesure la seconde thèse qui consiste à restaurer les profits doit être jugée pertinente. Pour y répondre, selon Malinvaud, il convient d'étendre l'analyse traditionnelle (keynésienne) en prenant en compte : (i) l'impact de la profitabilité sur l'emploi et (ii) les effets à moyen terme dans l'étude des effets des politiques économiques.

« A partir de cette époque [1974<sup>26</sup>], l'analyse de la politique macroéconomique accorda une attention égale à deux aspects de la situation courante et de son évolution prévisible : la demande globale et la profitabilité. En bref, l'expérience des politiques macroéconomiques nous conduit à introduire maintenant deux dimensions nouvelles dans notre problématique. Nous devons examiner non seulement les conséquences immédiates des mesures envisagées mais encore leurs conséquences à moyen terme. Nous devons également considérer la profitabilité aussi bien que la demande globale. » (Malinvaud [1978a], p. 18)

Toutefois, précisons immédiatement que ces deux éléments ne sont en rien spécifiques l'un vis-à-vis de l'autre, car la définition du moyen terme retenue par Malinvaud repose largement sur la prise en compte du concept de profitabilité (*cf.* chapitre 3). Par conséquent, le seul élément vraiment nouveau qu'il convient d'adjoindre à l'analyse keynésienne consiste à considérer l'impact de la profitabilité sur l'emploi, à court comme à moyen terme. En bref, à considérer la possibilité que la montée du chômage des années 1970 ait été le résultat d'une détérioration des conditions de la production, en l'occurrence de sa rentabilité (effective ou anticipée) en raison du niveau trop élevé des salaires. Enfin, soulignons que dans l'alternative de politique économique en cause, consistant à relancer la consommation *via* l'augmentation des salaires ou à relancer l'investissement *via* le rétablissement des profits, la variable d'action est identique : le niveau des salaires. Ainsi, le problème se réduit-il à déterminer s'il

---

<sup>24</sup> Une telle précision peut paraître anecdotique, au regard de ce que nous avons développé à propos de la théorie non-walrasienne dans les chapitres précédents. Elle a toutefois son importance pour comprendre les critiques d'Edmond Malinvaud à l'endroit de la NEC (*cf.* chapitre 5).

<sup>25</sup> Le coup de force se situe bel et bien en ce point de l'argumentaire, car Malinvaud fait ici référence aux seuls résultats de la théorie des équilibres à prix fixes (notamment, Benassy [1976b] et Malinvaud [1977]). Ainsi : « Pour justifier la théorie keynésienne élémentaire du chômage, celle du multiplicateur, il suffit d'expliquer comment, du fait de la rigidité des prix et des salaires, le rationnement des individus sur le marché du travail résulte du rationnement des entreprises sur le marché des biens. Les travaux récents sur l'équilibre général avec rigidité des prix formalisent cette justification et précisent ainsi le domaine de validité de la théorie keynésienne. » (Malinvaud [1978a], p. 11)

<sup>26</sup> L'année est déduite par croisement des références (notamment, Malinvaud [1983a, 1987a]). Toutefois, si le « Théorème de Schmidt » a initialement été énoncé par le chancelier susnommé le 3 novembre 1974, il faut rappeler qu'en France le président V. Giscard d'Estaing ne s'y réfèrera fréquemment qu'à partir de l'année 1976 et l'entrée en lice du gouvernement R. Barre.

faut accroître ou, au contraire, baisser le niveau des salaires, afin de stimuler la production et l'emploi. Il n'est donc pas surprenant qu'Edmond Malinvaud ait accordé tant d'importance à la politique des prix et des revenus dans ses modèles, ni qu'il ait interprété en ces termes l'objectif des gouvernements européens (en particulier, celui de la République Fédérale d'Allemagne) de restaurer la profitabilité des firmes par une modulation des salaires<sup>27</sup> (Malinvaud [1986b, 1990a]). Aussi convient-il de rappeler que c'est à cette seconde thèse, dont l'écho a certes été important à l'époque (en témoigne l'adage resté fameux du chancelier allemand Helmut Schmidt<sup>28</sup>), que Malinvaud (1978a, 1983a, 1986a, 1985a) a consacré le plus d'efforts, en se proposant d'en dégager les conditions de validité théorique.

En dépit de leurs nombreuses similitudes, les démarches de Hicks et Malinvaud visant à reconsidérer la théorie keynésienne se distinguent essentiellement sur la question de la prise en compte (ou non) de la profitabilité sur l'emploi. Et cela se manifeste doublement, tant au niveau de leur analyse du tournant des années 1970 (où Malinvaud accorde une attention spécifique à la baisse du taux de profit) qu'au niveau des amendements qu'ils suggèrent pour accroître la pertinence (et/ou la validité) de la théorie keynésienne. L'intérêt de procéder au rapprochement entre ces deux auteurs n'est pas pour autant épuisé, car cette opération se révèle encore très fructueuse pour dégager leurs méthodologies respectives.

---

<sup>27</sup> Parmi les objectifs d'une PE des prix et des revenus, Malinvaud (1990a) s'intéresse en particulier à celui de restauration de la profitabilité des firmes et examine les conditions sous lesquelles le gouvernement pourrait améliorer la situation. A l'objection selon laquelle les gouvernements n'auraient aucune prise sur la détermination du niveau des prix et des revenus, Malinvaud (1990a) oppose deux arguments : (i) des instruments de régulation existent et sont, de fait, prévus à cet effet (taxes indirectes, subventions, contrôles des prix, etc.) ; (ii) les prix et salaires ne sont jamais complètement déterminés par la loi de l'offre et de la demande comme il est suggéré par les *textbooks* en microéconomie. Par conséquent, selon Malinvaud, il existe un espace pour une intervention publique pour peser, en particulier, sur le processus de négociation des salaires nominaux. A ce sujet, il faut souligner que les réflexions d'Edmond Malinvaud s'inscrivent complètement dans les débats portant sur la détermination du *real wage gap* dans les années 1980, où l'enjeu était de déterminer l'efficacité *ex ante* et *ex post* des actions du gouvernement sur le niveau des salaires : avant et après la désindexation des salaires (Sur ce point, voir : Artus [1984], Heliwell [1988], Laroque [1989]).

<sup>28</sup> Le « théorème de Schmidt » est souvent repris tel quel par Malinvaud (1978a, 1983a) pour résumer l'argument sous-jacent à la seconde thèse, à savoir qu'une reprise de l'investissement n'est possible qu'à la condition de restaurer la profitabilité et, partant, de réduire la part des salaires dans la valeur ajoutée.

## II. Le rapport d'Edmond Malinvaud à la méthode « hicksienne »

Comme nous l'avons déjà signalé dans l'introduction, Malinvaud (1986c) a lui-même admis s'être inscrit dans la perspective, tant théorique que méthodologique, de Hicks. Ainsi cette section consiste, à nouveau, à rapprocher la démarche méthodologique de Malinvaud de celle de Hicks dans le but d'en dégager les spécificités. Une première spécificité tient à son appréhension plus « réaliste » de la méthode à prix fixes expliquant, par là même, son attachement particulier au concept de profitabilité – complètement absent chez Hicks. Le deuxième trait distinctif de la démarche d'Edmond Malinvaud tient à son attitude singulière à l'égard du caractère *ad hoc* des fonctions de comportement qu'il mobilise.

### 2.1. Le rôle de la méthode à prix fixes

Depuis *Capital and Growth* (1965), Hicks s'est constamment employé à développer et à préciser une méthodologie, dont l'ambition est – ni plus ni moins – de renouveler l'analyse macroéconomique. Cette méthode « hicksienne », qui vise à « plonger dans le temps » la théorie du capital et de la croissance<sup>29</sup>, repose sur deux principes fondamentaux : (i) l'activité économique procède de manière réursive et (ii) la croissance résulte d'une séquence d'équilibres temporaires. Le recours de Hicks à la méthode à prix fixes s'inscrivant dans cette perspective, il convient de préciser les contours de la méthode « hicksienne » pour saisir le sens et la portée que ce dernier confère à la méthode à prix fixes. Sur ce point, si Malinvaud (1986c) signale vouloir s'inscrire dans la perspective tracée par Hicks, il paraît également avoir l'intuition des quelques divergences méthodologiques qui l'en distinguent. Ainsi, après avoir décrit à grands traits le projet de Hicks (*this ideal theory*) et déclaré son adhésion, il admet avoir sciemment exploré une autre voie :

« The whole of Hicks's research applies this strategy. He made some important steps, probed their reliability, argued for their significance. Since I walked behind him, but sometimes stepping a few feet out of his way in the hope of finding a better path, I may sit down today, look around and

---

<sup>29</sup> Plus précisément, l'idéal théorique de Hicks consiste à « plonger la théorie de la production, de la monnaie et du fonctionnement des marchés dans le temps » (Gaffard [1999, 2001]). Ainsi, s'inscrivant dans une perspective plus autrichienne (Böhm-Bawerk, Hayek) que walrasienne, la démarche dynamique Hicks a-t-elle cherché à mettre en évidence (à l'encontre de Hayek) l'importance des distorsions temporelles de la production (plutôt que des chocs monétaires) pour expliquer les fluctuations conjoncturelles (Gaffard [1999, 2001]).

wonder he and his colleagues or students have led us on the way toward this ideal theory that appears in the far distance, still quite fuzzy for our eyes. » (Malinvaud [1986c], p. 367)

Par conséquent, l'objectif de cette sous-section est d'établir la nature des divergences de Malinvaud vis-à-vis de la méthode « hicksienne », dont la méthode à prix fixes ne constitue qu'une partie. Concernant le premier principe de cette méthode, (i) l'activité économique procède de manière récursive, le fait que Malinvaud ait cherché à s'inscrire dans la même perspective que Hicks ne souffre pas de la moindre ambiguïté. Tout d'abord, reconnaissant qu'inscrire l'activité de production dans le temps requiert au préalable d'en améliorer la représentation théorique, Malinvaud ([1986c], p. 368) avoue préférer avec Hicks (1973) la méthode dite « des processus élémentaires séparables »<sup>30</sup>, consistant à désintégrer au maximum la production. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que Malinvaud ait cherché à rendre compte du caractère temporel de l'activité de production, en approfondissant notamment le comportement d'investissement des firmes. Sur ce point, la dimension temporelle de la production s'est traduite par l'existence, pour les firmes, d'une capacité de production irréversible à court terme, de sorte que leur technologie comme leurs besoins en main-d'œuvre (par unité de capital) ne sont modifiables qu'*ex ante*<sup>31</sup>. Par ailleurs, la conséquence d'avoir inscrit la production des firmes dans le temps par les variations de l'investissement a conduit Malinvaud à préciser (sinon étendre) les déterminants de ce comportement, en prenant en compte des variables anticipées tels que le taux d'utilisation des capacités (selon les modèles) ou la profitabilité. Enfin, de manière générale, il est clair que la démarche « dynamique » de Malinvaud a surtout consisté à dépasser le cadre statique (son modèle « prototype ») par la mise en évidence des délais inhérents au comportement d'offre :

« Sans doute a-t-on compris depuis longtemps que, même pour [l'analyse de la demande], des raisonnements purement statiques comportaient des dangers ; néanmoins la plupart des délais à faire intervenir pour [elle] sont relativement brefs. Tel n'est plus le cas lorsqu'il s'agit de comprendre les rythmes de construction et de mise en service de nouvelles capacités de production ou les rythmes de déclassement de capacités anciennes ; les décisions en cause sont toujours prises en fonction de perspectives portant sur une certaine durée ; leur analyse doit prendre en compte une durée comparable. » (Malinvaud [1983a], p. 188)

---

<sup>30</sup> Sur les voies permettant d'améliorer la représentation théorique de la production, voir : Hicks (1973).

<sup>31</sup> Encore fois, le caractère temporel de l'activité productive est-il le mieux représentée en supposant une fonction de production « putty-clay », pour laquelle le stock de capital est donné à court terme et la possibilité de substitution entre facteurs ne s'applique que sur les unités de capital nouvellement installées.

De même, s'agissant du second principe selon lequel (*ii*) la croissance résulte d'une séquence d'équilibres temporaires, il serait difficile de soutenir que Malinvaud s'inscrit en faux vis-à-vis de la méthode « hicksienne ». En effet, bien qu'il n'ait pas initialement défendu ce point de vue (Malinvaud [1977]<sup>32</sup>), il est clair que la nature de ses recherches « dynamiques » devait finir par le convaincre du contraire (*cf.* chapitre 3). D'ailleurs, Malinvaud (1983b) ne tarde pas à s'inscrire explicitement dans la perspective de Hicks, à la faveur d'un article (« Notes on Growth with Imperfectly Flexible Prices ») précisant les voies par lesquelles la théorie des équilibres à prix fixes peut améliorer la théorie de la croissance :

« Should one reconsider the theory of economic growth at this time when a better understanding of fixprice temporary equilibria has been achieved? Such is the question to be discussed here. [...] It will be suggested here that a reconsideration of the theory of growth could be rewarding, because some very relevant issues still need clear explanations, which might hopefully follow from the study of the dynamics of fixprice equilibria. » (Malinvaud [1983b], p. 93)

Pour justifier l'insuffisance de la théorie de la croissance<sup>33</sup>, Malinvaud met en évidence le fait que les performances économiques entre pays développés peuvent varier (de manière diachronique et synchronique), suggérant la possibilité qu'un sentier de croissance puisse dévier quelque peu de son sentier de croissance équilibré. A ce titre, il évoque – et ne cessera d'y revenir, depuis Malinvaud (1983b) – le cas de l'Angleterre et de son déclin depuis la Seconde Guerre mondiale, qu'aucun économiste n'est jamais parvenu à expliquer<sup>34</sup>. Pour reconsidérer la théorie de la croissance, Malinvaud (1983b, 1986c) défend avec Hicks (1965, 1985) la complémentarité des concepts d'équilibre temporaire et d'équilibre à prix fixes ; ce second concept étant jugé comme le seul apte à pouvoir traduire le caractère erratique de la croissance à court terme. Néanmoins, pour représenter ce caractère erratique, Malinvaud (1983b) propose de relâcher complètement l'hypothèse d'une parfaite flexibilité des prix. Dès lors, le processus de croissance en est réduit à être saisi d'après le seul ajustement (inter-

---

<sup>32</sup> En effet, Malinvaud ([1980], p. 74-76) apparaît plutôt réservé sur la possibilité que la théorie des équilibres à prix fixes soit d'une quelconque utilité au-delà du court terme – avant de signifier son changement d'attitude en préface, vraisemblablement motivé par ses premières recherches dynamiques.

<sup>33</sup> Au sens précis où certains de ses postulats ne constituent pas une bonne approximation de la réalité. Nous verrons plus tard l'enjeu de cette remarque (*cf.* chapitre 6).

<sup>34</sup> Rappelons que si le modèle de Solow (1956) ne prévoit pas de convergence absolue entre pays, il prévoit bien une convergence dite « conditionnelle » : une convergence entre pays partageant des propriétés structurelles (en termes de taux d'épargne ou de technologie) similaires. Dans ces conditions, rien ne permet d'expliquer que l'Angleterre soit ainsi devenue l'« homme malade de l'Europe » à un moment où tous ses pays partenaires connaissaient une croissance sans précédent. Par ailleurs, que Malinvaud ait été tout autant intrigué par le cas de la France à partir des années 1970, semble une hypothèse plausible si l'on rappelle combien ce dernier fut surpris par le retournement de 1974 (*cf.* Introduction générale).

périodique) des quantités. A ce titre, l'investissement fait office de variable préférentielle, du fait que celle-ci passe pour avoir été négligée (et/ou occultée) dans le modèle de Solow<sup>35</sup>. Ainsi, pour Edmond Malinvaud (1983b), l'introduction des variations de l'investissement permet d'illustrer le fait que la croissance économique n'est pas un processus homothétique, car elle admet des phases d'accélération comme de ralentissement<sup>36</sup>.

Puis Malinvaud (1983b, 1986c) met en avant son concept de profitabilité (en sus de l'incertitude et des capacités excédentaires) comme un facteur déterminant la croissance, du fait qu'elle pèse sur la vitesse d'accumulation du capital (et, donc, du volume d'investissement). Sur ce point, Malinvaud (1986c) trouve curieux que Hicks n'ait jamais eu l'intuition de développer ce concept dans sa reconsidération de la théorie de la croissance, alors même qu'il est à l'origine de la méthode à prix fixes (Hicks [1965]) et qu'il en a largement étudié les implications (Hicks [1973a, 1973b, 1974]). Or, comme nous l'avons déjà souligné au chapitre précédent, il est clair que le concept de profitabilité (comme la plupart des concepts d'équilibres non-walrasiens) résulte du relâchement de l'hypothèse de flexibilité parfaite des prix ou, plutôt, du fait que l'adaptation des prix demeure incomplète :

« [...] the fact that two such distinct courses of events could occur against similar non-economic conditions is explained by the phenomenon that I wanted to stress: adaptations of relative prices remain incomplete, so that favourable or unfavourable price disequilibria may be sustained over rather long periods; this in turn strongly reacts on economic growth. » (Malinvaud [1983b], p. 111)

Cependant, le fait que Hicks n'ait jamais eu l'intuition de développer un tel concept a peu à voir avec une quelconque négligence de sa part. A l'inverse, la convergence des vues entre les deux auteurs n'est pas parfaite, en particulier en ce qui concerne leur appréhension respective de la méthode à prix fixes<sup>37</sup>. Loin de considérer la fixité des prix comme une cause du

---

<sup>35</sup> L'investissement ne figure pas explicitement dans le modèle de Solow, car il s'agit d'un modèle d'offre dans un cadre de concurrence parfaite. Ainsi, le modèle de Solow repose sur la loi de Say, impliquant notamment que l'investissement soit constamment égale à l'épargne.

<sup>36</sup> Malinvaud ([1983b], p. 95) suggère également qu'un tel modèle alternatif permet de décrire un changement de trajectoire. Toutefois une telle possibilité n'apparaît pas fondée si l'on rappelle que les modèles « dynamiques » d'équilibres à prix fixes n'ont pas permis de dépasser la critique de Coddington, de sorte qu'ils ne peuvent que graviter autour de l'équilibre walrasien – en l'espèce, autour du sentier de croissance équilibré (cf. chapitre 3).

<sup>37</sup> Toutefois, cette remarque n'entame en rien la pertinence de la thèse de De la Vega et Jullien (2001) à l'égard de Hicks : en assimilant l'équilibre de sous-emploi à l'équilibre à prix fixes (Hicks [1939, 1965]), ce dernier a largement entretenu la confusion au sein de la profession quant à la nature du projet keynésien. Pour ces deux auteurs, la seule façon de retrouver le message de Keynes dans un cadre d'équilibre à prix fixes consiste à restreindre l'application de la loi de Walras, en particulier sur le marché du travail. Parce que l'objet de cette thèse n'est pas d'abord les modèles d'équilibres à prix fixes, mais les contributions de Malinvaud à cette



« déséquilibre », Hicks n'y a vu qu'un simple moyen permettant de l'étudier, au niveau théorique (Gaffard [2001]). Par conséquent, Hicks n'a jamais cherché à justifier la fixité des prix en termes de réalisme, à la différence de Malinvaud (ou de J.-P. Benassy) qui, après avoir épuisé l'argument de bon sens selon lequel les prix des biens marchands ne varient pas quotidiennement, s'est résolu à justifier cette hypothèse par l'imperfection de la concurrence – à savoir, la concurrence monopolistique (Malinvaud [1987b]). Par ailleurs, si l'idéal théorique de Hicks a certes consisté en un mixte de ces deux hypothèses, le fait d'avoir considéré les interactions entre les marchés à prix fixes et ceux à prix flexibles a conduit ce dernier à ne pas interpréter la fixité des prix comme une condition absolue. Dans cette optique, Hicks (1974) étudie par exemple la manière dont l'augmentation des prix du pétrole peut conduire les producteurs, d'un marché où les prix sont fixés (car il n'y existe pas d'intermédiaires)<sup>38</sup>, à finalement réviser leurs prix. Ainsi, curieusement, il apparaît encore que les démarches des deux auteurs se distinguent essentiellement à propos du concept de profitabilité. Un concept central pour Malinvaud, mais auquel Hicks n'accorde aucune sorte d'importance, du fait que son raisonnement est moins dépendant du caractère imparfait de l'ajustement des prix.

## ***2.2. Avantages et limites de la dynamique « hicksienne »***

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que le passage à l'analyse dynamique a constitué une suite logique dans le développement du programme de recherches non-walrasien. Il n'y a donc pas à douter de l'autonomie d'une telle évolution : celle-ci est le résultat des seuls efforts des théoriciens de l'époque (Honkapohja, Ito, Böhm, Malinvaud ou Benassy), de sorte que l'objet de cette sous-section n'est pas de démontrer que Hicks serait en fait le véritable « père fondateur » de l'analyse dynamique non-walrasienne. L'enjeu est plutôt de souligner les similitudes existantes entre cette dernière, dans laquelle s'inscrit Malinvaud, et la démarche dynamique résultant de l'application de la méthode « hicksienne », *i.e.* la dynamique du « déséquilibre » à la Hicks. Pourtant, opérer un nouveau rapprochement avec la méthode « hicksienne » nous semble d'autant plus fondé, heuristiquement, que la démarche « dynamique » de Malinvaud en partage les propriétés principales, en particulier le fait que la

---

approche théorique, nous n'avons pas jugé nécessaire d'approfondir l'étude des modèles « à loi de Walras restreinte ». Sur ce point, voir en particulier : Cartelier (1995) et Benetti (1998).

<sup>38</sup> Hicks (1974) distingue un marché à prix fixe d'un marché à prix flexible, selon qu'il existe ou non des intermédiaires à l'échange dont la fonction est d'ajuster l'offre à la demande. Ainsi, à l'inverse d'un marché à prix fixe, un marché à prix flexible est dit « spéculatif » car l'équilibre s'y réalise en flux et en stocks.

dynamique en cause est suspecte d'une forte *ad hocité*. A ce niveau, se dégage une spécificité de la démarche théorique de Malinvaud que de mettre en évidence la nature transitoire de ses résultats théoriques, renvoyant à l'économétrie le soin d'apprécier la valeur de ses hypothèses.

Pour commencer, signalons que le fait d'avoir distingué les déterminants de l'équilibre temporaire (*i.e.* à prix flexibles) de ceux du cheminement hors équilibre (*i.e.* à prix fixes) conduit Hicks (1973a) à mettre en avant la multiplicité des trajectoires potentielles qu'une économie était susceptible d'emprunter (Gaffard [1999]). Cette problématique, dite de la « traverse hicksienne », a fortement interpellé Malinvaud ([1986c], p. 377-378 et 383-384). Ce qui se comprend aisément, car il est clair qu'il a lui-même visé un objectif similaire, à savoir : étudier l'évolution dynamique d'une économie à la suite de la modification d'un ou plusieurs de ses déterminants. Aussi, pour les deux auteurs, il existe un espace temporel intermédiaire entre le « court terme » (à prix fixes) et le « long terme » (à prix flexibles), cet horizon temporel autonome que Malinvaud qualifie de « moyen terme ». La spécificité de celui-ci tient à ce qu'il ne peut être défini que par exclusion, en ne relevant d'aucun des deux niveaux d'analyse conceptuelle que sont le « court » et « long terme » tout en se nourrissant des limites respectives de ces derniers :

« La littérature théorique reste trop esclave d'outils conceptuels qui ont été conçus soit pour les problèmes de long terme, soit pour des problèmes de court terme. [...] Beaucoup de problèmes qui nous sont posés aujourd'hui ont une dimension intermédiaire. Il ne s'agit pas de l'évolution longue portant sur plusieurs décennies ; il ne s'agit pas non plus de l'évolution à court terme qui caractérise le changement d'une année à l'autre. Il s'agit des problèmes révélés par la mauvaise adaptation de notre économie, en proie à la crise ; ce sont des problèmes du moyen terme avec des horizons de 5 à 10 ans<sup>39</sup>. Il faut analyser ces problèmes en eux-mêmes si l'on veut bien comprendre dans quel dilemme nous sommes pris et comment les résoudre au mieux. Pour cette dimension de la réflexion économique, nos outils ne sont pas satisfaisants. Pour cette dimension de la réflexion économique, nos outils ne sont pas satisfaisants. Ils sont trop semblables à ceux traitant de l'évolution à long terme et ne permettent pas de bien saisir les multiples déséquilibres ou désajustements qui caractérisent le moyen terme. » (Malinvaud [1987c], p. 10)

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les modèles d'équilibres à prix fixes n'offrent pas de « dynamique » à proprement parler. Parce qu'ils visent à rendre compte des

---

<sup>39</sup> Ainsi, la définition du « moyen terme » est essentiellement conceptuelle : entre le court terme et le moyen terme, associés tous deux à un certain point de vue théorique. La meilleure preuve étant que la définition plus précise du moyen terme varie selon les présentations : ci-dessus le moyen terme correspond à une période de 5 à 10 ans, mais auparavant Malinvaud ([1983a], p. 25) suggérait plutôt qu'il oscillait entre deux et six ans. Bref, inutile d'insister sur le fait qu'un tel découpage temporel relève avant tout de l'arbitraire, voire dépend des circonstances du moment : le moyen terme coïncidant à la période pour laquelle s'appliquent les projections macro-économétriques réalisées pour le Plan en France (plus ou moins 5 ans).

effets durables d'un déséquilibre initial (enregistré à court terme), ils apparaissent plutôt comme des modèles statiques d'un nouveau genre<sup>40</sup>. Partant du modèle d'équilibres à prix fixes canonique (statique et de court terme), une ou plusieurs variables condamnent l'équilibre à évoluer dans les périodes suivantes : que ce soit sous l'effet de la consommation et de l'épargne (en réaction au niveau accumulé des encaisses) ; sous l'effet des prix et des salaires (en réaction aux déséquilibres) ou encore sous l'effet de l'investissement (en réaction aux déséquilibres et à la profitabilité). Soulignons, en passant, que cette dernière variable est le concept de « moyen terme » par excellence, car toute variation de l'investissement a des effets s'appliquant à court terme (sur la demande globale) comme à long terme (*via* le stock de capital). Aussi les recherches de Malinvaud illustrent-elle cette problématique de la « traverse hicksienne », en décrivant comment la trajectoire d'une économie peut se trouver affectée par la variation de l'investissement (Malinvaud [1978a]), celle du chômage par la variation du salaire réel (Malinvaud [1982a]), ou encore celle de l'emploi par la variation du taux d'intérêt réel (Malinvaud [1983b])<sup>41</sup>.

De la même façon, la démarche dynamique de Malinvaud est confrontée au problème central de la « traverse hicksienne » : déterminer si la séquence des équilibres temporaires tend à converger, ou non, vers l'équilibre stationnaire. Sur ce point, l'existence d'un « attracteur » (Gaffard [1999, 2001]) dérivant du maintien d'une perspective de long terme condamne les approches de Hicks et de Malinvaud à tendre, quoique lentement, vers l'équilibre stationnaire (walrasien). Ces deux auteurs visant explicitement à renouveler l'analyse de la croissance économique, le point vers lequel converge la suite des équilibres non-walrasien ou la « traverse hicksienne » doit alors correspondre au sentier de croissance équilibré (*cf.* chapitre 3). Néanmoins, dans les deux cas, une tension apparaît logiquement entre l'existence d'une tendance à long terme et le fait que la séquence des équilibres temporaire soit douée d'une certaine autonomie. Dans ce cadre théorique, la question des fondements de la distinction

---

<sup>40</sup> Soulignant les spécificités de l'approche dynamique de Hicks, quelques auteurs (Gaffard [1999, 2001] ; Tutin [2001], Dostaler [2001]) sont allés jusqu'à défendre que celle-ci était de nature à constituer une alternative véritable à l'analyse dynamique moderne portée par la NEC. Or, au vu des rapprochements opérés dans ce chapitre, il semble qu'un tel jugement peut être aisément étendu à la démarche dynamique de Malinvaud (comme d'ailleurs à l'ensemble des modèles d'équilibres à prix fixes dits de « seconde génération »). Et nous verrons plus loin, au chapitre 5, que ce jugement a sûrement été partagé par Malinvaud, qui a notamment critiqué l'approche de la NEC parce qu'elle conduisait à rabattre l'analyse de long terme sur l'étude du court terme.

<sup>41</sup> Si Malinvaud rapproche ainsi sa démarche de celle de Hicks, il rappelle aussi que les recherches de ce dernier ont d'abord eu pour objet l'étude des effets d'une variation des déterminants physiques de la production, en particulier du progrès technique (Hicks [1973b]).

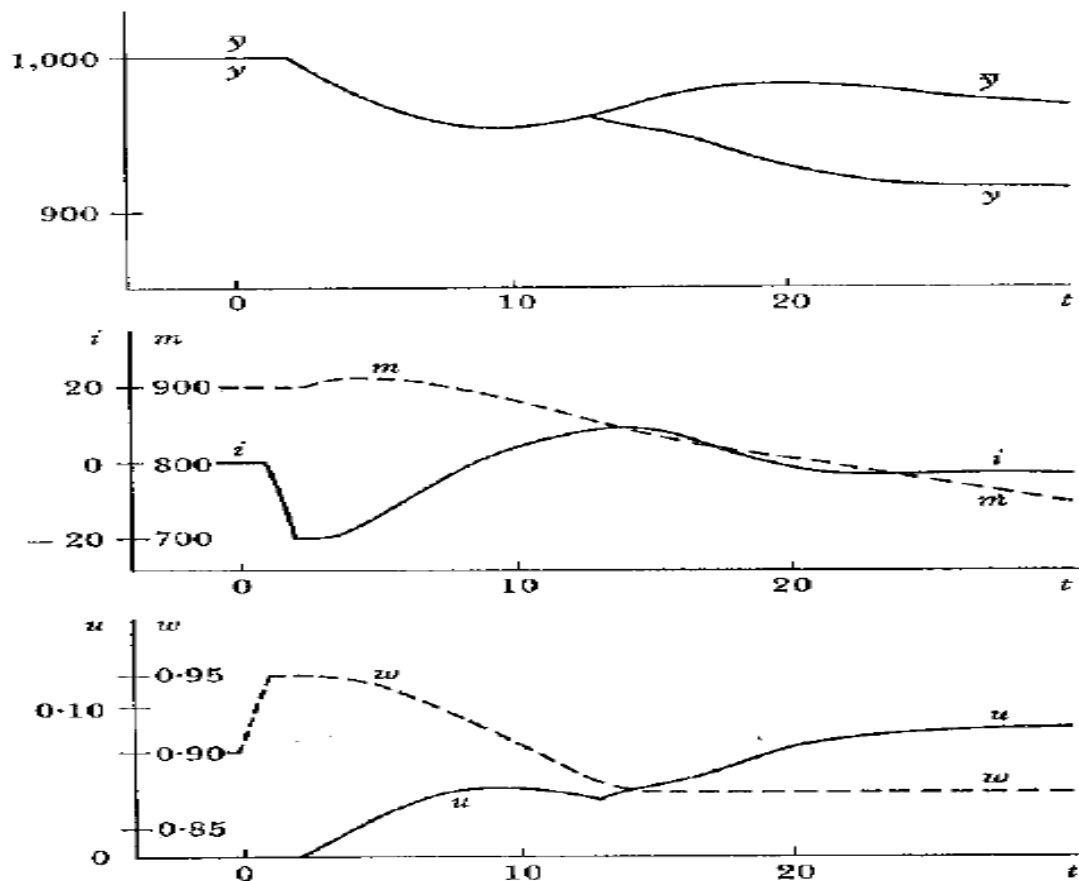
entre « court terme » et « long terme » se repose à nouveaux frais concernant les fondements de la distinction entre « moyen terme » et « long terme ». Aussi il n'est pas surprenant de voir Malinvaud (1983a), discutant son résultat de stationnarité des équilibres keynésiens, prévenir du caractère quelque peu indéterminé du concept d'équilibre à « moyen terme ». En effet, si une suite d'équilibres keynésiens est dite « stationnaire », est-ce que cela implique que l'économie puisse ne pas converger dans ce cas vers l'équilibre de long terme ?

« Parler de moyen terme dans le contexte actuel peut semer la confusion et exige une clarification. En effet, on considère les variations qui se produisent dans l'état keynésien stationnaire limite ; parler des « conséquences à long terme » semblerait plus juste à première vue. Si l'on évite cette dénomination ici, c'est pour souligner que le modèle ne prétend pas représenter exactement les tendances à long terme. Cependant, il faut reconnaître que la tendance vers l'état keynésien stationnaire est susceptible d'être lente puisqu'elle implique un ajustement de la richesse réelle. » (Malinvaud [1983a], p. 85)

En somme, le « moyen terme » peut durer assez longtemps. Du moins, aussi longtemps que les spécifications retenues, alternatives à celles du modèle d'équilibre intertemporel (*i.e.* non-walrasiennes), demeurent inchangées au cours de la séquence des équilibres temporaires : la flexibilité imparfaite des prix et/ou de la mobilité des facteurs de production ; le caractère imparfait (inexact ou non-rationnel) des anticipations et/ou de la concurrence ; *etc.* De cette manière, et dans la perspective de Hicks (Gaffard [1999, 2001]), la démarche de Malinvaud peut se définir comme visant essentiellement à explorer les conséquences d'un ensemble de principes d'ajustements (à nouveau, alternatifs à ceux du modèle Arrow-Debreu) dans un but purement heuristique :

« Sur l'analyse dynamique du chômage, ma propre stratégie a été d'entreprendre des explorations vraiment provisoires, faute d'une meilleure idée. J'ai spécifié des modèles dynamiques très simples qui, je crois, mettent en évidence les éléments caractéristiques du phénomène. J'ai alors regardé l'évolution économique possible à partir de ces modèles en portant l'attention sur certains scénarios que je pensais typiques de ce qui arrive aujourd'hui. Je suis conscient que ce type d'exploration laisse beaucoup dans l'ombre. Les résultats obtenus ne peuvent prétendre à la généralité. Ils doivent plutôt s'entendre comme des hypothèses provisoires devant être testées par la suite. » (Malinvaud [1985a], p. 161)

Ainsi, l'enjeu des recherches théoriques d'Edmond Malinvaud n'est pas tant de démontrer des théorèmes que de faire apparaître des scénarios possibles par la simulation. Cette méthode a été mise en œuvre par Malinvaud ([1983a], ch. 4) qui, pour cela, réduit son modèle théorique à quelques expressions simplifiées et affecte des valeurs aux différents paramètres.



Source : Malinvaud ([1983a], p. 104)

Le graphique ci-dessus résume les effets de la seule augmentation du salaire réel, à partir d'une situation d'équilibre walrasien : en  $t = 1$ , le salaire  $w$  passe de 0,9 à 0,95. Rapidement, l'investissement net devient négatif (en  $t = 2$ ) et ne redevient positif qu'au bout d'environ dix périodes (en  $t = 9$ )<sup>42</sup>. Ceci a pour effet, d'un côté, de réduire la capacité de production ( $\bar{y}$ ) et la production courante ( $y$ ), et de l'autre côté, de faire croître le chômage ( $u$ ) et réduire le volume des encaisses ( $m$ ). Dans le même temps, le taux de salaire réel décroît régulièrement puis finit par atteindre (en  $t = 10$ ) une valeur inférieure à son niveau d'équilibre walrasien. Une telle évolution s'expliquant par le fait que le chômage ne se réduit pas à la même vitesse que les salaires, en raison du caractère irréversible d'une réduction de la capacité, de sorte que le chômage demeure positif au moment où le taux de salaire retrouve son niveau d'équilibre

<sup>42</sup> Les simulations sont réalisées sur cinquante périodes ; et Malinvaud ([1983a], p. 103, note 1) de rappeler que son modèle ne prétend pas représenter les tendances de long terme. Cette précision vise à renforcer l'idée développée ci-dessus selon laquelle, effectivement, le « moyen terme » peut durer longtemps.

walrasien<sup>43</sup>. Mais, rapidement (en  $t = 14$ ), le taux de salaire se stabilise car l'économie entre en régime de sous-emploi keynésien (pour lequel le taux de salaire est supposé constant). S'en suit une lente convergence des variables vers leurs valeurs « stationnaires d'équilibre keynésien », ce qui s'observe le mieux par les trajectoires déclinantes (et divergentes) que suivent les variables de capacité ( $\bar{y}$ ) et de production ( $y$ )<sup>44</sup>. Ainsi, Malinvaud parvient-il à illustrer, par la simulation, le scénario théorique privilégié dans *The Theory of Unemployment Reconsidered* (1977) et *Profitability and Unemployment* (1980) : la possibilité qu'un chômage de type « classique », provoquée par une hausse exogène du taux de salaire, dégénère en un chômage de type « keynésien ».

Enfin, ultime élément de rapprochement entre les démarches de John R. Hicks et Edmond Malinvaud, elles sont toutes deux empreintes d'une certaine *ad hocité*<sup>45</sup>. Ce dont ce dernier ne se cache d'ailleurs nullement, prévenant d'emblée son lecteur qu'un certain arbitraire prévaut dans la spécification du processus dynamique qu'il entend développer :

« La faiblesse principale de ce texte, et de la théorie macroéconomique actuelle sur le même sujet, réside en ce qu'un certain arbitraire existe dans la spécification du processus dynamique, alors que cette spécification affecte les résultats. C'est dire que ces derniers ne peuvent pas être considérés comme rigoureusement établis, mais plutôt comme proposés en tant qu'hypothèses vraisemblables à confirmer ou infirmer par des études ultérieures, notamment économétriques. » (Malinvaud [1983a], p. 8)

L'inévitable conséquence dérivée du caractère *ad hoc* de cette méthode réside dans la grande diversité des spécifications qui peuvent être employées dans les modèles dynamiques de ce type, en particulier s'agissant de la formation des anticipations<sup>46</sup>. Sur ce point, l'attitude commune de Hicks et de Malinvaud à l'égard de l'hypothèse des anticipations exactes (ou rationnelles) est tout à fait symptomatique. Ces derniers refusent d'y recourir, car cela aurait pour effet d'écraser complètement la séquence des équilibres temporaires et de réduire la dynamique à la seule perspective d'un équilibre intertemporel – en bref, à abolir le temps. Par ailleurs, ceci conduirait encore à faire disparaître toute distorsion dans la structure de la production (Gaffard [1999]), soit le motif initial au développement des modèles dynamiques

---

<sup>43</sup> A ce titre, Malinvaud ([1983a], p. 103) indique que des valeurs plus élevées pour les paramètres en cause n'auraient pour effet que de réduire la période de chômage classique.

<sup>44</sup> Ainsi, la simulation de Malinvaud retrace précisément la manière dont celui-ci a entreprise de démontrer la stationnarité des équilibres keynésiens (*cf.* chapitre 3).

<sup>45</sup> Ceci est également souligné par Gaffard (1999) à propos de la démarche de Hicks.

<sup>46</sup> Sur ce point, voir : section 2.2.1.

d'équilibre à prix fixes. De manière symétrique, Malinvaud se refuse à prêter plus de rationalité aux anticipations des agents, bien que ce dernier ait parfaitement conscience des limites à supposer les anticipations données<sup>47</sup> :

« L'hypothèse des anticipations rationnelles constitue alors un moyen particulièrement puissant pour circonvenir certaines complexités du problème. Mais il est douteux que les hypothèses adaptées au traitement des anticipations [dans les modèles néoclassiques<sup>48</sup>] puissent être transposées à juste titre lorsque l'on considère la dynamique à moyen terme des fluctuations conjoncturelles. Il n'est sans doute pas pertinent, dans ce cas, de supposer que des anticipations correctes<sup>49</sup> prévalent à tout moment, c'est-à-dire que les agents sont capables de déterminer exactement l'état de l'économie et son évolution ultérieure spontanée, sans parler des modifications à venir de la politique économique ou des autres facteurs exogènes. *L'étude de la dynamique à moyen terme est tenue d'employer des arguments plus ad hoc, mais également plus valables.* [...] La principale question est de savoir quelles modifications devrait-on apporter à l'analyse des chapitres précédents pour tenir compte de ce que les agents s'adaptent progressivement à leur environnement. » (Malinvaud [1983a], p. 123 ; *nous soulignons*)

La convergence des vues entre Hicks et Malinvaud s'arrête là : l'attitude qu'il convient d'adopter vis-à-vis du caractère *ad hoc* des spécifications employées. En effet, ce dernier ne se satisfait pas d'un tel arbitraire et n'a de cesse que de mettre en évidence le caractère incomplet (et/ou provisoire) des résultats auxquels ses recherches théoriques ont abouti. Puis de renvoyer régulièrement à l'économétrie le soin d'apprécier, et de rejeter (le cas échéant), la plausibilité de ses hypothèses.

« Il eut été vain d'effectuer plusieurs autres simulations puisque le modèle ne prétend pas représenter d'une manière précise une économie réelle quelle qu'elle soit. Une étude convaincante des politiques économiques nécessite, bien entendu, l'utilisation de bons modèles macro-économétriques [...]. Il est intéressant, cependant, de noter que même un modèle élaboré à partir d'hypothèses très grossières peut produire des résultats pertinents. En particulier, le modèle théorique que nous avons exploité ici semble se rapprocher plus des modèles économétriques actuels que ne le font les modèles usuels issus de la théorie des fluctuations conjoncturelles ou de la théorie de la croissance. » (Malinvaud [1983a], p. 113-114)

---

<sup>47</sup> Ainsi, soutient-il : « Cette affirmation est controversée de nos jours, et l'on doit en effet reconnaître que des changements drastiques de politique économique ont, même à court terme, un impact sur les prévisions. Mais il ne serait pas réaliste de considérer de tels changements comme fréquents. En ce qui concerne la gamme des politiques économiques qui font normalement l'objet de discussions, il est tout à fait admissible de supposer les anticipations exogènes à court terme. » (Malinvaud [1983a], note de bas de page 1, p. 121)

<sup>48</sup> Malinvaud ([1983a], p. 121-123) les catalogue, à l'époque, comme « les théories de la croissance à long terme » ou encore des « théories de l'organisation économique ».

<sup>49</sup> A cette époque, Malinvaud fait régulièrement la confusion entre le concept d'« anticipations correctes » et celui d'« anticipations rationnelles ». Si la différence en termes de sémantique n'est pas fondamentale, le concept d'anticipations rationnelles étant relatif à l'information disponible dans un environnement stochastique (*i.e.* des erreurs d'anticipations sont non seulement possibles mais encore permanentes, même si nulles en moyenne), cette confusion traduit surtout le fait que Malinvaud n'a pas encore consulté avec suffisamment d'attention les travaux de la NEC à cette époque.

Cette dernière singularité de Malinvaud s'avère être essentielle et mérite d'être approfondie. Aussi la dernière section de ce chapitre vise à préciser la manière dont ses recherches théoriques se sont articulées aux enjeux pratiques de la modélisation macro-économétrique.

### III. L'inclinaison empirique d'Edmond Malinvaud

Souligner « l'inclinaison empirique » d'Edmond Malinvaud revient ici à défendre l'idée que ses recherches théoriques ont constamment été animées par des enjeux empiriques. Plus exactement, que celles-ci ont eu d'abord pour objectif de participer au développement de la pratique macro-économétrique. Aussi le rapport que la démarche théorique d'Edmond Malinvaud entretient avec la pratique se situe à un double niveau : il s'agit, à la fois, de rationaliser l'évolution de la pratique macro-économétrique et de la faire progresser *via* l'élaboration de nouvelles spécifications inspirées par les développements de la théorie non-walrasienne. A propos de ce double objectif, il faut d'emblée mettre en évidence le fait que Malinvaud a considéré que, face à la crise des années 1970, la réaction des équipes chargées de la prévision économique (INSEE, DP) a été de loin la plus appropriée au sein de la discipline économique. Cependant, celle-ci ne pouvait être qu'incomplète car essentiellement empirique. Dès lors, du constat de l'évolution spontanée de la pratique à l'idée que la théorie non-walrasienne puisse avoir un rôle à jouer, il n'y a plus qu'un pas à franchir :

« Aussi une nouvelle pratique tend-elle à s'instaurer dans les équipes qui étudient les politiques macroéconomiques. Cette pratique constitue une réaction intelligente devant les faits contemporains ; mais elle reste assez empirique ; elle ne semble être justifiée par aucune théorie générale qui établisse clairement les conditions de sa validité. [...] Cependant, toute la réflexion qui, depuis plus de dix ans, porte sur les fondements de la théorie keynésienne, est sur le point d'aboutir à la formulation d'une telle théorie générale. Je voudrais le faire comprendre dans cet article et montrer que le renouvellement conceptuel de la théorie est adéquat pour l'étude de questions très actuelles. » (Malinvaud [1978a], p. 9)

Souligner l'idée que les recherches de Malinvaud visent, en partie, à rationaliser la pratique économétrique revient à considérer que cette pratique a fait l'objet d'un développement autonome, non-concordant avec l'état et/ou le développement de la théorie macroéconomique de l'époque. Or c'est précisément ce qui s'est passé au cours des années 1970, où les modèles



macro-économétriques ont vu leur taille comme leur complexité<sup>50</sup> s'accroître rapidement. D'un côté, une série d'éléments inédits étrangers à la théorie keynésienne fait son apparition, de l'autre, le besoin de cerner les propriétés fondamentales de ces modèles en les réduisant à des schémas théoriques plus simples s'est faite plus pressante (Bureau et *al.* [1984]). De ce point de vue, la théorie non-walrasienne apparaît tout autant comme un produit que comme un catalyseur de la transformation des modèles macro-économétriques dans les années 1970<sup>51</sup>. Et, à cet effet, le rapport qu'entretiennent les recherches théoriques de Malinvaud vis-à-vis de la pratique est idéal-typique, car il s'agit – pour lui – de rationaliser l'évolution de la modélisation macro-économétrique autant que de contribuer à son développement<sup>52</sup>.

### ***3.1. Une rationalisation de la pratique***

Avant de montrer en quoi la démarche théorique de Malinvaud doit être considérée comme une rationalisation de la pratique, commençons par souligner que ses spécifications semblent avoir largement été inspirées par l'évolution des modèles macro-économétriques. Ceci s'applique d'abord aux fonctions de production : d'abord très classique (Malinvaud [1977]), ce dernier oscille par la suite entre les fonctions « putty-clay » (Malinvaud [1980b, 1987b]) et

---

<sup>50</sup> Les années 1970 sont, d'ailleurs, considérées comme un âge d'or pour la modélisation macro-économétrique en France. Ceci s'explique d'abord par le fait que, dans les décennies précédentes, la prévision (monopolisée par le SEEF de Gruson) s'appuyait sur la simple projection des principaux tableaux de la comptabilité nationale. A partir du milieu des années 1960, et l'élaboration du modèle ZOGOL (1966), s'ouvre une période faste où la construction de macro-économétriques devient une activité en vogue. Mentionnons, entre autres et par ordre d'apparition, les modèles FIFI (1968), DECA (1969), STAR (1974), DMS (1976), METRIC (1977), PROPAGE (1979), COPAIN (1981). L'engouement d'alors peut s'expliquer par la conjonction de trois facteurs principaux : (i) la domination conceptuelle de la théorie keynésienne ; (ii) les progrès de la comptabilité nationale (dont les séries longues sont mieux détaillées) ; (iii) la généralisation de l'informatique qui facilite la résolution des calculs et, dans le même temps, permet d'accroître la taille des modèles (INSEE [1996], p. 145). Enfin, il faut souligner que si la modélisation macro-économétrique a été introduite assez tardivement en France, l'engouement pour cette pratique a tout autant (qu'ailleurs en Occident) perdu de son intensité à mesure que le pays s'enlisait dans la crise économique, soit : au tournant des années 1980.

<sup>51</sup> Se repose alors la question des motivations premières du développement de la théorie non-walrasienne, en particulier en France où certains des théoriciens étaient très au fait des évolutions de la modélisation macro-économétrique (Malinvaud, Artus, Grandmont, Laroque, Muet). Invoquer la co-construction, ou la convergence fortuite, en la circonstance ne saurait constituer une réponse acceptable : arguer que les premiers développements de la théorie non-walrasienne ont été nord-américains (Patinkin, Clower, Leijonhufvud, Barro-Grossman) ne suffit pas à expliquer pourquoi les théoriciens français ont investi aussi massivement ce nouveau cadre théorique, notamment celui de la théorie des équilibres à prix fixes.

<sup>52</sup> Il importe de souligner ici que cette articulation étroite entre la théorie et la pratique n'est pas exclusive des travaux de Malinvaud, mais constitue une caractéristique générale de la théorie non-walrasienne – c'est du moins l'analyse qu'en font Bureau et *al.* (1984). En reprenant à notre compte cette analyse, nous cherchons à montrer comment les recherches théoriques de Malinvaud en sont une illustration évidente, en raison (peut-être) de sa plus forte inclinaison empirique par rapport à d'autres théoriciens (Benassy, Grandmont, d'Autume).

« putty-putty » (Malinvaud [1982a]) selon les phénomènes qu'il cherche à mettre en avant. Or il importe de souligner qu'une telle diversité a également été à l'œuvre dans la pratique : le modèle DMS retenant une fonction « clay-clay » ; le modèle METRIC<sup>53</sup> une fonction « putty-clay » ; le modèle PROPAGE une fonction « putty-putty ». Plus nettement encore, la volonté de Malinvaud de ne pas s'en tenir à des spécifications *ad hoc* l'a finalement conduit à adopter des équations de comportement dynamique des prix et des salaires directement issues des modèles macro-économétriques :

« Il faut bien entendu partir de la meilleure connaissance des phénomènes en cause. Actuellement, cela passe par les nombreuses équations économétriques qui ont été ajustées aux données réelles concernant les variations macroéconomiques des prix et des salaires. On peut critiquer de telles équations en soulignant que leurs fondements théoriques sont faibles, vagues ou obscurs. Toutefois, dans la mesure où elles fournissent un bon ajustement, elles sont préférables à des spécifications prétendument rigoureuses issues de modèles théoriques abstraits. En ce qui concerne les révisions de prix et de salaires, la combinaison appropriée de l'observation et de la déduction logique invite actuellement souvent à s'en remettre à une équation économétrique plutôt qu'à une équation purement théorique. » (Malinvaud [1983a], p. 74)

Plus fondamentalement, il importe ici de souligner la tendance qu'ont eu les modélisateurs des années 1970 à prendre en compte, outre l'effet accélérateur, un ou plusieurs déterminants secondaires à l'investissement : le coût relatif des facteurs ; le rôle des profits passés ou anticipés ; la contrainte de solvabilité (Bureau et *al.* [1984], Norotte et *al.* [1987])<sup>54</sup>. A ce niveau, la démarche théorique de Malinvaud paraît déjà s'éclairer d'un jour nouveau, car celui-ci a, de même, continuellement cherché à approfondir (d'une manière qu'il faudrait désormais qualifier d'« exploratoire ») le comportement d'investissement en élargissant, progressivement, les déterminants. Toutefois, la perspective d'une rationalisation de la pratique ne se dessine véritablement, qu'après avoir précisé ce qu'a été le rôle des « indicateurs de tension » dans l'évolution de la modélisation macro-économétrique – en particulier dans l'évolution des spécifications du comportement d'investissement. Ces indicateurs de tension sont d'ailleurs invoqués par Malinvaud, de manière symptomatique, pour justifier de l'intérêt de la théorie des équilibres à prix fixes dans sa préface à *Réexamen de la théorie du chômage* dont l'enjeu était de répondre à ses critiques (*cf.* chapitre 2) :

---

<sup>53</sup> La mise en œuvre du modèle METRIC (1977) s'est faite sous l'impulsion de Ripert (directeur de l'INSEE 1967-1974) et celle de Malinvaud, dont l'objectif était de tirer parti du développement des comptes trimestriels. Ce dernier rédigea d'ailleurs la préface de l'ouvrage présentant la seconde version du modèle (1979), en en vantant la souplesse par rapport à la théorie keynésienne et le rôle joué par des indicateurs de tensions (Malinvaud [1981b]).

<sup>54</sup> Si cette tendance est manifeste, les résultats des tests économétriques sur la significativité de ces facteurs secondaires de l'investissement sont longtemps restés peu concluants (Norotte et *al.* [1987], p. 21-27).

« La meilleure façon de décrire l'apport ainsi fait à la théorie macroéconomique ne consiste sans doute pas à insister sur l'idée que la nature du chômage involontaire varie d'une situation à une autre. Elle consiste plutôt à montrer que doivent intervenir dans les raisonnements et les modèles des « indicateurs de tension » décrivant l'état des marchés et la mesure dans laquelle subsistent des offres et des demandes insatisfaites. [...] Il y a longtemps que les modèles économétriques utilisés dans la macroéconomie appliquée font intervenir de tels indicateurs et font apparaître que par exemple la valeur du multiplicateur en dépend. Mais les raisons de ce fait avaient été peu formalisées, ce que les nouveaux développements rendent facile. » (Malinvaud [1980a], p. 25).

Longtemps utilisés par les modèles conjoncturistes, ces indicateurs de tension ont été progressivement introduits dans les modèles macro-économétriques (en tant que variables de tension) afin de traduire l'idée d'un « butoir interne à l'offre »<sup>55</sup> (Bureau et *al.* [1984]). Issus des enquêtes qualitatives réalisées par l'INSEE auprès des entreprises<sup>56</sup>, les indicateurs de tension regroupent en fait l'ensemble des informations statistiques n'entrant pas dans les comptes nationaux : le taux de chômage, le nombre d'offres d'emplois vacantes, les capacités de production des firmes (industrielles) et leur taux d'utilisation, le niveau des stocks (désirés et non-désirés), les besoins de trésorerie (et/ou le rationnement du crédit), la proportion des entreprises ne pouvant pas produire par manque de main-d'œuvre ou d'équipements, *etc.*

---

<sup>55</sup> En effet, les premières enquêtes de conjoncture réalisées auprès des entreprises ont d'abord cherché à déterminer l'état des capacités (et leur taux d'utilisation) ainsi que celui des stocks. D'après Saglio et Tabuteau ([1971], p. 13), cette information – bien qu'essentiellement qualitative (*cf. infra*) – a longtemps constitué la seule source d'information disponible pour juger *a priori* de l'efficacité des politiques de soutien de la demande. En d'autres termes, l'information dont les responsables de la politique économique souhaitaient disposer était la suivante : existe-t-il des capacités de production disponibles sans délais dans l'industrie nationale, de sorte qu'une croissance de la production puisse s'accompagner de celle de l'emploi ? Aussi la crainte des responsables était, déjà à l'époque, qu'une augmentation des dépenses publiques se traduise uniquement par une augmentation des prix et/ou des importations. Un tel détour historique permet alors de renforcer la thèse de ce chapitre selon laquelle la démarche théorique de Malinvaud a d'abord consisté en une rationalisation de la pratique, car l'intuition selon laquelle l'état des capacités est une condition restrictive à l'expansion keynésienne était une condition reconnue de longue date par les conjoncturistes.

<sup>56</sup> Si le recours aux indicateurs de tension s'est considérablement développé à partir des années 1970, le dispositif générant l'information statistique sur laquelle ces indicateurs reposent (*i.e.* les enquêtes qualitatives de conjoncture) est une pratique bien plus ancienne à l'INSEE. En effet, l'article 4 de la loi sur les statistiques du 7 juin 1951 (la loi n° 51-711 redéfinissant les statuts de l'institution après 1945) avait prévu d'agréer des enquêtes déjà réalisées par des organisations professionnelles et de les intégrer dans le cadre des statistiques obligatoires. Progressivement, à partir des années 1950, l'enquête mensuelle concernent de plus en plus d'entreprises (2500 entreprises dans 17 secteurs d'activité industrielle) tandis que l'enquête trimestrielle collecte un ensemble d'informations plus large à propos des conditions de la production industrielle : l'état des capacités de production et leur taux d'utilisation, les débouchés (1957), l'état des stocks (1958), l'utilisation des matières premières et de la main-d'œuvre, le comportement d'investissement, l'état des capacités et/ou des besoins de trésorerie, *etc.* (Saglio et Tabuteau [1971], Tranap [1996]). Parallèlement, la méthodologie des enquêtes de conjoncture s'affine : le questionnaire devient plus simple et plus précis, l'information y est autant de nature quantitative que qualitative ; mais surtout l'information est mieux traitée et/ou exploitée (donnant lieu aux premiers indicateurs de tension, notamment sur le taux d'utilisation des capacités de production) (Saglio et Tabuteau [1971], Fayolle [1974]). Toutefois, en l'absence d'un dispositif de coordination, ces enquêtes sont restées peu développées et leur contenu encore faiblement informatif. Aussi, en 1976 (à la suite du rapport confié à Paul Dubois en 1974), l'INSEE prend l'initiative de réaliser ces enquêtes au sein de ses propres services. Limité à quelques pans du secteur privé, celles-ci étendent progressivement leur champ pour, en 1982, atteindre 40% de l'industrie manufacturière (INSEE [1996], p. 141-142).

Dans ces enquêtes qualitatives, les entreprises sont ainsi invitées à s'exprimer directement (et donc subjectivement) sur un ensemble de sujets relatifs à leur activité de production comme, par exemple, leur impression quant à l'état de leurs marges capacitaires : « Compte tenu de votre carnet de commandes actuel et de l'évolution probable des commandes au cours des douze prochains mois, considérez vous que votre capacité de production actuelle est plus que suffisante, suffisante, n'est pas suffisante ? »<sup>57</sup>. Aussi il n'est pas étonnant que cette nouvelle source d'information sur les entreprises ait conduit les modélisateurs à préciser les équations censées décrire leur comportement : en termes d'investissement (*cf. supra*), de demande de travail, de demande de crédit, *etc.* De plus, il n'est pas étonnant non plus que la prise en compte de ces indicateurs ait conduit à réviser la valeur du multiplicateur budgétaire, à partir de l'information selon laquelle les firmes disposaient (ou non) de stocks et/ou de capacités de production excédentaires. Une évolution de la modélisation macro-économétrique qui est mise en évidence par Malinvaud pour justifier le bien-fondé de sa démarche théorique :

« [...] dans les modèles macro-économétriques actuels qui sont certes d'inspiration keynésienne, le multiplicateur est beaucoup plus faible que dans la théorie la plus simple. Ce n'est pas seulement à cause du commerce extérieur et des stabilisateurs fiscaux automatiques, mais aussi à cause du degré variable de « rationnement sur le marché des biens » (accumulation ou décumulation de stocks involontaires, des carnets de commande, *etc.*). » (Malinvaud [1983a], p. 158)

Dans ces conditions, comment ne pas voir dans les recherches théoriques de ce dernier une forme de rationalisation de cette évolution de la pratique ? En effet, depuis *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Edmond Malinvaud n'a cessé de répéter qu'un multiplicateur budgétaire supérieur à l'unité devait être réduit au seul cas keynésien et que sa valeur y est encore plus faible que dans les modèles traditionnels. Et de multiplier les motifs de révision (à la baisse) de la valeur du multiplicateur dans ses travaux ultérieurs en invoquant, par exemple, l'occurrence des régimes mixtes (Malinvaud et Fitoussi [1980]) ou l'extension du modèle à moyen terme (Malinvaud [1978, 1980b])<sup>58</sup>. Ainsi considéré, la révision de la valeur du

---

<sup>57</sup> Cette question est reprise par Malinvaud ([1983a], p. 207) qui, ce faisant, entend illustrer la nature de ces enquêtes qualitatives et convaincre de leur intérêt pour la théorie macroéconomique. Pour une présentation plus exhaustive du contenu de ces enquêtes et de leur utilisation au sein de l'INSEE, voir : Saglio et Tabuteau (1971) et Fayolle (1974). En annexe 2 figure un exemple de questionnaire.

<sup>58</sup> Au passage, illustrons plus clairement cette visée essentiellement rationalisante de la démarche théorique de Malinvaud à propos des multiplicateurs à moyen terme, dont nous avons toutefois peu parlé au chapitre précédent : « [...] les soit-disant « multiplicateurs à moyen terme » doivent être considérés comme des abstractions. Ils aident à comprendre pourquoi et comment les multiplicateurs à court terme seraient trompeurs s'ils étaient utilisés au-delà de la période courante ; mais ils ne mesurent pas vraiment quoi que ce soit qui puisse être observé. » (Malinvaud [1983a], p. 86).

multiplicateur budgétaire ne saurait être appréhendée comme le seul résultat d'une évolution proprement théorique, et logique, mais d'abord comme la rationalisation (la sanction positive réalisée *ex post*) d'une évolution de la pratique.

Au-delà du fait que ces indicateurs de tension auraient permis d'accroître l'efficacité prédictive des modèles macro-économétriques (Bureau et *al.* [1984]), leur utilisation s'explique avant tout par les contraintes techniques auxquelles les macro-économètres font face dans leur pratique (Siebrand<sup>59</sup> [1982], p. 235). En bref, bien que leurs observations soient issues d'une réalité en mouvement (*i.e.* tirées d'un processus en cours d'ajustement), ces derniers n'ont pourtant pas d'autre solution que d'adopter un principe d'équilibre pour réaliser leurs inférences statistiques<sup>60</sup>. Dans ces circonstances, le recours aux indicateurs de tension permet de dépasser la représentation de l'économie à court terme offerte par les modèles macro-économétriques : une représentation équilibrée, par construction. Par conséquent, bien que cette contrainte technique n'exclue pas (par principe) que l'équilibre macroéconomique ainsi représenté corresponde à un équilibre de sous-emploi (*i.e.* keynésien), seul la référence aux indicateurs de tension permet de préciser la nature de l'équilibre. Dans le cas considéré (keynésien), l'équilibre ne pourra être qualifié de sous-emploi qu'à condition que le taux de chômage soit positif. A partir d'un tel constat, il est aisé d'imaginer que la généralisation du recours aux indicateurs de tension (comme leur développement<sup>61</sup>) ait conduit les macro-économètres à regretter (et/ou à se méfier de) leur manque de fondements théoriques. Sur ce point, Malinvaud ne semble pas avoir signifié autre chose, en rendant hommage à l'attitude des macro-économètres pendant les années 1970 : une réaction « intelligente » devant les faits mais incomplète, car essentiellement empirique. Et bien qu'une telle dépendance du développement de la théorie non-walrasienne aux enjeux de la pratique n'est finalement que

---

<sup>59</sup> Jan C. Siebrand, économètre néerlandais ayant entre autres contribué à l'économétrie du déséquilibre, est l'auteur des quelques remarques introductives précédant un article de Malinvaud (1982c) sur ce thème.

<sup>60</sup> Sur le problème d'identification en économétrie structurelle, voir : Quin (1989)

<sup>61</sup> Initialement centrés sur des aspects élémentaires de la production manufacturière (l'état des capacités ou celui des stocks), les indicateurs de tensions ont concerné de plus en plus de domaines de la vie économique à mesure que se sont développées les enquêtes de conjoncture : le marché du travail (1967), la concurrence étrangère (1973), les changes extérieurs, le rationnement du crédit, l'évolution des prix et des salaires, *etc.* (Saglio et Tabuteau [1971], Fayolle [1974], Tranap [1996]). Plus historiquement, l'essor des indicateurs de tension dans les années 1970-1980 s'explique par le triple mouvement qui s'est opéré à l'INSEE : (i) la plus grande maîtrise des résultats des enquêtes de conjoncture ; (ii) le développement des comptes trimestriels rapprochant la comptabilité nationale (ex-SEEF) de la statistique infra-annuelle (ex-département de conjoncture), donnant lieu à de nouveaux modèles (comme Metric) ; (iii) la meilleure exploitation quantitative de ces enquêtes (Tranap [1996], p. 21).

suggéré par Malinvaud (et, encore, dans des circonstances particulières)<sup>62</sup>, d'autres se sont exprimés à ce sujet d'une manière beaucoup plus explicite :

« In their attempts to bridge this gap they [econometricians] introduced adjustment lags and also several types of tension indicators, such as unemployment rates, utilization rates, and liquidity ratios, but the theoretical foundation of these pressure variables remained hazy. The theoretical background of these tension indicators was revealed in the seventies, when disequilibrium analysis became more explicit. [...] So, after decades of confusion, the disequilibrium theory offered the prospects for a sound foundation of empirical macroeconomic model building. In principle, the disequilibrium approach could cope with an important part of the criticism on macroeconomic models, such as the preoccupation with short-term development, and the inadequate treatment of expectations and monetary phenomena. » (Siebrand [1982], p. 235-236)

« [...] there is a more pragmatic reason to give careful study to general market disequilibrium. Even the best of the numerous economy-wide econometric models of the U.S. economy that have been laboriously constructed in the past several years have been modestly successful, and new means of improving them must be sought. Several of these modelling projects have attempted to allow for the possible effects of credit rationing and undesired inventory changes (disequilibria in lending and goods markets), mostly with negative results. However, these attempts have been entirely *ad hoc*, carried without the guidance of any theory to indicate how models should be formulated and estimated in order to take proper and systematic account of general market disequilibrium. » (Tucker [1971], p. 58-59)<sup>63</sup>

Mais cette affinité élective ne s'arrête pas là, car il est tout autant vraisemblable que la généralisation et le développement de ces indicateurs de tension ait conduit les macro-économètres à envisager l'existence d'équilibres macroéconomiques alternatifs à ceux considérés jusque là – à savoir : l'équilibre de plein-emploi et l'équilibre de sous-emploi (keynésien). Pour cela, il suffit que les indicateurs de tension prennent des valeurs inédites, comme l'occurrence d'un taux de chômage positif combinée à un fort taux d'utilisation des capacités, suggérant l'existence d'un équilibre inédit comme le chômage « classique ». En fait, que l'on se place du point de vue des indicateurs ou de celui de la théorie non-walrasienne, la démarche est analogue : dans l'absolu, il existe autant d'équilibres macroéconomiques que d'ensembles de valeurs qui soient différents. La valeur ajoutée de la théorie non-walrasienne consistant simplement à rapprocher, puis catégoriser, des types d'équilibres aux propriétés similaires, déterminées par les formes de rationnement qu'ils occasionnent.

---

<sup>62</sup> Si la littérature théorique ne fait guère peu de cas de cette dépendance de la théorie non-walrasienne aux enjeux de la pratique (sinon quelques exceptions notables : Lambert [1983], Laroque et Salanié [1995]), le jugement de Malinvaud n'est toutefois pas isolé mais il est notamment largement partagé par les praticiens (Siebrand [1982], Bureau et *al.* [1984]).

<sup>63</sup> La spécificité de Tucker (1971) est d'avoir anticipé, au tournant des années 1970 (une première version de l'article a été écrite en 1968), l'intérêt pour la pratique du développement de la théorie non-walrasienne.

Ainsi considérée, la démarche théorique de Malinvaud semble bien avoir consisté en une rationalisation de la pratique des macro-économètres de son époque. Et ceci de deux manières. La première lui est spécifique, en s'inspirant directement de l'évolution de leurs spécifications. La deuxième manière s'applique tout autant à la théorie non-walrasienne, en ce qu'elle a permis de justifier – par la théorie – la tendance des praticiens à s'émanciper du seul modèle keynésien. Toutefois, le rapport de Malinvaud à la pratique (de même que celui de la théorie non-walrasienne) n'étant pas univoque, il s'agit désormais de préciser les voies par lesquelles il s'est proposé d'améliorer la performance des modèles macro-économétriques.

### ***3.2. Faire progresser la pratique***

Pour Edmond Malinvaud, le développement de la théorie non-walrasienne ne se réduit pas à un exercice purement spéculatif, sans perspectives d'application, mais doit permettre *in fine* d'améliorer la performance des modèles macro-économétriques. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, si Malinvaud s'inspire largement de l'évolution de la pratique il lui reconnaît également certaines limites – toutes associées à sa tendance spontanée à l'empirisme et/ou à un déficit de fondements théoriques. Dans ces conditions, afin d'orienter (positivement) la pratique, la théorie des équilibres à prix fixes doit pouvoir répondre à deux enjeux majeurs : (i) réviser les procédures économétriques usuelles et, (ii) dégager de nouvelles spécifications théoriques, rendant l'estimation économétrique plus efficace<sup>64</sup>. Ainsi se traduit le second versant du rapport d'Edmond Malinvaud à l'égard de la pratique :

« *L'aboutissement de la théorie doit évidemment consister en une amélioration de la pratique. Dans le cas d'espèce, les développements théoriques [...] constituent l'un des motifs pour une révision des procédures économétriques actuelles. Mais cette révision doit aussi prendre en compte les acquis ou les critiques provenant d'autres voies de recherche. L'essai présenté ici cherche d'abord à montrer comment passer de la théorie à la pratique pour l'étude des questions considérées par la théorie moderne du chômage.* » (Malinvaud [1983a], p. 10 ; *nous soulignons*)

---

<sup>64</sup> Dans la perspective initiale tracée par Tucker ([1971], p. 58), le développement de la théorie non-walrasienne devait permettre d'améliorer la pratique de deux façons : (i) fournir un guide (*i.e.* des spécifications et/ou un modèle théorique estimables) capable de faciliter l'estimation économétrique ; (ii) apprécier dans quelle mesure les indicateurs de tension traduisent la signification empirique des phénomènes de déséquilibre. Aussi, il est clair que la démarche de Malinvaud n'a visé à satisfaire qu'au premier objectif, c'est-à-dire à tirer le meilleur parti de ces indicateurs pour accroître les performances des modèles macro-économétriques, sans chercher à se demander si ces derniers traduisaient effectivement un « déséquilibre ».

Voyons désormais comment Malinvaud a essayé de répondre à ces deux enjeux majeurs, dont le premier nous contraint à explorer quelques uns des développements de l'économétrie du déséquilibre. S'agissant du second enjeu, nous pourrions exposer les contributions de Malinvaud sans détour, car les spécifications nouvelles qu'il a proposées ont essentiellement visé à faire progresser l'économétrie de l'investissement.

### 3.2.1. L'économétrie du déséquilibre

A l'instar de la théorie non-walrasienne, le développement de l'économétrie du déséquilibre est bien antérieure aux contributions de Malinvaud (1980, 1982c, 1983a)<sup>65</sup>. Et pour cause, les premières contributions dans ce domaine (Fair et Jaffee [1972], Amemiya [1974], Maddala et Jenson [1974], Goldfeld et Quandt [1975]) ont quasiment emboîté le pas aux premiers modèles d'équilibres à prix fixes (en particulier, Barro-Grossman [1971]<sup>66</sup>). D'emblée, à partir de l'article pionnier de Fair et Jaffee (1972), la question se pose de savoir si les méthodes d'estimation traditionnelles, fondées sur le postulat d'un ajustement parfait des prix, sont adaptées aux modèles non-walrasiens. Toutefois, leur applicabilité est rapidement rejetée par tous (Laffont et Montfort [1976])<sup>67</sup>, parce que – reposant sur un principe d'équilibre – celles-ci conduisent à ce qu'une observation y est toujours relative à la fonction d'offre et à celle de la demande. Une telle remarque nous ramène aux difficultés de l'économétrie traditionnelle déjà mentionnées, où les (macro-)économètres ont été contraints d'avoir recours aux indicateurs de tension pour préciser la nature de l'équilibre et attester, le cas échéant, de l'existence de « déséquilibres » (ou mieux de tensions sur les marchés). Or, à cet effet, l'objectif de l'économétrie du déséquilibre est très précisément de faire l'inverse : identifier simultanément l'occurrence des « déséquilibres » et leur nature<sup>68</sup>. Dans ces conditions, l'enjeu collectif – pour les économètres engagés dans ce projet – a rapidement consisté à élaborer des procédures alternatives capables d'estimer le modèle non-walrasien. Autrement dit :

---

<sup>65</sup> Soulignons ici que l'application de la théorie des équilibres à prix fixes aux pays socialistes (*cf.* chapitre 3) s'est de même accompagnée d'un tel volet économétrique. A nouveau, si la littérature est pléthorique, R. Portes (Portes et Winter [1980], Portes et *al.* [1987], Portes [1989]) se distingue comme un des acteurs majeurs.

<sup>66</sup> La référence n'est toutefois pas exclusive à Barro-Grossman (1971) et il faut rappeler que la plupart des autres modèles non-walrasiens étaient disponibles en *working paper* au début des années 1970 (*cf.* chapitre 1).

<sup>67</sup> Notamment, bien avant que Quandt (1978) ait achevé de démontrer que l'hypothèse d'équilibre n'était pas « emboîtée » dans celle de déséquilibre : la fonction de vraisemblance du modèle d'équilibre ne peut pas être déduite *via* des restrictions sur les paramètres de la fonction de vraisemblance du modèle non-walrasien.

<sup>68</sup> Bureau et *al.* (1984) voient dans cette identification simultanée des paramètres et du régime de déséquilibre l'appart principal de l'économétrie du déséquilibre.



« *A priori*, au moins, si l'hypothèse de rationnement a un contenu empirique substantiel, il semble que la remise en cause de l'économie walrasienne doive entraîner une révision importante des procédures économétriques. » (Laffont et Montfort [1976], p. 5)

Après une période de tâtonnement, une première manière de contourner les difficultés à estimer le modèle non-walrasien fait consensus, à la suite de Maddala et Nelson (1974)<sup>69</sup>. Avant d'aller plus loin, précisons que ces difficultés tiennent essentiellement au fait que les variables explicatives ( $D_t, S_t$ ) ne sont pas observables parce que, en conformité avec la théorie non-walrasienne, il s'agit de grandeurs notionnelles. Ainsi, la quantité échangée ( $Q_t$ ) est la seule variable endogène et la seule qui soit observée ; soit la seule variable à partir de laquelle peut être estimé le modèle non-walrasien réduit à son expression la plus simple :

$$(1) \quad D_t = D(X_t^D, p_t) + \mu_{1t}$$

$$(2) \quad S_t = S(X_t^S, p_t) + \mu_{2t}$$

$$(3) \quad Q_t = \text{Min}(D_t, S_t)$$

Dans ce modèle, les prix et les variables influençant l'offre et la demande globale ( $X_t^D, X_t^S$ ) sont exogènes. Dans ces conditions, étant entendu qu'une observation  $Q$  donnée ne peut pas être attribuée *a priori* à un régime d'offre ou de demande, tout le problème est de trouver un moyen de préciser la position relative des fonctions d'offre et demande<sup>70</sup>. Pour ce faire, la prise en compte de paramètres d'erreurs aléatoires ( $\mu_{1t}, \mu_{2t}$ ) se révèle cruciale, en plus de traduire l'ambition des économètres du déséquilibre d'avoir voulu dégager une nouvelle famille de modèles économétriques structurels (Malinvaud [2006]). En effet, depuis Maddala et Nelson (1974), la méthode standard en économétrie du déséquilibre a consisté à raisonner

---

<sup>69</sup> Comme le soulignait déjà Laffont (1985), l'économétrie du déséquilibre a fait l'objet d'une littérature considérable depuis le début des années 1970. En témoigne les nombreux surveys qui y sont consacrés (et souvent réalisés par les mêmes auteurs), traduisant la nécessité constante d'actualiser les références et de faire le point sur les nouveaux développements (Laffont-Montfort [1976], Quandt [1982], Gouriéroux et al. [1984], Laffont [1985], Laroque et Salanié [1995]). Aussi, l'histoire que nous traçons à gros traits (pour les seuls besoins de la thèse) ne saurait être considérée comme exhaustive et appellerait, au contraire, à être approfondie.

<sup>70</sup> Depuis Fair et Jaffee (1972), il est supposé qu'un tel problème peut être contourné dès lors qu'on ajoute une équation de prix stochastique au modèle, celle-ci renseignant *ex post* sur le signe des demandes excédentaires nettes et – partant – sur la nature des régimes d'équilibres qui s'imposait alors pour l'économie. Toutefois, cette méthode rencontre un problème de spécification : l'absence de consensus sur le comportement dynamique des prix (*cf.* chapitre 3). Par conséquent, une variation caractérisée des prix peut ne pas conduire à des identifications identiques selon les modèles (Laroque et Salanié [1995]).

en termes de probabilité, en supposant les erreurs non corrélées dans le temps, indépendantes et normalement distribuées (de variance  $\sigma_1^2$  et  $\sigma_2^2$ ). Ainsi, la probabilité  $\pi_t$  que l'observation  $Q_t$  soit déterminée par la demande peut s'écrire :

$$\begin{aligned}
 \pi_t &= \Pr (D_t < S_t) \\
 (4) \quad &= \Pr (X_t^D + \mu_{1t} < X_t^S + \mu_{2t}) \\
 &= \Pr (\mu_{1t} - \mu_{2t} < X_t^S - X_t^D)
 \end{aligned}$$

La loi de probabilité suivie par  $\mu_{1t} - \mu_{2t}$  étant connue, et le vecteur des paramètres exogènes  $(X_t^D, X_t^S)$  estimés<sup>71</sup>, on peut calculer la probabilité que  $Q_t$  ait été déterminé par la demande. Ainsi, l'apport de l'économétrie du déséquilibre est-il d'avoir « endogénéiser » le processus, en ce sens que la probabilité d'occurrence des régimes d'équilibres apparaît comme un sous-produit de l'estimation des valeurs des paramètres (Bureau et *al.* [1984], Delarue [1984]). Cette méthode permettant alors de produire des énoncés de la forme suivante : « en 1974, il y a 80% de chances pour que le chômage ait été keynésien »<sup>72</sup>. Rapidement, plusieurs travaux ont adopté cette méthode, d'abord tester l'hypothèse de déséquilibre sur des marchés partiels (Goldfeld et Quandt [1975], Laffont et Garcia [1977], Muellbauer et Winter [1980]), mais surtout pour estimer des systèmes d'équations agrégés (Sneessens [1983], Artus et *al.* [1984], Artus et *al.* [1985]). En effet, l'objectif de cette « première génération » des modèles macro-économétriques du déséquilibre (Laffont [1985], Drèze [1987]) était d'identifier la nature du chômage en Europe, à plus forte raison pour ce qui concerne les années 1970.

Au-delà de la divergence des résultats obtenus selon les estimations<sup>73</sup>, il apparaît surtout que c'est la pertinence même de ces modèles de « première génération » qui est progressivement jugée insuffisante par l'ensemble des auteurs engagés dans l'économétrie du déséquilibre – ce dont les *surveys* de Gouriéroux et *al.* (1984) et Laffont (1985) portent d'ailleurs la marque. Or, dans cette remise en cause collective, le rôle de Malinvaud s'est avéré essentielle. Tout

---

<sup>71</sup> En appliquant la méthode du maximum de vraisemblance : sont recherchées les valeurs des paramètres qui maximisent la vraisemblance d'avoir obtenu l'échantillon d'observations relatives à la quantité échangée.

<sup>72</sup> Ce que Malinvaud (2006) explique de manière limpide : les fonctions d'offre et de demande étant non-observées, les valeurs prises par celles-ci aux différentes périodes ne peut être qu'aléatoires, de même que l'identification du régime d'équilibre.

<sup>73</sup> En annexe 3 figure une comparaison des résultats d'Artus et *al.* (1984, 1985).

d'abord, parce que Malinvaud (1982c)<sup>74</sup> a fait parti des premiers (avec Muellbauer [1978] et Kooiman et Kloek [1980]<sup>75</sup>) à émettre des réserves à l'endroit de la méthodologie décrite ci-dessus, et que celles-ci ont largement été reprises par la suite pour motiver l'abandon de cette première approche. Ensuite, parce que Malinvaud (1982c) a proposé une approche méthodologique alternative, ouvrant la voie à la nouvelle génération de modèles dits d'« agrégation des micro-marchés » (Gouriéroux et *al.* [1984], Bureau et *al.* [1984], Drèze [1987]). Toutefois, les principes de cette dernière approche découlant directement des critiques adressées par Edmond Malinvaud à la première méthode, il convient de ne pas les présenter de manière disjointe.

La première critique a trait à l'application de la condition d'efficience dans les macro-modèles, laissant à penser qu'une économie peut basculer brutalement d'un régime à un autre – disons, d'un équilibre classique à un équilibre keynésien. Pour Malinvaud (1982c), comme pour d'autres après lui (Lambert [1983], Bureau et *al.* [1984], Laffont [1985], Drèze [1987]), une telle éventualité est largement infirmée par l'observation empirique (notamment, par les études conjoncturelles) qui suggère, au contraire, que les phénomènes sont en réalité plus diffus, plus progressifs. Par ailleurs, suivant la remarque de Muellbauer (1978) selon laquelle un rationnement quantitatif ne peut s'exercer et s'observer qu'au niveau microéconomique (sur un marché donné), Malinvaud (1982c) propose de rejeter la condition d'efficience au niveau agrégé. Ainsi, la quantité observée ( $Q_t$ ) n'apparaît plus que comme résultat de l'agrégation des transactions sur les « micro-marchés », sur lesquels la condition d'efficience peut s'appliquer. Suivant cette approche, la proportion des marchés en excès de demande (ou d'offre) fait alors office de nouvelle variable endogène, en plus de la quantité échangée au niveau agrégé ( $Q_t$ ). Pour l'estimer, il suffit de récrire le modèle de base sous forme désagrégée, considérant  $N$  ( $n = 1, \dots, N$ ) marchés distincts<sup>76</sup> sur lesquels s'appliquent les

---

<sup>74</sup> Son article a en fait circulé plus tôt, dès 1981, en tant que *working paper* et sous un titre original quelque peu provocateur (« Econometric Implications of Macro-Disequilibrium Theory »), en ce qu'il tend à suggérer que les pionniers de l'économétrie du déséquilibre ont fait fausse route.

<sup>75</sup> Ce papier est daté différemment en bibliographie (Kooiman et Kloek [1985]), car il est longtemps resté – et a circulé comme tel – sous la forme d'un *working paper*,

<sup>76</sup> A nouveau, il s'agit d'une simple désagrégation du modèle canonique (Barro-Grossman-Malinvaud), en ce sens que le bien de consommation échangé sur les différents marchés reste le même. Toutefois, comme le souligne Laroque et Salanié (1995), une interprétation fidèle au modèle Arrow-Debreu conduit à supposer que ce bien est hétérogène (qu'il existe plusieurs biens) car disponible physiquement en des lieux différents. Par ailleurs, notons que l'approche en termes de « micro-marchés » n'a pas pour autant conduit à mieux rendre

comportements qu'on supposait jusque là au niveau agrégé. En reprenant le modèle de base de Laroque et Salanié (1995), les fonctions d'offres et de demandes dépendent des effets de reports ( $q^{-n}$ )<sup>77</sup>, d'un vecteur de variables exogènes ( $x$ ) et de paramètres ( $\theta$ ) mais sont encore affectées par des perturbations aléatoires ( $\varepsilon$ ).

$$(5) \quad \begin{aligned} d^n &= D^n(q^{-n}, x, \theta, \varepsilon) \\ s^n &= S^n(q^{-n}, x, \theta, \varepsilon) \\ q^n &= \min(d^n, s^n) \end{aligned}$$

En somme, le modèle de base servant à l'approche dite d' « agrégation des micro-marchés » ressemble très exactement au modèle multi-sectoriel de Malinvaud et Fitoussi (1980), dont Malinvaud (1982c) s'inspire d'ailleurs largement. Ainsi, la démarche théorique de Malinvaud s'illustre à nouveau comme ayant essentiellement visé à répondre aux enjeux de la pratique – et, en l'espèce, à faire progresser la pratique. En effet, loin d'avoir simplement voulu désagrégier le modèle canonique par souci de réalisme (*cf.* chapitre 3), ce modèle multi-sectoriel (Malinvaud et Fitoussi [1980a]) a avant tout consisté en une première étape dans le but d'adapter le modèle d'équilibre à prix fixes aux contraintes de l'estimation économétrique. En reprenant le modèle de Laroque et Salanié (1995), la proportion des marchés en excès de demande (notée  $P_{D < S}$ ) doit s'estimer à partir des vecteurs des variables exogènes ( $x$ ) et des paramètres ( $\theta$ ), des perturbations indépendantes affectant tant l'offre ( $\varepsilon_d^a, \varepsilon_d^n$ ) que la demande ( $\varepsilon_s^a, \varepsilon_s^n$ )<sup>78</sup> et d'une fonction de distribution statistique (A) :

$$P_{D < S} = \frac{1}{N} \sum_{n=1}^N A[D(x, \theta, \varepsilon_d^a, \varepsilon_d^n) > S(x, \theta, \varepsilon_s^a, \varepsilon_s^n)]$$

---

compte des effets de report (*spillover effects*), ceux-ci conduisant à des spécifications trop compliquées au niveau agrégé (Laroque et Salanié [1995]). Dans ces conditions, la quantité échangée n'est guère que la somme des quantités échangées sur les différents marchés spécifiques et les spécifications de l'approche en termes de « micro-marchés » ne sont pas plus complexes que dans le modèle agrégé.

<sup>77</sup> Ainsi est supposé que la quantité échangée sur un autre marché ( $n-1$ ) puisse faire office d'argument pour la quantité offerte ou échangée sur le marché  $n$  (par exemple : le travail qualifié comme argument de la fonction de demande de travail non-qualifié). Au niveau agrégé, ces effets de report disparaissent néanmoins parce que trop complexes à prendre en compte et/ou parce qu'elles n'ont pas conduit à des spécifications estimables. Voir sur ce point : Laroque et Salanié ([1995], p. 394 et p. 399)

<sup>78</sup> La première perturbation (indiciée  $a$ ) traduit un choc agrégé, quand la seconde (indiciée  $n$ ) traduit un choc dit « idiosyncratique » : affectant le seul marché considéré. Ces perturbations correspondent en fait aux paramètres d'erreurs du modèle structurel décrit précédemment et sont d'ailleurs supposées suivre les mêmes lois.

La seconde critique adressée par Malinvaud (1982c) à l'encontre de la méthode agrégée est plus pragmatique. Elle consiste à déplorer que celle-ci soit incapable de tirer pleinement parti des indicateurs de tension, et encore moins de l'information issue des enquêtes réalisées auprès des entreprises. Or, comme on l'a vu précédemment, il s'agit d'un enjeu essentiel pour la théorie non-walrasienne selon Malinvaud, qui y voit d'ailleurs là la raison principale à son développement (*cf.* chapitre 2). En effet, l'identification du régime ne résultant que de l'estimation des paramètres structurels du modèle, cette première méthode n'a pas – en principe<sup>79</sup> – besoin de recourir à un autre type d'information que l'information quantitative relative aux séries temporelles. A l'inverse, la méthode alternative proposée par Malinvaud (1982c, 1983a) est plus susceptible d'intégrer l'information issue de ces enquêtes. En effet, le modèle étant désagrégé et les marchés supposés distincts (où un marché équivaut à une entreprise), l'information qualitative relative à la situation des entreprises peut être directement utilisée pour améliorer l'estimation des paramètres et l'identification du type de régime s'exerçant sur un marché donné<sup>80</sup>. Aussi, comme le soulignent Laroque et Salanié ([1995], p. 398), l'intérêt de l'approche par les « micro-marchés » est plus empirique que théorique, du fait qu'elle permet de contourner le problème de la variable latente et de déterminer le régime d'équilibre partir des indicateurs de tensions<sup>81</sup>. Dans les années 1980, c'est essentiellement par cette seconde voie, inspirée par Malinvaud (1982c), que s'est développée l'économétrie du déséquilibre.

---

<sup>79</sup> En principe seulement, car il est clair que les indicateurs de tension sont omniprésents dans cette histoire, qu'ils aient servi de base pour l'estimation ou de base de comparaison). Ainsi, Delarue (1984) comme Bureau et *al.* (1984) soulignent la forte corrélation des résultats avec les indicateurs de tension ; comme ils soulignent également leur corrélation avec la coloration des politiques économiques menées à l'époque : keynésiennes à partir du retournement de 1974, puis progressivement de plus en plus classiques.

<sup>80</sup> Ce recours direct aux données qualitatives n'est pas sans poser quelques difficultés (Laroque et Salanié [1995], Lambert [1984]), dont la plus évidente tient au biais qu'elles introduisent en faveur des entreprises. En effet, les données d'enquêtes n'étant relatives qu'à l'expérience vécue et/ou ressentie par les firmes sur leur situation courante (Laroque et Salanié [1995], Salvas-Bronsard [1985]), elles laissent largement dans l'ombre l'autre côté du marché (la demande) et expliquent que le concept d'excès de demande soit resté à un niveau proprement théorique. Suivant cette logique, l'approche par les « micro-marchés » associe en fait un micro-marché à la situation courante d'une firme donnée, considérant les informations qualitatives la concernant comme des données. Aussi, au terme de leur appréciation, Laroque et Salanié ([1995], p. 400) concluent qu'il est difficile de supposer comme il est fait dans la littérature que les indicateurs de tension constituent des mesures exactes de la proportion des marchés en excès de demande : « These remarks should not be taken as a dismissal of the use of disequilibrium indicators, but as a warning sign regarding many empirical studies that *a priori* assume that the indicators give the proportion of markets in excess demand without *any measurement error*. This assumption, forced upon econometricians by the intractability of the alternative, should be relaxed. »

<sup>81</sup> Jusqu'à inverser la logique de l'explication. Ainsi, on ne dira plus le chômage est keynésien dans telle région parce que les salaires sont trop faibles (et les prix trop élevés), mais : le chômage est keynésien parce que les « indicateurs de tension » l'attestent, c'est donc que les salaires doivent être trop faibles (et les prix trop élevés).

### 3.2.2. L'économétrie de l'investissement

Au-delà de l'objectif de générer une nouvelle famille de modèles structurels, visant à identifier l'occurrence de régimes d'équilibres non-walrasiens, l'ambition d'Edmond Malinvaud a été de faire progresser l'économétrie de l'investissement – considérée par d'aucuns comme le parent pauvre de la macro-économétrie (Malinvaud [1988a], Bureau et *al.* [1984], Norotte et *al.* [1987]). Deux raisons principales expliquent, selon lui, les difficultés de l'économétrie de l'investissement : alors qu'il s'agit là d'un des comportements les plus complexes d'une économie de marché<sup>82</sup>, les informations statistiques le concernant demeurent relativement pauvres (Malinvaud [1988a], p. 143). Dans ces conditions, l'objectif pour Edmond Malinvaud est de répondre à cette double aporie, en proposant une nouvelle spécification de l'investissement qui soit inspirée des développements de la théorie non-walrasienne mais, encore, qui facilite le travail d'estimation économétrique.

Comme nous l'avons précédemment souligné, si les économètres reconnaissent depuis longtemps l'effet accélérateur comme un déterminant principal de l'investissement à court terme, ils se montrent beaucoup plus hésitants en ce qui concerne l'impact des facteurs secondaires : le coût relatif des facteurs, le niveau des marges et/ou des profits, l'accès au crédit et l'utilisation de la capacité. En résulte la diversité des spécifications retenues dans les modèles macro-économétriques, opérationnels pendant les années 1970, qui reposent tous sur l'effet accélérateur mais varient largement sur les facteurs secondaires – sans que cela soit justifié par l'horizon temporel<sup>83</sup>.

---

<sup>82</sup> Assez rapidement, il est apparu aux économètres que le modèle purement néoclassique de l'investissement (*i.e.* déterminé par le seul coût des facteurs) était non-significatif, de sorte que la prise en compte d'autres facteurs relevait de la nécessité (Norotte et *al.* [1987], p. 31-32). Depuis lors, il est notoire que le moment de spécifier le comportement d'investissement est toujours vécu comme un cauchemar pour les économètres (Bureau et *al.* [1984], Norotte et *al.* [1987]).

<sup>83</sup> Soulignons, au passage, qu'une variable traduisant l'influence des profits (ou des marges) sur l'investissement est systématiquement retenu dans les modèles macro-économétriques. Ce simple fait permet de congédier l'idée selon laquelle les modèles économétriques keynésiens n'ont été que de vulgaires modèles tirés par la demande, négligent le fait que les firmes ont pour premier objectif de maximiser le profit.

Equations d'investissement							
	Spécification	Accélérateur	Capacités Marges	Profit	Coût relatif capital/travail	Encadrement du crédit	Autres
Mini-Dms	I/K	Oui	Oui	Oui (autofinancement)	Non	Non	Constante
Dms	I/K	Oui	Oui	Oui (autofinancement)	Non	Oui	Constante
Copain	I/K <sub>-1</sub>	Oui	Oui	Oui (Ebe et taux de base bancaire)	Non	Non	Distinction de 2 sous-périodes avant et après 1974 Constante
Icare Log (I)	(investissement net)	Oui	Oui	Oui (taux de marge et aides à l'inv.)	Non	Oui	Pas de constante
Mogli	Fbcf (valeur) Autofinancement lissé	Oui (effet non linéaire)	Oui	Non	Non	Non Constante	Comportement patrimonial ratio: placements financiers/profits
Métrie I		Oui	Non	Oui (modulation de l'accélérateur)	Oui (modulation de l'accélerat.)	Oui	Constante
Propage K/K		Oui	Non	Non	Oui	Non	Constante

Notations I : investissement matériel en volume. K : capital.

Source : Bureau *et al.* ([1984], p. 20)

Un tel état de la pratique macro-économétrique est, pour Malinvaud (1987c, 1988a), d'autant plus déplorable que les dérives de l'investissement dans les années 1970 ne sauraient être imputées au seul l'effet accélérateur, *i.e.* à la réduction de la croissance économique. Aussi encourage-t-il régulièrement les économètres à poursuivre leurs efforts pour dégager l'importance respective (et l'élasticité) des déterminants secondaires (Malinvaud [1982a, 1982c, 1983a, 1987c, 1988a]). Dans cette perspective, les recherches théoriques de Malinvaud (1980b, 1982a, 1983a, 1987c) visant à expliquer la formation de la demande de travail à moyen terme, en exploitant largement l'influence de la profitabilité sur l'investissement, doivent s'interpréter comme traduisant sa volonté de répondre aux carences de l'économétrie :

« Motivé par le souci de mieux comprendre les tendances à moyen terme de la formation de la demande de travail, j'ai réfléchi depuis quelques années sur la relation entre la profitabilité et l'investissement. J'y ai été d'autant plus poussé que l'économétrie de l'investissement ne reconnaissait guère cette relation, sauf pour la théorie de Tobin [...]. » (Malinvaud [1988a], p. 145)

Et Malinvaud ([1988a], p. 145-147) de suggérer aux économètres d'adopter la spécification de l'investissement à laquelle ses recherches ont abouti, *i.e.* celle retenue dans son modèle le

plus avancé (Malinvaud [1987b]), afin de combler cette insuffisance<sup>84</sup>. Par ailleurs, bien conscient des contraintes propres à la macroéconomie appliquée, Malinvaud ([1983a], ch. 5) examine les voies par lesquelles son concept abstrait de profitabilité pourrait être transposé en un indicateur statistique<sup>85</sup>. La difficulté étant qu'il s'agit là d'un facteur de décision portant sur des opérations futures non encore arrêtées, *i.e.* un comportement anticipé, toujours difficilement quantifiable. Or Malinvaud (1983a) n'y parvient pas ; et il contourne le problème, en construisant son indicateur à partir des résultats obtenus en moyenne par les opérations productives (observées *ex post*), supposant donc que la profitabilité (anticipée) est forte lorsque les résultats moyens (*i.e.* le niveau des profits réalisés) l'ont été<sup>86</sup>. Par ailleurs, la substance de l'indicateur de profitabilité de Malinvaud n'apparaît véritablement qu'en comparant le rendement des opérations productives à celui des placements financiers :

$$(1) \quad \textit{Profitabilité} = \textit{Taux net de profit} - \textit{Taux d'intérêt de long terme}$$

Quant à savoir en quoi cet indicateur diffère de la relation Q de Tobin (1969), définie par le ratio entre le rendement des opérations productives (mesurée par l'évaluation boursière) et celui des placements financiers (mesuré par le coût de remplacement du capital net), Malinvaud souligne (1983a, 1987b, 1988a) que les deux concepts ne coïncident que sous des conditions idéales du fonctionnement des marchés financiers. En effet, seulement dans ce cas, l'augmentation des profits escomptés exprimerait l'augmentation des rendements productifs et, donc, celle de la profitabilité. Or, c'est précisément une telle hypothèse que Malinvaud (1982a, 1982c, 1983a, 1987c, 1988a) rejette, reprenant l'argument de Keynes ([1936], ch. 12)

---

<sup>84</sup> Deux raisons expliquent, selon Malinvaud (1982a, 1983a, 1987b, 1988a, 1988b), pourquoi la profitabilité a été si longtemps négligée en économétrie en tant que déterminant de l'investissement. Tout d'abord, il l'attribue au fait que la référence théorique à un équilibre général concurrentiel a été constante depuis la Seconde Guerre mondiale. Avant de rappeler l'évidence selon laquelle la profitabilité est un concept difficilement quantifiable, car celui-ci est intimement lié au concept d'anticipations (lui-même difficilement quantifiable) mais inclut également une série de complications pour l'estimation économétrique : la profitabilité agit avec retard sur l'emploi (ce qui ne permet pas de distinguer l'effet de la profitabilité de celui des profits passés) ; les effets de la profitabilité sont fortement non-linéaires (notamment celle-ci joue peu sous des conditions normales).

<sup>85</sup> Ainsi : « Trouver un indicateur statistique transposant le concept abstrait de profitabilité impose des choix méthodologiques et des recherches de données. Diverses variantes pourraient exister par rapport à la solution qui va être présentée. Celle-ci doit être considérée comme le résultat d'une première tentative. Puisque la profitabilité semble être un concept essentiel pour l'analyse conjoncturelle, il faut souhaiter que cette solution soit examinée de près, discutée et amendée. Dans le passage du concept abstrait à un indicateur statistique, une double approximation s'impose ici dès l'abord, comme pour beaucoup d'autres questions de la macroéconomie appliquée. » (Malinvaud [1983a], p. 211).

<sup>86</sup> Puis Malinvaud ([1983a], p. 212) de renvoyer la tâche d'élaborer un indicateur plus proche du concept théorique à d'éventuelles recherches futures



selon lequel les arbitrages entre actifs sur les marchés financiers sont trop soumis à la logique spéculative pour que l'on puisse en déduire une évaluation objective des profits anticipés. Dans la perspective de Malinvaud : les cours de bourse étant fortement sujets aux déséquilibres (plus que n'importe quel autre prix), ils introduisent nécessairement des fortes déviations par rapport à la valeur actualisée des profits futurs. Ainsi congédie-t-il le ratio Q de Tobin à la faveur de son propre indicateur de profitabilité (1), dont il s'emploie à estimer<sup>87</sup> la valeur pour le cas français sur la période 1962-1982 à partir des séries longues de la comptabilité nationale :

PROFITABILITÉ DES SOCIÉTÉS ET QUASI-SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES  
(à l'exclusion des grandes entreprises nationales)

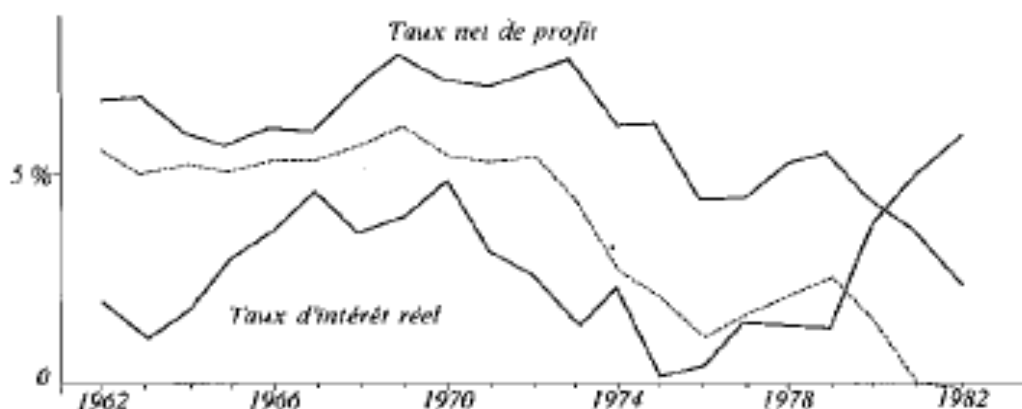
Année	Épargne brute (Milliards de F)	Revenus distribués (Milliards de F)	Amortissements (Milliards de F)	Allègement des dettes (Milliards de F)	Profit net (Milliards de F)	Capital net (Milliards de F)	Taux net de profit (pour cent)	Taux d'intérêt (pour cent)	Profitabilité (pour cent)
1962	22,5	7,4	14,5	2,9	18,3	270	6,8	2,0	4,8
1963	24,5	7,8	16,5	5,7	21,5	310	6,9	1,1	5,8
1964	28,6	8,4	18,3	2,4	21,1	350	6,0	1,8	4,2
1965	30,9	8,9	20,1	2,8	22,5	390	5,8	3,0	2,8
1966	34,9	9,9	22,1	3,4	26,1	430	6,1	3,6	2,5
1967	38,3	10,9	24,4	3,0	27,8	460	6,0	4,6	1,4
1968	42,7	11,5	25,4	7,4	36,2	500	7,2	3,6	3,6
1969	46,7	13,5	28,5	8,7	40,4	510	7,9	4,0	3,9
1970	50,9	14,3	33,0	10,4	42,6	580	7,3	4,9	2,4
1971	55,9	15,8	37,3	12,7	47,1	660	7,1	3,1	4,0
1972	64,6	18,2	42,4	14,4	54,8	742	7,4	2,6	4,8
1973	66,4	22,3	48,7	28,7	68,7	890	7,7	1,4	6,3
1974	62,6	26,3	61,5	34,1	61,5	1 000	6,2	2,3	3,9
1975	69,8	28,5	73,7	49,4	74,0	1 200	6,2	0,1	6,1
1976	82,7	29,2	96,4	44,9	60,4	1 370	4,4	0,4	4,0
1977	92,9	32,4	99,5	43,5	69,3	1 552	4,4	1,4	3,0
1978	114,5	35,8	113,2	56,7	93,8	1 800	5,2	1,4	3,8
1979	134,9	44,2	127,3	60,4	112,2	2 100	5,3	1,3	4,0
1980	132,1	48,3	147,0	69,3	102,7	2 472	4,2	3,8	0,4
1981	122,2	51,0	171,6	93,7	95,3	2 700	3,5	4,8	- 1,3
1982	132,4	53,4	193,0	76,5	69,3	3 000	2,3	5,7	- 3,4

Source : Malinvaud ([1983a], p. 218)

<sup>87</sup> Le taux de profit et le taux d'intérêt sont, toutes deux, estimés en valeur réelle (corrigée de l'inflation). Par ailleurs, le taux de profit net s'obtient par addition de l'épargne brute et des revenus nets distribués (donnant ainsi lieu à un « profit brut après impôts), auquel on retranche les amortissements et l'allègement des dettes. A ce niveau, on obtient un profit net (5<sup>ème</sup> colonne) qu'il faut encore diviser par le capital net pour dégager une estimation du taux de profit net (7<sup>ème</sup> colonne) ; la profitabilité s'obtient finalement en appliquant (1). Pour plus de détails sur la manière dont ces différents postes sont estimés, voir : Malinvaud ([1983a], p. 215-222).

En fait, il s'agit là de la première mesure de profitabilité réalisée pour le cas français, ouvrant la voie à d'autres estimations, notamment dans le *Rapport sur les Comptes de la Nation* (1984, 1985). Ici, le point important est le suivant : alors que tous les ratios de rentabilité tendaient à la baisse pour la période 1973-1982 (Norotte et al. [1984], p. 12-14), les estimations de Malinvaud suggèrent que la profitabilité ne s'est véritablement effondrée qu'au tournant des années 1980 (où cette valeur devient négative). Ce qu'illustre plus clairement le graphique ci-dessous :

#### ÉVOLUTIONS DU TAUX DE PROFIT ET DU TAUX D'INTÉRÊT RÉEL



Source : Malinvaud ([1983a], p. 223)

Deux remarques s'imposent ici. Premièrement, cette estimation montre que la profitabilité n'est pas un facteur assez significatif pour expliquer le ralentissement de l'investissement, du moins jusqu'au tournant des années 1980. Or, un tel résultat est de nature à infirmer les premières intuitions de Malinvaud (1977) sur les raisons de la montée du chômage depuis le milieu des années 1970 (*cf.* chapitre 1). Deuxièmement, l'effondrement de la profitabilité apparaît surtout causé par l'élévation du taux d'intérêt réel, dont le taux de variation est supérieur à celui du taux de profit net (en baisse sur la période 1980-1982). Or, ceci va à l'encontre des conclusions des modèles « dynamiques » de Malinvaud, qui mettent en évidence l'effet propre de la profitabilité, défini en son sens abstrait – *i.e.* une chute du profit anticipé causée par un effondrement de la demande anticipée et/ou du coût des facteurs de production. Ainsi, le facteur significatif de la chute de la profitabilité apparaît d'abord être le « coût du capital » plutôt que le « coût du travail » (et/ou la baisse de la demande anticipée). Ceci explique, peut-être, pourquoi il s'est par la suite montré insatisfait de sa mesure initiale

et proposa de déduire directement la valeur de la profitabilité à partir des prix de la valeur ajoutée et du coût des facteurs (Malinvaud [1987c]). L'enjeu étant, toujours, d'élaborer une mesure estimable s'approchant au plus près de sa définition théorique, afin d'identifier plus précisément l'importance véritable de la profitabilité dans la crise des années 1970.

De manière plus générale, poursuivant son souci de faire progresser l'économétrie de l'investissement, Malinvaud (1983a, 1988a) exhorte les économètres à étendre leurs sources d'informations statistiques. En effet, selon lui, le comportement d'investissement ne peut s'appréhender qu'à partir des séries temporelles usuelles : les comptes nationaux, indices de prix et de rémunérations. Et de proposer de prendre également en compte les stocks (*i.e.* les évaluations existantes du capital productif), des mesures de l'endettement des firmes ou des variables plus qualitatives, comme les résultats des enquêtes réalisées auprès des chefs d'entreprises dont nous avons déjà parlé plus haut. Une telle insistance de la part de Malinvaud n'est pas sans raison : ce dernier associe indexant le succès d'une politique des revenus aux progrès de l'économétrie de l'investissement. En effet, pour lui, le défi posé par une telle politique n'est pas tant théorique qu'appliqué, celle-ci imposant de savoir si l'implémentation d'une distribution appropriée des taux de rémunération permettrait (ou non) le retour de la croissance à long terme (Malinvaud [1982a], p. 301)<sup>88</sup>. A défaut d'un tel progrès de l'économétrie de l'investissement, permettant notamment de dégager l'influence véritable de la profitabilité, toute recherche théorique sur ce sujet se réduit malheureusement à un exercice purement spéculatif – ce qu'il admettait d'ailleurs, pour lui-même, à l'issue de l'un de ses modèles théoriques :

« Visiblement ; cet article se termine sur une note pessimiste. Mesurer comment la profitabilité affecte l'investissement serait essentiel pour savoir comment la politique des salaires et les "profits d'aujourd'hui" réagiront sur "l'emploi d'après-demain". Mais je ne peux pas donner de procédé aisé pour cette mesure. » (Malinvaud [1982a], p. 302)

---

<sup>88</sup> Malinvaud ([1982a], p. 301) interroge, par exemple, l'une des assertions régulièrement avancées à l'époque : faut-il restaurer, ou non, le taux de profit d'avant 1974 ? A cette question, Malinvaud ([1983a], p. 225) répond par la négative, déduisant de ses estimations sur la période 1962-1982 un niveau approprié de l'indicateur de profitabilité de l'ordre de 4%.

Ainsi le rapprochement avec John R. Hicks opéré dans ce chapitre a-t-il permis de mieux cerner les contours et les spécificités de la démarche théorique d'Edmond Malinvaud. Tout d'abord, si ces deux auteurs sont animés par la même volonté de reconsidérer la théorie keynésienne (par l'identification de nouvelles limites à l'expansion keynésienne), la démarche de Malinvaud se distingue par sa réaffirmation des principes de l'analyse classique : qu'il s'agisse du concept de « chômage classique » ou de son diagnostic sur la montée du chômage dans les années 1970. Par ailleurs, il est clair que les démarches méthodologiques de Hicks et Malinvaud sont très analogues, la meilleure preuve étant qu'elles partagent les mêmes avantages et les mêmes limites, en particulier le caractère fortement *ad hoc* des équations de comportement. Mais la deuxième spécificité de Malinvaud apparaît en ce point, car celui-ci refuse de se satisfaire de telles spécifications et ne cesse de renvoyer à l'économétrie le soin de juger la pertinence de ses résultats théoriques. Enfin, l'approfondissement de ce dernier point permet de dégager une nouvelle spécificité de la démarche de Malinvaud, en mettant en évidence le double rapport qu'ont entretenu ces recherches théoriques vis-à-vis de la pratique. Celles-ci ayant autant visé à rationaliser l'évolution de la modélisation macro-économétrique (et sa tendance croissante à considérer les indicateurs de tensions) qu'à la faire progresser.

Poursuivant l'objectif de préciser la nature de l'engagement d'Edmond Malinvaud en macroéconomie, comme le sens de la démarche, nous allons désormais examiner la manière dont ce dernier s'est opposé à la principale école concurrente de la théorie non-walrasienne dans les années 1970 : la Nouvelle Economie Classique.

## ***Chapitre 5 : Les critiques d'Edmond Malinvaud à la NEC : la marque d'une discontinuité dans l'histoire récente de la macroéconomie***

« La théorie des années 1960 a failli, non parce qu'elle était fautive, mais parce qu'elle était trop sommaire. Le risque qui nous menace actuellement, et auquel certains de nos collègues résistent mal, serait de la remplacer par une théorie encore plus sommaire et professée avec encore plus de dogmatisme. » (Malinvaud [1982d], p. 21)

A l'inverse des chapitres précédents, ce chapitre vise à traiter directement l'une des problématiques de l'histoire récente de la macroéconomie, exposées précédemment en introduction générale : la recherche des micro-fondements est-elle directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970 ? A cet effet, rappelons que la *standard narrative* suggère que la recherche des micro-fondements de la macroéconomie, en raison de sa vocation à dégager les fondements microéconomiques de la macroéconomie keynésienne, devait nécessairement conduire à en débusquer les incohérences théoriques et à consacrer la supériorité du paradigme alternatif proposé par la NEC. A cette question générale, ce chapitre ne propose toutefois qu'un début de réponse (qui sera complétée dans le chapitre suivant), en faisant valoir que l'ascension de la NEC en macroéconomie au cours des années 1970-1980 ne s'est pas opérée sans résistances, en particulier de la part des économistes américains dits de la « synthèse néoclassique » : Tobin (1980, 1981, 1983<sup>1</sup>, 1986, 1988) ; Solow (1978, 1979a, 1986a, 1986b, 1988a, 1988b) ; Modigliani (1977, 1988) ; Okun (1978, 1980) ; Haberler (1980a, 1980b) ; Blinder (1987, 1988)<sup>2</sup>. L'expression de telles réserves à l'égard de la NEC n'a toutefois pas été l'apanage des seuls économistes américains de la « synthèse néoclassique » car certains économistes européens s'y sont associés, au premier rang desquels se trouve Edmond Malinvaud.

L'occurrence de telles critiques signale *en soi* que les transformations récentes de la discipline macroéconomique, sous l'influence de la NEC, n'étaient en rien évidentes ni nécessaires. Cependant, pour valider une telle hypothèse alternative, il reste à vérifier que ces critiques sont bien fondées et que les auteurs de la « synthèse néoclassique » ne se sont pas opposés à

---

<sup>1</sup> Cet ouvrage de Tobin, largement consacré à la critique de l'approche proposée par la NEC, lui aura valu de susciter l'une des (très) rares réactions de Lucas à ses détracteurs (Lucas [1981]).

<sup>2</sup> Pour l'analyse détaillée de ces critiques, voir : Goutsmedt et al. (2015).

l'ascension de la NEC pour de *mauvaises raisons*<sup>3</sup>. A cet effet, les critiques adressées par Malinvaud à la NEC fournissent un cas d'étude d'autant plus intéressant que celui-ci possède certaines spécificités par rapport aux économistes américains de la « synthèse néoclassique ». La première étant que Malinvaud a été pleinement engagé dans la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie (*cf.* Partie 1). Et c'est d'ailleurs en contribuant à la recherche des micro-fondements qu'il prend conscience des orientations particulières prises par le développement de la théorie macroéconomique aux Etats-Unis<sup>4</sup>. Aussi, fort de cette spécificité, Edmond Malinvaud ne s'est pas contenté de contester la pertinence empirique des hypothèses de la NEC, comme Robert Solow ou James Tobin, mais a étendu ses critiques aux développements ultérieurs autorisés par l'adoption de ces hypothèses comme postulats : la Critique de Lucas ; la Nouvelle Econométrie de la NEC ; l'incohérence temporelles des politiques optimales ; *etc.* Edmond Malinvaud aura été ainsi l'un des rares macro-économistes de cette génération à s'être intéressé sérieusement aux travaux de la NEC, en lisant notamment un large ensemble de leurs contributions à la discipline macroéconomique.

« Imaginez que quelqu'un prenne place là où vous êtes assis maintenant et qu'il m'annonce qu'il est Napoléon Bonaparte. La dernière chose dont j'ai envie, c'est de me retrouver à discuter techniquement des tactiques de la cavalerie lors de la bataille d'Austerlitz. Le faire reviendrait à accepter tacitement qu'il est bien Napoléon. Or, Bob Lucas et Tom Sargent ont une prédilection pour les discussions techniques, parce que dans ce cas vous avez tacitement accepté leurs postulats principaux ; votre attention est détournée de la faiblesse fondamentale de leur scénario. Etant donné que pour moi ce cadre de référence est ridicule, je réagis en le traitant comme tel, c'est-à-dire en me moquant, de façon à ne pas tomber dans le piège d'en parler sérieusement et de passer à des questions techniques. » (Solow [1988a], p. 196-97)

« Une fois que l'on postule les anticipations rationnelles, une série de problèmes techniques se posent. Personnellement, je ne les trouve pas intéressants. Je pourrais m'y intéresser si je prenais le temps de les approfondir, mais je n'ai pas essayé de le faire. » (Tobin [1988], p. 148)

Signalons d'emblée que les critiques d'Edmond Malinvaud à la NEC ne sont toutefois pas différentes, par nature, de celles des économistes américains de la « synthèse néoclassique ».

---

<sup>3</sup> En bref, il s'agit de vérifier que l'opposition des économistes de la « synthèse néoclassique » à la NEC n'était pas artificielle et n'avait pas pour unique fonction (rhétorique) que d'éviter une révolution de palais en macroéconomie, leur permettant ainsi de maintenir leur position dominante dans la hiérarchie académique. Si un tel scénario paraît abscons, il doit au moins tenir lieu d'hypothèse sous-jacente à la *standard narrative* pour pouvoir expliquer l'opposition des économistes de la « synthèse » à l'ascension de la NEC. L'hypothèse alternative étant que ces économistes s'y seraient opposés à tort, parce qu'ils n'avaient finalement rien compris à l'approche proposée par la NEC ; une hypothèse alternative que ce chapitre a pour but d'infirmer.

<sup>4</sup> Ainsi : « While my reflections during these past fifteen years were concentrating on the research program in disequilibrium macroeconomics, I witnessed with a good deal of dissatisfaction the main trends in macroeconomic theory that were occurring in American universities. My dissatisfaction was less concerned with research, [...] than what were said to be its implications about macroeconomic phenomena and what I imagined was then taught to good students coming from all over the world. » (Malinvaud [1987d], p. 309)

En effet, elles concernent tout autant la validité externe des modèles de la NEC, *i.e.* l'adéquation de ses hypothèses à la réalité. Aussi, afin d'en marquer la spécificité, nous parlerons à l'endroit des critiques de Malinvaud d'une *critique externe approfondie*, du fait que celles-ci s'attaquent à la validité empirique (externe) des hypothèses de la NEC et aux développements ultérieurs qui ont été réalisés en prenant ces hypothèses pour des postulats. Or, de cette spécificité, il résulte un double bénéfice à examiner les critiques de Malinvaud à la NEC ; le premier bénéfice étant que ces critiques sont plus précises et présentent un caractère plus systématique que celles exprimées par les économistes américains de la « synthèse néoclassique ». Autrement dit, si toutes les critiques énoncées par Malinvaud se retrouvent chez tous ces économistes, aucun d'entre eux ne les a jamais énoncées toutes<sup>5</sup>. Dérivant du premier, le second bénéfice à examiner les critiques de Malinvaud tient à ce que celles-ci donnent mieux à voir les raisons de l'opposition farouche des économistes de la « synthèse néoclassique » à l'ascension de la NEC au sein de la discipline macroéconomique.

A l'inverse des économistes américains de la « synthèse », Edmond Malinvaud n'a commencé à faire état de ses critiques à l'égard de la NEC qu'à partir du début des années 1980. A l'occasion d'abord de sa discussion des preuves empiriques concernant l'existence d'un déséquilibre sur le marché du travail (Malinvaud [1982d, 1984a, 1985a, 1985c])<sup>6</sup>. L'explication alternative qu'il attaque alors, en arrière-fond, n'est autre que celle d'un apurement permanent des marchés : le postulat de *market-clearing*. Par la suite, à mesure qu'Edmond Malinvaud prend mieux la mesure du succès rencontré par la NEC, le spectre de ses critiques tend à s'accroître. Il s'attaque ainsi au concept d'anticipations rationnelles, à la Critique de Lucas, à la nouvelle économétrie de la NEC, à la pratique de la calibration, à la « théorie de la recherche d'emploi » (*job search*), ou encore au principe d'une gouvernance par des règles de politique économique. A la fin des années 1980, Malinvaud a définitivement pris acte de l'influence de la NEC sur les transformations de la macroéconomie<sup>7</sup>. Toutefois, il continue sa campagne à l'encontre de cette dernière et, encore, avec une conscience redoublée

---

<sup>5</sup> Ainsi Solow s'en prend surtout au *market-clearing* et à l'usage de son modèle de croissance par la TCR ; Tobin et Modigliani s'en prennent surtout aux anticipations rationnelles et aux arguments monétaristes de la NEC ; Okun et Haberler s'en prennent surtout au scénario de la crise des années 1970, *etc.*

<sup>6</sup> Profitons de l'occasion pour signaler que plusieurs économistes américains de la « synthèse néoclassique » ont suivi de près l'évolution du programme de recherches non-walrasien et font, d'ailleurs, régulièrement référence aux contributions théoriques de Malinvaud – y compris celles postérieures à *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]). En particulier, Solow (1979a, 1979b, 1986a, 1988b, 2000), qui a fait la revue d'un de ses ouvrages (Solow [1981]) et avec qui Malinvaud a entretenu une correspondance suivie au cours des années 2000 (*cf.* Archives de Solow, Rubenstein Rare Book and Manuscript Library, Duke University).

<sup>7</sup> Comme en témoigne cette citation : « My purpose today is not to explain the appearance and success of this school, but rather to consider its views on how to use macroeconomic data. » (Malinvaud [1989a], p. 211-11)

des raisons et des arguments à lui opposer. Le point culminant étant, sans doute, sa communication à l'*American Economic Association* (en 1991), consacrée exclusivement à sa critique du postulat de *market clearing*, et destinée à faire prendre conscience à la communauté internationale des économistes mathématiciens du danger qui menaçait alors la macroéconomie. Par la suite, des années 1990 jusqu'à la fin de sa vie, Malinvaud est revenu fréquemment sur les raisons de son opposition à la NEC, sans jamais chercher à les dissimuler ou à les minorer. De manière symptomatique, Edmond Malinvaud ne s'embarrasse pas à distinguer la TCR de la NEC, mais en souligne au contraire la filiation. Et, s'il se prend parfois à les distinguer, ce n'est qu'en tant que la TCR lui paraît avoir adopté une posture plus provocatrice encore que la NEC :

*Snowdon et al. : La théorie du cycle économique réel est-elle, selon vous, une avancée de la science économique ?* « Qu'appelle-t-on une avancée ? Cette théorie appartient à l'ensemble de celles déduites, par la nouvelle école classique, de l'hypothèse de marchés apurés. Elle y ajoute l'hypothèse que les principaux aléas macroéconomiques ont leur origine dans les changements imprévus de l'efficacité des techniques de production. Elle introduit une méthodologie nouvelle pour la vérification empirique des conclusions déduites de la théorie quant aux profils des principales grandeurs macroéconomiques dans leur évolution simultanée. Elle sait fort bien manier la rhétorique. Tout cela ne constitue pas une avancée : l'hypothèse additionnelle est peu vraisemblable ; la méthode de vérification est une régression manifeste par rapport aux enseignements de l'économétrie ; elle est de plus employée de façon sélective en vue de valider les conclusions théoriques. » (Malinvaud [1997c], p. 52)

« [...] the so-called real-business-cycle theory embarked on the way that had been opened by the rational-expectation revolution, with an equivalent degree of self-confidence and with the same deliberate bias in favour of market-clearing. » (Malinvaud [2004a], p. 133)

Une deuxième spécificité notable d'Edmond Malinvaud, vis-à-vis des économistes américains de la « synthèse néoclassique », tient à ce qu'il a largement commenté le vent de critiques qui s'est abattu sur les modèles macro-économétriques dans la seconde moitié des années 1970<sup>8</sup>. Ainsi, la période qu'il qualifie de « contestation » (Malinvaud [2004a]) renvoie autant aux critiques formulées par Lucas (1976) et Sims (1980), qu'aux développements auxquels celles-ci ont conduit : d'un côté, la Nouvelle économétrie de la NEK et la pratique de la calibration, de l'autre, le développement des modèles VAR. Au préalable, il est nécessaire de préciser l'attitude de Malinvaud à l'égard des modèles macro-économétriques dans les années 1970

---

<sup>8</sup> Il consacre d'ailleurs un chapitre entier à cette question dans *Voies de la recherche macroéconomique*, voir : « Critique des modèles » (Malinvaud [1991c], ch. 16).



pour bien comprendre la nature de sa position vis-à-vis des critiques dont ces derniers modèles ont fait l'objet au cours de ces mêmes années<sup>9</sup> :

« La plupart de ces critiques furent présentées comme beaucoup plus destructives qu'elles ne le sont vraiment. Mais elles ont mis en valeur des aspects significatifs de la méthodologie, soulevé des questions pertinentes à son sujet ou même des problèmes que pose tout choix de politique économique. » (Malinvaud [1991c], p. 534)

« L'attitude en question [...] repose souvent sur l'intuition plus que sur un raisonnement précis ou des preuves factuelles. » (Malinvaud [1991c], p. 537)

Plutôt que comme des démonstrations définitives, Malinvaud (1982d, 1991c, 1993d, 1997d, 2004a) tend à interpréter ces critiques comme le symptôme d'une érosion, plus générale, de la confiance envers les modèles macro-économétriques. Une érosion de confiance dont il juge, d'ailleurs, qu'elle constitue un juste retour de balancier par rapport à l'excès de confiance qui a entouré ces modèles au début des années 1970. Comme l'illustre, pour Malinvaud<sup>10</sup>, la prétention d'alors de vouloir appliquer, pour déterminer les politiques macroéconomiques dynamiques, les techniques de contrôle optimal provenant des techniques de l'ingénieur. Sur ce point, il n'hésite pas à faire remarquer que les modèles macro-économétriques n'étaient pas assez précis pour servir de base à un tel contrôle optimal, de surcroît dans un contexte d'économie ouverte<sup>11</sup> (Malinvaud [1993d, 2004a]). Par ailleurs, rappelant l'existence d'outils permettant de tester la qualité des prévisions *ex post* d'un modèle (notamment, Theil [1958])<sup>12</sup>, Malinvaud fait remarquer que les études ayant procédé à de telle évaluation à l'époque<sup>13</sup> ont conclu de manière unanime : à la relative médiocrité des prévisions des modèles macro-économétriques, mais à leur meilleure qualité par rapport à toute autre prévision réalisée à partir de procédés alternatifs (essentiellement, des modèles VAR et des modèles de conjoncture). Ainsi, pour Malinvaud (1982d, 1991c, 1993d, 1997d, 2004a), l'excès de confiance des années 1970 – et les critiques qu'elle a suscité – ne suffit pas pour

---

<sup>9</sup> Il s'agit bien de *préciser*, car nous avons déjà évoqué au chapitre précédent les réserves de Malinvaud à l'égard des performances des modèles macro-économétriques, en indiquant que celles-ci ont joué un rôle essentiel dans ses contributions au programme de recherches non-walrasien. Par ailleurs, si nous faisons ces précisions pour les besoins du chapitre, la position d'Edmond Malinvaud à l'égard de de Sims (1980) ne sera traitée qu'au chapitre suivant.

<sup>10</sup> L'ouvrage de Chow (1975) lui paraît en être la meilleure illustration (Malinvaud [2004a]).

<sup>11</sup> Puis d'évoquer les trois grandes sources d'erreurs affectant la qualité des prévisions de ces modèles : (i) les erreurs dues aux aléas inhérents aux phénomènes ; (ii) les erreurs de spécification et d'estimation ; (iii) les erreurs de prévision des grandeurs exogènes des modèles, souvent dues aux erreurs de prévisions des grandeurs exogènes non contrôlées (taux de change, prix du pétrole, demande mondiale s'adressant aux producteurs nationaux, etc.) (Malinvaud [1991c], p. 535-539).

<sup>12</sup> Malinvaud ([2000], p. 1492-1510) discute longuement de la méthodologie permettant d'apprécier la qualité des prévisions et d'analyser les propriétés des modèles macro-économétriques.

<sup>13</sup> Malinvaud cite, en particulier : Zarnowitz (1978), Fonteneau (1982) et Fildes (1985).

remettre en cause l'utilité des modèles macro-économétriques dans la prévision et l'étude des effets des politiques économiques. Surtout que les réalisations ultérieures n'ont guère été plus probantes et se sont, en plus, accompagnées d'un excès de confiance plus outrancier encore :

« Overall, we may however say in retrospect that such manifestations of over-confidence either by Friedman and a few other “monetarists” or by adepts of structural macroeconomic models, were less outrageous than those which would later come in two major waves [“The rational expectation revolution” and the real-business cycle movement]. » (Malinvaud [2004a], p. 130)

L'examen des critiques d'Edmond Malinvaud montre ainsi que son opposition à la NEC est multidimensionnelle. En effet, si celle-ci porte sur des aspects théoriques autant qu'empiriques, elle comporte également une forte dimension méthodologique – sinon épistémologique<sup>14</sup> – et vise encore à s'appliquer à un autre niveau : le rôle de la macroéconomie à l'égard des politiques économiques. Ainsi, les critiques qu'Edmond Malinvaud adresse à la NEC témoignent d'abord de son refus de considérer l'hypothèse d'apurement des marchés (*market-clearing*) comme postulat. Et ce rejet s'applique à deux développements principaux auxquels a conduit l'adoption de ce postulat : l'abandon de la référence au caractère involontaire du chômage et l'abandon dans l'analyse du marché du travail, et l'abandon de la dichotomie temporelle de la « synthèse néoclassique » (I). L'examen des critiques qu'Edmond Malinvaud adresse à la NEC atteste encore de son refus de considérer l'hypothèse d'anticipations rationnelles comme postulat. Et ce rejet s'applique à deux développements principaux auxquels a conduit l'adoption de ce postulat : la Critique de Lucas d'un côté, la Nouvelle Econométrie de la NEK et la pratique de la calibration, de l'autre (II). Enfin, l'examen des critiques d'Edmond Malinvaud traduit son refus à redéfinir le rôle de la macroéconomie à l'égard des politiques économiques. Et ce rejet s'applique tant à l'exigence de la NEC de considérer des règles de politique économique qu'à la priorité accordée aux politiques structurelles (III).

---

<sup>14</sup> Nous reviendrons sur ce point en conclusion de ce chapitre.

## I. *Incomplete market-clearing*

Procédant à l'examen de l'approche méthodologique de la NEC, Malinvaud (1989a, 1990b, 1991b, 1991c) en identifie rapidement la spécificité : sa « discipline d'équilibre »<sup>15</sup>. En effet, celle-ci se caractérise par l'adhésion exclusive au postulat d'apurement permanent des marchés (*market-clearing*) et à celui de rationalité du comportement des agents – étendue à la formation des anticipations (*rational expectations*)<sup>16</sup>. Dans un premier temps, reconnaissant la force du second postulat, la critique de Malinvaud (1982d, 1984a, 1985a, 1985c) se focalise sur la seule validité du postulat de *market-clearing*. Cette objection n'est pas seulement la plus précoce ni la plus récurrente, elle est également celle pour laquelle il démontre le plus de constance<sup>17</sup> – sinon d'insistance. En témoigne, la communication qu'il consacre entièrement à ce sujet à l'occasion d'une conférence spéciale de l'*International Economic Association* en 1989 pour célébrer le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la publication de *Value and Capital*. Ayant pour titre « Incomplete Market Clearing », cette communication d'Edmond Malinvaud (1991b) avait pour objectif d'attirer l'attention des spécialistes de l'économie mathématique<sup>18</sup> sur les enjeux et les conséquences de ce postulat de la NEC pour l'analyse macroéconomique<sup>19</sup>. Il prévient notamment que rejeter le *market-clearing* pour des raisons empiriques ne suffit pas dans la perspective méthodologique adoptée par la NEC et qu'un tel geste implique certaines concessions théoriques. Mais l'opposition de Malinvaud se justifie plus encore par les conséquences d'une adoption généralisée du postulat de *market-clearing* pour l'analyse macroéconomique. Cela aurait d'abord pour conséquence de balayer toute référence au

---

<sup>15</sup> Sur ce point, Malinvaud se réfère à Lucas et Sargent (1978).

<sup>16</sup> Plus précisément, il est supposé que les agents poursuivent rationnellement, et de manière inter-temporelle, leur intérêt propre. Ainsi, les consommateurs maximisent leur utilité sous contrainte budgétaire et les producteurs maximisent leur profit sous contrainte de leur fonction de production. Étendu aux anticipations, le postulat de rationalité du comportement des agents implique qu'ils traitent rationnellement l'information (imparfaite) dont ils disposent afin d'adapter leur réaction aux variations stochastiques du système économique.

<sup>17</sup> En effet, il continue à mettre en cause la pertinence du postulat de *market-clearing* tout au long des années 1990 (Malinvaud [1990c, 1994c, 1998]) ; soit jusqu'au moment où ce postulat perd en crédit au sein de la discipline à la faveur de l'émergence de la nouvelle synthèse néoclassique. Par ailleurs, il convient de souligner que ce motif d'opposition apparaît comme le plus évident sachant l'attachement d'Edmond Malinvaud à la théorie non-walrasienne et à son hypothèse de rigidité des prix à court terme (*cf.* partie 1).

<sup>18</sup> Dont bon nombre de théoriciens ayant contribué à l'élaboration de la théorie de l'équilibre général – entre autres : MacKenzie, Hahn, Hicks, Hildenbrand, Arrow, Sen.

<sup>19</sup> Toutefois, Malinvaud paraît ne pas avoir été satisfait de sa prestation et refusera d'ailleurs, dans un premier temps, de faire publier son article dans les actes de la conférence. Le responsable de la conférence, L. McKenzie, finit toutefois par l'en convaincre en le rassurant sur la bonne réception de son allocution : « The approach you took in your paper was indeed somewhat different from the others, which were far from uniform among themselves, but your approach was a perfectly legitimate one which was clearly appreciated by many of the auditors. » (Box 5, McKenzie Papers, lettre à Malinvaud)

chômage involontaire<sup>20</sup> dans l'analyse du marché du travail mais cela impliquerait encore d'abandonner la dichotomie temporelle entre courte et longue période qui caractérisait jusqu'alors l'analyse macroéconomique dite de la synthèse néoclassique.

### ***1.1. La double dimension du rejet du postulat de market-clearing***

A première vue, l'attitude d'Edmond Malinvaud face au postulat de *market-clearing* est très analogue à celle des économistes keynésiens de la synthèse néoclassique (Solow [1979a, 1979b] ou Tobin [1980, 1983]), du fait qu'il le juge à la fois contraire aux données statistiques et au bon sens. Toutefois, conscient qu'une telle pétition de principe ne suffit pas à épuiser les débats ni à convaincre la profession, il prend le parti de prendre au sérieux la méthodologie de la NEC pour préciser en quoi le rejet de ce postulat est une opération moins aisée qu'il n'y paraît. Aussi Malinvaud (1991b) formule-t-il deux questions indépendantes à l'endroit du postulat d'apurement permanent des marchés, l'une empirique et l'autre théorique :

« Do markets clear ? Should economic theories assume that markets clear? To these two questions a small minority of economists answer: "Always". » (Malinvaud [1991b], p. 179)

Du point de vue empirique, tout d'abord, il est clair que pour Malinvaud (1984a, 1990c, 1991b, 1991c) ce postulat est intenable dès lors qu'il s'agit de rendre compte des phénomènes macroéconomiques. A cet effet, il ne s'agit pas de savoir si les marchés peuvent être équilibrés à un moment donné du temps et de l'espace, ni même de savoir si cette hypothèse peut faire office d'approximation suffisante pour l'analyse économique. Il s'agit plutôt de savoir si ce postulat permet de rendre compte des phénomènes macroéconomiques, en particulier pour l'horizon temporel le plus sujet aux ajustements en quantités : à court terme mais également à moyen terme<sup>21</sup>.

« [...] the question is to know whether the equilibrium hypothesis provides a sufficient approximation for the object studied. [...] for studying the short and medium term consequences of alternative economic policies, the approximation will be sufficient or not depending on whether

---

<sup>20</sup> Un point également souligné par Solow (1986).

<sup>21</sup> A l'inverse, pour certains phénomènes de longue période (comme la croissance), Malinvaud (1984a, 1989a, 1991b, 1991c) est plus enclin à considérer que ce postulat constitue une approximation suffisante. Ainsi : « Plus on prend du recul par rapport à l'actualité ou aux caractéristiques épisodiques des situations qu'on examine, plus on a de chances de trouver adéquate l'hypothèse de l'apurement des divers marchés ; car cette approximation paraît alors aisément admissible. (Pensons par exemple à la comparaison entre époques différentes ou entre pays éloignés.) C'est donc principalement dans l'étude des variations et des effets à court terme que la prise en compte des déséquilibres risque d'être requise. » (Malinvaud [1991c], p. 282)

one proves that these policies do not significantly react on the degree of tension or slack of the labour market, or do significantly react on it. » (Malinvaud [1989a], p. 221)

Pour juger si le postulat d'apurement permanent des marchés constitue une approximation suffisante pour rendre compte des fluctuations à court terme, Malinvaud (1989a, 1991b) souligne d'abord que celui-ci est largement contradictoire avec les données empiriques disponibles et pertinentes à cet effet. A la suite de Summers (1986), Malinvaud (1991b, 1991c) fait ainsi valoir que le taux salaire réel varie peu par rapport à l'emploi et que l'offre de travail n'est que très faiblement élastique à court terme par rapport au salaire réel. Plus largement, il soutient que ce postulat peut et doit être rejeté par la seule référence aux indicateurs de tension, dont le rôle est de fournir *a minima* une information sur l'importance des déséquilibres qui s'exercent sur les marchés des biens et du travail (Malinvaud [1982d, 1984a, 1985a, 1989a, 1991b, 1991c, 2000d]). La manifestation régulière de déséquilibres sur le marché des biens se donne ainsi à voir plus aisément ; du côté des acheteurs (queues, délais d'attente, effet de report sur des biens substitués ou des biens importés, *etc.*), comme du côté des vendeurs (accumulation involontaire de stocks, taux d'utilisation de capacités, *etc.*)<sup>22</sup>. Pour autant, cette information purement statistique est rarement prise en compte en macroéconomie du fait du désintérêt notoire de la profession pour les indicateurs de tensions – ce qu'il ne s'explique pas, sinon que celle-ci est jugée peu informative sur les conditions réelles du rationnement subies par les agents<sup>23</sup> :

« I do not understand why some of us seem to think that this information ought to be dismissed. [...] variations in the degree of tension or slack in the markets for goods, with little impact on prices that in many cases do not seem to deviate from a cost-plus formula, are sometimes found unconvincing in Western economies because of the alleged limited extent of whatever rationing they imply. » (Malinvaud [1991b], p. 181)

Déplorant un tel état de fait, Malinvaud n'a cessé par la suite de défendre la nécessité pour la discipline macroéconomique d'étendre les sources d'information pertinentes afin d'accroître son stock de données empiriques – condition *sine qua non* du progrès de la connaissance en macroéconomie selon lui (*cf.* chapitre 7). En témoigne le chapitre entier qu'il consacre à la « valeur informative des données économiques » dans lequel il pointe l'insuffisance des données agrégées (séries temporelles) pour trancher entre hypothèses concurrentes et plaide

---

<sup>22</sup> Il existe encore d'autres moyens d'apprécier l'ampleur des déséquilibres (*cf.* partie 1).

<sup>23</sup> Motif de rejet auquel Malinvaud (1991c) associe le fait que la profession a toujours été sceptique quant à la qualité des informations obtenues par enquêtes et qui sont, de ce fait, purement déclaratives. Au passage, ceci constitue une des raisons expliquant le faible impact en macroéconomie du programme de recherches de Katona, à l'origine du développement de ces enquêtes et de leur utilisation en sciences sociales (Dechaux [2017]).

pour la reconnaissance d'un plus vaste ensemble de données empiriques : les données géographiques, les données individuelles, les données sur « les attitudes, les anticipations et les intentions<sup>24</sup> », les données expérimentales, voir les données issues d'une documentation de type historique et des monographies (Malinvaud [1991c], chapitre 11). Quoi qu'il en soit, que la profession les considère ou les néglige, l'état des preuves empiriques disponibles en macroéconomie suffit largement à discréditer la pertinence du postulat d'apurement des marchés à court terme. Dans ces conditions, il convient de ne pas adopter ce postulat car cela reviendrait à rejeter, *a priori*, l'existence de tout « déséquilibre » à court terme (Malinvaud [1984a, 1989a, 1991b]).

Pour autant, une telle conclusion n'implique pas qu'il faille embrasser le postulat qui lui est symétriquement opposé : le postulat que les marchés ne s'apurent pas en permanence, en raison de la rigidité des prix à court terme. C'est donc au problème théorique soulevé par le rejet du postulat de *market clearing*, mentionné plus haut, qu'Edmond Malinvaud s'attaque ici. A cet égard, il prévient d'emblée que la révision de ce postulat est une opération plus subtile qu'il n'y paraît, car il s'agit là d'un concept éminemment théorique et consubstantiel à la théorie walrasienne – qui est une théorie de l'équilibre (Malinvaud [1991b]). Dit autrement, l'observation empirique selon laquelle des « déséquilibres » affectent le fonctionnement des marchés à court terme ne règle en rien la question de savoir s'il faut en tenir compte dans la modélisation théorique. Le problème étant que sa prise en compte, par l'introduction d'une hypothèse de prix fixes par exemple, ne doit pas souffrir d'incohérence logique et doit se révéler compatible avec le comportement rationnel des agents. Ainsi, Malinvaud (1984a, 1989a, 1990c, 1991b) se montre-t-il parfaitement conscient du genre de difficultés posées par la « discipline d'équilibre » imposées par la méthodologie de la NEC, justifiant le postulat d'apurement des marchés par celui de rationalité et inversement :

« La minorité, surtout présente aux Etats-Unis, s'attache à l'idée forte selon laquelle sur un marché libre un offreur qui ne trouverait pas contrepartie au prix courant aurait intérêt à proposer un prix plus faible, que les demandeurs auraient intérêt à accepter. La rationalité du comportement des opérateurs impliquerait ainsi la flexibilité des prix et l'égalisation des offres aux demandes. [...] Selon cette minorité ceux qui croient constater des déséquilibres n'auraient pas étudié d'assez près le contexte micro-économique dans lequel offreurs et demandeurs se trouvent placés, un contexte expliquant pourquoi ni les uns ni les autres n'ont intérêt à des échanges différents. » (Malinvaud [1990c], p. 595)

---

<sup>24</sup> Données qui sont précisément l'objet des recherches de Katona (*cf. supra*).

Face à ce problème, les arguments mobilisés par Malinvaud varient selon les présentations. Une première ligne de défense a consisté à avancer que de tels échanges sous-optimaux sont compatibles avec la rationalité du comportement des agents – invoquant pour l’occasion les explications de la NEK pour justifier la rigidité des salaires ou des prix : par les *menu costs*, le salaire d’efficience, les contrats de long terme, le modèle *insiders-outsiders* ou la concurrence monopolistique (Malinvaud [1985c, 1991b, 1991c, 1992a]). Une deuxième de ligne de défense a consisté à relâcher le postulat de rationalité du comportement des agents<sup>25</sup> et à affirmer que celui-ci n’est pas un axiome limite de l’analyse macroéconomique (Malinvaud [1989a, 1991c, 1995b])<sup>26</sup>. Une dernière ligne de défense, plus systématiquement employée par Malinvaud (1984a, 1985c, 1989a, 1990c, 1991b, 1991c, 1992a, 1994a), mais également plus en accord avec sa conception de la macroéconomie (*cf.* chapitre 6), a consisté à faire valoir qu’une observation empirique – lorsqu’elle est fermement établie – doit l’emporter sur la théorie et le raisonnement *a priori* même si sa rationalisation fait encore défaut :

« The question is to know whether the postulate is imperative or not: should we stick to it no matter what else? The only possible answer is no. The force of the postulate lies in observation and disappears as soon as the postulate is proved to be rejected by observation. [...] When repeated and controlled observation, assisted by rigorous conceptualization, has led to a scientific fact, this fact stands even if its origin is not understood. The major real question about sticky prices and incomplete market clearing is whether they occur and not how they can be explained. Explanation would be quite significant, actually we already have many bits of it; but even if we would not have it at all, while the reality of the phenomenon had been proved, we ought still to take it into account. » (Malinvaud [1989a], p. 212-213)

Une telle position laisse déjà présager des différences que nourrit Malinvaud dans sa manière d’appréhender la recherche des micro-fondements de la macroéconomie (*cf.* chapitre 6). Et ceci d’autant plus que l’expression de cette position s’accompagne le plus souvent de la dénonciation de l’attachement obsessionnel de la NEC à la théorie du choix rationnel ; un attachement qui lui semble relever essentiellement d’un biais de formation inhérent à la discipline (Malinvaud [1984a, 1991b, 1991c])<sup>27</sup>. Dans tous les cas, il apparaît ainsi que

---

<sup>25</sup> Malinvaud fait ici référence, entre autres et pour l’occasion, à Herbert Simon (1979).

<sup>26</sup> A titre illustratif : « A long experience has shown to economists that they were most often right in stressing the role of self-interest against contradictors relying on other human motivations. But we now have enough evidence to know that pure rational behaviour in the pursuit of self-interest does not always occur: difficulties in information, computation and coordination lead to a ‘bounded rationality’ of households and firms; they also explain why expectations are not fully rational. Moreover what self-interest means in the complex structures of modern societies is not always clear, so that observation may be required to appreciate for instance the consequence of social norms. » (Malinvaud [1989a], p. 212)

<sup>27</sup> Ainsi : « Why is it that, when mass unemployment exists, unemployed workers and profit-seeking firms do not immediately arrange employment at lower wages than the prevailing ones, thus forcing the market to quickly find equilibrium? Answering the question does not seem difficult, except perhaps for economists who have acquired through their education an intellectual apparatus that they tend to apply everywhere and, sometimes, in

l'attitude constante d'Edmond Malinvaud aura été de ne jamais se laisser emprisonner dans le dilemme imposé par la NEC, quitte à lui refuser en bloc toute pertinence<sup>28</sup> :

« It amounted to saying that a completely new paradigm had to be used for macroeconomic thinking: the hypothesis of rational behaviour had to be made more systematic and to contain in particular what was called rational expectations; all markets had to be viewed as exactly and permanently cleared. Such a stance forces anyone to take sides: to be for New Classical Macroeconomics and then to reject the earlier methodology, or to believe that the principle of this earlier methodology remains appropriate and to reject New Classical Macroeconomics. Being faced with such a dichotomy I believe that the 1960 line of attack on policy analysis is still the proper one, notwithstanding some theoretical progress due to research done under the auspices of New Classical Macroeconomics. » (Malinvaud [1994a], p. 10)

Edmond Malinvaud ne s'en tient pas à justifier son rejet du postulat d'apurement permanent des marchés pour l'analyse macroéconomique. Il approfondit sa critique de l'approche de la NEC en dénonçant deux des conséquences inévitables que l'adoption généralisée de ce postulat entraînerait pour la discipline : l'abandon de la référence au chômage involontaire dans l'analyse du marché du travail et de la dichotomie temporelle entre courte et longue période.

## **1.2. Contre l'abandon du chômage involontaire**

Comme on l'a dit plus haut, Edmond Malinvaud est bien conscient du fait que postuler l'apurement permanent des marchés revient à rejeter *a priori* l'occurrence de « déséquilibres » à court terme. Or si un tel geste est infondé pour l'analyse du marché des biens, il juge celui-ci proprement « scandaleux » appliqué à l'analyse du marché du travail (Malinvaud [1984a, 1985c, 1991b]). Et d'opposer un argument de bon sens faisant valoir que la simple existence d'un chômage de masse depuis la fin des années 1970 devrait suffire à rejeter ce postulat :

« Dans les pays touchés comme les nôtres par un important chômage, nous n'avons pas à nous étendre sur ce point. D'ailleurs même en cas de haut emploi, le postulat est empiriquement rejeté, aussi bien par l'étude microéconomique de la détermination des prix et des salaires que par des tests macroéconomiques, portant par exemple sur les variabilités comparées du taux de salaire réel et de l'emploi. Pour ne pas en convenir il faut être aveuglé par la beauté et la commodité de la théorie néo-classique. » (Malinvaud [1998], p. 336)

---

the wrong place: such behaviour by firms and unemployed workers would go against social norms and would, therefore, often turn out not to be mutually advantageous. » (Malinvaud [1984a], p. 20)

<sup>28</sup> L'attitude de Malinvaud est ainsi très analogue à celle de Solow ; renforçant notre hypothèse selon laquelle celle-ci relève d'une « critique externe approfondie » (*cf. supra*).



Dans cette perspective, la montée du chômage statistique ne saurait être imputée (du moins en grande partie) à un autre phénomène que celui de l'augmentation du chômage involontaire. Cependant, conscient que les preuves empirique peuvent être contestées, et qu'elles l'ont d'ailleurs été, Malinvaud (1991b, 1991c) rappelle les enjeux méthodologiques du débat :

« Mais ce qui nous importe ici, c'est que l'hypothèse de déséquilibre du marché du travail n'est pas unanimement acceptée. Certains économistes estiment que les données statistiques disponibles sont compatibles avec l'hypothèse contraire d'une égalité entre offre et demande de travail, une hypothèse beaucoup plus attractive à leur avis car elle est conforme aux axiomes à partir desquels les économistes ont l'habitude de raisonner dans les domaines les plus variés. Le choix entre ces deux hypothèses alternatives sur l'état du marché du travail a une grande importance pour la modélisation des politiques économiques. C'est pourquoi décider de la validité d'une hypothèse plutôt que de l'autre est crucial. » (Malinvaud [1991c], p. 342)

Puis Malinvaud (1985c, 1994b) d'identifier l'origine du problème dans le fait que les définitions théoriques et statistiques du chômage ne coïncident pas. En effet, tandis que sa définition théorique renvoie à l'existence d'une offre de travail excédentaire, la mesure du chômage (au sens du BIT) repose sur trois critères : 1°) être sans travail ; 2°) être disponible pour travailler ; 3°) être à la recherche d'un travail. Un tel décalage dans l'appréhension du chômage autorise toutes les suspicions quant au caractère surestimé<sup>29</sup> de l'offre de travail excédentaire, laissant ainsi la question de la nature du chômage statistique indéterminée. De plus, ce décalage engendre une anomalie majeure : un individu, en refusant un emploi qui ne lui convient pas, reste chômeur au sens statistique ; dans ces conditions peut-on dire que le chômage correspond à une situation d'offre excédentaire ? Assurément non, et c'est là un motif de scepticisme quant à la nature involontaire du chômage mesuré statistiquement ; aussi devient-il nécessaire de distinguer un chômage involontaire d'un chômage « frictionnel ». A ce sujet, après avoir rappelé que la discipline a depuis longtemps reconnu l'existence d'un chômage « frictionnel », Malinvaud (1984a, 1985c, 1994a, 1994b) remarque que la nouveauté est d'accorder une grande importance à ce type particulier de chômage pour expliquer la montée du chômage à la fin des années 1970.

Face à l'émergence de cette thèse, Malinvaud (1984a, 1985a, 1985c, 1991c) commence par mettre en garde la profession sur le fait que l'identification récente de la possibilité *logique*

---

<sup>29</sup> Dans ce cas les suspicions portent sur les situations *effectives* des chômeurs, pris individuellement : 1°) sont-ils *effectivement* sans travail ? ; 2°) sont-ils *effectivement* disponibles pour travailler ? ; 3°) sont-ils *effectivement* à la recherche d'un travail ? Rappelons qu'un tel décalage autorise également des suspicions quant au caractère sous-estimé du chômage car sa mesure (au sens du BIT) ne prend pas en compte le chômage partiel, entre autres.

d'un chômage « frictionnel »<sup>30</sup> ne vaut pas démonstration de sa pertinence pour la situation courante. Par ailleurs, il insiste sur le fait que les concepts de chômage « frictionnel » et de « recherche d'emploi » étaient encore trop théoriques pour faire l'objet d'une quantification régulière, tout en déplorant que les promoteurs de cette approche alternative n'aient pas eux-mêmes cherché à développer des applications empiriques. Puis il dresse la liste des facteurs susceptibles de faire croître la part du chômage « frictionnel » : l'allongement de la recherche d'emploi ; l'augmentation des allocations chômage ; les modifications dans la composition de l'offre et de la demande de travail ; la législation protégeant le travail non-qualifié ; le redéploiement des capacités productives entre secteurs<sup>31</sup> (Malinvaud [1984a, 1985a, 1985c]). Avant de conclure que tous ces facteurs, pris ensemble, seraient encore trop faibles pour expliquer la montée du chômage en France depuis les années 1970<sup>32</sup> :

« S'imaginer que l'on puisse expliquer en totalité la croissance du chômage par les facteurs jouant sur le chômage frictionnel apparaît ainsi comme une aberration. » (Malinvaud [1985c], p. 470)

Edmond Malinvaud ajoute encore trois arguments visant à discréditer l'idée selon laquelle le chômage actuel pourrait se réduire à un chômage de type « frictionnel ». Il fait d'abord savoir que, tandis que le taux de chômage était passé de 2,6% à 8,6% de 1973 à 1986, le rapport des offres et des demandes d'emploi en attente de satisfaction (enregistrées à l'ANPE) avait baissé de 64% à 4% (Malinvaud [1985c]). Ensuite, dans la lignée de Clark et Summers (1979), il rappelle l'existence d'un chômage de longue durée qui s'est intensifié depuis la fin des années 1970 et qui était quasiment inexistant auparavant. Aussi fait-il remarquer qu'une telle observation constitue une anomalie pour les tenants de la *job search theory*, en ce sens qu'il convient de démontrer en quoi le chômage de longue durée est compatible avec un comportement volontaire et rationnel (Malinvaud [1984a]). Enfin, il attire l'attention sur le cas des travailleurs non-qualifiés dont l'élasticité au salaire réel est vraisemblablement la plus

---

<sup>30</sup> Logique car si l'identification d'un chômage de type « frictionnel » est bien antérieur aux années 1970, celui-ci était resté essentiellement empirique et n'avait pas été rationalisé par la théorie microéconomique. Une telle rationalisation remonte à Phelps (1970) qui a cherché à rendre compte du chômage en mettant en avant le caractère dynamique et hétérogène (désagrégé) du marché du travail. Dans ce cadre, les individus ne trouvant pas d'emploi correspondant à leurs caractéristiques individuelles (qualification, lieu géographique, temps de travail, etc.) préfèrent poursuivre leurs recherches afin d'optimiser leur insertion sur le marché du travail – le chômage apparaît ainsi essentiellement comme un chômage « de recherche d'emploi » (*job search*).

<sup>31</sup> Les facteurs qu'il prend en compte sont plus nombreux que dans l'étude d'Artus et al. (1984) qui avaient estimé à +400 000 l'augmentation du nombre de chômeurs dits « frictionnels » sur la période 1963-1978. Par ailleurs les auteurs de cette étude avaient conclu que, bien que le chômage frictionnel ait été important jusque dans les années 1970, il est devenu largement négligeable tout au long de cette décennie.

<sup>32</sup> Malinvaud ([1984a], p. 27) s'aventure à donner un ordre de grandeur (« a guesstimate ») : le chômage frictionnel aurait cru entre +200 000 à +500 000 de 1962 à 1982 pour un taux de chômage passant de 200 000 à 2 millions sur la même période (soit une part imputable oscillant entre 10 et 25%).

basse (du fait qu'ils sont payés au minimum légal sans égard des conditions de l'activité) mais dont l'emploi n'a cessé de décroître depuis le milieu des années 1970 (Malinvaud [1984a]).

Au début des années 1990, la position de Malinvaud évolue quelque peu à la suite des travaux de Pissarides (1990)<sup>33</sup>. Ces travaux constituant l'une des tentatives d'application les plus abouties de la *job search theory*, ils congédient une partie de ses critiques<sup>34</sup> et le contraignent à actualiser son analyse. Aussi, dans une série de trois articles, Malinvaud (1994a<sup>35</sup>, 1994b) attaque la NEC sur son terrain en prenant pour objet la courbe de Beveridge et en la retravaillant afin de faire apparaître le chômage involontaire (ou de déséquilibre) comme l'un des facteurs (à côté du chômage « frictionnel ») agissant sur le chômage. En actualisant son analyse, Edmond Malinvaud ne modifie ainsi ni son objectif ni son attitude à propos de l'approche adoptée dans la littérature :

« To what extent can we explain increased unemployment by worker's lack of mobility and reduced economic incentives that used to drive people rapidly either to take a job or to leave the labour force? Finding an objective and convincing answer to this question is essential for a better understanding of the respective roles of many factors which might have influenced the rise in unemployment in Europe. [...] This chapter [...] expresses my feeling my way, dissatisfied as I am on reading some of the articles trying to identify the role of mobility and economic incentives in the rise of unemployment in various countries. » (Malinvaud [1994a], p. 95)

En proposant un modèle théorique alternatif pour construire la courbe de Beveridge, Malinvaud (1994a, 1994b) vise un double objectif : (i) montrer que la mesure du chômage « frictionnel » suppose que ce concept soit clairement défini et qu'il apparaisse comme distinct du concept de chômage « de déséquilibre » ; (ii) proposer des spécifications théoriques pour faciliter les applications économétriques. Jugeant qu'il existe un certain flottement dans la terminologie du chômage « frictionnel », Malinvaud ([1994a], p. 95-96) propose de l'associer au concept de chômage naturel de Milton Friedman (1968) dont la caractéristique principale est qu'il s'agit d'un chômage qui ne peut être réduit par des mesures visant à stimuler la demande de travail. De plus, il propose de réduire le chômage « frictionnel » à deux de ses composantes : un chômage dit de « recherche d'emploi » et un chômage dit « structurel » (du aux différences dans la composition de l'offre et de la demande

---

<sup>33</sup> Malinvaud (1994a) fait également référence à Jackman, Pissarides et Savouri (1990).

<sup>34</sup> En particulier, sa critique selon laquelle les promoteurs de cette approche auraient pris soin d'éviter de confronter empirique et seraient accommodés de l'absence de toute application.

<sup>35</sup> L'ouvrage de Malinvaud (1994a) compte en effet deux articles sur ce thème : « Diagnosing Unemployment trends » (chap. 4) et « The Beveridge Curve » (chap. 5). Ce dernier article est en fait la traduction d'un article antérieur et révisé afin d'intégrer Pissarides (1990) (Malinvaud [1987], « La courbe de Beveridge », dans : AFSE, *Flexibilité, mobilité et stimulants économiques*, Paris, Nathan).

de travail). Pour sa modélisation, Malinvaud (1994a)<sup>36</sup> pose d'emblée que le chômage statistique ( $U = N - L$ )<sup>37</sup> est composé d'un chômage « frictionnel » ( $U^f$ ) et d'un chômage de déséquilibre ( $U^d$ ) ; ce dernier n'étant positif qu'à la condition d'un excès d'offre de travail ( $S > D$ ). Le niveau d'emploi ( $L$ ) est donné par la règle du côté court, comme dans la théorie des équilibres à prix fixes :

$$(1) \quad U^d = S - D$$

$$(2) \quad U = U^d + U^f$$

$$(3) \quad U = N - L$$

$$(4) \quad L = \text{Min}\{S, D\}$$

D'après ce système, dès lors que l'offre de travail est excédentaire ( $S > D$ ), le volume d'emploi est donné par la demande de travail ( $L = D$ ). Par substitution, on dégage une définition affinée de la population active ( $N$ ), distinguant l'offre de travail disponible ( $S$ ) de celle qui ne l'est pas, en raison de l'existence d'une situation de chômage frictionnel ( $U^f$ ) :

$$(5) \quad N = S + U^f$$

A ce niveau Malinvaud (1994a) introduit l'idée qu'une partie de l'offre de travail n'est pas disposée à travailler, du fait qu'elle est « normalement » occupée à rechercher un emploi ( $R$ ). La référence à un tel état « normal » renvoyant à l'existence d'un équilibre sur le marché du travail<sup>38</sup>, l'équation (5) peut se réécrire de la manière suivante :

$$(6) \quad N = S + R$$

Ainsi, pour un état d'équilibre du marché du travail, la population active se compose d'une offre de travail disposée à travailler et d'une offre de travail occupée à rechercher un emploi (en accord avec la *job search theory*) ; le chômage frictionnel ( $U^f$ ) se réduit alors à la

---

<sup>36</sup> Nous reprenons ici le modèle de Malinvaud ([1994a], chap. 4) mais nous faisons référence au second modèle théorique (Malinvaud [1994b], chap. 5) lorsque cela est nécessaire. S'agissant du troisième modèle (Malinvaud [1994b]), nous n'y faisons pas référence car ce n'est qu'une version simplifiée de Malinvaud ([1994a], chap. 4).

<sup>37</sup> Malinvaud (1994a) reprend ici la définition statistique du chômage comme différence entre la population active ( $N$ ) et la population employée ( $L$ ) ; une définition qui a l'avantage d'intégrer les chômeurs découragés.

<sup>38</sup> Malinvaud (1994a, 1994b) prévient que la détermination d'un tel état « normal » est arbitraire et qu'il suppose, de ce fait, d'établir une convention sur sa définition pour pouvoir faire l'objet d'une quelconque mesure.

recherche d'emploi ( $R$ ). Aussi Malinvaud fait-il remarquer qu'une telle décomposition ne pourrait s'imposer qu'à condition d'un *matching*<sup>39</sup> parfait sur le marché du travail ( $L = D$ ). Jugeant cette hypothèse irréaliste il considère le cas où, dans la composition du chômage frictionnel, s'ajoute à la recherche d'emploi « normale » un décalage entre l'offre et la demande sur le marché du travail<sup>40</sup>. Pour rendre compte de cette hypothèse additionnelle, il réécrit l'équation (4) de détermination du volume d'emploi :

$$(7) \quad L = f(S, D; m) < \text{Min}\{S, D\}$$

Dans ces conditions, lorsque la demande de travail fixe le volume d'emploi ( $S > D$ ), celle-ci n'épuise pas l'offre de travail disposée à travailler ( $S$ ) car il existe toujours un certain degré de *mismatch* ( $m$ ) entre l'offre et la demande de travail. L'emploi apparaît ainsi comme une fonction décroissante du degré de *mismatch* sur le marché du travail et s'établit toujours à un niveau plus faible que la demande de travail<sup>41</sup>. En supposant la fonction d'appariement<sup>42</sup> ( $f$ ) homogène de degré 1, l'écart entre la demande de travail et l'emploi apparaît d'autant plus faible que l'excès d'offre de travail est important (et que le degré de *mismatch* est faible)<sup>43</sup>. En substituant (7) à (4), les équations (1), (2), (3) et (6) impliquent :

$$(8) \quad U^f = R + D - L$$

Edmond Malinvaud fait ainsi apparaître sa définition du chômage « frictionnel », composée de la recherche « normale » d'emploi ( $R$ ) et du *mismatch* entre offre et demande sur le marché du travail ( $D - L$ ). Par ailleurs, celle-ci apparaît sans remettre en cause la possibilité d'un chômage de déséquilibre ; ces différents types de chômage pouvant d'ailleurs s'identifier

<sup>39</sup> Nous reprenons ici exactement les équations et les mots employés par Malinvaud, eux-mêmes inspirés de la littérature sur la *job search theory*. Ce dont il se justifie par ailleurs : « [...] il importe de chercher à donner une définition précise de la distinction principale, des concepts qui s'y rattachent, de leurs articulations mutuelles et même des imprécisions qui peuvent se cacher derrière leur emploi. Pour cela, je vais surtout me référer à quelques équations utilisant des symboles que l'usage de la langue anglaise a popularisés chez les économistes, même chez ceux s'exprimant en français. » (Malinvaud [1994b], p. 252-253)

<sup>40</sup> Qui correspond à la définition originelle du chômage « frictionnel » pour Malinvaud, c'est-à-dire un chômage causé par le désajustement (ou « désaccord ») structurel entre l'offre et la demande de travail (en termes de qualification, de localisation géographique, etc.) ; désajustement dont le paramètre  $m$  est l'indicateur.

<sup>41</sup> Sur ce point, il faut souligner l'élégance avec laquelle Malinvaud aménage le modèle d'équilibre à prix fixes canonique pour rendre compte du fonctionnement du marché du travail en présence de chômage frictionnel.

<sup>42</sup> Traduction du terme « matching function » (cf. *supra*).

<sup>43</sup> Avec la règle du côté court, cette hypothèse d'homogénéité de degré 1 de la fonction d'appariement est à l'origine du fait qu'Edmond Malinvaud parvient à retrouver la courbe de Beveridge.

tous deux sur la courbe de Beveridge. Mais avant de le montrer, il faut encore construire cette courbe en caractérisant la situation (symétrique) des employeurs<sup>44</sup>. Ainsi, le volume d'emplois disponibles vacants ( $V$ ) est donné par la différence entre les emplois disponibles, occupés ou vacants ( $J$ ), et les emplois occupés ( $L$ )<sup>45</sup>; le nombre d'emplois occupés se situant ainsi à un niveau inférieur à celui des emplois disponibles ( $J > L$ ). Par ailleurs, une partie des emplois disponibles ( $J$ ) n'entre pas vraiment dans la demande de travail ( $D$ ) mais correspond à un volant d'emplois pour lequel les employeurs recherchent des candidats adaptés ( $Q$ ).

$$(9) \quad V = J - L$$

$$(10) \quad J = D + Q$$

A nouveau, cette recherche de candidats ( $Q$ ) est dite « normale » en référence à un état équilibré du marché du travail ( $L = D$ ); celle-ci déterminerait ainsi le volume d'emplois disponibles vacants ( $V = Q$ ) en cas de *matching* parfait. Une telle hypothèse étant irréaliste, l'équation (7) s'applique et le nombre d'emplois disponibles vacants est donné par :

$$(11) \quad V = Q + D - L$$

A ce niveau, il convient de réécrire l'équation (7) pour prendre en compte la situation des demandeurs et des offreurs d'emplois :

$$(12) \quad N - U = f(N - R, N - U + V - Q; m)$$

L'homogénéité de degré 1 de la fonction d'appariement ( $f$ ) permet de diviser cette équation par  $N$  (13), où  $r$  et  $q$  apparaissent comme les taux de recherches normales des demandeurs et offreurs d'emploi ( $R/N$  et  $Q/N$ ) :

$$(13) \quad 1 - u = f(1 - r, 1 - u + v - q; m)$$

---

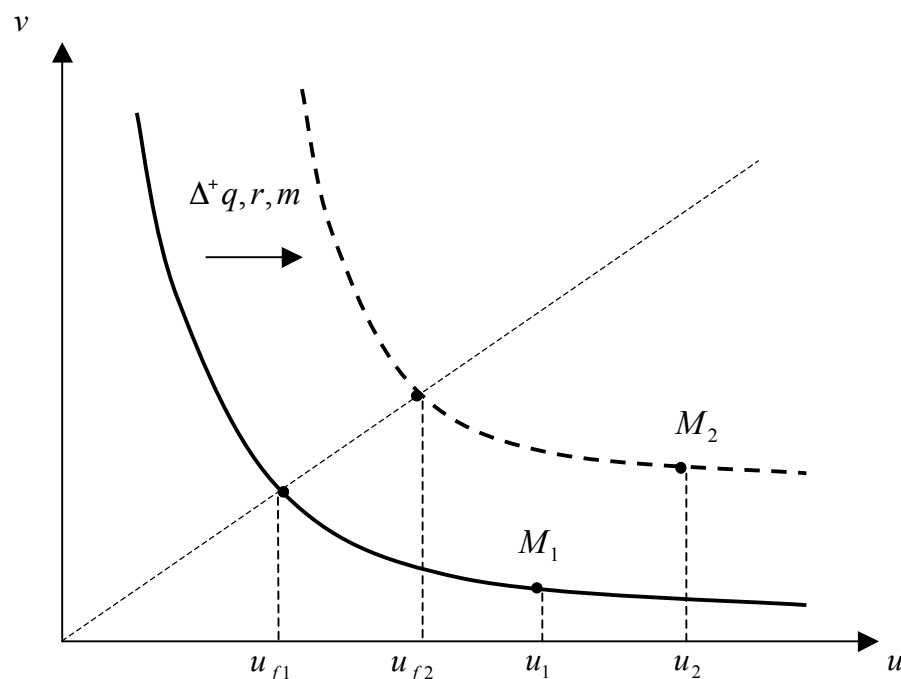
<sup>44</sup> Dans la *job search theory*, le comportement rationnel des demandeurs d'emploi s'applique également aux offreurs d'emploi qui laissent intentionnellement vacants une partie de ses emplois dans l'attente de trouver un personnel correspondant mieux à ses exigences.

<sup>45</sup> A nouveau, Malinvaud (1994a, 1994b) choisit d'adopter une définition retenue par les statisticiens.

En prenant sa différentielle totale (14), le taux de vacance d'emplois ( $v$ ) apparaît comme une fonction décroissante du taux de chômage ( $u$ ) pour tous les autres taux sont tenus constants ( $r$ ,  $q$  et  $m$ ). Ainsi Malinvaud retrouve-t-il une expression de la courbe de Beveridge (1944) :

$$(14) \quad dv = -\frac{1-f'_D}{f'_D} du + dq + \frac{f'_S}{f'_D} dr - \frac{f'_m}{f'_D} dm$$

L'intérêt de ce modèle est également de déboucher sur une représentation graphique de la courbe de Beveridge dans laquelle le chômage de « déséquilibre » joue un rôle propre à côté de celui du chômage « frictionnel »<sup>46</sup>. En effet, tout mouvement sur la courbe (par la variation de  $D$ ) exprime une variation du taux de chômage de « déséquilibre » ( $u^d = u - u_f$ ), tandis que tout déplacement de cette courbe dans le plan (par la variation de  $r$ ,  $q$  ou  $m$ ) signale une variation du taux de chômage « frictionnel ». Le graphique permet ainsi d'illustrer la manière dont l'évolution du taux de chômage ( $u_1 \rightarrow u_2$ ) peut être imputée à celle du taux de chômage « frictionnel » ( $u_{f2} - u_{f1}$ ) et/ou à celle du taux de chômage de « déséquilibre » ( $u_{d2} - u_{d1}$ ).



<sup>46</sup> Malinvaud (1994a) souligne que la convention adoptée dans la littérature est de définir le chômage frictionnel ( $u_f$ ) par le point où la courbe de Beveridge coupe la bissectrice où le nombre des chômeurs et celui des postes vacants sont égaux ( $u = v$ ).

Ainsi le modèle de Malinvaud permet-il de représenter l'évolution du taux de chômage de « déséquilibre »<sup>47</sup>, c'est-à-dire cette partie du taux de chômage qui n'est imputable ni aux changements dans les taux de recherche d'emploi des offreurs et des demandeurs d'emploi, ni aux changements du degré de *mismatch* sur le marché du travail. Malinvaud (1994a, 1994b) signale toutefois deux limites principales à sa modélisation, dont la première est qu'une telle décomposition – pour être opérationnelle – suppose d'identifier les positions de la courbe de Beveridge à chaque moment donnée du temps. Or cet objectif lui paraît, au moment où il écrit, difficilement réalisable en raison de la faiblesse des données statistiques relatives au chômage « frictionnel », en pointant la sous-estimation (notoire) de l'estimation du nombre d'emplois vacants par l'ANPE. Plus largement, il met en évidence les difficultés à estimer la position de la courbe de Beveridge, rappelant que les deux indicateurs fournis par l'ANPE et Manpower-expansion établissaient des conclusions contradictoires quant à la stabilité de cette courbe au cours des années 1970<sup>48</sup>. La seconde limite du modèle de Malinvaud tient au fait que celui-ci ne prend en compte que des variables de stocks, alors que l'analyse du marché du travail suppose de plus en plus d'adopter une approche en termes des flux<sup>49</sup>. L'objectif serait alors de dégager les déterminants de la fréquence d'apparition des emplois vacants et des nouveaux chômeurs<sup>50</sup>, en précisant notamment les conditions microéconomiques d'entrées et de sortie des agents sur le marché du travail. Reconnaisant le bien-fondé de cette critique, il n'a aucun mal à considérer qu'il est difficile en pratique de distinguer clairement les deux composantes du chômage « frictionnel » : le chômage par « recherche d'emploi » et celui par désaccord structurel entre l'offre et la demande de travail<sup>51</sup>. Dans le même temps, Malinvaud s'interroge (en particulier : Malinvaud [1994b], p. 259-261) sur les bénéfices à attendre, pour la macroéconomie, d'un passage à une approche en termes des flux ; car ceci supposerait

---

<sup>47</sup> Dans l'un de ses modèles, Malinvaud ([1994a], chap. 5) représente plus explicitement le rôle du chômage de « déséquilibre » dans la courbe de Beveridge, en introduisant une droite ascendante dans le plan dont la position dépend du déséquilibre sur le marché du travail (ce qui conduit à une identification différente des taux de chômage imputables aux deux types de chômage).

<sup>48</sup> L'ANPE avait considéré que la courbe de Beveridge s'était déplacé (vers le haut) entre 1969-1973 puis s'était stabilisé ensuite, tandis que Manpower-Expansion avait conclu à son fort déplacement entre 1973 et 1979, et plus encore sur la période 1979-1985 (Malinvaud [1994a], p. 112).

<sup>49</sup> Ce qui en fait un point de différence majeur avec le modèle de Pissarides (1990). A ce propos, il convient de mettre en évidence un point important, qui illustre le fait qu'Edmond Malinvaud a approfondi sa critique de la NEC en s'intéressant à la littérature sur la *job search theory*. En effet, Malinvaud (1994a, 1994b) discute et compare constamment les avantages et les limites de son approche vis-à-vis de celle proposé par Pissarides (1990) et consorts – comme, par exemple, dans : Malinvaud ([1994b], p. 257-258).

<sup>50</sup> Dans cette perspective, la courbe de Beveridge n'apparaît que comme lieu des états stationnaires caractérisant ce vers quoi tend un processus aléatoire s'appliquant à tous les flux passant par le marché du travail.

<sup>51</sup> D'où l'enjeu, pour Malinvaud (1994a, 1994b), d'adopter collectivement des conventions pour définir et mesurer ces phénomènes de manière indépendante ; ne serait-ce que parce qu'une telle distinction revêt une importance cruciale pour l'analyse macroéconomique.



d'abord d'accroître le stock de données individuelles. Or, à cet égard, les marges de progression dans la collecte d'information sont médiocres, en raison des contraintes imposées par le format des « enquêtes emploi » de l'ANPE où tout enrichissement des questionnaires augmente considérablement le taux de refus ou de réponses inexactes. Aussi, une fois dressé le constat que l'observation statistique des flux soulève des difficultés analogues à celle des stocks, il affirme que l'urgence en macroéconomie n'est pas tant d'élaborer un nouveau cadre théorique pour étudier les flux sur le marché du travail<sup>52</sup> que de prendre conscience des problèmes concrets qui se posent aujourd'hui aux statisticiens et aux économistes du travail<sup>53</sup>.

Plus fondamentalement, ces conclusions *actualisées* de Malinvaud (1994a, 1994b) quant à l'importance du chômage « frictionnel » pour l'explication du chômage ne diffèrent guère de celles qu'il avait énoncées quelques années auparavant. S'il juge probable que la courbe de Beveridge ait enregistré un déplacement significatif dans les années récentes, celui-ci reste insuffisant pour expliquer la progression du chômage statistique en France<sup>54</sup> :

« Once the origin of the Beveridge curve, and of frictional unemployment, is well understood, it is then possible to analyse their shifts and to quantify econometrically the effects of various factors. A first assertion seems well established today: variations in frictional unemployment are far from sufficient to explain those of total unemployment. I have already discussed the proofs of this assertion on two other occasions [Malinvaud (1984a, 1985c)]; [...]. On the other hand, it may be useful to examine briefly results which are available today concerning the effect of unemployment

---

<sup>52</sup> Ce à quoi s'essaie néanmoins Malinvaud ([1994a], chap. 5) afin de préciser les déterminants et le rôle du comportement de recherche d'emploi dans les variations du taux de chômage « frictionnel ». Ainsi cherche-t-il à formaliser la probabilité qu'un chômeur accepte un nouvel emploi ou quitte la population active.

<sup>53</sup> Un rapprochement que Malinvaud ([1994a], p. 80) envisage sur le mode de la collaboration et de la division du travail : aux macro-économistes l'étude des déséquilibres, aux économistes et statisticiens du travail l'étude des conditions institutionnelles de l'encadrement du marché du travail. Evoquant les problèmes concrets qui se posent à ces derniers, Malinvaud (1994a, 1994b) en profite pour faire référence à quelques travaux de chercheurs de l'INSEE (Cezard et Heller [1988], Cezard et *alii.* [1991], Thelot [1985], puis d'en fournir une illustration : « Les statisticiens du travail insistent depuis longtemps sur l'imprécision des concepts familiers d'emploi et de chômage, ainsi que sur la nécessité de conventions qui fournissent des définitions parfaitement claires avant toute mesure ; or depuis vingt ans la réalité est devenue de plus en plus complexe, épaississant les zones de flou entre chômage et emploi, entre chômage et inactivité. Pour ne prendre qu'eux, les statisticiens de l'INSEE ont souvent insisté sur ce point. Fait aggravant, on constate aujourd'hui que nombre des transitions entre états intéressent justement ces cas où l'appartenance à l'une des trois grandes catégories n'est pas *a priori* évidente. » (Malinvaud [1994b], p. 260-261).

<sup>54</sup> Plus précisément, Malinvaud (1994a, 1994b) ne croit pas à une augmentation du degré de *mismatch* sur le marché du travail ; sinon pour la seule main d'œuvre non qualifiée dont les besoins ont fortement décliné à la suite des forts investissements en capital au cours des années 1970 (*cf.* chapitre 4). S'agissant de l'impact de la croissance de la main d'œuvre féminine sur le taux de chômage « frictionnel », Malinvaud tend plutôt à l'imputer à l'insuffisance de la demande de travail (comparée à la progression de l'offre de travail sur la période) et à un fonctionnement du marché du travail qui tend à pénaliser les nouveaux entrants. Par ailleurs, il juge insuffisantes les preuves empiriques mettant en évidence une augmentation de l'élasticité de l'offre de travail au salaire réel. Considérant le rôle de l'assurance chômage sur la recherche d'emploi, il fait une simple remarque : le niveau des allocations chômage en France, après avoir progressé avec l'augmentation du nombre de chômeurs à partir du milieu des années 1970, a baissé à partir de 1983 pour se stabiliser à un niveau plus faible qu'en 1975.

benefits of search duration. [...] The only question is how important is this phenomenon.»  
(Malinvaud [1994a], p. 110)

De cette manière, s'il juge que les variations du chômage « frictionnel » ne suffisent pas à expliquer les variations du chômage statistique, Malinvaud (1994a, 1994b) ne voit pas de raisons de condamner le fait que la profession cherche à en évaluer l'importance. Dans le même temps, il prévient et affirme que celle-ci se fourvoierait en cessant d'appréhender le chômage de masse comme un phénomène de déséquilibre, car la demande de travail continue d'être le facteur le plus stratégique pour diagnostiquer l'évolution du chômage<sup>55</sup>.

### ***1.3. Contre l'abandon de la dichotomie temporelle en macroéconomie***

Une deuxième conséquence malheureuse, pour Malinvaud (1989a, 1990g, 1991c, 1997d), de l'adoption généralisée du postulat permanent des marchés en macroéconomie serait la référence à toute distinction entre la courte et la longue période. Ainsi la formulation de ses critiques à l'endroit de la NEC est-elle l'occasion, pour lui, d'affirmer plus explicitement son attachement à la « synthèse néoclassique » des années 1960<sup>56</sup>. Produit de la théorie des fluctuations des années 1940 (Keynes [1936], Hicks [1937], Modigliani [1944]) et des développements de la théorie de la croissance des années 1950-1960 (Solow [1956]), la conception issue de cette synthèse caractérisait la dynamique économique par l'existence de

---

<sup>55</sup> A ce sujet, signalons deux commentaires de Malinvaud (1994a, 1994b) exprimant ses réserves quant à l'importance du chômage « frictionnel » ainsi qu'à la capacité des politiques structurelles de réduire le chômage statistique. Premièrement, considérant le constat selon lequel le travail qualifié s'emploie mieux que le travail non-qualifié, il fait remarquer que ce constat ne suffit pour parler de désajustement structurel car il peut tout aussi bien s'agir d'une insuffisance de la demande globale. En effet, une personne ne trouvant pas d'emploi à son niveau de qualification est le plus souvent disposée à accepter un emploi d'une qualification inférieure ; et celle-ci sera alors préférée à une personne ayant la qualification requise. Un tel effet d'éviction sur le marché du travail fait alors boule de neige à mesure que l'on descend dans l'échelle des qualifications, et il convient d'étudier cet effet d'éviction avant de conclure à l'existence d'un chômage frictionnel par inadéquation des structures de qualification. Deuxièmement, Malinvaud considère la possibilité que la mobilité puisse réduire le chômage « frictionnel », en vertu de l'argument selon lequel les différences dans la composition de l'offre et de la demande de travail se manifestant sur des marchés du travail cloisonnés laissent subsister des possibilités inutilisées d'emplois que la mobilité de certaines demandes ou offres suffirait à résorber. Sur ce point, il commence par rappeler qu'accroître la mobilité pour réduire le chômage frictionnel ne servirait évidemment à rien si le chômage était de « déséquilibre ». De plus, il ajoute qu'accroître la mobilité peut ne pas réduire le chômage « frictionnel » si les offres et demandes insatisfaites d'un marché se reportent sur un marché subsistant le même type de déséquilibre. En effet, la situation s'améliorerait sur le premier marché mais se détériorerait alors sur le second.

<sup>56</sup> Evoquant les origines de sa conception de la macroéconomie, Malinvaud n'a pas hésité à affirmer : « I then became an adept of the "neoclassical synthesis," according to which, in the short run, movements in economic activity are dominated by those in aggregate demand whereas, in the long run, the economy tends to move along a steady growth path, well analyzed from the market clearing assumption. » (Malinvaud [2001b], p. 12)

fluctuations à court terme se surajoutent aux tendances de long terme<sup>57</sup>. En considérant qu'une étude indépendante des fluctuations et la croissance était possible, cette synthèse a débouché une véritable division du travail au sein de la discipline<sup>58</sup> (Malinvaud [1990g]). Dans ce contexte, il est clair que la NEC – avec son postulat d'apurement permanent des marchés et le rôle qu'elle prête aux effets de substitution intertemporels – avait vocation à remettre en cause cette division du travail ainsi que la conception dynamique économique issue de la « synthèse néoclassique » :

« This natural division of the discipline is now challenged in various ways. In particular, one can no longer be satisfied with the idea that business fluctuations ought to be studied as being only the rather short-lived impacts of a sequence of random perturbations. Some argue that the main change in our vision ought to be to recognize that the effects of many perturbations persist in the long run, as in a random walk. I do not want to dismiss here this new conception, although it may be a little overstressed at present. In any case, I believe it is hardly better suited than the previous one for dealing with the phenomena that have the dimension of a decade or so – as the European mass unemployment has. » (Malinvaud [1990g], p. 315)

Sur ce point, Malinvaud commence par saluer l'intérêt d'une démarche visant à réconcilier la courte et la longue période dans un cadre théorique unifié, reconnaissant ainsi implicitement le caractère quelque peu « schizophrénique » de la synthèse néoclassique (De Vroey [2009]). Pour autant, il continue d'en défendre l'utilité en macroéconomie, faute de mieux, en soulignant que la NEC s'est contentée de rabattre les propriétés de la longue période sur celles de la courte période (Malinvaud [1987d, 1989a, 1990g, 1991b]). A nouveau, ce qui est en cause est l'adoption du postulat de *market-clearing*, dont la conséquence est d'évacuer toute question relative à la courte période, comme l'existence du chômage involontaire (*cf. supra*) :

« [...] permanent market clearing, together with the required continuous full adaptation of the price system, rules out a number of phenomena that have long been considered as important in economic thinking. The most obvious one is provided by variations in involuntary unemployment. » (Malinvaud [1989a] p. 307)

Pour autant, les critiques d'Edmond Malinvaud s'adressent davantage à la TCR (Kydland et Prescott) qu'aux économistes de la première génération de la NEC (Lucas, Sargent, Wallace, Barro). Si, dans les deux cas, la dichotomie temporelle de la « synthèse néoclassique » s'en

---

<sup>57</sup> Une telle conception caractérise également la dynamique des modèles non-walrasiens (*cf.* chapitre 3).

<sup>58</sup> Ainsi, l'enseignement de la théorie économique dans les années 1960 n'a pas seulement considéré la micro- et de la macroéconomie comme deux domaines d'étude indépendants, elle a encore subdivisé l'analyse de la macroéconomie en distinguant l'étude de la croissance de celle des fluctuations.

trouve remise en cause, son usage explicite et extensif <sup>59</sup> du modèle de Solow suffit à lui attirer les foudres de Malinvaud. La raison en est toute méthodologique : pour faire l'objet d'une application empirique, une théorie doit fournir une approximation suffisante des phénomènes à expliquer ; or le modèle Solow n'est pertinent que pour des phénomènes de longue période, comme la croissance (Malinvaud [1991c, 1996a, 1997a, 1998, 2004a]). A l'instar de Solow (1988b, 2008), pour Malinvaud (1991b, 1991c), le coup de force de la TCR est d'avoir réussi à faire passer son approche pour une conception alternative de la dynamique économique, alors que celle-ci tend plutôt à abolir le temps en ne reconnaissant aucune spécificité à la courte période<sup>60</sup>. Et ceci est d'autant plus regrettable que, de cette manière, se trouvent évacuées les quelques décisions irréversibles – prises dans la courte période – dont les effets se manifestent bien au-delà de la courte période et peuvent affecter durablement la trajectoire postérieure des économies :

« [...] we could introduce consideration of the uncertainties about business conditions. Since these conditions are not well known, and since they will undergo irregularities both at the micro and at the macro levels, the reference growth path cited above cannot be real. Some firms will have less capacity, some workers will not find the jobs they expected, at times the whole economy will be depressed. A better approximation to reality would then be provided by a stochastic growth path in which uncertainties, irreversibilities and disequilibria would be given their role. » (Malinvaud [1984a], p. 83-84)

Pour Malinvaud (1990g, 1991c), ces perturbations ne constituent en rien des « chocs aléatoires » [de progrès technique] mais sont, au contraire, bien identifiables : elles résultent, entre autres, du déséquilibre du système de prix (*cf.* chapitre 3) et de l'importance des délais et des coûts supportés par les agents pour s'adapter à leur environnement<sup>61</sup>. Ces facteurs d'inertie sont, évidemment, à mettre en lien avec sa conception de la dynamique économique où l'ambition est avant tout de caractériser l'évolution macroéconomique à moyen terme (*cf.* chapitre 3 et 4). Or une telle ambition marque, en même temps, sa reconnaissance des limites de la « synthèse néoclassique » (*cf. supra*) et sa volonté d'en combler les lacunes sans porter atteinte à l'autonomie des deux autres horizons temporels : la courte et la longue période<sup>62</sup>.

---

<sup>59</sup> Extensif, car les propriétés du modèle de Solow sont supposées s'appliquées à court terme comme à long terme. A l'inverse, les modèles de la première génération de la NEC, bien qu'ils insistent tout autant sur les effets de substitution intertemporels (Lucas et Rapping [1969], Lucas [1972]), tendent à maintenir une telle dichotomie temporelle du fait de sa référence constante à l'hypothèse d'information imparfaite.

<sup>60</sup> Pour une présentation de la TCR, voir : Hairault (1992), De Vroey (2009, 2015).

<sup>61</sup> Un tel jugement trahit en soi les réserves de Malinvaud à l'égard du concept d'anticipations rationnelles ; une attitude que nous développerons dans la section suivante.

<sup>62</sup> Ici encore, il faut souligner la proximité entre Malinvaud et Solow ; ce dernier ayant constamment plaidé pour le développement d'une « macroéconomie du moyen terme ». Bien que celui-ci ne l'est affirmé explicitement

Cette critique de la NEC n'est pas seulement, pour lui, l'occasion de défendre sa conception de la dynamique économique ; elle est aussi l'occasion de défendre, et de justifier, le recours aux « lois d'ajustements » en macroéconomie (Malinvaud [1982d, 1984a, 1987d, 1989a, 1991c, 1995b, 1997d]). Par « loi d'ajustement », il entend toute spécification qui traduit de façon synthétique les effets des rapports (contractuels ou non) entre agents sur l'évolution économique. Dans un contexte où certaines grandeurs ne sont pas déterminées par le cadre d'équilibre mais affectent la situation des agents<sup>63</sup>, ces lois permettent de préciser et déterminer le passage d'un équilibre temporaire à un autre. Son exemple le plus courant n'est autre que la courbe de Phillips, dont Malinvaud rappelle volontiers l'histoire, en particulier le fait que cette relation avait initialement fait l'objet d'une certaine curiosité du fait qu'elle décrivait remarquablement bien – et sans l'expliquer – l'évolution des salaires<sup>64</sup> (Malinvaud [1991c, 1997d]). De manière plus générale, une « loi d'ajustement » se distingue d'une loi de comportement parce que l'observation empirique y joue un rôle essentiel, et que la modélisation ne repose pas sur une spécification précise de la loi recherchée mais sur les avancées de l'économétrie (Malinvaud [1991c, 1997d])<sup>65</sup>. Aussi il est clair qu'une « loi d'ajustement » n'a pas le même caractère explicatif qu'une loi de comportement, de sorte que chercher à en remettre en cause la validité en dénonçant l'insuffisance de ses fondements théoriques insuffisants est un projet dénué de sens :

« Le fait fut assez évident au temps où il était de bon ton de se plaindre de l'absence de « fondements microéconomiques » de ces lois d'ajustement, comme si cela devait conduire à contester, voir à rejeter, leur apparition dans les théories économiques. Si, par opposition, à ce qui peut être le cas pour les lois de comportement, l'observation statistique apparaît plus déterminante que la réflexion déductive, c'est en raison de la complexité de la genèse des évolutions des prix, des salaires et autres grandeurs de marché. Dans la recherche de fondements microéconomiques, [...] on peut certes proposer des modélisations adaptées à tel ou tel aspect de ces phénomènes de marché ; on gagne alors en compréhension des phénomènes ; mais les modélisations restent trop partielles et spéciales pour déboucher, de façon directe et convaincante, sur une spécification qui vaudrait mieux que celle résultant d'analyse de données s'inspirant du bon sens et répétées pour nombre de pays et de périodes. » (Malinvaud [1997d], p. 20)

---

que tardivement (Solow [2000]), Assous (2015) a récemment montré comment certaines de ses contributions antérieures pouvaient s'inscrire dans une telle perspective (incluant Solow [1956]).

<sup>63</sup> Comme dans la théorie non-walrasienne, il s'agit pour l'essentiel de variables nominales : l'évolution des salaires, des prix et des taux d'intérêt. A ce sujet, Malinvaud (1997d) juge qu'il est hautement naïf de représenter l'évolution de ces variables comme si elles étaient le résultat de la décision d'un agent déterminé.

<sup>64</sup> Du moins jusqu'à la fin des années 1960. Par ailleurs, s'agissant de l'instabilité de la courbe de Phillips dans les années 1970, la position d'Edmond Malinvaud n'a pas été d'en rejeter l'intérêt mais d'encourager les recherches empiriques pour améliorer l'identification de sa position et de ses déplacements.

<sup>65</sup> Une telle défense des « lois d'ajustement » vaut ainsi défense de l'autonomie de la macro-économétrie, comme nous avons pu le voir au chapitre précédent (*cf.* chapitre 4) et comme nous le verrons à nouveau dans le chapitre suivant (*cf.* chapitre 6).

A l'inverse, le recours aux « lois d'ajustements » résulte des limites des spécifications *a priori* pour l'analyse macroéconomique, en particulier celles directement issues de la théorie de l'équilibre général. Et Malinvaud ne cesse de rappeler les anomalies empiriques auxquelles cette construction théorique est confrontée, en particulier le fait que les salaires réels varient très peu en présence d'une offre de travail excédentaire<sup>66</sup>. Aussi lorsque le rejet d'une loi de comportement *a priori* s'impose, lui substituer une spécification alternative inspirée par l'observation empirique (*i.e.* une « loi d'ajustement ») n'est pas en soi condamnable, du point de vue scientifique, et relève même d'une plus grande intégrité intellectuelle en assumant (et en affichant) le fait de ne pas savoir :

« If we can correctly identify elementary behaviour, this is perfect; but when we cannot, we have to stick to observing results of a more complex sort and we should not impose on the data an unfounded preconception. » (Malinvaud [1989a], p. 207)

« There is no shame in recognising this situation and in stating that the justification lies in observed regularities. The wrong thing to do, when one cannot fully explain a complex phenomenon, is to pretend the phenomenon is different so as to be able to easily explain it by maximising the behaviour. » (Malinvaud [1987d], p. 314)

L'opposition spontanée de Malinvaud au postulat d'apurement permanent des marchés l'aura ainsi conduit à approfondir ses critiques à l'endroit de la NEC. Tout d'abord, parce que le rejet de ce postulat en vertu de son inadéquation aux données empiriques est insuffisant à l'invalider complètement ; il faut encore qu'un tel rejet soit justifié *en théorie*. Ensuite, parce qu'il a cherché à justifier son rejet en mettant en évidence les conséquences que l'adoption de ce postulat entraînerait pour l'analyse macroéconomie : l'abandon de toute référence au chômage involontaire à la dichotomie temporelle de la « synthèse néoclassique ». La critique d'Edmond Malinvaud ne s'arrête pas là et il faut désormais exposer la manière dont celui-ci s'est opposé au second postulat de la NEC : les anticipations rationnelles.

---

<sup>66</sup> A nouveau, Malinvaud tend à expliquer une telle attitude en macroéconomie par l'enseignement ordinaire de la théorie microéconomique : « We economists should, according to them, recognize only constraints, behaviour and equilibrium conditions. An equation explaining the inflation rate should appear either as explicitly representing the behaviour of somebody or as an equilibrium equation between some supply and the corresponding demand. Clearly, such a stand is too dogmatic, even if it is induced by the normal teaching of microeconomic theory (which, however, should contain a part on games, bargaining, oligopoly and the like). » (Malinvaud [1989a], p. 207)

## II. Anticipations rationnelles, modélisation et économie appliquée

Deuxième volet de ses critiques à la NEC, Edmond Malinvaud s'attaque au concept des anticipations rationnelles, en tant que celui-ci constitue une hypothèse sur le comportement effectif des agents. Mais il s'y attaque également en tant que ce dernier constitue un postulat, considéré comme directement pertinent pour l'étude des politiques économiques. En d'autres termes, à l'instar du postulat de *market-clearing*, Malinvaud ne se contente pas de contester la pertinence empirique de l'hypothèse des anticipations rationnelles mais étend ses critiques aux développements auxquels il a donné lieu. Deux développements en particulier sont pris pour cible : la Critique de Lucas et la nouvelle économétrie de la NEC – et, en particulier, son usage extensif de la calibration.

### 2.1. Anticipations rationnelles et modélisation macro-économétrique

Tout d'abord, il est important de faire remarquer qu'Edmond Malinvaud n'a pas d'objection en soi contre le concept d'anticipations rationnelles. Il tend d'ailleurs à y voir un progrès pour la théorie macroéconomique, parce que ce concept permettrait d'endogénéiser les anticipations et d'enrichir l'analyse de la politique économique (Malinvaud [1982d, 1991c, 2004a]). Pour autant, dès le début des années 1980, il invite la communauté des macro-économistes à faire preuve de vigilance à l'égard de cette littérature, qui est source, selon lui, d'attraction autant que de confusion :

« [...] la littérature moderne ne me semble pas transmettre le meilleur message sur le rôle de la formation des anticipations dans les phénomènes qui intéressent la politique macroéconomique. » (Malinvaud [1981c], p. 547)

« En d'autres termes, j'estime que toute la littérature moderne sur le rôle joué par la formation des anticipations requiert un examen critique. Il serait prématuré d'en tirer dès maintenant des conclusions. » (Malinvaud [1982d], p. 16)

Une telle vigilance se justifie, d'abord, par la tendance spontanée des macro-économistes à associer le concept d'anticipations rationnelles aux conclusions de politique économique qu'en ont tiré les théoriciens de la NEC : le théorème de neutralité de la monnaie (Lucas [1972]) ; le théorème d'équivalence ricardienne (Barro [1974]) ; la proposition d'inefficacité de la politique monétaire (Sargent et Wallace [1975]) ou encore l'incohérence temporelle des

politiques optimales (Kydland et Prescott [1977])<sup>67</sup>. A l'inverse, Malinvaud (1982d, 1991c, 2004a) ne manque pas de souligner que ce concept n'est pas, lui-même, responsable de ces conclusions destructives pour la politique économique. Le véritable responsable n'est autre que les hypothèses théoriques employées par la NEC, en particulier le postulat d'apurement permanent des marchés (Malinvaud [1982d, 1991c, 2004a]).

« [...] il faut regretter la hâte avec laquelle on a prétendu en tirer des conclusions pour la politique économique ; il faut regretter aussi la présentation que certains théoriciens ont donnée à leurs contributions, car on a parfois frôlé l'escroquerie. [...] beaucoup de travaux théoriques récents, même parmi les plus cités, simplifient à outrance le reste du modèle au point de le rendre tout à fait inadéquat. Il devient alors complètement abusif de présenter les résultats comme directement applicables et comme ayant des implications claires pour la politique économique. Que penser par exemple d'une étude du rôle de la politique monétaire pour la régulation à court terme quand il est supposé que le niveau général des prix s'ajuste instantanément pour assurer l'équilibre entre offre et demande de monnaie ? Que penser d'une étude sur l'éventuel effet de stimulation de la politique budgétaire quand il est supposé que le plein emploi prévaudra spontanément dans l'avenir au-delà de la période directement concernée ? » (Malinvaud [1982d], p. 15-16)

Plus généralement, Malinvaud (1982d, 1991c, 1995b, 2004a) souligne que la difficulté du concept d'anticipations rationnelles tient à ce qu'il peut s'appréhender de deux manières différentes : selon le rôle qu'il joue dans un modèle macroéconomique ou le comportement effectif qu'il vise à décrire. Que ces deux manières soient souvent confondues tient, essentiellement, à ce que les anticipations rationnelles sont définies relativement à un modèle théorique. En effet, les anticipations sont dites « rationnelles » si les agents forment leurs anticipations en utilisant au mieux (de manière rationnelle) toute l'information disponible ; cette information comprenant les valeurs présentes et passées de l'ensemble des variables pertinentes du modèle et le modèle lui-même. L'introduction du concept d'anticipations rationnelles dans un modèle macroéconomique implique dès lors que : (i) tous les agents partagent une même représentation du fonctionnement de l'économie (car ils ont le même modèle en tête)<sup>68</sup> ; (ii) le modèle est une bonne représentation du fonctionnement de l'économie. Ainsi l'introduction du concept d'anticipations rationnelles dans un modèle macroéconomique a-t-elle toujours pour effet de semer la confusion, en détournant l'attention du modèle sous-jacent et en se focalisant sur la seule nature des anticipations, à qui –

---

<sup>67</sup> Il discute en détails ces « petits modèles » de la NEC et leurs conséquences pour la politique économique : qu'il s'agisse du modèle de Lucas (1972) (Malinvaud ([2000a], p. 1112-16), du théorème d'équivalence ricardienne (Malinvaud [1991c, 1997e] ou de toute la littérature postérieure à Sargent et Wallace (1975) concernant l'efficacité de la politique monétaire (Malinvaud [2000a], p. 1116-43).

<sup>68</sup> Ce qui explique les agents forment des anticipations convergentes, du moins en moyenne. Au passage, signalons que les anticipations rationnelles ne sont pas des prévisions parfaites, les deux notions ne coïncidant qu'en situation certaine. Dans un environnement marqué par l'imperfection de l'information, les agents peuvent commettre des erreurs d'anticipations, mais celles-ci ne sont pas systématiques et toujours temporaires. Les erreurs de prévision sont aléatoires, mais en moyenne les erreurs d'anticipations sont nulles (Franc [1997]).



spontanément – sont attribués les résultats du modèle<sup>69</sup>. Face à cette double implication, Malinvaud (1982d, 1991c, 2004a) commence par affirmer que les modèles à anticipations rationnelles de la NEC ne sont qu'une représentation outrageusement simplifiée du fonctionnement de l'économie<sup>70</sup>, à laquelle peu de macro-économistes seraient prêts à souscrire<sup>71</sup>. Aussi, rappelant que la rationalité des anticipations n'est relative qu'au modèle sous-jacent, il avance – à la suite d'Azariadis (1975) et de Fisher (1977) – qu'il existe *potentiellement* autant de conclusions de politique économique que de manières de représenter (par un modèle) le fonctionnement d'une économie de marché<sup>72</sup>. Par ailleurs, il conteste la conséquence (implicite) selon laquelle tous les agents disposeraient d'une représentation identique du fonctionnement de l'économie (*i.e.* un même modèle). A cet égard, il fait valoir que s'il est difficile d'affirmer que les agents ont un modèle en tête, il est encore plus difficile de d'affirmer que celui-ci est identique – les macro-économistes ne parvenant pas eux-mêmes à s'accorder sur une bonne représentation.

« An alternative approach built on the idea that the proper assumption to make about expectations in a model serving for the study of a policy had to be consistent with the model. In this sense they had to be “rational”. This idea indeed makes sense, but it puts a heavy requirement on the definition of the model, which has to be realistic enough in all respects, including the formation of expectations by economic agents. » (Malinvaud [2004a], p. 131)

Venons-en à la seconde manière d'appréhender le concept des anticipations rationnelles, en tant qu'il vise à décrire un comportement effectif. Sur ce point, pour comprendre la position de Malinvaud, il importe de considérer la distinction épistémologique qu'il opère entre la « théorie pure » (*i.e.* l'économie mathématique) et l'économie appliquée (*i.e.* la modélisation macro-économétrique)<sup>73</sup>. En bref : l'économie appliquée, du fait de son objectif spécifique de rationalisation de la politique économique, est contrainte d'éprouver le réalisme des modèles

---

<sup>69</sup> Signalons qu'une telle confusion a été commise par la plupart des commentateurs des modèles à anticipations rationnelles dans les années 1970 et 1980, défenseurs comme critiques de la NEC (Goutsmedt et *al.* [2015]).

<sup>70</sup> Disposé à expliquer cette simplicité par les contraintes imposées par le concept d'anticipations rationnelles, Malinvaud (1991c, 2004a) l'attribue finalement au tropisme monétariste des théoriciens de la NEC.

<sup>71</sup> Cette dernière phrase est évidemment rhétorique, car bon nombre de macro-économistes ont fini par souscrire à une telle représentation simplifiée de l'économie. Le fond du problème est plutôt que Malinvaud ne s'explique pas que la communauté des macro-économistes ait fini par y souscrire. Comme l'illustre ses déclarations à propos du célèbre article de Lucas (1972) : « Why such a result so often quoted as supporting the proposition that anticipated monetary policy was ineffective? Probably not because the model would have been found realistic in its representation of the economic structures or in its representation of economic behaviour. On both accounts it was obviously unrealistic. » (Malinvaud [2004a], p. 132)

<sup>72</sup> Y compris les modèles les plus absurdes ou les plus éloignés des fondamentaux de la théorie économique. Ainsi, Malinvaud a-t-il parfaitement perçu que le concept d'anticipations rationnelles n'était pas différent, par nature, du concept de prophétie auto-réalisatrice (Azariadis [1981], Azariadis et Guesnerie [1982]).

<sup>73</sup> Nous développons en détails cette distinction au chapitre suivant (*cf.* chapitre 6), dont l'objet est d'exposer l'épistémologie de la macroéconomie selon Malinvaud.

théoriques qu'elle mobilise : d'en tester les hypothèses autant que les conclusions. Une telle distinction n'est pas sans conséquences méthodologiques car les hypothèses contredites par les faits doivent être remplacées, soit par de nouvelles hypothèses théoriques, soit par des hypothèses alternatives inspirées des régularités empiriques observées (les fameuses « lois d'ajustements » évoquées plus haut). Dans tous les cas, l'économie appliquée (la modélisation macro-économétrique) se distingue de la « théorie pure » (l'économie mathématique) par la centralité qu'elle confère à la validation inductive. Le passage de l'une à l'autre impliquant un véritable basculement de régime épistémologique, la manière dont le concept d'anticipations rationnelles est appréhendé doit également évoluer : celui-ci passe du statut de postulat à celui de simple hypothèse, qu'il convient de tester empiriquement (Malinvaud [1990b, 2004a])<sup>74</sup>. Dans ces conditions, rien ne justifie que ce concept revête la même importance en économie appliquée que dans la recherche académique, c'est-à-dire en « théorie pure »<sup>75</sup> :

« Aucun impératif catégorique ne demande que nous donnions à la rationalité une place privilégiée. En d'autres termes, d'un point de vue méthodologique, la véritable difficulté consiste à savoir comment une hypothèse peut être validée empiriquement, ou peut être fondée sur le jugement collectif des économistes savants. Ce n'est pas de savoir quel traitement particulier devrait être réservé aux hypothèses de rationalité ; la réponse est alors simple : aucun. » (Malinvaud [1990b], p. 11)

Ainsi, la bonne formalisation des anticipations en macroéconomie reste à déterminer et Malinvaud (1982d, 1987d, 2001e) renvoie à l'économétrie le soin de déterminer la pertinence relative de l'hypothèse d'anticipations rationnelles vis-à-vis des hypothèses traditionnellement retenues : des anticipations extrapolatives ou adaptatives<sup>76</sup>. Dans le même temps, et ceci dès le début des années 1980, Malinvaud (1980a, 1982d, 1999a, 2004a) s'est toujours montré

---

<sup>74</sup> Une telle remarque s'applique, en fait, à tous les résultats des modèles de la NEC, présentés comme directement pertinents pour l'analyse de la politique économique. Ainsi, Malinvaud (2004a) moque l'ambition de la NEC (plus précisément de Lucas [1972]) de *prouver*, par un argument purement déductif, la validité de la proposition de Friedman (1968) d'une verticalité de la courbe de Phillips à long terme : « As long as this was presented as an intuitive proposition, it only called for empirical validation. But the promoters of rational expectations thought they could prove, by a purely deductive argument, that the proposition was indeed true. Looking in retrospect at the proofs so given, any economist gifted with a fair amount of common sense can only wonder how they could be found persuasive. » (Malinvaud [2004a], p. 132)

<sup>75</sup> Une telle manière d'appréhender le concept d'anticipations rationnelles est pleinement partagée par Solow, qui a toujours refusé de faire du concept d'anticipations rationnelles un « axiome limite » en théorie macroéconomique : « L'hypothèse de rationalité conventionnelle doit faire la preuve de sa valeur tous les jours, qu'elle a des ailes, comme dirait M. Borman des Eastern Airlines ; et, si elle ne le prouve pas, elle n'est pas autorisée à décoller (rires). » (Solow [1988a], p. 190)

<sup>76</sup> Malinvaud ([2000a], p. 1560-1593) discute d'ailleurs des études comparant les performances relatives des modèles à anticipations adaptatives et des modèles à anticipations rationnelles depuis les années 1980. Toutefois, suspectant que l'économétrie ne soit pas capable de trancher entre ces hypothèses (*cf.* chapitre 7), il trouve ici une nouvelle raison de plaider en faveur de l'augmentation du stock de données en macroéconomie (*cf. supra*). Aussi considère-t-il que la meilleure manière d'apprécier l'état des anticipations, à un moment précis, est de se référer aux données sur « les attitudes, anticipations et intentions » (Malinvaud [1991c], p. 401-406).

sceptique sur la pertinence empirique des anticipations rationnelles. Rien que le fait de supposer que des individus puissent former leurs anticipations à l'appui de la théorie macroéconomique lui paraît une idée complètement saugrenue<sup>77</sup> :

« [...] dans les cas normaux beaucoup reconnaissent être trop ignorants pour faire autre chose qu'extrapoler grossièrement ce qu'ils ont constaté et infléchir cette extrapolation en fonction de ce qu'ils entendent dire autour d'eux. Ceux qui ont vraiment une théorie en tête ne sont qu'une minorité et on doit chercher à savoir s'ils sont assez influents pour que leur prévision soit celle dont on parle. » (Malinvaud [1991c], p. 550)

Aussi Malinvaud (1982d, 1991c, 1995b, 2004a) juge-t-il que l'hypothèse d'anticipations adaptatives devrait dominer celle des anticipations rationnelles. Tout d'abord parce que cela correspond à la pratique de la modélisation macro-économétrique, dont l'attitude pragmatique a été de retenir (par défaut) l'hypothèse d'anticipations adaptatives, tout en l'amendant en cas de forte perturbation de l'environnement économique et/ou de la politique économique (Malinvaud [1995b]). Ensuite, parce qu'une telle hypothèse de comportement a l'avantage de mieux s'articuler aux modèles macro-économétriques et aux divers processus d'ajustement qu'ils mettent en œuvre (*cf.* chapitre 4) :

« Je pense, quant à moi, que les hypothèses d'anticipations adaptatives devraient se révéler les plus adéquates [...]. C'est un vieux débat de la science économique que de savoir si les prises de décision reposent sur des raisonnements concernant notamment les effets à attendre dans chaque cas, ou sur des habitudes, résultant d'une lente adaptation à un certain contexte. Il me semble que les arguments donnés en faveur de la seconde thèse ont une force toute particulière lorsqu'on vient à examiner la formation des anticipations. » (Malinvaud [1982d], p. 16)

Ce dernier argument ne revêt pas seulement un caractère instrumental, il correspond à l'idée que se fait Malinvaud de la manière dont les agents anticipent effectivement. Ainsi, à l'inverse du concept d'anticipations rationnelles, la nécessité de prendre en compte des délais d'ajustements, et des effets d'apprentissage pour les anticipations des agents, est présentée comme l'un des enseignements à tirer de l'expérience des années 1970 :

« Les fanatiques des anticipations rationnelles devraient réfléchir sur le long délai qui est nécessaire aux opinions publiques du monde occidental pour comprendre le nouveau contexte pétrolier et ses conséquences. » (Malinvaud [1981c], NBP 12, p. 547)<sup>78</sup>

---

<sup>77</sup> Sauf pour des états particuliers (guerres, révolution ou pénurie généralisée), où Malinvaud (1982d, 1991c) est disposé à penser que les agents puissent prévoir une forte hausse des prix.

<sup>78</sup> Ce à quoi Lucas réagissait, dans les épreuves d'une préface à l'édition japonaise de son *Models of Business Cycles* : « I suppose those who were expecting to hear a representative of what Edmund [sic] Malinvaud has referred to as the "rational expectations fanatics" were little disappointed at the lectures' rather technical tone, and the absence of any very new or startling recommendations for economic policy. » (Lucas, Box 13, Folder : Models of Business Cycles 1985-1987)

« [...] en janvier 1974, de nombreuses personnes avaient compris que l'augmentation du prix du pétrole brut aurait un impact négatif sur le taux de salaire réel ; mais cette anticipation resta d'abord théorique et n'affecta pas sensiblement les comportements économiques avant qu'elle ne fut confirmée par l'observation. » (Malinvaud [1980a], p. 156-7)

Mais l'opposition de Malinvaud à l'encontre du concept d'anticipations rationnelles ne s'arrête pas là. A nouveau, il s'attaque à deux évolutions résultant de l'adoption généralisée de ce concept comme postulat et qui ont lourdement contribué à faire évoluer la discipline macroéconomique : la Critique de Lucas (1976) et la diffusion des techniques de calibration.

## 2.2. Contre la Critique de Lucas

Dans l'histoire de la macroéconomie, il est courant de lire que la critique de Lucas (1976) remettant en cause la pertinence des modèles macro-économétriques pour l'étude des politiques économiques a largement contribué à l'effondrement de la macroéconomie keynésienne dans les années 1970. Par ailleurs, comme pour le concept d'anticipations rationnelles, les keynésiens de la « synthèse néoclassique » sont suspectés de sous-estimer le problème posé par la critique de Lucas, voire de ne pas en comprendre la nature (Goutsmedt et al. [2015]). A cet effet, l'attitude de Malinvaud (1980a, 1987e, 1991c, 1997d, 1998, 2007a, 2007b) vis-à-vis de la Critique de Lucas suffit à montrer combien cette conception de l'histoire de la macroéconomie est faussée. Aucune de ses objections ne tombe sous le coup d'aucune des insuffisances mentionnées ci-dessus<sup>79</sup> ; et sa position se résume simplement : s'il en reconnaît la justesse *en théorie*, il tend à en relativiser la portée *en pratique*.

« A l'époque, nombre de macro-économistes, moi en particulier, ne furent pas convaincus de la portée de cette critique, bien qu'ils aient reconnu la justesse de la remarque qui l'inspirait. En effet les petits modèles illustratifs présentés par Lucas et d'autres, ne démontraient pas plus qu'une possibilité et n'étaient en rien testés quant à leur validité empirique. » (Malinvaud [1997d], p. 21)

Malinvaud (2007a) repère que la Critique de Lucas visait à remettre en cause les modèles macro-économétriques sur deux plans : (i) en mettant en évidence la nécessité de prendre en compte les anticipations ; (ii) en cherchant à démontrer l'incapacité de ces modèles à étudier les effets de la politique économique. S'il reconnaît la nécessité de mieux prendre en compte

---

<sup>79</sup> Et certainement pas la seconde, comme en atteste la manière dont il résume le problème soulevé par la Critique de Lucas : « [...] les lois de comportement incorporées dans ces modèles supposaient exogènes les anticipations des agents ; elles négligeaient donc le fait que les anticipations pouvaient réagir aux variations des instruments de la politique économique ; elles étaient ainsi susceptibles de conduire à des estimations biaisées des effets de cette politique ; plus généralement d'ailleurs tout le modèle pouvait devenir inadéquat en cas de changement du régime retenu pour la politique économique. » (Malinvaud [1997d], p. 21)

les anticipations dans les modèles macro-économétriques, il rejette vigoureusement la conclusion – prétendument logique – qui en découlerait : l’incapacité de ces modèles à étudier les effets des politiques économiques alternatives. Pour commencer, Malinvaud (2007a) reproche à Lucas (1976) d’avoir cherché à imposer, subrepticement, la référence exclusive aux anticipations rationnelles en macroéconomie. Puis il signale que, pour disqualifier les modèles macro-économétriques, il aurait fallu montrer que les anticipations rationnelles ne pouvaient pas intégrer l’hypothèse d’anticipations rationnelles mais, également, qu’elles dominaient effectivement les anticipations adaptatives (Malinvaud [2007a]).

S’agissant de la première condition, Malinvaud (2007a, 2007b) rappelle que Wallis (1980) a montré la manière dont cette incorporation pouvait se réaliser et que les conclusions à en tirer étaient finalement moins destructives pour les modèles macro-économétriques<sup>80</sup> que celles anticipées par Lucas (1976). S’agissant de la seconde condition, il rappelle que l’état des preuves en économétrie<sup>81</sup> ne permet pas de trancher en faveur d’une hypothèse en particulier (*cf. supra*). A ce sujet, Malinvaud (1998) trouve une nouvelle occasion d’exprimer son scepticisme à l’égard des anticipations rationnelles – appliqué cette fois à la critique de Lucas –, en faisant valoir que les agents ne tiennent pas compte des décisions monétaires et/ou budgétaires avant qu’elles ne les touchent directement. Puis il tient à rappeler que les équations estimées des modèles macro-économétriques incorporaient déjà une partie des réactions habituelles (*via* les anticipations adaptatives) aux variations de décisions monétaires et/ou budgétaires<sup>82</sup>. Par ailleurs, Malinvaud (1991c, 1998) déplore qu’aucun économiste dans les rangs de la NEC n’ait cherché à évaluer la pertinence empirique de la Critique de Lucas ; preuve que ces derniers se satisfont de propositions essentiellement théoriques. A ce sujet, il signale qu’il existe pourtant de nombreux exemples dans l’histoire récente qui auraient pu se prêter à une telle évaluation empirique de la Critique de Lucas<sup>83</sup> : la création du système monétaire européen (SME) ; la désindexation des salaires aux prix ou encore le passage du

---

<sup>80</sup> Wallis (1980) évalue la portée de la Critique de Lucas et avance un moyen pratique de répondre au problème qu’il soulève : séparer la structure des processus exogènes de la « structure économique ».

<sup>81</sup> Malinvaud ([2000a], p. 1563-1567) reprend en détails les éléments du débat concernant l’état des anticipations (rationnelles ou adaptatives) à la suite de la Critique de Lucas.

<sup>82</sup> Pour Lucas (1976), la difficulté est évidente pour les modèles à anticipations extrapolatives. Pour le cas d’anticipations adaptatives (non-asymétriques), le problème se pose différemment car, si la réaction des agents à la modification de la politique économique n’est certes pas immédiate, elle s’opère toutefois progressivement. Aussi, Lucas (1976) plaide-t-il pour l’adoption des anticipations rationnelles parce qu’il ne croit pas que des anticipations adaptatives puissent répondre à sa Critique. Sur ce point, voir : Goutsmedt et *al.* (2015).

<sup>83</sup> Une remarque qu’il applique à toutes les propositions d’inefficacité développées par la NEC, à l’exception du théorème d’équivalence ricardienne – dont il commente la littérature (Malinvaud [1997e])

contrôle de la masse monétaire au pilotage du taux d'intérêt dans les banques centrales. Et, à son avis, une telle étude suffirait à révéler la faible portée pratique de cette critique :

« [...] panels of national time series should have some power for the characterization of the impact that policy changes have on expectations, attitudes and behaviour. If this question is studied, it will appear that the so-called and over-emphasized 'Lucas critique' does not imply that macroeconomic models have to conform to the standards imposed by what is called the "New Classical Macroeconomics". » (Malinvaud [1989a], p. 216)

Pour autant, Malinvaud n'entend pas déconsidérer totalement la Critique de Lucas. En effet, il souligne à maintes occasions que celle-ci a permis de rendre la théorie de la politique économique moins simpliste et de la penser dans un contexte dynamique (Malinvaud [1997c, 1998, 2004a])<sup>84</sup>. D'autre part, la Critique de Lucas mérite également un examen sérieux (Malinvaud [1991c, 1997d, 1998]), car il existe – au moins, potentiellement – des moments où l'annonce de politiques économiques peut complètement modifier les anticipations des agents<sup>85</sup> (Malinvaud [2007b]). Toute la difficulté reste, cependant, d'arriver à prévoir ces inflexions drastiques dans la formation des anticipations ; ce qui suppose, à nouveau, de procéder par inférence à partir des données sur « les attitudes, les anticipations et les intentions »<sup>86</sup>. Ainsi, si la Critique de Lucas mérite un examen sérieux pour Malinvaud, c'est parce qu'elle incite à faire preuve d'une plus grande prudence dans l'estimation des modèles macro-économétriques (en vérifiant à tout moment l'état des anticipations). Par conséquent, ses objections à l'égard de la Critique de Lucas portent moins sur le problème qu'elle pose, à la démarche macro-économétrique, que sur les conclusions qui en ont été dérivées :

« Les conclusions tirées par Robert Lucas de sa critique, et tirées plus généralement par toute "l'Ecole de Chicago", poussaient beaucoup plus loin la recommandation de prudence. Il convenait selon eux de ne plus prétendre avoir la capacité de contrecarrer les mouvements spontanés de la conjoncture. La politique monétaire devait s'en tenir à une règle fixe. Mais il y a peu de pays, si même il en existe, dont les autorités monétaires fassent preuve de la totale indifférence ainsi recommandée. Les macro-économistes continuent à être sollicités pour éclairer la gestion de la politique monétaire. Les modèles macro-économétriques restent utiles à cela. » (Malinvaud [1998], p. 335)

---

<sup>84</sup> En ce sens, la Critique de Lucas rejoint les insatisfactions de Malinvaud à l'égard des performances des modèles macro-économétriques (*cf.* introduction de chapitre).

<sup>85</sup> Ces moments correspondent aux exceptions pour lesquelles Malinvaud est enclin à penser que les anticipations peuvent effectivement être rationnelles : les guerres, les crises, *etc.* (*cf. supra*).

<sup>86</sup> Ce qui est d'ailleurs la méthode suggérée par Katona (1980) lui-même, lorsque celui-ci a été questionné sur la pertinence des anticipations rationnelles et l'importance qu'il faut leur attribuer.

Ainsi, ce que rejette vigoureusement Malinvaud (1991c, 1998) est la solution « théorique » proposée par Lucas à son propre problème<sup>87</sup>. Cette solution, irrémédiablement liée au fait de d'adopter les anticipations rationnelles comme postulat, vise à disqualifier toute politique économique interventionniste et à remplacer les modèles macro-économétriques par des modèles « simplistes ». Le risque étant pour lui, nous le rappelons, que la théorie des années 1960 soit remplacée « par une théorie encore plus sommaire » (Malinvaud [1982d]).

### **2.3. Contre la nouvelle économétrie de la NEC**

Adoptant les anticipations rationnelles comme un postulat, et prenant pour acquise la conclusion selon laquelle la Critique de Lucas discréditait définitivement les modèles macro-économétriques, la NEC s'est trouvée rapidement contrainte de développer des voies alternatives de validation empirique. Bien que cette tâche ait d'abord été l'œuvre de Sargent, il revient à la TCR d'avoir assuré la mutation empirique de la NEC, en montrant comment des modèles aussi « simplistes » pouvaient être confrontés aux données empiriques<sup>88</sup>. Pour ce faire, l'innovation technique majeure de la TCR a été d'introduire la « calibration » : choisir (« calibrer »), parmi les estimations économétriques disponibles, celles dont les valeurs sont jugées correctes pour les paramètres d'un modèle et ses utilisations<sup>89</sup>. Le modèle théorique outrepassa ainsi les complications liées à l'estimation économétrique et peut être confronté directement (« en bloc ») aux données empiriques, dont la richesse est réduite aux seuls « faits stylisés », censés résumer l'observation des principaux agrégats économiques<sup>90</sup>. En enregistrant cette ambition empirique de la NEC, Malinvaud tend à faire de la TCR la cible privilégiée de ses critiques à partir du milieu des années 1980<sup>91</sup>. Dans le même temps, il continue de considérer cette dernière comme un vulgaire sous-produit de la NEC :

---

<sup>87</sup> Pour Malinvaud, il existe plusieurs solutions au problème soulevé par la Critique de Lucas. En plus de la solution « théorique » de Lucas, il mentionne la solution « empirique » de Sims qui vise à substituer les modèles macro-économétriques par les modèles VAR (*cf.* chapitre 6). Il signale encore une troisième solution, la sienne, consistant à faire valoir que la critique de Lucas ne disqualifie pas en soi les modèles macro-économétriques.

<sup>88</sup> Cette mutation empirique de la NEC s'est réalisée à la faveur d'un aménagement théorique d'envergure : les fluctuations macroéconomiques ne sont plus supposées être causées par les variations de la masse monétaire, mais par celles du progrès technique (*cf.* introduction générale). A cet égard, Sergi (2015b) montre comment la calibration est une réponse *a prioriste* aux obstacles rencontrés par la Nouvelle Econométrie de la NEC.

<sup>89</sup> Par exemple, il s'agit d'utiliser les estimations économétriques réalisées sur données françaises au cours des années 2000, si le modèle vise à décrire le fonctionnement de l'économie française dans ces années.

<sup>90</sup> Terme introduit par N. Kaldor pour désigner certains faits « typiques », qui sont significatifs sans pouvoir être mesuré avec exactitude. Ceux-ci portant sur des relations entre agrégats, ils rendent poreuse la frontière avec les « faits » en autorisant certains macro-économistes à se détourner de l'observation des phénomènes.

<sup>91</sup> En multipliant les commentaires acerbes à son sujet (Malinvaud [1997d, 1998, 2007a]).

« Malgré sa prétention à établir [la] validité [de la Critique de Lucas], l'école dite des cycles réels ne changea pas fondamentalement la situation, en raison de la légèreté de la méthodologie qu'elle appliquait à la validation empirique (notamment en évitant avec soin tout ce qui pouvait falsifier les modèles présentés). » (Malinvaud [1997d], p. 21)

Ainsi, s'il évoque l'économétrie de la NEC (notamment celle de la TCR), c'est avant tout parce qu'elle suscite l'intérêt au sein de la profession et que la pratique de la « calibration » tend à s'y répandre<sup>92</sup> (Malinvaud [1991c, 1997d, 1998, 2000a, 2007a]). Pour autant, il affirme qu'aucun économètre<sup>93</sup> ne peut cautionner l'une ou l'autre des deux étapes d'une telle approche quantitative : qu'il s'agisse de la calibration ou de la confrontation (par simulation) du modèle aux données empiriques (*i.e.* aux faits stylisés)<sup>94</sup> (Malinvaud [1997d, 1998]). S'agissant de la seule deuxième étape<sup>95</sup>, la calibration, il la présente comme un recul vis-à-vis de la théorie économétrique établie dans les années 1960<sup>96</sup> (Malinvaud [1991c, 1998, 1997d, 2007a]). En bref, la calibration manque de rigueur<sup>97</sup> ; un sentiment qu'il laisse largement transparaître lorsqu'il en vient à définir cette pratique :

« Pour l'estimation économétrique d'un modèle on applique [...] des procédures bien définies à une base de données adéquate ; pour son calibrage on fait appel à toute espèce de données ou d'estimations préexistantes, en choisissant au mieux parmi elles, éventuellement en en faisant au jugé une synthèse. Il n'y a donc pas de méthodologie précise pour le calibrage. Qu'en penser ? » (Malinvaud [1991c], p. 457)

Mais sa position ne se réduit toutefois pas à cette position de principe<sup>98</sup>. Aussi Malinvaud (2004a) fait aussi valoir que les résultats des études micro-économétriques sont encore trop imprécis et trop discutés pour être mobilisés en l'état (comme, par exemple, la valeur de l'élasticité de substitution inter-temporelle de l'offre de travail). Et il fait encore remarquer

---

<sup>92</sup> A l'inverse, il ne parle jamais des tentatives de Sargent à développer une macro-économétrie structurelle alternative. Sur les obstacles de ce programme de recherches, voir : Sergi (2015b)

<sup>93</sup> Il fait en particulier référence à Hansen et Heckman (1996), qui ont consacré un article entier à apprécier les avantages, et surtout les limites (qu'Malinvaud reprend à son compte), de la calibration. Si Malinvaud ne fait référence qu'à ces auteurs, il convient de signaler que les critiques de la calibration ont été bien plus nombreuses dans les années 1980 (Young [2014], chap. 5).

<sup>94</sup> A ce sujet, Hansen et Heckman (1996) que la distinction entre les étapes de calibration et de « vérification » est passablement confuse chez Kydland et Prescott.

<sup>95</sup> Pour la première étape, Malinvaud (1992a) déplore que la TCR n'ait considéré que les variabilités comparées de la consommation et de l'investissement, et non celles de l'emploi et du taux de salaires ainsi que la corrélation inverse entre production et chômage.

<sup>96</sup> En guise d'illustration : « De telles pratiques traduisent un recul des exigences par rapport à ce à quoi ont conduit, depuis un demi-siècle, les progrès de l'économétrie théorique. Il serait irresponsable de ma part de plaider aujourd'hui à l'encontre des enseignements qui jusqu'à présent avaient été retenus de ces progrès en macroéconomie appliquée. » (Malinvaud [1998], p. 336-37)

<sup>97</sup> Allant jusqu'à exclure que la calibration puisse faire partie de l'économétrie. Ainsi, Malinvaud ([1991c], p. 456) s'excuse de parler de la calibration dans sa partie consacrée au « travail quotidien des économètres », car il ne s'agit pas à proprement parler d'un travail d'économètre.

<sup>98</sup> Malinvaud ([2000a], p. 1612-1631) discute longuement des avantages et des inconvénients de la calibration.



qu'il est faux de croire que ces estimations micro- sont directement transposables aux modèles macroéconomiques. Il anticipe également les quelques effets pervers qu'une diffusion de la calibration pourrait entraîner, à commencer par le risque qu'elle déprécie les investigations économétriques rigoureuses (sinon qu'elle dévalorise complètement le travail empirique et que des macro-économistes se mettent à imaginer les bonnes valeurs pour leurs modèles). Un deuxième effet pervers a trait au fait que cette pratique laisse toujours une certaine marge de manœuvre dans la sélection des résultats économétriques – que ce biais soit intentionnel ou non (Malinvaud [1991c, 1997d]). Un troisième effet pervers tient à ce que la calibration détourne l'attention des valeurs des paramètres pour la focaliser sur les seules performances empiriques du modèle. Pour autant, présentant le caractère inéluctable de la diffusion de la calibration<sup>99</sup>, Malinvaud (1991c) propose des moyens d'en rendre la pratique plus rigoureuse. Ainsi formule-t-il quelques règles simples, afin d'éviter que ne se reproduisent les manquements déontologiques commis par les promoteurs de la TCR : mettre en évidence les paramètres calibrés ; présenter les sources économétriques et justifier les valeurs retenues ; procéder à des tests montrant la sensibilité des résultats (simulations) aux valeurs retenues pour les paramètres du modèle ; tester les conjectures sur d'autres observations que les séries temporelles<sup>100</sup>.

L'approfondissement de ses critiques à l'endroit du concept d'anticipations rationnelles aura ainsi conduit Malinvaud à considérer deux des développements auxquels a conduit l'adoption de celui-ci comme postulat : la Critique de Lucas et l'économétrie de la NEC. Ces deux développements n'ont toutefois pas été choisis par hasard, car Malinvaud n'a cessé de défendre, depuis la fin des années 1970, le caractère irremplaçable des modèles macro-économétriques dans l'étude de la politique économique. Le dernier volet des critiques de

---

<sup>99</sup> En raison de ses avantages objectifs pour la recherche en macroéconomie. Des avantages que Malinvaud n'a d'ailleurs aucun mal à identifier. En effet, il pointe deux bonnes raisons de recourir à la calibration en macroéconomie. La première raison est qu'elle répond à l'accélération de la division du travail au sein de la profession, et au fait que les macro-économistes doivent mieux tirer parti des travaux économétriques, qui se multiplient depuis les années 1970. La deuxième raison est que, pour des modèles dont la vocation est de représenter des phénomènes particuliers, la calibration permet de donner des ordres de grandeur à des variables non directement concernés par le phénomène mais qui servent à cerner le domaine de validité des résultats du modèle.

<sup>100</sup> Ainsi : « [...] beaucoup des adeptes du mouvement ont substitué les « calibrations » aux estimations économétriques ou fait appel à des tests grossiers qui n'honorent pas la statistique mathématique. A mon avis les pratiques de certains ont constitué alors de véritables manquements à la déontologie scientifique. » (Malinvaud [2007a], p. 420). Il convient de noter que l'ensemble de ces recommandations sont, aujourd'hui, couramment mises en œuvre en macroéconomie appliquée.

Malinvaud porte d'ailleurs sur ce thème, en ce qu'il reproche à la NEC leur conception toute particulière de la politique économique.

### III. Macroéconomie et politique économique

Le dernier motif d'opposition d'Edmond Malinvaud à la NEC tient à l'ambition de cette dernière redéfinir le rôle de la macroéconomie vis-à-vis des politiques économiques. Condamnant une conception de la politique économique qu'il juge « étriquée », car réduite au seul objectif de définir des règles optimales, il prête encore à cette dernière une responsabilité dans la priorité récente accordée aux politiques structurelles. A l'encontre cette double évolution, Malinvaud rappelle que l'objet de la macroéconomie est – et doit rester – l'étude des défaillances de marché. A cet effet, il n'hésite pas à diffuser un appel, avec J. Drèze en 1994, à l'initiative d'un programme ambitieux pour la croissance et l'emploi en Europe.

#### 3.1. Contre une gouvernance par des règles

Dès le début des années 1980, Malinvaud (1982d) s'étonne de la proposition de la NEC selon laquelle les responsables de la politique économique devraient suivre des règles fixes de politique économique<sup>101</sup>, définies non seulement une fois pour toutes mais n'autorisant en outre aucune adaptation aux fluctuations de la conjoncture. Et sa position sur ce sujet n'a guère évolué par la suite, bien qu'il se soit rendu plus familier de la littérature concernant l'incohérence temporelle des politiques optimales<sup>102</sup> (Malinvaud [1986e<sup>103</sup>, 1987d, 1991c, 1997a, 2000a, 2004a]). Pour lui, il s'agit là d'une conception « étriquée » de la politique économique, qu'il associe d'emblée à la résurgence de la conception libérale qui prévalait dans l'entre-deux guerres (Malinvaud [1982d]). En effet, si un gouvernement *peut* suivre une

---

<sup>101</sup> Stipulant que la politique budgétaire ne compromette pas l'équilibre inter-temporel du budget de l'Etat et, pour la politique monétaire, qu'elle soit réduite à la croissance à taux constant de la masse monétaire.

<sup>102</sup> Ce problème de l'incohérence temporelle des politiques optimales est, pour la première fois, mise en évidence par Kydland et Prescott (1977). Ces derniers montrent que les politiques discrétionnaires fondées sur la recherche de la prise de décision optimale, à chaque période, et en fonction de la situation, ne maximise pas l'utilité inter-temporelle d'agents dotés d'anticipations rationnelles. Ce problème d'incohérence temporelle a fixé le cadre de l'un des problématiques les plus importantes en théorie macroéconomique au cours des années 1980 ; à savoir : est-ce qu'une règle de politiques économiques est plus optimale qu'une politique discrétionnaire (*Rules Versus Discretion*).

<sup>103</sup> Cet article, en particulier, permet d'attester que Malinvaud était bien au fait de la littérature concernant l'incohérence temporelle des politiques optimales. Discutant un article consacré à la cohérence temporelle de la politique fiscale, il fait ainsi référence à Calvo (1978) et reprend le modèle de Lucas et Stokey (1983).

règle de politique économique, rien ne l'empêche de recourir à des politiques discrétionnaires si la situation conjoncturelle l'exige, notamment à la suite d'une modification de l'environnement international (Malinvaud [1991c, 1997a]).

Par ailleurs, après avoir rappelé son refus de considérer l'hypothèse d'anticipations rationnelles comme postulat<sup>104</sup>, Malinvaud (1991c) signale que l'Etat dispose d'une connaissance inégalée des phénomènes macro-économiques et qu'il serait absurde que celui-ci n'en tire pas parti pour maximiser le bien-être social. Pour autant, fidèle à sa posture critique (*cf.* Introduction), ceci ne l'empêche pas de s'intéresser à la littérature s'inscrivant dans cette « conception étriquée » de la NEC. De cette manière, il discute de la taxation optimale, de l'efficacité de la politique monétaire ou encore de la théorie budgétaire du niveau des prix (Malinvaud [2004a]). Dans le même temps, Malinvaud s'interroge régulièrement sur les raisons pour lesquelles cette conception de la NEC, aboutissant à minorer le rôle de la politique économique, a fini par s'imposer en macroéconomie. Aussi s'étonne-t-il, tout d'abord, de la facilité avec laquelle leurs recommandations de politique économique se sont imposées dans la recherche académique alors que la supériorité du « laissez-faire » comme mode d'organisation de l'économie de marché n'a jamais été démontrée (Malinvaud [1997a]). Ensuite, il fait remarquer que la seule perspective de régulation envisagée par la NEC (outre l'imposition de règles) est, en fait, l'implémentation de la concurrence parfaite<sup>105</sup> :

« Few, if any, would go as far as saying that the Walrasian competitive equilibrium provides the perfect reference to the real world for the purpose and that economic policy should aim only at implementing the conditions required for this equilibrium. This is so even though, on the surface, it seems that the hinted conditions for good performance of market economies refer to Walrasian theory. » (Malinvaud [1997a], p. 159)

---

<sup>104</sup> De fait, toute la littérature sur l'incohérence temporelle admet les anticipations rationnelles comme postulat. Aussi aurions-nous pu traiter ce thème à la section précédente.

<sup>105</sup> Malinvaud (1999a) signale qu'il s'agit là de la conséquence logique du fait d'adopter la théorie des prix et de l'allocation des ressources comme cadre d'analyse exclusif. A cet égard, il ajoute qu'il est inutile de chercher à se cacher en maintenant indéfiniment une position ambiguë quant aux implications normatives de ce choix théorique : la théorie des prix vise soit à plaider pour le laissez-faire ou l'implémentation de la concurrence parfaite, soit à prévenir des défaillances de marché. L'alternative dressée par Malinvaud permet, au passage, de rappeler que l'approche néoclassique est traversée par (au moins) une opposition majeure, selon que la théorie des prix est appréhendée de manière fondamentaliste ou de manière méthodologique (Boyer [1998, 2003]). Selon cette deuxième approche, adoptée notamment par la communauté des ingénieurs-économistes en France (Boyer [2012], Drèze [1964]), la stabilité et l'optimalité (*i.e.* l'efficacité) de l'économie de marché ne sont pas postulés et la théorie des prix sert surtout de cadre normatif pour définir les politiques publiques. Les travaux de Marcel Boiteux sur la tarification optimale d'un monopole naturel (et mise en œuvre à EDF) en demeurent l'une des meilleures illustrations.

« [...] some draw the conclusion that government should not intervene, except in order to implement something like perfect competition with a balanced public budget, a neutral system of taxes and a strict monetary rule. » (Malinvaud [1997a], p. 162)

Considérant le tournant libéral engagé à partir de la fin des années 1970, Malinvaud repère trois types de critiques qui – prises ensemble – ont fini par jeter le discrédit sur l'intervention publique. Il mentionne, tout d'abord, la critique de la NEC<sup>106</sup> selon laquelle les gouvernements sont incapables de remplir efficacement leur fonction de régulation de l'activité économique ; cette action étant, par ailleurs, jugée essentiellement déstabilisatrice. Il signale également la critique *Public Choice* selon laquelle les représentants politiques cherchent à satisfaire leurs propres intérêts plutôt que le bien public et qu'ils recourent aux recettes keynésiennes dans le seul but de maximiser leurs chances de réélection. Enfin, il pointe une raison plus économique : la croyance répandue selon laquelle l'ouverture internationale réduirait à néant l'efficacité d'une politique de soutien de la demande et n'engendrant qu'un déséquilibre de la balance des paiements. Aussi Malinvaud signale que ces critiques, loin d'être indépendantes, ont participé d'un mouvement collectif visant à remettre en cause le « consensus keynésien », en particulier l'idée selon laquelle le fonctionnement optimal d'une économie de marché requerrait l'intervention de l'Etat. Aussi, face à ce mouvement dont il perçoit bien l'unité<sup>107</sup>, Malinvaud n'hésite pas à s'opposer de front et à proposer son propre jeu de postulats :

« The logic of policy intervention in modern market economies was also re-examined, starting from the so-called “Lucas critique”, or the so-called “Ricardian equivalence”, or still the so-called “Public Choice theory”. » (Malinvaud [1997a], p. 161).

« A partir de maintenant, nous admettons d'une part, que le gouvernement recherche le bien public, d'autre part, qu'il a aussi une connaissance des phénomènes dont il tire parti intelligemment. » (Malinvaud [1991c], p. 563)

Mais Malinvaud ne se contente pas de critiquer cette conception « étriquée », il s'attaque à une évolution plus générale de la politique économique, qu'il associe au succès de la NEC : la priorité accordée aux politiques structurelles.

---

<sup>106</sup> Il s'oppose ainsi à la NEC, mais plus encore à la TCR, qui présente les fluctuations macroéconomiques comme le résultat des réactions optimales des agents aux « chocs technologiques » dont le système est l'objet.

<sup>107</sup> A cet égard, il faut souligner que le *Public Choice* s'inscrit complètement dans la perspective de la NEC, en assurant la promotion d'un constitutionalisme économique dont l'objectif affiché était d'améliorer la crédibilité de la politique économique. Au passage, il convient de signaler que les principaux fondateurs de cette approche proviennent de l'université de Chicago : J. Buchanan et G. Tullock

### ***3.2. Contre la priorité donnée aux politiques structurelles***

Si la critique des politiques structurelles se retrouve dans certains de ses écrits antérieurs (*cf. supra*), ce n'est véritablement qu'à partir des années 2000 que Malinvaud les exprime de manière systématique. Pour cela, il prend pour base la stratégie – arrêtée en 1994 – de l'OCDE pour l'emploi (OCDE [1994]) ; celle-ci résumant bien, selon lui, le contenu du programme des réformes du marché du travail en Europe à l'époque<sup>108</sup>. Très critique à l'égard de la stratégie initiale de l'OCDE<sup>109</sup>, qu'il juge peu réaliste, Malinvaud (2000c, 2001d, 2003b, 2009) aura suivi l'évolution des positions de cette institution jusqu'au milieu des années 2000 (OCDE [1996, 2006a, 2006b]). Avant d'en venir à sa critique des politiques structurelles, signalons que Malinvaud (2000c, 2003b) juge hasardeux le fait de définir les politiques structurelles par opposition aux politiques de régulation de la demande (Malinvaud [2003b, 2000c])<sup>110</sup>. Le risque étant en effet, pour lui, que les politiques structurelles soient associées à des politiques de l'offre, alors que ces deux ensembles de politiques ne se recouvrent pas nécessairement<sup>111</sup>. Par ailleurs, Edmond Malinvaud fait cette précision parce qu'il tient à l'idée que le spectre des politiques macroéconomiques doit s'entendre largement, rappelant notamment qu'une politique de l'offre peut tout à fait s'articuler à une politique de régulation de la demande<sup>112</sup> (*cf. Partie 1*).

Considérant la proposition selon laquelle des politiques structurelles seraient plus efficaces pour réduire le chômage, il signale que cette idée séduisante (en apparence) requiert toutefois de pouvoir mesurer le taux de chômage structurel, c'est-à-dire le taux en-dessous duquel toute stimulation de la demande globale est sans effets sur la réduction du chômage. Or c'est précisément sur ce point que portent les critiques de Malinvaud (2000c, 2003b) à l'égard des

---

<sup>108</sup> Ce qui ne relève en rien d'une coïncidence, Malinvaud (2000c) soulignant à cet égard que ce rapport de l'OCDE (1994) visait à répondre à la demande des Etats membres, exprimée deux ans auparavant, de faire l'inventaire des mesures structurelles capables d'accroître l'emploi.

<sup>109</sup> La stratégie pour l'emploi de l'OCDE (1994) mettait en avant huit recommandations principales, dont cinq d'entre elles visaient à accroître la flexibilité du marché du travail. Pour l'analyse détaillée des recommandations de l'OCDE, voir : Malinvaud (2000c, 2003b).

<sup>110</sup> Il propose d'ailleurs son propre jeu de définitions. Aussi définit-il une politique structurelle comme une action, non-nécessairement irréversible (mais décidée pour une période de temps substantielle), visant à modifier les cadres légaux et conventionnels comme les structures matérielles de l'économie (Malinvaud [2003b]).

<sup>111</sup> Ainsi, la décision d'introduire un salaire minimum légal relève de la politique structurelle, mais ne constitue en rien une politique de l'offre. A l'inverse, restaurer temporairement les profits en réduisant le taux de salaire réel relève de la politique l'offre, mais n'a aucun caractère structurel (*cf. Partie 1*).

<sup>112</sup> Malinvaud ([2000a], p. 1445-1452) considère d'ailleurs que la tendance à restreindre le spectre des politiques macroéconomiques est à l'origine l'échec des politiques menées en Europe, comme le fait de ne pas avoir prêté attention au niveau des salaires dans les années 1970 (*cf. chapitre 4*).

recommandations de l'OCDE (1994, 1999). En effet, il juge douteuse la mesure du taux de chômage structurel qui est réalisée, faisant valoir que cette mesure n'est pas plus pertinente qu'un lissage du taux de chômage observé dans le but d'en éliminer les fluctuations de court terme (Malinvaud [2000c, 2003b]). Par ailleurs, rappelant que l'évaluation des effets des politiques structurelles sur l'emploi est un challenge pour l'économétrie depuis les années 1980 (cf. chapitre 3 et 4), il souligne que cette connaissance est encore trop imprécise pour en tirer des conclusions définitives – qu'il s'agisse du montant et de la durée des allocations du chômage, du niveau du SMIC, ou de toute autre réforme visant à modifier les règles encadrant le fonctionnement du marché du travail<sup>113</sup> (Malinvaud [2000c, 2003b]). Aussi, prenant prétexte du fait que cette valeur (incertaine) du taux de chômage structurel constitue l'argument empirique principal duquel dérivent toutes les recommandations de politique économique de l'OCDE (1994, 1996), Malinvaud en vient à en contester la pertinence et à se demander si ces recommandations ne relèvent pas finalement de la simple croyance dans les vertus d'efficacité des économies de marché :

« Il est naturel de se demander comment les auteurs de recommandations aussi détaillées que celles de l'OCDE, peuvent être sûrs que leur mise en œuvre sera bénéfique. Très franchement on peut se demander si l'assurance avec laquelle ces recommandations sont émises ne repose pas le plus souvent sur la croyance que les problèmes disparaîtraient si le marché du travail fonctionnait comme le marché des biens. [...] cette croyance est hors de propos. » (Malinvaud [2003b], p. 17)

« Ayons assez de bravoure pour affronter nos doutes. Dans cet esprit, je déclare que je ne sais pas si, aujourd'hui, le taux de chômage structurel français est de 9 ou 8, ou peut-être 5 pour cents. » (Malinvaud [2003b], p. 26)

Et une telle conclusion s'impose encore à Malinvaud (2009), quelques années après, à l'occasion de sa discussion de deux rapports de l'OCDE (2006a, 2006b), consacrés à la concurrence et aux bénéfices à attendre de son renforcement :

« Une analyse des textes de l'OCDE relatifs à la réglementation des marchés de produits montre [qu'] ils expriment une croyance, peut-être pas dogmatique mais bien ancrée, dans les bienfaits de la concurrence. [...] Il est curieux pour un économiste généraliste de constater que nulle part ne pointe l'idée que puissent exister des conditions additionnelles aux bienfaits de la concurrence, laquelle n'est certes pas « partout » parfaite. [...] permettez-moi de poser une question incidente. N'y a-t-il pas dans certains couloirs de l'OCDE un parti pris antiétatique ? Certaines phrases peuvent le laisser craindre. » (Malinvaud [2009], p. 32)

---

<sup>113</sup> Malinvaud (2000c, 2003b) signale toutefois l'existence de résultats empiriques plus concluants à propos des estimations réalisées à partir de données en coupes transversales. Cette méthode, dont l'objectif est d'effectuer des comparaisons internationales, permet de déterminer ce que chaque pays pourrait gagner en imitant les autres par des changements institutionnels spécifiques. Pourtant, même dans ce cas, il juge insuffisant l'état des preuves disponibles pour tirer des conclusions définitives.

Contestant la priorité accordée aux politiques structurelles, Malinvaud (1992a, 1991c, 1991f, 1994c, 1995c, 1997e) rappelle que le rôle de la macroéconomie est d'étudier les défaillances de marchés (*market failures*), comme le chômage de masse<sup>114</sup> ou l'inflation ; et non de véhiculer l'idée que l'économie de marché maximise le bien-être social (Malinvaud [1995b]). Aussi, à l'occasion de la récession mondiale de 1993, Malinvaud (1994c) en profite pour dresser le bilan des performances de la macroéconomie sous influence de la NEC et pour condamner, à nouveau, la tendance de celle-ci à minorer le rôle de la politique économique dans la régulation de l'activité (*cf. supra*). Mais l'illustration la plus évidente de l'opposition de Malinvaud à la priorité accordée aux politiques structurelles – et, symétriquement, l'illustration la plus claire de son attachement aux politiques de régulation de la demande – reste son initiative en 1994, avec J. Drèze<sup>115</sup>, de diffuser un appel à une politique européenne ambitieuse pour l'emploi et la croissance<sup>116</sup> (Malinvaud et Drèze [1994]). Cet appel, intitulé « Croissance et emploi : l'ambition d'une initiative européenne », cosigné par d'autres économistes (J.-P. Fitoussi, G. Laroque, H. Snessens ou P. Champsaur), s'adressait autant aux responsables politiques qu'à la communauté des économistes :

« Nous en appelons aux responsables politiques pour qu'ils fassent preuve d'audace et de détermination en affrontant ces problèmes. Et nous en appelons aux économistes des milieux académiques pour qu'ils participent activement à la définition et à la promotion d'une initiative européenne ambitieuse. » (Drèze et Malinvaud [1994], p. 252)

« Cela fait près de vingt ans que le chômage domine la scène sociale en Europe Occidentale. Il indique une sous-utilisation notable des ressources, qui coexiste avec des besoins insatisfaits considérables. [...] Devant ces sombres perspectives, les économistes européens ne peuvent rester muets. Il leur incombe de rechercher des remèdes et de faire connaître leurs conclusions, même si la science économique est un outil encore bien imparfait pour comprendre à coup sûr les phénomènes qui sont en jeu. En particulier, les économistes ne peuvent cautionner l'opinion fréquemment entendue selon laquelle, au point où nous en sommes, il n'y a pas assez de travail pour employer toute la main d'œuvre disponible. » ((Drèze et Malinvaud [1994], p. 250)

L'initiative en question consistait en une combinaison de politiques de soutien à la demande et à l'offre<sup>117</sup>, accompagnées de politiques structurelles concernant les marchés du travail et

---

<sup>114</sup> A cet égard, signalons que le choix d'étendre l'horizon temporel du court terme au moyen terme répondait à cet objectif de traiter les défaillances de marché, notamment le chômage de masse (Malinvaud [2001d, 1997e])

<sup>115</sup> Ce dernier semble avoir été le plus préoccupé par la montée du chômage en Europe depuis le début des années 1990 (Drèze et Bean [1990], Drèze et *al.* [1991]). Par ailleurs, celui-ci n'a cessé de défendre par la suite l'actualité de cette initiative pour l'emploi et la croissance en Europe (Drèze [1995a, 1995b, 2005]).

<sup>116</sup> Au printemps 1993, Jacques Drèze et Edmond Malinvaud invitent plusieurs collègues à les rencontrer à Louvain-la-Neuve et à Paris pour discuter des termes d'un programme capable de relancer la croissance en Europe. Le résultat de ce travail collectif fut présenté, pour la première fois, à Helsinki en août 1993, à l'occasion du 8<sup>ème</sup> congrès annuel de l'*European Economic Association*.

<sup>117</sup> Une combinaison de politiques qui correspond tout à fait à la perspective de Malinvaud, selon laquelle les politiques structurelles ne s'opposent pas aux politiques de régulation de demande (*cf. supra*).

l'Etat social. S'agissant du soutien à la demande, celle-ci prévoyait la réduction des taux d'intérêt réels à un niveau proche de 0, maintenue à ce niveau jusqu'à observer une relance de l'activité économique, ainsi qu'un programme d'investissements<sup>118</sup> dans des activités à forte intensité de main d'œuvre (construction de logements sociaux, rénovation urbaine, transports et réseaux de communication transeuropéens). S'agissant du soutien à l'offre, cet appel prévoyait la réduction durable du coût du travail non-qualifié (le SMIC, pour le cas français) par allègement de cotisations sociales patronales<sup>119</sup>, contrebalancé par un nouvel impôt (taxe sur l'énergie ou autre) afin de ne pas déstabiliser le budget de la sécurité sociale, ainsi que le maintien de la modération salariale tant que la politique de l'offre n'a pas produit ses effets<sup>120</sup>. Ainsi ce programme s'inscrit parfaitement dans la perspective non-walrasienne (*cf.* Partie 1), où l'enjeu est de dépasser les limites de la politique de régulation de la demande en visant une régulation plus « grossière » des déséquilibres à moyen terme. Dans le même temps, ce programme permet d'illustrer le fait que l'approche non-walrasienne est résolument, et définitivement, plus proche de la synthèse néoclassique que de la NEC :

« Chez les économistes professionnels, le réglage conjoncturel de l'économie, qui équivaut à une régulation « fine » de la politique économique, suscite une méfiance universelle. En effet, cette démarche achoppe sur notre compréhension imparfaite du fonctionnement des économies de marché décentralisées et sur les lacunes des informations dont nous disposons relativement à la conjoncture, à l'efficacité des politiques et au délai dans lesquels elles portent leurs fruits. Aussi une régulation « grossière » corrigeant les déséquilibres les plus graves par une politique de moyen terme est la seule solution raisonnable. Le niveau actuel du chômage et les pronostics convaincants selon lesquels sa résorption sera lente même si l'environnement s'éclaircit militent pour que soient adoptées dès aujourd'hui des mesures à moyen terme ayant pour finalité de promouvoir l'emploi. » (Drèze et Malinvaud [1994], p. 254)

---

<sup>118</sup> D'un montant huit fois supérieur (250 milliards d'ECU) à ce qui était prévu par « l'initiative de croissance européenne » dont le principe est défini lors du sommet européen d'Edimbourg (11-12 décembre 1992) puis renforcé par celui de Copenhague (21-22 juin 1993).

<sup>119</sup> Cet appel porte ainsi la marque des convictions de Malinvaud sur la nécessité d'alléger le coût du travail non-qualifié pour endiguer la montée du chômage de cette catégorie de salariés (voir : Malinvaud [1986b, 2001e], Malinvaud et *al.* [1998]). Par ailleurs, il convient de signaler que les auteurs de l'appel préconisent un abaissement indirect du coût du travail et non une réduction direct, anticipant les effets pervers d'une réduction du salaire minimum pour la reprise de l'activité économique (Drèze et Malinvaud [1994], p. 270).

<sup>120</sup> Par ailleurs, ce programme pour la croissance et l'emploi, prévoyait d'accroître l'accès au marché du capital et de réduire la taille de l'Etat-providence, dont le but que certains pays atteignent la consolidation structurelle de leur budget. Pour le résumé synthétique de ces mesures, voir : Drèze et Malinvaud (1994), p. 286-288.



Ainsi ce chapitre a-t-il permis d'enfoncer un coin décisif de la *standard narrative* en histoire de la macroéconomie : l'ascension de la NEC ne s'est pas opérée sans résistances au sein de la discipline macroéconomique, en particulier de la part des économistes de la « synthèse néoclassique ». A cet égard, l'examen des critiques d'Edmond Malinvaud à la NEC permet de montrer que ces derniers ne s'y sont pas opposés pour de mauvaises raisons. En effet, l'opposition en cause apparaît loin d'être anecdotique mais revêt, au contraire, un caractère multidimensionnel. Elle porte tout d'abord sur des aspects théoriques autant qu'empiriques ; comme l'illustrent sa contestation de la validité empirique des hypothèses d'apurement des marchés et d'anticipations rationnelles, son refus d'abandonner la référence au chômage involontaire dans l'analyse de marché du travail ou la référence à la dichotomie temporelle pour l'analyse de la dynamique macroéconomique. Mais ses critiques ont également une forte dimension méthodologique ; comme l'illustrent son refus de considérer les hypothèses d'apurement permanent des marchés et d'anticipations rationnelles comme des postulats ou ses réserves à l'égard de la pratique de la calibration. Enfin, les critiques d'Edmond Malinvaud à la NEC s'appliquent encore à la manière dont celle-ci entend redéfinir le rôle de la macroéconomie à l'égard des politiques économiques<sup>121</sup>.

Pour conclure, cette nature multidimensionnelle de l'opposition d'Edmond Malinvaud permet d'avancer que son approche est irréductible à l'approche de la NEC. Dans le même temps, ceci signale l'existence d'une conception alternative de la macroéconomie<sup>122</sup> qui, au regard de la similarité de leurs critiques à la NEC, n'a pas seulement animé Edmond Malinvaud mais également tous les économistes américains de la « synthèse néoclassique ». Par ailleurs, considérant le fait qu'il s'est engagé dans la recherche des micro-fondements de la macroéconomie dans les années 1970, l'irréductibilité de son approche à celle de la NEC encourage à penser qu'Edmond Malinvaud a eu une acception différente des objectifs et des enjeux de cette recherche des micro-fondements. Dès lors, et pour finir de répondre à la question posée en introduction (la recherche des micro-fondements est-elle directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970 ?), il convient désormais d'exposer en quoi a consisté cette conception alternative de la macroéconomie.

---

<sup>121</sup> Nous verrons, par la suite, que ce dernier volet des critiques de Malinvaud à la NEC s'explique autant par sa conception de la macroéconomie comme science appliquée (*cf.* chapitre 6) que par sa représentation des rapports devant s'établir entre la science économique et les responsables politiques (*cf.* chapitre 8).

<sup>122</sup> Cette conception alternative de la macroéconomie confère aux critiques de Malinvaud à la NEC une dimension épistémologique, et pas seulement méthodologique ; ce que nous avons mentionné en introduction.

## **Chapitre 6 : Qu'est-ce que la macroéconomie ? L'épistémologie de la macroéconomie selon Edmond Malinvaud**

« Peut-on comprendre les phénomènes macroéconomiques indépendamment des phénomènes microéconomiques sous-jacents ? Evidemment non, mais il convient de bien savoir pourquoi et de s'interroger sur l'étendue des liens nécessaires entre les deux niveaux d'analyse. » (Malinvaud [1991c], p. 26)

Dans la lignée de ses critiques à la NEC, Edmond Malinvaud a ressenti la nécessité d'exprimer sa propre conception de la macroéconomie<sup>1</sup>. A l'instar des économistes qui se sont exprimés sur la méthodologie économique (Leroux et Marciano [1998]), les considérations méthodologiques de Malinvaud sur ce sujet présentent une dimension normative évidente, car celles-ci défendent un point de vue sur *la* bonne méthode à appliquer pour faire progresser la connaissance en macroéconomie. Cependant, la conception d'Edmond Malinvaud renferme également une véritable épistémologie de la macroéconomie, engageant notamment un rapport déterminé à la méthode déductive comme à la méthode inductive<sup>2</sup>. Par ailleurs, bien que certaines de ses convictions méthodologiques aient une origine plus ancienne, Malinvaud assure que sa conception de la macroéconomie résulte de son expérience de la théorie macroéconomique et de la macroéconomie appliquée dans les années 1970-1980. Il reste que les convictions méthodologiques d'Edmond Malinvaud se sont précisées, sinon affinées, à la faveur de son opposition à la NEC :

« I shall speak today on methodology in macroeconomics, a subject about which I forged a few strong convictions, progressively throughout the years by my experience of applied macroeconomics and of research in macroeconomic theory. Also by my exposure to, or even participation in, so many controversies that I now have a feeling of fatigue when remembering them. Let me just list a few of the questions behind these controversies. [...] What should be the role of exploratory data analysis? Why should be bother about a theory of general equilibrium with sticky prices? Does macroeconomics need Microfoundations? And if so, which? » (Malinvaud [2001e], p. 1)

---

<sup>1</sup> Pour ce faire, nous avons opéré par *reconstruction logique* (cf. Introduction générale), car Malinvaud n'a jamais exposé systématiquement sa conception de la macroéconomie. Il n'a fait qu'en dessiner les contours, de manière diffuse, à travers une série d'articles à caractère méthodologique écrits au cours des années 1980-1990.

<sup>2</sup> Justifiant le choix du titre donné à ce chapitre (« Qu'est-ce que la macroéconomie ? ») ; un choix qui a également vocation à établir une symétrie avec l'article éponyme de Klein (1979), dans lequel il expose sa conception de la macroéconomie.

La conception de la macroéconomie de Malinvaud engageant également un point de vue sur la recherche des micro-fondements de la macroéconomie, ce chapitre est l'occasion de d'apporter une réponse définitive à la question posée en introduction générale : (i) la recherche des micro-fondements est-elle directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970 ? Dans l'histoire récente de la macroéconomie, la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie passe, en effet, pour avoir été le déterminant essentiel par lequel l'autonomie de la macroéconomie s'est considérablement affaiblie (Janssen [1991, 2006], Hoover [2001, 2010], Abraham-Frois [2005], De Vroey [2009, 2015], Duarte et Lima [2012]). Pour Kevin Hoover (2001) et Maarten Janssen (2006), la littérature en macroéconomie apparaît aujourd'hui très semblable à la littérature en microéconomie ; cette convergence s'appliquant autant aux techniques et aux références conceptuelles qu'à la logique argumentative<sup>3</sup>. Si un tel recouvrement apparaît, de même, évident pour Michel De Vroey (2009, 2015), celui-ci s'en félicite en défendant que la recherche des micro-fondements de la macroéconomie a permis de dégager la nature véritable de la macroéconomie : une sous-discipline de la théorie de l'équilibre général. A l'inverse, Hoover (2001) et Janssen (2008) considèrent qu'un tel développement de la discipline n'était en rien nécessaire mais est, tout entier, le produit d'une contingence historique : le fait que la profession a juré allégeance à l'idéal des micro-fondements dans les années 1970<sup>4</sup>. Dans les deux cas, la recherche des micro-fondements est ainsi tenue pour responsable des transformations récentes de la macroéconomie comme de l'affaiblissement de son autonomie par rapport à la microéconomie.

En suivant Janssen (2008), la recherche des micro-fondements peut être définie comme l'effort théorique visant à comprendre les phénomènes agrégés par le comportement des entités économiques individuelles et de leurs interactions. Bien que cette recherche de micro-fondements n'a jamais été absente des débats en macroéconomie (d'Autume [2000], Hoover [2001, 2012]), celle-ci s'est engagée plus intensément à partir des contributions séminales de

---

<sup>3</sup> Une logique argumentative que Hoover (2001) décrit comme suit, à partir du modèle de C. Pissarides (1992), jugé représentatif de la littérature contemporaine : une fois réalisée l'étude d'un comportement individuel, on se demande si les résultats établis peuvent expliquer les relations entre agrégats.

<sup>4</sup> Un idéal essentiellement porté par la NEC, en suivant Hoover (2012) qui rappelle l'existence de trois programmes de recherches des micro-fondements dans les années 1970 (*cf.* Introduction générale). A côté du programme « de l'agent représentatif » de la NEC (ou programme « réductionniste »), il identifie un programme dit « d'équilibre général » (dans la lignée de Hicks [1939]) et un programme dit « d'agrégation » (dans la lignée de Klein). Nous y reviendrons plus tard dans ce chapitre.

Clower (1965) et Leijonhufvud (1968), dénonçant l'insuffisance des fondements microéconomiques de la « synthèse néoclassique » (cf. chapitre 1). Mais ce n'est qu'au cours des années 1970 que la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie s'est muée en un « challenge collectif » pour la profession (d'Autume [2000]). Mettant fin au partage du territoire qui prévalait jusque là entre micro- et macroéconomie (De Vroey [2009]), cette nouvelle exigence a conduit à reconsidérer les rapports s'établissant entre les niveaux micro- et macro-économique. Reconsidération d'autant plus profonde que le niveau macroéconomique, *i.e.* l'économie dans son ensemble ou cette « Totalité » (Larceneux [1985]), n'a progressivement plus été appréhendé par la seule référence aux agrégats (supposés autonomes) mais de plus en plus comme le résultat de l'agrégation de ses parties. La macroéconomie est ainsi passée d'une « mécanique des fluides élémentaires » à une discipline dont l'ambition s'est vue réduite à ne s'intéresser qu'« aux particules élémentaires qui se cachent sous la surface des agrégats » (d'Autume [1995], p. 253). Dans ces conditions, le scénario parfaitement improbable imaginé par Robert Lucas, à la fin des années 1980, peut rétrospectivement apparaître comme hautement prophétique :

« If these developments succeed, the term “macroeconomics” will simply disappear from use, and the modifier “micro” will become superfluous. We will simply speak, as did Smith, Ricardo, Marshall, and Walras, of economic theory. » (Lucas [1987], p. 107-8)

Toutefois, il ne faudrait pas sous-estimer les troubles provoqués, au sein de la profession, par cette recherche des fondements microéconomiques et la manière dont celle-ci a transformé la macroéconomie à partir des années 1970. La position exprimée par Kurt W. Rotschild (1988) en constitue une parfaite illustration<sup>5</sup> et montre, par ailleurs, combien est erronée l'idée selon laquelle les économistes n'ayant pas participé à cette recherche des micro-fondements se sont rapidement trouvés dépassés par la nature des débats et ses conséquences pour la macroéconomie. En effet, dans l'objectif affiché de défendre la théorie keynésienne,

---

<sup>5</sup> Evoquer le cas de Rotschild (1988) est d'autant plus intéressant que Malinvaud y fait souvent référence et qu'il a fait état des convictions qu'il partageait en commun avec ce dernier. Ainsi, lors de sa lecture Kurt W. Rotschild à l'université J. Kepler de Linz, où il expose le plus clairement ses convictions méthodologiques en macroéconomie, il déclare : « This is a pleasure for me to be here today in order to honour an economist who entered the profession almost a decade before me but with motivations quite similar to those which determined my own choice. [...] Our experience of the social problems of the Great Depression was an important determinant of this behaviour. [...] Both of us could not make sense of our first reading of Keynes' General Theory, a book which would later mark so much our macroeconomic conceptions. Yes, Professor Rotschild, it is indeed a pleasure to see face to face, and for this occasion, one of my older brothers. » (Malinvaud [2001e], p. 1)

Rotschild (1988) accepte, pour l'occasion, de discuter des problèmes méthodologiques posés par la recherche des micro-fondements de la macroéconomie<sup>6</sup>. Et il pose bien le problème :

« When one turns to the micro-foundations for (Keynesian) macro-theories, one is faced with a two-stage problem. The first touches the wider question, whether a microeconomic foundation is really needed to attach validity to a macroeconomic theory, to make it a true story. The second question is whether such a foundation – if it is possible and desired – should build on the contents and methodology of the ruling neoclassical paradigm. » (Rotschild [1988], p. 13)

A cette double question, si la réponse de K. Rotschild (1988) est négative, celle des promoteurs de la NEC ou de l'approche non-walrasienne (incluant Edmond Malinvaud) semblerait avoir été positive. Tous étant également convaincus qu'un fondement microéconomique, construit selon les contenus sémantiques et les principes méthodologiques de la théorie walrasienne, était nécessaire pour asseoir la validité de la théorie macroéconomique (keynésienne). Par conséquent, la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie semble bien avoir été directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970. Mais telle n'est pas la conception d'Edmond Malinvaud, qui rejette en particulier l'idée que la recherche des micro-fondements puisse remettre en cause l'autonomie de la macroéconomie. Aussi celle-ci peut se résumer par le slogan suivant : *pas de macroéconomie sans fondements microéconomiques, pas de fondements microéconomiques sans autonomie de la macroéconomie.*

Pour dépasser le caractère paradoxal que semble contenir une telle proposition, il convient désormais d'approfondir la conception de la macroéconomie d'Edmond Malinvaud. Tout d'abord, en mettant en évidence le fait que ce dernier n'a jamais cru à « l'ambition d'une microéconomie générale », capable de fournir à la macroéconomie tous les fondements théoriques dont elle aurait besoin (*I*). Considérant à l'inverse que la macroéconomie ne peut progresser qu'en accroissant son assise empirique, il n'appelle pas pour autant à indexer la démarche macroéconomique à une méthode purement inductive, qu'il juge tout aussi inefficace qu'une démarche purement déductive. Ainsi la première propriété caractérisant l'autonomie de la macroéconomie tient à ce que la démarche qui y est adoptée vise à dépasser les limites respectives des méthodes déductive et inductive (*II*). Dans ces conditions, la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie ne saurait avoir pour

---

<sup>6</sup> Pour l'occasion, puisque Rotschild ([1988], p. 12) se montre très réservé à l'égard des bénéfices à attendre d'une discussion de méthodologie économique.

vocation, dans la lignée de la NEC, à substituer la microéconomie à la macroéconomie. Aussi, pour mieux signifier l'autonomie de la macroéconomie, Malinvaud précise les conditions à satisfaire pour qu'une proposition issue de la théorie microéconomique soit recevable en macroéconomie (III). Toutefois, il reste à savoir comment la recherche des micro-fondements pourrait contribuer à la macroéconomie sans porter atteinte à son autonomie. A cet égard, il faut qualifier de « perspective inversée » la manière dont Edmond Malinvaud conçoit la recherche des micro-fondements de la macroéconomie, car il s'agit plutôt d'adapter la théorie microéconomique à la macroéconomie. Si une telle perspective est également partagée par la NEK, Malinvaud tient à ne pas y associer sa démarche car, pour lui, la macroéconomie ne se réduit pas à la théorie macroéconomique (IV). Aussi sa conception de la macroéconomie ne se résout complètement qu'en caractérisant cette dernière comme une science appliquée, un *Art* au sens de John Neville Keynes. De cette caractéristique principale découle, en effet, toutes les spécificités que Malinvaud prête à la macroéconomie et qui lui confèrent son autonomie et son rôle si spécial au sein de la discipline. La macroéconomie, en suivant la conception d'Edmond Malinvaud, apparaît alors inséparable des instruments qu'elle met en œuvre : la compatibilité nationale mais, surtout, la modélisation macro-économétrique. (V).

## **I. L'intenable ambition d'une microéconomie générale**

En principe, Edmond Malinvaud reconnaît la validité de la méthode déductive en économie ; et il reconnaît d'ailleurs, explicitement, la valeur des arguments épistémologiques développés par Mill (1846), Robbins (1935) ou Hausman (1992), dont il identifie l'argument essentiel. Face à la complexité de la réalité économique, la possibilité d'une connaissance directe constitue un avantage net par rapport aux sciences de la nature ; en effet, le monde économique apparaît *en soi* moins mystérieux aux êtres humains, que ne le sont les mondes physique et biologique (Malinvaud [1990d, 1990e, 1996b]). Que la science économique puisse ainsi disposer d'une source de connaissance directe la distingue des sciences naturelles et marque son inscription dans le champ des sciences sociales (Malinvaud [1991c, 2001b]). En effet, à l'instar des autres sciences sociales, les économistes se donnent pour objet des phénomènes dont ils ont, par ailleurs, une expérience quotidienne – qu'il s'agisse des comportements individuels ou des institutions. De cette manière, Edmond Malinvaud n'a aucun mal à admettre que la connaissance scientifique en économie puisse provenir de

l'observation du *dedans* des phénomènes (Malinvaud [1998]), conférant ainsi une valeur de vérité à l'introspection ou à l'intuition :

« L'activité économique est le fait d'hommes ou de femmes, et d'entreprises ou d'organismes construits par des êtres humains ; elle s'exerce à l'intérieur d'un cadre institutionnel défini par nous. Le savant a ainsi une connaissance directe du monde que par ailleurs il observe, connaissance fiable malgré quelques réserves que quelques psychologues ou sociologues pourraient émettre, connaissance qu'il serait inefficace de négliger. » (Malinvaud [1988c], p. 25-6)

Ainsi, Malinvaud (1991c) juge-t-il cette connaissance directe suffisamment fiable pour permettre à la déduction de s'exercer avec assurance : déduire, à partir d'un jeu d'hypothèses initiales, une série de conséquences – purement logiques – capables de nous renseigner (plus encore) sur la réalité économique. Cependant, au-delà les arguments épistémologiques que Malinvaud pourrait encore invoquer<sup>7</sup>, il faut d'emblée avancer la raison plus fondamentale qui le force à défendre la validité de la méthode déductive en économie : celle-ci se trouve au fondement de la théorie des prix et de l'allocation des ressources (*i.e.* la théorie de l'équilibre général), qu'il considère comme une sorte de méta-théorie en économie<sup>8</sup>. En effet, seule la théorie des prix ne saurait revendiquer le statut de *théorie pure*, en raison de son plus haut degré de généralité et de sa capacité à fournir une base conceptuelle à l'ensemble des autres théories économiques (Malinvaud [1992e, 1995a, 1995c, 1996b, 1999a]). Pourtant, et c'est là une question épistémologiquement toute différente, Malinvaud ne croit pas que la théorie pure (ou la théorie microéconomique) puisse être d'une quelconque utilité *directe* dans l'explication des phénomènes économiques. En particulier, il juge intenable l'ambition d'une microéconomie générale qui rendrait progressivement compte de tous les phénomènes économiques, en progressant par cercles concentriques (Malinvaud [1990c, 1991c]). A cet égard, il affirme s'être toujours opposé à l'attitude de Debreu, en lui opposant la distance irrépressible séparant les problèmes macroéconomiques de la théorie de l'équilibre général<sup>9</sup> :

---

<sup>7</sup> Notamment le fait que, pour Malinvaud, les avantages de la méthode déductive sont intimement liés à celles de l'économie mathématique. Par ce terme, on désigne l'ensemble des théories axiomatisées et/ou formalisées en économie – ensemble qui s'oppose à l'économie dite « littéraire ». Initialement indissociable de la formalisation des théories économiques passées, l'économie mathématique permet de : 1°) vérifier la cohérence logique du raisonnement littéraire ; 2°) préciser le domaine de validité des conclusions déduites ; 3°) poursuivre la chaîne des extensions logiques.

<sup>8</sup> Ainsi, il affirme très clairement : « I use the word "microeconomic theory" as being equivalent to the theory of allocation of resources and the theory of determination of relative prices. And those are theories of the economic system and not theories of individual agents. » (Malinvaud [1987e], p. 288)

<sup>9</sup> Il est utile de reproduire ici la citation de Malinvaud mentionnée en introduction générale, où celui-ci fait état de ses doutes quant à la capacité de la théorie microéconomique (et plus particulièrement, le modèle de Solow) à expliquer le phénomène de croissance économique : « This approach may be useful, for instance, for studying

« That was a vision Gerard Debreu was arguing with me in our interchanges for – I don't know how many years – but certainly at the Cowles Commission. And I have always been skeptical. I thought that he was seriously underestimating the distance from the general equilibrium theory of Arrow and Debreu to the actual macroeconomic problems. And, indeed, what happened was that as Debreu and others worked on general equilibrium theory, they found problems after problems, but within an approach in which there was very little room for the macroeconomy. » (Malinvaud [2003a], p. 190)

Aussi Malinvaud voit-t-il dans l'évolution du modèle Arrow-Debreu, et plus largement de la théorie de l'équilibre général<sup>10</sup>, la preuve de la vanité de l'ambition d'une microéconomie générale<sup>11</sup>. Tout d'abord, il observe qu'à mesure que s'étendent les chaînes du raisonnement déductif, la théorie pure devient trop peu spécifique : beaucoup des résultats produits se révèlent négatifs, au sens où l'intuition initiale n'apparaît validée que pour des cas particuliers<sup>12</sup> (Malinvaud [1991c]). Par ailleurs, il juge trop qualitatives la plupart des conclusions déduites de la théorie pure et, en tous les cas, trop limitées pour pouvoir être confrontées aux données d'observation (Malinvaud [2001b]). Loin de déplorer ce constat d'échec, Malinvaud fait remarquer qu'il s'agit là d'une conséquence logique du recours exclusif à la méthode déductive. Est en cause l'irréalisme des hypothèses de la théorie pure. Cette affirmation est moins naïve qu'elle n'y paraît et Malinvaud précise, immédiatement après, que toute démarche à visée théorique se doit de réduire la réalité à un petit nombre de propriétés (simples) si elle veut prétendre à une quelconque intelligibilité du phénomène étudié. Sur ce point, Malinvaud est en parfait accord avec Milton Friedman (1953), quant au réalisme des hypothèses : la bonne question méthodologique n'est pas de savoir si les

---

economic growth—even though my experience with Abramovitz certainly made me understand still more that the neoclassical synthesis doesn't explain fully economic growth. » (Malinvaud [2003a], p. 190)

<sup>10</sup> Jusque dans ses derniers articles (Malinvaud [2012]), Malinvaud a commenté l'évolution de la théorie de l'équilibre général depuis le modèle Arrow-Debreu ; il y a d'ailleurs consacré à ce thème une longue série de cours au Collège de France (voir : Malinvaud [1993b])

<sup>11</sup> Toutefois, il reste convaincu de la valeur de ce modèle, qui suppose très peu de restrictions sur la demande agrégée et les fonctions d'offre des différents biens, comme l'a montré Debreu (1974). Aussi Malinvaud ([2012], p. 7) juge curieux que la discipline ait interprété cette preuve comme si elle démontrait que tout le système théorique était faux et inutile. Pour lui, cela suggérerait simplement que la théorie de l'équilibre général supposait nécessairement des informations supplémentaires sur les fonctions d'offre et de demande pour pouvoir en tirer des applications particulières : « Surprisingly, this mathematical result was taken as destructive by many economists, who were inclined to then argue that not only was the theory false, for such or such reason, but it was also void. This judgement clearly made no sense. This result meant only that, for meaningful applications of the theory, extra information besides perfect competition was also needed. The attitude in question was really revealing ignorance of the mathematical discipline and of the role of empirical information in applications of theories. ». Sur ce point, précisons que le théorème Sonnenschein-Mantel-Debreu a établi que, si des fonctions de demande excédentaires agrégées existaient sous un ensemble déterminé de conditions, leurs formes excluent les propriétés que les axiomes du choix rationnel impose aux fonctions d'offre et de demande individuelles (pour un exposé plus complet, voir : Kirman [1992]). A l'inverse, et conformément à la position de Malinvaud, des fonctions individuelles non usuelles peuvent tout à fait donner lieu à des relations agrégées définies.

<sup>12</sup> Malinvaud (1991c) ajoute encore : quand bien même on finirait par obtenir un résultat positif, celui-ci ne résiste jamais longtemps à l'introduction d'une nouvelle complication.



hypothèses d'une théorie sont réalistes ou non, mais si elles fournissent une approximation *suffisante* vis-à-vis de l'objet étudié (Malinvaud [1990b]). Les hypothèses de la théorie pure n'ayant pas pour fonction première d'être réalistes, il s'agit avant toute de produire une intelligibilité des phénomènes. Ignorer ce fait revient à s'illusionner sur le sens de la démarche en théorie pure, à laquelle Malinvaud a largement contribué au cours des années 1950-1960 et vis-à-vis de laquelle il n'hésite pas à faire valoir son expérience :

« [...] je peux d'ailleurs témoigner de ce que la plupart de ceux travaillant à la théorie de l'équilibre général se désintéressent totalement des applications en cause ; ils les considèrent comme tout à fait extérieures à leur sujet ; ils n'en tiennent aucun compte dans le choix de leur démarche scientifique. Cette démarche consiste d'abord à spécifier un modèle qui paraisse à l'auteur et à ses lecteurs bien adapté à la question considérée, donc qui retienne les traits de la réalité semblant les plus pertinents vis-à-vis de cette question : il y aura donc une certaine représentation des agents et du cadre institutionnel régissant leurs rapports mutuels. Cette première phase de la spécification n'est soumise à aucun autre test de réalisme que celui du jugement de l'auteur et de ses lecteurs. » (Malinvaud [1990b], p. 5-6)

Dans cette perspective, il partage l'étonnement des spécialistes de la théorie pure lorsqu'ils voient les conclusions de leur modèle faire l'objet d'un test en macroéconomie. Mais si, pour Malinvaud, la théorie pure « n'attend aucune confirmation de la réalité »<sup>13</sup>, l'irréalisme des hypothèses de la théorie pure ne constitue pas pour autant une raison suffisante pour lui refuser toute pertinence explicative. Le véritable point de rupture avec Friedman (1953) se situe à un autre niveau : il rejette le principe de Friedman selon lequel une théorie serait d'autant plus pertinente qu'elle expliquerait beaucoup à partir de peu<sup>14</sup>, car il refuse de faire de l'irréalisme des hypothèses un critère de choix entre théories alternatives. Un tel principe de sélection lui apparaît intenable en pratique, et il juge plus raisonnable de renvoyer l'appréciation des hypothèses à la théorie elle-même et aux données d'observation (Malinvaud [1989a])<sup>15</sup>. Après l'analyse méticuleuse des thèses de Friedman<sup>16</sup>, Malinvaud dresse les

---

<sup>13</sup> Pour reprendre l'expression de Léon Walras à propos de la validation inductive de la théorie pure (cité par : Baranzini et Bridel [2005]).

<sup>14</sup> Malinvaud reprend à son compte l'expression de Samuelson (1963), qualifiant de « F-twist » le geste qui a conduit Friedman à pousser sa proposition jusqu'au paradoxe : une théorie est d'autant plus pertinente que ses hypothèses sont fausses, au point de vue descriptif.

<sup>15</sup> Ainsi : « Reflecting on Friedman's argument, one may see that it should not excuse us from knowing the domain of approximate realism of our hypotheses. He correctly states that the true question is to know whether the hypotheses provide sufficient approximations for the object being studied and that one cannot know whether the approximations are sufficient without reference to the theory. But clearly neither can one know it without reference to observation. One should then distinguish research on the realism of the main hypotheses from the decision to accept or not one of these hypotheses in a particular model. » (Malinvaud [1989a], p. 220)

<sup>16</sup> Et Malinvaud conclut sur la nécessaire contextualisation du texte de Friedman, qui doit d'abord se comprendre comme une défense des théories classiques de la concurrence parfaite face aux attaques des institutionnalistes américains, des keynésiens, voire des économètres (Malinvaud [1991c], p. 360). Ce que l'analyse rétrospective

mêmes conclusions que Blaug (1980) : (i) vérifier l'exactitude des conséquences tirées d'une théorie ne constitue pas le seul test pertinent d'une théorie, ne serait-ce que parce qu'on évacue pas le risque des variables cachées ; (ii) le résultat du test des hypothèses d'une théorie est aussi ambigu que le test de ses conséquences ; (iii) l'effort pour tester les hypothèses peut aider à interpréter les résultats d'un test sur les conséquences ; (iv) s'il s'agit de tester les résultats d'une théorie aux hypothèses irréalistes, donc de voir si les phénomènes se présentent « comme si » les hypothèses étaient vraies, alors il faut imaginer des tests extrêmement sévères (Malinvaud [1991c]). Au final, le test des seuls conséquences issus de la théorie pure lui semble une voie offrant peu de chances d'aboutir à des résultats probants. On en revient à l'affirmation initiale : ce qui pose problème avec la méthode strictement déductive, comme avec la théorie pure, c'est qu'elle repose sur des hypothèses trop irréalistes. Après une analyse scrupuleuse des thèses de Friedman, Malinvaud finit par en regretter le succès, car elles auront au moins contribué à fourvoyer la profession quant au véritable statut de la théorie pure en économie<sup>17</sup> :

« En prétendant que les thèses néoclassiques sur la théorie de l'équilibre général trouvaient leur justification dans la vérification empirique de leurs conséquences, Friedman a non seulement avancé une idée douteuse mais également détourné la réflexion méthodologique vers une voie sans intérêt pour l'objet de cette théorie. » (Malinvaud [1990b], p. 12)

Plus que la méthodologie du *as if* de Friedman, ce sont toutes les approches que cette méthodologie a influencées en macroéconomie, en particulier celle de la NEC, que Malinvaud cherche à mettre en cause. En effet, il craint que la NEC ne favorise le retour de la thèse de Friedman selon laquelle les théories économiques n'ont pas besoin de confirmation empirique et que les macro-économistes devraient s'abstenir d'utiliser des hypothèses dont la validité n'aurait pas d'abord été démontrée déductivement à partir de l'analyse des comportements élémentaires (Malinvaud [1991c], p. 364). Mais on aborde là une autre raison qui nourrit le scepticisme de Malinvaud vis-à-vis de l'efficacité d'une méthode strictement déductive en

---

qu'y consacre de Mongin (2000) atteste également, en montrant que la plupart des ambiguïtés des thèses de Friedman se résolvent, une fois rapportées au contexte intellectuel dans lequel il intervient : le débat sur les théories de l'entreprise.

<sup>17</sup> Ainsi, Malinvaud rappelle que les thèses de Friedman ont fait l'objet d'un débat méthodologique dans l'*American Economic Review*, de 1963 à 1965, dont les conclusions furent pour lui très claires : « La thèse de Friedman constitue bien un paradoxe, moins intéressant à étudier en lui-même que pour comprendre l'évolution des idées. A cet égard il est significatif que le tournant imposé par l'article de Friedman n'ait plus été remis en cause dans le débat : qu'il faille tester inductivement le réalisme des théories économiques n'a été contesté par aucun participant. » (Malinvaud [1991c], p. 363).

macroéconomie. En effet, loin de progresser par cercles concentriques, la progression du savoir en théorie pure lui paraît plutôt avoir la fâcheuse tendance à tourner en rond :

« [...] la démarche s'empêtré. Loin d'être définitivement acquis, ses pas successifs doivent être souvent repris, non certes pour revoir des démonstrations qui apparaîtraient fausses, mais plutôt pour étudier des propriétés dont l'importance n'avait été perçue que par la suite. Chaque pas nouveau oblige à explorer plusieurs directions, dont certaines exigent de véritables programmes de recherche. En somme, le moment où l'on croit que les phénomènes macroéconomiques seront vraiment appréhendés s'éloigne dans l'avenir au fur et à mesure que l'on avance. » (Malinvaud [1991c], p. 179)

Dans cette perspective, la théorie pure ne peut tout simplement pas prétendre à la validité externe sans rompre *a minima* avec la logique de la méthode déductive<sup>18</sup>. Mais cela impliquerait de modifier, à la marge, le jeu des hypothèses initiales. Or, une telle prise de liberté lui paraît hors de portée pour la majorité des spécialistes de la théorie pure, qui ne définissent leurs hypothèses initiales qu'en référence exclusive à la théorie. Une telle attitude de repli lui semble, par ailleurs, si systématique qu'il finit par se demander si celle-ci ne résulte pas de l'enseignement académique de l'économie, influençant par *autosuggestion collective* la plupart des recherches en économie mathématique (Malinvaud [1988c, 1990d, 1990e, 1997a]). De cette façon, la progression du savoir en théorie pure a surtout tendance à se replier sur lui-même, s'enfonçant dans une « dérive scolastique » en ce sens que toute extension de la chaîne déductive génère son lot de problèmes logiques et internes à la théorie. Selon lui, le recours à la méthode strictement déductive ne conduit ainsi qu'au déploiement infini de la cohérence logique, et enferme la réflexion théorique dans un processus essentiellement autoréférentiel:

« [...] parfois je m'interroge sur l'utilité de certains développements dont font l'objet d'autres programmes de recherche en économie mathématique, auxquels j'ai aussi participé. Ne risquons-nous pas de nous perdre dans des jeux purement scolastiques ? Quand convient-il de nous arrêter dans l'étude d'une chaîne indéfinie le long de laquelle un problème logique, posé par un problème antérieur, pose lui-même un autre problème, et ainsi de suite ? » (Malinvaud [1990d], p. 118)

---

<sup>18</sup> C'est d'ailleurs l'un des arguments mis en avant par Rotschild ([1988], p. 16), qui fait valoir que l'exigence de rigueur parfaite ne peut être atteinte que par des analyses mathématiques (logiques ou formelles), mais que, dans les sciences tournées vers l'explication du monde réel, il faut faire des compromis pour faire progresser la connaissance : « In problem-oriented, real world sciences (both social and natural sciences), compromises have to be made if they are to meet their research targets. » (Rotschild [1988], p. 16)

Dans ces conditions, Malinvaud conclut au fait que la théorie pure ne peut sérieusement prétendre à rendre compte des phénomènes macroéconomiques, notamment parce que cela serait contraire à la finalité d'une approche strictement déductive en économie :

« [...] jusqu'où pouvons nous aller par la dérivation logique des conséquences de notre connaissance directe ? La réponse dépend de notre objectif. Si nous visons à la connaissance intime soit du fonctionnement des économies, soit des raisons pour lesquelles certains effets pourraient se produire, nous pouvons être satisfaits des résultats ainsi obtenus. Mais il est évident que nous voulons davantage ; nous voulons savoir si certains effets se produiront. Pour cet objectif l'approche purement déductive se révèle malheureusement presque toujours inadéquate. (Malinvaud [1996b], p. 935)

Au terme de cette première section apparaît la première caractéristique de la macroéconomie, pour Malinvaud. Par opposition à la théorie pure, la macroéconomie a vocation à rendre compte des phénomènes économiques, parce qu'elle a une visée prédictive. La connaissance macroéconomique ne peut donc reposer sur une méthode strictement déductive, mais doit être complétée par l'introduction d'éléments qui auraient été validés autrement : par induction.

## **II. Rationaliser la connaissance empirique**

Pour Malinvaud (1989a, 1996a, 2001b), la discipline économique ne peut prétendre à la scientificité qu'en reposant sur une base empirique. Et s'il ne s'est pas d'emblée intéressé à la macroéconomie, il jure avoir été animé par cette « inclinaison empirique » dès le début de sa carrière et que celle-ci s'est progressivement renforcée au cours du temps : par son initiation précoce à l'économétrie comme par ses activités à l'INSEE. Aussi Malinvaud rend-t-il régulièrement hommage aux pionniers de l'économie quantitative<sup>19</sup>, qui ont su faire avancer la discipline sur les voies de la « science positive » (Malinvaud [1984b, 1991c, 2001b]), dans un contexte intellectuel où celle-ci était dominé par des discussions spéculatives et où l'on pouvait valablement reprocher aux économistes de ne pas vérifier dans les faits le bien-fondé de leurs théories. Toutefois, il situe le véritable tournant de l'économie quantitative dans l'après seconde guerre mondiale, où la production de données économiques s'accroît au rythme du développement des systèmes statistiques nationaux (comptabilité nationale, indices

---

<sup>19</sup> Il fait ainsi référence à l'école historique allemande, aux premiers empiristes français (F. Simiand, R. Marjolin, A. Sauvy), aux premières études économétriques (P. Douglas, R. Frisch), aux travaux pionniers du NBER (A. Burns, W. Mitchell, jusqu'aux économistes qui mirent au point les baromètres de Harvard.

statistiques, enquêtes d'opinion, *etc.*). Cet élan sans précédent donné à la mesure marque une étape décisive dans le développement de la discipline, qui peut désormais emprunter les voies de la « science positive », les économistes n'ayant plus « l'excuse universelle de manquer de données » (Malinvaud [1973]).

Mais l'enthousiasme de Malinvaud pour le développement de l'économie quantitative ne le fait pas pour autant verser dans un empirisme naïf, nourrissant l'ambition de découvrir les *lois* de l'économie par une démarche exclusivement inductive (*Measurement without theory*). En effet, il insiste régulièrement sur la série d'obstacles qui contredisent l'efficacité des méthodes inductives en économie (Malinvaud [1987d, 1988c, 1989a, 1989b, 1990e, 1991c, 1995a, 1995b, 1996b, 1997d, 1998, 2001b, 2001e]). Incapable de procéder à des expérimentations<sup>20</sup>, l'économie « positive » ne peut se contenter que de données résultant d'une observation passive et, par ce fait, toujours entachée de doutes<sup>21</sup>. Placée dans de telles conditions d'observation, l'analyse se trouve constamment contrainte de démêler les variables relevant de la cause ou de l'effet, de telle sorte que la production de connaissance économique par voie strictement inductive peut s'avérer longtemps infructueuse<sup>22</sup> :

« L'alternative consistant à trouver directement la bonne représentation macroéconomique serait évidemment préférable si elle pouvait être suivie. Malheureusement cette voie alternative n'est pas ouverte. L'observation des phénomènes macroéconomiques est trop pauvre, trop passive en face des multiples causes de variation qui les affectent. [...] Il est donc dans la nature des choses que les spécifications macroéconomiques trouvent leur fondement dans les théories microéconomiques. » (Malinvaud [1988c], p. 30-31)

Faisant de nécessité vertu, Malinvaud (1988c, 1990b, 1990c, 1996b, 2001a) fait valoir que la macroéconomie a l'avantage de disposer d'une connaissance directe, justifiant le recours à la théorie pure par nécessité méthodologique : en tant que moyen permettant de contourner les difficultés de l'observation empirique en économie. Ainsi, il ne s'agit pas tant de *vérifier* la

---

<sup>20</sup> Malinvaud a pris bonne note de l'essor des méthodes expérimentales dans les années 1980, mais ne s'y intéresse jamais de manière systématique et y oppose un scepticisme *a priori*.

<sup>21</sup> Cette remarque ne doit pas laisser penser que Malinvaud remet en cause la valeur des données statistiques, notamment celles récoltées par les instituts statistiques nationaux (notamment à l'INSEE) selon des procédures éprouvées, standardisées et publiques. Simplement, il fait remarquer que les données statistiques en économie n'auront jamais une nature aussi incontestée que celle des données expérimentales en sciences naturelles. D'une certaine manière, Desrosières (1993) part de la même idée en introduction de son ouvrage majeur : références du débat, les mesures statistiques en sciences sociales sont aussi objet de débats.

<sup>22</sup> Notamment il juge le contenu informationnel des séries temporelles trop pauvre pour pouvoir identifier correctement tous les effets (directs et indirects) qui jouent un rôle dans la détermination des relations macroéconomiques ; d'où l'enjeu d'accroître le stock des données économiques (*cf.* chapitres 4 et 5).

théorie que de rationaliser le processus inductif, en orientant la recherche des régularités empiriques et en facilitant l'interprétation des corrélations statistiques<sup>23</sup>. Tournant le dos à l'empirisme naïf comme au rationalisme déductiviste, la position de Malinvaud se fonde alors complètement dans l'« approche probabiliste » en économétrie, telle qu'elle a été définie à la *Cowles Commission* (Haavelmo [1944]) et mise en pratique dans les institutions du Plan en France. Partisan indéfectible de cette méthodologie<sup>24</sup>, à laquelle il a d'ailleurs contribué<sup>25</sup>, Malinvaud n'a cessé d'en défendre les avantages vis-à-vis des autres approches inductives:

« For this inductive process, the best guide and rationalization is what was called "the probability approach" at the Cowles Commission and is normally taught in econometrics, as well as more generally in mathematical statistics. Each inference on a sample of data takes place within a stochastic model, which is believed to provide a good representation of what is known *a priori* about the generation of these data. I do not doubt the value of the methodological principle that is so defined. » (Malinvaud [2001b], p. 10)

Pour Malinvaud (1984b, 1991c, 2007a, 2007b), la diffusion de l'« approche probabiliste » et de la modélisation macro-économétrique a hautement contribué au développement de l'économie quantitative dans l'après seconde guerre mondiale<sup>26</sup>. Celle-ci a permis, selon lui, de faire progresser la démarche macroéconomique dans le sens d'une meilleure articulation des méthodes inductive et déductive en économie, en adoptant une démarche méthodologique capable de dépasser les limites respectives de la description pure (*Measurement without Theory*) et de la déduction pure (*Theory without Measurement*). Ainsi se dégage le second trait caractéristique de la démarche macroéconomique<sup>27</sup> :

« [...] from time to time scientists of a discipline find it necessary to reflect on the role of observation in their field and on the way in which it is dealt with. This is precisely what I intend to

---

<sup>23</sup> Ainsi : « Moins encore que dans d'autres sciences, l'induction n'est dissociable en pratique de la déduction. Pour connaître le réel, l'économiste doit le rationaliser continuellement et affiner ses constructions théoriques au fur et à mesure qu'il déchiffre l'information contenue dans les données de plus en plus abondantes qui sont à sa disposition. » (Malinvaud [1973], p. 274)

<sup>24</sup> Très tôt, depuis son séjour à la *Cowles Commission* en 1950-1951, Malinvaud a fait sienne la méthodologie de l'économétrie structurelle et n'a pas cessé d'en défendre les avantages.

<sup>25</sup> En particulier, dans son manuel d'économétrie (Malinvaud [1964]). Pour une analyse systématique des apports de Malinvaud à la théorie économétrique, voir : Phillips (2015).

<sup>26</sup> D'après Malinvaud ([1998], p. 331-332), le développement de la modélisation macro-économétrique a accru l'assise empirique de la discipline en : 1°) stimulant l'activité statistique pour les besoins des modèles macro ; 2°) en donnant un programme de recherches aux économètres et en dégageant des questions théoriques nouvelles (l'épargne dépend-elle du taux d'intérêt ? l'investissement est-il plus sensible à l'aisance financière des firmes qu'au coût relatif des facteurs ? *etc.*) ; 3°) en conférant un cadre objectif à l'étude des politiques économiques et à la relation entre économistes et responsables politiques (*cf.* chapitre 8).

<sup>27</sup> Justifiant que la macroéconomie lui apparaisse occuper une pratique singulière dans le champ des sciences sociales (Malinvaud [1989a, 1991d, 1992a]),

do here, taking it for granted that *macroeconomics aims at being scientific, i.e. at going beyond pure description, while also avoiding to become a detached intellectual play.* » (Malinvaud [1989a], p. 205 ; *nous soulignons*)

Le fait que Malinvaud se reconnaisse entièrement dans la démarche de la modélisation macro-économétrique<sup>28</sup> n'implique pas qu'il considère que celle-ci soit capable de résoudre toutes les difficultés de l'induction. En particulier l'obstacle selon lequel les phénomènes économiques ne sont, dans les faits, ni autonomes ni permanents. Souligner, tout d'abord, le manque d'autonomie revient à reconnaître que les phénomènes économiques s'isolent mal d'autres phénomènes sociaux et/ou politiques. Ainsi supposer un modèle *a priori* et procéder à des inférences statistiques sur ses seuls paramètres, peut conduire à négliger une série de variables pertinentes dans l'explication du phénomène étudié<sup>29</sup>. Souligner, ensuite, le manque de permanence des phénomènes économiques revient à reconnaître la nature instable de la réalité économique<sup>30</sup>. Epistémologiquement, l'argument est ici quelque peu différent : en admettant que des régularités empiriques ont été bien identifiées dans le passé, celles-ci peuvent ne plus l'être à la suite d'une modification de l'environnement économique<sup>31</sup>. Est ici en cause le manque d'*homogénéité de la nature* ; ce qui pose directement la question de savoir comment la démarche macroéconomique doit évoluer pour rendre compte d'une variation de la structure économique. Ces obstacles se sont d'ailleurs manifestés avec fracas au cours des années 1970, lorsque les modèles macro-économétriques ont rencontré des difficultés manifestes à remplir leur fonction de prévision et d'évaluation des effets des politiques économiques. Ces difficultés ayant été rationalisées autant par Sims (1980) que par Lucas (1976)<sup>32</sup>, il est désormais opportun d'exposer l'attitude de Malinvaud à l'égard de la

---

<sup>28</sup> En particulier la démarche de Klein à laquelle Malinvaud (1981c, 1988d, 1991c, 1997d, 2007b) consacre de longs développements. Sur ce point, la liste des documents du « don Malinvaud » (INSEE [2015]) indique que ce dernier disposait, à titre personnel, des principaux ouvrages de Klein ([1950, 1953, 1955, 1968]).

<sup>29</sup> Ainsi, Malinvaud fait remarquer que la croissance économique n'est pas, dans les faits, un phénomène aux déterminants strictement économiques, mais s'accompagne toujours d'une série de facteurs socio-politiques dont l'influence est largement indéterminée. Il est hautement probable que Malinvaud ait tiré de telles conclusions à partir de son travail collectif sur les déterminants de la croissance française (*cf.* Introduction générale).

<sup>30</sup> Bien que Malinvaud ne croit pas que ces raisons soient suffisantes pour remettre en cause la possibilité d'une accumulation de la connaissance empirique, il en tire néanmoins une conséquence immédiate quant au statut épistémologique de la macroéconomie : sa distance irrépressible vis-à-vis des sciences de la nature. Avant d'ironiser sur les ambitions de certains économistes qui voudraient mimer les sciences de la nature, en rappelant que la notion de « loi » est toute relative en économie (Malinvaud [1995b, 1996b]).

<sup>31</sup> Une telle difficulté contraint notamment à ré-estimer continuellement les lois d'ajustement, dont la nature est essentiellement empirique (*cf.* chapitre 5) : « *Macroeconomics is indeed particularly difficult. Its theoretical construction must be firmly based on observation of complex phenomena. But these phenomena are changing as the technological, sociological and institutional context evolves, so that observation often is unconvincing.* » (Malinvaud [1987d], p. 298)

<sup>32</sup> Sur la réaction de Malinvaud à la Critique de Lucas, voir : chapitre 5.

Critique de Sims<sup>33</sup>, dont il assure n'avoir pas été impressionné, ni même étonné (Malinvaud [2001e])<sup>34</sup>. Tout d'abord, parce cette critique s'était déjà imposée à lui au cours des années 1970, à l'occasion de l'essor de l'analyse des données en France<sup>35</sup>. Mais surtout, parce qu'il est enclin à reconnaître les limites de l'approche probabiliste, comme l'illustre sa lecture de la controverse Koopmans-Vining dans les années 1940. Une controverse qu'il convient d'abord d'évoquer, car Malinvaud situe lui-même cette série d'évènements en perspective :

« Vous connaissez le vieux dilemme, « mesure sans théorie » ou « théorie sans mesure », qui s'est manifesté dès les débuts de l'économétrie. Il est réapparu avec force au cours de la dernière décennie sur le plan mondial, depuis plus longtemps même en France. D'un côté l'analyse des données a connu un regain de faveur : J.-P. Benzécri et C. Sims se sont faits les avocats d'une stratégie consistant à examiner les données sans idée préconçue, à éviter donc les spécifications résultant de théories qu'ils voient avec suspicion ; dans cette recommandation ils ont retrouvé ce qui avait été la ligne de conduite des chercheurs du *National Bureau of Economic Research* dans les années 1930 et 1940. » (Malinvaud [1988a], p. 144)

Malinvaud (1972) revient pour la première fois sur la controverse Koopmans-Vining, à l'occasion de sa revue des œuvres complètes de Tjalling Koopmans (1970), dans laquelle il salue l'initiative des éditeurs d'avoir reproduit l'intégralité des échanges postérieurs entre les deux auteurs<sup>36</sup>. Après en avoir rappelé le contexte, il fait état de son sentiment sur la controverse en commençant par souligner que d'aucuns avaient jugé prétentieux et virulents les commentaires de Koopmans (1947). Ceci d'autant plus que l'approche probabiliste n'avait pas encore montré de résultats tangibles à cette époque (1947-1949). Ensuite, Malinvaud (1972) signale que Rutledge Vining était parfaitement informé des avancées de l'économétrie structurelle et que sa défense de l'approche empirique du NBER était tout à fait fondée. En effet, ce dernier faisait valoir que la connaissance économique (notamment dans l'étude des fluctuations) était encore trop maigre pour se détourner de la recherche de régularités

---

<sup>33</sup> Pour Sims (1980) la méthode d'identification de la forme structurelle des modèles macro-économétriques keynésiens souffrent de nombreuses insuffisances, parmi lesquelles : des restrictions *a priori* par rapport à ce que suggère la théorie ; absence de tests sérieux sur la structure causale du modèle (en particulier, la distinction exogène-endogène, qui est postulée mais non-testée) ; traitement inadéquat des anticipations.

<sup>34</sup> Bien qu'il ait consacré de longs développements à la Critique de Sims et aux modèles VAR depuis le début des années 1980 (Malinvaud [1981c, 1982d, 1988a, 1989a, 1991c, 1997b, 1997d, 1998, 2001e, 2007a, 2007b]).

<sup>35</sup> L'analyse des données est une branche de la statistique multivariée, regroupant un ensemble de techniques statistiques descriptives qui ont la particularité d'être multidimensionnelles et de ne pas supposer *a priori* de modèle probabiliste. Indissociable de la personne de Benzécri (1973), l'analyse des données se popularise en France dans les années 1970 puis se diffuse à l'ensemble des sciences sociales sous le nom d'« analyse des correspondances », en particulier en sociologie (ACM). Sur l'histoire de l'analyse des données et des conditions de son introduction en France, voir les articles d'un numéro du Journal Electronique d'Histoire des Probabilités et de la Statistique (notamment Armatte [2008] et Desrosières [2008]).

<sup>36</sup> Il est possible que Malinvaud n'ait pas découvert ces échanges postérieurs qu'avec Koopmans (1970), car il signale que ceux-ci avaient été reproduits antérieurement par Gordon et Klein (1965).



empiriques et recourir à un modèle décrivant *a priori* le comportement des relations macroéconomiques<sup>37</sup>. Par ailleurs, Malinvaud (1972) considère que la partie la plus intéressante de ces échanges concerne les limites respectives de deux approches. A cet égard, il met en valeur l'objection de Vining selon laquelle il était à l'époque trop tôt pour se concentrer sur les problèmes – logiquement seconds – de test, d'estimation et de prévision :

« Vining insisted that: “[...] modern theories of statistical estimation and of test of hypotheses [...] are almost beside the point in attempts to derive hypotheses, the exploratory stage that characterizes a great part of the work in all developing fields of knowledge” (p. 136) ; Koopmans finally agreed with this point when he wrote: [...] there remains scope for doubt whether all hypothesis-seeking activity can be described and formalized as a choice from a preassigned range of alternatives” (p. 155). » (Malinvaud [1972], p. 801)

Ainsi, il est clair que Malinvaud (1972) a jugé fondée la position de Vining<sup>38</sup>. Et il maintiendra cette position par la suite, dans ses écrits consacrés à la *Cowles Commission* et/ou à l'histoire de la modélisation macro-économétrique (Malinvaud [1988d, 1991c, 1997b, 1998, 2007a, 2007b]). En tous cas, il a jugé la position de Vining suffisamment fondée pour ne pas avoir été étonné de voir le problème resurgir dans les années 1970, lorsqu'a été défendue la nécessité de développer des approches plus inductives : l'analyse des données en statistique mathématique et les modèles VAR en économétrie. Aussi, Malinvaud (1987e, 1988d, 1991c, 1997b, 2000a, 2007a, 2007b) n'a-t-il eu aucun mal à reconnaître les avantages de ces nouvelles méthodes inductives<sup>39</sup>. En effet, ces méthodes permettent d'enrichir la connaissance factuelle des phénomènes<sup>40</sup> et de mieux explorer les propriétés d'une nouvelle base de données. Elles sont particulièrement utiles dans l'analyse des séries temporelles, où les spécifications adoptées sont parfois imprécises ; que ce soit pour détecter le caractère

---

<sup>37</sup> Ainsi : « According to [Koopmans] we are now in the *Newton stage* in which inference must be based on rigorously specified models. Concluding his review of Burns and Mitchell, Koopmans writes: “[...] the decision not to use theories of man's economic behaviour, even hypothetically, limits the value [of the results] to economic science and to the maker of policies [...]” (p. 131). The opposing statement in Vining reads : “[...] so long as a field of knowledge continues to develop, workers will be puttering around, and not in vain, within the unexplored expanses of Problem 1 – the searching for regularities and interrelations of regularities and the feeling around for interesting theoretical models” (p. 143). » (Malinvaud [1972], p. 801)

<sup>38</sup> Malinvaud (1988d, 2007b) soutient, par ailleurs, que la controverse n'a pas été véritablement tranchée à l'époque et que les doutes ont subsisté au sein de la communauté des économètres. Puis de suggérer que si cette controverse a été tranchée de fait en faveur de l'approche probabiliste, ce n'est qu'en vertu du fait que celle-ci a fait preuve de son efficacité pour la recherche macroéconomique dans l'après seconde guerre mondiale, notamment à la suite des résultats obtenus par Klein (1950) et par Klein et Goldberger (1955).

<sup>39</sup> En particulier l'analyse des données, dont Malinvaud a accueilli favorablement l'émergence, allant jusqu'à en défendre personnellement les avantages dans des publications (Malinvaud [1970, 1971b, 1973, 1977a, 1987e]).

<sup>40</sup> Tantôt en confirmant résultats de l'approche classique, tantôt en les mettant en doute en signalant en quoi ces résultats sont dépendants des hypothèses restrictives adoptées dans la modélisation.

précurseur d'une série temporelle sur une autre ou pour dégager la structure des retards des corrélations observées (comme la relation positive entre la production et l'emploi). Mais ces méthodes présentent encore l'avantage de relativiser la portée de l'approche probabiliste, en rappelant que le modèle aléatoire n'est en rien l'expression d'une connaissance certaine sur les lois régissant les phénomènes observés. Cependant, Malinvaud confine l'utilité de ces méthodes inductives au seul « stade exploratoire », en tant que complément de l'approche probabiliste, et refuse catégoriquement que celles-ci puissent s'y substituer :

« I shall essentially say here that model free data analysis is a very useful complement to model based analysis but that it should not be relied on as a substitute. The interest of data analysis is to free us from preconceptions, so that we can give a candid look to a new set of statistics. But it is also its defect: this candid look cannot lead us very far unless it is systematically confronted to what we already know. » (Malinvaud [1989a], p. 210)

« So I am more sympathetic to these methods than a number of econometricians, but I would also object to the complete rejection of econometric methods that do start from a precise specification. » (Malinvaud [1987e], p. 281)

L'ambition de se substituer aux modèles macro-économétriques pour l'étude des politiques économiques n'étant pas clairement mise en avant par l'analyse des données, les critiques de Malinvaud (1981c, 1982d, 1988d, 1997d, 1998, 2000a, 2001e, 2007a, 2007b) s'appliquent surtout à l'approche de Christopher Sims<sup>41</sup>. Aussi suggère-t-il que, derrière sa critique des modèles structurels<sup>42</sup>, la véritable ambition de Sims (1980) a été de convertir la discipline aux modèles VAR<sup>43</sup>. A cet égard, Malinvaud doute sérieusement qu'une telle ambition de découvrir directement les lois des phénomènes, par l'étude du processus autorégressif multidimensionnel s'ajustant le mieux aux séries statistiques, puisse véritablement faire progresser la connaissance des phénomènes économiques. La raison tenant, à nouveau, à la

---

<sup>41</sup> Même si la nature de ses critiques porte sur les limites en soi de l'approche inductive en économie, s'appliquant ainsi aux modèles VAR autant qu'à l'analyse des données. A cet égard, mentionnons la crainte de Malinvaud (1988d) qu'un développement des approches inductives expose les statisticiens économètres au risque de se faire rapidement surpasser par des spécialistes en ingénierie informatique, qui ne disposent d'aucune connaissance en économie et ne pensent qu'en termes d'algorithmes (Malinvaud [1988d]).

<sup>42</sup> A l'instar de la Critique de Lucas (1976), Malinvaud (1987e, 1998) appréhende la Critique de Sims (1980) comme un simple encouragement à faire preuve de plus de vigilance dans la démarche macro-économétrique, en étudiant plus systématiquement la sensibilité des résultats aux restrictions adoptées dans le but de détecter les éventuels problèmes de spécifications.

<sup>43</sup> L'hypothèse fondatrice de cette approche est que l'évolution de l'économie peut être bien approchée par la description du comportement dynamique d'un vecteur  $N$  de variables dépendant linéairement du passé (*i.e.* un vecteur auto-régressif). Les modèles VAR reposent ainsi sur un modèle aléatoire (un processus stochastique multidimensionnel), mais non contraignant car non déduit d'une modélisation des comportements économiques.

pauvreté des données économiques comparée à la complexité des phénomènes<sup>44</sup>, ainsi qu'aux autres limites de la méthode inductive (*cf. supra*)<sup>45</sup>. A l'inverse, Malinvaud affirme que les modèles VAR ne pourront faire progresser la connaissance macroéconomique qu'à condition d'introduire un minimum d'hypothèses *a priori*. Ceci dans le but de donner une dimension causale aux corrélations dynamiques obtenues, de dégager un processus stochastique multidimensionnel qui ne soit pas trop flou (surtout si le nombre de variables s'accroît<sup>46</sup>), ou encore d'accroître la précision de l'analyse simultanée pour répondre aux enjeux de politiques économiques<sup>47</sup>. Aussi Malinvaud (1997d, 2000a, 2001e, 2007a, 2007b) voit-il dans le développement des modèles VAR structurels (*SVAR*) une confirmation de la justesse de ses objections à l'égard de l'approche de Sims (1980) comme du caractère irremplaçable des modèles macro-économétriques pour les besoins de la politique économique.

### III. Une recherche des micro-fondements soumise à conditions

Visant à dépasser les limites respectives des méthodes déductive et inductive, la démarche macroéconomique se heurte inexorablement au problème de la variabilité des phénomènes économiques. Aussi lorsque la représentation des phénomènes se trouve manifestement remise en cause, comme cela a été le cas dans les années 1970, se ré-ouvre la question de

---

<sup>44</sup> Sur ce point, Malinvaud rappelle que la priorité pour la macroéconomie est d'étendre le domaine des données économiques (autres que les données traditionnelles comme les séries temporelles), et non celui des techniques statistiques pour traiter des données existantes (*cf. chapitre 5*).

<sup>45</sup> Ainsi : « La difficulté de l'induction dans notre science tient, on le sait, à la pauvreté relative des données en regard de la complexité des phénomènes. Les processus autorégressifs multidimensionnels qui seront dégagés ne pourront pas prétendre être plus que des approximations assez grossières ; de plus il ne sera pas simple de les interpréter en termes de causalité de manière à en dégager des enseignements pour la compréhension des phénomènes et l'orientation de la politique économique. » (Malinvaud [1982d], p. 18)

<sup>46</sup> Les modèles VAR procédaient à l'analyse simultanée de 6 ou 8 variables, mais ont rapidement considéré un plus grand nombre de variables ; posant un problème de visibilité des résultats.

<sup>47</sup> Considérant le fait, d'ailleurs reconnu par Malinvaud (*cf. supra*), que les modèles VAR ont permis d'accroître la connaissance macroéconomique, l'argument est inversé : ces modèles ont des résultats permettent de dégager des résultats, parce qu'ils introduisent des hypothèses *a priori* subrepticement. Et Malinvaud (1997d, 2007a, 2007b) de pointer la longueur des périodes considérées (6 ou 8 trimestres, voir beaucoup moins) ou le nombre de variables retenues (6 grandeurs) comme autant d'hypothèses *a priori* destinées à imposer des restrictions sur le processus de génération des données. En raison de ces hypothèses, qu'il juge plus arbitraires encore que celles adoptées dans la modélisation macro-économétrique (en particulier : Sims [1972]), Malinvaud finit par distinguer les modèles VAR de l'analyse des données : « Il ne faut pas ignorer, cependant, les limites de l'interprétation des autorégressions vectorielles. Des limites analogues affectent l'interprétation de toutes les analyses de données, quoique en général de façon moins apparente, car le modèle qui les justifierait n'est habituellement pas explicite. Avec les VAR le modèle est clair. Il suppose que les *n* variables retenues suivent conjointement une évolution autonome, perturbée seulement par la présence d'aléas non observables et non liés d'une période à la suivante ; de plus, les lois régissant cette évolution restent inchangées au cours du temps. » (Malinvaud [1997b], p. 11)

savoir comment faire progresser la démarche méthodologique. A cet égard, l'engagement de Malinvaud dans la recherche des micro-fondements de la macroéconomie pourrait signifier qu'il ait gardé l'espoir de pouvoir progresser la connaissance par approfondissement de la seule méthode déductive. Or, en réalité, il n'en est rien.

Pour commencer, il convient de souligner que Malinvaud (1989a, 1990b, 1991c, 1992b, 1992c) ne définit jamais directement la macroéconomie, mais se contente de faire référence aux phénomènes dont elle traite : principalement, le chômage (et/ou l'emploi), l'inflation et la croissance. Une telle définition n'implique ainsi aucune spécificité ontologique du niveau macroéconomique<sup>48</sup>. D'ailleurs, Edmond Malinvaud ne croit pas que seules les théories macroéconomiques soient de nature à expliquer les phénomènes économiques et comprend que certaines théories microéconomiques (en particulier, la théorie des prix et de l'allocation des ressources) y prétendent également. Cependant, en faisant valoir que les théories macroéconomiques se situent à un niveau d'abstraction plus élevé, parce qu'elles privilégient un raisonnement sur les entités globales, Malinvaud (1991c) juge que cette option, certes envisageable conceptuellement, est irréalisable en pratique pour les théories microéconomiques en raison de l'impossibilité logique d'une agrégation parfaite (Malinvaud [1981c, 1991c])<sup>49</sup>. Ainsi, à l'instar de Lawrence Klein (Hoover [2012], Pinzon-Fuchs [2014]), Malinvaud considère que la progression de la connaissance en macroéconomie suppose de souscrire aux nécessités de la pratique et de s'adapter aux matériaux disponibles : des informations statistiques récoltées d'une telle manière qu'ils n'apparaissent que sous une forme agrégée, en n'offrant que rarement la possibilité d'une observation précise des unités

---

<sup>48</sup> En ce point, Malinvaud s'écarte de Rotschild (1988) qui rejette l'argument, censé justifier la priorité logique accordée aux micro-fondements, selon lequel les résultats macroéconomiques dériveraient des activités microéconomiques. A cet égard, il invoque deux raisons : l'existence de sophismes de composition (comme le paradoxe de l'épargne chez Keynes) et la dépendance des actions individuelles à leur environnement. Par ailleurs, il signale qu'une telle exigence manque de symétrie, car l'on pourrait de même exiger de la théorie de la décision qu'elle soit fondée sur les théories psychologiques pour être considérée.

<sup>49</sup> Cette conviction explique d'ailleurs, en partie, son scepticisme à l'égard de la solution « théorique » proposée par la NEC à la Critique de Lucas (*cf.* chapitre 5). Ainsi : « [...] as to the estimation of the “deep structural parameters”, of course, one should try to estimate the deep structural parameters and not the surface structural parameters. It is always better to go deeper. But my own experience as an economist is that very often we cannot pretend to go very deeply into such matters. Again, what I object to in the expression “deep structural parameters” in certain rational-expectations models is that [they] do not contain deep structural parameters. They contain parameters that the author of the model has classified as deep structural, but really they are not. » (Malinvaud [1987e], p. 285-286)

microéconomiques<sup>50</sup> (Malinvaud [1990c, 1991c]). Ainsi, parce qu'elle se situe d'emblée au niveau agrégé, la démarche en macroéconomie est contrainte de reposer sur des théories macroéconomiques privilégiant le raisonnement sur les entités globales :

« L'alternative réaliste à une impraticable microéconomie générale consiste à raisonner directement sur des grandeurs agrégées. Adoptée faute de mieux, cette alternative soulève évidemment des problèmes. Le plus souvent la considération directe des grandeurs agrégées est source d'incertitudes ou d'erreurs dont il conviendrait de bien apprécier l'importance. » (Malinvaud [1991c], p. 184)

Dans cette perspective, Malinvaud paraît davantage partager l'objectif du programme de recherche des micro-fondements défini par Klein : désagrégier, par étapes, la représentation macroéconomique (Hoover [2012]). Toutefois, étant entendu que cette stratégie de recherche n'a pas été celle adoptée par Malinvaud dans ses recherches en macroéconomie dans les années 1970-1980, il nous faut dégager les raisons pour lesquelles ce dernier a choisi d'approfondir la méthode déductive. A cet égard, il précise que l'enjeu de la recherche des micro-fondements est d'élucider comment, et sous quelles conditions, les hypothèses faites au niveau macroéconomique dérivent de l'existence de comportements particuliers et/ou de structures de marchés particulières (Malinvaud [1992a])<sup>51</sup>. Sa stratégie de recherche apparaît ainsi comme strictement inverse à celle adoptée par Klein : il s'agit de recourir à la théorie microéconomique dans le but de préciser les relations définies au niveau macroéconomique, non pas de rechercher *ex nihilo* des fondements microéconomiques à la macroéconomie. En plus du fait que cette stratégie répond mieux aux obstacles auxquels se heurte la production de connaissance en économie (*cf.* sections 1 et 2), Malinvaud (1989a, 1997c) avance un argument justifiant la nécessité pour la macroéconomie de reposer sur des fondements microéconomiques : restreindre le nombre d'explications aux corrélations observées. L'enjeu de la recherche de micro-fondements consiste ainsi à lever l'indétermination des relations macroéconomiques les plus dénuées de fondements théoriques, comme les lois d'ajustement.

---

<sup>50</sup> Ce qui vient justifier, par ailleurs, ses résistances à considérer la connaissance directe comme directement pertinente pour la macroéconomie (*cf.* précédemment). Ainsi : « L'art du macroéconomiste est précisément de tirer parti au mieux de toutes les observations pertinentes. La connaissance directe « du dedans des phénomènes » n'est jamais négligeable mais peut être floue, surtout quand elle concerne : des structures complexes d'interactions, l'agrégation à travers des groupes hétérogènes, l'importance relative d'effets aux sens opposés, ou même les formes de la rationalité des comportements effectifs. » (Malinvaud [1998], p. 339)

<sup>51</sup> Ainsi : « Il peut y avoir un malentendu sur ce que l'on doit entendre par fondements microéconomiques des théories macroéconomiques. Selon moi il s'agit de toutes les constructions théoriques qui élucident comment et sous quelles conditions telles spécifications macroéconomiques, plus ou moins particulières, dérivent de l'existence des comportements élémentaires et des structures de marché élémentaires. » (Malinvaud [1992a], note 1, p. 12)

« [...] le raisonnement seul ou le recours à la seule observation laissent subsister une trop grande variété de possibilités. Faute de tests, on ne peut pas savoir quel poids attribuer à une possibilité théorique, alors que la possibilité opposée existe aussi. Cette condition est d'autant plus requise que l'on a eu l'occasion d'invalider empiriquement même des propriétés qui paraissaient théoriquement non ambiguës. » (Malinvaud [1992a], p. 13)

Dans le même temps, il est conscient que recourir à la théorie microéconomique est source d'effets pervers dans l'explication des relations macroéconomiques<sup>52</sup>, et prévient qu'il serait illusoire de trop attendre de cette recherche des micro-fondements<sup>53</sup>. Aussi Malinvaud (1991c) considère-t-il que la démarche courante en macroéconomie est confrontée au double écueil suivant : vouloir faire abstraction de toute référence microéconomique ou vouloir que les références microéconomiques soient partout probantes.

« S'il en est ainsi, c'est [...] pour l'efficacité de la recherche dans son entreprise de compréhension du monde réel. Il ne s'agit donc pas d'un principe dogmatique qu'il faudrait suivre impérativement. *L'intérêt de la référence microéconomique disparaît quand elle n'apprend rien de précis sur les relations effectives entre grandeurs macroéconomiques.* Cette constatation de bon sens a été ignorée au cours des quinze dernières années par quelques économistes, surtout américains. » (Malinvaud [1991c], p. 29 ; nous soulignons)

Les deux écueils de la démarche courante en macroéconomie à l'égard des fondements microéconomiques ne sont pas, pour autant, symétriques. En effet, le second fait plus que porter atteinte à l'efficacité de la recherche, il la détourne de son objet en l'engageant dans une voie qui relève de la « perversion méthodologique » (Malinvaud [1989a, 1992a, 2004a]). Aussi il n'hésite pas à s'en prendre aux contributions particulières de la NEC, auxquelles il regrette que la recherche des micro-fondements de la macroéconomie ait été associée<sup>54</sup> :

---

<sup>52</sup> Il signale d'ailleurs, très tôt, que la difficulté de recourir aux théories microéconomiques pour expliquer les relations macroéconomiques tient à l'importance que celles-ci accordent aux capacités d'ajustement du marché. Ainsi, à propos de ses travaux visant à désagréger le modèle d'équilibre à prix fixes (cf. chapitre 3), il déclare : « [Les dynamiques des phénomènes sont, par conséquent, susceptibles d'être, d'une manière significative, différentes de celles issues d'une analyse totalement agrégée : on peut être certain que les évolutions sont plus lisses ; on peut également penser que la flexibilité supplémentaire a pour effet de stabiliser le système et de rendre les désajustements moins graves.] En fait, on met ici le doigt sur une difficulté à laquelle se heurte toute tentative visant à utiliser les théories économiques pour considérer le monde réel : les théories macroéconomiques soulignent les contradictions, tandis que les théories microéconomiques voient des ajustements partout ; la vérité se trouve quelque part entre les deux. » (Malinvaud [1983a], p. 117)

<sup>53</sup> Ainsi : « L'économie mathématique est certes performante. Mais la recherche de ces dix dernières années dans le domaine de ce qu'on appelle les « fondements microéconomiques de la macroéconomie » a démontré combien il était difficile de modéliser des processus complexes faisant intervenir de nombreuses décisions. Si l'on essaie de construire un modèle microéconomique théorique afin de décrire la dynamique des phénomènes macroéconomiques tels que le niveau des prix ou le pouvoir d'achat du salaire horaire, on peut être à peu près certain que l'on aboutira à une représentation très partielle du monde réel ; si partielle même que la pertinence de la spécification dynamique issue du modèle sera très incertaine. » (Malinvaud [1983a], p. 73-74)

<sup>54</sup> Hoover (2001) qualifie de « réductionniste » la démarche de la NEC du fait qu'elle suppose que les phénomènes macroéconomiques peuvent tous être redevables d'une explication microéconomique.

« [...] let us face the famous issue of the microeconomic foundations of macroeconomics. To begin with, I protest against the way in which the issue was presented in some of the most heralded writings of the 1970s and 1980s. » (Malinvaud [2001e], p. 4)

« The rational-expectation hypothesis and the *de facto* neglect of empirical evidence against attractive mathematical models were only two aspects of the methodology that was forcefully imposed in dominant academic circles by promoters of the revolution. Without listing here all the mottos that so appeared, I believe it is appropriate to mention “the microeconomic foundations” that any macroeconomic model should have in order to be worth examining, not any kind of such foundations but at the very least a utility-maximizing representative agent, the parameters of the utility function being then declared “deep”. » (Malinvaud [2004a], p. 133 ; *souligné par l’auteur*)

Un tel recouvrement, entre la recherche des micro-fondements de la macroéconomie et le programme de recherches de la NEC, est une image qui ne s’est imposée que par la suite, à la faveur de l’influence grandissant de cette dernière au sein de la discipline<sup>55</sup>. Aussi Malinvaud (2004a) tient à rappeler qu’il n’a jamais partagé cette acception de la recherche des micro-fondements, et défend l’existence de normes auxquelles les propositions émanant de la théorie microéconomique auraient du se conformer pour être considérées en macroéconomie<sup>56</sup>. Au détour d’un de ses articles consacrés à l’état de la macroéconomie, Malinvaud (1992a) énumère trois normes (ou conditions) que les contributions en théorie microéconomique sont tenues de respecter pour pouvoir être considérées en macroéconomie<sup>57</sup>. Ce faisant, il donne à mieux à voir sa conception de la recherche des micro-fondements de la macroéconomie, qu’il faudrait résumer par le slogan suivant : *pas de macroéconomie sans fondements microéconomiques, pas de fondements microéconomiques sans autonomie de la macroéconomie*. Avant d’exposer ces conditions, signalons qu’Edmond Malinvaud n’a pas cherché à cacher son malaise à propos de la littérature relative aux micro-fondements de la macroéconomie :

---

<sup>55</sup> Ce à quoi la *standard narrative* de l’histoire de la macroéconomie a contribué (*cf.* Introduction générale).

<sup>56</sup> Ainsi, il déclare : « [...] we should not underestimate the resistance of some preconceived norms about what might qualify as being an interesting contribution to macroeconomic theory, the resistance also of some entrenched habits in research practice. A distorted concept of what might constitute valid microeconomic foundations was instilled in the minds of too many students and young professors who keep repeating the mottos popularized in the 1980s. » (Malinvaud [2004a], p. 133)

<sup>57</sup> En n’omettant pas de caractériser la conception à laquelle il s’oppose : « D’autres économistes pensent au contraire à une théorie microéconomique unifiée qui fournirait d’un coup tous les fondements dont la macroéconomie a besoin. [...] Certains se font alors illusion en croyant traiter le sujet des fondements de la macroéconomie grâce à une simple discussion des implications macroéconomiques de la théorie de l’équilibre général et de ses divers prolongements. Comme cela ne me paraît pas suffire, je fais une nette distinction entre le thème de cet article [*Implications macroéconomiques des théories microéconomiques modernes*] et celui des fondements de la macroéconomie. » (Malinvaud [1992a], p. 12, note 1)

« Je voudrais faire part ici d'un malaise, celui que j'éprouve souvent face à des affirmations sur les implications macroéconomiques qu'auraient certains résultats de recherches abstraites concernant la théorie microéconomique des prix et de l'allocation des ressources, ou tel de ses divers prolongements. Il s'agit d'un des aspects du défi posé par l'articulation entre cette théorie et la compréhension des phénomènes macroéconomiques que sont la croissance, les fluctuations conjoncturelles, le chômage ou l'inflation. Mais, ainsi que j'essaierai de le faire apparaître, ce n'est pas l'aspect communément considéré : celui des fondements microéconomiques de la macroéconomie. La discussion qui suit [...] vise à mettre en évidence l'existence d'un problème de méthode et à plaider pour une plus grande exigence de rigueur chez les chercheurs tentés de transposer d'un domaine à un autre certains de leurs résultats. » (Malinvaud [1992a], p. 11-12)

La première condition est que la conjecture doit s'insérer dans le cadre de l'analyse macroéconomique. Sans impliquer que ce cadre soit immuable et ne puisse pas être remis en cause, cette première condition impose qu'il faut des motifs sérieux pour juger inadéquat le résultat de longs efforts ayant conduit aux modes actuels de l'analyse. Puis d'ajouter la règle suivante : plus la remise en cause est profonde, plus les arguments en sa faveur doivent être probants. Dans ces conditions, Malinvaud ([1992a], p. 13) défend qu'une conjecture, issue de la théorie microéconomique, ne devrait pas conduire à remettre en cause aussi facilement les résultats de la théorie macroéconomique<sup>58</sup>. Puis de mettre en évidence l'importance de cette condition, en présentant la tendance des contributions en théorie microéconomique dans les mêmes termes que Hoover (2001) avec le modèle de Pissarides (1992)<sup>59</sup> :

« Il est fréquent que, à la fin d'une étude mathématique portant sur tel prolongement de la théorie de l'équilibre général ou tel problème d'organisation industrielle, l'auteur suggère ou affirme la pertinence de ses résultats pour la compréhension de certains aspects des évolutions macroéconomiques. Alors que l'étude a été motivée par l'intention de contribuer à un programme de recherches microéconomiques qui suit son propre cours, on en obtiendrait à bon marché au passage un sous-produit macroéconomique. » (Malinvaud [1992a], p. 12)

La deuxième condition mise en évidence par Malinvaud fait valoir que la conjecture doit être justiciable d'un test sur les données de l'observation et, encore, qu'elle doit le passer de façon satisfaisante. A cet égard, il rappelle qu'une proposition émanant de la théorie microéconomique ne peut prétendre qu'au statut de conjecture et que l'induction statistique

---

<sup>58</sup> Du fait qu'il engage l'intention de l'auteur, ce premier critère est en fait assez subtil chez Malinvaud ; ce dont il a d'ailleurs conscience : « Peut-être faudrait-il en conclure que la différence de perspective disqualifie la transposition du niveau micro au niveau macro. Je n'irai pas jusque là, car serait trop brider l'imagination et le foisonnement des idées, donc la formulation de conjectures, une phase dont on connaît le rôle dans tout processus de découverte scientifique. » (Malinvaud [1992a], p. 12)

<sup>59</sup> Sur ce point, se reporter à l'introduction de ce chapitre.



est le seul moyen de pouvoir en invalider la pertinence<sup>60</sup>. Cette deuxième condition constitue, en vérité, toute la « perversion méthodologique » que Malinvaud attribue à la démarche de la NEC. Celle-ci tend à considérer les résultats de la théorie microéconomique comme directement transposables à la macroéconomie, car elle est incapable de saisir la frontière qui sépare la théorie pure de l'économie appliquée :

« Among those economists who care about foundations, however, many think that fundamental theories that assume full market clearing suffice for the needs of the profession. Hence, there seems to be a mismatch between the prevailing conceptions about applications broadly understood on the one hand, and about fundamental theories on the other hand. Understanding the origin of this mismatch and finding appropriate remedies is a real challenge.» (Malinvaud [1991b], p. 180)

La dernière condition d'Edmond Malinvaud est qu'une proposition émanant de la théorie microéconomique se doit de prêter attention aux effets de l'agrégation, c'est-à-dire vérifier *a minima* que les distributions statistiques du phénomène considéré n'invalide pas toute velléité de transposition au niveau macroéconomique (comme pour la prise en compte des effets de répartition)<sup>61</sup>. Sur ce point, s'il renvoie à sa propre méthodologie pour traiter les problèmes d'agrégation (Malinvaud [1993e]), il reconnaît qu'il n'existe pas de méthode simple pour débusquer les erreurs d'agrégation, de sorte que cette dernière condition ne peut faire office de condition suffisante<sup>62</sup>. Celle-ci prend néanmoins toute son importance au moment où Malinvaud ([1992a], p. 16) entreprend d'évaluer la qualité des contributions de la théorie des « cycles réels » à partir de son jeu de conditions. Contraint de reconnaître que cette approche satisfait à la première condition, parce qu'elle repose sur le modèle de Solow dont il rappelle que les préoccupations étaient directement macroéconomiques<sup>63</sup>, Malinvaud se saisit des deux autres conditions pour lui refuser tout crédit en macroéconomie :

---

<sup>60</sup> Ainsi : « [...] il ne faut pas alors attendre des résultats de la théorie microéconomique plus que l'idée de quelque conjecture. Pour être fructueuse, la conjecture doit se prêter à une validation, donc trouver sa place dans la problématique de l'étude des phénomènes sur lesquels elle porte. » (Malinvaud [1992a], p. 12)

<sup>61</sup> S'il juge que la plupart des transpositions micro-macro ne posent pas de problème, il prévient des erreurs d'identification qu'une transposition induite pourrait entraîner : « In some cases the aggregation of elementary behaviour is straightforward enough for us to confidently rely on the fit of an aggregate equation. But if aggregation is pushed to the extreme, the risks of an erroneous identification of effects becomes important. » (Malinvaud [1989a], p. 214)

<sup>62</sup> En effet, Malinvaud (1992a) ne fait plus de référence explicite à cette troisième condition lorsque, à l'issue de son article, il résume l'objectif de la recherche des micro-fondements : « En somme il faut demander à la théorie microéconomique quelles conjectures elle propose et comment elle les exprime dans les cadres d'analyse de la macroéconomie. Il faut ensuite tester la significativité de ces conjectures. » (Malinvaud [1992a], p. 14)

<sup>63</sup> A l'inverse, Malinvaud n'a aucun mal à classer les travaux de Lucas en théorie microéconomique : « [...] economists paid too much attention during the past twenty years to some models claiming to represent temporary general equilibria with macroeconomic implications. The best expert in creating models of this kind probably is R. Lucas [...]. » (Malinvaud [1995c], p. 32)

« I am proclaiming instead that an archetype of methodological perversion emerged when proponents of the real business cycle theory claimed that their theory had sound microeconomic foundations in the now well-known aggregate, intertemporal, market-clearing model of a unique representative agent. This may have been a respectable academic reference, but certainly not a valid microeconomic foundation when [...] the model was so cavalier in its ignorance of the difficulty of aggregating heterogeneous microeconomic behaviours. » (Malinvaud [2001e], p. 5)

Malinvaud (1991c) en vient alors à expliciter son acception de la recherche des micro-fondements de la macroéconomie, qu'il oppose à l'approche « systémique » de la NEC<sup>64</sup>, ayant pour seul objectif la rationalisation des théories macroéconomiques. A l'inverse, il défend une approche dite « partielle », qui ne vise qu'à l'étude de certaines comportements ou de certaines pratiques susceptibles d'importer pour les phénomènes macroéconomiques :

« Il y a ainsi la place pour deux types de contributions de la microéconomie à la macroéconomie<sup>65</sup>. Les premières relèvent de l'analyse partielle. Elles consistent en l'étude de certains comportement – épargne, investissement, offre et demande de travail, *etc.* – ou de certaines pratiques susceptibles d'importer pour les phénomènes macroéconomiques : nature des contrats, modalités des négociations particulières ou collectives. De telles contributions devraient s'accompagner le plus souvent d'une recherche sur les effets de l'agrégation, c'est-à-dire du passage des pratiques ou des comportements individuels aux lois qui les expriment dans des modèles globaux. Mais il y a la place aussi pour des contributions à vocation plus globale ou systémique. Il s'agit alors de construire et d'étudier des équilibres spécifiés en termes microéconomiques mais orientés vers la rationalisation des théories macroéconomiques. » (Malinvaud [1991c], p. 180)

Plus précisément, Malinvaud ([2001e], p. 5-6) dégage trois objectifs prioritaires pour la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie. Le premier objectif est de mieux caractériser les structures économiques dans lesquelles opèrent effectivement les agents économiques et préciser le genre d'interdépendances qui en résultent. Les recherches visant à développer le cadre d'équilibre temporaire ou celui de la concurrence imparfaite s'inscrivent clairement dans cette perspective et ont contribué en ce sens, selon Malinvaud, à améliorer les fondements microéconomiques de la macroéconomie. Il en est évidemment de même pour la théorie des équilibres à prix fixes, dont la fonction principale était de préciser le cadre microéconomique particulier sous-jacent à la théorie keynésienne. Dans cette

---

<sup>64</sup> Une approche qu'il associe évidemment à la démarche mise en œuvre en théorie pure : « Le modèle microéconomique simplifie alors beaucoup la réalité, au point de ne constituer parfois guère plus qu'un cas d'école, mais il le fait d'une manière conforme à ce qu'on pense devoir être les fondements de la théorie macroéconomique concernée. L'objectif est alors d'explicitier ces fondements, d'en vérifier la cohérence logique et de suggérer des tests factuels de leur réalisme. » (Malinvaud [1991c], p. 180-181)

<sup>65</sup> Malinvaud ([1991c], note 21, p. 180) ajoute de manière très explicite : « On peut parler de deux types de « fondements microéconomiques de la macroéconomie ». Ignorer le premier type, ou en sous-estimer l'importance, est fréquent chez ceux qui gardent l'espoir de construire une théorie microéconomique générale, apte à traiter de tous les phénomènes macroéconomiques. ». En guise d'illustration, il cite R. Weintraub (1980).

perspective, la réaction de Malinvaud à l'interprétation historique selon laquelle la NEC aurait mis les keynésiens sur la défensive dans les années 1970 devient plus clair :

« Dans le milieu académique américain, on a considéré il y a vingt ans que les keynésiens avaient été placés sur la défensive par le défi que leur lançait la nouvelle école classique : comment mettre en accord votre enseignement macroéconomique avec ce que vous dites en microéconomie quant au fonctionnement des marchés ? La réponse était simple : nous devons tenir compte d'un fait d'observation ; certains marchés, notamment pour le travail, ne sont pas continuellement apurés ; on y constate des déséquilibres variables entre offres et demandes ; un des objets principaux de la macroéconomie consiste à analyser les évolutions d'ensemble de ces déséquilibres. » (Malinvaud [1997c], p. 53)

Le deuxième objectif est de mieux caractériser le comportement individuel des agents quant à leurs décisions qui ont un impact sur l'équilibre macroéconomique et ses variations au cours du temps (épargne, investissement, crédit, mark-up, *etc.*). Un des enjeux particuliers est ici d'améliorer la compréhension du fonctionnement du marché du travail, en précisant les facteurs qui président à la fixation du niveau des salaires (Malinvaud [1995c]). Le troisième objectif est de dégager des méthodes permettant d'améliorer l'étude des conditions de l'agrégation des relations macroéconomiques. Tout considéré, la fonction que Malinvaud prête à la recherche des fondements microéconomiques paraît assez modeste, mais surtout elle n'implique aucune refondation de la macroéconomie :

« What I am expecting is not new theories, but rather useful developments of previous ones. At my age and at this depression time, I shall find more satisfaction in progress within the previous appropriate framework than in any, however, brilliant, treatment of still another "pseudo-world". » (Malinvaud [1995c], p. 33)

Cette conception alternative a encore pour conséquence méthodologique le principe selon lequel un fait d'observation doit être préféré à une hypothèse théorique, s'il répond mieux aux besoins de la macroéconomie. Ainsi l'hypothèse de fixité de prix fixes peut-elle être, en dépit de ses fondements microéconomiques insuffisants, préférée à l'hypothèse *a priori* d'un apurement permanent des marchés<sup>66</sup>, qui ne remplit aucune des conditions qu'une proposition émanant de la théorie microéconomique est tenue de respecter pour pouvoir être considérée au

---

<sup>66</sup> Ainsi : « [...] it was often stated that disequilibrium models were not admissible as long as the rationale for sticky process had not been elucidated, or as long as the price and wage dynamics had not been derived from the study of elementary behaviour behind it. The undisputable impact that such claims had in the profession reveals a kind of methodological perversion about which one ought to reflect. On the one hand, the concern for foundations has great importance and should not be rejected. On the other hand, science would never say anything if it had to wait until it fully explains the foundations of all phenomena. » (Malinvaud [1989a], p. 212)

niveau macroéconomique<sup>67</sup>. Ainsi également, la défense des lois d'ajustement par Malinvaud, en dépit du fait qu'elles sont le plus souvent dénuées de fondements théoriques.

« Economists are rightly proud of the beauty and power of a general economic theory based on a simple form of rational economic behaviour and of competitive market clearing. [...] But once the presence of price rigidities and incomplete market clearing is empirically proved, as I believe it is, once it has been recognised that unemployment and inflation cannot be analysed in the short run without taking this into account, explaining its rational foundations is no longer a prerequisite. »  
(Malinvaud [1991b], p. 182)

Désormais, la devise résumant la conception de Malinvaud à l'égard des fondements microéconomiques de la macroéconomie peut être plus facilement appréhendé : *pas de macroéconomie sans fondements microéconomiques, pas de fondements microéconomiques sans autonomie de la macroéconomie*. Dans cette approche, la recherche des fondements micro- de la macroéconomie permet d'accroître l'efficacité de la recherche, non pas absolument, mais à la condition qu'elle s'insère dans le cadre de l'analyse courante en macroéconomie. Se dégage ainsi un troisième trait caractéristique de la macroéconomie, son autonomie, qui lui permet notamment de déborder les phénomènes microéconomiques sans jamais recouvrir totalement la théorie microéconomique. Mais il reste à déterminer comment, dans la perspective défendue par Malinvaud, la recherche des micro-fondements de la macroéconomie pourrait contribuer à la macroéconomie sans porter atteinte à son autonomie.

#### **IV. Une autre perspective pour la recherche des micro-fondements**

Dans la perspective de Malinvaud, la recherche des micro-fondements de la macroéconomie n'est pas seulement soumise à conditions, elle doit encore s'opérer en un sens très particulier dans l'objectif de ne pas remettre en cause l'autonomie de la macroéconomie. Aussi faut-il d'emblée préciser que, s'il appréhende la théorie des prix et de l'allocation des ressources comme une « méta-théorie » en théorie économique, ce n'est que parce qu'elle est dotée d'une plus grande simplicité et/ou généralité, mais certainement parce qu'elle fournit une bonne approximation des phénomènes économiques<sup>68</sup> :

---

<sup>67</sup> Le postulat de *market-clearing* s'opposant au cadre traditionnel de l'analyse macroéconomique, en plus de s'opposer aux données d'observation (*cf.* chapitre 5).

<sup>68</sup> Pour le dire plus autrement, et plus simplement, Malinvaud ne croit pas que la théorie de l'équilibre général soit de nature à expliquer les phénomènes économiques.

« With respect to the actual phenomena it aims at explaining, a theory always is an approximation. A good theory must provide a useful approximation. But judging whether an approximation is useful or not must be recognized as delicate and subject to discussion. Well aware of this difficulty, I have to be explicit according to me the inherent simplicity and generality of perfect competition give them a premium over models taking some of the imperfect features of actual competition into account. » (Malinvaud [1995c], p. 30)

A l'inverse, pour Malinvaud, la plupart des théories visant à expliquer l'inflation, le chômage ou la croissance dérivent de l'introduction – dans ce cadre théorique – d'une ou plusieurs hypothèses additionnelles ; hypothèses qui sont autant d'approximations utiles de la réalité pour rendre compte d'un phénomène particulier. Dans cette perspective, si la théorie « pure » reste une référence conceptuelle majeure (un *benchmark*), elle est révisée dans le but d'en accroître la validité externe<sup>69</sup>. Aussi une telle approche est-t-elle typique de la « méthode par approximations successives »<sup>70</sup> de Vilfredo Pareto, pour qui une théorie – une fois élaborée à partir de l'extraction des propriétés principales d'un phénomène concret – a encore besoin d'être vérifiée par son rapprochement aux phénomènes concrets (Bridel et Baranzini [2005]). Au détour d'un article consacré au *Manuel d'économie politique* (Pareto [1927]), Malinvaud (1993a) souligne d'ailleurs sa proximité avec Pareto<sup>71</sup> qui, à côté de l'économie « pure »<sup>72</sup>, accorde une grande place à l'économie « appliquée » dont la vocation est d'adjoindre une « somme de détails » à la théorie « pure » pour rendre compte des phénomènes économiques particuliers<sup>73</sup>. A cet égard, Malinvaud ne se trompe pas en reconnaissant, dans la conception de Pareto, une épistémologie à la fois proche de la sienne et opposée en tous points à celle de Léon Walras<sup>74</sup>. En effet, les faits préexistant les lois et les idées pour Pareto, la connaissance

---

<sup>69</sup> De cette manière, la théorie de la concurrence monopolistique de Chamberlin (1933) substitue l'hypothèse d'homogénéité parfaite des biens pour celle d'une différenciation des produits (notamment en qualité), générant une demande dite « captive » (faiblement élastique par rapport au prix), afin d'expliquer que certaines entreprises appliquent un taux de marge sur leurs ventes.

<sup>70</sup> Également qualifié de méthode « déductive concrète » afin de souligner que Pareto tient son influence des réflexions épistémologiques de J.S. Mill (Baranzini et Bridel [2005]).

<sup>71</sup> La liste des documents du « don Malinvaud » montre que ce dernier disposait, à titre personnel, de plusieurs de ses ouvrages, dont les œuvres complètes (Pareto [1926, 1927, 1964]).

<sup>72</sup> Pour Pareto, l'économie pure est cantonnée au domaine des actions logiques, où l'homme véritable est réduit à son idéalisation économique par la figure de l'*homo œconomicus*. Ce domaine est le siège de la théorie des prix et de l'allocation des ressources ; la méthode y est strictement hypothético-déductive.

<sup>73</sup> En s'intéressant plus particulièrement à la méthode de Pareto, Malinvaud cherche à expliquer les raisons pour lesquelles ce dernier n'a pas prit part à la grande controverse méthodologique d'alors, popularisée sous le nom de *Methodenstreit*, alors même qu'il en connaissait les implications : « Une telle attitude vaut réflexion, car son « économie pure » applique la méthode hypothético-déductive. Sans doute Pareto est-il moins sûr que d'autres quant au caractère indiscutable de certaines hypothèses [...]. Sans doute perçoit-il que l'observation a plus encore de rôle à jouer pour l'étude de certains phénomènes économiques mal analysés par la théorie des prix. » (Malinvaud [1993a], p. 162-163)

<sup>74</sup> Sans reprendre en détails la démonstration de ces deux auteurs, il nous semble que la thèse visant à mettre au jour l'opposition épistémologique – fortement rationaliste pour Walras, empiriste et vérificationniste pour Pareto

des phénomènes économiques s'en trouve toujours imparfaite et la théorie « pure » ne vaut qu'en sa qualité de première approximation du monde réel (Bridel [2009])<sup>75</sup>. A rebours de la perspective de Walras<sup>76</sup>, la démarche de Pareto ouvre ainsi sur l'« économie appliquée », dont la finalité n'est pas d'appliquer *stricto sensu* la théorie « pure » mais, au contraire, de la modifier progressivement par l'introduction d'hypothèses plus à même de rendre compte des phénomènes économiques concrets. Une telle approche traduit parfaitement l'attitude de Malinvaud (1989a, 1990d, 1991c, 1991b, 1992a, 2001a, 2001b) à l'égard de la théorie microéconomique : produit de la connaissance directe, et – à ce titre – valable en première approximation, elle ne peut prétendre à la validité externe sans rompre *a minima* avec la logique de la méthode déductive (*cf.* section 1).

Rompre avec la logique de la méthode déductive requiert, nécessairement, d'introduire un élément issu de l'observation, comme ce fut le cas pour la rigidité des prix. Transposée à la recherche des fondements micro- de la macroéconomie, une telle approche s'inscrit dans la perspective tracée par Hicks (1939) et Patinkin (1956), que Hoover (2012) qualifie de *General Equilibrium program* et à l'intérieur duquel il inclut les modèles d'équilibres à prix fixes. Dans cette approche, la distance séparant les théories micro- (walrasienne) et macroéconomique (keynésienne) est minorée et supposé pouvoir être comblée à la faveur d'une reformulation « dynamique »<sup>77</sup> du modèle walrasien (statique) de concurrence parfaite – *via* l'introduction du temps, des anticipations, des marchés incomplets ou encore des processus d'ajustement – tout en maintenant l'optimisation individuelle des agents dans le but de la rendre compatible avec la théorie microéconomique (walrasienne). A la différence de Ragnar Frisch (1933), qui considérait qu'un tel macro-modèle était trop difficile à implémenter en pratique, de sorte qu'il valait mieux se résoudre à le formuler directement en termes agrégés –, John R. Hicks (1939) prend le parti d'évacuer les problèmes d'agrégation

---

– peut être parfaitement illustrée par une citation de Walras, extraite d'un carnet publié à titre posthume : « M. P[areto] croit que le but de la science est de se rapprocher de plus en plus de la réalité par des approximations successives ? Et moi je crois que le but final de la science est de rapprocher la réalité d'un certain idéal ; c'est pourquoi je formule cet idéal ». (Walras [2000], p. 567 ; cité par Baranzini et Bridel [2005], p. 359). A la lumière de cette opposition, Pascal Bridel (2010) en vient à douter qu'il ait pu exister quelque chose comme l'« Ecole de Lausanne ».

<sup>75</sup> Les contours de l'épistémologie de Pareto, apparaissent encore plus nettement lorsque Bridel (2009) l'oppose au rationalisme de Walras (*Theory without measurement*), d'un côté, et à l'empirisme naïf de Juglar (*Measurement without theory*), de l'autre. Or, c'est bien dans la recherche d'une telle position intermédiaire que peut se résumer la position de Malinvaud.

<sup>76</sup> Sur le sens de l'économie appliquée chez Walras, voir : Akhabbar et Lallement (2011).

<sup>77</sup> « Dynamique » étant synonyme de « macroéconomique » pour Frisch et Hicks (Hoover [2012]).

en indexant son raisonnement au *théorème de la marchandise-composite*<sup>78</sup>. Aussi, après que le domaine de validité de ce théorème a été revu à la baisse avec le développement de la théorie de l'agrégation, en particulier après le théorème Sonnenschein-Mantel-Debreu<sup>79</sup>, Hoover (2012) souligne qu'une des réactions a été d'interpréter ce théorème comme un résultat d'existence. Ceci permettant, à la fois, d'élaborer des modèles beaucoup plus simples qu'un modèle d'équilibre général désagrégé et d'explorer des aspects de l'économie pour lesquels les problèmes d'agrégation sont secondaires<sup>80</sup>.

Appliqué aux modèles d'équilibres à prix fixes, l'argument de Hoover (2012) paraît tout à fait pertinent. En effet, que des modèles aussi fortement agrégés et composés d'agents représentatifs (*cf.* chapitre 1) aient pu être présentés comme ayant une quelconque pertinence au niveau macroéconomique a partie liée au fait qu'ils reposaient, implicitement, sur le *théorème de la marchandise-composite*<sup>81</sup>. Dans ces conditions, la question se pose de savoir si les promoteurs des modèles d'équilibres à prix fixes, et notamment Malinvaud, ont réellement prétendu contribuer à faire évoluer la macroéconomie par la recherche de ses micro-fondements. Pour répondre à cette question, il faut d'abord remarquer que Hoover (2012) a raison d'associer ces modèles au programme de recherche dit « d'équilibre général ». En effet, il ne fait pas de doute que ces modèles ont d'abord suivi la démarche précédemment décrite : il s'agissait de reformuler le modèle walrasien en un sens dynamique, en lui ajoutant une série d'éléments tendant à l'éloigner du modèle (statique) de concurrence parfaite, tout en cherchant à la rendre (en partie) compatible avec la théorie microéconomique<sup>82</sup>. Néanmoins, cette velléité de conciliation est progressivement passée au second rang, en particulier pour les modèles de « 2<sup>nd</sup>e génération » où la tendance des théoriciens non-walrasiens a plutôt été de chercher à s'émanciper de la théorie microéconomique (*cf.* chapitre 3). A ce point

---

<sup>78</sup> Théorème stipulant qu'un ensemble de biens se comporte comme un seul bien dès lors que le prix d'un groupe de biens évolue dans la même proportion.

<sup>79</sup> *Cf.* note de page 6 de ce chapitre.

<sup>80</sup> La démarche adoptée est la suivante : en partant d'agents individuels, incorporés dans un modèle d'équilibre général, le recours au *théorème de la marchandise-composite* permet de justifier de s'intéresser à des systèmes extrêmement simplifiés afin de traiter des problématiques keynésiennes (Hoover [2012]).

<sup>81</sup> Ce caractère implicite est, de même, signalé par Hoover : « *While not explicitly attending to the issue of aggregation, these models follow the second path from Hicks's composite-commodity theorem to its natural conclusion.* » (Hoover [2012], p. 38) ; *nous soulignons*). Aussi, que l'enjeu et l'importance de ce *théorème de la marchandise-composite* n'ait pas été évoqué dans la première partie de cette thèse tient essentiellement au fait que les théoriciens non-walrasiens y font rarement (voire jamais ?) allusion.

<sup>82</sup> Par le maintien de la référence à l'optimisation individuelle des agents ; et encore, ce n'est pas le seul élément que les modèles d'équilibres à prix fixes ont conservé du cadre walrasien (*cf.* chapitre 1).

qu'Edmond Malinvaud finit par distinguer complètement la théorie microéconomique des phénomènes, microéconomiques, dont elle ambitionne de rendre compte :

« Est dite microéconomique toute théorie qui prétend respecter dans ses formulations abstraites l'individualité de chaque bien et de chaque agent. De fait on parle aussi de théorie microéconomique pour désigner la théorie des prix et de l'allocation des ressources, celle qui a pour objet principal l'étude de la détermination simultanée des prix et des divers biens, ainsi que des quantités produites, échangées et consommées. Par phénomènes microéconomiques on peut dès lors entendre tantôt ceux qui concernent le comportement individuel des entreprises et des ménages, tantôt ceux qui se manifestent sur les marchés des divers biens et services. » (Malinvaud [1991c], p. 26)

Dans cette perspective, la recherche des fondements micro- de la macroéconomie défendue par Malinvaud apparaît plutôt comme une tentative de dépassement de la théorie microéconomique (walrasienne) dans le but de la rendre compatible avec la macroéconomie (keynésienne)<sup>83</sup>. Un tel objectif donné à la recherche des micro-fondements de la macroéconomie est plus clairement exprimé (et assumé), à l'époque, par deux économistes néo-keynésiens, Greenwald et Stiglitz (1987, 1993). Ces derniers soulignent, en effet, l'existence de deux stratégies antagonistes visant à réconcilier les théories micro- et macroéconomiques : la première cherchant à substituer la théorie microéconomique à la théorie macroéconomique (NEC), tandis que la seconde chercherait davantage à adapter la théorie microéconomique à la théorie macroéconomique<sup>84</sup>. Si Malinvaud n'est guère aussi explicite<sup>85</sup>, il esquisse toutefois cette possibilité d'une microéconomie alternative ; ou plutôt, il dresse *positivement* le portrait d'une théorie microéconomique contrainte d'évoluer dans le but de rendre compte des défaillances de marché :

---

<sup>83</sup> A ce sujet, il peut être utile de signaler que le scepticisme de Rotschild (1988) concernant l'utilité de la recherche des micro-fondements pour la théorie macroéconomique épargne la théorie des équilibres à prix fixes : « The micro-foundation debate [...] has no yet delivered any substantial fruits for Keynesian theory. This lack of symmetry is partly due to the obvious relevance of the Keynesian *problématique* which had to be taken up by a neoclassical theory turning to the real world problems. [...] On the other hand, the special case of wage and price rigidity, where neoclassical and Keynesian theories get into closer touch (and where the difficult problem of the price formation process disappears), gets a lot of attention. This taming of Keynesian theory enabled neoclassical theory to accept the Keynesian challenge without endangering the core of their theory, which was not created to deal with problems of this sort. » (Rotschild [1988], p. 18 ; *souligné par l'auteur*)

<sup>84</sup> Comme pour justifier la seconde approche, Rotschild (1988) signalait que l'exigence de micro-fondements pour la théorie keynésienne, non accompagnée d'une exigence symétrique de macro-fondements pour la théorie microéconomique, revenait à supposer que la théorie microéconomique était théoriquement supérieure. Avant d'ajouter que l'idée que la nature, plus rigoureuse et cohérente, de la théorie microéconomique soit une raison suffisant pour la présenter comme une théorie plus scientifique restait à prouver.

<sup>85</sup> A l'inverse de J. Drèze ([1987], p. 20) pour qui : « [...] the macroeconomic implications of microeconomics may be a more fruitful research topic than the microeconomic foundations of macroeconomics... ».



« Qu'il y ait des dysfonctionnements ne fait guère de doutes. C'est pourquoi on doit se féliciter de ce que la théorie des prix et de l'allocation des ressources explique aujourd'hui comment de tels dysfonctionnements peuvent se produire dans les marchés. En reconnaître la possibilité constituait une étape que la théorie microéconomique devait franchir. Le franchissement était déjà accompli en 1940 quant aux effets de l'imperfection de la concurrence. Les recherches des quarante dernières années ont considérablement élargi le champ des pathologies quand elles considèrent la dimension temporelle de l'allocation des ressources, les incertitudes, les imperfections et asymétries de l'information, *etc.* [...] Cela fait, la véritable question aujourd'hui n'est plus de comprendre les origines possibles des dysfonctionnements. On sait qu'ils peuvent venir « quatre coins de l'horizon ». La véritable question consiste à savoir lesquels d'entre eux importent de façon significative pour tel ou tel phénomène macroéconomique. » (Malinvaud [1992a], p. 14)

Puis Malinvaud cite deux exemples de dysfonctionnements mis en évidence par la théorie microéconomique : la démonstration de l'existence de la coordination incomplète des marchés et des bulles (ou des vagues spéculatives) sur les marchés financiers<sup>86</sup>. Mais que cette perspective inversée de la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie, mise en avant par Greenwald et Stiglitz (1987, 1993), soit partagée par Malinvaud n'implique toutefois pas que ce dernier juge que l'approche non-walrasienne (comme celle de la « synthèse néoclassique) soit compatible avec celle de la NEK. Dans un article exclusivement consacré à cette question, Malinvaud (1995c) se montre très sceptique à l'égard de l'hypothèse de rigidité nominale à court terme. Puis d'avouer ne pas comprendre pourquoi une telle hypothèse serait plus fondée que de supposer des rigidités réelles<sup>87</sup> :

« [...] in which sense is nominal GNP growth causally antecedent to real GNP growth and to price changes? I do not find the answer, but I then realized that, for quite a few economists, nominal GNP was indeed considered as more exogenous than real GNP. Again saying something about a nominal magnitude was seen as giving a more fundamental explanation than saying something about the corresponding real magnitude. » (Malinvaud [1995c], p. 34)

Au-delà de cette différence portant sur la nature des rigidités, et de ses arguments en faveur de l'approche non-walrasienne<sup>88</sup>, les réticences de Malinvaud à propos de la NEK semblent

---

<sup>86</sup> De manière très symptomatique, Malinvaud ([1992a], p. 15) fait remarquer que, dans ces deux cas, la théorie microéconomique a rationalisé des phénomènes identifiés, préalablement, par l'observation directe. Aussi, en établissant *ex post* si le lien avec la théorie microéconomique, cette rationalisation a permis une compréhension plus complète des phénomènes.

<sup>87</sup> En renvoyant principalement à R. Solow (1986a) et R. Gordon (1990). Curieusement, le projet peut sembler plus « keynésien » car, si J.M. Keynes n'a jamais raisonné en termes de « rigidités réelles », il a bien conduit son raisonnement sous l'hypothèse de rigidité du salaire nominal (*cf.* partie 1).

<sup>88</sup> Notamment le fait que l'hypothèse revient au même dans un contexte d'indexation des salaires aux prix, que les prix ne sont fixes qu'à court terme (non plus à moyen terme) dans la théorie des équilibres à prix fixes théorie du déséquilibre, que l'approche non-walrasienne aboutit à des effets de rationnement plus larges que la NEK, ou encore que les chocs en Europe sont de nature réels plus que nominaux. Ainsi : « [...] relevant macroeconomic explanations can be given directly in terms of real rigidities and "real" shocks, as long as the object to be explained is not a nominal magnitude such as the rate of inflation, but a real magnitude such as the rate of

plutôt relever du conflit de perspectives. Pour lui, l'enjeu de la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie est d'étudier les effets macroéconomiques consécutifs à l'introduction d'hypothèses alternatives au niveau microéconomique<sup>89</sup>. Ainsi, il n'est pas paradoxal de voir Malinvaud regretter que la NEK ait accordé une trop grande priorité à la recherche des micro-fondements de la macroéconomie:

*Snowdon et al. : Les nouveaux keynésiens ne polarisent-ils pas trop leurs efforts sur la recherche des fondements microéconomiques à la rigidité des prix et des salaires ?* « On peut en effet se poser la question, quoique toute recherche sur l'explications des réalités observées soit évidemment justifiée, surtout quand les réalités en cause ont été identifiées comme jouant un rôle important dans la compréhension des principaux phénomènes objets de la discipline. Cette recherche sur les fondements microéconomiques est donc bienvenue, mais peut-être un peu trop prioritaire. » (Malinvaud [1997c], p. 52)

Pour s'expliquer un tel conflit de perspective, Malinvaud signale combien la NEC a marqué de son empreinte toute la recherche académique aux USA depuis les années 1970. Aussi n'hésite-t-il pas à inscrire la démarche NEK dans la même perspective que la NEC, dont elle ne se distingue que par son rejet du postulat de *market-clearing* :

« In other words, I tend to see the preference given to nominal rigidities as an unconscious and unfortunate consequence of the development of the theory through the past four decades. » (Malinvaud [1995c], p. 35)

« The campaign for such a particular methodology was successful, in the sense that the methodology and most of its mottos were adopted, even by many young economists who were called neo-Keynesians because they did not accept full market-clearing. A style of macroeconomic research had been imposed. Macroeconomists had to imitate it. » (Malinvaud [2004a], p. 133)

Mais il existe une raison plus fondamentale encore à ce conflit de perspective. A l'inverse de la NEK, Malinvaud ne situe pas l'enjeu de la recherche des fondements microéconomiques vis-à-vis de la seule théorie macroéconomique. Pour ce dernier, la macroéconomie ne se réduit pas à la théorie macroéconomique mais, en raison de son caractère de science appliquée, recouvre un ensemble plus large.

---

unemployment. Even when a nominal magnitude is to be explained, it may very well be that real rigidities and shocks are more important than nominal ones. » (Malinvaud [1995c], p. 36)

<sup>89</sup> Pour comprendre ce décalage, il faut toutefois souligner le possible décalage entre l'ambition de la NEK (Greenwald et Stiglitz [1987, 1993]) et ses réalisations (Laurent et Zajdela [1999]). Il se peut encore que la NEK soit marquée d'une grande hétérogénéité de telle sorte que certains auteurs, comme B. Greenwald et J. Stiglitz, soient plutôt à classer parmi les économistes de la « synthèse néoclassique ».

## V. La nature de la macroéconomie : une science appliquée

Pour Malinvaud (1990c, 1991c), la démarche macroéconomique renvoie toujours à la *pratique*, caractérisée par l'ensemble des dispositifs empiriques mis en œuvre après la seconde guerre mondiale : la modélisation macro-économétrique, la comptabilité nationale, l'analyse input-output, les indices statistiques, *etc.* En eux-mêmes, ces dispositifs illustrent l'autonomie de la macroéconomie, du fait qu'ils visent à dépasser les limites respectives des méthodes déductive et inductive. Ainsi, Malinvaud (1996a) rappelle-t-il que la comptabilité nationale ne se réduit pas à une simple base primaire d'informations factuelles, mais résulte d'une *co-construction* entre la réflexion théorique<sup>90</sup> et l'observation. Si son rôle est d'abord de fournir une base de données aux recherches empiriques, Malinvaud souligne que le développement des comptes nationaux a occasionné un approfondissement conceptuel pour la macroéconomie : en précisant et/ou redéfinissant certains concepts théoriques (comme celui d'investissement et de capital productif) ; en réexaminant le traitement de plusieurs activités (dépenses de l'Etat, sociétés financières, *etc.*) ; ou encore en mettant en évidence des faits inexplicables par la théorie économique<sup>91</sup> (Malinvaud [1996a]). De cette manière, les progrès de la macroéconomie apparaissent tributaires des avancées de la comptabilité nationale<sup>92</sup>:

« Parlant de comptabilité nationale nous nous intéressons à des phénomènes perçus à un certain niveau d'agrégation ou à des problèmes concernant, sinon l'ensemble de la nation, au moins des collectivités nombreuses. Il s'agit du macroéconomique ou du macro-social. Dans le titre de l'exposé [*Théorie et comptabilité nationale*], on aurait donc pu tout aussi bien préciser « Théorie macroéconomique », mais avec le risque que soit alors oubliée l'importance des fondements microéconomiques de la macroéconomie. » (Malinvaud [1996a], p. 444)

De manière plus évidente encore que pour la comptabilité nationale, l'autonomie de la macroéconomie repose sur l'autonomie de la modélisation macroéconométrique<sup>93</sup>. Par son rôle d'interface entre les données d'observation empirique et la théorie économique, Malinvaud (1989a, 1996a, 2001b) considère cette pratique comme le lieu véritable de l'accumulation de la connaissance scientifique en économie. S'il reconnaît la forte influence

---

<sup>90</sup> Sur les fondements théoriques de la comptabilité nationale française, voir : Fourquet (1980) et Vanoli (2002).

<sup>91</sup> Entre autres exemples, Malinvaud (1996a) évoque la découverte du cycle de la productivité, qui vient préciser la relation causale entre la croissance de la production et celle de l'emploi.

<sup>92</sup> En particulier à travers les tableaux inputs-output de W. Leontief, que Malinvaud (1966b) présente comme l'une des réalisations en économie appliquée qui a le plus nourri la réflexion en théorie macroéconomique.

<sup>93</sup> Il n'hésite pas d'ailleurs à affirmer que le développement de la macroéconomie est indissociable du développement des techniques économétriques (Malinvaud [1991c]).

keynésienne des origines, il fait remarquer celle-ci n'a constitué qu'un point de départ pour la modélisation macro-économétrique et que la pratique s'est progressivement émancipée de cette tutelle théorique. Aussi l'une des caractéristiques de la modélisation macro-économétrique est d'entretenir un rapport plus lâche à l'égard des théories économiques (keynésienne, walrasienne, monétariste ou marxiste), mais également moins exclusif à l'une de ces théories en particulier (Malinvaud [1982d, 1987e, 1992c]). Pour ces raisons, et en dépit de leurs médiocres performances (*cf.* chapitres 4 et 5), Malinvaud estime que les modèles macro-économétriques sont toujours plus pertinents que les théories économiques dans l'activité de prévision des phénomènes macroéconomiques :

« Vis-à-vis des théories d'ensemble, les modèles économétriques globaux sont néanmoins les plus directement pertinents, puisqu'ils sont précisément conçus pour décrire les évolutions d'ensemble. » (Malinvaud [1982d], p. 17)

Une telle propriété n'est pas le résultat de l'application de la méthode « probabiliste » à strictement parler, mais de la tendance à tester les hypothèses et/ou des théories économiques. De cette manière, la modélisation macro-économétrique est progressivement devenue le lieu de sélection (collectif) des propositions théoriques jugées pertinentes en macroéconomie ; les hypothèses fondamentales de la théorie économique n'y ayant aucun caractère absolu et les praticiens ne démontrant aucun « d'attachement dogmatique » pour l'une d'entre elles. Ainsi s'explique le rejet de l'hypothèse des anticipations rationnelles, du *market-clearing* ou de toute autre hypothèse émanant de la théorie économique et qui serait contredite par les observations empiriques (Malinvaud [1995a, 2001a])<sup>94</sup>. Aussi n'hésite-t-il pas à vanter régulièrement les mérites d'une telle démarche en macroéconomie, allant jusqu'à considérer que celle-ci peut tout à fait s'inscrire dans une logique poppérienne<sup>95</sup> :

« [...] I felt secure not only about the general structure within which macroeconomic analysis ought to take its place (national accounts, behavioural relations, market adjustment laws...) but also about the scientific way of proceeding in this field of knowledge. Since I am not worried about the philosophy of science as applied to macroeconomics, I did not invest much time on it. But I feel at ease with what I understand to be Karl Popper's views on science in general and I do not think economics to be fundamentally special, even though its scientific achievements may be found meagre as a whole with respect to the questions to be solved. » (Malinvaud [1987d], p. 298)

---

<sup>94</sup> Ce rejet étant justifié le risque qu'une telle hypothèse biaise l'appréciation du réel, étant donné que l'estimation des paramètres en économétrie structurelle suppose vrai que le modèle défini *a priori*.

<sup>95</sup> Une référence à l'épistémologie poppérienne qu'il abandonnera rapidement par la suite, en s'intéressant plus systématiquement à la méthodologie économique (*cf.* chapitre 7).

Si le test d'hypothèses est un moyen de discriminer entre hypothèses et théories alternatives, il est également un moyen de repérer des régularités empiriques<sup>96</sup>. Des informations diverses capables en retour, en s'insérant au niveau des spécifications en macro-économétrie<sup>97</sup>, de modifier le modèle. Ainsi, la modélisation macro-économétrique a-t-elle pu jouer un rôle stimulant pour la théorie macroéconomique, en considérant des relations nouvelles par rapport à la théorie keynésienne ; comme le fait de relier positivement l'épargne au taux d'intérêt, de rendre l'investissement plus sensible au coût relatif des facteurs, de préciser le comportement de l'offre par des indicateurs de tensions (Malinvaud [1981c, 1998]). En s'essayant à décrire la méthode suivie en modélisation macro-économétrique<sup>98</sup>, Malinvaud évoque l'existence d'une démarche « dialectique » opérant par va-et-vient permanent entre la théorie et l'observation<sup>99</sup> :

« La démarche scientifique se caractérise par l'alternance dialectique entre l'observation et la modélisation. [...] L'effort de modélisation soulève des questions sur la réalité des phénomènes et suscite ainsi des observations pertinentes ; l'effort d'observation conduit à des surprises ou plus souvent à la constatation que la réalité est plus complexe qu'on ne l'imaginait. Cette alternance dialectique est stimulée par la présence de « problèmes » tantôt posés de l'extérieur aux spécialistes d'une discipline tantôt perçus au cours de la recherche, sous forme d'énigmes factuelles ou théoriques. » (Malinvaud [1991c], p. 56)

Une telle « alternance dialectique » correspond bien à l'idée de Malinvaud, précédemment développée, que la démarche en macroéconomie doit viser à dépasser les limites respectives des méthodes déductive et inductive. Or cette démarche méthodologique culmine dans la modélisation macro-économétrique, ce dont témoignent l'importance acquise par les lois d'ajustements et la manière dont a évolué l'économétrie de l'investissement<sup>100</sup> :

« Il est instructif d'un point de vue général de constater que l'économétrie de l'investissement n'a jamais crû pouvoir se ranger ni à l'une ni à l'autre de ces attitudes opposées et qu'elle a toujours opéré à mi-chemin entre elles. Ce qui constitue une nécessité pour l'économétrie de

---

<sup>96</sup> Il s'agit là de la partie inventive de la statistique inférentielle (Desrosières [1993]).

<sup>97</sup> Un argument que Malinvaud oppose d'ailleurs à Sims, en faisant valoir que les insuffisances des modèles macro-économétriques peuvent être imputées – en dernière analyse – aux erreurs de spécifications. L'enjeu pour le développement de la macroéconomie est donc plutôt de travailler au niveau des spécifications que de tourner le dos à l'économétrie structurelle : « La spécification préalable des modèles macroéconométriques vise justement à incorporer ces informations extrêmement diverses. On peut contester qu'elle le fasse bien ; mais on ne peut pas contester le sens et la validité générale de la démarche. » (Malinvaud [1982d], p. 19)

<sup>98</sup> Sur la modélisation macro-économétrique dans l'histoire de la planification en France (et au-delà), voir : Bernard et Cossé (1974), Courbis (1991).

<sup>99</sup> Cette caractéristique a très tôt été mise en avant par Malinvaud (1963, 1964, 1973, 1977a).

<sup>100</sup> Un exemple régulièrement mentionné par Malinvaud (1973, 1977a) ; l'économétrie de l'investissement l'ayant, par ailleurs, largement préoccupé dans les années 1970 (cf. chapitre 4).

l'investissement, en raison de sa complexité, doit bien constituer aussi l'attitude optimale pour l'étude de phénomènes économiques plus simples en apparence. » (Malinvaud [1988a], p. 144)

Par ailleurs, Malinvaud (1995b) rappelle que la modélisation macro-économétrique a toujours défini les éléments microéconomiques sur lesquelles elle travaillait<sup>101</sup>. En lieu et place de la dite « recherche » des fondements microéconomiques de la macroéconomie, il évoque l'enjeu de « consolider » les fondements microéconomiques de la macroéconomie (Malinvaud [2001e])<sup>102</sup>. Ceci signale, tout d'abord, qu'il considère que de tels fondements microéconomiques existaient déjà en macroéconomie, mais que ceux-ci étaient perfectibles ; au moins sur les trois objets de recherche prioritaires qu'il a mis en évidence (*cf.* section 3). Mais ceci signale encore qu'il est tout disposé à reconnaître les mérites du programme de recherches de Klein, visant à désagréger par étapes la représentation macroéconomique. Dans ces conditions, il apparaît douteux qu'Edmond Malinvaud ait pu penser que les résultats issus de la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie pouvaient être directement pertinents pour la macroéconomie. En effet, ces résultats sont tout d'abord tenus de se conformer aux règles de la science appliquée, de la modélisation macro-économétrique. Il en va ainsi des propositions de la NEC comme de celles de l'approche non-walrasienne ; ce dont il avait d'ailleurs prévenu<sup>103</sup>. Ensuite, en cohérence avec l'ensemble de ses principes épistémologiques généraux, il apparaît que Malinvaud tend davantage à considérer que la connaissance en macroéconomie ne peut progresser que par la combinaison du raisonnement logique et de l'induction économétrique :

« [...] macroeconomics has two roots: theory and observation. Trying to forget about one of them is bound to fail, because one is then unable to prove specific conclusions of interest. This means in particular that our present macroeconomic knowledge embodies a lot that has been learned from statistics combined with reasoning. » (Malinvaud [1987d], p. 314)

---

<sup>101</sup> Il évoque le cas du comportement d'épargne agrégée pour lequel d'autres déterminants par la théorie du consommateur ont rapidement été pris en compte : la contrainte de liquidité, l'hypothèse du cycle de vie, l'incertitude et l'existence d'une épargne de précaution.

<sup>102</sup> Ainsi : « After this declaration and in order to take the subject more positively, I find it convenient to distinguish three groups in the research projects that are necessary for *consolidating* the microeconomic foundations of macroeconomics. » (Malinvaud [2001e], p. 5 ; *nous soulignons*)

<sup>103</sup> Il est opportun de reproduire ici une citation de Malinvaud à propos de l'applicabilité des modèles non-walrasiens, préalablement utilisée dans le chapitre 4 de cette thèse : « Le lecteur ne doit donc pas s'attendre à trouver ici une théorie directement opératoire, mais plutôt des éléments pour le progrès d'une telle théorie. [...] la validité de chaque proposition dépend des hypothèses posées pour l'obtenir et le lecteur comprendra vite que, dans la plupart des cas, celles-ci sont nombreuses. Avant toute application, il serait indispensable de les tester et de remplacer celles qui s'avèreraient mauvaises. Mais l'application directe n'est pas l'objectif poursuivi ici. Ainsi, à tous ceux qui voudraient agir aujourd'hui pour améliorer rapidement l'emploi ce livre n'apportera malheureusement aucune aide. Sa seule utilité éventuelle se trouve dans le perfectionnement des outils grâce auxquels le choix des actions en faveur de l'emploi pourra être éclairé. » (Malinvaud [1980a], p. 8)

Aussi le choix d'approfondir la méthode déductive dans le but d'améliorer l'efficacité des modèles macro-économétriques ne vaut pas affirmation de sa pertinence immédiate pour la macroéconomie<sup>104</sup>. D'ailleurs, nous avons vu que Malinvaud n'a pas eu de mal à reconnaître que le volet économétrique de l'approche non-walrasienne (*i.e.* l'économétrie du déséquilibre) avait échoué à améliorer les modèles macro-économétriques et à déboucher sur une nouvelle famille de modèles structurels (*cf.* chapitre 4). Mais avant même d'en venir ce constat d'échec, il s'était montré assez modeste, en signalant que la question de la méthode la plus appropriée (combinant raisonnement logique et induction) pour faire progresser la modélisation macro-économétrique était une question délicate à trancher, en particulier à propos de la « dose de théorie » qu'il convient d'introduire *a priori*<sup>105</sup> :

« Le juste milieu s'impose à nous. Mais comme toujours, choisir ce juste milieu est délicat. Les opinions peuvent varier sur la dose de théorie qu'il est légitime et opportun d'introduire *a priori*. Personne n'a la réponse parfaite à ce difficile problème de choix. Seul un processus collectif de recherche théorique et économétrique peut nous permettre de progresser, le test périodique des théories constituant un élément essentiel de la démarche. » (Malinvaud [1988a], p. 145)

Dans la perspective de Malinvaud, la recherche des micro-fondements de la macroéconomie n'a donc pas vocation à remettre en cause l'autonomie de la macroéconomie. En fait, elle s'y soumet complètement ; en particulier aux conditions de la modélisation macro-économétrique. Ainsi la macroéconomie voit-elle son autonomie renforcée par son caractère de science appliquée, qui la contraint à donner une certaine *opérationnalité* à ses contenus (Malinvaud [1991c, 1995c, 1998, 2001b]). N'impliquant aucune adhésion de principe à la posture méthodologique de l'opérationnalisme, ce terme renvoie surtout au contexte intellectuel marqué par l'expansion de l'économétrie et le développement du keynésianisme dans les années 1940-1950 (Blaug [1994]). A cet égard, il est frappant de voir que Malinvaud emploie plusieurs termes interchangeables pour qualifier la macroéconomie : « économie

---

<sup>104</sup> Sur ce point, il est remarquable que Malinvaud (1994b) ait fini par conclure que les progrès dans l'analyse du chômage et du marché du travail supposaient de mettre en œuvre une triple approche, combinant statistique, économétrie et analyse économique.

<sup>105</sup> A ce sujet, il faut l'intuition avancée par Hoover (2012) pour expliquer le déclin de la théorie du « déséquilibre » en macroéconomie. Après avoir prêté en partie caution à l'explication fournie par R. Barro (*cf.* chapitre 7), ce dernier émet l'hypothèse que ce programme de recherches ait décliné parce qu'elle avait un contenu trop pauvre pour l'économétrie, en raison des limites du programme dit « d'équilibre général ». Ainsi : « While there may be a good deal of truth to this story as a part of Barro's biography. I want to suggest that a more important reason is found in genealogy of the general-disequilibrium models as the product of the second path from Hicks's composite-commodity theorem: they are special theoretical cases, toy models built to display certain principles, but not models that have any claim on the real world. They were thus a poor basis for econometrics. » (Hoover [2012], p. 38-39).

appliquée » ; « science positive » ; « modélisation macro-économétrique » ; *etc.* Soucieux de compléter l'histoire du concept d'économie appliquée de Backhouse et Biddle (2000), Akhabbar et Lallement (2011) soulignent le glissement épistémologique général qu'a provoqué le renforcement de la place de l'application empirique en économie. Indissociable du contexte de transformation de l'action publique et du rôle de l'Etat dans l'après-guerre (Akhabbar [2006]), le développement des techniques quantitatives au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle n'a cessé de contribuer à faire évoluer le concept d'économie appliquée. De fait, la conception de Malinvaud de la macroéconomie est toute imprégnée de ce contexte historique, où la discipline s'est transformée à mesure qu'elle a été plus directement associée à la politique économique. Dans cette perspective, que la macroéconomie se soit développée comme une science appliquée semble largement relever de la nécessité :

« On juge cette discipline [la macroéconomie] par son aptitude à proposer des remèdes efficaces pour promouvoir la croissance, ralentir l'inflation ou résorber le chômage. En vue de tenir son rôle elle a été conduite à élaborer tout un ensemble de concepts étroitement définis, de mesures régulièrement collectées, de théories exprimées par des systèmes mathématiques et des théorèmes, de procédures statistiques pour tester des hypothèses ou estimer des paramètres, de modèles quantifiés servant à prédire les effets de changements subis ou de décisions envisagées. » (Malinvaud [1992b], p. 277)

Faisant de nécessité vertu, Malinvaud assume cette spécificité de la macroéconomie et souligne fréquemment que la modélisation macro-économétrique s'est développée dans le but de mieux répondre aux exigences auxquelles la discipline était soumise : la prévision et l'étude des effets des politiques économiques alternatives<sup>106</sup>. A cette fin, renvoyant dos à dos les stratégies alternatives proposées par Lucas et Sims<sup>107</sup>, il continue de défendre le caractère irremplaçable de la modélisation macro-économétrique :

« Macroeconomic forecasts are useful, as well as weather forecasts. Macroeconomic policies are often useful, if their effects are competently predicted after a competent diagnosis about spontaneous trends, and if the uncertainty of the diagnosis and predictions is taken into account,

---

<sup>106</sup> A cet effet, il rend régulièrement hommage à J. Tinbergen (1952, 1956) d'avoir explicité le rôle des modèles macroéconomiques dans l'étude des politiques économiques (Malinvaud [2007b]).

<sup>107</sup> Deux stratégies dont Malinvaud, à l'instar de R. Boyer (2011), anticipe qu'elles conduiront la discipline dans l'« impasse », en raison de leur caractère antagoniste. En effet, d'un côté, la NEC propose de renforcer l'*apriorisme*, en refondant les modèles macro-économétriques sur des paramètres véritablement structurels (Sergi [2015b]). De l'autre, Sims propose de débarrasser l'économétrie de tout *a priori*, en cherchant à découvrir les lois régissant les relations macroéconomiques à partir de la seule méthode inductive. Ainsi, il soutient : « One might [...] reflect on the lack of consistency between the various critiques now attacking macroeconomic practice. While C. Sims argues for a more careful reference to the facts, other economists are strongly stating sweeping conclusions based on very simple models that are much more incredible than macroeconomic ones. » (Malinvaud [1988b], note 33, p. 208)



among other considerations (lags, difficulties in implementation, and so on). For these useful purposes we have no better kinds of instrument than those now used by the best teams in charge. As an expert wrote: “The experience of policy analysts-advisers is that macroeconomic models provide a formal and quantified framework that is an irreplaceable adjunct to the processes of policy thought and that there is no alternative”. » (Malinvaud [2001e], p. 12-13).

L'épistémologie de la macroéconomie selon Malinvaud relève ainsi de l'*Art*, au sens où l'entend Keynes (1890). Bien qu'il existe plusieurs définitions de l'économie appliquée chez cet auteur (Akhabar et Lallement [2011]), il est possible de l'assimiler à la politique économique (Colander [1992]). En soulignant la prééminence de la théorie en économie appliquée, J.N. Keynes en fait toutefois une branche épistémologiquement distincte du reste de la science économique – en particulier de l'économie positive et de l'économie normative. Orientée vers l'étude des « questions pratiques », l'économie appliquée de Keynes relève autant de l'*Art* que de la science ; l'application<sup>108</sup> en question renvoyant autant aux faits singuliers qu'à la pratique (Akhabar [2006]). Redécouvrant ce concept, Colander (2009, 2011) souligne que la distinction entre l'*Art* et l'économie positive est essentielle, car celle-ci est à l'origine de toutes les confusions quant à la nature des rapports entre la théorie « pure » et l'étude de la politique économique dans la macroéconomie contemporaine. A l'inverse, adopter la distinction de Keynes permet de se détacher d'un cadre analytique particulier au moment d'étudier la politique économique<sup>109</sup> ; la théorie « pure » ne constituant plus qu'une toile de fond, utile pour organiser les idées mais non directement applicable aux problèmes de la réalité économique (Colander [2009])<sup>110</sup>. Dans la perspective de Malinvaud (1991c, 2001e), la macroéconomie relève ainsi de l'*Art*, au sens où celle-ci occupe un rôle intermédiaire entre la science et le politique ; et il en est de même de tous les instruments qu'elle met en œuvre, en particulier la comptabilité nationale<sup>111</sup> et la modélisation macro-

---

<sup>108</sup> Une telle conception de l'économie appliquée est sans rapport avec la conception de Walras, en dépit de l'ambiguïté de la définition qu'en donne Colander : « It [applied economics] relates the lessons learned in positive economics to the normative goals determined in normative economics. » (Colander [1992], p. 192). Dans son commentaire, Fontaine (1992) voit ainsi – et à tort – un rapprochement entre les conceptions de Keynes et de Walras. Sur l'économie appliquée de Walras, voir Lallement (2000), Akhabar et Lallement (2011).

<sup>109</sup> Ainsi, Malinvaud oppose la recherche théorique et l'application, où il est possible de combiner différentes approches pour rendre compte des phénomènes économiques concrets (Malinvaud [1992c, 1989a]).

<sup>110</sup> Pour Colander (1992), l'*Art* a disparu de la surface en macroéconomie ; la faute en revient à Friedman (1953) d'avoir rabattu cette notion sur celle d'économie positive. Toutefois, à la lumière des considérations de Malinvaud sur l'épistémologie de la macroéconomie, cette interprétation apparaît largement erronée. En effet, la macroéconomie a continué de relever de l'*Art* (économie appliquée) jusqu'au milieu des années 1980 ; elle ne s'efface au profit de l'économie « positive » que par la suite, sous l'influence de la NEC.

<sup>111</sup> Il indique, par exemple, qu'une histoire de la comptabilité nationale doit parvenir à restituer cette multiplicité des contraintes : « Si l'on suit cette voie, on est amené à rappeler les évolutions de la théorie économique, des principes inspirant la politique économique, des pratiques administratives dans les entreprises et les collectivités publiques, enfin des systèmes statistiques. La méthodologie ainsi présentée doit expliquer en quoi et jusqu'à quel

économétrique. Aussi ce rôle intermédiaire constitue le déterminant essentiel de l'autonomie de la macroéconomie au sein de la discipline, la condamnant à adopter une méthodologie particulière que Malinvaud n'a aucune honte à qualifier d'« éclectique » :

« A philosopher would probably say that methodological eclecticism is not a respectable position because it is too easy. I accept this, or rather I should say that such an eclecticism requires lucidity and discipline because it is exposed to the risk of permitting sloppy or even perverse practices. [...] Overall, this progress goes along with those of rigor and ethics in our non-experimental science. » (Malinvaud [2001b], p. 10)

Qu'est-ce que la macroéconomie pour Edmond Malinvaud ? Loin de partager « l'ambition d'une microéconomie générale », contenue dans le programme de la NEC, il considère que la macroéconomie a plutôt vocation à dépasser les limites respectives des méthodes déductives et inductives. A ce niveau, la conception de Malinvaud s'articule déjà complètement avec la méthodologie macro-économétrique, dont il défend les avantages tout en identifiant les limites, en particulier la variabilité des phénomènes. Aussi considère-t-il essentiellement la recherche des micro-fondements de la macroéconomie (le programme dit « d'équilibre général ») comme un moyen de contourner cet obstacle, manifeste dans les années 1970, afin de faire progresser la modélisation macro-économétrique. La perspective dans laquelle Malinvaud appréhende cette recherche des micro-fondements de la macroéconomie est « inversée » par rapport au programme « réductionniste » de la NEC (Hoover [2001, 2012]), en ce sens qu'elle vise essentiellement à adapter la théorie microéconomique à la macroéconomie. Dans le même temps, il ne considère pas que les résultats issus de cette recherche (y compris les siens) puissent être directement utiles et/ou pertinents en macroéconomie, car ceux-ci doivent encore se conformer aux conditions d'application particulières prévalant en macroéconomie. Un ensemble de conditions qui lui confèrent son autonomie au sein de la discipline et qui se trouvent justifiées, en dernière analyse, par le fait que la macroéconomie relève de la science appliquée ou de l'Art (au sens de J.N. Keynes).

---

point les théories déterminent les méthodes et les programmes de la comptabilité nationale. Elle doit faire apparaître les contradictions inhérentes à l'idée d'un cadre synthétique unique, idée certes fort valable mais confrontée à la multiplicité des objectifs à servir ; la multiplicité est d'autant plus grave qu'elle concerne non seulement les objectifs de l'analyse macroéconomique, mais aussi ceux des gestionnaires privés et publics, pour lesquels les comptabilités des entreprises et des administrations sont d'abord établies. » (Malinvaud [1996a], p. 445). De ce point de vue, une histoire de l'économie appliquée semble en effet davantage relever d'une histoire externaliste de la science économique (Akkhabar [2006]).

Ainsi, ce chapitre permet-il de répondre plus clairement à la question posée, en introduction générale, et qui nous occupe depuis le chapitre précédent : (i) est-ce que la recherche des fondements microéconomiques est directement responsable des transformations récentes de la macroéconomie ? A cet égard, si les critiques adressées par Malinvaud à la NEC permettaient déjà d'en douter, l'examen de sa conception de la macroéconomie a fini de nous convaincre que la recherche des micro-fondements de la macroéconomie n'est pas le responsable direct des transformations de la macroéconomie. Dit autrement, ce n'est pas cette recherche en soi qui en est la cause, mais le fait que la profession se soit massivement ralliée au programme de recherches « réductionniste » de la NEC. En suivant l'un des deux autres programmes de recherches des micro-fondements de la macroéconomie existants dans les années 1970-1980 (Hoover [2012]), *i.e.* le programme « d'équilibre général » (Malinvaud) ou « d'agrégation » (Klein), la macroéconomie aurait suivi une toute autre trajectoire. D'autant plus que, en suivant la perspective et la conception de la macroéconomie défendue par Malinvaud, ces deux programmes de recherche apparaissent tout à fait complémentaires<sup>112</sup>. Aussi, pour appuyer notre réponse négative à la question posée en introduction générale et pour finir d'inscrire la conception de Malinvaud dans la lignée de la « synthèse néoclassique », mentionnons que Rotschild (1988) conclut sa discussion méthodologique en évoquant le cas d'économistes, dont l'inspiration keynésienne ne saurait être mise en doute (N. Kaldor, F. Hahn et R. Solow), qui auraient de même manifesté leur désir de préciser les fondements microéconomiques de la théorie macroéconomique (keynésienne):

« That attempts in this direction could only be an advantage can hardly be denied. That Keynes did not pay sufficient attention to this question is a criticism which is also advanced by economists who are by no means hostile to the Keynesian approach. See, for example, Kaldor, Hahn and Solow at the Keynes Centenary Conference in Cambridge (Worswick and Trevithick [1983]). » (Rotschild [1988], p. 20)

---

<sup>112</sup> Signalons d'ailleurs combien cette conception de Malinvaud est proche de celle de Klein (1979).

Dans la première partie, nous avons vu en quoi les recherches théoriques de Malinvaud (comme l'approche non-walrasienne), participant à la recherche des micro-fondements de la macroéconomie, pouvaient être considérées comme ayant contribué à l'affaiblissement du « consensus keynésien » dans les années 1970-1980. A l'inverse, cette deuxième partie permet de réviser cette conclusion, en présentant la démarche de Malinvaud comme celle d'un économiste davantage inspiré par le keynésianisme de la « synthèse néoclassique ». En effet, il apparaît d'abord que ses recherches en théorie macroéconomique ont été toutes orientées vers l'application économétrique. Ainsi, sa démarche a eu pour objectif de rationaliser l'évolution (autonome) de la modélisation macro-économétrique dans les années 1970, en en justifiant les fondements théoriques autant qu'en cherchant à en faire progresser la pratique par l'élaboration de nouvelles spécifications (*cf.* chapitre 4). Ensuite, à l'instar des autres économistes de la « synthèse néoclassique », il apparaît qu'Edmond Malinvaud s'est violemment opposé à l'essor de la NEC à partir du début des années 1980. Toutefois, ses critiques se distinguent par leur caractère multi-dimensionnel : celles-ci embrassent des aspects théoriques et empiriques, mais encore des aspects méthodologiques et épistémologiques (*cf.* chapitre 5). Loin de constituer une opposition de façade, l'examen de la conception de la macroéconomie de Malinvaud finit de montrer en quoi celui-ci est en tous points opposé à la NEC et son programme « réductionniste ». S'il défend l'intérêt d'une recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie, celle-ci n'a pas pour lui vocation à substituer la théorie microéconomique à la théorie macroéconomique. A l'inverse, celle-ci est tenue de respecter la condition suivante : *pas de macroéconomie sans fondements microéconomiques, pas de fondements microéconomiques sans autonomie de la macroéconomie*. L'autonomie de la macroéconomie résultant, pour Edmond Malinvaud, du fait qu'elle relève de la science appliquée (*cf.* chapitre 6).

### **Partie III : De l'incertitude épistémologique de la profession aux enjeux de l'expertise économique pour la discipline, une tentative de rationalisation de l'histoire récente de la macroéconomie**

A plusieurs égards, l'année 1987 constitue un tournant dans la carrière d'Edmond Malinvaud. Retraité de l'administration française, il met d'abord un terme à ses années à la direction générale de l'INSEE. Immédiatement nommé au Collège de France (1987-1993), à la chaire d'« Analyse d'économie », il a ensuite l'occasion – pour la première fois de sa carrière – de ne se consacrer qu'à ses recherches académiques. Enfin, à partir de cette année, Malinvaud donne une orientation nouvelle à ses écrits sur la macroéconomie, qui sont désormais animées d'une dimension plus rétrospective, mais également plus réflexive. Toutefois, la portée de ces écrits ne se laisse pas saisir facilement<sup>1</sup> : une fois surmontées les difficultés propres à la dispersion matérielle de ce corpus<sup>2</sup>, un second obstacle vient s'opposer à leur analyse. A côté des écrits dont la visée est proprement réflexive, ce corpus apparaît d'emblée marquée par sa forte hétérogénéité – conséquence de tous les thèmes qu'Edmond Malinvaud aborde dans ses considérations rétrospectives. S'y trouve ainsi divers éléments : des analyses prospectives sur l'avenir de la science économique ; des justifications de ses choix scientifiques et de ses choix de carrière<sup>3</sup> ; des jugements sur la déontologie scientifique ; des développements sur les enjeux et le rôle de l'expertise économique ; un témoignage sur l'évolution historique de la discipline depuis la Seconde Guerre mondiale ; *etc.*

Si l'intérêt de pareilles considérations rétrospectives n'est pas systématique pour l'histoire, du fait qu'elles relèvent bien souvent de l'anecdote ou de l'« illusion biographique » (Bourdieu [1986]), cela n'est pas le cas des écrits de Malinvaud. A cet égard, rappelons que l'intérêt de ses écrits se justifie, entre autres, par sa trajectoire particulière au sein de la discipline (*cf.*

---

<sup>1</sup> Justifiant, à nouveau, d'employer notre méthode de « reconstruction logique » (*cf.* Introduction générale) pour les deux premiers chapitres de cette troisième partie.

<sup>2</sup> A l'inverse des économistes qui se sont jadis livrés à la réflexion sur la méthodologie économique, un premier élément distingue la démarche de Malinvaud : celui-ci n'a jamais donné de présentation systématique à ses écrits méthodologiques (sinon Malinvaud [1991c]). Ainsi, ce corpus rassemble des textes dont le support est variable : articles pour des revues scientifiques, interviews, communications orales, cours au Collège de France, articles de presse, commentaires d'ouvrage, *etc.*

<sup>3</sup> Ainsi tient-il à justifier, entre autres, son association avec A. Abramovitz (Malinvaud et *al.* [1972]), pourtant plus proche des méthodes de NBER que celles de la *Cowles* ; son intervention tardive dans le domaine de la macroéconomie ; son désintérêt parallèle pour la microéconomie ; l'intérêt pour lui d'avoir mené une double carrière institutionnelle et scientifique (Malinvaud [1997c, 2001b, 2003]).

Introduction générale). Ainsi, l'intérêt de ses considérations rétrospectives repose sur le fait que ce dernier a assisté et/ou participé à plusieurs des événements scientifiques les plus marquants de l'histoire récente de la discipline : la montée de l'économie mathématique, la construction de la comptabilité nationale et des systèmes statistiques, la planification en France et le rôle de l'expertise économique, le succès du keynésianisme après la Seconde Guerre mondiale et son déclin à partir des années 1970, ou encore la *Cowles Commission* et le développement de la modélisation macro-économétrique. Sur ce dernier point, les écrits rétrospectifs de Malinvaud enferment une foule de détails et de commentaires forts intéressants pour l'histoire de l'économétrie<sup>4</sup>. Pour cette troisième partie, nous avons cependant privilégié l'examen des thèmes, qui sont les plus directement pertinents pour expliquer l'histoire récente de la macroéconomie.

Ainsi, nous commençons par examiner le « tournant réflexif » d'Edmond Malinvaud, à partir de la fin des années 1980. Dans l'objectif de rationaliser l'histoire récente de la macroéconomie – qu'il ne s'explique pas –, ce dernier s'engage plus systématiquement sur le terrain de la méthodologie économique. Cette réflexion aboutit à une impasse : en l'absence d'un critère rationnel pour hiérarchiser les propositions en macroéconomie, cette discipline est condamnée à évoluer de manière indéterminée, sous la pression de facteurs déstabilisants, tels que des « effets de mode » (*cf.* chapitre 7). Nous analysons ensuite un effet déstabilisant, qu'E. Malinvaud ne qualifie pas comme tel mais à propos duquel il s'exprime abondamment : l'expertise économique. De ses écrits sur ce thème se dégage le caractère fonctionnel de la relation qui lie la discipline à l'expertise, au sens où la macroéconomie y trouve : des objectifs de recherche, une sanction externe et les conditions de sa propre cumulativité. Toutefois, ce modèle suggéré par Malinvaud ne parvient pas à rendre compte de l'histoire récente de la macroéconomie, car il est statique et situé historiquement. (*cf.* chapitre 8). L'enjeu devient alors de tirer toutes les conséquences des considérations d'Edmond Malinvaud, notamment en dynamisant son schéma des relations entre science et expertise. En résulte une tentative de rationalisation de l'histoire récente de la macroéconomie, où les raisons expliquant l'échec de la théorie du « déséquilibre » et le succès de la NEC se révèlent symétriques (*cf.* chapitre 9).

---

<sup>4</sup> Sur ce thème, Edmond Malinvaud (1988d, 1997b, 2007a, 2007b) développe des considérations que nous n'avons ni développé ni approfondi dans cette thèse, mais qui pourraient se révéler fort utiles pour l'histoire de l'économétrie. Un domaine dans lequel ce dernier se montre, par ailleurs, fort bien documenté (Morgan [1990], Bodkin et al. [1991], Bjerkholt [1995], Hendry et Morgan [1995], Boianovsky et Trautwein [2007]).

## **Chapitre 7 : A la recherche des fondements rationnels de l'évolution de la discipline ou le « tournant réflexif » d'Edmond Malinvaud**

A partir de la fin des années 1980, Edmond Malinvaud engage une réflexion épistémologique plus systématique. L'emploi du terme « systématique » étant justifié ici par le fait que ses écrits antérieurs étaient certes déjà emprunts d'une certaine dimension épistémologique<sup>5</sup>, mais que celle-ci était restée trop embryonnaire et/ou fortuite pour qu'en soit extraite la cohérence globale. Par contraste, les publications postérieures de Malinvaud exhibent un contenu plus explicitement méthodologique et la volonté plus nette de questionner les fondements de la connaissance économique. Ainsi, dès sa leçon inaugurale au Collège de France, Edmond Malinvaud (1988c) fait d'emblée savoir son intérêt pour la méthodologie économique et annonce que ceci constituera son thème de recherche privilégié dans les années à venir. S'il n'y consacre finalement que deux années dans ses cours au Collège de France (1988-1990)<sup>6</sup>, publiés sous l'intitulé *Voies de la recherche macroéconomique* (Malinvaud [1991c]), son intérêt pour l'épistémologie<sup>7</sup> n'en disparaît pas pour autant. En effet, en plus de prolonger sa réflexion méthodologique dans des articles ultérieurs (*cf.* bibliographie), il n'hésite pas à renseigner sur sa page personnelle du CREST<sup>8</sup> que la « Méthodologie de la science économique » constitue l'un de ses thèmes de recherches privilégiés du moment<sup>9</sup>.

La constance de l'intérêt d'Edmond Malinvaud pour la méthodologie économique sur la période s'explique, dans un premier temps, par l'ambition qui l'anime et qui constitue sa

---

<sup>5</sup> Entre autres, nous pouvons citer ici Malinvaud (1963, 1973, 1976, 1977a, 1977b).

<sup>6</sup> Par la suite (1990-1993), les séminaires de Malinvaud ont porté sur les développements de la théorie de l'équilibre général depuis les années 1970, publiés sous l'intitulé *Equilibre général dans les économies de marché : l'apport des recherches récentes* (Malinvaud [1993b]). A l'issue de l'année 1993, Malinvaud quitte sa chair d'Analyse économique pour devenir professeur honoraire du Collège de France ; où il n'aura enseigné effectivement que six années (1988-1993). La raison la plus vraisemblable à son désistement tient à ce qu'il ait décidé voulu se consacrer exclusivement à ses nouvelles responsabilités de président de l'Académie Pontificale des Sciences Sociales (1994-2004).

<sup>7</sup> Il convient de souligner ici que l'intérêt d'Edmond Malinvaud pour l'épistémologie n'est pas sans rapport avec le regain d'intérêt plus général dont cette dernière a bénéficié à l'époque au sein de la profession. Un regain d'intérêt que Malinvaud ([1991c], p. 9-10, note 1) induit de la publication successive de trois ouvrages sur ce thème en France (Schmidt [1985] ; Mingat *et al.* [1985] ; Prou et Walliser [1988]) ainsi que de la création de la revue *Economics and Philosophy* (1985) qui accorde une large place à la méthodologie économique.

<sup>8</sup> Centre de Recherche en Economie et en Statistique de l'INSEE, où Malinvaud obtient un bureau en 1993, après avoir quitté le Collège de France. Sa page personnelle sur le site du CREST, actualisée pour la dernière fois en 2008, existe encore et est disponible à l'adresse URL suivante : <http://www.crest.fr/ses.php?user=3002>. Le second thème de recherche qu'il mentionne est : « Etude théorique et empirique de la macroéconomie ».

<sup>9</sup> Ceci bien qu'il le justifie de la plus curieuse des manières : « A mon âge, l'effort vise à dégager des conclusions significatives plutôt qu'à apporter des résultats nouveaux ».

motivation initiale. En effet, il s'agit pour lui de comprendre « les échecs des économistes » à conseiller efficacement les responsables de la politique économique. Par cette expression, Malinvaud (1990d, 1990e) entend rappeler à la profession le souvenir de ses défaillances, passées et présentes, qu'il énumère d'ailleurs sans complexe. Ainsi souligne-t-il l'incapacité la discipline à : 1°) répondre aux désordres économiques mondiaux des années 1970 ; 2°) adapter les économies européennes aux conditions nouvelles de l'ordre mondial apparues par la suite ; 3°) résorber le chômage de masse<sup>10</sup> depuis vingt ans ; 4°) remédier au sous-développement<sup>11</sup> (Malinvaud [1987d, 1990d]). Selon lui, toutes ces défaillances expliquent le discrédit dont la science économique est désormais l'objet :

« [...] nous vivons aujourd'hui une époque de doute des opinions publiques quant à la capacité des économistes à conseiller utilement les pouvoirs publics et autres décideurs. Nous devons nous interroger sur les raisons de ces doutes, afin de savoir y répondre dans les meilleures conditions. La raison la plus immédiate et la plus évidente réside dans ce que l'on doit bien appeler les échecs des économistes [...]. » (Malinvaud [1990d], p. 119)

Après avoir imputé ce scepticisme de l'opinion publique aux « échecs des économistes », Edmond Malinvaud (1990d, 1991c) suggère que ces échecs sont principalement dus aux lacunes de la connaissance « objective »<sup>12</sup>. Par conséquent, le choix de se tourner vers la méthodologie économique ne traduirait que sa volonté de mieux comprendre l'origine des lacunes de la connaissance en économie. Toutefois, cette insertion dans le champ de la méthodologie économique n'est pas complètement désintéressée, car Edmond Malinvaud (1990b, 1991c, 2001a, 2001c) a également une « stratégie de recherche » à défendre. Aussi faut-il voir dans sa réflexion méthodologique la tentative de démontrer en quoi la conception de la macroéconomie qu'il défend (*cf.* chapitre 6) constitue l'une des meilleures réponses possibles, sachant les lacunes inévitables de la connaissance. D'où la difficulté d'appréhender les écrits méthodologiques de Malinvaud qui relèvent confusément d'une double intention, à

---

<sup>10</sup> Cette question prend évidemment, chez Malinvaud, une tournure plus personnelle : « Pour conseiller en vue de la lutte contre le chômage dont le taux montait en France, je n'ai personnellement pas su trouver les meilleures solutions. [...] mon raisonnement avait trop courte vue ; il pêchait par optimisme quant à la compétitivité de notre pays, quant aux bonnes fortunes dont il tirerait bénéfice, quant à la faculté de notre corps social à accepter à temps les mesures de rigueur qui s'imposaient et qui eussent été moins sévères si elles étaient intervenues plus tôt. » (Malinvaud [1990d], p. 119).

<sup>11</sup> Sur ce point, Malinvaud s'autorise un jugement extérieurs car il s'agit d'une sous-discipline à laquelle il n'a jamais participé activement. Sa critique n'en est pas pour autant dénuée de tous fondements : « Je suis resté presque silencieux dans ma vie professionnelle sur les problèmes du sous-développement. Je ne me sens donc pas directement responsable de ce qui se passe en Afrique, dans notre sphère d'influence principale. Mais j'estime que la misère y est parfois due en partie à des idées fausses acquises au Quartier Latin et je crois constater que les pays qui s'en sortent le moins mal sont souvent aussi ceux qui ont le moins suivi les conseils d'économistes universitaires à la collectivité desquels j'appartiens ». (Malinvaud [1990d], p. 119-120)

<sup>12</sup> Pour la définition de ce terme, voir : *supra*.



la fois défensive<sup>13</sup> et réflexive<sup>14</sup>. Cette remarque étant faite, il nous faut justifier le parti-pris d'avoir traité isolément l'intention réflexive des écrits méthodologiques de Malinvaud dans ce chapitre. La première raison tient à ce que la stratégie de recherche défendue par ce dernier a déjà été suffisamment discutée dans la partie précédente (*cf.* chapitre 6). La deuxième raison, plus fondamentale, a trait à notre conviction que l'intention réflexive de Malinvaud mérite d'être prise au sérieux et considérée en elle-même. En premier lieu, parce que ce dernier n'a pas hésité à mettre ses convictions à l'épreuve en consultant des ouvrages classiques pour en méthodologie économique. Ainsi, il est original de voir un économiste contemporain de renom se situer de manière systématique par rapport à des auteurs tels que Marc Blaug (1980), John S. Mill (1836), Daniel Hausman (1992), Karl Popper (1935, 1972), Milton Friedman (1953), Imre Lakatos (1978), Thomas Kuhn (1962) ou encore Deirde McCloskey (1985)<sup>15</sup>. Ensuite parce que, progressivement, Edmond Malinvaud a été conduit à relativiser certaines ses convictions initiales, jusqu'à tirer des conclusions pour le moins inattendues quant à la scientificité de l'économie. Des conclusions qui tendent à le rapprocher des positions hétérodoxes, comme Robert Boyer n'a pas manqué de le souligner<sup>16</sup> :

« C'est un travers que dénonce Edmond Malinvaud (1996) qui dans ses analyses les plus récentes rejoint nombre de conclusions traditionnellement attribuées à l'hétérodoxie. » (Boyer [1998], p. 33, note 8)

Des conclusions qui culminent dans un de ses articles, au ton intentionnellement polémique : « Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes ? » (Malinvaud [1996b]). Dans cet article, combinant arguments précis et mots choisis, Malinvaud crée un effet d'une rare intensité en donnant l'impression d'une mise en cause radicale des fondements de la science

---

<sup>13</sup> Dans le plus pur style *old fashion* de la méthodologie économique, où les débats de méthode en économie étaient essentiellement animés par les économistes eux-mêmes, dont les prises de position tournent à la défense *pro do modo* d'une méthodologie particulière (Mill [1836], Robbins [1932], Friedman [1953], *etc.*). Cette dimension défensive s'observe en plusieurs endroits des écrits de Malinvaud, de sorte qu'il faille se reporter au chapitre 6 de cette thèse pour saisir la signification d'assertions telles que : « Persuasive tests would require all these relations to be individually confronted with observation. This would lead back to the *step-by-step methodology*, which I am advocating as the only one that can give to economics the status of an objective science. I prefer to see theses [les résultats de l'économie mathématique] as providing useful conjectures at an exploratory stage, or rather useful references for the precise specification of sets of conjuncture dealing with the issues on which they focus attention. » (Malinvaud [1990f], p. 18; *nous soulignons*)

<sup>14</sup> A nouveau, nous avons employé notre méthode de « reconstruction logique » (*cf.* Introduction générale).

<sup>15</sup> Afin d'illustrer cet intérêt systématique pour la méthodologie économique, il convient encore de signaler que Malinvaud (1991c, 1996b) fait quelques références discrètes à Mirowski (1989) ou à la philosophie de la déconstruction et va encore jusqu'à prendre le temps de lire et de recenser l'ouvrage volumineux de Morgan (1990) consacrée à l'histoire de l'économétrie (Malinvaud [1991f]).

<sup>16</sup> R. Boyer (1998, 2003) n'est pas le seul à l'avoir remarqué. A ce sujet, signalons que le mouvement « Autisme-Economie » a ajouté des extraits de Malinvaud (1996b) dans sa rubrique « Eux-mêmes le disent !! » (Voir en ligne : [www.autisme-economie.org/article32.html](http://www.autisme-economie.org/article32.html)).

économique. Il y dénonce successivement la fâcheuse tendance des économistes à mimer les sciences naturelles ; le dogmatisme et la défaillance déontologique ; l'usage excessif des mathématiques ; *etc.* Pour ensuite revaloriser le rôle des « inférences interprétatives », si fréquentes au temps où l'économie était essentiellement littéraire et que la domination de l'économie mathématique a fini par reléguer au second plan<sup>17</sup>. Autant de critiques portées de longue date par les économistes hétérodoxes et qui, parce qu'elles se retrouvent sous la plume de Malinvaud, suffisent à créer un effet de surprise au sein de la profession. Un effet de surprise dont Lordon (1997) se fait d'ailleurs le témoin, en procédant à l'analyse de ce qui se joue dans cet article par une double mise en perspective, historique et sociologique<sup>18</sup> :

« Le propos pourrait être anodin s'il provenait d'une des habituelles minorités contestataires ; il prend une tout autre portée de la part de l'inspirateur de ce qu'on pourrait appeler l'école française d'économie mathématisée. » (Lordon [1997], p. 27)

« Mais c'est l'existence même de cet accord, par l'ampleur de la surprise qu'il a suscitée, qui fait la raison d'être de ce travail consacré à une contribution qui déplace les lignes et brouille les divisions établies. Il est tout de même singulier qu'un texte du fondateur de l'école française d'économie mathématisée puisse ainsi être endossé en presque totalité par des minoritaires hétérodoxes auxquels la logique du champ n'a jusqu'ici cessé de l'opposer. » (Lordon [1997], p. 35)

Afin de déceler cet effet de surprise, ce chapitre commence par expliciter la seconde raison (en plus de sa volonté de comprendre les lacunes de la connaissance objective) qui a motivé Malinvaud à engager une réflexion méthodologique sur la science économique. Plus que le

---

<sup>17</sup> Ainsi : « J'ai aussi le sentiment que nous devrions explicitement reconnaître de nouveau la valeur de ce que j'appelle inférences interprétatives, pour faire court. Je veux dire par là des assertions non formalisées, suggérées par l'examen de l'histoire économique, des événements économiques contemporains, d'activités économiques particulières, voire des résultats de parties de la recherche économique ; plus précisément, je me réfère à ces assertions qui visent à une validité plus large que les cas examinés, mais dont le domaine exact de validité n'est pas indiqué. Au temps de l'économie littéraire, l'enseignement était fait, presque entièrement, d'inférences interprétatives. » (Malinvaud [1996b], p. 940)

<sup>18</sup> L'analyse de Lordon (1997) a le mérite de « faire parler » le texte de Malinvaud (1996b), en donnant à voir les ressorts textuels et extra-textuels qui lui confèrent son efficacité : effets de style ; emploi du « je » ; mobilisation d'un ensemble de ressources symboliques ; arguments d'autorité ; interpellations sommatives de la communauté des économistes ; notations biographiques ; *etc.* De cette manière, en s'attachant essentiellement à dégager les mécanismes narratifs sous-jacents à l'intervention de Malinvaud (1996b), Lordon (1997) entend extraire la raison qui permet de faire passer sa critique ordinaire (au sens où celle-ci est ancienne pour l'hétérodoxie) au rang d'événement extraordinaire. Avant de souligner la nature paradoxale du fonctionnement du champ universitaire, l'intervention de Malinvaud (1996b) puisant son efficacité dans les dispositions structurales que la discipline lui a conférées et qui continuent de jouer à plein alors même que le propos se retourne contre elle. Puis de conclure : « On peut ainsi penser qu'il existe dans le champ quelques positions rares réservées à ceux qui, couverts des consécration auxquelles ils avaient aspiré, n'ont plus rien à attendre de l'institution et peuvent se permettre de (re)nouer avec elle un rapport moins contraint. En l'espèce, Edmond Malinvaud cumule les autorisations de la consécration, en venant occuper la position structurale du vieux sage libéré des conventions comme des commandements ordinaires du maintien, et la légitimité du père fondateur à qui l'on ne saurait dénier le droit de critique d'un programme de recherche qu'il a lui-même porté sur les fonts baptismaux. » (Lordon [1997], p. 29)

désir de comprendre les « échecs des économistes », l'échec de la théorie non-walrasienne en macroéconomie (et le succès symétrique de la NEC) constitue un événement d'autant plus traumatique qu'il n'en comprend pas les raisons (I). Partant de l'idée que la science économique est tenue à une forte exigence d'« objectivité », laquelle lui confère son unité et sa spécificité (par rapport aux autres sciences sociales), la réflexion épistémologique d'Edmond Malinvaud aboutit à reconnaître la macroéconomie comme unique branche « positive » de la discipline (II). Cependant, face au constat de l'inefficacité de l'économétrie à trancher entre hypothèses et/ou théories concurrentes, il conclut à la nécessité de reconsidérer le critère poppérien pour rationaliser le développement de la macroéconomie (III). Loin de vouloir abandonner la perspective d'une connaissance cumulative, Malinvaud envisage alors que celle-ci puisse être justifiée par le consensus entre pairs. Mais ce critère se révèle rapidement une condition nécessaire mais non-suffisante pour fonder l'objectivité de la connaissance en macroéconomie (IV). Entre autres explications de cette insuffisance, il insiste sur les nombreux écarts à la déontologie dont se rendent coupables les chercheurs qui, en biaisant l'appréciation des pairs, compliquent l'accumulation de la connaissance. Enfin, Edmond Malinvaud déplore la forte sensibilité des chercheurs aux « effets de mode » qu'il tend à présenter comme la raison suffisante expliquant l'évolution des paradigmes dominants en macroéconomie – de même qu'elle expliquerait les trajectoires croisées des approches non-walrasienne et de la NEC (V).

## **I. Edmond Malinvaud face à l'échec de la théorie non-walrasienne**

Dans la première moitié des années 1980, la plupart des membres de l'« Ecole française du déséquilibre » anticipent l'échec de la théorie non-walrasienne en macroéconomie, en prenant acte du discrédit (sinon du mépris) dont celle-ci a rapidement fait l'objet aux Etats-Unis. A l'inverse, Edmond Malinvaud prend plus tardivement conscience de cet échec ; par ailleurs, sa réaction est plus singulière, en ce qu'il oscille entre incrédulité et déni.

## 1.1. Chronique d'un échec

Le discrédit de la théorie non-walrasienne aux Etats-Unis est enregistré très tôt, dans la première moitié des années 1980, par la plupart des membres de l'« Ecole française du déséquilibre » (Dehez [1980], Laffont [1985]). En effet, ces derniers constatent le mépris des économistes américains pour cette approche théorique, dont peu d'entre eux l'enseignent et à laquelle quasiment personne ne contribue, lui préférant l'approche Nouvelle Classique ou Nouvelle Keynésienne. Aussi l'un des indicateurs les plus évidents de l'échec de la théorie non-walrasienne dans la discipline, parce que non relayée aux Etats-Unis, réside dans l'ouvrage de Phelps et Franz (1990) qui fait l'inventaire des « écoles de pensée » en macroéconomie (Dehez [2002]). Phelps et Franz en dénombrent sept sans inclure, ni même mentionner, la théorie du déséquilibre : le keynésianisme, le monétarisme, la NEC, la NEK, l'économie de l'offre (*supply-side economics*)<sup>19</sup>, la TCR et l'approche dite « structuraliste ». Par ailleurs, les manuels de référence en macroéconomie qui sont parus à l'époque aux Etats-Unis n'y font guère allusion, sinon marginalement.

Ces indicateurs ne font toutefois qu'enregistrer l'échec de la théorie non-walrasienne en macroéconomie, de sorte qu'il nous faut repérer en amont le discrédit dont celle-ci a fait l'objet aux Etats-Unis. Ce qui n'est pas chose aisée car cette approche ne s'y est jamais véritablement implantée<sup>20</sup> : Solow ne faisant que manifester son intérêt, Barro et Grossman n'ayant pas fait école. En fait, la première manifestation d'un intérêt de la communauté des économistes américains pour l'approche non-walrasienne est tardive. A l'occasion du meeting annuel de l'*American Economic Association*, en 1979, une des sessions y est exclusivement consacrée ("Macroeconomics: An Appraisal of the Non-Market-Clearing Paradigm") et trois auteurs sont conviés à livrer leur appréciation, parmi lesquels Barro et Grossman<sup>21</sup>. Mais, par une ironie de l'histoire, c'est le moment qu'ont choisi ces derniers pour officialiser leur abandon de ce programme de recherches autant que justifier leur adhésion au programme de

---

<sup>19</sup> L'affront est d'autant plus violent que l'économie de l'offre n'est pas à proprement parler un courant de pensée académique ; nous l'évoquerons par la suite.

<sup>20</sup> De même qu'il n'y a pas eu de querelle à proprement parler entre les tenants de l'approche non-walrasienne et ceux de la NEC (cf. chapitre 5).

<sup>21</sup> Ainsi, En plus de Barro et Grossman, Howitt (1979) est également convié à livrer son appréciation de la théorie non-walrasienne ; ce dernier commençant à se faire connaître comme contribuant au projet, initié par Clower et Leijonhufvud (Clower et Howitt [1978]), de développer une approche radicalement non-walrasienne (qui aboutira aux *agent-based models*). D'une façon assez surréaliste, Howitt livre son appréciation critique de la théorie non-walrasienne (dans la ligne de Clower et Leijonhufvud) en prenant pour unique référence de cette littérature l'ouvrage, récemment paru, de Barro et Grossman (1976).

la NEC. D'une certaine façon, par ce colloque, l'approche non-walrasienne est comme morte-née aux Etats-Unis, du fait qu'il ait permis de justifier le désintérêt que lui portait la communauté des économistes. En effet : à quoi bon s'intéresser à une approche théorique dont les inspirateurs et ardents contributeurs soutiennent qu'il s'agit d'une impasse ?

Parce que leur défection a hautement contribué au discrédit de la théorie non-walrasienne aux Etats-Unis et – partant – à son échec en macroéconomie, il convient d'exposer en détails les raisons qu'ont avancées Barro (1979) et Grossman (1979a) pour justifier leur abandon. Bien que les deux justifications aient leur intérêt, il faut d'emblée souligner que la justification de Grossman (1979) est, de loin, la plus honnête. Ainsi commence-t-il par rappeler la raison principale qui l'a jusqu'alors motivé à s'engager dans le programme de recherches non-walrasien : sa conviction que le paradigme walrasien<sup>22</sup> est irréaliste. Est en particulier en cause son incapacité à rendre compte de l'évidence empirique selon laquelle l'emploi agrégé réagit aux variations de la demande agrégée. Toutefois, alors que ceci lui paraissait suffisant pour consacrer la pertinence de la théorie non-walrasienne, Grossman confesse avoir été sensible au fait qu'une telle conclusion était loin d'être partagée par la communauté des macro-économistes américains :

« This conclusion that the Walrasian Paradigm does not justice to the real world does not seem controversial. However, research in macroeconomics has witnessed persistent disagreement about the usefulness of specific non-Walrasian paradigms for modelling the determination of aggregate employment. This disagreement reflects basic differences in perceptions of the essential characteristics of the actual economy that are responsible for the non-Walrasian behaviour of aggregate employment. » (Grossman [1979a], p. 64)

Fort de ce constat<sup>23</sup>, Grossman ([1979a], p. 65) dit avoir ensuite cherché à rationaliser l'hypothèse de fixité des prix à partir de la théorie des contrats, en même temps qu'il a cherché à mieux comprendre la nature de ses désaccords avec la NEC. Et, bien que Barro (1979a) ne mentionne pas un tel constat, sa démarche semble avoir suivi une même trajectoire car celui-ci investit également la théorie des contrats (Barro [1977]). Loin de déboucher sur une rationalisation de la théorie non-walrasienne, leur approfondissement de la théorie des contrats finit au contraire par les convaincre du caractère *ad hoc* de la théorie non-walrasienne. Ainsi Barro (1979) justifie-t-il sa défection par l'impossibilité de justifier la rigidité des prix

---

<sup>22</sup> Puis Grossman ([1979a], p. 64-65) de revenir sur ses contributions passées à la théorie non-walrasienne.

<sup>23</sup> Qu'il dresse vers le milieu des années 1970, selon toute vraisemblance. Deux raisons semblent en attester ; la première étant que Barro et Grossman (1976) déploreraient déjà le manque de fondements microéconomiques à l'hypothèse de rigidité des prix. La seconde étant que les articles subséquents de Grossman (1978, 1979b) ont cherché à rationaliser cette dernière hypothèse à partir de la théorie des contrats implicites.

par l'hypothèse de contrats de long terme (Barro [1977]). En particulier, celle-ci ne permet pas d'expliquer pourquoi les agents échouent à faire progresser l'emploi dans le cas keynésien alors que ces derniers y ont communément intérêt :

« Further consideration of the contracting model suggests that its rationale for sticky wages and prices – as far as it goes – does not explain the key features of Keynesian analysis with regard to the determination of employment and output. For example, long-term labor agreements do not imply a failure of employment to increase when all parties to the agreements that they could be made better off by such a change. » (Barro [1979], p. 54)

De là son rejet du concept de « chômage involontaire », car si toutes les parties contractantes perçoivent que le produit marginal du travail en excède la rémunération (c'est-à-dire la valeur marginale), il n'y a pas de raisons à ce que la production (et donc l'emploi) ne s'accroît pas ; sinon que les firmes y font obstacle. Or, selon Barro (1979, 1980), rien dans la littérature existante ne permet d'expliquer un tel comportement des firmes : que ce soit par l'information imparfaite (et/ou l'incertitude), le coût de la mobilité des facteurs et/ou de transaction, ou encore le pouvoir de monopole<sup>24</sup>. Plus généralement, mais également plus étonnamment, Barro (1979) en vient à faire état de son insatisfaction vis-à-vis de l'absence d'un véritable cadre d'équilibre général en macroéconomie non-walrasienne :

« Modern courses in macroeconomics utilize price theory to a considerable extent. However, these “micro foundations” are usually limited to the formulation of sectoral supply and demand functions, rather than to the analysis of “general equilibrium”. [...], the serious problem with non-market-clearing-type models are not in the characterization of supply and demand, but rather in the neglect of the other branch of price theory: namely, supply equals demand. Supply not equal to demand as a basis for quantity determination in non-market-clearing models is not on the same analytical level as supply equals demand. The latter mechanism implies that – at least in a direct sense – the private market manages to exhaust trades that are to the perceived mutual advantage of the exchanging parties. » (Barro [1979], p. 56)

Par ailleurs, la reconnaissance du caractère *ad hoc* de la théorie non-walrasienne, comme de ses extensions dynamiques, conduit Barro (1979) et Grossman (1979a) à la conviction que son intérêt ne réside que dans sa capacité à décrire les implications microéconomiques (*i.e.* micro-fondées) de la fixité des prix et des salaires. Ce qui en réduit grandement la généralité et la portée pratique, de sorte que les deux auteurs concluent qu'un tel modèle est finalement plus utile pour décrire la réalité des économies planifiées<sup>25</sup> (sinon des économies soumises à

---

<sup>24</sup> Sur ce point, la mauvaise foi de Barro est évidente car ces éléments ont tous été mobilisés par les théoriciens non-walrasiens, notamment par Malinvaud (*cf.* chapitre 3).

<sup>25</sup> Ceci est surtout mis en avant par Grossman (1979a). A ce titre, Grossman ne semble pas avoir pris l'entière mesure du développement de la littérature sur ce thème (*cf.* chapitre 3) car il ne cite qu'un article de Howard (1976) ; celui-ci ayant cherché à appliquer empiriquement le modèle Barro-Grossman (1971) au cas de l'URSS.

restrictions légales sur les prix) que celle des économies de marché capitaliste. Tirant toutes les conséquences de ce constat, Barro (1979) en vient à contester que l'idée que la rigidité des prix et des salaires puisse, à elle seule, suffire à justifier les bienfaits d'une intervention publique<sup>26</sup>. En bref, l'efficacité des politiques économiques pour remédier aux fluctuations résultant de chocs exogènes (crise pétrolière, crise agricole, *etc.*) reste à démontrer ; et ceci pour toutes les variables à disposition du gouvernement : le budget, l'émission monétaire mais également les prix<sup>27</sup>. Autant d'instruments de politique économique dont Barro avait jadis justifié l'emploi, mais vis-à-vis desquels il se montre désormais plus sceptique – un scepticisme qu'il exprime avec l'arrogance des résistants de la dernière heure :

« I do not see how to construct an economic analysis of private sector allocation that would imply that the necessary and difficult private adjustments to this type of real – unexpected, but presumably perceived – disturbance would be assisted by an increase in the quantity of money (I also do not see how this policy response would be called for on grounds of income distribution). The observation that a monetary expansion might be helpful in models where some prices are arbitrary held fixed does not seem illuminating. » (Barro [1979], p. 55)

Pour autant, les insuffisances du paradigme non-walrasien ne valent pas démonstration de la plus grande pertinence du paradigme alternatif (*i.e.* le paradigme lucasien), il reste à préciser les raisons pour lesquelles Barro et Grossman ont procédé à un tel ralliement. Il semble que ces derniers, après avoir conclu à sa faible portée théorique et pratique, se soient convaincus de la proximité de l'approche non-walrasienne avec celle défendue par la NEC. Ainsi, Grossman (1979a) soutient-il d'emblée que le « paradigme de l'information incomplète »<sup>28</sup> (*i.e.* le paradigme lucasien) fournit une explication alternative de la relation causale observée entre les variables agrégées de la demande et de l'emploi. De même, Barro (1979) fait valoir que l'approche NEC, parce qu'elle a pour objectif d'expliquer les fluctuations macroéconomiques, permet tout autant de rendre compte d'allocations sous-optimales. A cette

---

<sup>26</sup> Barro ([1979], p. 55) va en fait plus loin en affirmant que, si l'incertitude ou les coûts de mobilité des facteurs soit une raison justifiant que l'allocation privé des ressources puisse être perturbée, celle-ci n'implique pas que le gouvernement soit capable d'y remédier plus efficacement que le secteur privé. Aussi faut-il voir dans cette affirmation le fait que Barro, à la fin des années 1970, a fait complètement sienne l'approche de la NEC.

<sup>27</sup> Barro ([1979], p. 55) torpille en particulier la faisabilité de la politique des revenus, du moins sous la forme qui a été envisagé aux Etats-Unis (*Tax-based Incomes Policy*) par quelques économistes keynésiens (en particulier, Seidman et Weintraub). Comme dans les années 1960 en France, une telle politique économique prévoyait d'étendre le domaine d'intervention directe de l'Etat à la formation des revenus des agents *via* la réglementation des prix (*cf.* chapitre 3).

<sup>28</sup> Paradigme que Grossman ([1979a], p. 65-66) se représente comme étant composé de trois histoires (*stories*) mutuellement compatibles : Friedman (1968), Lucas et Rapping (1969) et Mortensen (1970). Dans ces trois cas, l'information incomplète des agents est la raison suffisante expliquant leur incapacité à réaliser des transactions mutuellement avantageuses. Ce faisant, à la différence de Barro (1979), Grossman (1979a) n'omet pas de signaler que Hahn (1978) et Neigishi (1977) sont susceptibles de former la base d'un « paradigme de information incomplète » alternatif.

différence près que cette approche lui semble recourir à une hypothèse (*i.e.* l'information parfaite<sup>29</sup>) mieux fondée que la rigidité des prix pour justifier l'occurrence de telles allocations sous-optimales à court terme<sup>30</sup>. Sur ce point, Grossman (1979a) se montre toutefois plus circonspect et reconnaît que le critère de sélection entre ces deux paradigmes relève davantage de la croyance<sup>31</sup> :

« Accordingly, acceptance of the incomplete-information paradigm, together with rejection of the non-market-clearing paradigm, implies a *belief* that significant costs of obtaining relevant information are plausible, whereas significant costs of wage and price adjustment are not. In the current state of knowledge, these impressions about costs, however sound, admittedly derive from casual evidence. » (Grossman [1979a], p. 66 ; *nous soulignons*)

De son côté, bien qu'il admette une indétermination analogue à celle de Grossman (1979a)<sup>32</sup>, le ralliement de Barro au paradigme lucasien paraît d'abord motivé par sa conviction que celui-ci est d'un plus grand intérêt pour l'analyse de la politique économique. Aussi l'attrait de ce paradigme réside-t-il dans ses multiples fonctions<sup>33</sup> : en plus de rendre compte des effets des chocs exogènes (notamment monétaires), celui-ci permet également d'étudier les effets de la politique économique en prêtant une attention particulière à l'évaluation économétrique<sup>34</sup> (Barro [1979], p. 56). Plus fondamentalement, après avoir souligné que la distinction entre keynésiens et non-keynésiens ne s'opérait pas à propos du concept

---

<sup>29</sup> Constitutif du problème dit d'« extraction du signal » auxquels les agents sont supposés être nécessairement confrontés à la suite d'un choc (nominal ou réel), du moins à court terme.

<sup>30</sup> Il faut ajouter ici qu'un tel constat est évidemment partagé par Howitt (1979) qui, par ailleurs, reproche à la théorie non-walrasienne d'avoir postulé simultanément le comportement rationnel des agents et leur incapacité à exploiter les échanges mutuellement avantageux qui pouvaient s'offrir à eux. Une telle critique rejoint les observations de Kahn (1977) de Coddington (1978) pour qui les hypothèses de fixité des prix et de rationalité des comportements dans un cadre de concurrence parfaite ne sont pas mutuellement compatibles.

<sup>31</sup> Après avoir identifié les limites respectives des approches non-walrasienne et lucasienne, Grossman ([1979a], p. 67) caractérise la spécificité de cette dernière de la manière suivante : « These observations suggest that the stories about incompleet information, as originally formulated, achieve rigor only at the sacrifice of essential realism and/or theoretical generality. »

<sup>32</sup> Ainsi Barro ([1979], p. 59) suggère, en conclusion de son article, que seule la confrontation aux données empiriques des hypothèses testables tranchera le débat entre « keynésiens » et néoclassiques. En prenant, toutefois, le soin de glisser un argument des plus spécieux : « [...] however, I think that the major doubts about Keynesian, non-market-clearing-type analysis that are prevalent today are primarily a reflection of perceived empirical inadequacies of the theory, especially in an inflationary environment. » (Barro [1979], p. 59)

<sup>33</sup> Ainsi : « Thanks especially to the work of Robert Lucas, we have a much better idea of the significance of well-informed private expectations in macro-analysis. This significance arises in at least three areas: positive analyses of the effects of monetary and other shocks on economic activity; analyses of the role of government policies; and evaluations and carrying out of econometric estimation. » (Barro [1979], p. 56)

<sup>34</sup> Cet argument de Barro n'a rien de décisif car la théorie non-walrasienne a également rempli de telles fonctions, en particulier la dernière (*cf.* chapitre 4). Sur ce point, il est toutefois vraisemblable que Barro n'ait pas eu conscience du développement (embryonnaire en 1979) de l'économétrie du déséquilibre, celui n'y ayant jamais contribué de près ou de loin. Par ailleurs, lorsqu'il mentionne le volet économétrique de la NEC, Barro (1979) a vraisemblablement en tête la critique de Lucas (1976) et les premiers efforts de Sargent pour élaborer une économétrie alternative. A cet effet, l'attrait de Barro pour le paradigme lucasien relève bel et bien de la croyance car les résultats de cette économétrie alternative sont loin d'être probants à l'époque (Sergi [2015a]).



d'anticipations rationnelles<sup>35</sup>, Barro (1979) souligne que la spécificité du paradigme lucasien est plutôt d'insister sur l'*efficacité relative* dans l'évaluation des politiques économiques :

« The formation of expectations is one dimension in which the private sector might operate less (or even more?) efficiently than the government – other seemingly comparable dimensions would include the range of permissible contracts, coordination of trades, production of information, responsiveness of supply and demand to money illusion, and so on. However, it is possible to produce Keynesian policy conclusions in models that incorporate rational expectations [...] Thus the nature of the formation of expectations seems to be an important issue within the general context of the efficiency of private arrangements relative to governmental actions, but it is *this general concept of relative efficiency that seems to be crucial in evaluations of policy activism.* » (Barro [1979], p. 56 ; nous soulignons)

Par ce terme, Barro (1979) signale que l'intérêt principal du paradigme lucasien est de renouveler l'analyse de la politique économique, en évaluant à nouveaux frais l'efficacité de l'intervention publique relativement à celle du secteur privé dans la gestion des effets des chocs exogènes. Puis d'illustrer cette conviction nouvelle en montrant comment celle-ci a permis de renouveler le débat sur l'efficacité du contrôle monétaire, aboutissant à reconsidérer la vieille thèse de Friedman et Schwartz (1963) selon laquelle les erreurs de politique monétaire de la FED au cours de la grande Dépression auraient ralenti la sortie de crise de l'économie américaine (Barro [1979], p. 56-58). Au-delà de ces différences de justifications, il apparaît que l'abandon par Barro et Grossman du programme de recherches non-walrasien résulte avant tout de leur prise de conscience de sa faible portée théorique et pratique – et donc à sa moindre généralité (*cf.* Partie 1). Par ailleurs, la plupart des raisons qu'ils mobilisent pour justifier leur défection seront reprises par la suite par plusieurs des membres de l'École française du déséquilibre pour rationaliser *ex post* l'échec de la théorie non-walrasienne (d'Autume [2000], Dehez [2002])<sup>36</sup>, notamment l'idée que celle-ci accusait une insuffisance de micro-fondements.

---

<sup>35</sup> Ce constat résulte vraisemblablement de sa manipulation de ce concept, quelques années plus tôt (Barro [1976]), qu'il a mobilisé pour analyser l'efficacité de la politique monétaire.

<sup>36</sup> Une manière plus efficace d'illustrer l'échec de la théorie non-walrasienne aurait été de suivre la trajectoire de ses protagonistes à partir de la fin des années 1980, en indiquant à quel moment ces derniers ont embrassé le paradigme lucasien – qu'ils se soient inscrits dans la perspective nouvelle classique ou nouvelle keynésienne.

## 1.2. La réaction tardive d'Edmond Malinvaud : entre incrédulité et déni

L'échec de la théorie-non-walrasienne n'a pas seulement fait office de tournant symbolique pour l'histoire de la macroéconomie, il a également constitué un tournant personnel pour Malinvaud : pour la première fois de sa carrière, sa trajectoire a cessé de se confondre avec celle de la discipline (*cf.* Introduction générale). Ceci explique sans doute qu'il ait mis un temps relativement plus long que d'autres à enregistrer le discrédit de la théorie non-walrasienne en macroéconomie aux Etats-Unis<sup>37</sup>. En effet, Edmond Malinvaud n'en dit pas un mot tout au long des années 1980<sup>38</sup> – ce dont témoigne la citation suivante :

« I am today considered as a proponent of disequilibrium theories and indeed I am. More precisely, for the correct elaboration of a theory the notion of disequilibrium must be clearly brought out wherever it is present; this is simply good axiomatics. Once this principle is accepted, one must recognize that disequilibria are involved in many more or less traditional ways of thinking about some important economic phenomena. Since these ways of thinking make sense, disequilibrium theories have a role to play in order to tighten up the rationale and help to the progress of our scientific understanding. » (Malinvaud [1987d], p. 306)

Sa prise de conscience tardive est d'autant plus symptomatique que son commentaire de l'article de Muellbauer et Winter (1980) (Malinvaud [1980d]) est publié conjointement avec celui de Barro (1980) dans un numéro de l'*European Economic Review*<sup>39</sup>. Par contraste de Malinvaud (1980d)<sup>40</sup>, Barro (1980) ne prend pas la peine de discuter l'article en question et se contente d'exposer à nouveau, mais plus brièvement, les raisons qui l'ont conduit à se détourner définitivement du paradigme non-walrasien<sup>41</sup>:

---

<sup>37</sup> Sans que cela n'implique qu'il n'ait pas eu conscience du succès de la NEC aux Etats-Unis. En effet, nous avons préalablement montré comment cette prise de conscience, au tournant des années 1980, l'a conduit à développer ses critiques à l'endroit de cette approche (*cf.* chapitre 5).

<sup>38</sup> Plus symptomatique, Malinvaud ([1987e], p. 282-287) n'en dit pas un mot en interview alors que plusieurs questions lui en offraient la possibilité : que ce soit à propos de la théorie non-walrasienne, de l'hypothèse d'anticipations rationnelles, de la « discipline d'équilibre » de la NEC, *etc.* A nouveau, sans jamais évoquer le discrédit de la théorie non-walrasienne outre-atlantique, il se contente d'en défendre les mérites et développe ses critiques de l'approche de la NEC (*cf.* chapitre 5)

<sup>39</sup> L'hypothèse la plus vraisemblable étant que les commentaires de Malinvaud (1980d) et Barro (1980) sur Muellbauer et Winter (1980) aient été une commande de la revue en question.

<sup>40</sup> Malinvaud (1980d) se montre plutôt enthousiaste car il s'agit là d'une des premières applications de la théorie des micro-marchés en économétrie du déséquilibre – approche qui a sa préférence (*cf.* chapitre 4). Et même s'il juge décevants les résultats de Muellbauer et Winter (1980), il signale que la difficulté du problème implique que des résultats probants ne pourront apparaître qu'en multipliant les recherches adoptant la même approche.

<sup>41</sup> La revue de Barro (1980) est très sommaire (une page et demi) et méprisante à l'extrême à l'endroit des auteurs de l'article en question (Muellbauer et Winter [1980]) à qui il n'adresse pas le moindre commentaire, que ce soit de fond ou de forme. En fait, il faut avoir lu l'entête et la première ligne (*cf.* infra) pour comprendre qu'il s'agit d'une revue de l'article de Muellbauer et Winter (1980).

« The Muellbauer and Winter paper is an empirical application of macroeconomic disequilibrium theory. I will confine my discussion to general reasons for disenchantment with this style of macroanalysis. [...] Although the models often contain elaborate individual maximization problems, the disequilibrium analysis invariably relies at crucial points on unexplained market failures that prevent the execution of mutually advantageous trades. [...] In the anything-goes world of disequilibrium macroeconomics it is possible to construct simple activist policies with respect to money or other government instruments that remedy underlying difficulties like sticky prices. Should one not be suspicious that the unaided private sector could have attained similar easy triumphs? » (Barro [1980], p. 411)

Puis Barro ([1980], p. 412) de vanter les mérites de l'approche alternative de la NEC, qu'il juge à la fois plus générale et plus prometteuse, dont il épouse désormais même les principes épistémologiques<sup>42</sup>. Qu'Edmond Malinvaud n'ait pas prêté attention au retournement de Barro<sup>43</sup> est d'autant plus étonnant qu'il s'en est beaucoup inspiré dans ses propres recherches (où il cite abondamment Barro et Grossman [1971, 1974, 1976]). Cependant, plus important pour notre propos est la réaction de Malinvaud lorsque, vers la fin des années 1980, ce dernier prend conscience de l'échec de la théorie non-walrasienne en macroéconomie. A partir de ce moment, sa réaction relève du mélange entre incrédulité et déni : incrédulité parce qu'il pense que cette approche attirera à nouveau l'intérêt des chercheurs ; déni car il ne considère pas que cette approche ait échoué d'une quelconque manière (sinon positivement). En témoigne un article tardif où Malinvaud ([2007a], p. 420) introduit sa discussion de l'évolution de ce programme de recherches par le titre suivant : « Une voie de recherche injustement disqualifiée : la théorie du déséquilibre ». Par ailleurs, il importe de signaler son attitude a été constante jusqu'à ses derniers écrits dans les années 2000 :

« I had recently to comment for a journal on a paper which asked why had this disequilibrium theory failed. And I said that I wasn't really a proper referee for this paper. In the first place, I didn't believe the theory in question failed. » (Malinvaud [2003a], p. 193)

« Toutefois ces analyses théoriques se trouvèrent disqualifiées sans raison valable par toute une école. Je dois reconnaître que l'analyse pouvait être assez ingrate à bien conduire. Mais elle pourrait connaître dans l'avenir une nouvelle vogue. » (Malinvaud [2010], p. 146)

Pour autant, la réaction caractérisée de Malinvaud – entre incrédulité et déni de réalité – n'est pas demeurée aussi stérile. Tout d'abord, il faut voir dans la traduction de son manuel de macroéconomie en anglais (Malinvaud [2000]) sa volonté de remédier à cette situation en cherchant à influencer l'enseignement de la macroéconomie aux Etats-Unis (Malinvaud

---

<sup>42</sup> Sur l'épistémologie de Lucas, voir Sergi (2015b).

<sup>43</sup> Barro (1980) est notamment cité par Laffont (1985) pour illustrer le discrédit grandissant dont la théorie non-walrasienne est devenue l'objet.

[2003a, 2007a)]<sup>44</sup>. De plus, ce qui importe le plus ici, la réflexion d'Edmond Malinvaud s'oriente plus systématiquement vers la méthodologie économique car l'échec de la théorie non-walrasienne en macroéconomie remet en cause l'état de ses convictions quant au statut de la science économique et les déterminants de son évolution.

## II. L'exigence d'une connaissance objective pour la macroéconomie

Pour Malinvaud, l'identité et la spécificité de la discipline économique dans le champ des sciences sociales tient à l'exigence d'une connaissance objective. Toutefois, en précisant les contours de cette connaissance, il en vient rapidement à identifier la macroéconomie comme seule branche positive de la discipline.

### 2.1. L'identité et la spécificité de la discipline économique

Si Malinvaud semble s'être toujours tenu à définir l'économie par la nature des objets dont elle traite<sup>45</sup>, il n'a jamais réellement cru à la nature intrinsèquement « économique » de ces mêmes objets. A l'inverse, Malinvaud (1991c, 1989b) est plutôt enclin à adopter une position « conventionnelle »<sup>46</sup>, qui consiste à admettre que les objets « économiques » sont ceux que l'on identifie ordinairement comme relevant du domaine de l'analyse économique :

« On s'entend aisément sur ce que sont les phénomènes économiques : l'inflation ou le chômage, la détermination des prix des biens, des taux de salaire [...]. Sans doute aucun de ces phénomènes n'est-il jamais dans les faits purement économiques. Néanmoins, on s'accorde à reconnaître qu'il revient surtout à la discipline économique de donner la connaissance de ces phénomènes dans ce qu'ils peuvent avoir de général. » (Malinvaud [2001a], p. 8)

---

<sup>44</sup> Une telle volonté est encore mise en avant sur sa page personnelle du CREST (disponible à l'adresse URL citée précédemment) : « Maintenant c'est uniquement par mes publications anciennes ou récentes que je peux apporter une contribution indirecte à l'enseignement. J'espère que mon livre *Macroeconomic Theory* (1998, 2000) sera utile de la sorte. »

<sup>45</sup> Ainsi, dans ses *Leçons de théorie microéconomique*, Malinvaud présentait la science économique comme s'intéressant : « [...] d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations. » (Malinvaud [1975], p. 1)

<sup>46</sup> Position qu'on pourrait également qualifier de « pragmatiste », dans une perspective analogue à la sociologie des sciences, au sens où la discipline économique est définie simplement par ce que font les économistes. Toutefois, en reconnaissant l'absence de critère objectif et absolu permettant de délimiter le domaine de l'économie, il est logique que Malinvaud ait également été amené à conclure à l'absence de « frontières fixes entre disciplines » (Malinvaud [2000b]).

Par ailleurs, Malinvaud ([1991c], p. 19) est conduit à penser qu'il n'existe pas d'objets (ou de phénomènes) strictement « économiques », car ceux-ci accusent souvent une dépendance à des variables « non économiques », notamment dans le cas de la croissance économique – qu'il cite fréquemment. A cet égard, rappelons que l'une des conclusions de *La Croissance française* (Malinvaud et al. [1972]) est que la croissance des « trente glorieuses » ne peut s'appréhender uniquement en des termes économiques, mais qu'elle implique nécessairement des variables non-économiques. Dans ces conditions, Malinvaud (1988c, 1989b, 1991c) n'a aucun mal à admettre que la discipline économique fait partie des sciences sociales par les objets dont elle traite (qui ne sont pas exclusivement économiques)<sup>47</sup>. Pour autant, ce constat ontologique ne le conduit pas à rejeter la spécificité de la discipline économique dans le champ des sciences sociales – bien au contraire<sup>48</sup>. Fondamentalement, cette spécificité tient à sa « forte identité » ; conséquence, pour Malinvaud, de la fonction de « conseil » (ou d'expertise) qui lui est assignée, en plus de sa fonction heuristique (« comprendre ») qu'elle partage avec l'ensemble des sciences sociales :

« Il faudra d'abord reconnaître que, appartenant aux sciences sociales par les phénomènes dont elle traite, la discipline économique est douée d'une forte identité, notamment en raison du rôle qui lui est assigné. » (Malinvaud [2001a], p. 7)

« Notre discipline a un double objet : comprendre et conseiller. Comprendre, c'est-à-dire établir objectivement une explication des phénomènes économiques. Conseiller, c'est-à-dire apporter aux décideurs un témoignage objectif sur les conséquences à attendre des décisions alternatives entre lesquelles ils doivent choisir. » (Malinvaud [1990d], p. 115)

Ainsi, selon Malinvaud, la fonction de « conseil » (désormais expertise<sup>49</sup>) constitue un principe structurant de la discipline, participant à déterminer ses objets comme ses méthodes.

---

<sup>47</sup> Par exemple : « Traiter de l'économie seulement ne veut pas dire que les influences des transformations démographiques, techniques, sociales ou politiques soient négligées. Les praticiens y sont naturellement sensibles et n'hésitent pas à les prendre en compte. Mais ces transformations elles-mêmes sont considérées comme données. L'économiste ne cherche habituellement pas à les expliquer. » (Malinvaud [1988c], p. 29)

<sup>48</sup> En effet, Malinvaud (1991c, 1995a, 2001a, 2001b, 2001c) a multiplié les arguments pour convaincre de la spécificité de l'économie dans le champ des sciences sociales, n'hésitant pas à recourir aux arguments spécieux comme signaler la forme (entre autres, formalisée) des articles publiés dans les revues qui lui font ressembler aux sciences de la nature.

<sup>49</sup> La manière dont Malinvaud définit l'activité de conseil est, en effet, tout associée à l'activité d'expertise : « [...] l'identité de la science économique ne réside pas seulement dans celle de son champ d'étude. Elle tient aussi aux buts qu'on lui assigne. *On n'attend pas d'elle seulement une description systématique, ni même une explication, mais aussi une prescription. Elle devrait bien diagnostiquer ce qui pourrait être amélioré et proposer de bons remèdes pour y parvenir.* A elle de définir comment organiser au mieux l'« allocation des ressources », c'est-à-dire l'utilisation des ressources de la nature et du travail, ainsi que plus généralement la production, la distribution et la consommation des biens. A elle de dire s'il faut réglementer tel ou tel marché et comment. A elle de dégager les avantages et inconvénients de divers systèmes fiscaux et de politiques économiques ou financières envisagées par les pouvoirs publics. A elle de dire comment résorber le chômage, etc. » (Malinvaud [2001a], p. 8 ; nous soulignons)

En effet, par « forte identité », il faut entendre la manière dont ses objets et ses méthodes sont étroitement articulés pour satisfaire aux conditions de l'expertise. En un mot, la spécificité de la discipline découle de sa vocation *opératoire* (Malinvaud [1991c, 2001a]). Telle est en tout cas, selon Malinvaud, la raison principale expliquant le développement particulier de l'économie depuis la Seconde Guerre mondiale :

« C'est le plus souvent pour atteindre ses objectifs opératoires que la discipline a été conduite à donner des définitions précises, donc étroites, aux concepts de plus en plus nombreux qu'elle utilise, à collecter des données pour la mesure régulière de beaucoup de ces concepts, à formaliser rigoureusement ses théories, donc à les exprimer par des systèmes mathématiques dont l'étude exige de longs efforts, à appliquer souvent de savantes procédures statistiques pour tester des hypothèses ou estimer des paramètres, à élaborer des modèles quantifiés servant à prédire les effets de changements subis ou de décisions envisagées. » (Malinvaud [2001a], p. 9)

Conséquence nécessaire des exigences imposées par la fonction d'expertise, et ultime contraste par rapport aux autres sciences sociales selon Malinvaud (2001a), la connaissance en économie est contrainte à l'« objectivité ». Par ce terme, il entend une connaissance qui puisse s'apprécier par-delà les oppositions doctrinales et partisans, sur la base de résultats qui s'imposent à tous et conduisent à une même compréhension des phénomènes (Malinvaud [1991c], p. 45). Cependant, à mesure qu'il approfondit les propriétés requises par une telle connaissance « objective », celle-ci ne semble plus concerner que la macroéconomie.

## **2.2. La macroéconomie comme branche positive de la discipline**

La première propriété d'une connaissance objective est d'être empirique, c'est-à-dire relative aux phénomènes dont il revient à la discipline de fournir une explication : la consommation, le chômage, l'inflation, la croissance, *etc.* Dans cette perspective, Malinvaud (1988c, 1991c) rend hommage au tournant empirique engagé après la Seconde Guerre mondiale, *i.e.* l'élaboration des systèmes statistiques et des comptes nationaux. Ainsi, l'accumulation des données économiques a rendu la discipline plus « objective » (ou « scientifique »), parce qu'elle a permis d'en préciser et d'en améliorer la base empirique :

« La mesure organisée a le plus souvent remplacé la référence anecdotique. [...] En somme, la genèse d'un ensemble structuré de grandeurs rigoureusement définies et régulièrement évaluées, l'émergence de procédures d'observation et d'induction ont donné à l'analyse économique un caractère plus scientifique. » (Malinvaud [1988c], p. 11-12)

Ailleurs, Malinvaud (1991c, 1995a<sup>50</sup>) soutient que ce développement de l'économie quantitative a rendu la discipline plus proche des sciences de la nature, dans la mesure où elle partagerait avec elles un même souci d'empiricité. En somme, la connaissance « scientifique » en économie ne peut avancer sans reposer sur des faits statistiquement observés (Malinvaud [1991c]). Par conséquent, l'économie mathématique est d'emblée évacuée du champ de la connaissance « objective », en raison de son rapport non-nécessaire aux phénomènes<sup>51</sup>. A vrai dire, sa poursuite de la caractérisation de l'« objectivité » conduit Malinvaud à n'y inclure que la connaissance relative à la macroéconomie, seule branche de la discipline qui puisse prétendre au statut de science « positive » (adjectif terme qu'il prend pour synonyme d'« objectif »). Une telle conviction est souvent répétée par Malinvaud (1988c, 1991c, 1995a, 1996b), de même que sa conviction selon laquelle les procédures de validation inductive employées en macro-économétrie satisfont au critère de réfutation poppérien<sup>52</sup> :

« L'idée de falsification est conforme à celle retenue par la statistique mathématique qui définit et étudie les procédures pour tirer les conclusions auxquelles devraient conduire des données observées. On y enseigne que tester une hypothèse c'est décider si elle doit être rejetée parce qu'elle ne s'applique vraiment pas aux données. C'est pour ne pas alourdir abusivement le langage qu'on parle aussi d'accepter l'hypothèse quand on ne réussit pas à la rejeter. » (Malinvaud [1991c], p. 353-354)

Par ailleurs, pour Malinvaud, l'exigence d'« objectivité » de la macroéconomie explique que cette dernière soit, et ait été, conduite à privilégier des relations de nature causale<sup>53</sup>. Avant de faire remarquer que les modèles macro-économétriques, en distinguant entre les variables endogènes et exogènes, supposent de fait une causalité générale et expriment de cette façon leur visée opérationnelle (Malinvaud [1991c], p. 373). Quoi qu'il en soit, l'objectivité lui semble nécessairement impliquer la causalité :

---

<sup>50</sup> Le titre qu'il donne à l'une de ses interventions est éloquent à cet égard : « L'économie s'est rapprochée des sciences dures, mouvement irréversible mais achevé » (Malinvaud [1995a]).

<sup>51</sup> Ceci rejoint ses remarques quant à l'intenable ambition d'une microéconomie générale (*cf.* chapitre 6)

<sup>52</sup> Il importe de souligner ici que la conviction de Malinvaud que le critère de réfutation poppérien peut tout à fait s'appliquer en macroéconomie est antérieure à sa lecture de Popper et à son intérêt systématique pour la méthodologie économique. Ainsi Malinvaud ([1987d], p. 298) soutenait : « Since I am not worried about the philosophy of science as applied to macroeconomics, I did not invest much time on it. But I feel at ease with what I understand to be Karl Popper's views on science in general and I do not think economics to be fundamentally special, even though its scientific achievements may be found meagre as a whole with respect to the questions to be solved. ». Dans cette perspective, il apparaît qu'un des effets importants de la méthodologie économique sur Malinvaud aura été de lui faire relativiser ses convictions initiales.

<sup>53</sup> Sur ce point, Malinvaud ([1990f], p. 17) apporte deux précisions sur la nature des relations causales considérées en macroéconomie : (i) ces relations causales s'inscrivent dans un cadre probabiliste (elles ne sont donc pas déterministes) ; (ii) ces relations causales sont récursives (il s'agit en fait de chaînes causales) et respectent, à ce titre, le principe d'antériorité.

« On lui demande [la discipline économique] d'expliquer en vue d'éclairer l'action. (Cette finalité de la discipline est particulièrement mise en valeur par Varian (1993) qui parle de "policy orientation"). Or expliquer c'est d'abord établir la validité d'une relation causale, ensuite vérifier que cause et conséquence se trouvent bien, dans le cas d'espèce, correspondre à ce que la relation causale implique. » (Malinvaud, [1995a], p. 12)

Plus loin, Malinvaud ([1995a], p. 12) précise qu'il s'agit avant tout d'« établir la validité de relations causales utiles ». Le terme « utile » suggérant l'existence d'une hiérarchie entre propositions, une sorte de principe de démarcation, conduisant à distinguer la connaissance superflue de la « connaissance pertinente »<sup>54</sup>. De cette manière, l'étendue de la connaissance objective en économie se trouve à nouveau restreinte. Mais, plus fondamentalement, il apparaît que la réflexion épistémologique d'Edmond Malinvaud sur les fondements de la connaissance économique finit par épouser sa conception de la macroéconomie comme une science essentiellement appliquée (*cf.* chapitre 6). Une posture qu'il assume ouvertement, dès l'entame de ses cours au Collège de France consacrés à la méthodologie économique :

« Prenant parti sur certains débats actuels entre macroéconomistes, je me trouverai le plus souvent proche des praticiens. [...] Restant délibérément proche de la pratique appliquée par les économistes dans leurs travaux ou leurs recherches, [ma] réflexion ne prétendra pas contribuer à la philosophie des sciences, à laquelle elle fera éventuellement référence, mais vis-à-vis de laquelle elle gardera une distance respectueuse et prudente. Par rapport aux autres livres traitant de méthodologie économique, la différence sera double : une plus grande proximité du travail concret des économistes, un champ plus étroit puisqu'il s'agira seulement de la macroéconomie, et même principalement, de la macroéconomie positive. » (Malinvaud [1991c], p. 11-12)

Ainsi, le domaine de la connaissance « objective » se trouve confondue avec la connaissance produite et/ou sélectionnée en macroéconomie appliquée<sup>55</sup>. Dès lors, elle peut se définir comme l'ensemble des propositions théoriques<sup>56</sup> qui ont résisté à la validation inductive ; les hypothèses qui auraient été contredites par les faits étant substituées, soit par de nouvelles hypothèses inspirées de la théorie<sup>57</sup>, soit par des hypothèses directement inspirées des

---

<sup>54</sup> Ainsi : « Seule la connaissance pertinente a de la valeur et la pertinence se juge surtout en fonction des finalités poursuivies, celles-ci se situant parfois très près de l'action, parfois dans la perspective beaucoup plus large du développement de la société humaine. » (Malinvaud [1991c], p. 24)

<sup>55</sup> Plus exactement, macroéconomie et macroéconomie appliquée étant confondues dans la perspective d'Edmond Malinvaud, dire que la macroéconomie ou que la macroéconomie appliquée constituent la seule branche positive de la discipline revient strictement au même.

<sup>56</sup> Dans cette perspective, l'ensemble des spécifications autonomes des modèles macro-économétriques ont un statut indéterminé car en attente d'une rationalisation de leurs fondements théoriques (*cf.* chapitre 4 et 6).

<sup>57</sup> Cette solution a sa préférence ; la théorie désignant ici les propositions de l'économie mathématique. Trouvant chez Robbins (2001b, 1996b) et Hausman (1995b, 1996b) un écho à ses propres convictions, il soutient que l'économie mathématique – en ce qu'elle repose sur l'observation directe et la déduction logique –, reste la manière la moins spéculative de théoriser en science sociales.



régularités empiriques observées<sup>58</sup>. De manière générale, Malinvaud (1991c, 1995c, 1998) voit dans la démarche de la modélisation macro-économétrique, activité hautement collective et spécialisée, opérant par un perpétuel va-et-vient entre la modélisation et les données empiriques, une garantie certaine de l'objectivité de la connaissance produite.

### III. Effectivité de la norme poppérienne face à la macroéconomie

Approfondissant sa réflexion méthodologique, Malinvaud se montre plus réservé sur la possibilité d'inscrire la macroéconomie au rang de science « positive ». En effet, le constat des difficultés de l'économétrie à trancher des débats importants en macroéconomie le conduit à remettre en cause, successivement, sa conception idéalisée du développement de la connaissance en macroéconomie et la référence au critère de réfutation poppérien.

#### 3.1. L'inefficacité de l'économétrie

Malinvaud (1990e, 1991c) relativise rapidement sa conception idéalisée du développement de la connaissance macroéconomique, en prenant progressivement conscience du fait que l'économétrie n'a pas l'efficacité dont il voudrait qu'elle soit dotée<sup>59</sup>. Ainsi, commence-t-il par déplorer qu'elle ne soit pas parvenue à dégager de réponses claires quant à la significativité de certaines relations reconnues comme fondamentales en théorie macroéconomique<sup>60</sup>. Un point qu'il illustre par trois exemples : 1°) un déplacement du partage des revenus en faveur des salaires stimule-t-il la consommation et nuit-il à l'épargne ? ; 2°) un changement des prix et des taux de rémunération, améliorant la profitabilité des entreprises, les conduit-elles à augmenter leurs investissements pour des perspectives supposées inchangées de la demande ? ; 3°) Quelle est l'élasticité de la demande de travail par

---

<sup>58</sup> Ainsi : « [...] bien que l'induction ne puisse pas démontrer logiquement la validité d'une hypothèse, toute hypothèse qui résiste de façon répétée aux tentatives de falsification acquiert de ce fait une certaine force. Popper dit qu'elle se trouve alors « corroborée », de façon toute provisoire mais qui peut être durable. On comprend que, suivant les cas, cette corroboration apparaisse plus ou moins convaincante, mais aussi qu'il serait vain de rechercher une mesure objective du degré de corroboration » (en bref, la vérité se définit que provisoirement et par l'absence d'erreur)

<sup>59</sup> Dans la lignée de ses critiques de la méthodologie de la TCR (*cf.* chapitre 5), L. Summers (1991) développe une argumentation similaire à Malinvaud sur les limites de l'économétrie et de la macroéconomie « positive ».

<sup>60</sup> Ces exemples sont évidemment liées aux préoccupations de Malinvaud dans la décennie précédente (*cf.* chapitres 3 et 4) et rappellent que ce dernier avait alors déjà exprimé certaines insatisfactions vis-à-vis de l'économétrie. Toutefois, les insatisfactions de Malinvaud prennent ici un tour systématique : elles dépassent les seules piètres performances de l'économétrie de l'investissement.

rapport au coût du travail<sup>61</sup> ? (Malinvaud [1990e], p. 11). N'hésitant pas à forcer le trait, Malinvaud va jusqu'à soutenir que la recherche économétrique contemporaine a finalement peu progressé depuis Douglas (1934) pour établir les conditions dans lesquelles l'hypothèse néoclassique d'égalité de la productivité marginale du travail au coût réel du travail se trouve falsifiée ou corroborée (Malinvaud [1991c], p. 355)<sup>62</sup>.

Plus fondamentalement, Malinvaud (1991c, 1996b) dresse le constat amer selon lequel l'économétrie permet rarement de trancher entre des hypothèses concurrentes. Ainsi, alors qu'il défend la nécessité de recourir à la validation inductive des hypothèses<sup>63</sup> (cf. chapitre 6), il se voit contraint de reconnaître qu'une telle procédure est moins efficace qu'escompté. Et de l'illustrer à propos du choix alternatif entre hypothèses d'équilibre ou de déséquilibre pour caractériser le fonctionnement du le marché du travail. A cet effet, Malinvaud (1990f, 1991c) revient sur l'étude d'Heckman et MaCurdy (1988) mettant en cause les preuves empiriques relatives à l'existence d'un excès d'offre sur le marché du travail : en caractérisant le chômage comme résultat d'une contrainte quantitative (Ashenfelter [1979, 1980]) ; en mettant en évidence les faibles élasticités de l'offre de travail et la faible variabilité du salaire agrégé par rapport au taux de chômage (Hall [1980], Ashenfelter [1984], Malinvaud [1984a]) ; en faisant valoir que les périodes de chômage sont trop longues pour relever d'un phénomène volontaire (Clark et Summers [1979, 1980], Malinvaud [1984a]). Ces trois sortes de preuves sont ainsi remises en cause par Heckman et MaCurdy (1988), soit parce qu'ils considèrent qu'il peut toujours exister des variables omises dans l'estimation des fonctions d'offre de travail notionnelles<sup>64</sup>, soit parce qu'ils contestent la faiblesse de la valeur des élasticités des fonctions

---

<sup>61</sup> Toutefois, Malinvaud ([1988b], p. 134-135) nuance quelque peu sur ce point en signalant que l'économétrie est au moins parvenue à montrer que les estimations de Pigou (1933) quant à l'élasticité de la demande de travail par rapport au salaire réel (nécessairement inférieur à -3 et certainement supérieur à -4) étaient erronées.

<sup>62</sup> Tout en précisant que la difficulté vient de ce que tout test de cette hypothèse suppose l'estimation préalable de la productivité marginale du travail et, ce faisant, celle de la fonction de production. Or celle-ci s'avère largement imprécise tant que l'égalisation des productivités marginales aux coûts n'est pas supposée (Malinvaud [1991c], p. 356).

<sup>63</sup> Symétriquement, Malinvaud tend à rejeter le primat de la validation déductive en macroéconomie, de sorte que son opposition à la NEC trouve à nouveau à s'illustrer : « Considérer la validation déductive des hypothèses conduit à examiner une attitude fréquente chez les macroéconomistes. On pourrait parler d'une thèse, mais d'une thèse qui a exercé une influence sur tout un courant de recherches, plus particulièrement aux Etats-Unis. Selon cette thèse, la théorie macroéconomique devrait s'abstenir d'utiliser toute hypothèse dont on n'aurait pas réussi à démontrer la validité à partir des axiomes les plus courants de la réflexion économique. Sa forme la plus extrême se trouve exposée dans un article de R. Lucas et T. Sargent [1978]. Ils affirment que la théorie macroéconomique devrait s'en tenir à la discipline imposée par la théorie classique, c'est-à-dire adhérer aux deux postulats : (i) que les marchés sont apurés par égalisation ente offre et demande, (ii) que les agents se comportent en poursuivant leurs intérêts. » (Malinvaud [1991c], p. 349-350)

<sup>64</sup> Une fois estimées, ces fonctions d'offre de travail notionnelles (*i.e.* en l'absence de contraintes quantitatives) sont comparées à l'emploi courant, de sorte que ce procédé constitue un test entre hypothèses alternatives. En

d'offres de travail par rapport au salaire réel<sup>65</sup>, soit encore parce qu'ils jugent ambiguës les preuves empiriques permettant de déduire que le chômage de longue durée ne peut relever d'un phénomène de chômage volontaire (*cf.* chapitre 5). Loin de contester les objections de ces deux auteurs<sup>66</sup>, Malinvaud (1990f, 1991c) juge au contraire leur analyse « compétente et instructive » et permettant d'illustrer les difficultés rencontrées par la validation inductive des hypothèses en macroéconomie.

« Quelque inévitable qu'elle soit, la validation inductive des hypothèses pose ainsi aux économistes de redoutables problèmes [...]. Donner des preuves factuelles qui emportent la conviction des savants et fondent ainsi une connaissance qu'on puisse qualifier d'objective, requiert une persévérance toute particulière et peut même, dans des cas importants, s'avérer longtemps impossible. » (Malinvaud [1991c], p. 357)

Plus largement, il faut souligner les réserves de Malinvaud à propos des performances des modèles macro-économétriques, en particulier au cours des années 1970 (*cf.* Partie 2). Ses réticences ne sont pas d'ordre méthodologique : ces modèles ont des spécifications qu'il juge fondées et ajustées aux séries statistiques, sinon révisées le cas échéant. Ses réticences concernent d'abord les piètres performances des modèles macro-économétriques et le fait que la représentation qu'ils donnent des phénomènes n'est pas aisée à interpréter. Mais, surtout, Malinvaud regrette que ces modèles ne fassent pas office de juge de paix en macroéconomie, parce qu'ils ne satisfont qu'imparfaitement à la fonction qui leur est assignés : dégager la connaissance « objective » en confrontant les théories alternatives aux données empiriques. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant que Malinvaud ait pu partager le scepticisme de Sims (1980) concernant l'efficacité des méthodes de l'économétrie structurelle :

---

effet, si la fonction d'offre de travail notionnelle (donnant la quantité de travail désiré au taux de salaire courant) n'est pas compatible avec l'emploi courant, l'hypothèse d'équilibre du marché du travail est rejetée (falsifiée) à la faveur de l'hypothèse de déséquilibre (corroborée). Ainsi, en pointant le caractère crucial de l'estimation de l'offre de travail et l'existence potentielle de variables omises (notamment le salaire de réserve des chômeurs), Heckman et MaCurdy ([1988], p. 233-239) sont conduits à rejeter la pertinence du test considéré.

<sup>65</sup> Sur ce point, Heckman et MaCurdy ([1988], p. 241) font valoir – à l'appui de Killingsworth (1983) et Schultz (1980) – que la participation comme la quantité d'heure de travail offertes par les membres « secondaires » de la force de travail (comme les femmes mariées) sont nettement plus élastiques au taux de salaire courant. De même, font-ils valoir que les données micro-individuelles montrent que le salaire courant contribue largement aux flux d'entrée-sortie sur le marché du travail. Ainsi, Heckman et MaCurdy (1988) considèrent-ils que l'élasticité de l'offre de travail au taux de salaire devrait s'en trouver révisée (à la hausse).

<sup>66</sup> Sinon à propos de la troisième sorte de preuves empiriques, en particulier si elles proviennent d'enquêtes qualitatives réalisées auprès des ménages. A ce sujet, Malinvaud (1990f) signale qu'un ménage déclarant (en cochant la case « n'importe quoi » prévue à cet effet) être disposé à accepter n'importe quel type d'emploi au taux de salaire courant peut légitimement s'interpréter comme traduisant l'occurrence d'un phénomène de chômage involontaire (de même que son nombre peut traduire l'ampleur de ce phénomène). Mais, sur ce sujet, Malinvaud (1990f, 1991c) conclut toujours en soulignant combien ce type de données sont méprisées par la profession malgré ses efforts pour en défendre les vertus (*cf.* chapitre 4) – en témoigne également la section qu'il consacre aux « Données sur les attitudes, les anticipations et les intentions » dans *Voies* ([1991c], p. 401-409) et sa participation à l'ouvrage collectif sur les enquêtes en sciences sociales (Girard et Malinvaud [1989]).

« Dans une conférence récente adressée à la société d'économétrie, Sims commence par regretter que les modèles économétriques ne constituent pas « le cadre à l'intérieur duquel les théories macroéconomiques sont confrontées à la réalité et donc entre elles » ; il poursuit en expliquant pourquoi il en est ainsi et donne son avis sur la façon d'améliorer la situation actuelle. On peut émettre certaines réserves quant à ses recommandations positives, mais il faut reconnaître que son inquiétude est tout à fait justifiée. » (Malinvaud [1983a], p. 20-21)

Dans ces conditions, et comme conséquence immédiate de son constat de l'inefficacité de l'économétrie à discriminer entre hypothèses concurrentes, Malinvaud est conduit à relativiser l'idée que le critère de réfutation poppérien soit de nature à rationaliser le développement de la connaissance en macroéconomie. Aussi conclut-il à la nécessité de reconsidérer le « legs poppérien » pour cette branche qu'il considérerait, jusque là, comme la plus « positive » de la discipline économique :

« A vrai dire quand je recommande de continuer à accepter le leg popperien pour la théorie de l'emploi et de l'inflation, c'est en un sens faible. [...] Il suffit pour nous que K. Popper et d'autres philosophes préoccupés par les mêmes questions, tels I. Lakatos, aient aidé et aident encore les macroéconomistes à mieux comprendre les problèmes méthodologiques que la confrontation avec les données observées pose nécessairement. Or ces problèmes restent forts importants en macroéconomie. » (Malinvaud [1990b], p. 12)

### **3.2. Reconsidérer le legs poppérien**

Reconsidérer le « legs poppérien » revient, pour Malinvaud (1995b, 1996b), à admettre la distance qui subsiste, et subsistera de manière irrépressible, entre la science économique et les sciences naturelles. Puis Malinvaud (1988c, 1991c, 1995a, 1995b, 2001c) en explicite la raison, faisant observer que l'activité économique s'exerce dans un contexte socio-politique variable et complexe<sup>67</sup>, de sorte que la permanence comme l'autonomie des phénomènes économiques est rarement acquise<sup>68</sup> :

« L'économie n'a pas atteint le degré d'objectivité et de performance des sciences de la nature. Il y a à cela des raisons de fond : les phénomènes sont complexes, moins permanents que dans la nature et plus difficiles à isoler. Ils se manifestent dans un contexte social et politique qu'on ne peut ignorer mais dont l'interprétation laisse place à la subjectivité. Ces raisons de fond ne disparaîtront jamais. Serait-ce uniquement pour cela, l'économie restera toujours à distance des sciences dures. » (Malinvaud [1995b], p. 13)

---

<sup>67</sup> La complexité des phénomènes économiques, que Malinvaud (1996b, 2001c) juge croissante dans un monde globalisé et interdépendant, agit comme un facteur secondaire renforçant la variabilité synchronique des phénomènes économiques, *i.e.* leur autonomie effective vis-à-vis des autres dimensions du social (historique, politique, *etc.*).

<sup>68</sup> Caractériser la porosité des frontières de l'économie comme un obstacle à l'objectivité de la connaissance que cette discipline produit n'a rien de nouveau pour la méthodologie économique. En effet, un tel argument se retrouve – entre autres – chez Brochier ([1978], p. 230-231) ou Popper ([1986], p. 58-59).

Par ailleurs, face à cette difficulté fondamentale, Malinvaud rappelle que la discipline est mal armée car elle se heurte à l'impossibilité de procéder aux expérimentations. À défaut, les macro-économistes appliqués doivent se contenter de données statistiques imparfaitement établies, et toujours entachées de doutes, auxquelles il faut confronter des modèles théoriques reposant sur la clause *ceteris paribus* (cf. chapitre 6). Dans ces conditions, Malinvaud (1995a, 1996b) invite explicitement à relativiser l'acception du terme de « loi » pour la macroéconomie ; celle-ci étant loin de correspondre à son équivalent en physique :

« Admettons en effet qu'une relation de causalité ait été parfaitement établie et même quantifiée avec une précision suffisante. Cette relation est valable pour autant que certaines conditions sont remplies. Or au moment d'une application concrète, il s'avère le plus souvent difficile de juger la plausibilité de l'ensemble des conditions de validité. En d'autres termes, la vérification des clauses « sous telles et telles conditions » est plus difficile que dans les sciences de la nature. L'interprétation subjective intervient davantage. » (Malinvaud [1995a], p. 13-14)

Puis de trouver dans cette imperfection fondamentale des méthodes empiriques la raison principale expliquant la permanence des interprétations subjectives au sein de la profession – ces interprétations étant nécessairement extérieures à la science « positive » pour Malinvaud<sup>69</sup>. Dans ces conditions, à l'image de Popper, il ne se fait alors aucune illusion sur la tendance spontanée des interprétations à diverger tant que les résultats économétriques n'auront pas atteint un caractère plus limpide et plus décisif.

« La falsification ou la corroboration inductive des hypothèses principales sont moins précises en économie qu'ailleurs. Dans un entretien récent, K. Popper a exprimé la chose de façon frappante : « [Si Galilée répugnait à accepter l'interprétation de Kepler selon laquelle les observations de Tycho Brahé constituaient une falsification de la théorie des orbites circulaires, croyez-vous qu'un économiste ne refusera pas avec plus de fermeté encore les falsifications – s'il en existe – de ses hypothèses favorites ?]<sup>70</sup> ». Une telle remarque devrait être présente à l'esprit de tous les économistes. Elle leur inspirerait non seulement la modestie mais aussi le respect d'une déontologie exigeante leur interdisant de s'accrocher coûte que coûte à des hypothèses que les preuves factuelles rendent douteuses. » (Malinvaud [1991c], p. 370-371)

A ce niveau, Malinvaud (1991c, 1996b) ne rechigne pas à tirer la conséquence inévitable du constat de l'imperfection des méthodes empiriques et de leur difficulté à discriminer entre hypothèses et théories macroéconomiques alternatives : la permanence des paradigmes

---

<sup>69</sup> Au sujet des biais introduits par l'interprétation subjective, Malinvaud est parfaitement clair sur l'idée qu'elle éloigne la discipline de sa visée objective : « L'activité interprétative en économie n'est ni méprisable ni négligeable. Mais elle est extérieure à la recherche de l'explication qui seule est comparable à l'objectif des sciences de la nature. Cependant l'interprétation, qui tient naturellement une place dans les écrits des économistes, y complique le progrès scientifique et nuit à son objectivité. » (Malinvaud [1995a], p. 10)

<sup>70</sup> La citation issue de Popper ([1986], p. 58-59) est reproduite entre crochets car Malinvaud en a quelque peu modifiée la version originale.

concurrents<sup>71</sup>. Et s'il n'abandonne pas la perspective d'une cumulativité de la connaissance dans la discipline macroéconomique, Malinvaud (1990b, 1995a, 1996b, 2001b) est désormais disposé à lui reconnaître un profil épistémologique spécifique. Ainsi, le développement de la connaissance en macroéconomie se caractériserait plutôt par un processus lent et progressif, participant à rendre la « connaissance moins floue » (Malinvaud [1996b], p. 935). De la même manière, et par opposition aux sciences « exactes », il soutient que les « découvertes » sont toutes relatives en macroéconomie comme dans le reste des sciences sociales (Malinvaud [1996b, 1997d]):

« En économie, il y avait presque toujours des antécédents, si bien que chaque avancée a été le résultat d'une évolution plus lente et progressive ; nous pouvons identifier des pas significatifs de long de cette évolution plutôt que de véritables découvertes. De même la recherche réussie peut rarement prétendre avoir trouvé des faits nouveaux, antérieurement inconnus, et qui puissent être d'emblée pris comme fermement établis. » (Malinvaud [1996b], p. 932)

« Au total, la thèse semble solide, qui consiste à dire que de loin la plus grande part de la connaissance dans les sciences sociales vient de l'accumulation progressive et de l'étude l'éléments factuels, sans extension identifiable et rapide à des phénomènes antérieurement insoupçonnés. » (Malinvaud [1996b], p. 934)

Plus précisément, l'emploi du terme « découverte » en économie relève toujours de l'abus de langage, soit parce que la « découverte » annoncée se révèle extrêmement fragile<sup>72</sup>, soit parce que cette « découverte » présente des antécédents<sup>73</sup>. A ce titre, Malinvaud ([1996b], p. 932) fait observer que la « révolution keynésienne » n'a pas été qualifiée – à raison – de « découverte keynésienne » car il y avait des antécédents à l'ouvrage Keynes (1936) et que celui-ci contenait des propositions dont la validité n'était pas démontrée<sup>74</sup>. Ainsi, animé par la volonté de démystifier la recherche, Malinvaud soutient que la discipline ne peut progresser que d'une manière lente et laborieuse. Ce qu'il illustre par les recherches, particulièrement

---

<sup>71</sup> A nouveau, ce constat n'est pas nouveau en méthodologie économique ; il a déjà été mis en évidence par Brochier (1978) afin de congédier l'analyse de Kuhn pour décrire l'évolution de la science économique. Pour sa part, Malinvaud tire une conclusion plus personnelle du constat de la permanence des paradigmes concurrents : l'inévitable revalorisation des propositions de l'économie mathématique en macroéconomie, alors même que leurs résultats sont irréfutables (cf. chapitre 6).

<sup>72</sup> Cela a été le cas par exemple de la théorie du cycle de vie selon (Malinvaud [1991c, 1996b]).

<sup>73</sup> De ce constat, Malinvaud en tire rapidement les conséquences en termes déontologiques : « Si nous économistes en faisons pas de découvertes, nous ne devrions pas nous comporter comme si nous en faisons ; nous ne devrions pas laisser croire que nous en faisons. Réfléchir sur la différence avec les sciences naturelles peut même suggérer des révisions à portée plus large dans nos normes collectives. » (Malinvaud [1996b], p. 938)

<sup>74</sup> Avant de livrer le fond de sa pensée quant à la nature des propositions de Keynes (1936) : « L'ouvrage fondateur contenait nombre d'affirmations sur les comportements économiques et les phénomènes de marché ; mais la validité de ces affirmations n'était pas démontrée ; elles n'étaient d'ailleurs pas présentées comme des découvertes scientifiques ; l'auteur énonçait plutôt de manière informelle ce qu'il croyait résulter de l'expérience, la sienne propre et celle des autres ». (Malinvaud [1996b], p. 932)

actives dans les années 1980 et auxquelles il a lui-même participé, qui ont visé à tester empiriquement l'hypothèse d'un *real wage gap* (cf. chapitre 3 et 4) :

« “Travaillez, prenez de la peine”. Such is the first line of the poem in which Jean de la Fontaine tells about a farmer who, when dying, has told his sons that they would find a treasure in his land if they would work hard enough on it ; there was no treasure, but hard work produced good harvests and good returns. The last decade of analysis about the effect of real wages on employment did not lead to the discovery of any treasure and leaves many questions unanswered. However, our knowledge improved, perhaps more than we can realize it today. » (Malinvaud [1988b], p. 134)

Par ailleurs, la progression de la connaissance en macroéconomie est d'autant plus lente qu'elle comporte deux obstacles supplémentaires. Tout d'abord, Malinvaud (1991c) souligne que le recours fréquent aux hypothèses probabilistes ne joue pas en faveur d'une plus grande scientificité (*i.e.* réfutabilité) des modèles macro-économétriques. Ensuite, Malinvaud ([1991c], p. 369-370) reconnaît avec Popper (1935) et Lakatos (1978) que le recours aux stratagèmes protégeant les hypothèses et/ou les théories de la réfutation est monnaie courante en macroéconomie. Sur ce dernier point, il précise que les stratagèmes en cause recouvrent parfaitement la théorie de Lakatos (1978) selon laquelle les chercheurs recourent fréquemment à des hypothèses annexes (« ceinture protectrice ») afin de protéger leurs hypothèses principales (« noyau dur ») de la réfutation. A cet effet, Malinvaud ne peut que souscrire à la raison principale avancée par Heckman et MaCurdy (1988) pour expliquer l'indétermination du choix entre les hypothèses d'équilibre et de déséquilibre :

« [...] equilibrium theories taken as a group are tautological even though a particular equilibrium theory may not be. A “soft protective belt” of plausible omitted (unobserved) variables can always be erected to rationalize any empirical outcome. To penetrate this belt requires much sharper disequilibrium theory, agreement on what constitutes an acceptable equilibrium theory, and better data than have appeared to date. » (Heckman et MaCurdy [1988], p. 232)

Encore optimiste sur l'avenir de la théorie du déséquilibre, Malinvaud ([1991c], p. 368-369) considérait alors que seule l'accumulation des observations empiriques et des travaux économétriques permettra de trancher en faveur de l'une ou l'autre de ces hypothèses. Avant d'ajouter, en reprenant la terminologie de Lakatos (1978), qu'un tel choix dépend tout autant de la manière dont ces deux programmes de recherches alternatifs seront appréciés par la communauté des savants : comme un programme « progressif », ou comme un programme « dégénératif », car de plus en plus défensif et artificiel (Malinvaud [1991c], p. 370). Par la référence à la communauté des savants, Malinvaud introduit ici, subrepticement, un nouveau critère de démarcation de la connaissance « objective » en macroéconomie. Subrepticement,

car il faut bien comprendre ce qu'un tel déplacement recouvre. En plus d'exprimer l'insatisfaction d'Edmond Malinvaud face au constat que la macroéconomie ne peut prétendre au statut de science « positive », ce déplacement traduit sa volonté de fonder rationnellement l'idée selon laquelle le développement de la connaissance en macroéconomie se caractérise par un processus lent et progressif. En somme, il s'agit de justifier en quoi cette connaissance macroéconomique pourrait – malgré tout – être cumulative.

#### **IV. Le critère de consensus et ses limites**

Face à la nécessité de reconsidérer le « legs poppérien », Malinvaud invoque désormais la communauté des savants pour justifier l'existence d'une certaine la cumulativité de la connaissance en macroéconomie. Toutefois, prenant conscience qu'un tel critère alternatif se révèle une condition nécessaire mais non-suffisante à fonder l'objectivité de la connaissance, Malinvaud est rapidement conduit à tirer des conclusions plus radicales quant à la trajectoire historique récente de la discipline.

##### ***4.1. Le consensus au secours de l'objectivité***

Dans l'entreprise visant à fonder l'« objectivité » de la connaissance en macroéconomie, Malinvaud se réfère ultimement à la communauté des savants, de sorte qu'il s'accommode désormais de l'idée selon laquelle la discipline trouverait en elle-même les principes de son objectivité. Ainsi, l'objectivité de la connaissance en macroéconomie dériverait-elle de la capacité supposée des macro-économistes à trancher avec raison entre théories, modèles et hypothèses alternatives. Et bien plus encore :

« La connaissance scientifique est le résultat d'un processus collectif. C'est la communauté des savants qui non seulement choisit l'orientation des recherches factuelles ou théoriques, un choix crucial non élucidé par ce qui précède, mais aussi s'accorde plus ou moins sur les règles méthodologiques et les critères de falsification, donc aussi sur l'ensemble des hypothèses et des théories qui doivent être considérées comme corroborées à un moment donné. On peut voir cet aspect collectif comme une garantie indispensable, car il protège contre les aberrations auxquelles tout esprit isolé peut être sujet. » (Malinvaud [1991c], p. 355)

A ce niveau, soulignons qu'une telle éventualité s'articule parfaitement avec la première propriété que Malinvaud (1991c) confère à la connaissance « objective » : une connaissance s'appréciant par delà les oppositions doctrinales et partisans, s'imposant à tous et conduisant



à une même compréhension des phénomènes (*cf. supra*). Toutefois, à l'image du critère de réfutation poppérien, l'hypothèse initialement envisagée par Malinvaud se fait moins vraisemblable à mesure qu'il l'approfondit et la précise. De cette façon, il commence par supposer que la connaissance objective en macroéconomie est celle qui produit un accord intersubjectif entre pairs, *i.e.* un consensus (Malinvaud [1987d, 1989b<sup>75</sup>, 1990f, 1991c, 2001b]). Ainsi cherche-t-il à (se) convaincre de l'importance effective du consensus en macroéconomie, allant jusqu'à se trouver des points d'accord avec Lucas<sup>76</sup> :

« On the one hand, I believe that there is more consensus in the profession than outsiders are led to think. [...] I say that our profession should react by giving higher value to the consensus. And I add as a footnote, that there is more consensus in the profession than most outsiders believe. I could quote answers given by Bob Lucas to an interview: I agree with most of them ». (Malinvaud [2003a], p. 197)

Cependant, Malinvaud se heurte rapidement à la difficulté d'illustrer un tel point de vue ; ceci d'autant plus qu'il entend tirer des exemples à partir des développements de la recherche en macroéconomie depuis les années 1970. Ainsi Malinvaud ([1990f], p. 19) soutient-il l'existence d'un consensus au sein de la profession quant à la nature du chômage en Europe au cours des années 1980 : celui-ci résulte d'un phénomène d'excès d'offre de travail causé par une insuffisance de la demande de travail<sup>77</sup>. De plus, il ajoute que tout le monde s'accorde sur les raisons immédiates de l'insuffisance de la demande de travail ; celles-ci ont trait aux désordres économiques mondiaux depuis 1971, la concurrence accrue du Japon et des nouveaux pays industrialisés et, surtout, la piètre adaptation des pays européens à cette nouvelle configuration. Sur ce dernier point, Malinvaud ([1990f], p. 19) précise toutefois l'existence de trois thèses concurrentes : (i) les fortes divisions politiques et le faible degré de coordination entre politiques économiques nationales (induisant un biais déflationniste) ; (ii) les rigidités institutionnelles qui entravent le libre fonctionnement du marché du travail et, de ce fait, font obstacle aux adaptations nécessaires ; (iii) une réponse inappropriée des prix et

---

<sup>75</sup> Concept que Malinvaud (1989b) propose d'associer à celui de « faits scientifiques », emprunté à un obscur philosophe et historien des sciences (Ravetz [1971]), stipulant qu'il s'agit de tous les concepts, modèles et faits empiriques à propos desquels il y aurait parfait accord entre spécialistes.

<sup>76</sup> Ou encore : « Les non-économistes ont malheureusement trop souvent le sentiment que les économistes ne s'accordent pas entre eux sur ce qui devrait constituer le corps de leur discipline [...]. Il y a bien, en économie comme ailleurs, un noyau d'acquis communément acceptés. Mais la présence de ce noyau tend à être minimisée, ce qui nuit à la crédibilité de tout témoignage venant des économistes. » (Malinvaud [1990e], p. 12)

<sup>77</sup> Une assertion qu'il exprimait évidemment avec encore plus de force quelques années plus tôt : « For economists the phenomenon of mass unemployment is a disequilibrium, namely an excess of the supply of labor over the demand for it. » (Malinvaud [1984a], p. 4)

des revenus, résultant d'un niveau trop élevé de salaires réels durant les années 1970<sup>78</sup>. Par ailleurs, dans le même temps, Malinvaud prend également soin de ne pas présenter un tel consensus au sein de la profession comme un consensus absolu :

« One should first note that *almost everybody* agrees that this high unemployment means an excess supply of labour and is due to a deficiency of the demand for labour. *Almost everybody but not all economists*; this is why I shall devote the next section to examining the explanation that the dissenting minority might propose. » (Malinvaud [1990f], p. 19 ; *nous soulignons*)<sup>79</sup>

Aussi Malinvaud ([1990f], p. 19-23) consacre la section suivante de son article à la thèse de la NEC, qu'il discute, selon laquelle le taux de chômage statistique ne traduit pas nécessairement l'existence d'un excès d'offre sur le marché du travail. S'il n'est pas utile de détailler ici ses arguments à l'encontre de la NEC (*cf.* chapitre 5), il importe au contraire de souligner comment cet exemple (entre autres) a conduit Malinvaud à relativiser sa définition de l'objectivité à partir du consensus entre pairs. Ainsi, la connaissance objective est désormais qui est reconnue « fiable par au moins la majorité des spécialistes » (Malinvaud [2001a], p. 10-11). Immédiatement, il convient de souligner les deux amendements qui sont introduits ici : en plus d'abandonner le caractère absolu du consensus – désormais défini relativement *via* l'accord majoritaire –, Malinvaud met désormais en avant la « fiabilité » de la connaissance plutôt que sa « pertinence » (*cf. supra*). Pour autant, même après l'avoir largement amendé, Edmond Malinvaud ne se satisfait pas de l'idée que la connaissance objective en macroéconomie puisse être garantie par la seule référence au consensus.

---

<sup>78</sup> A ce niveau, Malinvaud ([1990f], p. 19) regrette que ce débat n'ait jamais été tranché au sein de la profession, notamment sur la place à accorder à la thèse qu'il a défendu (*iii*). Ainsi : « Before we go any further we ought to come to some objective assessment on the responsibility to be recognized to each one of these three factors, or groups of factors. This is why I consider it particularly important to reach a clear conclusion about the meaning and validity of the wage gap hypothesis, i.e. the explanation giving the main responsibility to (*iii*), and why I spent much time studying it. But some of my academic colleagues are now concentrating their attention on a latter level of explanation. ».

<sup>79</sup> Il est vraisemblable que Malinvaud n'ait pas encore, au tournant des années 1990, pris toute la mesure de la domination de la NEC sur la recherche académique aux Etats-Unis. Ce dont il devient toutefois rapidement conscient, car il se met subitement à souligner l'intégration internationale de la recherche en macroéconomie qui contribue à relativiser toute sorte de consensus régionalement situé : « [...] la référence pour juger de la science économique est l'état présent des acquis réalisés aux frontières du savoir, un état apprécié sur l'ensemble de la planète. Cette référence devrait aller de soi ; mais l'expérience passée incite à l'expliquer afin d'éviter le risque de provincialisme qui nous menace tous. *Que l'on dise à Paris que tel ou tel écrit est important ne signifie pas qu'il soit reconnu ailleurs comme tel. Quand il n'est pas internationalement reconnu, il y a grande chance qu'il ne contribue guère au progrès de la science.* Cela s'applique évidemment de manière symétrique à ce qui est écrit à Rome, à Londres, ou à Chicago. » (Malinvaud [1995a], p. 10-11 ; *nous soulignons*)

#### 4.2. *Le consensus comme condition nécessaire mais non-suffisante*

Tout d'abord, il entrevoit les limites d'une telle définition de l'objectivité, notamment son caractère profondément *ad hoc* car les normes et/ou règles d'évaluation par lesquelles les macro-économistes sont conduits à sélectionner la connaissance « fiable » restent non-explicites<sup>80</sup>. Or, sur ce point, Malinvaud se refuse à aller plus loin tout en admettant – à la suite des interpellations de Bob Coats – le caractère quelque peu idéalisé de sa définition de la connaissance objective :

« A.W. Coats objected to my reference to 'objective science' and claimed that there was no such a thing. In a fundamental sense he is right; since it has an absolute connotation the word objectivity can only concern an ideal never fully achieved. All too often, however, this simple remark is used in the social sciences in order to minimize the crucial importance of the quest both for agreement between ideas and facts and for agreement among scientists (my definition of objectivity). *I prefer here to stick with the slight incorrection of my language than going into a lengthy and laborious development about what I am up to.* The same attitude lies behind my use of the word proved, whereas I recognize that the notion of a fully rigorous and compelling proof also concerns an ideal. » (Malinvaud [1990f], p. 15 ; *nous soulignons*)

Mais il y a plus grave pour Malinvaud, car celui-ci prend conscience que faire reposer l'objectivité de la connaissance sur le consensus entre pairs tend à justifier *ipso facto* toutes les orientations de la discipline, y compris les plus récentes. Ainsi, il est clair qu'un tel critère convient particulièrement à ceux que la discipline a consacrés : les « vainqueurs » de l'histoire des idées. Or si une telle perspective pourrait convenir à Malinvaud, en considérant toutes les « victoires » auxquels son nom a pu être associé<sup>81</sup>, le compte n'y est pas. En particulier en macroéconomie, car ce dernier reste persuadé que la théorie non-walrasienne a été rejetée pour de mauvaises raisons (*cf. supra*), de même qu'il juge illégitime le succès rencontré par la NEC (*cf. chapitre 5*). D'où, la tendance de Malinvaud dans ses écrits méthodologiques à revenir fréquemment sur la trajectoire de la théorie non-walrasienne en macroéconomie. A ce titre, sa réaction est tout à fait symptomatique lorsqu'il prend acte, au tournant des années

---

<sup>80</sup> Une telle observation, largement implicite chez Malinvaud, quant à la difficulté de faire dériver l'objectivité de la science économique de la seule communauté des savants a été clairement exprimée par Brochier. Partant du constat de l'absence de paradigme unificateur en économie, ce dernier ajoute : « Il s'ensuit que la communauté des économistes ne présente pas les caractères de la communauté scientifique au sens de Kuhn, et notamment est incapable de définir sans ambiguïté, dans son fonctionnement quotidien, ce qui est « scientifique » de ce qui ne l'est pas. » (Brochier [1978], p. 233).

<sup>81</sup> Et ces « victoires » furent autant d'évolutions structurantes pour la discipline depuis les années 1950 : l'usage intensif des mathématiques et de la formalisation ; le développement exponentiel de la quantification (comptabilité nationale, statistiques) ; la domination de l'économétrie structurelle ; le recours systématique à la modélisation macroéconomique ; *etc.* (*cf. section 1*).

2000 (Malinvaud [2000a, 2006a, 2007a]), de l'échec de l'économétrie du déséquilibre<sup>82</sup>. En effet, bien qu'il reconnaisse que les progrès dans ce domaine aient été laborieux au cours des années 1980, il continue de penser que cette approche ne méritait pas d'être abandonnée :

« Now, it is true that the research line explored by Barro and Grossman, my two monographs and a number of my European colleagues 20 years ago, proved to be little rewarding for these colleagues. It is also true that the macroeconometric implementation of the models developed along this research line did not result in a complete renewal of the structural models currently used for forecast and policy analysis. » (Malinvaud [2003a], p. 192)

« We must now accept the conclusion that disequilibrium econometrics, as then investigated, is not suitable for policy analysis, however, unpleasant the conclusion may appear to those who, 25 years ago, hoped that a breakthrough in macroeconomic policy analysis would so be reached. » (Malinvaud [2006a], p. 171)

« J'ai certes reconnu que l'expérience acquise devait être considérée comme négative [...] Mais j'ai exprimé l'avis que les résultats obtenus grâce aux travaux de la décennie 1980 méritaient d'être complétés par d'autres s'inspirant du même esprit, en vue d'améliorer notre compréhension des déséquilibres macroéconomiques. Le renouveau manifesté de nos jours par la macroéconomie néo-keynésienne me donne l'espoir que mon avis sera écouté. » (Malinvaud [2007a], p. 421)

D'ailleurs, Malinvaud ([2006a], p. 178-179) suggère encore de poursuivre les recherches dans cette voie ; que ce soit pour renouveler les estimations économétriques des décennies 1980 et 1990, ou pour dépasser les difficultés des méthodes d'estimation utilisées jusque là. Sur ce dernier point, Malinvaud suggère en particulier d'améliorer la spécification du régime classique en lui prêtant un caractère plus dynamique, de sorte que son occurrence puisse être déterminée par la profitabilité plutôt que par l'insuffisance de l'équipement. Ainsi, Malinvaud serait tout disposé à inscrire l'économétrie du déséquilibre, et plus largement la théorie non-walrasienne, au rang des réalisations « positives » de la macroéconomie car celle-ci partage toutes les propriétés de la connaissance objective : empirique, falsifiable, utile et/ou pertinente

---

<sup>82</sup> Echec au sens où l'économétrie du déséquilibre n'est pas parvenue à générer une nouvelle famille de modèles structurels capables de renouveler les modèles macro-économétriques structurels et, ce faisant, la prévision et l'analyse des politiques économiques (cf. chapitre 4). Un tel jugement de la part de Malinvaud fait suite à sa lecture de la dernière revue de littérature dans ce domaine effectuée par Laroque et Salanié (1995), consacrée essentiellement aux modèles d'agrégation des micro-marchés et aux modèles dynamiques. Dans cette revue, les auteurs mettent en évidence toutes les difficultés à exploiter les données individuelles pour servir à l'estimation des modèles de rationnement, en particulier s'agissant de la fiabilité des indicateurs de tension : « These remarks should not be taken as a dismissal of the use of disequilibrium indicators, but as a warning sign regarding empirical studies that *a priori* assume that the indicators give the proportion of markets in excess demand without any measurement error. This assumption, forced upon econometricians by the intractability of the alternative, should be relaxed. It is unclear to us whether the current practice (a micromarkets-based model with supposedly a perfect measure of the regime probabilities) should be preferred to the more traditional methods. » (Laroque et Salanié [1995], p. 400 ; *souligné par les auteurs*). Le bilan est tout aussi négatif s'agissant des modèles dynamiques, du fait qu'aucun consensus n'a jamais émergé entre praticiens quant aux spécifications à adopter. A partir de ces appréciations négatives, Malinvaud (2006a) conclut à l'échec de l'économétrie du déséquilibre dans un article à caractère rétrospectif : « Disequilibrium Econometrics : 25 years later ».

(pour la politique économique) et dotée d'une cumulativité lente et progressive<sup>83</sup>. A l'inverse, la référence au consensus entre pairs tend à l'en exclure, car ce critère tend à sanctionner mécaniquement toute connaissance comme tout programme de recherches qui aurait été abandonné. Dans ces conditions, la référence à la communauté pose problème : reconnaître le bien-fondé du jugement des pairs reviendrait à admettre que les théories du déséquilibre furent abandonnées pour de bonnes raisons. Or, comme nous l'avons vu, rien n'est moins sûr pour Malinvaud, dont les écrits méthodologiques ne cessent de discuter les raisons avancées (ou supposées) qui ont participé à discréditer ces théories. Par conséquent, Malinvaud se résout au caractère nécessaire mais non-suffisant du critère de consensus pour fonder l'objectivité de la connaissance en macroéconomie, en affirmant que ce dernier doit s'accompagner d'une indispensable déontologie de recherche :

« Il y a ainsi une déontologie de la recherche qui interdit au chercheur de faire intervenir sciemment ses préférences doctrinales dans l'exécution de ses travaux et qui lui recommande de se prémunir contre les interventions inconscientes. Appliquée aux centres de recherche, où collaborent le plus souvent des chercheurs ayant des préférences idéologiques diverses, cette déontologie, admise par tous, constitue une garantie très sérieuse d'objectivité, car c'est à l'intérieur même de l'organisme et tout au long de la recherche qu'intervient le contrôle mutuel du respect de la norme. » (Malinvaud [1991c], p. 45)

Dans cette perspective, le consensus entre pairs ne fait office de critère d'objectivité qu'à condition que la communauté des savants respecte une certaine déontologie. Réciproquement, que le consensus entre pairs ne suffise pas à fonder l'objectivité de la connaissance en macroéconomie doit pouvoir s'expliquer par la défaillance déontologique des membres de cette communauté de savants : les macro-économistes. Ainsi, par cet ultime amendement, Malinvaud fait glisser la question de l'objectivité de la connaissance en macroéconomie du terrain épistémologie au terrain éthique. Mais il devient alors possible, pour lui, de caractériser l'ensemble des manquements à la déontologie en macroéconomie comme autant de facteurs déstabilisant la cumulativité de la connaissance objective dans cette discipline.

---

<sup>83</sup> En n'omettant pas de souligner, à l'instar de L. Salvas-Bronsard (1985), que la théorie du « déséquilibre » est l'un des rares exemples de développement conjoint de la théorie macroéconomique et la théorie économétrique.

## V. A propos de quelques facteurs déstabilisants

L'intérêt systématique de Malinvaud pour la réflexion méthodologique aura finalement eu raison de ses convictions initiales, car il ne sera pas parvenu à fonder rationnellement l'objectivité de la connaissance en macroéconomie. A défaut, Malinvaud entend épingle toutes les dérives qu'il observe dans la recherche en macroéconomie ; dérives qu'il présente comme directement responsables de la fragilité épistémologique de la discipline. La première dérive est multiforme car elle regroupe tous les manquements évidents à la déontologie élémentaire : l'exagération de la portée des résultats théoriques et empiriques ; le « vedettariat académique » ; la tendance à l'endoctrinement ; la rhétorique employée à des fins détournées ; *etc.* Mais, dans la perspective d'Edmond Malinvaud, la seconde dérive désigne un phénomène encore plus grave pour la macroéconomie : sa grande sensibilité aux effets de mode.

### 5.1. Plaidoyer pour une vigilance déontologique

Finalement, Malinvaud paraît s'être convaincu du caractère idéalisé de son acception de la connaissance objective et que l'effectivité de celle-ci supposait inévitablement l'astreinte de la communauté des économistes à une certaine déontologie de la recherche.

« Comme tout idéal il n'est jamais parfaitement atteint ; mais cela n'affecte en rien sa nécessité. Dans les sciences sociales, l'économie en particulier, l'idéal d'objectivité doit être d'autant plus présent à l'esprit du chercheur que la tentation d'en dévier est plus grande et que toute déviation est finalement nuisible au progrès à long terme des connaissances, la seule chose qui importe vraiment. » (Malinvaud [1991c], p. 45).

Fort de cette nouvelle conviction, Malinvaud entend épingle toutes les attitudes qui lui semblent contrevenir à la déontologie élémentaire au sein de la recherche en macroéconomie. A commencer par le manque de rigueur dans l'interprétation des résultats obtenus, que ceux-ci soient de nature théorique ou empirique. Une telle critique lui permettant, par ailleurs, de dénoncer le manque de modestie des macro-économistes :

« Il est trop fréquent de constater qu'au stade ultime de l'interprétation le chercheur perde toute retenue et exagère grossièrement la portée de ce qu'il a établi. L'interprétation est certes opportune et des conjectures y trouvent naturellement leur place ; mais, d'une part, elles doivent être annoncées comme telles et, d'autre part, elles doivent rester sinon modestes, au moins raisonnables dans leurs ambitions, faute de quoi elles deviennent gratuites, abusives et trompeuses ». (Malinvaud [1990e], p. 9)

Il est toutefois permis de penser que cette première critique concerne en premier lieu les résultats théoriques, du fait qu'elle s'inscrit dans la droite ligne de sa critique de la tendance des chercheurs en économie mathématique à présenter leurs résultats (purement logiques) comme directement pertinents pour la politique économique (cf. chapitre 5). Une telle éventualité se trouve en effet validée et Malinvaud ([2001c], p. 1051) en vient rapidement à éclabousser, pêle-mêle, l'usage du concept d'anticipations rationnelles, les théories de la croissance endogène<sup>84</sup> et la méthodologie de la TCR :

« [...] il existe bien des façons de spécifier les anticipations rationnelles et certaines des contributions les plus appréciées semblent avoir poussé la soi-disante rationalité des anticipations au-delà du raisonnable. De même, que penser des soi-disantes percées qu'auraient réalisées, d'une part, les théories de la croissance endogène, d'autre part, la méthodologie introduite par les promoteurs de la théorie des cycles réels ? Il semble bien y avoir eu perversion dans ces deux cas, car des résultats scientifiques ont été annoncés et largement acceptés avant d'avoir été vraiment établis. Des explications valables auraient été données, a-t-on prétendu, d'un côté pour les différences de taux de croissance à long terme entre pays et époques, de l'autre pour les fluctuations cycliques. Dans l'un et l'autre cas, les phénomènes sont beaucoup plus complexes que ce qui a été dit. On ne peut s'empêcher de penser que l'existence de telles perversions est due au système du vedettariat académique, qui s'est implanté de plus en plus fermement chez nous. » (Malinvaud [2001c], p. 1051)

L'expression « vedettariat académique » (*star-system* en anglais), régulièrement employée par Malinvaud (1997c, 2001c, 2004a), traduit efficacement son ressentiment à l'égard de tout un ensemble d'attitudes qu'il a observé au sein de la recherche en macroéconomie<sup>85</sup>. Des attitudes qu'il condamne d'autant plus qu'elles ont fini par exercer une influence sur le contenu des enseignements universitaires<sup>86</sup>, alors même que ces dernières n'ont initialement consisté qu'en des « réactions perverses » face aux difficultés rencontrées par la discipline pour expliquer les phénomènes économiques<sup>87</sup> :

« D'autres réactions perverses aux difficultés que nous rencontrons utilisent largement la rhétorique, mais constituent au fond des fuites devant les difficultés. [...] Même en restant à l'intérieur de la discipline et en travaillant sur des questions importantes, il se révèle possible de

---

<sup>84</sup> Sur la critique des théories de la croissance endogène, voir : Malinvaud (1993c), Boyer (1998).

<sup>85</sup> Et une telle attitude a, pour lui, des effets tout à fait concrets sur la qualité de la recherche : « Si je dois m'en tenir à une critique, et à une qui pourrait concerner certains de mes collègues les plus connus, je dirais que parfois ils ou elles cherchent la renommée plutôt que la vérité. » (Malinvaud [1977c], p. 56)

<sup>86</sup> Pointant régulièrement les enjeux relatifs à l'enseignement des résultats de la macroéconomie, Malinvaud ([1990e], p. 10) rappelle que le rôle des économistes est « d'enseigner non d'endoctriner ». A ce niveau, il convient de rappeler que Phelps et Franz (1990) ne furent pas les seuls à passer sous silence les résultats de la théorie non-walrasienne, la plupart des manuels parus après les années 1970 n'en disent rien (cf. *supra*).

<sup>87</sup> Pour expliquer de telles attitudes, Malinvaud finit par invoquer la règle « publish or perish » en vigueur dans le système universitaire qui contraint les chercheurs à publier leurs articles quel que soit la valeur scientifique des propositions qu'ils y développent – d'où un sur-investissement rhétorique. A l'inverse, Malinvaud y oppose une règle plus conforme à la déontologie de la recherche : « [...] in science the main motto always ought to be: search for what is really true and relevant. » (Malinvaud [2004a], p. 141)

s'assurer une notoriété de vedette grâce à des contributions qui rétrospectivement apparaîtront bien limitées. La macroéconomie moderne offre l'exemple de réussites académiques remarquables, qui ont entraîné dans leur sillage de nombreux disciples convaincus, mais dont nous pouvons nous demander dans certains cas où elles mèneront. » (Malinvaud [2001c], p. 1050)

Par le terme « rhétorique », Malinvaud ([2001c], p. 1045) désigne « quelque chose à prendre ou à laisser selon les goûts », *i.e.* une contribution qui ne devrait pas avoir la faculté d'emporter la conviction de la majorité des savants, soit parce qu'elle ne respecte pas la déontologie élémentaire<sup>88</sup>, soit parce que celle-ci est trop marquée idéologiquement. Avant de préciser ce que ce second terme recouvre, il convient de souligner qu'une telle caractérisation de ces attitudes comme une forme de fuite devant les difficultés n'est pas nouvelle chez Malinvaud. En effet, ce dernier insistait déjà sur ce point quelques années plus tôt lorsqu'il soulignait combien l'analyse du phénomène du chômage de masse était délicate, nécessitant de mettre en œuvre une approche dynamique complexe et toujours partielle :

« I believe that the difficulty of the challenge is well realized within our profession. But since economists are human beings they sometimes adopt attitudes that permit them to avoid the challenge. Among those attitudes the least objectionable is to give up and remain silent. Indeed, some of my colleagues consider that as economists we understand some the phenomenon of mass unemployment too poorly to say anything at all about it to our fellow citizens. [...] A different attitude is to deny the phenomenon and to argue, for instance, that, since any mutually advantageous move has to be made in our society by those benefiting from it, malfunctionings cannot occur and involuntary unemployment, therefore, does not exist. Still another attitude is to become charlatans and to advertise a simple remedy, for instance a fixed monetary rule, a so-called "supply-side" medicine or a protectionist package, the media being, as always, ready to contribute to giving such remedies favourable publicity at least as long as they look new. » (Malinvaud [1984a], p. 54-55)

Plus grave encore que l'attitude des macro-économistes de la NEC, pour Malinvaud, il y a le comportement tous ces économistes de « second rang »<sup>89</sup> qui n'ont pas hésité à diffuser au

---

<sup>88</sup> A ce titre, il est frappant de voir la manière dont Malinvaud raccroche la thèse de McCloskey (1985) à la défaillance plus générale de la déontologie : « Cet ouvrage, qui jouit actuellement d'un intérêt certain chez les économistes, porte sur un sujet différent, celui de la rhétorique par laquelle les économistes communiquent entre eux et présentent leurs travaux ou leurs intentions de recherche. Il devrait bien entendu y avoir compatibilité entre la rhétorique et la conception générale des méthodes de la recherche scientifique. L'ouvrage montre clairement que cette compatibilité n'est pas toujours respectée par les économistes, le plus souvent par manque de modestie dans la présentation de leurs théories ou de leurs résultats. » (Malinvaud [1991c], note 11, p. 57-58). Dans cette même perspective, il soutient également : « When theorists indulge in scholastics that are less and less relevant, or when they take liberties in selecting favourable empirical support while ignoring more exacting tests, something goes wrong. This is particularly so when all the tricks, commonly used in advertising new products, are also used by authors of scientific papers. Then the scientific ethics is really lost. An old macroeconomists may be allowed to voice a warning: "resist the temptation of fuelling primacy of the star system in our profession". » (Malinvaud [2004a], p. 141)

<sup>89</sup> Comme signalé dans la citation, Malinvaud vise ici les économistes se revendiquant de la « Supply-side Economics », un courant de pensée circonscrit et tellement associé aux changements de la politique économique sous Reagan (1981-1989) qu'il fut baptisé la « Reaganomics ». Avant d'être élu président, Reagan a été gouverneur de la Californie à l'époque où, suite à un mouvement de révolte populaire contre l'impôt, cet Etat a



grand public, par divers supports médiatiques (presse, radio, télévision, *etc.*), leurs thèses proprement idéologiques, *i.e.* dénuées de tous fondements scientifiques<sup>90</sup>. Or de telles interventions publiques, parce qu'elles introduisent un « biais de sélection »<sup>91</sup> dans les débats en macroéconomie, contribue également à affaiblir la cumulativité de la discipline :

« Indeed, some economists like to bring their disagreements to a public place, and the media make the matter still worse when they designate as economists some people who have no real credentials for the title but attract attention by extravagance of their claims ». (Malinvaud [2003a], p. 197)

De cette manière, en encourageant la communauté des macro-économistes à faire preuve de plus de vigilance déontologique, Malinvaud entend dénoncer toutes les pratiques qui ont pour effet de confondre le bien-fondé de l'accord intersubjectif de la communauté des macro-économistes. Et il n'a pas hésité à exprimer ses commentaires acrimonieux, en public, souvent en face d'un pare-terre d'économistes. Ainsi, son article « Propos de circonstance sur les orientations de la discipline économique » (Malinvaud [1990d]) est la retranscription du discours qu'il a prononcé à l'occasion de la remise de ses *Mélanges économiques* (Milleron [1988], le 5 janvier 1989 à l'EHESS :

« Quiconque cherche à porter un jugement équilibré mais lucide sur les orientations générales de l'activité exercée par la profession à laquelle il appartient s'expose tantôt à dire des banalités tantôt à blesser ses collègues. Acceptant pour l'occasion et malgré elle ce double risque, je vais parler de l'activité des économistes. » (Malinvaud [1990d], p. 115)

Mais Malinvaud ne se contente pas de dénoncer les écarts de conduites, il encourage la communauté des macro-économistes à adopter explicitement des « règles méthodologiques » (*i.e.* déontologiques<sup>92</sup>). Avec K. Popper (1935), Malinvaud ([1991c], p. 354) invite ainsi les

---

fait voter en 1978 la fameuse proposition 13 prévoyant une réduction importante des taxes sur la propriété (Beaud et Dostaler [1996], p. 180). Par la suite, ce mouvement s'est étendu au reste des Etats-Unis, voyant rallier sa cause un certain nombre d'économistes – parmi lesquels A. Laffer, à l'origine de la courbe éponyme (Laffer et Seymour [1979]). Typiquement, pour filer l'argument de Malinvaud, il est clair que l'irruption de la courbe de Laffer dans le débat public a exercé un certain effet sur les débats académiques car bon nombre d'économistes ont pris cette courbe pour objet entre autres propositions de l'économie de l'offre ». En témoigne : Hailstones (1982) ; Raboy (1982) ; Rousseas (1982). En France, la « Supply-Side Economics » a également eu ses épigones à partir du milieu des années 1970 à travers le groupe dit des « nouveaux économistes », tous membres de la société du Mont-Pèlerin : Henri Lepage (1941-), Pascal Salin (1939-), Jacques Gareilo, Emil Claassen (1934-2014) et Florin Aftalion (1937-), pour les plus importants.

<sup>90</sup> Non scientifiques, au sens où celles-ci ne sont validées d'aucune manière par la communauté des savants.

<sup>91</sup> A ce niveau, il est frappant d'observer combien les craintes de Malinvaud à propos des effets pervers générés par l'interaction science-médias ont été analogues à celles exprimées par Bourdieu (2001).

<sup>92</sup> Et Malinvaud va jusqu'à proposer des règles déontologiques, dont quelques-unes sont directement inspirées de son éthique personnelle : « Devant ce dilemme *ma déontologie, que je vous propose d'adopter*, consiste premièrement à me sentir le devoir d'étudier les problèmes économiques importants de nos sociétés, deuxièmement à m'exprimer à leur sujet dès lors que j'ai atteint une intime conviction, troisièmement à doser

savants à s'imposer de telles règles conventionnelles afin, entre autres, de limiter l'utilisation de stratagèmes destinés à protéger une théorie de la réfutation. Toutefois, il reste une ultime dérive identifiée par Malinvaud à laquelle l'imposition de règles déontologiques ne peut rien changer : l'importance des effets de mode en macroéconomie.

## 5.2. De l'importance des effets de mode

Finalement, Malinvaud (1990f, 1991c) insiste sur l'importance des « effets de mode » et ses conséquences dramatiques pour la perspective (idéalisée) du développement de la connaissance objective en macroéconomie qu'il défend. En effet, l'existence d'un tel phénomène ne conduit pas seulement à balayer l'hypothèse de linéarité dans l'évolution de la connaissance macroéconomique, mais tend à en relativiser le caractère cumulatif. Ceci s'expliquant par l'éventualité, soulevée par Malinvaud, que le développement de la connaissance en macroéconomie soit finalement déterminé par un principe élémentaire : l'attrait pour la « nouveauté ». Ainsi :

« [...] I take seriously the claim of economics as being an objective science. This is why I feel uneasy when I must recognize that there is not full agreement among economists, sometimes about the facts to be explained or still more often about what can be considered as already proved in the process of explaining. This uneasiness is reinforced by the quick rotation of fashions in academic economics: for a time people become excited at working on a thesis that pretends to explain something; some people support the thesis, others dispute it; but after a while they all shift to another subject, before the thesis can be considered as having proved right or wrong. Clearly, if a thesis is significant, the profession should be concerned at reaching some common assessment about its worthiness. » (Malinvaud [1990f], p. 15)

A nouveau, Malinvaud illustre ce phénomène à partir du courant de recherches visant à déterminer le *real wage gap*. De son point de vue, exprimé dès la fin des années 1980, l'engouement pour ce domaine de recherches s'est brutalement épuisé sans que des résultats significatifs aient été mis en évidence<sup>93</sup>. Soit, avant qu'on ait pu répondre au problème initial, paradoxalement à l'origine de ce champ de recherche : est-ce que les faibles performances économiques des pays européens s'expliquent par des salaires réels trop élevés ?

---

l'autorité que je cherche à donner à mon message en fonction de l'étendue du soutien qu'il reçoit de la part des autres membres de ma profession. » (Malinvaud [1990e], p. 120 ; *nous soulignons*).

<sup>93</sup> En témoigne les résultats peu probants de Laroque (1989), qui a testé cette hypothèse de *real wage gap* afin d'expliquer les différences entre les taux chômage en Europe et aux USA sur la période 1965-1985. Sa conclusion est la suivante : « [...] it seems very difficult to conclude from the observation of a wage gap, that it is a good explanation of differences in the rates of unemployment in Europe or in the USA, or that a proper policy recommendation is to reduce the level of real wages in Europe. » (Laroque [1989], p. 983)

« This is [...] an old problem and one about which various school of economists often disagreed. Ten years ago it again came to the forefront when European wages were said to be too high; the poor employment performances in Europe were said to be caused in part by a wage gap. The question was studied and extensively discussed. Was it solved? Opinions probably vary, but an independent observer would, I am afraid, conclude that in economics fashions are shortlived and interest quickly shifts from one subject to another; the wage gap hypothesis went out of fashion before it was either proved or disproved. It falls to me to remark that the same economist can simultaneously discard the hypothesis and make his analysis of employment assumptions that, if true, would imply the validity of the hypothesis. » (Malinvaud [1988b], p. 116-117)

De la même manière, Malinvaud (1991c) a fini par considérer que le succès de la NEC (en particulier, celui de la TCR) devait d'abord s'expliquer par des éléments extrascientifiques : une compétence mathématique<sup>94</sup>, le zèle de ses promoteurs et une sorte de « prime à l'originalité ». Et bien qu'il ne dénie pas à cette approche tout crédit théorique, il n'omet pas de souligner que la force de cette dernière réside essentiellement dans sa cohérence logique :

« Depuis une vingtaine d'années [...] une école active s'est constituée sous le label de « Nouvelle macroéconomie classique » dont l'essor aux Etats-Unis a été favorisé par la prime à l'originalité accordée dans le système universitaire de ce pays et par le dynamisme, l'expertise mathématique et la compétence théorique de ces économistes. [...] C'est rarement sur le plan de la pure logique qu'on prendra cette école en défaut, plutôt sur celui du réalisme de ses hypothèses et de ses conclusions. » (Malinvaud [1991c], p. 579)

Par « prime à l'originalité », Malinvaud est loin de penser que la NEC a introduit une quelconque « nouveauté » dans la recherche macroéconomique. A ce sujet, nous avons vu précédemment à quel point ce dernier ne croyait pas en la pertinence d'une telle idée, refusant jusqu'à la possibilité que les économistes puissent faire des « découvertes ». En effet, après avoir longtemps identifié la NEC comme une nouvelle forme de monétarisme (à l'image de Tobin [1981] qualifiant cette approche de « Monetarism Mark II »), Malinvaud finit par l'associer – plus légitimement – à un retour à l'analyse pré-keynésienne (*i.e.* classique)<sup>95</sup>. A l'inverse, la « prime à l'originalité », dont Malinvaud suppose que la NEC, a bénéficié est

---

<sup>94</sup> Loin d'être un hommage, le fait que cela soit une propriété des travaux de la NEC finit au contraire par convaincre Malinvaud (1996b, 1997a) du recours abusif des mathématiques en économie, qui permet de justifier des exercices purement scolastiques. Plus précisément, la mathématisation de l'économie serait entrée dans une phase dégénérante en économie, parce que le recours aux mathématiques y est devenu une fin en soi, non justifiée par des raisons pratiques (comme la quantification, par exemple).

<sup>95</sup> A ce niveau, il est frappant d'observer que Malinvaud aboutit à des conclusions similaires à celles de Brochier (1978) en son temps, alors même que la voie qu'il emprunte est différente. Ainsi, achevant de relativiser la pertinence de l'approche kuhnienne et du concept de « révolution scientifique » pour décrire l'évolution de la science économique (*cf.* notes précédentes), ce dernier soutient : « On assiste à une remise en cause permanente des fondements de notre discipline – attitude contraire à la situation d'une science « normale », et prolonge donc indéfiniment l'état de « révolution scientifique ». Mais cette révolution désignant pour Kuhn le passage d'un paradigme à un autre, et cette éventualité n'étant pas prévisible en économie, il paraît douteux que la conceptualisation de Kuhn soit vraiment pertinente dans les sciences sociales. Il apparaît alors que la science économique garde certains traits de la philosophie : on parle d'un retour à Ricardo, comme de Platon ou des présocratiques. » (Brochier [1978], p. 233)

simplement lié au fait d'avoir énoncé un discours différent de la majorité des macro-économistes à l'époque : un discours résolument anti-keynésien à une époque où la doxa académique était keynésienne. Par la suite, la NEC ayant su se faire entendre – en usant notamment des dérives mentionnées plus haut –, son succès en macroéconomie n'est que la conséquence de l'« effet de mode » (à la fois plus puissant et plus général) que cette dernière approche aura généré au sein de la profession. Fort de cette nouvelle conviction, Malinvaud rationalise l'échec de la théorie non-walrasienne, en avançant que celle-ci a été perçue – à tort<sup>96</sup> – comme trop conservatrice et/ou complaisante par rapport à la doxa keynésienne :

« Dans les années 1970 un courant de recherches en théorie macroéconomique vit le jour, visant à caractériser les effets macroéconomique de la fixité des prix et des salaires. [...] Mais ce courant a été perçu comme se situant aux antipodes du rejet de la théorie keynésienne, un rejet qui était alors en vogue. Il fit l'objet d'un évident ostracisme dans la profession. » (Malinvaud [2007a], p. 420)

Ainsi, Malinvaud tend-t-il à associer le succès de la NEC à un simple « effet de mode » qui, s'il ne représente pas selon lui un progrès pour la discipline, a toutefois eu pour effet de modifier l'agenda de recherches de la discipline macroéconomique. Dans ces conditions, nulle controverse possible : tout se passe comme si l'« effet de mode », provoqué par la NEC, avait imposé le rejet de l'analyse keynésienne et le retour aux classiques. En ce point aboutit la réflexion méthodologique de Malinvaud, qui paraît avoir été hanté par cette question des fondements rationnels de la sélection des programmes de recherche au sein de la discipline, notamment en macroéconomie. Aussi esquissait-il une telle problématique, dès le début des années 1990, devant la même assemblée d'économistes réunie pour ses *Mélanges* :

« Toute science se construit grâce à des programmes de recherche. Un programme actif est exploité et fait l'objet d'un approfondissement poursuivi pendant plus ou moins longtemps ; puis il tombe en désuétude, étant supplanté par un autre programme qui est jugé plus prometteur. C'est une importante question stratégique dans le développement des sciences que de savoir jusqu'où poursuivre un programme et quand il convient de le renouveler. Face à cette question stratégique aucun savant ne peut prétendre détenir la bonne réponse. Rétrospectivement, il s'avère que certains parmi les meilleurs ont commis à cet égard des erreurs de jugement. C'est pourquoi je devrais m'exprimer avec une grande prudence, ou peut-être rester silencieux. Néanmoins, le sujet est trop important, il concerne trop notre discipline pour que je l'ignore. » (Malinvaud [1990d], p. 118)

---

<sup>96</sup> Sur ce point, nous ne pouvons que souscrire au point de vue de Malinvaud selon lequel la théorie non-walrasienne constituerait une défense véritable de la théorie keynésienne. En effet, nous avons vu de quelle manière celle-ci avait grandement contribué à relativiser la portée des conclusions keynésiennes (cf. partie 1).

Engagé à partir de la fin des années 1980, l'intérêt systématique d'Edmond Malinvaud pour la méthodologie économique aura eu pour effet principal de remettre en cause ses convictions initiales. Considérant que la science économique est soumise à l'exigence d'objectivité, laquelle lui confère son unité et sa spécificité (par rapport aux autres sciences sociales), Malinvaud était enclin à caractériser la macroéconomie comme la branche la plus « positive » de la discipline. Toutefois, face au constat de l'inefficacité de l'économétrie à trancher entre hypothèses et/ou théories concurrentes, ce dernier conclut à la nécessité de reconsidérer le critère poppérien pour rationaliser le développement de la macroéconomie. Loin de vouloir abandonner la perspective d'une connaissance cumulative, Malinvaud envisage que celle-ci puisse être garantie par le consensus entre pairs. Cependant ce critère se révèle rapidement une condition nécessaire mais non-suffisante à fonder l'objectivité de la connaissance en macroéconomie. Entre autres raisons, les nombreux écarts à la déontologie dont se rendent coupables certains chercheurs qui, en biaisant l'appréciation des pairs, participent à détourner la discipline de son sentier cumulatif. A ces défaillances déontologiques s'ajoute encore la forte sensibilité des chercheurs aux « effets de mode », que Malinvaud tend à présenter comme une raison suffisante pour expliquer l'évolution des paradigmes dominants en macroéconomie – y compris les trajectoires croisées des approches non-walrasienne et de la NEC. Autrement dit, le statut épistémologique de la discipline se révèle infiniment plus fragile et à mille lieux de l'idéal d'objectivité que Malinvaud voulait initialement lui prêter :

*« Enfin la recherche manque de sérénité. Comme l'état de l'économie affecte la vie de chacun, comme la politique économique est souvent l'objet de chauds débats publics, comme la préférence pour un système économique-social plutôt qu'un autre distingue une idéologie, les demandes adressées aux chercheurs sont trop ambitieuses et les incitent à rendre trop vite compte de leurs résultats, avant toutes les vérifications requises, et à en surestimer la portée. La présentation publique de ces résultats par les médias les dénature toujours plus ou moins. Les économistes, souvent flattés d'apparaître comme des vedettes, résistent plus ou moins mal aux compromissions inhérentes à un tel rôle. » (Malinvaud [1989b], p. 1293 ; nous soulignons)*

En pointant le manque de sérénité de la recherche en macroéconomie, Malinvaud en vient progressivement à considérer que les déterminants du développement de la discipline ont plus de chances d'être externes (*i.e.* extra-scientifiques) qu'internes. En effet, en plus d'avoir rationalisé la coexistence permanente de paradigmes concurrents, il finit par considérer qu'une pareille indétermination préside à l'établissement de paradigmes dominants – au sens où ces derniers sont avant tout déterminés par des « effets de mode ». Dans ces conditions, rien ne peut rationaliser le développement historique de la macroéconomie, qui paraît suivre

une marche aléatoire – tel un « canard sans tête ». Du moins est-ce l’image qui se dégage des écrits méthodologiques d’Edmond Malinvaud :

« Les conditions difficiles qui entravent les avancées scientifiques en économie expliquent aussi pourquoi plusieurs paradigmes peuvent longtemps coexister dans notre discipline et pourquoi les changements dans les préférences de la profession entre paradigmes tiennent souvent plus aux déplacements des modes dans la communauté académique qu'à des preuves établissant l'adéquation aux phénomènes économiques réels et aux problèmes économiques réels. Si vous êtes d'accord avec moi sur cette dernière déclaration, alors nous n'avons pas lieu d'en être fiers en tant que savants. Nous économistes pouvons alors apparaître plus intéressants comme objets d'étude dans la sociologie de la science que comme sujets contribuant au progrès de la connaissance scientifique. Réfléchissons à cette inversion possible de notre place et sachons en tirer les enseignements. » (Malinvaud [1996b], p. 941)

En imputant la forte instabilité interne de la discipline macroéconomie à un ensemble de facteurs extrascientifiques, la conclusion d’Edmond Malinvaud apparaît ainsi fort analogue à celle de P. Bridel (2005), pour qui la cumulativité de la connaissance économique n’est pas seulement quantitative mais revêt une forte dimension qualitative. Pour le dire autrement, la connaissance économique n’évolue pas seulement de manière non-linéaire, elle fait encore des sauts ; en cessant brusquement d’approfondir une problématique, un objet ou une théorie particulière<sup>97</sup>, mais en en développant d’autres. Dans ces conditions, et en appliquant les conclusions d’H. Brochier (1978) à la macroéconomie : plutôt que le consensus, il semble que la « science normale » (au sens de Kuhn) y est davantage caractérisée par le dissensus généralisé<sup>98</sup>. A tel point que, plutôt que les phases de dissensus, ce sont d’abord les phases de consensus qui doivent poser question dans l’histoire de la macroéconomie<sup>99</sup>. Ce qui semble avoir également interrogé Edmond Malinvaud, qui n’abandonne pas l’idée qu’un consensus puisse exister en macroéconomie, de telle sorte que cette discipline puisse faire l’objet de phases de cumulativité (quantitative). Et cela, parce qu’il est convaincu que l’approche probabiliste en économétrie, de même que la « synthèse néoclassique », ont effectivement fait l’objet d’un consensus en macroéconomie, au moins au cours des années 1960.

---

<sup>97</sup> Les transformations de la macroéconomie dans les années 1970-1980 en fournit plusieurs exemples.

<sup>98</sup> Comme le mettait d’ailleurs en évidence R. Solow ([1979a], p. 340), lorsque les fondements de la théorie keynésienne étaient remis en cause par la recherche des fondements microéconomiques : « *Macroeconomics is now, as it has always been, the subject of intense controversy. There must be several different reasons for this: for instance the policy stakes are large; the ultimate test of any theory, conformity with the facts, often turns out to be inconclusive and perhaps indecipherable; and it is even possible that the institutional environment changes, so that a theory adequate for one decade may fail in the next.* » (*nous soulignons*).

<sup>99</sup> Ainsi, J.-P. Fitoussi ([2004], p. 29-40) s’interrogeait-il sur le consentement général des économistes, qu’il qualifie de « consensus des malgré-nous », au cours de la période dite de « Grande modération » (*cf.* chapitre 8).

## **Chapitre 8 : La macroéconomie, entre science et expertise**

« We economists love to quote Keynes' final lines in his 1936 *General Theory*<sup>1</sup> – for the reason they cater so well to our vanity and self-importance. But to admit the truth, madmen in authority can *self-generate* their own frenzies without needing help from either defunct or avant-garde economists. What establishment economists brew up is as often what the Prince and the Public are already wanting to imbibe. We guys don't stay in the best club by proffering the views of some past *academic* crank or academic sage. » (Samuelson [2007], p. 10 ; *souligné par l'auteur*)

Depuis les années 1990, le thème de l'expertise ne cesse de provoquer l'engouement en sciences sociales à mesure que la « montée des experts » s'affirme comme un phénomène socio-politique d'envergure (Berrebi-Hoffman et Lallement [2005]). Cet engouement est justifié par l'intuition, collectivement partagée au sein des sciences sociales, que l'expertise constitue le nœud d'un nouveau cadrage des relations entre science, politique et société (Granjou [2003]). Dit autrement, l'analyse des modalités d'exercice du politique ne peut plus aujourd'hui évacuer la question du rôle et de la place qu'y occupe les sciences, dans la préparation et/ou l'accompagnement de la décision publique. Ainsi, l'expertise est devenue une modalité d'intervention de la science dans la société à mesure que son recours a été intégré au répertoire d'action politique. Dans ces conditions, le phénomène de la montée des experts est d'abord considéré comme la marque d'une intensification des rapports entre science et politique. Ce qui explique, d'ailleurs, que la plupart des auteurs contribuant à la littérature sur l'expertise proviennent de disciplines ayant pour objet le politique (philosophie politique, histoire politique, sociologie politique, sciences politiques, *etc.*) ou les sciences (histoire des sciences, sociologie des sciences, *etc.*).

Pour autant, si d'aucuns considèrent que l'identification des rapports se nouant entre les sciences et le politique doit aujourd'hui passer par l'identification de la nature de la relation d'expertise, la kyrielle d'études empiriques qui sont consacrées à cette relation montre qu'elle

---

<sup>1</sup> Celles-ci sont bien connues car fréquemment reprises : « [...] les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense en général. A vrai dire le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. » (Keynes [1936], p. 375)

est encore l'objet de toutes les incertitudes<sup>2</sup> (Delmas [2011]). Le problématique posée par l'expertise a pourtant l'avantage de s'exprimer simplement, à savoir : « les experts sont-ils manipulés ou preneurs d'otages ? » (Trépos [1996]) En d'autres mots, l'enjeu est de déterminer dans quelle mesure l'expertise n'est qu'une couverture pour les responsables politiques, qui auraient préalablement arrêté leur décision mais chercheraient ensuite à la légitimer, ou si celle-ci constitue un levier pour les experts et/ou les scientifiques d'influencer la décision publique ?

Cette question se pose légitimement à l'endroit de toutes les sciences impliquées dans l'aide à la décision, publique ou privée ; et, donc, à la science économique. Elle s'y est d'ailleurs récemment posée, sous les traits de la dénonciation polémique, par la mise au jour « des liaisons dangereuses » de certains économistes à la suite à la crise des *subprimes*<sup>3</sup>. Sous le poids du contexte, on comprend que certains aient pu se laisser tenter par une réponse lapidaire : les experts seraient manipulés, sinon corrompus, et ne serviraient qu'à apporter une caution afin de justifier scientifiquement la décision de leur commanditaire (public ou privé)<sup>4</sup>. De ce point de vue, l'expertise ne serait qu'un des attributs par lequel un pouvoir, politique ou économique, pourrait renforcer la légitimité de ses décisions.

Il reste qu'une telle réponse ne suffit pas à régler la question de l'expertise, ne serait-ce que parce que la thèse strictement opposée rencontre une plus grande audience. En effet, selon cette deuxième thèse, les experts seraient le bras armé de la science économique dans son entreprise d'« économicisation » du monde. L'origine de cette thèse est ancienne ; du moins en France, où remonte au début des années 1970 et renvoie à la crainte, maintes fois exprimée, de voir les économistes s'emparer du politique pour imposer une nouvelle forme de

---

<sup>2</sup> En résulte les difficultés de faire émerger une définition unifiée de la relation d'expertise. Pour un exposé exhaustif des définitions de l'expertise et des enjeux que sa définition recouvre, voir : Restier-Melleray (1990) et surtout Delmas (2011), qui consacre un chapitre à cette question : « L'expertise, enjeu de définitions ». Plus largement, la recherche en sciences sociales sur l'expertise fait montre d'un contraste saisissant entre les nombreuses contributions qui y sont consacrées et les incertitudes pesant encore sur l'identification du phénomène (Delmas [2011]). En résulte également le besoin régulier de clarifier les problématiques posées par la montée de l'expertise, dont témoigne le titre d'un article paru après dix ans de recherches sur ce thème : « What is the Problem with Experts? » (Turner [2001]).

<sup>3</sup> Cette question a viré à la polémique aux Etats-Unis, notamment à la suite du documentaire de Charles Ferguson (*Inside jobs* [2010]) et du film de Curtis Hanson (*Too Big too Fail* [2011]). En France, la réaction de l'opinion publique a été plus modérée, en dépit des interpellations à charge de J. Gadrey (2009), L. Mauduit (2012) et R. Lambert (2012), entre autres.

<sup>4</sup> Sur ce point, L. Mauduit (2012) abonde d'exemples.



technocratie<sup>5</sup>. Depuis ces années, cette thèse n'a cessé d'alimenter, sous des formes diverses, l'idée que la science économique exercerait une *influence* certaine (voire grandissante) sur la décision publique<sup>6</sup>.

A contrepied de ces deux thèses opposées, essentiellement attachées à appréhender l'expertise sous l'angle de ses conséquences sociopolitiques, ce chapitre propose de renverser l'analyse en mettant en lumière une dimension peu étudiée de la littérature sur l'expertise. Il s'agit d'exposer, sur la base des considérations d'Edmond Malinvaud, quelques-uns des effets en retour que l'expertise économique produit sur le fonctionnement interne de la discipline économique, en particulier de la macroéconomie. Ce changement de perspective, où l'analyse des effets externes (sur le politique et/ou la société) de l'expertise cède le pas à l'analyse de ses effets internes (sur la discipline économique elle-même), ne va pas de soi. Il se révèle pourtant riche d'enseignements si l'on met en évidence l'affirmation concomitante, après la Seconde Guerre mondiale, de l'économie comme discipline (Le Merrer [2010]) et du développement de l'expertise économique (Robert [2008], Trépos [1996], Delmas [2011], Restier-Melleray [1990]). A cet égard, le cas de la France est éloquent car, pour faire face aux nécessités de la reconstruction et de la planification, l'Etat a encouragé l'essor de l'expertise économique, en même temps qu'il a stimulé le développement de la discipline par l'intermédiaire de ses services interne (INSEE, SEEF). Ces institutions dépassent rapidement, par leurs moyens financiers et humains ceux de l'enseignement académique (Pollack [1976]). Dès lors, il est plus aisé de comprendre que le développement de la science économique en France se soit réalisé, depuis les années 1950, par l'intermédiaire des économistes-ingénieurs, plutôt que par celle des économistes universitaires (Fourcade [2009]).

Dans ce contexte, la référence à Malinvaud est loin d'être anecdotique, comme nous l'avons mis en évidence dans l'introduction générale. Issu de la génération des ingénieurs-économistes d'après la Seconde Guerre mondiale, ce dernier a assisté et/ou participé à toutes les évolutions qui ont transformé la discipline économique en France, des années 1950 jusqu'à la fin des années 1990. De plus, il a fréquenté la quasi-totalité des espaces de

---

<sup>5</sup> En témoigne, entre autres, l'ouvrage écrit par P. d'Iribarne (1970) en réaction des événements de Mai 1968 et qui plaide pour une « démocratisation » de l'expertise économique.

<sup>6</sup> En particulier dans certains travaux sociologiques, qui insistent sur la série des effets provoqués par la science économique : que ce soit par un effet performatif (Callon [1998, 2007] Callon et Muniesa [2008]), par un effet de théorie (Bourdieu [2001]) ou par un effet de croyance (Lebaron [2000]). Pour une analyse systématique de l'influence du discours économique sur la réalité sociale et pour une remise en cause de ces différentes thèses, notamment celle de la performativité, voir : Brisset (2012, 2015).

médiation entre science économique et expertise sur l'ensemble de cette période : SEEF, INSEE, Plan, DP, CAE, *etc.* D'ailleurs, Edmond Malinvaud ne s'en cache pas et se définit lui-même, dans l'ordre, comme « un statisticien de gouvernement, un conseiller occasionnel et un théoricien » (Malinvaud [1994a], p. 1)<sup>7</sup>. Conséquence de sa trajectoire historique située, celui-ci n'appréhende l'expertise économique que sous la forme d'une expertise publique<sup>8</sup>. Ainsi Malinvaud (1997a) définit l'expertise par « l'ensemble des lieux où la communication se fait entre économistes et politiques »<sup>9</sup>, avant de préciser la nature du rôle de l'expert :

« Economic advisers have frequent and direct access to the political authorities for whom they are working and who will eventually decide. They are supposed to be familiar with the studies produced by economic analysts. In other words, an economic adviser is an intermediary, like other intermediaries, must understand both sides: what scientists can deliver and what deciders really want. » (Malinvaud [2001e], p. 10-11)

Dans ces circonstances, prendre appui sur les considérations de Malinvaud apparaît comme un moyen efficace de pouvoir répondre au problème principal posé par l'expertise, à savoir : quels sont les effets de la montée de l'expertise sur la discipline économique ?

Pour commencer, Malinvaud met en évidence le fait que répondre à la « demande sociale », à travers l'expertise, tend inévitablement à exposer la discipline macroéconomique à la sanction externe. L'une des conséquences étant que la fiabilité de la macroéconomie en devient conditionnée par le succès ou l'échec des politiques économiques (*I*). Ceci est d'ailleurs complètement intégré par Malinvaud, qui milite pour faire reconnaître la double finalité de la macroéconomie : « comprendre » et « conseiller ». Or cette double finalité n'est en rien la promesse d'un statut équilibré pour la discipline ; elle pose, au contraire, la question de savoir si la macroéconomie peut prétendre à l'autonomie, tout en étant orientée vers l'aide à la décision (*II*). Pour Malinvaud, cette question ne se pose pas, car il défend que l'expertise ne porte pas atteinte à l'autonomie de la discipline tant qu'elle est indexée à la connaissance

---

<sup>7</sup> Ainsi : « As a government statistician, an occasional policy adviser and a theorist, I had to pay particular attention to the weakness of the diagnoses on which policies were based » (Malinvaud [1994a], p. 1). A ce sujet, ajoutons que F. Lebaron (2000) va plus loin, en faisant de Malinvaud l'incarnation même du positionnement spécifique des économistes entre science et politique. Avant de faire de ce dernier une pièce maîtresse de son argumentation, retraçant avec soin la trajectoire de ce dernier au sein de la discipline (Lebaron [2000], p. 67-71), parce que celui-ci a représenté un modèle de réussite professionnelle pour les générations d'ingénieurs-économistes qui lui ont succédé.

<sup>8</sup> Malinvaud n'aborde pas la question de l'expertise à destination des entreprises privées, dont il semble ne pas avoir vu la montée en puissance à partir des années 1990, pas plus qu'il n'a enregistré l'évolution de l'offre de formation à l'ENSAE (Lebaron [2000]).

<sup>9</sup> Ainsi : « Policy advising, broadly understood, is where communication between academic economists and policy makers occurs. When considering it, we must have in mind that there are various conceptions about the content to be given to economic policy advising. » (Malinvaud [1997a], p. 149)

« objective ». Puis il esquisse un véritable modèle d'articulation des relations entre la discipline, l'expertise et la décision publique, dont l'impulsion est toujours de nature politique (III). En approfondissant le modèle suggéré par Malinvaud, nous montrons que celui-ci est situé historiquement et caractérise surtout le fonctionnement de la macroéconomie avant les années 1970, au temps du « consensus keynésien » (IV). Toutefois, en dépit de ce caractère historiquement situé, nous montrons que ce modèle permet d'abord de mettre en évidence le fait que les rapports entre science et expertise se sont reconfigurés dans les années 1970. Ensuite nous montrons que ce modèle demeure pertinent pour expliquer la nouvelle synthèse néoclassique et l'ascension des modèles DSGE (V).

## I. Les enjeux de l'expertise pour la science économique

Abordant les enjeux de l'expertise économique, les remarques de Malinvaud tendent à montrer en quoi cette pratique ne saurait se réduire à une simple fonction extrinsèque à la discipline économique. Loin de concerner les seuls économistes qui s'y engagent, il insiste sur le fait que l'expertise engage la profession dans son ensemble.

### 1.1. Le dilemme de l'expertise économique

En plusieurs occasions, Malinvaud (1990d, 1988c) souligne en quoi l'expertise résulte d'une sorte de tension originelle, qu'il qualifie de « dilemme » pour les économistes. Alors que ceux-ci sont soumis à la pression croissante (depuis les années 1950) de la « demande sociale »<sup>10</sup>, les économistes disposent d'une connaissance qui ne leur permet que rarement de fournir des réponses exhaustives. Plus exactement, ces réponses sont bien souvent trop peu fermement établies pour être transmises en l'état aux décideurs politiques et/ou à l'opinion

---

<sup>10</sup> Au sens où ils sont constamment interpellés à propos des problèmes économiques. Ces interrogations peuvent avoir trait à l'organisation du système économique : quel est le bon degré de régulation de l'économie de marché ? Faut-il adopter un système de changes fixes ou flexibles ? Quelle efficacité pour une gestion planifiée de l'économie de marché ? Quel type de structure fiscale ? *etc.* L'expertise économique accompagne ici la mise en œuvre des politiques structurelles qui a pour finalité la révision des institutions encadrant le fonctionnement d'une économie de marché. Ces interrogations peuvent également avoir trait au choix d'une stratégie de développement : à quel niveau fixer le taux d'intérêt ? Faut-il dévaluer la monnaie ? Faut-il stimuler la demande globale ? Baisser les salaires réels ? *etc.* L'expertise économique accompagne dans ce cas la définition des politiques conjoncturelles qui a pour finalité la régulation des économies de marché (Malinvaud [1989b, 1988c]).

publique (Malinvaud [1988c, 1989b, 1991d])<sup>11</sup>. Cependant, ces questions reflétant autant de problèmes économiques qui se posent urgemment au pouvoir politique, elles seront résolues, d'une manière ou d'une autre, par l'action politique : avec ou sans l'aide des économistes (Malinvaud [1989a, 1989b]). Dès lors, le dilemme de l'expertise pour les économistes se pose en ces termes : soit ils s'en tiennent au devoir de réserve, en invoquant une connaissance partielle, mais alors la décision sera prise avec une information plus pauvre que ce qu'elle aurait été à l'appui du savoir économique ; soit ils acceptent de se mettre au service de la décision, mais ils encourent alors le risque de faire des recommandations qui vont au-delà de ce que leur permet leur connaissance<sup>12</sup>. Face à un tel dilemme, Edmond Malinvaud n'hésite pas à trancher en faveur de l'expertise : mieux vaut une décision informée, même si cette information n'est pas complète, qu'une décision prise en méconnaissance totale des acquis de la science économique.

« Ceci place souvent l'économiste devant un grave dilemme, soit refuser de s'exprimer sur des questions pourtant urgentes et relevant bien de son domaine de compétence, soit avancer des propositions mal fondées, en faisant confiance à sa propre intuition ou en transposant au-delà de ce qui a été établi comme légitime. [...] De telles questions, qu'il s'agisse des plus ambitieuses ou des plus modestes, appellent souvent des réponses que ceux engagés dans l'action ne peuvent différer. Des économistes y sont alors impliqués et on comprend qu'ils aillent dans leurs avis au-delà de ce que leur science démontre. » (Malinvaud [1988c], p. 5-6)

Au-delà de la rationalisation *a posteriori* qu'opère Malinvaud pour justifier la pratique de l'expertise, il faut souligner ici que le dilemme qu'il décrit se pose rarement dans les faits. A partir du moment où une autorité (publique ou privée) décide en effet d'indexer sa prise de décision sur la connaissance économique, et emploie des économistes<sup>13</sup> à cette fin, ces derniers n'ont plus guère le loisir d'exprimer un quelconque devoir de réserve. Ces experts sont en effet recrutés, et rémunérés, en tant que spécialistes de la science économique.

---

<sup>11</sup> Est en cause le fait que la science économique serait encore trop imprécise ou trop peu avancée ; c'est ici la thèse de la jeunesse de la science que Malinvaud (1988c) a initialement avancée pour justifier que les résultats en économie ne sont pas comparables à ceux des sciences de la nature. Pour une critique de la pertinence d'une telle thèse, voir : Mouchot (1996). Par ailleurs, nous avons vu que Malinvaud, lui-même a rapidement remis en cause cette thèse à l'endroit de l'épistémologie de l'économie (cf. chapitre 7).

<sup>12</sup> Et Malinvaud souligne à plusieurs reprises la porosité de la frontière qui sépare l'expertise du conseil, en reprenant les termes de la distinction de Mingat et al. (1985). L'expertise repose ainsi sur la science économique, au sens strict : elle est contrainte par les seuls acquis scientifiques de la discipline. Au contraire, le « conseil » admet une dimension beaucoup plus spéculative, mêlant des éléments de connaissance extérieurs à la science économique ou des éléments relevant du seul jugement personnel (le recours à l'*Intuition*).

<sup>13</sup> De fait, la montée de l'expertise économique depuis les années 1990 a multiplié la présence d'économistes dans les secteurs d'activités. Pour un inventaire de la diversité des « métiers de l'économiste au service de la décision », voir l'annexe de l'article Milleron (1992) ; ce dernier préfère parler de « métiers » afin de souligner la professionnalisation croissante des économistes formés à l'ENSAE au cours des années 1980-1990.

## 1.2. Les effets de solidarité de l'expertise

Trop insister sur le terme de dilemme aurait encore l'inconvénient de renvoyer la responsabilité aux seuls économistes engagés dans l'activité d'expertise, qui auraient à affronter seuls ce conflit éthique. Or, Malinvaud insiste sur l'idée que cette responsabilité n'est pas qu'individuelle, car il faut prendre conscience que les experts en économie engagent bien plus qu'eux-mêmes. L'expertise étant ce point à la fois externe et interne à la science économique, les experts économiques deviennent *ipso facto* des représentants de la discipline économique – ne serait-ce que parce qu'ils en sont les agents les plus visibles. De l'engagement de quelques-uns dépendrait le salut de tous, au sens où les experts engagent bel et bien dans leur pratique *La science économique*.

Dans cette perspective, l'expertise économique pose deux problèmes à la profession ; le premier est d'ordre strictement déontologique. En formulant le dilemme de l'expertise, Malinvaud souligne en quoi la frontière entre expertise et conseil est poreuse<sup>14</sup>. Il juge alors nécessaire d'en invoquer à la vigilance de la profession toute entière et insiste sur la nécessité d'adopter des règles déontologiques encadrant l'activité d'expertise (Malinvaud [1988c, 1990d, 2003a]). Il propose à cet effet quelques règles éthiques qu'il jure s'être appliqué en activité (Malinvaud [1990a]). Entre autres règles, il insiste sur la nécessité de ne pas faire passer un jugement personnel (*conseil*) pour un jugement bien établi au sein de la discipline (*expertise*) (Malinvaud [1990d]). A tous les experts en économie, il rappelle que la pression de la « demande sociale » ne doit pas servir de prétexte pour s'écarter des normes scientifiques de la discipline, ou même promouvoir des escroqueries intellectuelles. Ceci pour les deux fonctions que revêt l'expertise<sup>15</sup> : la production d'information économique et l'analyse de politiques publiques (Malinvaud [1994a]).

---

<sup>14</sup> Malinvaud reprend ici les termes de la distinction de Mingat et *al.* ([1985], p. 42), pour qui l'*expertise* consiste « à s'en tenir strictement à ce que l'état des connaissances permet d'affirmer. » L'expertise repose ainsi strictement sur la connaissance économique : elle est contrainte par les seuls acquis scientifiques de la discipline. A l'inverse, le *conseil* admet une dimension plus spéculative, en mobilisant des éléments de connaissance extérieurs à la science économique ou même un simple jugement personnel (le recours à l'*intuition*).

<sup>15</sup> Malinvaud n'aborde la question de l'expertise privée que d'une manière périphérique, en indiquant que la production de l'information sur l'environnement économique concerne tous les catégories d'acteurs de la société. Même s'il arrive que des entreprises privées créées de tels services en interne, afin de disposer d'une information plus précise sur leur branche et réduire ainsi l'incertitude qui pèse sur son activité (Malinvaud [1994]). Ainsi Malinvaud semble ne pas avoir vu la montée en puissance des pratiques d'expertise à destination des entreprises privées, tout au long des années 1990. On remarquera cependant que la voie de régulation qui est en train de se dessiner à propos de cette question emprunte celle que recommandait déjà Malinvaud, à la fin des années 1980 : l'édiction de règles déontologiques encadrant la pratique d'experte pour tous les membres de la profession (*cf.* la charte adoptée par l'AEA en 2012, et les projets similaires en France).

Le second problème posé par l'expertise importe le plus pour notre propos, car il permet d'accéder directement à la spécificité des rapports que noue la discipline à l'égard de la décision publique. De nouveau, Malinvaud met en évidence l'idée que la science économique se trouve engagée au-delà des seuls experts qui en ont la charge. En effet, à partir du moment où la décision politique est adossée à l'expertise économique, la fiabilité de la science économique se trouve engagée au sens où elle devient dépendante des succès ou des échecs des politiques économiques. Ce problème se pose à un autre niveau que celui de la déontologie, car Malinvaud montre que ce qui est en jeu ici est la capacité de la science économique à orienter efficacement l'action publique. Si l'expertise économique constitue une forme d'épreuve de vérité pour la discipline, en éprouvant sa capacité à orienter efficacement l'action publique, cette solidarité se paie au prix fort en cas d'échec.

Dans ces conditions, le développement de l'expertise n'apparaît plus comme une fonction extrinsèque à la discipline, au sens où elle constituerait une pratique périphérique et extérieure à l'activité scientifique : sans conséquences pour la discipline. A l'inverse, l'affirmation de l'expertise économique tend à rendre les économistes partiellement responsables des résultats de la politique économique<sup>16</sup>. Un phénomène qui s'observe tout particulièrement en macroéconomie, branche de la discipline la plus directement concernée par l'étude des politiques économiques, où toute crise économique majeure se traduit en une crise de la pensée. Ainsi en a-t-il été de la crise économique des années 1970, considérée par d'aucuns<sup>17</sup> à l'époque comme une crise de l'analyse macroéconomique<sup>18</sup>.

Pour les deux types de problèmes soulevés par Malinvaud, il apparaît clairement que l'expertise ne saurait être considérée comme une fonction extrinsèque à la science économique. A un premier niveau, il perçoit le risque que l'expertise rejaillisse sur l'ensemble

---

<sup>16</sup> Pour partie seulement, car Malinvaud (1990e) insiste sur les difficultés inhérentes à la relation d'expertise tenant, soit à des problèmes de communication ordinaires, soit au fait que les experts se trouvent parfois manipulés par des responsables politiques qui leur font porter la responsabilité d'une décision politique qu'ils n'ont pas approuvée.

<sup>17</sup> Notamment par Malinvaud, qui y voit l'origine des « échecs des économistes ».

<sup>18</sup> Ainsi en a-t-il également été de la crise des *subprimes*, qui a donné lieu à une série d'accusations croisées et/ou d'aveux d'échecs au sein de la communauté des macro-économistes. Sur ce point, voir les débats organisés au congrès américain en 2010 sur la fiabilité des modèles DSGE. En témoigne également la tribune de Krugman paru le 6 septembre 2009 dans le *New York Times* (intitulée : « How Did Economists Get it So Wrong? ») ; ou encore l'allocation d'O. Blanchard tirant les leçons de la crise des *subprimes* pour l'analyse macroéconomique : « Olivier Blanchard's Five Lessons for Economists From the Financial Crisis » (A consulter en ligne : <http://blogs.wsj.com/economics/2013/04/01/olivier-blanchards-five-lessons-for-economists-from-the-financial-crisis/tab/print/>).

de la profession, et montre souligne la nécessité d'adopter des règles déontologiques. A un second niveau, il insiste sur le fait que l'expertise implique effectivement la science économique dans sa pratique, et conditionne en retour la confiance du public en la fiabilité de la discipline dans son ensemble. Aussi, à voir les effets de solidarité que provoque l'affirmation de l'expertise économique, il y a lieu de se demander si celle-ci ne joue pas un rôle plus important encore pour la science économique.

## II. L'expertise comme fonction intrinsèque de la science économique

Edmond Malinvaud intègre explicitement l'expertise au rang des finalités de la discipline économique : celle-ci se doit de « comprendre » autant que de « conseiller ». En précisant son idée, il apparaît que les enjeux relatifs à la finalité de l'expertise recouvrent une réalité plus étendue, à tel point qu'il finit par considérer la discipline économique sous le seul angle de l'aide à la décision.

### 2.1. La double finalité de la science économique

Si la discussion de la définition de la science économique a toujours intéressé Malinvaud (1969, 1991a)<sup>19</sup>, c'est à une toute autre définition de la discipline, à rebours de l'exercice pour manuels, que l'on prêtera attention ci-dessous. Exprimée de manière informelle, au détour d'un discours à l'occasion de sa réception de ses *Mélanges économiques*, Malinvaud propose de définir la discipline par ses fonctions<sup>20</sup> :

« Notre discipline a un double objet<sup>21</sup> : comprendre et conseiller. Comprendre, c'est-à-dire établir objectivement une explication des phénomènes économiques. Conseiller, c'est-à-dire apporter aux décideurs un témoignage objectif sur les conséquences à attendre des décisions alternatives entre lesquelles ils doivent choisir. » (Malinvaud [1990d], p. 115)

Ainsi, Malinvaud reconnaît-il explicitement une double finalité à la science économique : elle est à la fois productrice de schèmes explicatifs de la réalité sociale (« comprendre »), et

---

<sup>19</sup> En témoigne son essai de définition de la science économique par ses objets : « L'économie est la science qui étudie comme des ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société ; elle s'intéresse d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations. » (Malinvaud [1969], p. 1)

<sup>20</sup> Au même titre que, par commodité, la monnaie se définit par ses fonctions en économie.

<sup>21</sup> Le terme de « finalité » nous ici plus approprié que celui d'« objet », afin de mettre en évidence que Malinvaud n'a pas l'ambition de développer une définition substantive de la science économique.

chargée d'éclairer la décision publique (« conseiller »<sup>22</sup>). La fonction d'expertise n'y est plus considérée comme extrinsèque à la science économique, mais entre clairement dans ses prérogatives – au même titre que la fonction traditionnelle de production de connaissances. Cependant, pour bien comprendre ce que la définition de Malinvaud implique, il faut encore préciser la manière dont elles s'articulent. Tout d'abord, il faut remarquer le lien de solidarité qui unit ces deux finalités et sur lequel reposent les actions de « comprendre » et de « conseiller » : l'*objectivité*. Ce terme renvoie aux propriétés de la connaissance scientifique, à l'action de « comprendre », et donc à la finalité proprement heuristique de la science économique. De ce point de vue, le rapport entre les deux finalités est univoque : l'action de « comprendre » précède celle de « conseiller ». Ainsi, l'objectivité de l'expertise apparaît-elle comme conditionnée par sa stricte indexation sur la connaissance économique, seule garante de l'objectivité du savoir transmis. Sur ce point, la conception de Malinvaud rejoint les observations de Trépos (1996) pour qui, si la science et l'expertise ne doivent pas être confondues, la légitimité de l'expertise implique de reposer sur la connaissance scientifique<sup>23</sup>. Et cela concerne toutes les activités d'expertise, en particulier de la prévision macro-économique qui relève, pour Malinvaud, plus de l'*Art* que de la science (*cf.* chapitre 6) :

« [...] forecasting must be distinguished from science. Only science can achieve progress in knowledge, a progress which is crucial to the control of our destinies. But forecasting is one of the exercises, one of the arts by which we must put our knowledge into practice for a better mastery of our destinies. » (Malinvaud [1994a], p. 36)

Reste à déterminer comment l'expertise doit<sup>24</sup> s'articuler à la science économique pour Malinvaud. S'agit-il de « comprendre » *ou* de « conseiller » ? Non ; car il ne doit pas y avoir d'un côté, des conseillers du prince étrangers aux avancées de la recherche scientifique, et de l'autre, des savants indifférents aux exigences de la « demande sociale ». S'agit-il alors de « comprendre » *puis* de « conseiller » ? Oui, mais ce modèle ne suffit pas à épuiser la réalité de la pratique d'expertise, car celle-ci ne serait alors envisagée qu'à partir du moment où l'on

---

<sup>22</sup> L'emploi du terme de « conseil » par Malinvaud, plutôt que celui d'expertise, n'est pas approprié si l'on se rappelle qu'il faisait clairement la distinction entre conseil et expertise en première section.

<sup>23</sup> En un sens, cette observation recouvre largement la règle éthique que Malinvaud appelait de ses vœux, à savoir celle ne pas faire passer un jugement personnel pour un jugement bien établi au sein de la discipline (Malinvaud [1990d]). On peut maintenant en comprendre l'enjeu : le respect de cette règle éthique conditionne la légitimité de l'expertise, autant qu'elle conditionne la capacité de la discipline à orienter efficacement l'action publique.

<sup>24</sup> Il faut d'emblée insister sur la forte dimension normative de la réflexion de Malinvaud, qui s'explique par le fait qu'il cherche autant à faire voir l'enjeu de l'expertise pour la discipline et à en cadrer la pratique.



disposerait de schèmes explicatifs exhaustifs et capables d'orienter l'action publique<sup>25</sup>. Or, comme on l'a vu à la première section, la pratique de l'expertise relève d'un « dilemme » pour les économistes, pour qui le choix d'aider la décision publique se prend sans disposer d'une explication exhaustive. En réalité, l'articulation science-expertise que Malinvaud retient est hautement plus intégrée : il s'agit de « comprendre » *pour* « conseiller ». Pour illustrer cette position, il suffit de reproduire la réponse qu'il apporta à l'une des questions qui lui fut posée lors d'un débat public<sup>26</sup> sur les relations entre l'économie et le politique (*la science économique peut-elle se construire indépendamment de l'action politique ?*) :

« [...] je dirai : elle le peut, mais elle ne le devrait pas. Elle ne devrait pas se refuser à étudier les conséquences de différentes mesures politiques et elle devrait orienter ses recherches, ses investigations, vers la réponse aux questions que l'action politique pose dans la collectivité des hommes de notre temps. Il faut savoir, notamment, si telle ou telle politique économique peut ou non atteindre les objectifs qu'elle vise ; la science doit donc être en dialogue avec la société, sur ce plan comme sur d'autres. » (Malinvaud [1975], p. 16)

Il s'agit alors de comprendre les phénomènes économiques à propos desquels les responsables politiques entendent être conseillés. Du point de vue d'Edmond Malinvaud, l'effet en retour qu'exerce l'expertise sur la discipline est donc puissant. En effet, il faut à la fois reconnaître l'expertise comme un objectif à part entière, et à la fois admettre que cet objectif soit de nature à orienter la recherche scientifique en un sens qui soit compatible avec les attentes des responsables de la politique économique. Aussi, si la science économique est pourvue d'une double finalité, c'est bien la finalité d'expertise qui domine l'action de « comprendre ». Dans ces conditions, il est évident qu'Edmond Malinvaud n'ait aucune difficulté à considérer la science économique comme aide à la décision<sup>27</sup> (Malinvaud [1984a, 1995a, 1997a, 2004a]).

## **2.2. L'économie comme une aide à la décision**

Il se dégage de la conception de Malinvaud une conception explicite de la science économique comme aide à la décision, mais qui n'évacue pourtant pas la possibilité de démarches scientifiques motivées par le seul souci d'améliorer la connaissance économique

---

<sup>25</sup> Il faut également noter qu'un tel modèle de relations reviendrait à présenter l'expertise comme une simple fonction extrinsèque à la discipline économique. Dès lors, ce que soulève Malinvaud à propos du « dilemme des économistes » n'aurait même pas lieu de poser problème, car les économistes seraient censés demeurer insensibles à la pression de la demande sociale.

<sup>26</sup> Débat organisé en 1975, à l'École Supérieure de Commerce de Paris, dont le thème était indiqué sous la forme d'une question : *la science économique peut-elle ignorer le politique ?*

<sup>27</sup> Il faut remarquer au passage qu'une telle position n'est en rien spécifique à Malinvaud ; et on la retrouve exprimée chez plusieurs économistes, notamment américains, tels que Varian (1995) définissant l'économie comme une science de l'action, ou Mankiw (2006) insistant sur la dimension ingénierique de la macroéconomie.

(comprendre). Cependant, en ne répondant qu'à l'une des deux finalités de la discipline, une telle démarche encourt également le risque de ce que Malinvaud qualifie de « biais scolastique » : celui de devenir une science évoluant en vase clos, en ne répondant qu'aux questions qu'elle s'est elle-même posées<sup>28</sup> (Malinvaud [1997a]). Ainsi, en plus de ne pas satisfaire à l'une des finalités de la discipline (« conseiller » ou « répondre à la demande »), une telle démarche – si elle était amenée à se généraliser – conduirait à priver la discipline de l'unique critère (externe) dont elle dispose pour évaluer ses contenus internes<sup>29</sup>:

« We as economists have to recognize that satisfaction of demand is the acid test for evaluating the services provided by suppliers. Dissatisfaction on the demand side, with the perception of a mismatch [*between the supply of new findings by research and the demand of society for new useful knowledge*], creates a problem for us as suppliers of knowledge. All the more so as the same perception is shared by many members of our profession, including some who greatly contributed to theoretical advance. » (Malinvaud [1997a], p. 151-52)

Un tel fossé (*mismatch*) entre la connaissance économique et la satisfaction de la demande sociale ne constituerait pas, encore une fois, un problème en soi si la fonction d'expertise n'était qu'extrinsèque à la discipline. A l'inverse, dès lors que le mode d'articulation entre science et expertise est nettement plus intégré et que la nécessité de réduire ce fossé s'impose, c'est l'équilibre des deux finalités de la science économique qui est mis en cause. En effet, toute incitation à réduire le fossé entre, d'un côté, la connaissance économique et, de l'autre, la satisfaction de la demande (les besoins de la politique économique), conduit à entamer l'autonomie de la discipline. Ainsi, il s'agit donc pour Malinvaud (1997a, 2001b) d'ajuster la science économique à la pratique (de l'expertise) : c'est à la science économique, et donc à la recherche scientifique, de produire les schèmes explicatifs capables de répondre à la « demande sociale »<sup>30</sup>. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant que Malinvaud (1984a, 1995a, 1997a, 2004a) ait insisté sur la vocation « opératoire » de la discipline ni même qu'il ait appréhendé celle-ci comme une aide à la décision<sup>31</sup> :

---

<sup>28</sup> Malinvaud regroupe dans cette catégorie toutes les démarches en économie qui n'ont pas, directement ou indirectement, une visée opérationnelle. L'économie mathématique est visée en particulier, en ce que Malinvaud souligne le caractère potentiellement infini de ses développements déductifs (Malinvaud [1988c ; 1995a]).

<sup>29</sup> Sur les fondements d'une telle position épistémologique, voir : B. Rosier.

<sup>30</sup> Fort de la conviction que seule l'expertise est capable de fournir un critère d'évaluation des contenus internes de la science économique, Malinvaud se fait le témoin des bénéfices scientifiques qu'il a tirés de sa proximité des lieux de décision publique : « A good deal of my research during the past fifteen years has really concerned issues on which I thought that there was a gap, a gap between the development of practice and the state of the theory. When thinking over the way in which we would discuss macroeconomic issues when trying to advise a minister or the government or when reflecting over our way of analyzing these issues, I was conscious of a discrepancy between practice and what I was teaching ». (Malinvaud [1987e], p. 289-290 ; nous soulignons).

<sup>31</sup> Cependant, Malinvaud (2004a) regrette que les économistes engagés dans l'expertise ne s'expriment pas plus sur ce sujet et n'évoquent pas, en particulier, les enjeux et les contraintes spécifiques à cette activité. Pourtant, il

« The ultimate aim of economics is to provide guidance for action. [...] We must, therefore, consider it natural that economists are called for advice or even that they give recommendations when they are not called to do so. » (Malinvaud [1984a], p. 67)

Naturellement, ceci vaut d'abord pour la macroéconomie, dont le statut spécifique au sein de la discipline tient tout entier aux buts qui lui sont assignés<sup>32</sup> : rationaliser la conduite des politiques économiques. Brossant à grands traits l'histoire de l'expertise économique, Malinvaud (1997a, 2004a) évoque l'ascension progressive des experts auprès des ministres en charge de l'économie et des finances tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, mais insiste davantage sur le tournant qu'a représenté la Grande Dépression. Depuis Keynes, mais surtout depuis l'émergence du keynésianisme après la Seconde Guerre mondiale, la finalité d'aide à la décision de la macroéconomie s'est, selon lui, progressivement affirmée<sup>33</sup> :

« [...] since the Great Depression, the main motivation inspiring development of macroeconomic theory was to guide policies. This was obviously true within the Keynesian movement, but also outside it whenever for instance alternative policy rules and their effectiveness were at stake. » (Malinvaud [2004a], p. 128)

Ainsi la macroéconomie, après avoir été consacrée par Malinvaud comme la branche la plus « positive » de la science économique (*cf.* chapitre 7), est désormais appréhendée comme la branche dont les besoins de la politique économique orientent le plus (*via* la médiatisation de l'expertise) la production de connaissances. Il reste donc à voir comment Malinvaud pense réconcilier ces deux propositions *a priori* contradictoires : (i) la macroéconomie est une science autonome et objective et (ii) la macroéconomie est une aide à la décision.

---

n'est pas rare que ses positions soient exprimées par d'autres économistes ; par exemple H. Varian (1995), qui définit l'économie comme une science de l'action, ou encore G. Mankiw (2006) qui compare la macroéconomie à une ingénierie. D'ailleurs, Malinvaud ([2000a], p. 1631-1647) renvoie également, lui-même, à quelques références sur ce thème.

<sup>32</sup> Ce qui, encore une fois, consacre la spécificité de la science économique (en particulier de la macroéconomie) dans le champ des sciences sociales. Ainsi : « Il faudra d'abord reconnaître que, appartenant aux sciences sociales par les phénomènes dont elle traite, la discipline économique est douée d'une forte identité, notamment en raison du rôle qui lui est assigné. [...] l'identité de la science économique ne réside pas seulement dans celle de son champ d'étude. Elle tient aussi aux buts qu'on lui assigne. On n'attend pas d'elle seulement une description systématique, ni même une explication, mais aussi une prescription. Elle devrait bien diagnostiquer ce qui pourrait être amélioré et proposer de bons remèdes pour y parvenir. » (Malinvaud [2001a], p. 7-8).

<sup>33</sup> Pesant largement sur la manière dont les macro-économistes ont sélectionné leurs objets et défini leurs méthodes jusqu'à aujourd'hui (Malinvaud [2001a]). Reconsidéré sous l'angle de l'expertise, la définition de la macroéconomie de Malinvaud (*cf.* chapitre 6) trouve ici un nouveau sens : les phénomènes (croissance, inflation, chômage, etc.) dont la discipline doit rendre compte ne seraient ainsi que les phénomènes qui préoccupent le plus les responsables de la politique économique.

### III. Objectivité, consensus et unité de la macroéconomie

Résoudre la contradiction précédente implique d'approfondir la condition d'opérationnalité des fonctions « comprendre » et « conseiller » : l'objectivité de la connaissance – dont nous avons vu, par ailleurs, que Malinvaud l'avait finalement définie par le critère de consensus entre pairs (*cf.* chapitre 7). L'objectivité de la connaissance permet de légitimer l'expertise, en conférant une unité à la discipline tout en balayant l'idée que les économistes exercent une quelque influence sur les responsables de la politique économique. Pour autant, la référence au consensus pose problème car celle-ci se heurte à nouveau à l'indétermination de la communauté à distinguer entre programmes de recherches alternatifs à court terme. Par ailleurs, celle-ci contrevient à la conclusion de la réflexion méthodologique de Malinvaud qui veut que le dissensus généralisé, bien plus que le consensus, tende à caractériser la « science normale » en macroéconomie.

#### *3.1. Enjeux de l'objectivité pour la pratique de l'expertise*

Pour Edmond Malinvaud, l'objectivité de la connaissance économique se réduit à l'ensemble des propositions qui font consensus au sein de la discipline, *i.e.* celles qui sont reconnues comme fiables par la majorité des économistes (*cf.* chapitre 7). Ainsi, la condition d'articulation de la science et de l'expertise repose-t-elle sur l'existence d'une connaissance consensuelle. En effet, celle-ci confère tout à la fois, une objectivité et une unité à la discipline, en même temps qu'une légitimité aux experts (en tant qu'ils véhiculent le savoir) :

« The results or modes of analysis that are being used should have been proved valid, which means that they should be supported by a broad consensus of the profession. Direct transmission to policy makers of theses or hypotheses should be withheld until these have been properly tested and, therefore, accepted by specialists. » (Malinvaud [1984a], p. 67)

« Everywhere decision makers are using the service of economic advisers who really are intermediaries between the academic economists, who are supposed to know, and those who are supposed to act. » (Malinvaud [2004a], p. 142)

A nouveau, l'expertise économique apparaît comme hautement intégrée à la discipline, en ce sens qu'elle est strictement indexée à l'évolution de la connaissance « objective ». Aussi les efforts de Malinvaud pour fonder rationnellement cette « objectivité » trouvent-ils ici une nouvelle justification, de même que sa tendance à hiérarchiser entre les propositions bien établies (les « faits scientifiques ») et celles qui font l'objet d'hésitations et/ou de débats entre

spécialistes et qui constituent l'activité scientifique (Malinvaud [1989a])<sup>34</sup>. Le critère du consensus fonctionne ainsi à double tranchant ; s'il permet de légitimer l'expertise, il en borne également la pratique en imposant qu'il n'y ait pas d'expertise au-delà de ce qui fait consensus :

« When they address others, macroeconomists should, it seems, limit their statements to what is sufficiently well established to be the object of a kind of consensus in the profession. Indeed, their statements are supposed to be objective, so that they can be accepted by people who are not able to judge of their validity by themselves. [...] The rule, however, is imperative for anyone who considers economics as a science. » (Malinvaud [1987d], p. 311)

Conscient du fait que la place privilégiée des économistes dans la préparation des politiques économiques est de nature à susciter toutes les confusions quant à leur influence effective sur la décision publique, Malinvaud (1984a, 1991c, 1997a) fait valoir que le développement de l'expertise est d'abord le produit de la division du travail scientifique. En effet, dès lors qu'il devient de plus en plus difficile – pour le profane – d'évaluer par lui-même les contenus de la science économique, l'expertise économique apparaît comme une solution opératoire, dans une société où l'action publique prétend reposer sur la connaissance (économique)<sup>35</sup>.

« [...] il convient d'écarter d'emblée les accusations des écologistes, moralistes et autres, souvent portés à faire retomber sur la science économique la responsabilité des défauts du développement économique moderne : une croissance trop matérialiste et destructrice du milieu naturel, une aggravation de certaines inégalités, la crise mondiale des années récentes... La science économique n'en est pas plus responsable que la science médicale ne l'est des progrès dans l'usage des drogues nocives. Seules doivent retenir l'attention les contestations témoignant de ce que la science économique reste peu pertinente pour traiter certaines questions qui préoccupent les hommes de notre temps. » (Malinvaud [1984b], p. 42)

Dit autrement, si la discipline « doit plaider coupable » (Malinvaud [1990d]), ce n'est qu'en tant qu'elle s'est montrée incapable de conseiller efficacement les autorités publiques sur les problèmes économiques qui se posaient à eux. Ainsi, Malinvaud (1991d, 1994a, 1997a) reprend-t-il à son compte la vieille dichotomie entre fins et moyens pour caractériser l'attitude des experts vis-à-vis des responsables de la politique économique. Loin des fantasmes quant

---

<sup>34</sup> Ainsi : « In our field, as well as in others, scientific knowledge is the continuously evolving outcome of a process that started long ago and will go on for long. What we know at any time comes from many observations of various types and origins. Reflection on these observations, attempts at organizing them have led to the elaboration of concepts, of models and of what may be called 'scientific facts'. About some of these concepts, models and facts, there is complete agreement among specialists; others are more tentative and debatable; scientific activity concerns this latter category. » (Malinvaud [1989a], p. 208-9)

<sup>35</sup> Sur l'investissement de l'Etat dans les sciences sociales en France depuis la Seconde Guerre mondiale, voir : Pollack (1976), Fourcade (2009), Fourquet (1980), Spencehauer (1999).

au rôle des économistes, Malinvaud se prend même à douter qu'ils aient influencé de quelque façon les responsables de la politique économique en France<sup>36</sup> :

« The contribution of econometricians to policy-making can be evaluated only in the broader context of the contribution of economists generally<sup>37</sup>. These, to be sure, play only a limited part in the determination of economic policy; their recommendations, however, nearly always rest upon the results of certain econometric studies. Neither public opinion nor politicians are very receptive to the views of economists. It would be wrong to imagine that Ministers are always waiting for the economists' advice before taking any particular decision, let alone following that advice. At best, such recommendation is only one among several elements considered at the moment when a decision is taken [...]. » (Malinvaud [1978b], p. 13-14)

Animé par le souci de présenter l'expertise comme une pratique ordinaire dont, en plus d'être strictement indexée à l'objectivité de la connaissance et attachée à la discussion des moyens, Malinvaud tend d'ailleurs à douter qu'elle puisse exercer une quelconque influence sur les responsables de la politique économique<sup>38</sup>. Cette dernière information n'étant toutefois pas de nature à remettre cause notre conclusion selon laquelle l'expertise exerce de forts effets en retour sur la discipline, il reste à voir en quoi la référence au consensus demeure problématique pour caractériser les rapports entre la science et l'expertise économiques.

### ***3.2. Les paradoxes du consensus pour la pratique de l'expertise***

S'agissant de ses conséquences sur l'expertise, le fait que le critère de consensus ne soit pas une condition suffisante pour fonder l'objectivité de la connaissance économique reste une source de difficultés (*cf.* chapitre 7). Ceci d'abord parce que Malinvaud tend à lui faire jouer un rôle considérable dans son modèle « décisionnel », où l'articulation fonctionnelle entre science et expertise implique l'existence d'un consensus, en synchronie comme en diachronie. En effet, la communauté des économistes y est supposée non seulement capable d'identifier la connaissance « objective » à un moment donné, mais encore de distinguer les orientations

---

<sup>36</sup> Les doutes de Malinvaud trouvent encore à s'illustrer dans la citation suivante, d'une manière qui est peut être plus évidente : « [Econometricians] have to admit that the impact of their work upon the conduct of economic policy is still somewhat limited. [...] Like most econometricians, I am anxious to form a clear picture in my own mind of what exactly we contribute to the preparation of economic policy". (Malinvaud [1978b], p. 13)

<sup>37</sup> Malinvaud évoque l'influence des économètres plutôt que celle des économistes ; ceci renvoie au contexte de la planification en France où l'expertise auprès des responsables de la politique économique s'est essentiellement opérée à travers les modèles macro-économétriques.

<sup>38</sup> Ainsi, l'utilité de la science économique auprès des responsables de la politique économique est-elle loin d'être acquise ; de même que la seconde fonction de la discipline ("conseiller") relève davantage d'un idéal vers lequel doit tendre la communauté : « What matters ultimately is that economic science should prove itself reasonably relevant to impending policy decisions, that those who have to take such decisions should know it and solicit the views of economists fairly regularly, and that public opinion in its turn should become increasingly aware of the economic aspects of current problems. » (Malinvaud [1978b], p. 14)

pertinentes de la recherche académique future. Or sur ce dernier point, passées ses velléités d'une lecture positiviste de l'histoire de la macroéconomie<sup>39</sup>, Malinvaud se heurte au même problème que précédemment. A savoir que les chercheurs tâtonnent sérieusement, du moins à court terme, pour distinguer les programmes de recherches progressifs (« efficient theories ») des programmes dégénératifs<sup>40</sup> :

« [...] the selection and transformation of the results of research are the outcomes of collective scientific activity. At any particular time it may be difficult to recognize which programmes are progressive and which are degenerating. But in the long run the collective process of identification of efficient theories operates. » (Malinvaud [1989a], p. 221)

Ainsi, cette première limite du consensus enfonce un coin du modèle « décisionnel » de Malinvaud, l'idée selon laquelle la discipline satisfait pleinement à son rôle d'aide à la décision en répondant aux besoins (sans cesse renouvelés) des responsables de la politique économique. En effet, l'incertitude épistémologique des chercheurs face aux paradigmes concurrents a pour effet principal de briser la linéarité de la relation qui unit la science à l'expertise<sup>41</sup>. Une telle instabilité du consensus (*i.e.* en synchronie) fragilise l'exercice de l'expertise économique, compliquant *in fine* la prise de décision des responsables de la politique économique. Plus encore, nous avons vu que l'échec de Malinvaud à rationaliser l'évolution de la discipline l'avait amené à conclure que le dissensus généralisé – bien plus que le consensus – devait caractériser la science « normale » en macroéconomie (*cf.* chapitre 7). Autrement dit, s'il avait été animé par la seule réflexion méthodologique, Malinvaud aurait logiquement conclu à l'impossibilité d'un consensus au sein de la discipline (*i.e.* en diachronie) autant qu'à l'inexistence de la connaissance « objective » en macroéconomie. Or, précisément, c'est un pas qu'il ne franchit jamais, tant il est convaincu par son expérience personnelle qu'un tel consensus est possible. Et cette expérience n'est autre que la période où la macroéconomie était caractérisée par le « consensus keynésien ».

Aussi cette dernière information donne-t-elle à voir une caractéristique essentielle du modèle « décisionnel » de Malinvaud. Celui-ci est historiquement situé et a d'abord vocation à rationaliser les relations qui se sont établies entre la discipline économique et l'expertise en

---

<sup>39</sup> Caractérisée par une succession des programmes de recherches à l'assise empirique perpétuellement croissante ; une conception dont Malinvaud s'est progressivement émancipé (*cf.* chapitre 7).

<sup>40</sup> Et il faut rappeler ici toutes les difficultés de Malinvaud à dégager la connaissance consensuelle au cours des années 1970 et 1980 (*cf.* chapitre 7).

<sup>41</sup> Il ne faut toutefois pas exagérer la portée de cette limite, car les situations dans lesquelles la communauté des économistes se trouve collectivement contrainte de faire un choix entre des paradigmes concurrents sont peu fréquentes, voir correspondent à des configurations historiques exceptionnelles (*cf.* chapitre 9).

France jusqu'aux années 1970. Dans ces conditions, revenir sur ce contexte historique apparaît comme le moyen le plus efficace de lever le paradoxe selon lequel la macroéconomie peut exhiber des phases de consensus, alors que tout semble s'opposer à ce qu'il en soit ainsi. L'objectif étant d'expliquer pourquoi la cumulativité de la connaissance macroéconomique présente des aspects quantitatifs, mais également qualitatifs (cf. chapitre 7).

#### **IV. Un modèle « décisionnel » historiquement situé**

Le modèle « décisionnel » de Malinvaud se révèle historiquement situé et essentiellement relatif à la manière dont la discipline s'est articulée à l'expertise au cours de la planification française, soit jusque dans les années 1970. Par ailleurs, en approfondissant avec Malinvaud les conditions dans lesquelles le « consensus keynésien » a pu s'établir à cette époque, un des facteurs se dégage : la prévalence de la demande politique.

##### ***4.1. Retour sur le « consensus keynésien »***

Ainsi le modèle d'articulation parfaite entre la discipline et l'expertise décrit par Malinvaud est-il fortement situé historiquement et correspond à une période où la macroéconomie était caractérisée par le « consensus keynésien ». Aussi, les exemples choisis par ce dernier afin d'illustrer l'existence d'un consensus en macroéconomie sont-ils eux-mêmes historiquement situés. A commencer par la théorie keynésienne, réduite à l'analyse de la demande globale :

« C'est évidemment simplifier que de présenter les choses comme si l'unanimité s'était faite, il y a vingt ans, sur les vertus de la construction théorique de l'époque. Mais il est vrai qu'elle obtenait une très large adhésion. Elle offrait une vision des phénomènes macroéconomiques et un cadre conceptuel pour en traiter ; elle semblait comporter des implications claires pour la politique économique et celles-ci étaient assez communément acceptées [...]. » (Malinvaud [1982d], p. 6)

Signalons que l'exemple de la théorie keynésienne à cette époque correspond parfaitement à la manière dont Malinvaud a défini le consensus en macroéconomie : un accord majoritaire entre pairs, et non comme un accord unanime. Par ailleurs, l'ensemble des éléments que Malinvaud associe au « consensus keynésien » semble plus large encore et recouvre, à première vue, la définition qu'en donne M. De Vroey (2009) : le modèle IS-LM, la courbe de Phillips et les modèles macro-économétriques. Toutefois, à y regarder de plus près, le « consensus keynésien » auquel Malinvaud fait référence apparaît davantage constitué par les



modèles macro-économétriques. Et, plus exactement encore, par la méthodologie qui a présidé à leur construction – en bref, la méthode de l'économétrie structurelle<sup>42</sup> :

« There was a high degree of philosophical consensus on the methods. The only dispute concerned the opposition between the mainstream classical teaching and the writings of a lively Bayesian school. [...] In any case this dispute was of secondary importance since Bayesian as well as classical econometricians accepted to start from the prior existence of a supposedly true parametric stochastic model. » (Malinvaud [1989a], p. 208)

Ainsi le « consensus keynésien » apparaî-t-il comme inextricablement lié à la démarche adoptée à l'époque en macroéconomie appliquée<sup>43</sup>. Résultat des percées méthodologiques de Frisch, Tinbergen et Klein (Malinvaud [1994a, 1997b]), cette démarche correspond à celle qui a été mise en œuvre dans les institutions économiques au cours de la planification française (INSEE, SEEF, Plan, DP) et qui a abouti aux modèles macro-économétriques des années 1960. Pour ces derniers, la référence théorique pertinente n'est pas tant la théorie de Keynes que la forme opérationnelle qu'y ont prises certaines de ses idées, comme l'analyse de la demande globale. A cet effet, lorsqu'il précise les raisons expliquant que cette démarche ait fait consensus (*i.e.* accord majoritaire<sup>44</sup>) au sein de la discipline, Malinvaud commence par rappeler la simplicité de la théorie keynésienne :

« Keynes' ideas were subtle and flexible in many respects. Postwar Keynesianism was essentially simpler and clearer. Its conception of economic policy fitted well with that of a group of econometricians, whose most representative personality was Jan Tinbergen, soon followed by Laurence Klein. » (Malinvaud [1997a], p. 154)

« L'essentiel résidait dans l'analyse de la demande globale ; c'était la théorie keynésienne telle qu'elle avait été assimilée à la suite de nombreux efforts de clarification. [...] La théorie sur la formation de la demande globale était si simple et paraissait *a priori* si adéquate pour l'explication des variations à court terme de la production qu'elle s'était finalement imposée et constituait une des premières bases de l'enseignement. » (Malinvaud [1982d], p. 6)

L'argument de la simplicité n'est toutefois pas le seul avancé par Malinvaud, ni même d'ailleurs le plus décisif. Une autre raison plus fondamentale, expliquant que la modélisation

---

<sup>42</sup> A ce propos, Malinvaud (1989a) précise que si l'économétrie structurelle a bien pu susciter des doutes parmi les économistes, ceux-ci ne se sont guère exprimés à l'époque. Puis d'ajouter que ce consensus s'est réalisé d'autant plus facilement que l'approche probabiliste dominait en statistique mathématique et en physique.

<sup>43</sup> Ceci ne faisant que renforcer des idées antérieurement développées dans cette thèse (*cf.* Partie 2). Par ailleurs, il convient de souligner que Malinvaud (1991c, 1994a, 1997a, 1998) a abondamment commenté cette démarche de la modélisation macro-économétrique dans ses écrits méthodologiques.

<sup>44</sup> A nouveau, ce consensus autour de la modélisation macro-économétrique n'implique pas que celle-ci ait suscité l'unanimité au sein de la discipline. Et Malinvaud (1982d, 1989a) prend soin de rappeler que cette démarche a été en son temps contestée, tant par les libéraux « dogmatiques » (et les économistes de l'École de Chicago) et les marxistes « prophétiques », que par plusieurs des économistes mathématiciens, généralement réticents à l'idée que la macroéconomie puisse être utile et/ou pertinente pour la politique économique.

macro-économétrique a fait l'objet d'un consensus au sein de la discipline, est d'avoir fourni un cadre méthodologique à la recherche macroéconomique, principalement orientée vers l'étude des politiques de stabilisation<sup>45</sup>. Ainsi cette méthodologie se trouve-t-elle au fondement de la division du travail, si chère à Malinvaud, entre les économistes théoriciens et les économistes appliqués (*i.e.* les macro-économistes). De plus, cette démarche a encore permis de donner une direction à la macroéconomie appliquée, en privilégiant l'étude des élasticités et des retards dans les équations de comportement dans l'objectif d'accroître progressivement la précision des modèles macro-économétriques (*cf.* Partie 2) :

« It is fair to say that, twenty years ago, most of our macroeconomic research aimed at stabilization policies. Our approach then assumed that, if short term trends were correctly observed and forecast, correlative monetary or budgetary policies would smooth our fluctuations and that market economies would then naturally grow close to their full employment ceiling. Priority was then given to the study of the elasticities and lags involved in economic behaviour and to the building of hopefully accurate macro-econometric models. » (Malinvaud [1987a], p. 54)

De plus, si l'on ajoute à ces deux facteurs la dimension collective de la modélisation macro-économétrique, il est aisé de comprendre que Malinvaud (1997b, 1998) ait considéré cette démarche comme un programme de recherches à part entière en macroéconomie. Sinon le seul, s'il fallait insister sur sa conviction que cette approche à avoir démontré une certaine cumulativité quantitative (Malinvaud [1982d]). Aussi cette cumulativité a-t-elle eu pour effet de rendre mouvant le « consensus keynésien » à mesure que de nouveaux éléments ont été intégrés aux modèles macro-économétriques<sup>46</sup>. Un consensus mouvant autant qu'indéterminé, dont la formule de « synthèse néoclassique » paraît l'expression la plus achevée<sup>47</sup>. Pour autant, la raison la plus décisive permettant d'expliquer que la modélisation macro-économétrique a fait l'objet d'un large consensus au sein de la discipline est encore ailleurs.

---

<sup>45</sup> Une recherche macroéconomique qui cherchait à tirer profit de la croissance considérable de l'information statistique à l'INSEE depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : statistiques nouvelles, production d'indices et d'indicateurs, établissement des comptes nationaux.

<sup>46</sup> L'effet des stocks et/ou des goulots d'étranglements sur la valeur du multiplicateur budgétaire ; l'effet d'éviction sur l'investissement ; l'effet d'encaisses réels (effet Pigou) sur la consommation agrégée ; l'effet des prix *via* la courbe de Phillips ; l'effet des anticipations (Friedman) ; *etc.* De cette manière, Malinvaud peut-il considérer que la modélisation macro-économétrique est douée d'une certaine autonomie à l'égard de la théorie, en particulier à l'égard de la théorie de Keynes (*cf.* chapitre 6).

<sup>47</sup> Sur les ambiguïtés de la « synthèse néoclassique », voir : De Vroey et Duarte (2013), D'Autume (2000).

## 4.2. La prévalence de la demande politique

Selon Edmond Malinvaud (1988d, 1998, 2007a), l'attractivité de la modélisation macro-économétrique a pourtant davantage résidé dans le fait d'avoir permis, depuis J. Tinbergen<sup>48</sup>, de mettre en relation les instruments de politique économique avec les objectifs des responsables de la politique économique (en créant un esprit « d'étude objectif »). Ce faisant, les modèles macro-économétriques ont joué le rôle d'interface dans la communication entre les scientifiques et les responsables politiques<sup>49</sup>, créant par là-même un espace pour l'expertise économique. Ceci d'autant plus que l'inspiration théorique majeure des modèles macro-économétriques, la théorie keynésienne, faisait largement écho à la volonté des responsables politiques d'alors de prévenir les effets des fluctuations macroéconomiques, et en particulier ceux observés dans l'entre-deux guerres :

*« [...] c'était un objectif naturel après la guerre que de chercher à éviter le retour aux désordres économiques dévastateurs de l'entre-deux guerres. Un objectif d'autant plus naturel que la théorie keynésienne apparaissait de plus en plus comme un guide fiable pour sa réalisation ; on pouvait, en appliquant cette théorie, trouver à chaque moment la bonne combinaison des mesures budgétaires et monétaires, celle qui assurerait le plein emploi sans inflation. » (Malinvaud [1998], p. 330 ; nous soulignons)*

A ce niveau, il convient encore d'illustrer en quoi le modèle « décisionnel » de Malinvaud est historiquement situé. En effet, dans les conditions institutionnelles de la planification française, la production scientifique apparaît d'autant mieux articulée aux besoins de la politique économique qu'un certain nombre d'économistes (les économistes-ingénieurs) ont simultanément joué un rôle d'experts et de producteurs du savoir<sup>50</sup>. Dans ces circonstances, leur pratique de l'expertise comme leur fréquentation des responsables politiques ont pu stimuler, en retour, les recherches théoriques et appliquées des économistes-ingénieurs<sup>51</sup>.

---

<sup>48</sup> Sur ce point, Malinvaud (2007b) rend hommage à J. Tinbergen (1952, 1956) d'avoir insisté sur cet enjeu, pour la modélisation macro-économétrique, de présenter les moyens qui sont à disposition du gouvernement.

<sup>49</sup> Sur le rôle des modèles macro-économétriques dans la prévision et l'étude des effets des politiques économiques (*i.e.* des plans quinquennaux), voir : Courbis (1991), Bernard et Cosse (1974).

<sup>50</sup> Dans cette perspective, O. Blanchard (2000) a raison de qualifier d'« âge d'or » pour la macroéconomie, la période des Trente glorieuses.

<sup>51</sup> Affectant, par ailleurs, la discipline économique toute entière. Pour justifier ce dernier point, il suffit de rappeler l'impact considérable qu'ont eu les contributions des ingénieurs économistes sur le champ académique après la Seconde Guerre mondiale. Tout d'abord, leurs réalisations sont enseignées à l'université, parfois par eux-mêmes (comme c'est le cas pour Malinvaud). Ensuite, ils font rapidement leur entrée dans les centres de recherche pour y prospérer par la suite (CEPREMAP, EHESS, CNRS). Enfin, les ingénieurs économistes ont été les agents actifs de l'internationalisation de la discipline économique et sont identifiés à l'étranger comme étant *La science économique française* ; en témoigne le prix Nobel attribué à M. Allais en 1988.

Ainsi s'explique également l'observation de Malinvaud selon laquelle les économètres ont été les plus sensibles à l'évolution de la demande politique (*cf.* chapitre 4).

Par ailleurs, si le modèle décrit par Malinvaud s'applique le plus exactement au fonctionnement de la macroéconomie d'alors, il renvoie à une configuration plus générale encore, la planification économique française ayant concerné d'autres aspects que les seules politiques de stabilisation. Ainsi souligne-t-il fréquemment les objectifs de la planification en France et le rôle qu'y a joué la connaissance économique (Malinvaud [1987d, 1992d, 2003a]). Stimulée par la volonté politique de moderniser l'économie française, les économistes-ingénieurs furent conduits à développer plusieurs techniques d'intervention, comme le calcul économique. A nouveau, Malinvaud assume sans complexe l'influence exercée par ce contexte historique sur les choix de recherches des ingénieurs économistes :

« Nous nous situons [...] dans le contexte d'opinions publiques beaucoup plus favorables à l'intervention publique dans la sphère économique. Notre prosélytisme avait matière à s'appliquer quand l'introduction du calcul économique dans le secteur public était perçue comme essentielle pour la croissance, quand on était en faveur d'un contrôle actif de la demande globale pour assurer la régulation économique, quand la planification avait de chauds partisans pour les économies mixtes [...]. Ce contexte suffit pleinement à expliquer nos attitudes de l'époque et le choix des problèmes sur lesquels tels ou tels d'entre nous travaillaient, comme s'il s'agissait pour eux de jouer prochainement un rôle crucial dans la gestion ou la politique économique de leur pays, voire dans celle de pays étrangers. » (Malinvaud [1993d], p. 7)

Cette dernière citation de Malinvaud est décisive, parce qu'elle permet de résoudre une ambiguïté fondamentale en congédiant la thèse selon laquelle les économistes exercent (ou ont exercé) une influence quelconque sur les responsables de la politique économique. Aussi convient-il de retourner complètement cette perspective afin d'apprécier la véritable nature des rapports qu'entretient la discipline économique à l'égard du pouvoir. Suivant cette logique, la théorie keynésienne et les modèles macro-économétriques n'ont pas d'abord fait l'objet d'un consensus au sein de la discipline puis ont influencé les responsables politiques par l'intermédiaire de l'expertise, contribuant ainsi à orienter la définition des politiques économiques. Mais plutôt, ceux-ci ont fait l'objet d'un consensus au sein de la discipline précisément parce que l'un, la théorie keynésienne, rencontrait largement l'écho des responsables politiques de l'époque et que l'autre, les modèles macro-économétriques, fournissaient l'interface capable d'assurer (fonctionnellement) l'articulation entre l'état de la connaissance économique et les objectifs de politique économique.

Dans cette perspective, la cumulativité (quantitative) du savoir en économie apparaît toute conditionnelle à l'identification et à l'acceptation, *en interne*, des objectifs des responsables de la politique économique. Acceptation dont l'émanation théorico-pratique s'est rapidement transmise en consensus au sein de la discipline parce que l'intensité de la volonté politique a permis de lever l'indétermination épistémologique de la communauté quant à la pertinence relative des programmes de recherches concurrents<sup>52</sup> (*cf.* chapitre 7). Par ailleurs, le maintien du « consensus keynésien » dans le temps (en dépit même de son caractère mouvant) ne se comprend qu'en rapport à cette confiance des responsables politiques, elle-même conditionnée par l'efficacité des politiques de régulation de la demande pendant les Trente glorieuses<sup>53</sup>. A ce sujet, Malinvaud (1981c, 2004a) précise que le gouvernement a été satisfait des modèles macro-économétriques pendant une quinzaine d'années : du début des années 1960 au milieu des années 1970. En retour, si l'assise empirique de ces modèles a pu paraître croissante, directement associée à l'adaptation continue des modèles macro-économétriques à la « demande sociale », dont l'instabilité théorique de la « synthèse néoclassique » constitue l'expression la plus achevée.

Il apparaît donc que le modèle « décisionnel » de Malinvaud est historiquement situé, en ce sens qu'il est d'abord relatif au contexte de la planification française. Toutefois, rapporter ce modèle à son contexte aura permis de mettre en évidence que la cumulativité (quantitative) des modèles macro-économétriques était indissociable de l'existence et du maintien du « consensus keynésien » au sein de la discipline, dont le déterminant principal est de nature *externe* : la volonté politique de pallier les fluctuations macroéconomiques. Par ailleurs, conséquence du fait que le modèle de Malinvaud est historiquement situé, la manière dont la discipline économique s'articule au politique par l'intermédiaire de l'expertise n'est pas nécessairement immuable. Dit autrement, l'articulation science-expertise qu'il décrit peut varier dans l'espace<sup>54</sup> mais, plus encore, dans le temps ; ce dont Malinvaud semble d'ailleurs s'être rendu compte à propos de la NEC.

---

<sup>52</sup> Sur ce point, P. Samuelson ([1946], p. 187) n'avait-il pas écrit : « The General Theory caught most economists under the age 35 with the unexpected virulence of a disease first attacking and decimating an isolated tribe of South islanders. Economists beyond 50 turned out to be quite immune to the ailment. With time, most economists began to run the fever, often without knowing or admitting their condition. ». Cette citation, une fois rapportée à celle du début de ce chapitre, paraît désormais renfermer une toute autre signification.

<sup>53</sup> Une efficacité dont Malinvaud a été le premier surpris (*cf.* Introduction générale).

<sup>54</sup> De fait, rares sont les pays à avoir connu une expérience analogue à la planification française (sinon l'URSS et les pays soviétiques)

## V. La critique de la NEC à la lumière des enjeux de l'expertise

Le fait que le modèle « décisionnel » de Malinvaud soit historiquement situé permet de mettre en perspective une partie de ses critiques à l'endroit de la NEC (*cf.* chapitre 5). Son grief principal étant que cette approche outrepassse la fonction d'expertise qui incombe à la discipline économique. Cependant, ce dernier entrevoit que la NEC n'est qu'une phase transitoire dans la reconfiguration des relations que la discipline entretient avec l'expertise - reconfiguration qui aboutie à la nouvelle synthèse néoclassique.

### 5.1. La NEC face au modèle « décisionnel » d'Edmond Malinvaud

Du point de vue Malinvaud, la démarche des économistes de la NEC est arrogante en ce sens qu'elle outrepassse les principes d'organisation établis au sein de la discipline. Ainsi ne respectent-ils pas la division du travail opérée jusque là entre l'économie mathématique, d'un côté, et la science appliquée (*i.e.* la macroéconomie), de l'autre. Ces derniers présentant leurs conclusions comme directement pertinentes pour la politique économique, alors que celles-ci ne sont relatives qu'à leurs « petits modèles théoriques », au réalisme douteux :

« [...] je dois manifester quelque inquiétude devant la prédominance actuelle des contributions scientifiques qui prétendent trancher de difficiles questions de politique économique à partir de représentations aussi schématiques et aussi pauvres des phénomènes réels. Non seulement ces contributions sont les plus nombreuses sur le sujet dans les principales revues où les économistes cherchent leur inspiration ; mais ce sont celles qui attirent à leurs auteurs le plus d'estime. Le risque est donc grand qu'elles soient considérées comme épuisant le sujet. Il faut dire de façon tout à fait claire qu'une telle attitude serait inadmissible. » (Malinvaud [1981c], p. 546)

Par ailleurs, Malinvaud (1994a, 1997a) déplore que la NEC tende à remettre en cause la division des rôles qui s'imposait jusque là entre économistes et responsables politiques. Loin de répondre aux questions que se posent les responsables politiques, les économistes de la NEC se sont contentés de multiplier les arguments visant à démontrer l'inefficacité des politiques de stabilisation de l'économie. Et ceci, sans proposer de voie alternative :

« [...] what alternative was proposed? During some years it was the creed of 'policy ineffectiveness', a phrase which was claimed to be proved true by arguments applied to outrageously simple models of the economic system. This creed recommended 'laissez-faire' and amounted to a return to the conception of policy advising that was current at the beginning of the century. » (Malinvaud [1994a], p. 10)

Toutefois, Malinvaud (1997a, 1997d) s'efforce de préciser la nature des changements d'attitude à l'œuvre avec la NEC. Pour cela, il commence par qualifier d'« ingénierie économique » l'attitude qui prévalait jusqu'alors et qui correspond, ni plus ni moins, à la place occupée par les économistes dans son modèle « décisionnel ». Avant d'opposer cette conception à la NEC, qualifiée de *Sound Economics*, du fait que l'attitude de ces économistes à l'égard de la politique économique lui paraît relever davantage d'une forme (nouvelle) d'orthodoxie économique qui se veut garante des principes de bonne gestion (*sound principles*). Non sans difficultés, Malinvaud (1997a) cherche ensuite à identifier le genre d'expertise que pourrait prodiguer la NEC – expertise dont elle serait la seule détenteuse (et productrice) au sein de la discipline<sup>55</sup>. Mais, sur ce point, il ne voit que la recommandation politique selon laquelle il faudrait liquider toute institution créatrice de rigidité<sup>56</sup> :

« [...] there is nowadays some uncertainty about what is the exact function of policy advising. Thus, it will be helpful to briefly consider in this talk how the dominant views changed since the middle of this century<sup>57</sup>. [...] Economists called to serve as advisers in the older days were seen as experts in the rules of the market economy ; they were guardians of economic orthodoxy; they were supposed to watch politicians and to protect them against their inclination to interfere in the markets; advisers had to exhibit to politicians the damaging long-run effects that would result from interventions; advisers had also to propose ways for dismantling institutions responsible for market rigidities and rent-seeking behaviour. Looking for a short label to be opposed to that of 'policy engineers', I may select here 'guardians of sound principles', it being understood that the so-called sound principles refer to the views of those holding the corresponding conception, not to principles that would be unanimously recognized as sound. » (Malinvaud [1997a], p. 154-155)

Par ailleurs, preuve que la démarche de la NEC l'a profondément intrigué, Malinvaud (1997a) va jusqu'à s'interroger sur le type de libéralisme qu'ils défendent : s'agit-il d'un simple retour au libéralisme d'antan ou d'un libéralisme d'un genre nouveau (*i.e.* un « néo-libéralisme ») ? Sur ce point, et même s'il hésite longuement, sa réponse a l'avantage de la simplicité. Devant l'absence d'une alternative clairement affichée par les économistes de la NEC, comme l'objectif d'implémenter un équilibre général, Malinvaud (1997a) se résout à conclure qu'il s'agit d'une résurgence du libéralisme d'avant guerre. Quoi qu'il en soit, que ce dernier ait difficilement vécu le succès de la NEC en macroéconomie trouve ici une ultime explication. La discipline économique a remis en cause son articulation fonctionnelle avec l'expertise,

---

<sup>55</sup> Justifiant que ces économistes adoptent une démarche qui s'éloigne passablement de l'ingénierie économique. Ainsi, faut-il voir dans cet article de Malinvaud (1997a), son ultime tentative de rationaliser le succès de la NEC en macroéconomie depuis les années 1970.

<sup>56</sup> Ce faisant, la NEC remet également en cause la dichotomie fins / moyens. Dichotomie dont l'application en pratique relève surtout de la déontologie scientifique, si l'on se rappelle les remarques précédentes de Malinvaud à cet effet (*cf. supra*).

<sup>57</sup> Malinvaud (1997a) compare également l'ingénierie économique à l'attitude qui prévalait avant la Seconde Guerre mondiale ; attitude qu'il finit par rapprocher de celle de la NEC.

laissant les responsables de la politique économique prendre leurs décisions sans le bénéfice de l'information scientifique :

*« Most economists of my generation, particularly among those working for policy advising, have painfully lived the two decades from 1975 to 1995. This was in part because the macroeconomic performance strongly deteriorated in our countries and the policy instruments at our disposal turned out to be much less powerful than we had thought. This was also because we disagreed with much of what was argued during the concomitant reconsideration of macroeconomic theory, as it was led by members of a younger generation, a reconsideration which made a definite impact in the academic world. We felt that these younger theorists were overly self-confident in their criticism, in special features of their scientific approach, and in the adequacy of our market institutions to spontaneously meet perceived macroeconomic challenges. » (Malinvaud [2004a], p. 128 ; nous soulignons)*

*« Thus, research became more detached from the demands of policy makers. [...] There was first the proposition that macroeconomic regulation did not really matter, something which can be placed as a parallel to the proposition that, anticipated monetary policies were not effective. Independently, there was also a tendency to play down the role of those policies the study of which did not easily fit into the kind of modelling that was promoted by the movement, no matter how eclectic it became. » (Malinvaud [2004a], p. 133-134 ; nous soulignons)*

Ainsi, Malinvaud perçoit que quelque chose a changé dans les rapports que la discipline entretient avec l'expertise économique et, partant, avec les responsables de la politique économique. Et, en effet, une telle reconfiguration semble bien à l'œuvre à l'époque, ce dont Robert Lucas a par ailleurs parfaitement conscience.

## **5.2. La NEC face à la reconfiguration des rapports science-expertise**

Rares sont les commentaires de Lucas sur l'impact de son œuvre sur la macroéconomie comme sur les transformations dont celle-ci a été l'objet depuis les années 1970. Toutefois, celui-ci se montre beaucoup plus expansif à propos des rapports de la discipline à l'expertise au moment où celle-ci était caractérisée par le « consensus keynésien ». Ses commentaires illustrent d'abord la reconfiguration de ces rapports en cours dans les années 1970 ; une reconfiguration d'ailleurs parfaitement assumée par Lucas (1988), qui prône plus de distance à l'égard des responsables politiques :

*« Beaucoup d'économistes de la génération précédente me semblent uniquement préoccupés par des questions de politique économique, et non par des questions scientifiques. Ce ne sont pas les bonnes questions qui sont posées, leurs questions viennent de Washington au lieu de refléter ce qui les préoccupe, ou d'exprimer des points de vue plus scientifiques. [...] La macroéconomie se consacre entièrement à la question suivante : « Que ferais-je si j'étais au Comité ? » ce qui n'est peut-être pas la question la plus digne d'intérêt pour le chercheur en sciences sociales. » (Lucas [1988], p. 79)*



*Klamer* : « Vous préconisez un modèle plus effacé pour les économistes ? » « Je le répète, le consensus des années soixante était très artificiel, et ne constitue pas le moins du monde un modèle des rapports normaux entre la discipline économique et le reste de la société. A l'époque, on avait l'impression que l'économie partait à la conquête de l'univers. Il y avait le Comité Kennedy, la réduction des impôts (que j'approuvais alors), ainsi que le discours éloquent de Kennedy à Yale, au cours duquel il utilisa un raisonnement économique solide, dépourvu de galimatias politique. Et cette façon de penser s'était étendue aux autres branches du gouvernement. On pouvait croire que la raison allait voir droit de cité, mais cela n'a pas duré. » (Lucas [1988], p. 80-81)

Dans un article antérieur, Lucas (1980) précise ses vues sur le rapport, de la discipline macroéconomique d'alors, à l'égard du pouvoir et du rôle qu'y jouait l'expertise économique. Désireux de mettre au goût du jour le programme de Friedman visant à promouvoir une politique économique de la règle<sup>58</sup>, Lucas (1980) énumère les raisons pour lesquelles celui-ci n'a pas été suivi au sein de la discipline. Tout d'abord, il insiste sur l'absence de volonté des économistes à remettre en cause le cadre institutionnel dans lequel se situaient à l'époque les responsables politiques – un cadre défini, principalement, par l'*Employment Act* (1946). Il souligne ensuite que la « macroéconomie » n'a finalement été à cette époque qu'une sous-discipline essentiellement orientée vers l'expertise<sup>59</sup>. Enfin, Lucas (1980) avance que la confiance des économistes dans ce cadre institutionnel apparaît comme toute déterminée par le succès que les politiques économiques rencontraient à l'époque<sup>60</sup>.

---

<sup>58</sup> Ce programme réside dans la recommandation de Friedman (1948, 1959) que la politique monétaire et fiscale doit être conduite suivant des règles fixes. Dans son article, Lucas ([1980], p. 200) reprend ce programme et y ajoute la règle selon laquelle le gouvernement ne doit interférer d'aucune façon sur les arrangements du secteur privé en matière de prix et de salaires : « 4. A clearly announced policy that wage and price agreements ^privately arrived at will not trigger governmental reactions of any kind (aside from standard antitrust policies and the general policy of government preference for low over high bids). » Un ajout que Lucas (1980) justifie en avançant qu'une telle intervention publique a cessé d'être une mesure d'exception depuis Friedman (1959), et que ce dernier l'aurait lui-même ajoutée ; ce qui permet d'illustrer le fait que la politique des revenus a bien été un enjeu politique majeur à l'époque, aux États-Unis comme en France (cf. chapitre 3).

<sup>59</sup> Plus précisément, il soutient que l'idée d'une macroéconomie, autonome au sein la discipline, est un pur produit de la montée de l'expertise économique et de l'influence exercée par l'*Employment Act* sur la discipline : « Renamed *macroeconomics*, this subdiscipline defined itself to be that body of expertise the existence of which was presupposed in the Employment Act, and its practitioners devoted themselves to the development and refinement of forecasting and policy evaluation methods which promised to be of use in the annual diagnosis-prescription exercise called for by the act. » (Lucas [1980], p. 201 ; *souligné par l'auteur*)

<sup>60</sup> Ainsi, Lucas (1980) identifie les raisons scientifiques et extra-scientifiques qui ont conduit à la domination de la théorie keynésianisme en macroéconomie – raisons que nous avons mis en évidence à la section précédente : « In retrospect, it is clear that Friedman underestimated by far to the extent to which his colleagues were united in the belief that the Employment Act, together with the Federal Reserve Act as supplemented by changes in the 1930s, provided a workable policymaking apparatus. Post-World War II macroeconomics has shown little interest in reforms of the institutional framework within which economic policy is conducted, and virtually no concern with formulating legislative guidelines or limits on monetary, fiscal, and now, "incomes" policy. The professional forum for debating alternative monetary institutions to which Friedman addressed his proposals did not analyze them, consider them, reject them in favour of others. It simply passed out of existence. *Instead, within the existing institutional framework, the role of the economic expert as day-to-day manager expanded rapidly, and the role of the academic macroeconomist became that of equipping these experts with ideas, principles, formulas which gave, or appeared to give, operational guidance on the tasks with which these economic managers happened to be faced. [...] On one level, this reaction to the Friedman proposals is understandable. General economic performance in the twenty years following the passage of the Employment*

Si la symétrie des observations faites par Malinvaud et Lucas est frappante<sup>61</sup>, cette symétrie ne va pas plus loin car Lucas défend l'impérieuse nécessité de reconfigurer ces rapports entre science et expertise. Des rapports qui ne constituent pas, selon lui, « un modèle des rapports normaux entre la discipline économique et le reste de la société » (Lucas [1988], *cf. supra*). Dans cette perspective, Lucas (1980) commence par dénoncer les effets néfastes provoqués par cette articulation fonctionnelle dans les années 1970, conduisant certains économistes (notamment Laffer et Okun<sup>62</sup>) à faire valoir des propositions purement déconnectées de l'état du savoir au sein de la discipline économique. Aussi, la stagflation illustre-t-elle d'abord, aux yeux de Lucas (1980), la perte générale de confiance (de l'opinion publique comme des économistes) dans le cadre conceptuel présidant au management économique discrétionnaire, incluant le type de politiques économiques qui y ont été mises en œuvre comme le type d'expertise économique qui y a été pratiqué :

« Events of the current decade have brought about important changes in both public and professional confidence that economic expertise can deliver satisfactory performance within the framework provided by the Employment and Federal Reserve acts. [...] I will briefly review of few of these, beginning with what is surely the most important: the experience of stagflation. [...] The experience of stagflation has, then, brought about important changes in the nature of the postwar dialogue by means of which policy-oriented economists attempt to advance their ideas and to satisfy the immediate needs of economic managers. » (Lucas [1980], p. 203-204)

Par ailleurs, Lucas identifie les signes de changement que les années 1970 préfigurent et qui semblent participer à reconfigurer les rapports de la discipline économique à l'égard des responsables politiques. Ainsi, la Proposition 13 comme la « Tax revolt » en Californie<sup>63</sup> lui paraissent autant de signes traduisant la volonté de l'opinion publique de peser à nouveau sur la définition des politiques économiques :

---

*Act was, by any historical standard, highly successful. It is not surprising, then, that there was little general discussion of institutional change during this period and that this lack of interest was reflected in economists' choice of research problems. » (Lucas [1980], p. 202 ; nous soulignons)*

<sup>61</sup> Pour renforcer ce point, mentionnons que Lucas ([1980], p. 209) est également enclin à qualifier la discipline économique comme une « advice-giving profession ».

<sup>62</sup> Si le premier (Arthur Laffer) est incriminé pour sa fameuse courbe éponyme, le second (Arthur Okun) l'est également pour s'être rendu coupable d'avoir souscrit au projet keynésien d'une politique des revenus. Ainsi : « Two early symptoms of this change are Arthur Laffer's influential "Laffer curve" and Arthur Okun's proposal for controlling inflation by a complex system of taxes and subsidies on individual producers. Though both can be supported by theory of sorts, provided one uses the term "theory" with sufficient looseness, neither follows in anyway from any widely accepted theoretical framework, neither has received serious analysis by either proponents or critics, neither was even mentioned in the academic literature prior to the last year or so. » (Lucas [1980], p. 204) Ces observations de Lucas mettent ainsi en lumière la tension principale du modèle « décisionnel » de Malinvaud, c'est-à-dire le fait que : 1°) l'expertise se doit de reposer sur les acquis de la science économique, au risque d'être contestée en interne ; mais que 2°) la science économique se doit de constituer une aide à la décision, au risque d'être contestée et/ou perçue comme inutile en externe (*cf. supra*).

<sup>63</sup> Sur ces événements aux Etats-Unis, voir : chapitre 7.

« The main impetus for this “tax revolt” is surely dissatisfaction over the general level of taxes and government spending, and not over the nature of stabilization policy. Yet there is a clear and instructive connection at the political level. In policies of either type, it is evidently impossible for large numbers of people to form opinions and exercise influence at anything like the level of detail at which legislators and economic managers and their advisors carry on their discussion. In contrast, it is clearly possible for people to impose limits on these technical discussions, to *bound* levels and rates of change of economic aggregates. Public opinion generally can do little to *guide* the exercise of discretionary economic authority, but it has enormous potential to limit its scope. » (Lucas [1980], p. 204-205 ; *souligné par l’auteur*)

A ce qu’il identifie comme une nouvelle aspiration de l’opinion publique, sinon comme une réaction populaire contre les abus du management discrétionnaire, Lucas (1980) répond par la promotion d’une politique économique de la règle. Aussi, son programme de recherches trouve-t-il ici une nouvelle signification : il s’agit de démontrer que le choix d’une telle politique économique domine dès l’instant que les anticipations des agents sont rationnelles. Or une telle perspective a pour conséquence principale de modifier la nature de l’expertise économique. En un sens normatif, car la tâche qui reviendrait désormais aux économistes serait d’établir la règle de politique économique dominante<sup>64</sup>. En un sens positif, ensuite, car l’enjeu pour les économistes serait alors davantage de prévoir les réponses des agents et, donc, leurs anticipations ; ce qui suppose *in fine*, pour Lucas (1980), de devoir comprendre l’environnement stochastique dans lequel ces agents croient agir<sup>65</sup>. Toutefois, se pose la question de la transition entre un management discrétionnaire et un management reposant sur des règles de politique économique. Un problème dont Lucas ([1980], p. 208) se montre conscient, en faisant état de ses réflexions sur les conditions à rassembler pour qu’une telle transformation puisse s’imposer<sup>66</sup>. Avant de conclure, de la plus claire des manières, en exposant l’alternative qui s’offre à la discipline et à l’expertise économique :

« One response to this situation is to attempt to deal with this ever broadening range of management questions, working and hoping for advances sufficiently dramatic to enable us to regain the intellectual control we had in the sixties. If, as I believe to be the case, this will require scientific improvements of a fundamental or basic nature, then this response is not likely to succeed. Basic research, to be successful, requires some degree of control over the questions to be

---

<sup>64</sup> Sur ce point, Lucas ([1980], p. 206) évoque la littérature sur ce thème à l’époque, où la thèse qu’une politique de la règle dominerait une politique discrétionnaire (Lucas [1972], Sargent et Wallace [1975], Barro [1976]) se voit désormais opposer la thèse inverse (Taylor [1980]). Par ailleurs, dans le cas où la première thèse serait amenée à l’emporter, resterait encore à définir le contenu de la règle adopter (car plusieurs sont envisageables).

<sup>65</sup> Une telle perspective illustre le tournant cognitif que Lucas aimerait faire emprunter à la discipline : « The main argument turns out to be a positive (as opposed to normative) one : our ability as economists to predict the responses of agents rests, in situations where expectations about the future matter, on our understanding of the stochastic environment *agents believe themselves to be operating in.* » (Lucas [1980], p. 205 ; *nous soulignons*)

<sup>66</sup> Nous ne développons pas ce point pour ne pas alourdir le propos. Mentionnons, toutefois, que Lucas ([1980], p. 208) suggère de ne se fier qu’aux acteurs privés et de contourner les institutions existantes (le gouvernement et la banque centrale), sachant le gradualisme inhérent aux processus législatifs et constitutionnels. Dans cette perspective, la résolution 133 devenue amendement du *Federal Reserve Act* en 1977 lui paraît une avancée.

asked and the results can be delivered. Though stimulated by practical demands, it is rarely carried out by those in an active managerial role, even at one remove.

An alternative response is to attempt to make clear to our fellow citizens the questions that currently available expertise can hope to answer successfully, to base policy recommendations on the well-understood and empirically substantiated propositions of monetary economics, discouragingly modest as these may be, and to make it as clear as possible that the main task of monetary and fiscal policy is to provide a stable, predictable environment for the private sector of the economy. » (Lucas [1980], p. 209-210)

Une telle alternative met parfaitement en perspective les attitudes adoptées par Malinvaud et les économistes non-walrasiens, d'un côté, et Lucas et les économistes de la NEC, de l'autre. Or il faut bien convenir que seule cette dernière approche a cherché à répondre à la remise en cause de l'articulation fonctionnelle qui prévalait jusque dans les années 1970 entre la discipline et l'expertise. Et cela a vraisemblablement contribué au succès de la NEC à l'époque ; un succès qui apparaît de moins en moins relever du simple effet de mode.

#### ***4.3. De la NEC à la Nouvelle Synthèse Néoclassique***

Le modèle « décisionnel » de Malinvaud se trouve ainsi remis en cause, à partir des années 1970. Ce dont ce dernier semble, d'ailleurs, s'être rendu compte quelques années plus tard ; notamment à propos de l'OCDE, dont il a largement critiqué la conversion libérale dans les années 1990 (*cf.* chapitre 5). Plus largement, Edmond Malinvaud semble avoir eu l'intuition que l'évolution récente des politiques économiques n'a pas pu rester sans effet sur les objets de recherches privilégiés au sein de la discipline :

« Success of the drive towards implanting more rational conduct of economic affairs in France, and in Europe more generally, reached a climax in the late 1960s. This is true not only of the macroeconomic stabilization branch of public economics but also of the allocation branch concerned with infrastructures, collective services, and the environment [...] Starting in the mid-1980s, privatisation of the large public enterprises was undertaken. [...] This naturally led to shift a focus of attention from the proper management of public firms to the regulation of natural monopolies and public utilities. Overall, the menu of the main issues to be tackled was completely changed. » (Malinvaud [2001b], p. 7)

Pour autant, Malinvaud ([1997a], p. 155-156) se méfie d'un retour simpliste à la conception de l'expertise économique qui prévalait antérieurement à la Seconde Guerre mondiale. Aussi anticipe-t-il que la nouvelle conception de l'expertise économique qui se stabilisera a plus de chance d'être intermédiaire aux deux approches considérées jusque là ; une sorte de mixte entre l'« ingénierie économique » de Tinbergen et la *Sound Economics* de la NEC. Ceci pour la raison simple que les économistes auront, de nouveau, à répondre aux besoins des responsables politiques, au premier rang desquels figure l'objectif de régulation

conjoncturelle. Par cette conjecture, Malinvaud (1997a) donne à voir sa conviction selon laquelle la discipline économique ne peut se départir de son statut d'aide à la décision. Une conviction qu'il voit renforcée par l'évolution de la théorie macroéconomique depuis le milieu des années 1990. En effet, pour Malinvaud (2004a), l'influence de la NEC sur la conception de l'expertise économique et, partant, sur la macroéconomie s'interrompt symboliquement en 1995. A partir de cette date, il juge que la discipline est revenue à un meilleur sens des réalités face aux difficultés empiriques rencontrées. Ainsi, certains disciples de la TCR se sont-ils éloignés du modèle canonique<sup>67</sup> et ont développé une nouvelle approche, à la fois plus opérationnelle et plus en phase avec l'objectif de régulation conjoncturelle des responsables politiques :

« So, within a school that has become eclectic and now mainly pleads for dynamic-stochastic general-equilibrium models, there are heretics, who accept the methodology but not some of the substantial messages. » ([2004a], p. 136)

« Overall, this is a very lively field of relevant research, which monetary policy makers do not ignore. [...] The macroeconomic literature of the last 15 years contains much valuable material for those in charge of advising monetary authorities. Nothing prevents us from expecting that the spirit of this new trend in research will overflow on the whole field of macroeconomic policy making. » (Malinvaud [2004], p. 142)

Or ce mouvement, que Malinvaud ne perçoit que sur le tard, n'est autre que celui qui a conduit à la nouvelle synthèse néoclassique et à l'élaboration des modèles DSGE, devenus depuis l'alpha et l'oméga de la macroéconomie moderne. Par ailleurs, la perspective d'une nouvelle synthèse néoclassique est pour lui le signe que des économistes se sont rapprochés des besoins des responsables politiques mais, encore, que la discipline a retrouvé une forme (nouvelle) d'articulation fonctionnelle avec l'expertise économique – ce qui constitue, pour lui, une condition *sine qua non* du progrès de la connaissance. Dans ces conditions, le modèle « décisionnel » de Malinvaud retrouverait toute sa pertinence pour rendre compte du fonctionnement et de l'évolution de la discipline. Stabilisé par le consensus en interne (*i.e.* la nouvelle synthèse néoclassique), la macroéconomie retrouve son autonomie par rapport à la

---

<sup>67</sup> Pour Malinvaud (2000a, 2001d, 2004a, 2007a), la domination de la NEC sur la discipline s'étend de 1975 à 1995 : tout d'abord par l'intermédiaire de la NEC (1975-1985), puis par celle de la TCR (1985-1995). Pour justifier une telle périodisation, en particulier que la domination de la NEC s'achève en 1995, ce dernier se repose principalement sur l'ouvrage collectif *Frontiers of business cycle* (Cooley ([1995])), où plusieurs auteurs prennent leurs libertés par rapport à la TCR, notamment l'hypothèse d'apurement des marchés, contribuant à rendre ce courant de recherches plus hétéroclite (Malinvaud [2000a], p. 1359-1390). Par ailleurs, il voit d'un bon œil le fait qu'un certain nombre d'auteurs s'intéresse de nouveau aux problèmes de macroéconomie appliquée : « It may be the proper time now to coldly analyse the drama we have lived through. [...] the story is revealing of a permanent difficulty in the dialogue between the development of theory and the satisfaction of policy concerns in macroeconomics. » (Malinvaud [2004a], p. 128-9)

recherche académique, de même que son statut de science appliquée, dont la fonction principale est de répondre aux besoins des responsables politiques à l'aide d'un instrument assurant l'interface (*i.e.* les modèles DSGE). Par ailleurs, l'expertise économique, en médiatisant la demande politique en interne, détermine (en partie) les objets de recherche privilégiés et indexe la discipline au seul objectif d'accroître l'efficacité de la science appliquée : la macroéconomie.

Au terme de ce chapitre, le modèle décisionnel de Malinvaud apparaît pertinent pour rendre compte du fonctionnement interne de la discipline économique. En ne se concentrant pas sur les déplacements observables en interne (sémantiques, conceptuels, méthodologiques, *etc.*), mais en accordant une place essentielle à l'expertise et à la demande politique, ce modèle débouche alors sur une représentation enrichie de l'évolution de la macroéconomie. Dans cette perspective, tout consensus au sein de la discipline apparaît préalablement déterminé par l'identification et l'acceptation (majoritaire) en interne du mode d'intervention des responsables de la politique économique. Par suite, la connaissance peut exhiber une certaine cumulativité à condition que la recherche (académique et appliquée) demeure indexée à la demande politique, et que l'efficacité des politiques économiques n'est pas remise en cause. Une telle représentation enrichie apparaît bien sous la plume de Malinvaud, bien qu'il ait eu des difficultés à l'énoncer dans ces termes :

*« Improvement of knowledge of macroeconomic phenomena not only requires the success of many research projects, some quite fundamental, others dealing with the measure of specific effects, it also requires sensitiveness to problems that policy makers are trying to solve. It further requires appropriate teaching, i.e. transmission of proven methods of analysis and of the accompanying scientific corpus. It finally requires progress in the collection and analysis of data, as well as the diffusion of the pertinent results to all users, including the general public. None of these tasks is trivial. In their most delicate aspects, they all involve judgement as to what should be stressed and what the real needs are ».* (Malinvaud [1987d], p. 297 ; *nous soulignons*)

Pour pertinent qu'il soit, le modèle « décisionnel » de Malinvaud n'en demeure pas moins insuffisant puisque statique. En effet, celui-ci ne permet d'expliquer le fonctionnement de la discipline que lorsqu'un consensus y existe préalablement (la synthèse néoclassique et la nouvelle synthèse néoclassique). Par conséquent, ce modèle est incapable de rendre compte de l'évolution du consensus, de telle sorte qu'il ne permet pas d'expliquer les transformations qui ont affecté la macroéconomie depuis les années 1970. Dès lors, il nous revient de réaliser une tâche : dynamiser le modèle « décisionnel » d'Edmond Malinvaud.

## **Chapitre 9 : Le modèle d'Edmond Malinvaud en dynamique, une rationalisation de l'histoire récente de la macroéconomie**

« I conclude with an unworthy hypothesis regarding past and present directions of economic research. Sherlock Holmes said, "Cherchez la femme." [...] We economists do primarily work for our peers' esteem, which figures in our self-esteem. When post-Depression Roosevelt's New Deal provided exciting job opportunities, first the junior academic faculties moved leftward. To get back ahead of their followers, subsequently the senior academic faculties shoved ahead of them. As post-Reagan, post-Thatcher electorates turned rightward, follow the money pointed, alas, in only one direction. So to speak, we eat our own cooking. » (Samuelson [2007], p. 9-10)

L'enjeu de ce dernier chapitre est de dynamiser le modèle « décisionnel » d'Edmond Malinvaud dans le but de rationaliser l'évolution récente de la discipline, à partir des années 1970. A cette fin, notre analyse part du constat que ce dernier modèle ne rend compte du fonctionnement effectif de la discipline qu'à condition qu'un consensus s'y soit préalablement stabilisé, comme dans les cas évoqués aux chapitres précédents : la synthèse néoclassique dans les années 1960, et la nouvelle synthèse néoclassique à la fin des années 1990. Il nous revient ainsi d'explicitier le passage d'un consensus à l'autre, sachant qu'une telle évolution n'a rien d'automatique et que la première étape constitue nécessairement l'effondrement du consensus initial, *i.e.* le « consensus keynésien ». Ensuite, il faut dégager les logiques sous-jacentes aux recompositions de la macroéconomie en mettant en évidence les raisons, internes autant qu'externes, expliquant que certains programmes de recherches échouent ou parviennent à influencer l'agenda des recherches prioritaires. L'enjeu étant de rationaliser, dans un même mouvement, l'échec de la théorie non-walrasienne et le succès de la NEC.

Ce chapitre fait donc office de point d'aboutissement du raisonnement mis en œuvre dans cette thèse qui, en dépit de son caractère elliptique, est toute orientée vers l'objectif de fournir une réponse à la dernière problématique de l'histoire récente de la macroéconomie : comment expliquer le succès de la NEC dans les années 1980 ? (*cf.* Introduction générale) Aussi la thèse que nous défendons apparaît-elle comme la conséquence directe de notre méthodologie, en ce sens que les raisons expliquant l'échec de l'approche non-walrasienne au sein de la discipline se révèlent être symétriques à celles qui expliquent le succès de la NEC.

Nous commençons par rappeler que la crise économique des années 1970 en France n'a pas immédiatement modifié l'attitude des responsables politiques à l'égard des politiques de stabilisation, et encore moins celle des macro-économistes. A l'inverse, l'échec de ces politiques en 1974-1975 a pour conséquence immédiate d'affaiblir le « consensus keynésien » et de voir se multiplier les programmes de recherche alternatifs au sein de la discipline. Dans ces conditions, où le consensus est réduit à néant, l'expertise (divisée) se trouve incapable d'orienter la décision de responsables de la politique économique (I). Face à cette situation, les responsables politiques n'ont pas eu d'autre choix que d'improviser à partir du milieu des années 1970. En résultent deux déplacements dans leur conception de la politique économique : la nécessité d'accorder une attention égale à la demande globale et à la profitabilité, ainsi que la nécessité de prendre en compte les effets à moyen terme des politiques économiques. De tels déplacements ayant été observés par Malinvaud, il apparaît que l'objectif qu'il a poursuivi dans ses recherches a essentiellement consisté à rationaliser l'évolution de la conception des responsables de la politique économique (II). Cette caractéristique n'est pas propre aux recherches d'Malinvaud, mais se trouve au principe de l'approche non-walrasienne : il devient alors possible d'en rationaliser le succès provisoire au sein de la discipline. Ce succès paraît dépendre tout entier de la disposition de l'approche non-walrasienne à accompagner les hésitations, sinon l'indétermination, des responsables de la politique économique au cours de la période 1976-1983 (III). A l'issue de cette période, marquée symboliquement en France par le « tournant de la rigueur » du gouvernement socialiste, la réorientation de la politique économique est plus nette. La période qui s'ouvre à partir de cette date est, par ailleurs, marquée par le déclin de l'approche non-walrasienne et l'affirmation de l'influence de la NEC au sein de la discipline. Loin de relever de la coïncidence, l'explication de ces trajectoires croisées apparaît comme symétrique, en ce sens que les raisons expliquant l'échec de l'approche non-walrasienne sont identiques à celles qui expliquent le succès de la NEC en macroéconomie: (i) la fin du contrôle des prix et des salaires, (ii) la fin du monopole public de l'expertise et, (iii) la fin de l'interventionnisme étatique « keynésien » (IV).



## I. La double crise des années 1970

La stagflation est souvent présentée comme un tournant dans l'histoire de la macroéconomie, permettant de justifier tout à la fois la fin du « consensus keynésien » et le succès de la NEC, autant que les transformations subséquentes de la discipline. Pourtant, cet évènement ne constitue pas la véritable force motrice des recompositions à l'œuvre dans les années 1970, celles-ci s'expliquant d'abord par le fait que la crise économique de cette décennie s'est doublée d'une crise de l'expertise.

### *1.1. L'expertise économique : du calme à la tempête*

La croissance économique soutenue des Trente glorieuses a pu donner l'impression que les fluctuations économiques étaient désormais bien maîtrisées, notamment grâce à l'efficacité des politiques de stabilisation. Dans ces circonstances, l'objectif des économistes-ingénieurs, qui consistait à améliorer les instruments destinés à assurer une régulation fine de la demande globale (le système statistique, les comptes nationaux, les modèles macro-économétriques, *etc.*) n'avait nulle raison d'être remis en cause :

« Il était admis que la voie à suivre était de se conformer à une forme rudimentaire de politique keynésienne. Il fallait réguler la demande globale de façon à ce qu'elle s'ajuste aussi précisément que possible à la production potentielle. (Malinvaud [1997d], p. 17)

Rétrospectivement, Malinvaud souligne que l'attitude des macro-économistes était par trop optimiste à cette époque quant au fonctionnement du système économique, en particulier dans les années 1960 (*cf.* chapitres 5 et 6). Que la courbe de Phillips ait été révisée à la suite de M. Friedman (1968)<sup>1</sup> marque d'abord la confiance de la profession dans son approche, nullement sa remise en cause. Aussi, le traumatisme de la communauté des macro-économistes (en particulier, de la communauté des planificateurs) a-t-il été grand au cours des années 1970. Pour Malinvaud (1990e), la profession a pêché par optimisme, en gardant toute confiance en l'efficacité de ses instruments de régulation. Dans ces conditions, et comme conséquence immédiate de cette confiance, le retournement du début des années 1970 a d'abord été perçu

---

<sup>1</sup> La courbe de Phillips est alors dite « augmentée des anticipations » et participe à faire évoluer, à la marge, le contenu de la synthèse néoclassique à la fin des années 1960 (d'Autume [2000]).

comme un simple phénomène conjoncturel (Fitoussi et Le Cacheux [1988], Fitoussi et Muet [1988], Dreyfus [2005], Le Van-Lemesle [2004])<sup>2</sup>. Sur ce point, il n'y a pas de meilleur témoignage que celui du premier ministre de l'époque, Raymond Barre :

« La mise à l'épreuve de la politique économique est plus exigeante lorsque celle-ci doit affronter des déséquilibres d'une ampleur et d'une intensité particulière. Ce fut le cas des années 1970. *Il est certain qu'au cours de cette période, une erreur de diagnostic a été collectivement commise*. Les démocraties industrielles, habituées depuis vingt ans à vivre sur la lancée de la croissance et de la prospérité, étant parvenues à maîtriser l'évolution conjoncturelle et à en limiter les mouvements en amplitude et en durée, ont pensé que les déséquilibres, qui ont explosé à partir des années 1970, pouvaient être rapidement corrigés. Or ils étaient profonds et la crise à laquelle il était nécessaire de faire face était en fait un changement de l'état du monde. » (Barre [1986], p. 8 ; *nous soulignons*)

Le retournement survenu au cours de l'année 1974 n'a donc pas changé l'attitude des responsables à l'égard de la politique économique à mener, qui continue à s'inscrire dans la perspective du « stop-and-go »<sup>3</sup> (Fitoussi et Le Cacheux [1988], Fonteneau et Gubian [1985]). Ainsi, le plan Fourcade<sup>4</sup> mise en œuvre entre juin 1974 et le printemps 1975 a consisté à « refroidir » l'économie par compression des éléments de la demande interne. Est décidée la restriction de l'offre de crédit (le taux d'escompte de la banque de France passe de 11 à 13%), le relèvement drastique de la fiscalité sur les entreprises (*via* l'amortissement dégressif et une majoration exceptionnelle des impôts sur les sociétés) et sur les ménages (majoration exceptionnelles sur l'IRPP), le ralentissement de la progression du pouvoir d'achat des ménages (2% au lieu des 5% annuels)<sup>5</sup>, l'encadrement des marges commerciales et des loyers. Si ces mesures ont eu pour effet de ralentir l'activité économique (la production industrielle diminue de 15% et provoque un million de chômeurs supplémentaire), elles n'ont pas suffi à enrayer l'inflation qui diminue très faiblement, passant de 13,7% en 1974 à 11,8% en 1975.

---

<sup>2</sup> Selon Fitoussi et Le Cacheux (1988), une telle attitude n'a pas caractérisé la réaction des seuls responsables politiques français mais a concerné tous les responsables des pays de l'OCDE.

<sup>3</sup> En témoignent les prévisions économiques associées au budget de l'année 1975, réalisées au cours de l'été 1974, qui anticipaient un faible impact du premier choc pétrolier sur la croissance (Fonteneau et Gubian [1985]).

<sup>4</sup> Du nom du ministre de l'économie et des finances de l'époque : Jean Pierre Fourcade (1974-1976).

<sup>5</sup> Ce qui n'empêche pas une réaction protectrice de l'Etat envers les premières victimes de la crise. Ainsi est décidé l'indemnisation du chômage partiel, l'augmentation du SMIC (+ 7,5%) et de certaines prestations sociales en espèces : minimum vieillesse (+ 21%) et allocations familiales (+12%). Par ailleurs, la sécurité sociale est généralisée aux non-salariés, les licenciements sont rendus plus difficiles (*i.e.* par une autorisation administrative délivrée par l'inspection du travail), la création d'une « allocation supplémentaire d'attente » pour les chômeurs victimes de licenciement économique (garantie d'une allocation à hauteur de 90% du salaire brut).

Face à la gravité des fluctuations macroéconomiques, une seconde stratégie a consisté à relancer la croissance économique par la demande, en dépit du rythme de l'inflation. Ainsi le Plan Chirac (avril 1975-septembre 1976<sup>6</sup>) a engagé près de 50,6 milliards de francs (3,5% du PIB) pour soutenir la demande interne<sup>7</sup> (Fonteneau et Gubian [1985]). S'il soutient la consommation des ménages (5 milliards), il s'applique davantage aux entreprises (15,7 milliards), qui bénéficient de plusieurs aides directs et/ou indirects (aides à l'investissement) et du report des impôts sur bénéficiaires. De plus, l'activité économique est stimulée par l'augmentation de la dépense publique<sup>8</sup> et la politique monétaire est accommodante : le taux d'escompte passe de 9,5 à 8% tandis que s'accroît le volume des crédits accordés aux ménages (consommation, logements). Les effets positifs du Plan Chirac se manifestent rapidement sur l'activité économique, où la production industrielle et l'investissement repartent à la hausse et où le chômage cesse de croître au cours de l'année 1975. Cependant, les effets négatifs de ce second plan sont plus importants : en plus des déficits du budget et de la balance commerciale qui se creusent, la valeur du franc se déprécie au cours de l'été 1976. Au total, la progression du pouvoir d'achat aura été supérieure à la croissance de la production industrielle, de sorte que le taux d'inflation reste élevé : autour de 10-11%. Ainsi, le recours aux politiques de stabilisation pour faire face à la stagflation s'est révélé inefficace à enrayer l'inflation comme le chômage : qu'il s'agisse du plan Fourcade de 1974-1975 ou du plan de relance de 1975-1976. Dans ces conditions, les responsables politiques se sont alors tournés vers leurs experts.

### *1.2. Les effets en retour de la crise de l'expertise sur la discipline*

Loin d'avoir été l'occasion de démontrer son utilité, l'échec des politiques économiques s'est accompagné d'un affaiblissement de l'expertise, de telle sorte que la discipline s'est révélée incapable d'orienter l'action publique. Autrement dit, la crise économique des années 1970 s'est doublée d'une crise de l'expertise ; ceci d'une manière qui peut se rationaliser à partir du modèle « décisionnel » de Malinvaud, fonctionnant désormais en dynamique vicieuse. Précédemment, nous avons dégagé la condition à laquelle un consensus pouvait se maintenir dans le temps : le succès des politiques économiques. Celles-ci manifestant leur inefficacité,

---

<sup>6</sup> Du nom du 1<sup>er</sup> ministre de l'époque : Jacques Chirac (1974). Dater de cette manière le plan Chirac peut prêter à discussion, car certaines mesures de soutien à l'activité ont été engagées dès le début de l'année 1975.

<sup>7</sup> En incluant les prêts bonifiés et les reports d'impôts.

<sup>8</sup> A travers la mise en œuvre d'une politique de grands travaux (8 milliards), la construction de 45000 logements sociaux et le recrutement anticipé de 15000 agents (Fonteneau et Gubian [1985]).

sa première conséquence est d'affaiblir la confiance de la communauté des économistes dans le paradigme dominant : la synthèse néoclassique. Or, cette confiance ayant permis de lever l'incertitude épistémologique des chercheurs à propos des programmes de recherches progressifs et dégénérateurs, son affaiblissement consacre un retour à la situation « normale » : l'indétermination entre programmes concurrents<sup>9</sup> (cf. chapitre 7).

Ainsi la discipline est-elle redevenue caractérisée par l'hétérogénéité des approches ; une diversité que la recherche des micro-fondements (la théorie non-walrasienne, la NEC et la NEK) n'épuise pas. En effet, les années 1970 sont d'abord le moment où se renforcent et/ou émergent les approches alternatives au paradigme keynésien : le monétarisme (A. Meltzer, K. Brunner)<sup>10</sup>, la théorie de la régulation (R. Boyer, M. Aglietta), la théorie post-keynésienne (P. Davidson, S. Weintraub), les modèles VAR (C. Sims), la théorie de l'agrégation statistique (W. Hildenbrand, J.-M. Grandmont) ; ou encore la théorie évolutionniste<sup>11</sup>. Conséquence de ce retour à la « normale » épistémologique (cf. chapitre 7), le spectre de la connaissance faisant consensus au sein de la discipline tend à se réduire, affaiblissant *in fine* la pratique de l'expertise. A ce sujet, Malinvaud (1986a, 1987a) témoigne qu'il a été personnellement confronté au problème de devoir dégager les raisons expliquant la montée du chômage au cours des années 1970. Les économistes n'ayant pas atteint sur ce point un consensus suffisant, ni sur les causes du chômage<sup>12</sup> ni sur les remèdes à y apporter, aucun avis n'a pu se dégager pour orienter les responsables de la politique économique. A cet effet, il faut rappeler

---

<sup>9</sup> D'après F. Lordon, une telle incertitude a également caractérisé la profession après la crise des *subprimes* de 2008: « Comme la théorie de la Régulation n'a pas cessé de le souligner, c'est peut-être en ce genre de point que s'arrêtent les pouvoirs de l'analyse macroéconomique pure, car tout processus de transformation des formes institutionnelles demeure fondamentalement du ressort des pratiques politiques. *C'est dire l'incertitude qu'ouvre une phase de déstabilisation de grande ampleur, laquelle peut déboucher sur des recompositions très diverses, mais abandonnées à un jeu de rapports de force peu prédictible ex ante* ou aussi bien donner lieu à des tentatives (celles des dominants !) d'accommoder tant bien que mal les divergences pour maintenir tout ce qui peut être sauvé du système précédent [...]. Quelles sont donc, en toute généralité, les forces qui viennent trancher dans cette indétermination et faire basculer les processus institutionnels dans un sens ou dans un autre ? [...]. » (Lordon [2012], p. 704-705 ; *nous soulignons*)

<sup>10</sup> Cette approche théorique existait certes avant les années 1970, mais demeurait marginale et portée par les seuls travaux de Friedman. A l'inverse, le monétarisme gagne en importance par la suite, en particulier après l'échec des politiques de stabilisation aux Etats-Unis et en Europe. A tel point que cette approche est perçue par les keynésiens de la « synthèse néoclassique » (notamment J. Tobin) comme la force d'opposition la plus menaçante au cours des années 1970 et également celle vis-à-vis desquels ils forment leurs arguments.

<sup>11</sup> Une telle multiplication des approches dans les années 1970 est notamment soulignée par Duarte (2012), Boyer (1998, 2011, 2012) ou encore Le Van-Lemesle (2004).

<sup>12</sup> Sinon qu'elle résultait d'une déficience de la demande de travail liée à l'instabilité de l'environnement macroéconomique, caractérisée par la fin du régime de changes fixes (1971) et les chocs pétroliers (1973, 1979) (Malinvaud [1994a]) ; ce qui constitue un diagnostic à *minima*.

les deux conditions à rassembler pour que les experts aient des chances d'être entendus : présenter un diagnostic (i) clair et (ii) consensuel. De manière très explicite, Edmond Malinvaud reconnaît qu'au moins cette seconde condition n'a pas été satisfaite<sup>13</sup> :

« After the 1974 downturn and later, when it became obvious this was not just a business cycle episode, we proved unable to express a common proposal on what ought to be done. *Faithful Keynesians, strict monetarists, supply siders and others, all spoke simultaneously so that the general public could only hear a cacophony.* Government advisers, both at the national and international levels, had a definitely better view of what the adaptation to the new economic conditions had to achieve: to correct for the previous inflationary bias of economic policies, while facing both a deterioration of the terms of trade and a serious slowdown of world economic growth. But these advisers definitely underestimated the difficulties of the adaptations, the resistance of some social groups, the problems raised by international cooperation. They therefore underestimated the new imbalances that the adaptation itself generated. » (Malinvaud [1987a], p. 55 ; nous soulignons)

Dans la perspective de Malinvaud, une telle impuissance de l'expertise est au plus haut point problématique car les questions économiques qui se posent à la discipline (par l'intermédiaire de l'expertise) sont autant de problèmes qui se posent avec urgence aux responsables politiques et vis-à-vis desquels une décision ne peut être différée (*cf.* chapitre 8). Pour le dire autrement, une action publique sera mise en œuvre, que ce soit avec ou sans le bénéfice de la connaissance économique. Ainsi, selon Malinvaud (1989c, 1994a), la conséquence majeure de la crise de l'expertise dans les années 1970 est la suivante : après une longue période d'hésitation, les responsables de la politique économique n'ont pas eu d'autres choix que d'improviser. Ce qui revient à décider, unilatéralement, des réorientations de la politique économique : sans l'assistance de la discipline économique, ni même de ses experts. Dans un article, dont l'objectif est de tirer le bilan de la stagflation pour la discipline, Malinvaud (1987a) insiste sur le fait que cette expérience a révélé une triple insuffisance de la part de la profession. Une défaillance « philosophique » (i) tout d'abord, du fait que les économistes ont échoué à conseiller et/ou informer efficacement les responsables de la politique économique comme les citoyens. Une défaillance « pratique » (ii) ensuite, car le chômage n'a cessé de progresser par la suite et s'est stabilisé à un niveau élevé. Une défaillance « académique » (iii), enfin, car la théorie comme l'économétrie n'ont pas donné de réponses suffisantes à

---

<sup>13</sup> Une telle défaillance de l'expertise face à la crise économique des années 1970 doit être soulignée, car elle relève du paradoxe. En effet, il faut bien reconnaître avec Boyer (2003), que les experts sont davantage utiles lorsque se multiplient les surprises et les anomalies que lorsque le régime de croissance est régulier.

l'époque pour enrayer le phénomène et continuent de ne pas en donner<sup>14</sup>. Puis Malinvaud (1987a) de conclure en exhortant la discipline à faire de l'expérience de la stagflation la raison suffisante pour réorienter ses programmes de recherches, afin de mieux répondre aux problèmes qui se posent (et se poseront) aux responsables de la politique économique :

« What consequences should be draw, we European economists, from these past failures? The main is, of course, that we should find in them the stimulus for better gearing our research programmes. We must in the future be better able to respond to similar challenges. » (Malinvaud [1987a], p. 55)

Loin de relever de la pétition de principe, le fait que Malinvaud exhorte la profession à embrasser l'évolution de la politique économique doit d'abord se comprendre comme une invitation à adopter sa propre stratégie de recherche, ou au moins sa perspective de recherche.

## **II. Les recherches théoriques d'Edmond Malinvaud : une rationalisation des déplacements de la politique économique dans les années 1970**

Face aux défaillances de l'expertise économique, les responsables politiques ont du improviser des solutions pour répondre à leurs préoccupations les plus urgentes. Pour cela, leur conception de la politique économique procède à un double déplacement, identifié par Malinvaud, dont les recherches auront pour objectif d'en dégager les conditions de validité.

### ***2.1. Les déplacements de la politique économique***

Pour bien comprendre les recompositions de la discipline depuis les années 1970, il convient d'abord d'identifier les déplacements de la politique économique survenus en réaction à la crise économique. Pour cela, il faut revenir sur les problèmes qui se posent aux responsables politiques et auxquels l'action publique ne peut déroger (*cf.* chapitre 8). Sur ce point, nous

---

<sup>14</sup> Une défaillance qu'il est, encore, enclin à étendre plus largement en insistant sur le fait que la profession n'a pas vu venir le retournement des années 1970 : « We should recognize what our failures have been, then find out how our profession can be less deficient in the future. The learned public could blame us for three important issues. Our macroeconomic reflection was too much concerned with the very short run and was not farsighted. In the late 60's and the early 70's, we did not properly announce what was going to happen. Later, when stagflation developed, our profession did not issue a coherent proposal that would have met the challenge of the time. » (Malinvaud [1987a], p. 4)

avons vu que Malinvaud a certes insisté sur l'expérience de l'inflation, mais davantage encore sur la baisse du taux de profit, ou plutôt sur l'insuffisante profitabilité (*cf.* chapitre 4). Soulignons désormais qu'un tel diagnostic n'est pas de son propre fait, mais provient bien plutôt de sa proximité avec les responsables de la politique économique :

« Non seulement les économies occidentales ont dû faire l'expérience de l'inflation, mais, en outre, une tendance à la baisse des taux de profit se fit sentir au début des années 1970 dans divers pays. Les taux de profit se mirent même à décliner fortement partout en Occident à la suite de l'augmentation du prix du pétrole. Confrontés à la faible profitabilité qui prévalait dans le monde des affaires et à une forte incertitude quant à la croissance future, les conseillers des gouvernements devinrent très préoccupés par le risque subséquent d'insuffisance des investissements ; leur crainte était qu'une telle évolution renforce la tendance au sous-emploi croissant, qui n'était déjà que trop visible. » (Malinvaud [1983a], p. 18)

Craignant la baisse du niveau d'investissement et, partant, celle de l'activité économique et de l'emploi, Malinvaud relève que la conception des responsables de la politique économique a opéré un double déplacement. Le premier consiste à porter une attention égale à la demande globale et à la profitabilité (*i*) ; tandis que le second tend à prendre davantage en compte les effets à moyen terme des politiques économiques (*ii*)<sup>15</sup> :

« Le chef du gouvernement social-démocrate ouest-allemand exprima parfaitement cette crainte lorsqu'il déclara : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les investissements de demain sont les emplois d'après-demain ». *A partir de cette époque, l'analyse de la politique macroéconomique accorda une attention égale à deux aspects de la situation courante et de son évolution prévisible : la demande globale et la profitabilité.* En bref, l'expérience des politiques macroéconomiques nous conduit à introduire maintenant deux dimensions nouvelles dans notre problématique. Nous devons examiner non seulement les conséquences immédiates des mesures envisagées mais encore leurs conséquences à moyen terme. Nous devons également considérer la profitabilité aussi bien que la demande globale. » (Malinvaud [1983a], p. 18 ; *nous soulignons*)

S'agissant du premier déplacement, il est d'abord ressenti par les économistes appliqués qui cherchent rapidement à faire évoluer les modèles macro-économétriques, en introduisant des déterminants supplémentaires au comportement d'investissement<sup>16</sup>. Mais Malinvaud (1978a)

---

<sup>15</sup> Il importe de souligner que ces deux déplacements sont mentionnés ensemble par Malinvaud en 1983 ; ce qui n'empêche pas ce dernier d'insister l'un des deux points par la suite. Par ailleurs, signalons que le premier déplacement est enregistré beaucoup plus tôt par Malinvaud (*cf. supra*).

<sup>16</sup> Nous avons souligné précédemment (*cf.* chapitre 4) combien Malinvaud a jugé positivement cette réaction, ne regrettant que son caractère strictement empirique : « Aussi une nouvelle pratique tend-t-elle à s'instaurer dans les équipes qui étudient les politiques macroéconomiques. Cette pratique constitue une réaction intelligente devant les faits contemporains ; mais elle reste assez empirique ; elle ne semble être justifiée par aucune théorie générale qui établisse clairement les conditions de sa validité. » (Malinvaud [1978a], p. 9) Une réaction qui

précise encore que l'évolution de la pratique macro-économétrique a elle-même été déterminée par le succès de la thèse incarnée par l'adage d'Helmut Schmidt auprès des responsables de la politique économique :

« C'est bien parce qu'une telle vision des choses est assez largement entretenue que la pratique des analyses macroéconomiques s'est modifiée : une grande attention est aujourd'hui donnée au partage des revenus primaires ; les taux de profits récents sont considérés comme trop bas pour autoriser un développement futur équilibré ; en conséquence, une liaison assez étroite est établie entre restauration des profits et perspectives de croissance. » (Malinvaud [1978a], p. 10)

Une telle évolution de l'attitude des responsables politiques semblerait même avoir été antérieure à la crise de l'expertise et à son influence sur l'évolution des modèles macro-économétriques. A cet égard, Malinvaud soutient avoir lui-même enregistré ce changement d'attitude des responsables européens, lorsqu'il était directeur de la Direction de la Prévision :

« At about the same time [1972-1974], when my main job was economic advising, I noted a new widespread concern among European government officials: it was no longer a problem with a two low or too high aggregate demand, but a disturbing trend in real wages, which were found to be increasing too rapidly, and in profit rates, which were deteriorating. The common diagnosis attributed to this trend part of the responsibility for the mounting unemployment. It became clear to me that the analysis then made by practitioners probably had some value but assumed a different hypothesis from the Keynesian one: a too low labour demand was related to an insufficient demand for goods. This could indeed occur, even within a very aggregated model, if the situation was considered as an example of a case that had previously been neglected in macroeconomic theory, namely classical unemployment. » (Malinvaud [1987d], p. 308)

Le deuxième déplacement consiste à porter attention aux effets des politiques économiques à moyen et long terme, plutôt qu'à ses effets à court terme. Ce déplacement est accueilli favorablement par Malinvaud, qui fait valoir en particulier que les modèles macro-économétriques existants ne pouvaient raisonnablement prétendre s'inscrire dans la perspective de la « synthèse néoclassique » :

« Macroeconomic difficulties of the last twenty years compelled policy-makers and their advisers to pay more attention to the medium and long runs, than they did at the time of Keynesian fine-tuning. It was then realized that most macroeconomic models used in policy analysis were ill-suited for the study of other horizons than the short one. These models often did not even agree with the then-accepted 'neoclassical synthesis' [...]. » (Malinvaud [1997a], p. 160-161)

---

prend tout son sens dans le modèle « décisionnel » de Malinvaud, au sein duquel les économistes appliqués (*i.e.* les macro-économètres) apparaissent comme les plus sensibles aux variations de la demande politique.



A défaut de pouvoir orienter l'action publique par l'absence d'un consensus, en particulier sur les raisons du ralentissement économique et de la montée du chômage, l'expertise médiatise ce double déplacement dans la conception de la politique économique. Une telle évolution ne pouvant avoir lieu sans provoquer son lot d'effets en retour au sein de la discipline, elle ne tarde pas à donner lieu à un ensemble de travaux dont l'enjeu consiste à dégager les conditions dans lesquelles cette nouvelle conception est fondée, à commencer par les propres recherches théoriques d'Edmond Malinvaud.

## ***2.2. Une mise en perspective des recherches d'Edmond Malinvaud***

Pour Edmond Malinvaud, il n'est pas évident que ces déplacements de la conception de politique économique congédient l'analyse keynésienne (comme en témoigne le premier déplacement qu'il identifie), et encore moins que cette nouvelle conception soit fondée. Aussi l'objectif de ses recherches est-il de dégager les conditions sous lesquelles cette reconsidération de la part des responsables politiques est valide. Faisons d'abord remarquer que Malinvaud, en ayant clairement conscience que ces déplacements n'émanent que des seuls responsables de la politique économique, exhorte les économistes à prendre pour objet cette conception, non à rechercher des arguments en faveur de celle-ci<sup>17</sup>:

« Ce changement dans l'analyse macroéconomique sur la base de laquelle les responsables fondent leur politique économique est survenu récemment sans le concours des théoriciens de l'économie. Il constitua une réaction des gouvernements face aux problèmes économiques qui se posaient à eux. On n'a pas encore bien établi si et sous quelles conditions la nouvelle analyse était bien fondée. Cette question pose un réel défi aux économistes qui devraient lui accorder une grande attention. En étudiant le rôle de la profitabilité sur l'emploi, les économistes ne devraient pas se contenter de rechercher les arguments qui existent en faveur de l'analyse actuelle des responsables de la politique économique, mais plutôt examiner quand, si et sous quelles conditions cette analyse est conforme à la réalité et adaptée à la situation. » (Malinvaud [1983a], p. 19)

Autrement dit, que ces déplacements leur soient extérieurs n'implique pas que les économistes n'aient pas un rôle à jouer, en particulier les théoriciens. Ainsi son adhésion (tardive) à la théorie des équilibres à prix fixes peut-elle s'appréhender comme sa prise de conscience (tardive) que cette approche était la mieux à même de répondre au premier déplacement de la politique économique. Dans cette perspective, le succès de *The Theory of*

---

<sup>17</sup> Ce qui relèverait de la simple « idéologie », soit une pratique à mille lieux de sa conception de la scientificité de la discipline (cf. chapitre 7).

*Unemployment Reconsidered* (Malinvaud [1977]) n'a rien à voir avec ses éventuelles qualités pédagogiques (cf. chapitre 1 et 2), mais s'explique davantage par le fait que cet ouvrage a clairement montré cette théorie permettait de dégager des équilibres de nature distincte. Dans la même perspective, le fait que Malinvaud ait dramatisé la distinction entre les équilibres dits de « chômage classique » et ceux de « chômage keynésien » ne doit rien au hasard. Cela répond exactement au déplacement de la politique économique selon lequel, désormais, une attention égale doit être portée à la demande globale et à la profitabilité. Plus largement, le programme de recherches de Malinvaud visant à dégager les déterminants de la demande de travail à moyen terme (cf. chapitre 3) s'inscrit clairement dans cette reconfiguration de la politique économique. Ainsi sa volonté de fonder le concept de chômage classique, loin de relever de la simple lubie, est-elle d'abord relative à cette ambition de dégager les conditions de validité des réorientations de la politique économique, en France comme en Europe<sup>18</sup> :

« L'interrogation sur le rôle du chômage classique ne découle pas seulement du développement naturel de la réflexion théorique. Elle découle aussi de la préoccupation maintenant courante qu'ont les responsables de la politique économique de restaurer la profitabilité des entreprises. C'est pourquoi on trouve, du moins en Europe occidentale, un vif désir de savoir si le chômage classique est plus qu'une simple possibilité théorique. » (Malinvaud [1985a], p. 149)

De cette manière, les efforts déployés par Malinvaud pour montrer que le concept de chômage classique pouvait renvoyer à une quelconque réalité empirique, voire fournir une explication de la situation économique des années 1970 (cf. chapitre 3), prend ici une nouvelle dimension. D'autant plus ce dernier se montre parfaitement clair sur les origines de la thèse selon laquelle les salaires (réels) trop élevés auraient été responsables du ralentissement économique et de la montée du chômage, du moins jusqu'au début des années 1980 :

« After ten years some progress has been also made in understanding better what should be thought of the practitioners' view that real wages were too high in the 1970s and early 1980s. » (Malinvaud [1987d], p. 308)

Par ailleurs, nous avons vu précédemment que, pour Malinvaud, développer les modèles à prix fixes au-delà de la courte période répondait à une nécessité théorique (cf. chapitre 3). Désormais, sachant le second déplacement tend à prendre davantage en compte les effets à

---

<sup>18</sup> Rappelons l'importance que Malinvaud a conféré à l'adage d'Helmut Schmidt (« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain »), allant jusqu'à le prendre directement pour objet dans certaines de ses recherches (cf. chapitres 3 et 4).

moyen terme des politiques économiques, il est évident que la dynamisation des modèles à prix fixes répondait également à cette nécessité pratique :

« D'abord, parler de déséquilibre, c'est suggérer que la situation va changer<sup>19</sup>. [...] Ensuite, les préoccupations actuelles quant aux politiques économiques ne portent plus sur leur impact de court terme mais bien sur leurs contributions effectives dans le moyen ou même le long terme. S'intéresser aux effets durables des politiques économiques suppose qu'on réfléchisse sur des modèles qui tiennent compte des forces de l'évolution économique : il faut considérer des modèles vraiment dynamiques. » (Malinvaud [1985a], p. 153-154)

L'horizon de la politique économique évoluant vers le moyen terme, il convient désormais de prendre en compte les effets secondaires (c'est-à-dire les effets « pervers ») des politiques de stabilisation. L'objectif de Malinvaud visant à définir une politique économique minimisant de tels effets à moyen terme résonne, à nouveau, comme une réponse à l'évolution de la conception des responsables politiques<sup>20</sup> :

« The problem is all the more significant today as the main debated issues in macroeconomics no longer concern short-term effects but rather medium-term ones. » (Malinvaud [1989d], p. 214)

Par ailleurs, soulignons qu'il n'y a pas ici d'incompatibilité avec le fait que les recherches de Malinvaud aient également eu pour objectif de rationaliser autant que de faire progresser l'évolution de la pratique macro-économétrique (*cf.* chapitre 4). En effet, la modélisation macro-économétrique se situant aux avant-postes de la satisfaction de la demande politique (*cf.* chapitre 8), elle lui est ainsi plus sensible de sorte que son évolution autonome dans les années 1970<sup>21</sup> doit d'abord apparaître comme le résultat des déplacements de la politique économique. Par conséquent, en visant à rationaliser autant qu'à améliorer la pratique macro-économétrique, les recherches de Malinvaud ont finalement eu pour premier objectif de satisfaire à la nouvelle conception de la politique économique<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> Cette phrase a déjà été citée dans la citation figurant en entête du chapitre 3.

<sup>20</sup> A ce propos, il convient de signaler la satisfaction exprimée par Malinvaud (1989d) quant à l'évolution de la discipline, dont il juge qu'elle a parfaitement intégré cette donnée en situant la plupart de ses débats théoriques dans un horizon de moyen terme.

<sup>21</sup> Rappelons que Malinvaud accueillait favorablement cette évolution de la pratique face à l'évolution du contexte économique, mais déplorait simplement que cette réaction n'ait été qu'« empirique » (*cf.* chapitre 4)

<sup>22</sup> Il n'y a pas lieu de s'émouvoir sur l'hypothèse que la discipline, considérée du point de vue des paradigmes dominants qui la caractérise à un moment donné du temps (le keynésianisme, la synthèse néoclassique, la NEC, la nouvelle synthèse néoclassique, *etc.*), a pour effet et non pour fonction de rationaliser la conception courante de la politique économique. En effet, une telle hypothèse a déjà été soulevée par Quinet et Walliser (1999), pour qui la science économique n'a fait jusque-là que rationaliser des instruments déjà existants (la TVA ou des instruments financiers) plus qu'elle n'en a introduit de son seul fait et/ou n'en a suggéré par la théorie. Quant à

Ainsi une première raison permettant d'expliquer le succès de l'approche non-walrasienne<sup>23</sup> en macroéconomie peut-elle se dégager : celle-ci a rapidement embrassé les déplacements dans la conception des responsables de la politique économique après l'échec des politiques de stabilisation. Mais, plus encore, ce succès résulte du fait que l'approche non-walrasienne a accompagné les hésitations des responsables politiques au cours de la période 1976-1983.

### **III. Les raisons du succès temporaire de la théorie du « déséquilibre »**

S'il y a des raisons pour justifier que l'évolution de la politique économique à partir de 1976 soit associée à un « tournant libéral », le basculement en cause est loin d'être aussi net. Aussi privilégions-nous la thèse d'une évolution graduelle de la politique économique, entamée à partir de l'année 1976 et dont le point d'aboutissement (parce que le plus manifeste) réside dans le désormais fameux « tournant de la rigueur » du gouvernement socialiste en 1983<sup>24</sup>. Dans cette perspective, le « tournant libéral » en France renvoie davantage à la phase de transition qu'a constituée la période 1976-1983 ; période qui correspond très exactement au succès de l'approche non-walrasienne au sein de la discipline. Dans ces conditions, il est aisé d'attribuer ce succès au fait que l'approche non-walrasienne ait été considérée comme la plus à même de rendre compte des variations de la politique économique dans la période.

---

Milleron (1992), il souligne sans complexes l'évolution concomitante des tâches confiées aux économistes et de la « boîte à outils » des économistes depuis les années 1970.

<sup>23</sup> A propos de l'hypothèse selon laquelle les recherches de Malinvaud constituent une bonne approximation des travaux non-walrasiens sur la période, se reporter à la partie 1 et au chapitre 4 de cette thèse.

<sup>24</sup> Une telle manière de situer le tournant libéral (ou néolibéral) fait écho aux difficultés de la littérature à dégager un point de retournement précis et non contestable. Pour M. Foucault (2004), le tournant décisif se serait ainsi opéré à partir de 1976, sous le tandem VGE-Barre. Pour J.-P. Fitoussi et J. Le Cacheux (1988), le tournant en cause aurait été le sommet de Tokyo en 1979, où les pays du G7 auraient déterminé leur inflexion en termes de politique économique. Pour F. Denord (2009), comme pour B. Gaïti (2014), le tournant néo-libéral renvoie à une série d'inflexions au cours de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, comme l'entrée de la France dans le marché commun en 1957 (Traité de Rome) ; mais il souligne également que les reconfigurations de la vie politique et des pratiques étatiques sont à rechercher dans la conjoncture économique et politique des années 1970 (Denord [2004]). Enfin, pour B. Jobert et B. Théret (1994), le tournant libéral s'opère avec conversion d'une partie des élites administratives, à partir du milieu des années 70, mais le tournant effectif est celui de la rigueur de 1983 ; ce qui correspond le plus à notre perspective.

### **3.1. Une justification de l'échec des politiques de stabilisation**

Pour commencer, il nous faut mettre en évidence que cette période s'ouvre avec l'échec des politiques mises en œuvre entre 1974 et 1976. A cette époque, où se multiplient les modèles statiques (1975)<sup>25</sup>, la théorie non-walrasienne apparaît comme l'une des rares approches qui soit à même de rationaliser l'échec des politiques de soutien de la demande, et plus largement l'échec des politiques de stabilisation (avec le monétarisme et la NEC). Son résultat majeur, sur lequel Malinvaud (1977) insiste largement, permet en effet d'avancer que l'efficacité des politiques économiques est conditionnelle à la nature de l'équilibre auxquels celles-ci sont appliquées. Ainsi, passant outre les difficultés de l'estimation économétrique (*cf.* chapitre 4), on est tenté de déduire que cet échec des politiques de stabilisation soit dû au fait que la conjoncture économique de ces années ne relevait ni de l'« inflation contenue » (1974) ni du « chômage keynésien » (1975-1976).

A ce niveau, un espace pour l'expertise économique aurait pu se réouvrir, fort de l'idée selon laquelle la définition des politiques économiques requiert l'identification préalable de la nature de l'équilibre courant. Toutefois, bien que l'approche non-walrasienne ait nourri l'ambition de développer une nouvelle famille de modèles macro-économétriques, il faut reconnaître que celle-ci s'est rapidement limitée à justifier *a posteriori* les orientations politiques effectivement adoptées (*cf.* chapitre 4). A défaut, l'approche non-walrasienne a au moins permis de justifier une éventuelle réorientation de la politique économique. En effet, si l'échec des politiques de stabilisation s'explique par le fait que la nature de l'équilibre ne relevait alors ni de l'« inflation contenue » ni du « chômage keynésien », c'est donc que l'équilibre relevait d'une autre nature : du « chômage classique » ? De cette manière se trouvent rationalisées, au sein du même modèle, l'inefficacité des politiques de stabilisation autant qu'une éventuelle réorientation de la politique économique.

---

<sup>25</sup> En effet, un certain temps s'est écoulé entre le modèle Barro-Grossman (1971) et la publication des premiers modèles non-walrasiens par les membres de l'Ecole française du déséquilibre (*cf.* chapitres 1 et 2).

### 3.2. Une rationalisation de l'indétermination des responsables politiques

La réorientation de la politique économique après l'échec des politiques de stabilisation n'est pas intervenue dans l'immédiat. A partir de 1976, l'attitude des responsables de la politique économique est davantage caractérisée par l'hésitation (Fitoussi et Muet [1988]). Il y a ainsi fort à parier qu'une telle période de transition, faite de tâtonnements et d'indétermination quant aux perspectives de la politique économique, ait été perçue comme telle au sein de la discipline. Or, dans un tel contexte où l'incertitude domine, la seule conviction qui s'impose au sein de la communauté des économistes tient à ce que l'horizon des possibles se réouvre<sup>26</sup> ; comme en atteste la multiplication des programmes de recherches alternatifs. Mais cette reconfiguration résonne alors parfaitement avec les premiers modèles non-walrasiens, dont la particularité est d'avancer que la montée du chômage dans les années 1970 peut autant s'expliquer par une insuffisance de la demande que par une insuffisance de l'offre – selon la valeur prise par les prix et les salaires. Aussi le succès de la théorie non-walrasienne dans ces années apparaît-il tout associé à l'indétermination des responsables de la politique économique et, partant, à celle de la communauté des macro-économistes. Ce facteur est d'ailleurs rétrospectivement mis en évidence par Edmond Malinvaud lui-même, dans l'un de ses tous derniers articles :

« It is indeed true that in diagnosing what was the culprit of unemployment, macroeconomists accused either a too slack aggregate demand for goods or a lack of profitability of production. This explains why, when they appeared in Europe at a time of mounting unemployment, static disequilibrium models attracted attention and the phrases “Keynesian unemployment” and classical unemployment” were easily accepted. » (Malinvaud [2006a], p. 177)

Véritable symptôme de l'indétermination des responsables à cette époque, l'influence du keynésianisme – loin d'avoir fait l'objet d'une liquidation brutale après l'échec des politiques de stabilisation – ne s'est affaiblie que progressivement au cours de la période. Ainsi, Barre (1986) ne rejette pas lui-même l'analyse keynésienne<sup>27</sup> et caractérise *a posteriori* son action comme satisfaisant à la nécessité « d'un double ajustement conjoncturel et d'adaptation structurel » (Barre [1984], p. 5). D'après plusieurs commentateurs, un tel mélange des genres

---

<sup>26</sup> En analyse macroéconomique, une telle réouverture de l'horizon des possibles se traduit par un retour à la question fondamentale : l'activité économique, comme l'emploi et/ou le chômage en résultant, est-elle en dernière analyse déterminée par les conditions de l'offre ou par celles de la demande ?

<sup>27</sup> Montbrial ([1979], p. 223-224), qui s'est employé à dégager les fondements de la politique économique de Raymond Barre, avance que celles-ci sont autant classiques et monétaristes que keynésiens.

a d'ailleurs caractérisé la politique économique de cette période de transition, que ce soit en France (Montbrial [1979]), en Europe ou aux Etats-Unis (Fitoussi et Le Cacheux [1988]). De fait, certaines mesures des gouvernements Barre (1976-1981) peuvent légitimement s'inscrire dans une perspective « keynésienne », sinon dans une logique d'« Etat-providence »<sup>28</sup> : les trois pactes nationaux pour l'emploi (1977, 1978-1979, 1980)<sup>29</sup> ; la nationalisation du secteur sidérurgique (1978)<sup>30</sup> ; l'augmentation du minimum vieillesse et des aides aux handicapés (1980) ; le maintien des subventions aux entreprises en difficulté, notamment aux agriculteurs (1980)<sup>31</sup>. Dans ces conditions, que l'approche non-walrasienne ait laissé une place à l'analyse keynésienne et qu'elle ait défendu l'efficacité à court terme des politiques de soutien de la demande n'apparaît pas contradictoire avec la perspective d'intervention des responsables de la politique économique sur la période. Ceci d'autant plus que, en s'inscrivant dans la lignée de la synthèse néoclassique (cf. chapitre 2 et 3), l'approche non-walrasienne limitait l'efficacité de ces politiques à la seule courte période tout en pointant ses effets néfastes à moyen terme<sup>32</sup>. Cette flexibilité, qu'autorise le modèle non-walrasien, est d'ailleurs mise en parallèle par Malinvaud de l'objectif d'alors de trouver le bon *policy mix*<sup>33</sup> :

« Il faut ainsi procéder à une analyse de l'offre simultanément à l'analyse de la demande. Mais il n'est évidemment pas question d'abandonner la seconde. Il s'agit plutôt d'examiner deux faces

---

<sup>28</sup> Pour la distinction entre ces deux types d'intervention publique, voir : Desrosières (2003).

<sup>29</sup> Le coût total de ces plans s'élève à 11 milliards de francs ; il comprend essentiellement la création de contrats à durée déterminée assorties d'exonérations de cotisations sociales patronales (pour l'emploi de jeunes actifs ou de chômeurs de longue durée) et celle d'un fonds spécial pour la formation professionnelle.

<sup>30</sup> En 1978 est mis en œuvre le « plan acier » par lequel l'Etat prenait à sa charge 22 milliards de francs de dettes de la sidérurgie et se fait, par là même, détenteur majoritaire du capital des deux plus grosses entreprises du secteur : Usinor (63,8%) et Sacilor (76,9%). Officiellement, il ne s'agit pas de nationalisation ; toutefois cette opération entame largement la nationalisation effective du secteur sidérurgique intervenue en 1981.

<sup>31</sup> S'ajoutent à cela, en 1981, la suppression du point supplémentaire de cotisations sociales salariales (instauré en 1979 et supprimé) ; le plafonnement de certains impôts directs (la vignette automobile et la TIPP) et la non répercussion du prix du pétrole sur les tarifs publics. Pour justifier ces mesures de soutien, Barre ([1986], p. 17) souligne la lenteur comme l'incertitude des effets des politiques structurelles : « [...] nous ne sommes jamais sûrs qu'il y aura création après la destruction. Nous tentons donc d'aménager le présent, de le faire durer. Nous sommes tentés de prolonger artificiellement l'état actuel. En conséquence, nous maintenons les subventions, le plus souvent sans résultats puisque nous faisons que retarder les échéances inévitables et nous troquons finalement le dynamisme de notre économie contre un confort immédiat. »

<sup>32</sup> A ce titre, les recherches de Malinvaud (1978, 1980) sont exemplaires, en appréhendant la dépense publique d'une manière purement instrumentale : stimuler la dépense publique pour remédier aux effets récessifs à court terme de la baisse des salaires ou, au contraire, déprimer l'activité économique en réduisant la dépense publique pour s'assurer que la politique des revenus soit acceptée par le corps social (cf. chapitre 3).

<sup>33</sup> En forçant quelque peu le trait, nous pourrions avancer que l'approche non-walrasienne a même du apparaître renforcée face à l'indétermination de la politique économique. En effet, celle-ci n'a-t-elle pas également mise en évidence la complexité de la réalité conjoncturelle, en pointant l'existence d'équilibres multiples ; allant même jusqu'à défendre son caractère composite, en pointant la coexistence d'équilibres multiples (à l'origine de l'idée d'un « chômage keynésien contaminé de chômage classique » et du concept de chômage mixte) ?

complémentaires de la réalité afin de trouver la bonne combinaison de mesures à adopter, le bon *policy mix* comme on dit dans les réunions internationales. [...] Quoi qu'il en soit, on est aujourd'hui conduit à rééquilibrer sinon la pratique de l'analyse conjoncturelle, au moins les exposés méthodologiques la concernant. » [...] » (Malinvaud [1983a], p. 186)

### 3.3. *Un accompagnement de la résurgence du libéralisme*

Si les gouvernements Barre (1976-1981) ont marqué une rupture depuis la Seconde Guerre mondiale en France, celle-ci se situe d'abord au niveau des discours politiques (Dreyfus [2005], Jobert et Théret [1994]). Sur ce point, tandis que les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing sont toujours restées timorées<sup>34</sup>, les orientations libérales de certains de ses ministres (Raymond Barre<sup>35</sup>, Michel Poniatowski, Philippe Malaud) ou de ses conseillers (Lionel Stoléro, Jean Serisé) sont affichées plus librement (Birnbbaum [1977], Dreyfus [2005], Tristram [2009]). Certains thèmes reviennent ainsi de manière récurrente : la bureaucratie et la régulation étatique, qui sont à condamner ; la concurrence, dont les vertus sont désormais à louer (Dreyfus [2005], Jobert et Théret [1994])<sup>36</sup>. Par ailleurs, Raymond Barre<sup>37</sup> a bel et bien opéré une réorientation de la politique économique au cours de cette période<sup>38</sup>, poursuivant désormais l'objectif de restaurer les profits des entreprises afin que celles-ci retrouvent leur niveau d'autofinancement et, ce faisant, qu'elles augmentent leurs investissements<sup>39</sup> (Barre [1983, 1986]). Pour satisfaire à cet objectif, il convenait d'empêcher la progression du pouvoir d'achat des salariés ; ce qui fut réalisé par l'augmentation des impôts (directs et indirects) et l'augmentation des prix (consécutive à la libération des prix depuis 1978)<sup>40</sup>.

---

<sup>34</sup> En témoigne le programme électoral des Républicains Indépendants, *Un sens à la vie* (1972), qui est resté particulièrement discret en matière économique et sociale (Dreyfus [2005]).

<sup>35</sup> Sur la trajectoire académique et professionnelle de Raymond Barre, voir : Piastra (2009).

<sup>36</sup> D'après P. Birnbbaum (1977), la rupture du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing se fait également dans la manière dont sont recrutés les fonctionnaires, plus souvent liés au monde des affaires (les secteurs bancaire et industriel), remettant en cause l'autonomie de la « république de fonctionnaires » bâtie sous l'ère gaulliste.

<sup>37</sup> En 1976, VGE avait présenté Raymond Barre comme le « meilleur économiste de France », mais l'emploi de ce qualificatif – rejeté d'ailleurs par le principal intéressé (Barre [1986]) – a été davantage motivé par des raisons politiques : ce dernier n'ayant jamais été élu avant d'être nommé 1<sup>er</sup> ministre (Piastra [2009]). Pour l'anecdote : un sondage de 455 économistes, réalisé à l'époque par le magazine *Science & Vie Economie*, confère ce titre à Malinvaud (INSEE [1995], p. 155).

<sup>38</sup> Une telle inflexion peut être située, symboliquement au 19 avril 1978 : date de son discours de politique générale devant l'assemblée accompagnant la présentation de son nouveau gouvernement (Barre II).

<sup>39</sup> Cependant, cette politique n'aura pas permis aux entreprises de retrouver leurs niveaux antérieurs au choc pétrolier : l'Excédent Brut d'Exploitation était passé de 29,4% en 1972 à 25,6% en 1976, tandis que l'Épargne Brute était passée de 15,4% à 10,9% sur la même période.

<sup>40</sup> S'ajoute à cela la restauration des fonds propres des entreprises, dont le gouvernement Barre considérait que l'insuffisance était de nature à expliquer la chute de l'investissement à partir du milieu des années 1970. Par conséquent, le ministre de l'économie René Monory (1978-1981) entreprit de réorienter l'épargne des ménages vers le financement des entreprises par l'exonération fiscale de l'épargne investie par des particuliers en actions



A nouveau, l'approche non-walrasienne s'est distinguée par sa capacité à répondre aux objectifs de politique économique des responsables politiques, mais, cette fois, d'une manière plus opératoire. A défaut d'avoir pu générer la nouvelle famille de modèles macro-économétriques structurels capables de guider la politique économique, l'approche non-walrasienne accompagne la réorientation de la politique économique. Au début des années 1980, l'approche non-walrasienne – à commencer par Malinvaud (cf. chapitres 3 et 4) – fait sienne la perspective d'une politique des revenus<sup>41</sup>. Se multiplient alors les recherches visant à dégager une estimation du *real wage gap*, postulant ainsi que la conjoncture économique dans ces années est caractérisée par le « chômage classique » (cf. chapitre 3 et 4). Si l'objectif est simple, il recouvre surtout celui des responsables politiques dans la période : il s'agit de déterminer l'ampleur de la baisse du salaire réel capable de ramener l'économie au plein-emploi de ses facteurs de production. Ce qu'illustre encore Malinvaud en assumant, d'un côté, l'ambition de rationaliser la perspective des responsables de la politique économique tout en soulignant, de l'autre, les contradictions inhérentes à ce type d'activité scientifique:

« In the 1980s the objective given to price and incomes policy in Western Europe was not only to slow down inflation but also, and in some countries still more, to restore business profitability, which was seriously damaged. This new emphasis raised analytical questions that had not been previously considered in recent times, such as how to find out what the appropriate real wage should be. As long as theoreticians do not have a clear conception on such issues and econometricians do not dispose of adequate tools and methodology to implement it, policymakers will act in the fog. » (Malinvaud [1990a], p. 339)

« The logical paradox of the present common wisdom among academic economists, as far as I understand it, is that it both openly declares the wage-gap as unwarranted and concentrates its attention on explanations that all assume that lower wages would entail higher employment. » (Malinvaud [1990f], p. 24)

Le succès de la théorie non-walrasienne en macroéconomie apparaît ainsi tout associé à sa capacité à accompagner les variations de la politique économique sur la période 1976-1983. Un succès qui ne pouvait être que transitoire : en soulignant que la nature du chômage est alternativement classique et keynésienne, sans pouvoir le montrer empiriquement par ailleurs

---

(1978), ou en SICAV (1979), puis la création des fonds commun de placement (1979) et du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) (1980).

<sup>41</sup> Sur les objectifs de la politique des revenus pour la théorie non-walrasienne à cette époque, J. Drèze ([1987], p. 29) est parfaitement clair : « An important area of uncertainty concerns incomes policies – a prudish name for wage moderation. In this respect as well, we keep an eye on both the demand side and the supply side ».

(cf. chapitre 4), la théorie des équilibres à prix fixes ne pouvait résonner qu'avec une période d'indétermination des responsables politiques.

#### **IV. Les trajectoires croisées de la théorie non-walrasienne et de la NEC**

Bien qu'il soit toujours difficile de situer précisément les périodes d'influence des idées dans l'histoire, il n'apparaît pas si hasardeux d'avancer que l'échec de l'approche non-walrasienne en Europe a été concomitant avec l'affirmation, dans la première moitié des années 1980, de la domination de la NEC au sein de la discipline<sup>42</sup>. Une telle symétrie historique est d'autant plus symptomatique que les raisons du succès et de l'échec de ces deux approches au sein de la discipline paraissent, elles-mêmes, symétriques. En effet, un ensemble de trois raisons permet de rationaliser, dans un même mouvement, l'échec de l'approche non-walrasienne et le succès de la NEC : (i) la fin du contrôle des prix et des salaires ; (ii) la fin du monopole public de l'expertise économique ; (iii) la fin de l'interventionnisme étatique « keynésien ».

##### ***4.1. La fin du contrôle des prix et des salaires***

La politique des revenus qui s'est imposée en France, au cours de la période 1976-1983, visait à la fois à juguler l'inflation et restaurer la rentabilité des entreprises. S'agissant du premier objectif, la politique des gouvernements Barre a clairement échoué (l'inflation passe de 9% à 11% entre 1977 et 1979) tandis qu'elle a exercé ses effets dépressifs sur l'activité économique et sur l'emploi. En effet, la croissance reste faible (3%<sup>43</sup>), par rapport aux années précédentes, et le nombre de chômeurs n'est pas loin de doubler entre 1976 et 1981. Concernant le second objectif, les effets sont nettement plus positifs : les entreprises ont retrouvées des marges de manœuvre – comme l'illustre le taux d'autofinancement remonté à 66% et la tendance à l'augmentation des investissements en 1979-1980<sup>44</sup>. Reste que la méthode pour parvenir à ces résultats a été assez différente de celle suggérée par l'approche non-walrasienne : plutôt que

---

<sup>42</sup> L'échec de l'approche non-walrasienne met ainsi fin à la dissymétrie des situations en Europe et aux Etats-Unis qui prévalait pendant quelques années, et dont plusieurs auteurs non-walrasiens s'en sont fait les témoins : E. Malinvaud, J. Drèze, J.-P. Benassy, J.-M. Grandmont (cf. chapitre 7).

<sup>43</sup> Taux de croissance annuel moyen sur la période 1976-1983.

<sup>44</sup> Par ailleurs, celle-ci aura également permis de rétablir la valeur du franc (1978-1980) de même que l'équilibre budgétaire (1977), de la balance commerciale (1978) et de la balance des paiements (1978-1979).

de chercher à imposer (ou à implémenter) de nouvelles valeurs exogènes des prix et des salaires, la voie privilégiée a en effet consisté à libérer progressivement les prix. Après avoir bloqué les prix, les loyers et les tarifs publics pendant trois mois au cours de l'année 1976, Raymond Barre engage ainsi un tel processus en décidant le retour à la liberté des prix des produits industriels (juin 1978), des loyers (janvier 1979) et des services (avril 1979). Parallèlement, est décidé le retour à la « vérité des tarifs publics » et la majoration de 10 à 15% des prix des biens et services fournis par les entreprises publiques (1978)<sup>45</sup>.

Que la perspective d'un contrôle des prix se soit ainsi affaiblie à partir de la fin des années 1970 a vraisemblablement joué en défaveur de l'approche non-walrasienne<sup>46</sup>. Dans le même temps, cette donnée permet d'expliquer que cette approche se soit concentrée sur la seule analyse de l'effet des salaires réels (*real wage gap*) à partir du début des années 1980. Toutefois ce domaine d'application pour l'approche non-walrasienne finit également par disparaître peu de temps après. Passée la parenthèse d'une relance par la demande (1981-1982), le gouvernement socialiste renoue avec la perspective d'une politique des revenus et achève le programme entamé par Raymond Barre<sup>47</sup>. Dans cette perspective historique, la désindexation des salaires a constitué la réorientation de politique économique la plus marquante du « tournant de la rigueur ». Dans la lignée des lois Auroux (1982), déplaçant les négociations salariales du niveau étatique au niveau de l'entreprise, est abrogée en 1986 la possibilité pour l'Etat (prévue par les ordonnances de 1945) d'intervenir sur les prix et les salaires de l'économie nationale<sup>48</sup>. A nouveau, la méthode privilégiée par le gouvernement

---

<sup>45</sup> L'enjeu est de faire progresser les prix en proportion de la hausse des coûts de production afin de limiter ainsi les subventions coûteuses pour l'Etat.

<sup>46</sup> Par ailleurs, le fait que l'approche non-walrasienne n'ait jamais vraiment prospéré aux Etats-Unis peut s'expliquer par l'échec d'une tentative de politique des revenus aux Etats-Unis (1971) et en Angleterre (1976).

<sup>47</sup> Si la réduction des salaires était un objectif du gouvernement Barre, ce dernier ne l'a sciemment pas mise en œuvre pour des raisons socio-politiques : « Je savais qu'il était très difficile, pour des raisons politiques et sociales, de faire une politique de compression des salaires. Les conversations que j'avais avec les organisations syndicales me montraient l'importance qu'elles attachaient à la politique contractuelle, notamment la C.G.T-F.O. de M. Bergeron. Etant donné le climat social et politique en France, je crois que tout ce qui va dans le sens du dialogue social doit être encouragé. Voilà pourquoi je m'en suis tenu à l'objectif d'une simple stabilisation du pouvoir d'achat, sans chercher à peser davantage sur les revenus. » (Barre [1983], p. 10)

<sup>48</sup> L'indexation des conditions salariales à la situation de l'entreprise a pour double conséquence de générer des distorsions entre salariés et de limiter la diffusion des acquis salariaux (IRES [2005]). Par ailleurs, une telle évolution a pour effet de mettre la négociation salariale au premier rang, ce qui fait jouer un plus grand rôle aux anticipations de prix des salariés. A cet effet, soulignons que la théorie néo-keynésienne s'inscrit dans cette évolution, en présentant la négociation intra-firmes comme une justification de l'ajustement imparfait des prix et des salaires – comme dans la théorie des contrats implicites.

dans les années 1980 a consisté à libérer les salaires, et non à implémenter un hypothétique « salaire réel » d'équilibre (*real wage gap*) comme le suggérerait l'approche non-walrasienne.

Ainsi, la fin du contrôle des prix et des salaires a considérablement affaibli la pertinence de la théorie des équilibres à prix fixes en macroéconomie, parce que celle-ci n'apparaissait plus en phase avec la perspective des responsables de la politique économique. Si la pertinence de cette approche n'est pas réduite dans l'absolu au cadre institutionnel d'une économie administrée (*cf.* chapitre 7), il faut bien reconnaître que ses recommandations de politique économique, elles, y sont bien réduites. En effet, nous avons vu combien les modèles non-walrasiens se confondaient avec la politique des revenus, en consacrant la manipulation des prix et des salaires exogènes comme modalité d'intervention la plus efficace (*cf.* chapitres 3 et 4). Dans ces conditions, il devient possible d'opposer une explication alternative aux simples effets de mode, dont Malinvaud déplorait les effets déstabilisants pour la discipline. Entre autres exemples, ce dernier mentionnait la littérature sur le *real wage gap* et admettait alors ne pas comprendre pourquoi ce thème fut abandonné avant d'avoir l'objet préalable d'un quelconque consensus<sup>49</sup> (*cf.* chapitre 7). Il reste que cette première raison joue plus en défaveur de l'approche non-walrasienne qu'en faveur de la NEC, dont le postulat de *market-clearing* demeure une piètre manière de rendre compte du comportement des prix dans une économie de marché capitaliste<sup>50</sup> (*cf.* chapitre 5).

#### ***4.2. La fin du monopole public de l'expertise***

La deuxième raison ayant contribué au discrédit de l'approche non-walrasienne au sein de la discipline réside dans l'abandon du monopole public de l'expertise économique. A la demande du premier ministre, le rapport Lenoir-Prost intitulé « L'information économique et sociale des français » (1979) préconise la création de plusieurs instituts de conjonctures économiques indépendants, sur l'exemple de ceux existants déjà à l'étranger (notamment en

---

<sup>49</sup> Pour la commodité du lecteur, nous reproduisons une citation de Malinvaud déjà exploité dans le chapitre 7: « The question was studied and extensively discussed. Was it solved? Opinions probably vary, but an independent observer would, I am afraid, conclude that in economics fashions are short-lived and interest quickly shifts from one subject to another; the wage gap hypothesis went out of fashion before it was either proved or disproved. » (Malinvaud [1988b], p. 116-117)

<sup>50</sup> Soulignons que la critique de la politique des revenus était un fer de lance pour Lucas (*cf.* chapitre 8), de sorte que son choix de recourir au postulat de *market-clearing* n'apparaît tout à fait anodin.

RFA). Cette préconisation est rapidement mise en application, au tournant des années 1980, avec la création de trois instituts : l'OFCE (1981), d'inspiration universitaire ; l'IPECODE<sup>51</sup> (1981), institut au service du patronat ; et l'IRES<sup>52</sup> (1982), institut au service des syndicats (INSEE [1996]). Cette décision politique a eu plusieurs conséquences, dont la première a été de disperser la communauté des planificateurs<sup>53</sup> et de remettre en cause le modèle de relations unissant la discipline aux responsables de la politique économique décrit par Malinvaud (*cf.* chapitre 8). La fin du monopole public de la prévision économique tend ainsi à relativiser l'importance, au sein de la discipline, d'une macroéconomie considérée comme science appliquée (*cf.* chapitre 6). En effet, celle-ci perd son statut particulier et sa capacité à hiérarchiser la connaissance économique à mesure que s'affaiblit sa finalité d'expertise aux responsables de la politique économique. Dans ces conditions, l'économie mathématique peut s'affirmer comme partie intégrante de la macroéconomie et la NEC peut s'autoriser à présenter ses résultats comme directement pertinents pour la politique économique – rendant quelque peu caduques les critiques d'Edmond Malinvaud à la NEC (*cf.* chapitre 5).

La fin du monopole public de l'expertise économique ne remet toutefois pas en cause la pratique de l'expertise. Certes l'expertise publique s'affaiblit, de sorte que la discipline retrouve des rapports plus distants avec la décision publique – comme Lucas l'appelait de ses vœux (*cf.* chapitre 8). Pour autant, l'expertise économique tend à s'accroître en s'exerçant, désormais, de manière poly-centrée. Ainsi la décision de décentraliser l'expertise a-t-elle eu pour conséquence de multiplier les centres de production : les organismes d'étude spécialisés financés par l'Etat (CEPII, département économique de l'INRA) ; la recherche académique (universités, CNRS, EHESS, grandes écoles) ; ou plus récemment, les cabinets privés (Microeconomix, TERA)<sup>54</sup>. Parallèlement, l'origine de la demande sociale tend à se diversifier et des acteurs autres que l'administration centrale font désormais appel à l'expertise économique : les organisations internationales ; les groupes de pression (lobbies) ; le parlement ; le pouvoir judiciaire ; les grandes entreprises ; la presse (Champsaur [1992]).

---

<sup>51</sup> Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises. Par la suite, cet institut a ensuite pris le nom de REXECODE puis COE-REXECODE.

<sup>52</sup> Institut de recherches économiques et sociales.

<sup>53</sup> Plusieurs membres de l'INSEE rejoignent ainsi l'OFCE au tournant des années 1980. Par ailleurs, le tournant des années 1980 est également marqué par l'exportation massive des économistes-ingénieurs de l'administration économique vers l'université ou les centres de recherche tels que l'EHESS (Fourcade [2009]).

<sup>54</sup> Sans parler des *think tanks*, qui font leur apparition en France dans les années 1970 mais dont le nombre ne s'accroît véritablement qu'à partir des années 1980.

Une telle modification de la demande sociale d'expertise économique, davantage privée que publique, n'est pas restée sans conséquences sur l'évolution de la connaissance économique<sup>55</sup>. A cet égard, il faut signaler que Desrosières (2003), en cherchant à caractériser les contours de l'« Etat néolibéral »<sup>56</sup>, insiste également sur ce caractère poly-centré de l'expertise.

La décentralisation de l'expertise n'a pas non plus été sans conséquences sur la prévision économique. Si l'INSEE et la Direction de la Prévision ont perdu le monopole des prévisions après cette décision publique, les centres nouvellement créés (OFCE, IPECODE, IRES) n'ont jamais disposé des moyens suffisants pour produire leurs propres données (Jobert et Théret [1994], INSEE [1995]). Ainsi, la fin du monopole public de l'expertise a-t-elle conduit à une révision à la baisse des capacités de prévision économique ; une fonction qui était assurée jusque là par le Plan et qui en justifiait, par ailleurs, l'existence (Massé [1965]). Loin de relever de la conséquence non-intentionnelle, ce « refus de prévoir »<sup>57</sup> participe en effet de la remise en cause du Plan à la fin des années 1970 (Bélorgey [1991], Saint-Geours [1979]). A nouveau, cette remise en cause émane d'abord des responsables de la politique économique dont l'attitude à l'égard du Plan évolue radicalement à la fin des années 1970. D'« ardente obligation » pour le général de Gaulle, le Plan ne relève plus que d'un vulgaire « conte bleu » aux yeux de Raymond Barre à la suite des prévisions erronées des 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> plans (Thouroude [1979], p. 373)<sup>58</sup>. Aussi la conception de la planification a fortement évolué à partir du 8<sup>ème</sup> plan (1980-1985), en officialisant d'abord l'« adaptation » : le réexamen de ses objectifs à mi-parcours devient systématique. En abandonnant ensuite toute perspective de planification « normative » (bien que la planification n'ait toujours été qu'« indicative »), symbolisée par l'abandon des prévisions de croissance à cinq ans (Thouroude [1979]).

---

<sup>55</sup> De cette manière, l'ENSAE a largement réorienté ses enseignements dans les années 1980 afin de répondre aux besoins de l'expertise privée (créant notamment la branche « finance et actuariat »).

<sup>56</sup> Dans cet article, Desrosières (2003) distingue cinq types-idéaux caractérisant l'intervention de l'Etat dans l'économie : l'Etat libéral ; l'Etat ingénieur ; l'Etat-providence ; l'Etat keynésien et l'Etat néolibéral. Par ailleurs, il met au jour dans cet article son ambition d'endogénéiser la construction de l'outil statistique par rapport à l'analyse des formes de l'Etat en vertu des deux hypothèses suivantes : (i) il n'existe pas de statistique extérieure à la réalité qui lui préexiste ; (ii) la statistique est une composante de la direction de l'économie. Nul besoin d'insister plus encore sur le fait que cette thèse vise un objectif similaire, en cherchant cette fois à l'appliquer à la discipline macroéconomique.

<sup>57</sup> L'expression est de Bélorgey (1991).

<sup>58</sup> Les prévisions de croissance économique pour le 6<sup>ème</sup> plan (1971-1975) étaient de 5,8 à 6% tandis que le taux de croissance effective n'a été que de 4% sur la période. S'agissant du 7<sup>ème</sup> plan (1976-1980), les prévisions étaient de 5,5 à 6% pour une croissance effective de 3,5% (Thouroude [1979]).

Dans cette perspective, en dispersant la communauté des planificateurs, la fin du monopole public de l'expertise a précipité le déclin du Plan (Jobert et Théret [1994]). Dans ce même mouvement, se trouvent remises en cause toutes les institutions économiques liées au Plan (le Commissariat général au Plan, la DP et l'INSEE); de même que leurs réalisations, notamment les modèles macro-économétriques. Au détour de l'un de ses nombreux articles consacrés à cette remise en cause<sup>59</sup>, Malinvaud (1997a) fait état des observations de Johansen (1982) dont il souligne rétrospectivement le caractère prophétique. En effet, ce dernier mettait en évidence les quelques raisons capables de réduire les besoins de recourir aux modèles macro-économétriques au sein de la discipline. Parmi ces raisons, Johansen (1982) pointait l'éventuelle défaillance de ces modèles à rendre compte de problèmes économiques importants<sup>60</sup> mais, surtout, le fait que les responsables politiques puissent réviser à la baisse leurs objectifs de politique économique :

« Considered as a trend the development in the direction of more widespread use of econometric models will hardly be reversed. However, the trend is not quite stable and invulnerable. Lack of success, conspicuous failures, and inability to come to grips with important problems because of inadequate formulations may drive the models more or less off the scene; political developments in the direction of more modest and less detailed targets for economic policy, or more reliance on free market mechanisms and simple rules for economic policy may also reduce the need for econometric models in connection with policy-making. » (Johansen [1982], p. 91-92)

En cherchant à expliquer le discrédit des modèles macro-économétriques, Malinvaud (1984b) met en évidence une autre conséquence de la fin du monopole de l'expertise publique : la réduction des crédits. L'entretien et le développement d'un système d'information statistique et économique coûtant particulièrement cher<sup>61</sup>, il est certain que cette réduction des crédits publics à l'INSEE a lourdement contribué à décider du sort des grands modèles macro-économétriques<sup>62</sup>. Sur ce point, Champsaur ([1992], p. 702) signale que le financement public consacré à la modélisation macro-économétrique s'est stabilisé, dans les années 1980, à un niveau plus bas que celui atteint à la fin des années 1970. Avant de souligner la relative

---

<sup>59</sup> La remise en cause des modèles macro-économétriques au cours des années 1970-1980 est, en effet, un sujet qui a largement préoccupé Malinvaud (*cf.* chapitre 5).

<sup>60</sup> Comme cela a été le cas au cours des années 1970, du point de vue de Malinvaud, où l'économétrie n'a pas permis de bien identifier les déterminants secondaires au comportement d'investissement (*cf.* chapitre 4).

<sup>61</sup> Sur ce point, R. Courbis (1983) indique que l'élaboration d'un « grand » modèle macro-économétrique (du type de ceux de l'INSEE ou de la DP) requiert environ seize hommes-années.

<sup>62</sup> En tout cas bien plus que la fameuse critique de Lucas (1976). Pour une critique de l'idée selon laquelle la critique de Lucas aurait suffi à remettre en cause la pratique de la modélisation macro-économétrique, voir : Goutsmedt *et al.* (2015) ; Fitoussi et Muet (1988).

modestie des modélisateurs depuis le milieu des années 1980, en termes de dimension des modèles, de gamme des questions abordées, ou encore de publicité des résultats fournis par ces modèles (Champsaur ([1991], p. 701). Pour finir sur ce point, il convient de mentionner qu'A. Desrosières (2003) fait également de la réduction des crédits à la statistique publique l'un des signes du basculement dans l'Etat « néolibéral », marquant ainsi la volonté des Etats occidentaux, après M. Thatcher (1979) et R. Reagan (1981), de réduire leur rôle dans la direction de l'économie.

Ces évolutions ont, sans nul doute, été préjudiciables à l'approche non-walrasienne, dont la démarche était étroitement liée à la modélisation macro-économétrique. A cet effet, rappelons que cette approche avait pour double ambition de rationaliser la « synthèse néoclassique » et l'évolution de la pratique macro-économétrique ; ceci dans le but de rationaliser la politique économique, comme le montre l'utilisation du modèle Metric dans la préparation du 7<sup>ème</sup> plan (*cf.* chapitre 4). Par ailleurs, en tant que produit de l'INSEE, l'approche non-walrasienne apparaît comme une victime collatérale de la fin du monopole de l'expertise publique, subissant la réduction des financements et la dispersion des chercheurs qui travaillaient à son développement. A nouveau, si cette deuxième raison permet d'expliquer l'échec de l'approche non-walrasienne, elle ne suffit pas à expliquer le succès de la NEC. Tout au plus, la fin du contrôle des prix et du monopole public de l'expertise permet-elle de montrer que les recompositions à l'œuvre dans ces années ne se font nullement en sa défaveur. Aussi la dernière raison, qui permet d'expliquer l'échec de l'approche non-walrasienne au sein de la discipline, est également celle qui illustre le mieux sa trajectoire croisée avec la NEC.

#### ***4.3. La fin de l'interventionnisme étatique « keynésien »<sup>63</sup>***

Bien que la période 1976-1983 ne soit pas explicitement marquée par le rejet des politiques de stabilisation, Raymond Barre ([1986], p. 7-8) ne cache pas son hostilité résolue à l'égard de la politique économique du *stop and go*, lui préférant une politique de la règle. Aussi n'est-il pas étonnant que ce dernier ait tenu les actions de P. Volcker (1979-1987) aux Etats-Unis et de Thatcher (1979-1990) en Grande-Bretagne comme des modèles d'intervention efficace (Barre

---

<sup>63</sup> Ce terme n'est sûrement pas le plus approprié car, à l'instar d'A. Desrosières (2003), nous considérons que la nature de l'intervention de l'Etat dans l'économie au cours de la planification en France se caractérise autant par une forme d'intervention « planiste » que « keynésienne ».



[1984, 1986]). Mais, comme pour la politique des revenus, le gouvernement Barre ne fait qu'engager le processus de réorientation des politiques économiques sans le mener jusqu'à son terme. Ainsi, l'abandon des politiques keynésiennes sera-t-il l'œuvre du gouvernement socialiste qui, à partir du « tournant de la rigueur » de 1983, indexe la politique économique à la seule défense de la monnaie et à la « désinflation compétitive » (Fitoussi et Le Cacheux [1988], Jobert et Théret [1994], IRES [2005], Denord et Schwartz [2009])<sup>64</sup>. Loin de la simple adaptation passive, cette réorientation de la politique économique se distingue par sa forte cohérence, introduisant des modifications substantielles dans le fonctionnement de l'économie (Fayolle [1993]) et imposant une triple rigueur budgétaire, monétaire et salariale (Fitoussi et Le Cacheux [1988]). Rétrospectivement, cette réorientation structurelle de la politique économique est parfaitement repérée par Malinvaud :

« In the 1970s confidence in this conception was shaken, as macroeconomic policies were no longer seen as performing well in the medium run, while criticism was addressed to Keynesian theory and, still more, to the use of macroeconomic models for policy determination. Economic liberalism regained its earlier prestige, with the consequences that, in a number of countries, public firms were privatized and the announced intention was to discard macroeconomic policy activism in favour of a competition policy that stressed market flexibility. » (Malinvaud [1997a], p. 155)

A ce sujet, il convient de revenir sur la réaction d'Malinvaud. S'il diagnostique que la « mode » est à la remise en cause du keynésianisme, il ne s'explique pas que l'approche non-walrasienne ait pu en être la victime collatérale au sein de la discipline (*cf.* chapitre 7). En effet, comme nous l'avons vu précédemment, cette approche a d'après lui été associée à tort à la remise en cause de l'analyse keynésienne :

« Dans les années 1970 un courant de recherches en théorie macroéconomique vit le jour, visant à caractériser les effets macroéconomique de la fixité des prix et des salaires. [...] Mais ce courant a été perçu comme se situant aux antipodes du rejet de la théorie keynésienne, un rejet qui était alors en vogue. Il fit l'objet d'un évident ostracisme dans la profession. » (Malinvaud [2007a], p. 420)

A ce niveau, deux remarques s'imposent. Tout d'abord, il est clair que ne pas considérer l'approche non-walrasienne comme participant de la remise en cause du keynésianisme relève d'une erreur de jugement. Sur ce point, nous avons suffisamment insisté sur le fait que cette approche a davantage été un cheval de Troie pour le keynésianisme (*cf.* chapitres 1, 2, 3 et 4)

---

<sup>64</sup> Une stratégie imposée par la nécessité d'harmoniser les politiques monétaires des partenaires européens en vue de la construction du marché commun. Par conséquent, cette période se referme symboliquement avec le Traité de Maastricht (1993), marquant l'entrée de la France dans l'Union Européenne (Jobert et Théret [1994]).

et que ceci est d'ailleurs l'une des raisons qui explique son succès provisoire au sein de la discipline (*cf. supra*). Dans le même, un tel jugement n'est pas complètement erroné, car l'approche non-walrasienne a bien laissé une place à l'analyse keynésienne (aussi modeste soit-elle) autant qu'elle a justifié l'emploi des politiques de stabilisation dans certaines circonstances. Mais en France, comme dans tous les pays de l'OCDE, l'heure n'est plus à la politique discrétionnaire dans les années 1980. A ce titre, Champsaur ([1992], p. 703) souligne l'évolution des grandes questions de politique économique depuis ces années, mais surtout la place grandissante prise par les problèmes structurels – illustrée notamment par les rapports annuels de l'OCDE, la CEE et du FMI. Tout se passe donc comme si le second déplacement, enregistré par Malinvaud au milieu des années 1970 (*cf. supra*), était progressivement devenu obsolète dans les années 1980. Il ne s'agit plus d'accorder une attention égale à la demande globale et à la profitabilité mais, désormais, d'en négliger le premier aspect : la demande globale. Une telle évolution est enregistrée par Malinvaud, quoiqu'à nouveau de manière rétrospective :

« In macroeconomics the concern for longer-term effects was also associated with a revision of the diagnosis and underlying theory. » (Malinvaud [1997a], p. 160-161)

Dans cette perspective, il n'est pas étonnant que la NEC soit apparue comme plus en phase avec la nouvelle conception des responsables de la politique économique. Tout d'abord, l'approche de la NEC répond parfaitement au second déplacement de cette nouvelle conception, en prenant en compte les effets à moyen terme dans l'étude des politiques économiques (*cf. supra*). Ensuite, il faut rappeler que la critique de l'efficacité des politiques keynésiennes a constitué le fer de lance de la NEC au cours des années 1970. De ce point de vue, Barro (1979) a raison de considérer que l'avantage décisif de cette approche, par rapport à la théorie non-walrasienne, est d'avoir rebattu les cartes dans le débat concernant l'efficacité relative de l'Etat ou du marché à réguler les effets des chocs exogènes (*cf. chapitre 7*). Les revirements qui s'opèrent au sein de la NEC, dans les années 1980, n'y changent rien. Que les fluctuations macroéconomiques résultent des chocs monétaires non-anticipés ou des réactions optimales des agents face à des chocs de nature technologique, l'attitude de la NEC et de la TCR converge vers la même conclusion : le concept de chômage involontaire doit être abandonné, au profit d'une étude de l'impact du chômage frictionnel sur la dynamique de l'emploi. A nouveau, il faut mettre en évidence l'affinité élective qu'entretient cette approche à l'égard de la nouvelle conception des responsables de la politique économique, dont

plusieurs auteurs considèrent qu'elle ne tient plus le plein-emploi pour un objectif de politique économique depuis les années 1980 (Fitoussi et Le Cacheux [1988], Fayolle [1993], Jobert et Théret [1994], Fitoussi [2004], IRES [2005]).

Signalons encore une autre évolution significative de la politique économique dans ces années : à partir de la fin des années 1970, les pays de l'OCDE adoptent massivement la politique monétaire à des fins de régulation macroéconomique, se détournant ainsi de la politique budgétaire (Fitoussi et Le Cacheux [1988], Fitoussi et Muet [1988], Boyer [1998]). Les événements marquant le début des années 1970, la suppression du système de Bretton Woods consécutive à la non-convertibilité du dollar et l'adoption qui s'en suit du régime de changes flottants, expliquent que la question monétaire se soit posée avec plus d'intensité. Pour autant, cela ne suffit pas à expliquer une telle inversion des préférences des responsables politique, ni même que la politique budgétaire se soit trouvée ainsi discréditée. Sur ce point, sans prétendre à l'exhaustivité, Raymond Barre ([1984], p. 7-8) apporte un début de réponse. La dépense publique étant structurellement tirée à la hausse (en raison de la croissance des revenus du transfert provoquée par les effets de la crise), sans qu'il soit possible de l'inverser pour des raisons socio-politiques, la restriction monétaire est apparue comme l'unique moyen de lutter contre l'inflation et de restaurer les grands équilibres<sup>65</sup>, en particulier l'équilibre extérieur (Barre [1983])<sup>66</sup>. A nouveau, il est frappant d'observer combien la NEC entre en résonance avec ce déplacement des préférences des responsables politiques, en étant enclin à attribuer une efficacité qu'à la seule politique monétaire<sup>67</sup> – la position de Barro étant, à nouveau ici, exemplaire (*cf.* chapitre 7). Rapidement, la NEK<sup>68</sup> investit le domaine de la théorie monétaire et trouve, auprès des banques centrales, une oreille autant qu'un espace

---

<sup>65</sup> Ainsi : « [...] les sociétés de croissance et de plein-emploi ont connu au cours des années 1970 une augmentation considérables des dépenses publiques. *Le moment est donc venu où la quasi impossibilité de réduire les dépenses de l'Etat a conduit à faire de la politique monétaire l'instrument privilégié, sinon le seul, de lutte contre l'inflation.* » (Barre [1984], p. 7 ; nous soulignons)

<sup>66</sup> En témoigne notamment la déclaration suivante : « Quel était le problème essentiel ? Le rétablissement de l'équilibre extérieur. C'est cela qui comptait avant tout. Pour obtenir ce résultat, il fallait tout d'abord que je reprenne en main la monnaie et les finances publiques. » (Barre [1983], p. 10)

<sup>67</sup> Par contraste, l'approche non-walrasienne avait peu à dire sur la politique monétaire (*cf.* Partie 1).

<sup>68</sup> Ainsi, nous souscrivons à l'hypothèse de Malinvaud selon laquelle l'approche de la NEK, à quelques exceptions (dont J. Stiglitz), n'est pas foncièrement différente de la NEC (*cf.* chapitre 6) ; une hypothèse qu'il n'est pas seul à défendre (entre autres, voir : De Vroey [2015], Zouache [2004], McCombie et Pike [2013]).

pour déployer leur expertise au cours des années 1990<sup>69</sup>. La suite de l'histoire est désormais plus connue et le modèle « décisionnel » d'Edmond Malinvaud, fonctionnant cette fois de manière vertueuse, paraît tout à fait capable d'en rendre compte. Le débat entre la NEC et la NEK sur l'efficacité de la politique monétaire se règle à la faveur d'un consensus, la nouvelle synthèse néoclassique, émergeant au milieu des années 1990 et conduisant aux modèles DSGE. A l'instar du « consensus keynésien » dans les années 1960, ce nouveau consensus apparaît tout dépendant du succès (apparent) des politiques économiques mises en œuvre dans les années 1990. Un succès en pratique, rapidement qualifié de « Grande Modération », devant laquelle la communauté des macro-économistes se trouve désormais ébahie<sup>70</sup>, et grâce à laquelle elle retrouve une pleine confiance dans les acquis de la discipline (Boyer [2011], Fitoussi [2004]). Cependant, à l'image du retournement soudain des années 1970, l'irruption de la crise des *subprimes* en 2008 met subitement un terme à cette période de prospérité et/ou d'accalmie économique, avant de (re)plonger les macro-économistes dans le désarroi intellectuel et l'incertitude épistémologique.

---

<sup>69</sup> Ce qui n'est pas sans susciter l'étonnement de Boyer (2012) ; ce dernier ne s'expliquant pas que les banquiers centraux aient fini par reconnaître et légitimer un modèle (*i.e.* le modèle DSGE) aussi inadapté à l'étude des mouvements macroéconomiques.

<sup>70</sup> Y compris Malinvaud ([2001d], p. 40-44), qui y va de son propre commentaire sur la Nouvelle Economie et sur les vertus de la « Grande Modération ».

A l'issue de ce chapitre, il apparaît ainsi mieux en quoi les trajectoires historiques de la théorie non-walrasienne et de la NEC, de l'autre, sont marquées par une grande symétrie. En effet, la même série de raisons permet d'expliquer l'échec de la première et le succès de la seconde au sein de la discipline : (i) la fin du contrôle des prix et des salaires ; (ii) la fin du monopole public de l'expertise économique ; (iii) la fin de l'interventionnisme « keynésien ». Dans les deux cas, leur sort s'est trouvé déterminé, en dernière analyse, par l'affirmation progressive du libéralisme dans la définition des politiques économiques – en Europe comme aux Etats-Unis. Cependant, s'il faut relever l'affinité élective qui existe entre cette évolution de la nature des politiques économiques et le type de paradigme qui s'est progressivement imposé au sein de la discipline (*i.e.* la NEC), il faut insister plus encore sur le fait qu'un tel recouvrement s'est opéré *a posteriori*. Par l'intermédiaire d'une propriété longuement discuté dans le modèle « décisionnel » de Malinvaud : l'ajustement tâtonnant de la discipline aux besoins des responsables de la politique économique. Autrement dit, il convient d'écarter l'hypothèse d'une quelconque influence de la discipline économique ou d'une partie d'entre elles (quelques économistes isolés) sur les réorientations de la politique économique depuis les années 1970, aux Etats-Unis comme en Europe. Telle était d'ailleurs la conclusion suggérée par Théret et Jobert (1994) à propos du cas français :

« La coïncidence entre les prescriptions de ces économistes et l'orientation prise par les socialistes après la rigueur paraît frappante. L'invitation faite aux chefs des entreprises publiques d'assurer leur redressement et leur compétitivité même au prix de licenciements, la désindexation des salaires, l'ouverture des marchés financiers, la fixation d'un objectif de réduction des prélèvements obligatoires, l'ensemble de ces directives présidentielles apparues à partir de 1983 construisent un référentiel des politiques publiques qui s'inscrit parfaitement dans le cadre monétariste libéral. Pourtant, la plupart des observateurs s'accordent pour ne conférer qu'une place extrêmement réduite aux économistes dans la prise de décision politique, le discours économique, étant donné sa faible et fragile capacité prédictive, étant pour l'essentiel mobilisé en tant que simple rhétorique légitimatrice de choix politiques fondés ailleurs. Aussi faut-il se garder de déduire l'hypothèse de la convergence l'hypothèse selon laquelle le tournant politique des années 1983-1984 serait le résultat du seul effort de persuasion des économistes. » (Jobert et Théret [1994], p. 57-58)

Ce constat étant dressé, il reste à déterminer pourquoi la discipline finit par embrasser massivement (*i.e.* en majorité) l'évolution des politiques économiques. Sur ce point, les réflexions méthodologiques de Malinvaud apportent un élément décisif en soulignant l'indétermination fondamentale de la communauté des macro-économistes à choisir entre des programmes de recherche alternatifs (*cf.* chapitre 7). Par ce geste, il se donne les moyens d'expliquer la faible cumulativité de la discipline en dégageant les quelques facteurs déstabilisants auxquelles elle est soumise, dont le plus décisif tient à ce qu'elle est constamment en proie aux « effets de mode ». Adoptant la perspective de Malinvaud et

aboutissant à des conclusions similaires<sup>71</sup>, H. Brochier (1978) finit de même par énumérer une série de facteurs qui contrarient la cumulativité de la connaissance économique. Parmi ces facteurs, H. Brochier (1978) évoque explicitement l'idéologie, considérée du point de vue de son acception originelle, et paraît pénétrer ainsi au cœur du problème :

« Je mentionnerais enfin un problème qui devrait faire l'objet de développements beaucoup plus importants : celui de l'idéologie. Contrairement à l'idée d'une coupure décisive qui permettrait de tirer une fois pour toutes le bon grain scientifique de l'ivraie idéologique. Il n'est pas possible de distinguer des champs ou des méthodes qui seraient tout entier scientifiques ou tout entier idéologique. » (Brochier [1978], p. 233)

Puis H. Brochier ([1978], p. 233) en fournit une explication en évoquant, entre autres raisons, « l'inextricable entrelacs des théories économiques et des intérêts des groupes, des classes ou des Etats – qui rend plus épineux encore tout essai de solution au problème de l'origine sociale de la connaissance ». Si Malinvaud ne fait pas grand cas de l'idéologie, le second élément de réponse qu'il suggère par son modèle « décisionnel » a l'avantage décisif de plonger ce dernier facteur déstabilisant dans les méandres de la pratique d'expertise, mettant au jour la disposition quasi-structurelle de la discipline à s'indexer à la demande politique. Aussi l'intérêt supérieur de ce modèle d'Edmond Malinvaud est qu'il permet de rendre compte et de comprendre une constante dans l'histoire de la macroéconomie : le fait que cette discipline exhibe, quasi-cycliquement, des moments de consensus généralisé entrecoupés de moments de dissensus généralisé (*cf.* chapitre 8).

---

<sup>71</sup> A ceci près que Brochier (1978) conclut à la permanence de paradigmes concurrents en économie ; une conclusion que ne peut titrer Malinvaud, du fait qu'il est convaincu que la discipline puisse faire l'objet d'un consensus, *i.e.* un accord majoritaire entre pairs (*cf.* chapitres 7 et 8).

## Conclusion générale

L'organisation des chapitres de cette thèse ayant donné une forme quelque peu elliptique à notre argumentation générale, il nous faut désormais reformuler clairement la manière dont les écrits d'Edmond Malinvaud permettent de répondre aux trois questions – et aux trois problématiques – de l'histoire récente de la macroéconomie présentées dans l'introduction générale de cette recherche.

Une telle synthèse s'impose en particulier pour la première problématique (*La recherche des fondements microéconomiques est-elle directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970 ?*), dont l'examen aura nécessité deux parties entières. Dans un premier temps, il nous a fallu préciser la nature de cette théorie du « déséquilibre » et le rôle que celle-ci a joué dans la recherche des micro-fondements de la macroéconomie. Il est d'emblée apparu que l'appellation « déséquilibre » était inadéquate, sinon trompeuse, pour désigner la théorie des équilibres à prix fixes, considérée comme un sous-ensemble de la théorie non-walrasienne (*cf.* chapitre 1). Par la suite, l'étude une série de critiques a permis de préciser la nature de cette théorie, en mettant à mal l'idée que celle-ci constituerait un dépassement des théories keynésienne et classique ou fournirait des micro-fondements à la théorie de Keynes. A l'inverse, ces critiques en pointent l'inspiration, plus classique que keynésienne, et mettent en évidence certaines de ses limites intrinsèques, comme une forme de dépendance à l'égard de la théorie de l'équilibre général (*cf.* chapitre 2). Des critiques originelles qui tendent à révéler leur pertinence, à mesure que se développent la version « dynamique » de la théorie des équilibres à prix fixes (*cf.* chapitre 3).

D'un point de vue strictement théorique, la théorie du « déséquilibre » paraît ainsi avoir contribué, tout autant que la NEC, à reconsidérer les fondements de la théorie keynésienne ainsi que le domaine de validité des politiques de régulation de la demande. En cela, la recherche des fondements micro-économiques pourrait bien être considérée comme le véritable responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970. Cette conclusion doit pourtant être relativisée, dès lors que les écrits d'Edmond Malinvaud sur la macroéconomie ne sont plus considérés dans une seule perspective théorique. Dès lors, il se révèle comme un économiste davantage inspiré par le keynésianisme de la « synthèse néoclassique », dont les recherches théoriques ont d'abord eu pour objectif de rationaliser

l'évolution des modèles macro-économétriques (*cf.* chapitre 4). De plus, il se montre très critique vis-à-vis de l'approche proposée de la NEC – son opposition portant tout à la fois sur des aspects théoriques, empiriques, méthodologiques et épistémologiques (*cf.* chapitre 5). Puis la mise au jour de la conception de la macroéconomie défendue par Edmond Malinvaud permet de répondre définitivement à la première problématique : celui-ci n'a jamais considéré que la recherche des fondements microéconomiques puisse entamer l'autonomie de la macroéconomie, inextricablement liée à ses instruments (en particulier, à la modélisation macro-économétrique). A l'inverse, cette recherche des fondements microéconomiques avait, selon lui, pour premier objectif de dégager les fondements microéconomiques adaptés aux besoins de la macroéconomie, c'est-à-dire une microéconomie alternative (*cf.* chapitre 6). Dans ces conditions, la recherche des micro-fondements ne peut plus apparaître comme directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970. Aussi ne reste-t-il plus qu'un responsable : le programme de recherches de la NEC, ou plus exactement son succès au sein de la profession dans les années 1980.

Il reste que cette première réponse complique sérieusement la tâche qui consistait à répondre aux deux autres problématiques, vis-à-vis desquelles une explication strictement interne se révèle insuffisante. Elle complique d'abord la réponse à apporter à la deuxième question (*Comment expliquer le déclin de la théorie du « déséquilibre » dans les années 1980 ?*), car l'échec de la théorie du « déséquilibre » n'apparaît plus aussi évidemment imputable à l'insuffisance des fondements microéconomiques de l'hypothèse de fixité des prix. Et cela pour plusieurs raisons : les modèles « dynamiques » de la théorie des équilibres à prix fixes ont partiellement relâchées cette hypothèse (*cf.* chapitre 3) ; l'hypothèse d'apurement des marchés n'apparaît pas comme mieux micro-fondée ou comme plus réaliste que celle de fixité des prix, sauf si l'on défend une logique *a prioriste* de la recherche des micro-fondements (*cf.* chapitres 5 et 6) ; l'insuffisance des fondements de la rigidité des prix n'est pas l'argument principal de Barro et H. Grossman pour justifier leur abandon de la théorie des équilibres à prix fixes comme leur ralliement à la NEC (*cf.* chapitre 7) ; *etc.*

De la même façon, la réponse à apporter à la deuxième question n'apparaît plus comme aussi « évidente » (*Comment expliquer le succès de la NEC dans les années 1980 ?*). Et cela, à nouveau, pour plusieurs raisons : les économistes keynésiens de la « synthèse néoclassique » ont largement répondu aux critiques de la NEC (*cf.* chapitre 5) ; ces auteurs ont également largement critiqué le programme de recherches de la NEC, de telle sorte que la NEC n'a pas



« dépassé » la macroéconomie des années 1960 mais lui a fait faire un saut qualitatif (*cf.* chapitres 5 et 7) ; il existait des programmes concurrents à celui de la NEC pour la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie (*cf.* chapitre 6) ; le programme de la théorie des équilibres à prix fixes s'inscrit plus fidèlement dans la théorie de l'équilibre général et constitue, de ce fait, un programme de recherche plus authentiquement néo-walrasien (*cf.* chapitres 1 et 3) ; le fait qu'Edmond Malinvaud ne s'explique pas ce succès de la NEC – ce qui est à l'origine de son « tournant réflexif » (*cf.* chapitre 7) ; *etc.*

Face à l'insuffisance des explications internes, *i.e.* strictement analytiques, nous avons recherché une explication alternative aux deux problématiques précédentes : une explication externe. Dans la lignée du tournant « réflexif » d'Edmond Malinvaud, qui conclut à l'idée selon laquelle l'évolution récente de la macroéconomie est largement indéterminée mais soumise à une série de facteurs déstabilisants, nous avons approfondi l'analyse des effets d'un facteur particulier : l'expertise économique (*cf.* chapitres 7 et 8). Cela, à partir de la réflexion épistémologique de Malinvaud et de son modèle « décisionnel », mais également à partir de leurs limites. Notre explication consiste alors à faire valoir que les trajectoires respectives de la théorie du « déséquilibre » et de la NEC tiennent essentiellement à leurs capacités relatives à rationaliser les déplacements de la politique économique au cours de la première moitié des années 1980. Ainsi, les raisons expliquant l'échec de la théorie du « déséquilibre » sont également celles qui permettent d'expliquer le succès (symétrique) de la NEC : (i) la fin du contrôle des prix et des salaires, (ii) la fin du monopole public de l'expertise économique et (iii) la fin de l'interventionnisme étatique « keynésien » (*cf.* chapitre 9).

Par ailleurs, il convient de mettre en perspective l'idée selon laquelle les écrits d'Edmond Malinvaud permettent de réaliser cette double percée historiographique, sur laquelle nous avons insisté dans l'introduction générale. Cette idée consiste à faire valoir que toute histoire de la macroéconomie devrait reconsidérer le rôle, conjoint, de la macroéconomie appliquée et de l'expertise sur l'évolution des idées et des théories. Cette thèse a ainsi cherché à réaliser effectivement cette double percée historiographique, en reconsidérant la théorie des équilibres à prix fixes et son évolution (*cf.* partie 1) à la lumière des enjeux et des contraintes spécifiques de la macroéconomie appliquée et de l'expertise (*cf.* parties 2 et 3).

S'agissant de la macroéconomie appliquée, nous avons d'abord montré de quelle manière la démarche théorique d'Edmond Malinvaud avait pour ambition véritable de répondre à

l'évolution de la modélisation macro-économétrique (*cf.* chapitre 4). Puis nous avons montré en quoi les critiques qu'il a adressés à la NEC, nourries de considérations pratiques (*cf.* chapitre 5), étaient largement motivées et déterminées par sa conception alternative de la macroéconomie, qui se fonde dans la méthodologie de la modélisation macro-économétrique (*cf.* chapitre 6). Concernant l'expertise économique, nous avons montré en quoi celle-ci était de nature à lever l'incertitude épistémologique des macroéconomistes (*cf.* chapitre 7), et en quoi elle était constitutive du fonctionnement effectif de la discipline et de son évolution (*cf.* chapitre 8). Aussi avons-nous montré dans quelle mesure l'expertise économique permettrait de rationaliser l'échec de la théorie du « déséquilibre » et du succès de la NEC dans l'histoire récente de la macroéconomie (*cf.* chapitre 9).

Il reste que cette double percée historiographique ne revient pas à accorder un même poids à la macroéconomie appliquée et à l'expertise économique dans l'histoire de la discipline macroéconomique. Nous considérons, en effet, que l'influence de l'expertise est plus grande que celle de la macroéconomie appliquée – qui apparaît, d'ailleurs, comme largement indexée à l'expertise, tout au moins dans le modèle « décisionnel » d'Edmond Malinvaud. Dans sa forme la plus générale, l'argument principal de cette thèse consiste à affirmer que l'origine des discontinuités observées dans l'histoire de la macroéconomie est à rechercher, non pas en dedans, mais en dehors de la discipline. Dans cette perspective, toute histoire strictement interne de la macroéconomie, postulant que l'évolution des idées y est autonome, n'est pas seulement condamnée à être incomplète : elle peut s'en trouver remise en cause. Et si cet argument ne se lit qu'entre les lignes dans les écrits d'Edmond Malinvaud, ce qui nous a contraint à opérer par *reconstruction logique*, d'autres auteurs ont été plus explicites que lui. Notamment Paul A. Samuelson<sup>1</sup>, dont les citations ouvrent les deux derniers chapitres de cette thèse. Aussi n'est-il pas inutile ici de signaler qu'en dépit de sa forte légitimité au sein de la profession, cette préface de P. Samuelson (2006) ne lui valu qu'une réaction d'orgueil de la part de quelques économistes éminents – comme en témoigne William A. Barnett<sup>2</sup> :

---

<sup>1</sup> Un autre exemple est J.-P. Fitoussi (2004) qui interroge, de même, la coïncidence d'une telle convergence de vues entre économistes et responsables politiques, ainsi que son sens de causalité. Aussi n'est-il pas tout à fait anodin qu'une telle hypothèse se retrouve, en plein ou en creux (Samuelson ou Malinvaud), chez des économistes déjà largement consacrés par la discipline et dont la carrière n'est plus à faire ; conférant à leur analyse rétrospective la spécificité de se redoubler d'une certaine libération de la parole. C'est d'ailleurs ainsi que Frédéric Lordon (1997) interprète le tournant « réflexif » d'Edmond Malinvaud.

<sup>2</sup> Co-éditeur de l'ouvrage avec P. Samuelson

« When I showed the first draft of Paul's *Foreword* to some eminent economists, many reacted with shock and dismay. One replied that Paul was accusing us all of being "a bunch of whores". But the more that I thought about it, the clearer it became to me that Paul's insights in his *Foreword* merit serious consideration. As a result, I resisted pressures to request that his *Foreword* to be toned down. » (Barnett [2006], p. 12)

Dans ce court texte, William A. Barnett (2006) revient ainsi sur cette préface et s'emploie à justifier pourquoi l'hypothèse de Paul A. Samuelson lui semble tout particulièrement fondée à propos de l'histoire récente de la macroéconomie<sup>3</sup>. A l'image d'Edmond Malinvaud, William A. Barnett ([2006], p. 11-12) met en évidence le statut particulier de la macroéconomie au sein de la discipline économique, en la présentant comme une science appliquée, caractérisée par l'utilisation de simplifications non-testées ou a-théoriques. Puis William A. Barnett ([2006], p. 12-14) d'illustrer, par plusieurs exemples tirés de son expérience personnelle<sup>4</sup>, l'hypothèse selon laquelle les facteurs déterminant l'évolution de la macroéconomie sont davantage à rechercher « en dehors de la discipline » (*outside the field*).

« As Paul Samuelson (2006) has observed, the direction that the profession takes has a strong correlation with the existing direction of thought in other academic fields and in government. The direction of causation is not always clear, but I agree with Paul that the causation comes often from outside the field of economics. This direction of causation often is particularly evident in its effects in macroeconomics, which depends for its very existence upon its policy relevance. Anyone who has worked for many decades in macroeconomics, monetary economics, and policy, has observed the frequent changes in direction, and the nontrivial correlation with the political winds that are blowing in the background. » (Barnett [2006], p. 13)

En conclusion de son texte, faisant également office de point final pour cette thèse, Barnett (2006) nous exhorte à considérer le fait que toute bonne compréhension de l'histoire de la macroéconomie suppose de reconnaître l'existence de ces facteurs qui, bien qu'extérieurs à la discipline, n'en influencent pas moins les recherches des macro-économistes. En somme, il s'agit de reconnaître l'idée selon laquelle la macroéconomie accuse une certaine hétéronomie:

« In short, as has been pointed out by Paul Samuelson (2006), we macroeconomists work within an environment of pressure and influence from our governments and societies. While few are willing to recognize or admit the existence of those pressures and influences on our own work, a clear understanding of trends in macroeconomic research is not possible without recognition of the influence of the intellectual, societal, and political environment within which the research is conducted. » (Barnett [2006], p. 15)

---

<sup>3</sup> Plus récente que l'histoire dont a été l'objet cette thèse, puisque William A. Barnett évoque surtout l'évolution de la macroéconomie depuis les années 1990.

<sup>4</sup> Chercheur associé à l'université de Chicago de 1977 à 1980, puis professeur d'Economie à l'Université du Texas (Austin), William A. Barnett a été membre de l'équipe de recherche chargée des études spéciales pour le conseil des gouverneurs (*Board of Governors*) de la *Federal Reserve System* de 1973 à 1981. Il y a alors côtoyé Karl Brunner et Allan Meltzer. Depuis 2011, il est directeur du *Center for Financial Stability* (New-York). Pour plus de détails, voir son CV disponible en ligne: <https://econ.tepper.cmu.edu/barnett/vita.html>.

## Bibliographie

ABRAHAM-FROIS, G. (2005), *Introduction à la macroéconomie contemporaine*, Paris, Economica.

AKERLOF, G. et J. YELLEN (1985), « A Near-Rational Model of the Business Cycle with Wage and Price Inertia », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 100, n° 5, p. 823-838.

AKHABBAR, A. et J. LALLEMENT (2011), « Appliquer la théorie de l'équilibre général : de Walras à Leontief », dans : BARANZINI, R. et al., *Léon Walras et l'équilibre économique général – Recherches récentes*, Paris, Economica. p. 201-231.

AKHABBAR, A. (2006), « Machine de guerre, machine de paix. Le cas de l'analyse input-output comme modèle pour l'intervention publique », *working paper*, Munich Personal PePec Archive (En ligne : <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/30348>).

AMEMIYA, T. (1974), « A Note on Fair and Jaffee Model », *Econometrica*, vol. 42, n° 2, p. 795-762.

ARENA, R. (1982), « Réflexion sur la compatibilité des approches ricardienne et keynésienne du fonctionnement de l'activité économique », *Economie Appliquée*, vol. 35, n° 3, p. 405-448

ARENA, R. (1987a), « La dynamique économique : nouveaux débats, nouvelles perspectives », *L'Actualité économique*, vol. 63, n° 1, p. 77-117.

ARENA, R. (1987b), « L'école Internationale d'Été de Trieste (1981-1985): vers une synthèse classico-keynésienne? », *Économies et sociétés*, vol. 21, n° 3, p. 205-238.

ARENA, R. (1992), « Une synthèse entre post-keynésiens et néo-ricardiens est-elle encore possible ? », *L'Actualité économique*, vol. 68, n° 4, p. 587-606.

ARENA, R. (2000), « Les économistes français en 1950 », *Revue économique*, vol. 51, n° 5, p. 969-1007.

ARENA R. et A. MARICIC (1988), « Les réactions françaises à la Théorie Générale (1936-1951) : la recherche d'une dynamique économique », *Cahiers d'économie politique – La Théorie Générale de John Maynard Keynes : un cinquantenaire*, n° 14-15, p. 15-41.

ARMATTE, M. (2008), « Histoire et Préhistoire de l'Analyse des données par J.P. Benzecri : un cas de généalogie rétrospective », *Journ@l Electronique d'Histoire des Probabilités et de la Statistique* ([www.jehps.net](http://www.jehps.net)), vol. 4, n° 2, p. 1-24.

ARROW, K. (1959), « Towards a Theory of Price Adjustment », dans : ABRAMOVITZ, M. (dir.), *The Allocation of Economics Resources*, Stanford, Stanford University Press, p. 41-51.

ARROW, K. et G. DEBREU (1954), « Existence of an Equilibrium for a Competitive Economy », *Econometrica*, vol. 22, n° 3, p. 82-109.

ARROW, K. et F. HAHN (1971), *General Competitive Analysis*, Amsterdam, North-Holland.  
ARTUS, P., LAROQUE, G. et G. MICHEL (1984), « Estimation of a Quarterly Macroeconomic Model with Quantity Rationing », *Econometrica*, vol. 52, n° 6, p. 1387-1414.

ARTUS, P., AVOUYI-DOVI, S. et G. LAROQUE (1985), « Estimation d'une maquette macroéconomique trimestrielle avec rationnements quantitatifs », *Annales de l'INSEE*, vol. 57, p. 3-25.

ASHENFELTER, O. (1979), « Unemployment as a Constraint on Labor Market Behavior », dans : OCDE, *Structural Determinants of Employment and Unemployment*, Paris, OCDE.

ASHENFELTER, O. (1980), « Unemployment as a Disequilibrium in a Model of Aggregate Labor Supply », *Econometrica*, vol. 48, n° 3, p. 547-564.

ASHENFELTER, O. (1984), « Microeconomic and Macroeconomic Analyses of Labor Supply », dans : BRUNNER, K. et A. MELTZER (dir.), *Essays on Macroeconomic Implications of Financial and Labor Markets and Political Processes*, Amsterdam, North-Holland, p. 117-155.

ASSOUS, M. (2015), « Solow's Struggle with Medium-Run Macroeconomics », *History of Political Economy*, vol. 47, n° 3, p. 395-417.

d'AUTUME, A. (1981), « Malinvaud (Edmond) – Réexamen de la théorie du chômage », *Revue Economique*, vol. 32, n° 6, p. 1196-1199.

d'AUTUME, A. (1982), « L'introduction du temps dans la théorie de l'équilibre général », *Cahiers d'économie politique*, n° 7, p. 93-127.

d'AUTUME, A. (1985), « Equilibres non-walrasiens et macroéconomie », dans : BARRERE, A. (dir.), *Keynes aujourd'hui : théories et politiques*, Economica, p. 77-99.

d'AUTUME, A. (1995), « Une place pour la macroéconomie », dans : d'AUTUME, A. et J. CARTELIER (dir.), *L'économie devient-elle une science dure ?*, Paris, Economica.

d'AUTUME, A. (2000), « L'essor de la macroéconomie », dans : BERAUD, A. et G. FACCARELLO (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Tome III, Paris, La découverte, p. 417-444.

d'AUTUME, A. (2004), « Commentaire sur l'article de Michel de Vroey », *Revue économique*, vol. 55, n° 4, p. 669-674.

AZARIADIS, A. (1975), « Implicit Contracts and Underemployment Equilibria », *The Journal of Political Economy*, vol. 83, n° 6, p. 1183-1202.

AZARIADIS, A. (1981), « Self-Fulfilling Prophecies », *Journal of Economic Theory*, vol. 25, n° 3, p. 380-396.

AZARIADIS, A. et R. GUESNERIE (1982), « Prophéties créatrices et persistance des théories », *Revue économique*, vol. 33, n° 5, p. 787-806.

AZARIADIS, A. et L. KAAS (2007), « Is Dynamic General Equilibrium a Theory of Everything? », *Economic Theory*, vol. 32, n° 1, p. 13-41.

BACKHOUSE, R. et J. BIDDLE (2000), « The Concept of Applied Economics: A History of Ambiguity and Multiple Meanings », *History of Political Economy*, vol. 32, n° 5, p. 1-24.

BACKHOUSE, R. et M. BOIANOVSKY (2005), « Disequilibrium Macroeconomics: An Episode in the Transformation of Modern Macroeconomics », *mimeo*.

BACKHOUSE, R. et M. BOIANOVSKY (2006), « Whatever Happened to Microfoundations », *mimeo*.

BACKHOUSE, R. et M. BOIANOVSKY (2014), « Response to De Vroey », *The European Journal of Economic Thought*, vol. 21, n° 4, p. 743-49. DOI: [10.1080/09672567.2014.923012](https://doi.org/10.1080/09672567.2014.923012)

BACKHOUSE, R. et M. BOIANOVSKY (2013), *Transforming Modern Macroeconomics – Exploring Disequilibrium Microfoundations (1956-2013)*, Cambridge, Cambridge University Press.

BAILY, M. (1978), « Some Aspects of Optimal Unemployment Insurance », *Journal of Public Economics*, vol. 10, n° 3, p. 379-402.

BARANZINI, R. et P. BRIDEL (2005), « L'« Ecole » de Lausanne, l'utilité marginale moyenne et l'idée de marché », dans : BENSIMON, G. (dir.), *Histoire des représentations du marché*, Paris, Houdiard, p. 347-365.

BARNETT, W. (2006), « Is Macroeconomics a Science? », dans : SERLETIS, A. (dir.), *Money and the Economy*, Singapour, World Scientific, p. 11-16.

BARRE, R. (1983), « Une certaine idée de la France. Entretien avec François Furet », *Le Débat*, vol. 4, n° 26, p. 5-52.

BARRE, R. (1984), « La crise des politiques économiques et l'avenir des démocraties », *Commentaire*, vol. 7, p. 3-12.

BARRE, R. (1986), « Entretien », *Revue française d'économie*, vol. 1, n° 1, p. 6-20.

BARRO, R. (1974), « Are Government Bonds Net Wealth? », *Journal of Political Economy*, vol. 82, n° 6, p. 1095–1117.

BARRO, R. (1976), « Rational Expectations and the Role of Monetary Policy », *Journal of Monetary Economics*, vol. 2, n° 1, p. 1-32.

BARRO, R. (1977), « Long-Term Contracting, Sticky Prices, and Monetary Policy », *Journal of Monetary Economics*, vol. 3, n° 3, p. 305-316.

BARRO, R. (1979), « Second Thoughts on Keynesian Economics », *The American Economic Review*, Papers and Proceedings of the Ninety-First Annual Meeting of the American Economic Association, vol. 69, n° 2, p. 54-59.

BARRO, R. (1980), « “Unemployment, Employment and Exports in British Manufacturing: A Non-Clearing Markets Approach” by Muellbauer and Winter », *European Economic Review*, vol. 13, n° 3, p. 411-412.

BARRO, R. et D. GORDON (1983), « Rules, Discretion and Reputation in a Model of Monetary Policy », *Journal of Monetary Policy*, vol. 12, n° 1, p. 101-121.

BARRO, R. et H. GROSSMAN (1971), « A General Disequilibrium Model of Income and Employment », *The American Economic Review*, vol. 61, n° 1, p. 82-93.

BARRO, R. et H. GROSSMAN (1974), « Suppressed Inflation and the Supply Multiplier », *The Review of Economic Studies*, vol. 41, n° 1, p. 87-104.

BARRO, R. et H. GROSSMAN (1976), *Money, Employment, and Inflation*, Cambridge, Cambridge University Press.

BAUCHET, P. (1966), *La planification française. Du premier au sixième plan*, 6<sup>ème</sup> édition, Paris, Seuil.

BEAUD, M. et G. DOSTALER (1993), *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Seuil.

BELORGEY, J.-M. (1991), « Le refus de prévoir ou la myopie des gouvernants », *Futuribles*, n° 154, p. 3-24.

BENASSY, J.-P. (1975), « Neo-Keynesian Disequilibrium Theory in a Monetary Economy », *The Review of Economic Studies*, vol. 42, n° 4, p. 502-523.

BENASSY, J.-P. (1976a), « Théorie néo-keynésienne du déséquilibre dans une économie monétaire », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, vol. 17, p. 81-113.

BENASSY, J.-P. (1976b), « Théorie du déséquilibre et fondements microéconomiques de la macroéconomie », *Revue économique*, vol. 27, n° 5, p. 755-804.

BENASSY, J.-P. (1976c), « The Disequilibrium Approach to Monopolistic Price Setting and General Monopolistic Equilibrium », *The Review of Economic Studies*, vol. 43, n° 1, p. 69-81.

BENASSY, J.-P. (1977), « On Quantity Signals and the Foundations of Effective Demand Theory », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 79, n° 2, p. 147-168.

BENASSY, J.-P. (1983), « The Three-Regimes of the IS-LM Model: A Non-Walrasian Analysis », *European Economic Review*, vol. 23, n° 1, p. 1-17.

BENASSY, J.-P. (1984), *Macroéconomie et théorie du déséquilibre*, Paris, Dunod.

BENASSY, J.-P. (1993), « Non-clearing Markets: Microeconomic Concepts and Macroeconomic Applications », *Journal of Economic Literature*, vol. 31, n° 2, p. 732-761.

BENETTI, C. (1995), « La structure logique de la *Théorie Générale* de Keynes », *Cahiers d'économie politique*, vol. 30-31, p. 7-48.

- BENZECRI, J.-P. (1973), *L'analyse des données*, 2 Tomes, Paris, Bordas.
- BERAUD, A. (2003), « Keynes et Pigou sur le salaire monétaire et l'emploi : une synthèse du débat », *L'Actualité économique*, vol. 79, n° 1-2, p. 147-162.
- BERNARD, Y. et P.-Y. COSSE (1974), *L'Etat et la prévision macroéconomique*, Paris, Berger-Levrault.
- BERREBI-HOFFMAN, I. et M. LALLEMENT (2009), « A quoi servent les experts ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, n° 126, p. 5-12.
- BEVERIDGE, W. (1944), *Full Employment in a Free Society*, Londres, Allen & Unwin.
- BIRNBAUM, P. (1977), *Les sommets de l'Etat*, Paris, Seuil.
- BJERKHOLT, O. (1995) (dir.), *Foundations of Modern Econometrics: The Selected Essays of Ragnar Frisch*, Aldershot, Edward Elgar.
- BLAD, M. (1981), « Exchange of Stability in a Disequilibrium Model », *Journal of Mathematical Economics*, vol. 8, n° 2, p. 121-145.
- BLANCHARD, O. (2000), « What do we Know about Macroeconomics that Fisher and Wicksell did not? », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 115, n°4, p. 1375-1409.
- BLANCHARD, O. (2008), « The State of Macroeconomics », *NBER working paper Series*, NBER, 14259.
- BLANCHARD, O. et J. SACHS (1982), « Anticipations, Recessions and Policy: An Intertemporal Disequilibrium Model », *Annales de l'INSEE*, n° 47-48, p. 117-148.
- BLANCHARD, O. et N. KIYOTAKI (1987), « Monopolistic Competition and the Effects of Aggregate Demand », *The American Economic Review*, vol. 77, n° 4, p. 647-666.
- BLAUG, Mark (1980 [1982]), *La méthodologie économique*, Paris, Economica.
- BLINDER, A. (1987), « Keynes, Lucas, and Scientific Progress », *The American Economic Review*, vol. 77, n° 2, p. 130-136.
- BLINDER, A. (1988 [1983]), « Entretien avec Alan Binder », dans : KLAMER, A., *Entretiens avec des économistes américains*, Paris, Seuil, p. 203-226.
- BODKIN, R., KLEIN, L. et K. MARWAH (dir.) (1991), *A History of Macroeconometric Model-Building*, Edward Elgar, Aldershot.
- BOHM, V. (1978), « Disequilibrium Dynamics in a simple Macroeconomic Model », *Journal of Economic Theory*, vol. 17, n° 2, p. 179-199.
- BOIANOVSKY, M. et H.-M. TRAUTWEIN (2007), « Johan Akerman vs. Ragnar Frisch on Quantitative Business Cycle Analysis », *European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 14, n° 3, p. 487-517.



- BOURDIEU, P. (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62, n° 1, p. 69-72.
- BOURDIEU, P. (2001), *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir.
- BOYER, M., DAGENAIS, M. et L. SALVAS-BRONSARD (1989), « L'empreinte de Malinvaud », *L'Actualité économique*, vol. 65, n° 2, p. 263-296.
- BOYER, R. (1998), « De « *La Théorie Générale* » à la Nouvelle Economie Classique : Une réflexion sur la nouveauté en macroéconomie », *Cahiers d'économie politique*, n° 33, p. 7-56.
- BOYER, R. (1999), « Le paradoxe des sciences sociales : les vues d'un économiste 'dissident' », *Current Sociology*, vol. 47, n° 4, p. 19-45.
- BOYER, R. (2003), « L'avenir de l'économie comme discipline », *L'Economie politique*, vol. 3, n° 19, p. 33-47.
- BOYER, R. (2007), « Peut-on mettre en évidence des lois en économie ? Le point de vue d'un macroéconomiste régulationniste », *Economie et Sociétés*, vol. 47, n° 10-11, p. 1799-1812.
- BOYER, R. (2012), « La discipline économique des années trente à nos jours », *Le Débat*, vol. 2, n° 169, p. 148-166.
- BRECHLING, F. (1965), « Summary record of the Debate », dans : HAHN, F. et F. BRECHLING (dir.), *The Theory of Interest Rates*, Londres, MacMillan, p. 286-360.
- BRIDEL, P. (1994), « "Dépréciation de la monnaie" et épargne forcée – une contribution négligée de Walras à la théorie monétaire des cycles », *Economie et Sociétés*, série *oconomia*, n° 20-21, p. 89-114.
- BRIDEL, P. (2005), « Cumulativité des connaissances et science économique. Que cherche-t-on exactement à cumuler ? », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 43, n° 131, p. 63-79.
- BRIDEL, P. (2009), « Juglar, Walras et Pareto: « Measurement without Theory Vs Theory without Measurement? » », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 47, n° 143, p. 87-94.
- BRIDEL, P. (2010), « A propos de l'idée d' « école de Lausanne » », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 48, n° 146, p. 89-92.
- BRISSET, N. (2012), « Deux approches de l'influence du discours économique sur les phénomènes sociaux », *Revue de philosophie économique*, vol. 13, n° 2, p. 25-62.
- BRISSET, N. (2014), *Performativité des énoncés de la théorie économique : une approche conventionnaliste*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- BROCHIER, H. (1978), « La science économique est-elle une science ? », *Les Etudes Philosophiques*, n° 2, p. 229-234.

BRUNO, M. et J. SACHS (1982), « Input Price Shocks and the Slow-down in Economic Growth: the Case of UK Manufacturing », *Review of Economic Studies*, vol. 49, n° 5, p. 679-705.

BRUNO, M. et J. SACHS (1985), *The Economics of Worldwide Stagflation*, Oxford, Basil Blackwell.

BUREAU, D., MIQUEU, D. et M. NOROTTE (1984), « Déséquilibres et modèles macroéconomiques », *Economie & prévision*, n° 65, vol. 4, p. 3-43.

BURNS, A. et W. MITCHELL (1946), *Measuring Business Cycles*, New-York, National Bureau of Economic Research.

CALLON, M. (1998), Introduction: The Embeddedness of Economic Markets in Economics, *The Sociological Review*, vol. 46, S1, p. 1-57.

CALLON, M. (2007). « What Does it Mean to Say that Economics Is Performative? », dans : MACKENZIE, D., MUNIESA F. et L. SIU (dir.), *Do Economists Make Markets? On the Performativity of Economics*, Princeton, Princeton University Press, p. 311-357.

CALLON, M. et F. MUNIESA (2008), « La performativité des sciences économiques », *CSI Working Papers Series* 010.2008. < halshs-00258130 >

CALVO, G. (1978), « On the Time Consistency of Optimal Policy in a Monetary Economy », *Econometrica*, vol. 46, n° 6, p. 1411-1428.

CARTELIER, J. (1995), *L'économie de Keynes*, Paris, De Boeck.

CEZARD, M. et J.-L. HELLER (1988), « Les formes traditionnelles de l'emploi salarié reculent », *Economie et Statistique*, vol. 215, n° 1, p. 15-23.

CEZARD, M. et al. (1991), « Le halo autour du chômage », *Economie et Statistique*, vol. 249, n° 1, p. 15-23.

CHAMBERLIN, E. (1933), *The Theory of Monopolistic Competition*, Cambridge, Harvard University Press.

CHAMPSAUR, P. (1992) « Progression ou régression de l'utilisation des méthodes économiques dans la prise de décision publique », *Revue économique*, vol. 43, n° 4, p. 699-708.

CHARI, V. et P. KEHOE (2006), « Modern Macroeconomics in Practice: How Theory is Shaping Policy », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 20, n° 4, p. 3-28.

CHARTIER, R. (1998), *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitude et incertitude*, Paris, Albin Michel.

CHOW, G. (1975), *Analysis and Control of Dynamic Economic Systems*, New York, Wiley.

CLARK, K. et L. SUMMERS (1979), « Labor Market Dynamics and Unemployment: A Reconsideration », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1979, n° 1, p. 13-72.

CLARK, K. et L. SUMMERS (1980), « Unemployment Reconsidered: the Real Problem is Concentrated, Long Term Joblessness », *Harvard Business Review*, vol. 58, n° 6, p. 171-179.

CLOWER, R. (1960), « Keynes and the Classics: A Dynamical Perspective », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 74, n° 2, p. 318-323.

CLOWER, R. (1965), « The Keynesian Counterrevolution: A Theoretical Appraisal », dans : HAHN, F. et F. BRECHLING (dir.), *The Theory of Interest Rates*, Londres, MacMillan, p. 103-125.

CLOWER, R. et A. LEIJONHUFVUD (1975), « The Coordination of Economic Activities: A Keynesian Perspective », *The American Economic Review*, vol. 65, n° 2, p. 182-188.

CLOWER, R. et P. HOWITT (1978), « The Transactions Theory of the Demand for Money: A Reconsideration », *Journal of Political Economy*, vol. 86, n° 3, p. 449-466.

CODDINGTON, A. (1978), « The Theory of Unemployment Reconsidered by Edmond Malinvaud », *Journal of Economic Literature*, vol. 16, n° 3, p. 1012-18.

COEN, R. et B. G. HICKMAN (1987), « Keynesian and Classical unemployment in Four Countries », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1987, n° 1, p. 123-206.

COLANDER, D. (1992), « The Lost Art of Economics », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 6, n° 3, p. 191-198.

COLANDER, D. (2009), « What Was 'It' that Robbins was Defining? », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 31, n° 4, p. 437-448.

COLANDER, D. (2011), « Is the Fundamental Science of Macroeconomics Sound? », *Review of Radical Political Economics*, vol. 43, n° 3, p. 302-309.

COURBIS, R. (1983), « La prévision économique en France », *Futuribles*, n° 71, p. 75-93.

COURBIS, R. (1991), « Macroeconomic Modelling in France », dans : BODKIN, R., KLEIN, L. et K. MARWAH (dir.), *A History of Macroeconometric Model-Building*, Edward Elgar, Aldershot, p. 231-266.

COURTHEOUX, J.-P. (1966), *La politique des revenus*, Paris, PUF.

COURTHEOUX, J.-P. (1975), « Techniques de l'INSEE et points de vue syndicats sur la mesure des prix », *Revue économique*, vol. 26, n° 5, p. 734-769.

DANTHINE, J.-P. et M. PEYTRIGNET (1981), « Intégration de l'analyse graphique IS-LM avec la théorie des équilibres à prix fixes : une note pédagogique », dans : Bramoullé, G. et J.-P. Giran (dir.), *Éléments d'analyse du déséquilibre*, Paris, Economica, p. 115-131.

- DANTHINE, J.-P. et J. DONALDSON (1993), « Methodological and Empirical Issues in Real Business Cycle Theory », *European Economic Review*, vol. 37, n° 1, p. 1-35.
- DAVIS, C. et W. CHAREMZA (dir.) (1989), *Models of Disequilibrium and Shortage in Centrally Planned Economies*, Londres-New York, Chapman and Hall.
- DE BAECQUE, A. (1999), « Où est passé le “tournant critique” ? », *Le Débat*, vol. 2, n° 104, p. 162-170.
- DE MONTBRIAL, T. (1979), « Fondements de la politique économique de Raymond Barre », *Commentaire*, n° 6, p. 223-230.
- DE LA VEGA, X. et L. JULIEN (2001), « Equilibre temporaire et équilibre de sous-emploi », *Cahiers d'économie politique*, vol. 1, n° 39, p. 129-143.
- DE VROEY, M. (2004), « Théorie du déséquilibre : un examen critique », *Revue économique*, vol. 55, n° 4, p. 647-668.
- DE VROEY, M. (2009), *Keynes, Lucas. D'une macroéconomie à l'autre*, Paris, Dalloz.
- DE VROEY, M. (2014), « Backhouse and Boianovsky on 'Disequilibrium Theory'. A review Article of transforming Modern Macroeconomics », *European Journal of Economic Thought*, vol. 21, n° 4, p. 724-742, DOI: [10.1080/09672567.2014.916733](https://doi.org/10.1080/09672567.2014.916733)
- DE VROEY, M. (2015), *A History of Macroeconomics from Keynes to Lucas and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DE VROEY, M. et P. DUARTE (2013), « In Search of Lost Time: The Neoclassical Synthesis », *B.E. Journal of Macroeconomics*, vol. 13, n° 1, p. 1-31.
- DEAN, J. (1936), « Statistical Determination of Costs, with Special Reference to Marginal Costs », *Studies in Business Administration*, vol. 7, p. 1-145.
- DEBREU, G. (1959), *The Theory of value: An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium*, New-York, John Wiley.
- DEBREU, G. (1974), « Excess Demand Functions », *Journal of Mathematical Economics*, vol. 1, n° 1, p. 15-23.
- DECHAUX, P. (2017), *Les indicateurs de confiance des consommateurs: histoire, théorie, méthodologie*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. A paraître.
- DEHEZ, P. (1980a), « Apports de la théorie de l'équilibre temporaire en analyse macroéconomique », *Recherches Economiques de Louvain*, vol. 46, n° 1, p. 27-56.
- DEHEZ, P. (1980b), « Employment and Dividend Policy of the Firm under Risk », *The Review of Economic Studies*, vol. 47, n° 3, p. 503-11.
- DEHEZ, P. (1982), « Stationary Keynesian Equilibria », *European Economic Review*, vol. 19, n° 2, p. 245-258.

DEHEZ, P. (2002), « Malinvaud Edmond : Réexamen de la théorie du chômage », dans : Greffe, X. et al. (dir.), *Dictionnaire des grandes œuvres économiques*, Paris, Dalloz, p. 317-324.

DELACROIX, C. (1995), « La falaise et le rivage. Histoire du “tournant critique” », *Espaces Temps*, vol. 59, n° 1, p. 86-111.

DELACROIX, C. (2010), « Linguistic Turn », dans : DELACROIX, C., DOSSE, F., GARCIA, P. et N. OFFENSTADT (dir.), *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, p. 476-490.

DELARUE, J. (1984), « Théorie du déséquilibre, chômage et profit », *Critiques de l'économie politique*, n° 28, p. 93-113.

DELMAS, C. (2011), *Sociologie politique de l'expertise*, Paris, La découverte.

DENISON, E. (1967), *Why Growth Rates Differ: Post-war Experience in Nine Western Countries*, Washington DC, Brookings Institution.

DENORD, F. (2004), « La conversion au néolibéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980 », *Mouvements*, vol. 5, n° 35, p. 17-23.

DENORD, F. (2007), *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis.

DENORD, F. et A. SCHWARTZ (2009), *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Paris, Raisons d'agir.

DESROSIERES, A. (1993), *La politique des grands nombres*, Paris, La Découverte.

DESROSIERES, A. (2003), « Historiciser l'action publique. L'Etat, le marché et les statistiques », dans : LABORIER, P. et D. TROM (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, p. 207-221.

DESROSIERES, A. (2008), « Analyse des données et sciences humaines : comment cartographier le monde social ? », *Journ@l Electronique d'Histoire des Probabilités et de la Statistique* ([www.jehps.net](http://www.jehps.net)), vol. 4, n° 2, p. 11-19.

DIXIT, A. (1976), « Public Finance in a Keynesian Temporary Equilibrium », *Journal of Economic Theory*, vol. 39, n° 1-2.

DIXIT, A. (1978), « The Balance of Trade in a Model of Temporary Equilibrium with Rationing », *The Review of Economic Studies*, vol. 45, n° 3, p. 393-404.

DOS SANTOS FERREIRA, R. (2015), « Macroeconomic Disequilibrium Theory: To What Extent Was it *Non-Walrasian*? », Communication à la conférence internationale *Against Walras*, Centre d'Economie de la Sorbonne (CES), Paris, 25-26 septembre 2015.

DOSTALER, G. (2001), « De J.R. à John ou les métamorphoses de Hicks, éléments de biographie intellectuelle », *Cahiers d'économie politique*, vol. 1, n° 39, p. 9-23.

- DOUGLAS, P. (1934), *Theory of Wages*, New-York, MacMillan.
- DRAZEN, A. (1980), « Recent Developments in Macroeconomics Disequilibrium Theory », *Econometrica*, vol. 48, n° 2, p. 283-306.
- DREYFUS, F. (2005), « Décalages ou faiblesse de l'outillage théorique? La science politique de la seconde moitié des années 1970 », *Raisons politiques*, vol. 2, n° 18, p. 7-25.
- DREZE, J. (1964), « Some Postwar Contributions of French Economists to Theory and Public Policy: With a Special Emphasis on Problems of Resource Allocation », *The American Economic Review*, vol. 54, n° 4, p. 2-64.
- DREZE, J. (1975), « Existence of an Exchange Equilibrium under Prices Rigidities », *International Economic Review*, vol. 16, n° 2, p. 301-320.
- DREZE, J. (1987), « Underemployment Equilibria: From Theory to Econometrics and Policy », *European Economic Review*, vol. 31, n°1, p. 9-34.
- DREZE, J. (1995a), *Pour l'emploi, la croissance et l'Europe*, Paris, De Boeck.
- DREZE, J. (1995b), « L'emploi en Europe », *Recherches Economiques de Louvain*, vol. 61, n° 2, p. 159-180.
- DREZE, J. (2005), « La politique économique », *Reflets et perspectives de la vie économique*, vol. 1, Tome XLIV, p. 115-118.
- DREZE, J. et C. BEAN (1990), « European Unemployment: Lessons from a Multi-country Econometric Study », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 92, n° 2, p. 135-165.
- DREZE, J. et al. (1991), *Europe's Unemployment Problem*, Cambridge, MIT Press.
- DREZE, J. et F. MODIGLIANI (1981), « The Trade-off between Real Wages and Employment in an Open Economy (Belgium) », *European Economic Review*, vol. 15, n° 1, p. 1-40.
- DUARTE, P. (2012), « Not Going Away? Microfoundations in the Making of a New Consensus in Macroeconomics », dans : DUARTE, P. et G. LIMA (dir.), *Microfoundations Reconsidered. The Relationships of Micro and Macroeconomics in Historical Perspective*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 190-236.
- DUARTE, P. et G. LIMA (2012), « Introduction: Privileging Micro over Macro? A History of Conflicting Positions », dans : DUARTE, P. et G. LIMA (dir.), *Microfoundations Reconsidered. The Relationships of Micro and Macroeconomics in Historical Perspective*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 1-18
- DUNLOP, J. (1938), « The Movements of Real and Money Wages », *The Economic Journal*, vol. 48, n° 191, p. 413-434.
- EHRENBERG R. et R. OAXACA (1976), « Unemployment Insurance, Duration of Unemployment, and Subsequent Wage Gain », *The American Economic Review*, vol. 66, n° 5, p. 754-766.

- EICHNER, A. (1982), « La théorie post-keynésienne et la recherche empirique », *L'Actualité économique*, vol. 58, n° 1-2, p. 223-247.
- FAIR, R. et D. JAFFEE (1972), « Methods of Estimation for Markets in Disequilibrium », *Econometrica*, vol. 40, n° 3, p. 497-514.
- FAYOLLE, J. (1974), « L'attitude des entreprises face à la concurrence étrangère », *Economie et Statistique*, n° 124, p. 59-78.
- FAYOLLE, J. (1993), « La politique économique et l'emploi : retour critique sur une décennie », *Revue française d'économie*, vol. 8, n° 4, p. 3-49.
- FELDTSEIN, M. (1973a), « Tax Incentives, Corporate Saving, and Capital Accumulation in the United States », *Journal of Public Economics*, vol. 2, n° 2, p. 159-171.
- FELDTSEIN, M. et G. FANE (1973b), « Taxes, Corporate Dividend Policy and Personal Savings: The British Postwar Experience », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 55, n° 4, p. 399-411.
- FILDES, R. (1985), « Quantitative Forecasting – the State of the Art: Econometric Models », *Journal of the Operational Research Society*, vol. 37, n° 7, p. 549-580.
- FISHER, I. (1933), « The Debt-Deflation Theory of Great Depressions », *Econometrica*, vol. 1, n° 4, p. 337-357.
- FISHER, S. (1977), « Long Term Contracts, Rational Expectations and the Optimum Money Supply Rule », *Journal of Political Economy*, vol. 145, n° 1, p. 191-206.
- FITOUSSI, J.-P. (2004), *L'idéologie du monde. Chroniques d'économie politique*, Paris, Le Monde et éditions l'aube.
- FITOUSSI, J.-P. et J. LE CACHEUX (1988), « Rupture et continuités dans l'orientation des politiques macroéconomiques des pays de l'OCDE », *Revue de l'OFCE*, n° 22, p. 131-164.
- FITOUSSI, J.-P. et P.-A. MUET (1988), « Des princes, des docteurs et des vicissitudes économiques en Europe et aux Amériques », *Revue française d'économie*, vol. 3, n° 4, p. 63-93.
- FOG, B. (1956), « A Study of Cost Curves in Industry », *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 77, p. 44-53.
- FONTENEAU, A. (1982), « La fiabilité des prévisions macro-économiques à court terme : douze ans d'expérience française (1970-1981), *Observations et diagnostics économiques : revue de l'OFCE*, vol. 2, n° 1, p. 69-111.
- FONTENEAU, A. et A. GUBIAN (1985), « Comparaison des relances françaises de 1975 et 1981-1982 », *Revue de l'OFCE*, n° 12, p. 123-156.
- FOUCAULT, M. (2004), *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France : 1978-1978*, Paris, Seuil.

FOURCADE, Marion (2009), *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*, Princeton, Princeton University Press.

FOURQUET, F. (1980), *Les comptes de la puissance – histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Clamecy, Recherches.

FOURGEAUD, C. et P. MICHEL (1980), « Analyse dynamique de déséquilibre », *mimeo*, Université Paris 1.

FRANC, P. (1997), *Les anticipations rationnelles*, Genève-Paris, Droz.

FRIEDMAN, M. (1948), « A Monetary and Fiscal Framework for Economic Stability », *American Economic Review*, vol. 38, n° 3, p. 245-264.

FRIEDMAN, M. (1953), « The Methodology of Positive Economics », dans : FRIEDMAN, M. (1953), *Essays in Positive Economics*, Chicago, University of Chicago Press.

FRIEDMAN, M. (1959), *A Program for Monetary Stability*, New-York, Fordham University Press.

FRIEDMAN, M. (1968), « The Role of Monetary Policy », *American Economic Review*, vol. 58, n°1, p.1-17.

FRIEDMAN, M. (1974), « A Theoretical Framework for Monetary Analysis », in: GORDON, R. (dir.), *Milton Friedman's Monetary Framework*, Chicago, University of Chicago Press, p.1-62.

FRIEDMAN, M. et A. SCHWARTZ (1963), *A Monetary History of the United States*, Princeton, Princeton University Press.

FRISCH, R. (1933), « Propagation Problems and Impulse Problems in Dynamic Economics », dans : *Economic Essays in Honor of Gustav Cassel*, Londres, George Allen and Unwin, p.171-206

GADREY, J. (2009), « Les liaisons dangereuses », article consultable sur son blog : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/09/21/les-liaisons-dangereuses/>

GAFFARD, J.-L. (1999), « La dynamique hors de l'équilibre. Les contributions parallèles de F. A. Hayek et J. R. Hicks », *Revue économique*, vol. 50, n° 2, p. 255-271.

GAFFARD, J.-L. (2001), « De l'équilibre à la séquence: la méthode d'analyse économique dynamique de J. R. Hicks », *Cahiers d'économie politique*, vol. 1, n° 39, p. 161-174.

GAITI, B. (2014), « L'érosion discrète de l'Etat-providence dans la France des années 1960 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 201-202, p. 58-71.

GALI, J. et M. GERTLER (2007), « Macroeconomic Modelling for Monetary Policy Evaluation », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 21, n° 4, p. 25-45.



GIAVAZZI, F., ODEKON, M. et C. WYPLOSZ (1982), « Simulating an Oil Shock with Sticky Prices », *European Economic Review*, vol. 18, n° 1, p. 11-33.

GINZBURG, C. (1980), « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, vol. 6, n° 6, p. 3-44.

GINZBURG, C. et C. PONI (1981), « La micro-histoire », *Le Débat*, vol. 10, n° 17, p. 133-136.

GODECHOT, O. (2011), « How Did the Neoclassical Paradigm Conquer a Multi-disciplinary Research Institution », *Revue de la régulation* (En ligne: 10 | 2e semestre / Autumn 2011, mis en ligne le 21 décembre 2011. URL: <https://regulation.revues.org/9429>).

GOLDFELD, S. et R. QUANDT (1975), « Estimation of a Disequilibrium Model and the Value of Information », *Journal of Econometrics*, vol. 3, n° 4, p. 325-348.

GOODHART, C. (1975), *Money, Information and Uncertainty*, Londres, MacMillan.

GOODFRIEND, M. et R. KING (1997), « The New Neoclassical Synthesis and the Role of Monetary Policy », dans : *NBER Macroeconomics Annual 1997*, vol. 12, Cambridge, MIT Press, p. 231-296.

GORDON, R. (1990), « What is New-Keynesian Economics? », *Journal of Economic Literature*, vol. 28, n° 3, p. 1115-1171.

GORDON, R. et L. KLEIN (1965), *Readings in Business Cycles*, Londres, Allen & Unwin.

GOURIEROUX, C., LAFFONT, J.-J. et A. MONTFORT (1984), « Econométrie des modèles d'équilibre avec rationnement : une mise à jour », *Annales de l'INSEE*, n° 55-56, p. 5-38.

GOUTSMEDT, A. (2016), « Sargent face à Lucas. Une autre ambition pour la théorie des anticipations rationnelles », *CES working paper*. A paraître.

GOUTSMEDT, A., PINZON-FUCHS, E., RENAULT, M. et F. SERGI (2015), « Criticizing the Lucas Critique: Macroeconometricians' Response to Robert Lucas », *working paper*, Centre d'Economie de la Sorbonne 2015.59 – ISSN : p. 1955-611X. 2015

GRANDMONT, J.-M. (1974), « On the Short-Run Equilibrium in a Monetary Economy », dans : DREZE, J. (dir.), *Allocation under Uncertainty, Equilibrium and Optimality*, Londres, MacMillan Press, p. 213-228.

GRANDMONT, J.-M. (1976), « Théorie de l'équilibre temporaire général », *Revue économique*, vol. 27, n° 5, p. 805-43.

GRANDMONT, J.-M. (1977), « The Logic of the Fix-Price Method », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 79, n° 2, p. 169-186.

GRANDMONT, J.-M. (1987), « Classical and Keynesian Unemployment in the IS-LM Model », dans : DE CECCO, M. et J.-P. FITOUSSI (dir.), *Monetary Theory and Economic Institutions*, New-York, Palgrave Macmillan, p. 66-94.

GRANDMONT, J.-M. (1989), « Keynesian Issues and Economic Theory », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 91, n° 2, p. 265-293.

GRANDMONT, J.-M. et G. LAROQUE (1976), « On Temporary Keynesian Equilibria », dans : G. HARCOURT (dir.), *Microeconomic Foundations of Macroeconomics*, Londres, MacMillan.

GRANJOU, C. (2003), « L'expertise scientifique à destination politique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 1, n° 114, p. 175-183.

GREEN, C. (1978), « The Theory of Unemployment Reconsidered by Edmund Malinvaud », *The Canadian Journal of Economics*, vol. 11, n° 4, p. 775-777.

GREENWALD, B. et J. STIGLITZ (1987), « Keynesian, New Keynesian and New Classical Economics », *Oxford Economic Papers*, vol. 39, n° 1, p. 119-133.

GREENWALD, B. et J. STIGLITZ (1993), « New and Old Keynesians », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 7, n° 1, p. 23-44.

GROSSMAN, H. (1969), « Theories of Markets without Recontracting », *Journal of Economic Theory*, vol. 1, p. 476-479.

GROSSMAN, H. (1971), « Money, Interest and Prices in Market Disequilibrium », *Journal of Political Economy*, vol. 79, n° 5, p. 943-961.

GROSSMAN, H. (1972a), « Was Keynes A “Keynesian”? A Review Article on Keynesian Economics and the Economics of Keynes by Axel Leijonhufvud », *Journal of Economic Literature*, vol. 10, n° 1, p. 26-30.

GROSSMAN, H. (1972b), « A Choice-Theoretic Model of an Income-Investment Accelerator », *The American Economic Review*, vol. 62, n° 4, p. 630-641.

GROSSMAN, H. (1973), « Aggregate Demand, Job Search and Employment », *Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 6, p. 1353-1369.

GROSSMAN, H. (1974a), « The Nature of Quantities in Market Disequilibrium », *The American Economic Review*, vol. 64, n° 3, p. 503-514.

GROSSMAN, H. (1974b), « Effective Demand Failures », *The Swedish Journal of Economics*, vol. 76, n° 3, p. 358-365.

GROSSMAN, H. (1975), « Tobin on Macroeconomics: A Review Article », *Journal of Political Economy*, vol. 83, n° 4, p. 829-848.

GROSSMAN, H. (1978), « Risk Shifting, Layoffs, and Seniority », *Journal of Monetary Economics*, vol. 4, n° 4, p. 661-686.

GROSSMAN, H. (1979a), « Why Does Aggregate Employment Fluctuate? », *The American Economic Review*, Papers and Proceedings of the Ninety-First Annual Meeting of the American Economic Association, vol. 69, n° 2, p. 64-69.

GROSSMAN, H. (1979b), « Employment Fluctuations and the Mitigation of Risk », *Economic Inquiry*, vol. 17, n° 3, p. 344-358.

GUERRIEN, B. (2004), « Y a-t-il une science économique? », *L'Economie politique*, vol. 2, n° 22, p. 97-109.

GUILHAUMOU, J. (1993), « A propos de l'analyse de discours : les historiens et le "tournant linguistique" », *Langage et société*, n° 65, p. 5-38.

HAAVELMO, T. (1944), « The Probability Approach in Econometrics », *Econometrica*, vol. 12, Supplement, p. iii-vi+1-15.

HABERLER, G. (1980a), « Critical Notes on Rational Expectations », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 12, n° 4, Part 2: Rational Expectations, p. 833-836.

HABERLER, G. (1980b), « Notes on Rational and Irrational Expectations », *American Enterprise Institute for Public Policy Research*, n° 111, Washington D.C.

HACOHEN, M. (2007), « Rediscovering Intellectual Biography – and its Limits », *History of Political Economy*, vol. 39, Suppl. 1, p. 9-29.

HAHN, F. (1978), « On Non-Walrasian Equilibria », *Review of Economic Studies*, vol. 45, n° 1, p. 1-17.

HAHN, F. et T. NEGISHI (1962), « A Theorem of Non-Tâtonnement Stability », *Econometrica*, vol. 30, n° 3, p. 463-469.

HAHN, F. et R. SOLOW (1997), *A Critical Essay on Modern Macroeconomic Theory*, Cambridge, MIT Press.

HAILSTONES, T. (1982) (dir.), *View Points on Supply-Side Economics*, Richmond, Robert F. Dame.

HAIRAULT, J.-O. (1992), « Présentation et évaluation du courant des cycles réels », *Economie & prévision*, vol. 5, n° 106, p. 1-22.

HALL, R. (1980), « Labor Supply and Aggregate Fluctuations », dans : BRUNNER, K. et A. MELTZER (dir.), *On the State of Macroeconomics*, Carnegie-Rochester Conference on Public Policy, vol. 12, Amsterdam, North-Holland, p. 7-33.

HALSMAYER, V. et K. HOOVER (2015), « Solow's Harrod: Transforming Macroeconomic Dynamics into a Model of Long-Run Thought », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 23, n° 4, p. 1-36.

HANSEN, L. et J. HECKMAN (1996), « The Empirical Foundations of Calibration », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 10, n° 1, p. 87-104.

HARCOURT, G. (dir.) (1977), *Microeconomic foundations of macroeconomics*, Londres, MacMillan.

HARTLEY, J. (2014), « The Quest for Microfoundations », *Æconomia. History, Methodology, Philosophy*, vol. 4, n° 2, p. 237-247.

HAUSMAN, D. (1992), *The Inexact and Separate Science of Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.

HAYEK, F. (1932), « A Note on the Development of the Doctrine of “Forced Saving” », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 47, n° 1, p. 123-133.

HECKMAN, J. et T. MACURDY (1988), « Empirical Tests of Labour Market Equilibrium: An Evaluation », dans : BRUNNER, K. et A. MELTZER (dir.), *Stabilization Policies and Labour Markets*, Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, vol. 28, Amsterdam, North-Holland, p. 231-258.

HELIWELL, J. (1988), « Comparative Macroeconomics of Stagflation », *Journal of Economic Literature*, vol. 26, n° 1, p. 1-28.

HENDRY, D. et M. MORGAN (1995) (dir.), *The Foundations of Econometric Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press.

HENIN, P.-Y. (1983), « L’impact macroéconomique d’un choc pétrolier », *Revue Economique*, vol. 34, n° 5, p. 865-896.

HENIN, P.-Y. et P. MICHEL (1985a), « Une représentation IS-LM des équilibres macroéconomiques avec rationnement », dans : BARRERE, A. (dir.), *Keynes aujourd’hui : théories et politiques*, Paris, Economica, p. 101-116.

HENIN, P.-Y. et P. MICHEL (1985b), « L’extension du modèle IS-LM aux différents régimes d’équilibre avec rationnement », *Revue économique*, vol. 36, n° 4, p. 643-667.

HICKS, J. (1932), *A Theory of Wages*, Londres, MacMillan.

HICKS, J. (1937), « Mr Keynes and the Classics: A suggested Interpretation », *Econometrica*, vol. 5, n° 2, p. 147-59.

HICKS, J. (1939 [1946]), *Value and Capital – An Inquiry into some Fundamental Principles of Economic Theory*, 2<sup>nd</sup> ed., Oxford, Clarendon.

HICKS, J. (1956), *A Contribution to the Theory of the Trade Cycle*, Oxford, Clarendon.

HICKS, J. (1965), *Capital and Growth*, Oxford, Oxford University Press.

HICKS, J. (1969), *A Theory of Economic History*, Oxford, Oxford University Press.

HICKS, J. (1973a), *Capital and Time: A Neo-Austrian Theory*, Oxford, Oxford University Press.

HICKS, J. (1973b), « The Mainspring of Economic Growth », *The Swedish Journal of Economics*, vol. 75, n° 4, p. 336-348.

- HICKS, J. (1974 [1988]), *La crise de l'économie keynésienne*, Paris, Fayard.
- HICKS, J. (1977), *Economic Perspectives: Further Essays on Money and Growth*, Oxford, Clarendon.
- HICKS, J. (1981), *Wealth and Welfare: Collected Essays in Economic Theory*, vol. I, Oxford, Basil Blackwell.
- HICKS, J. (1982), *Money, Interest and Wages: Collected Essays in Economic Theory*, vol. II, Cambridge, Harvard University Press.
- HICKS, J. (1983), *Classics and Moderns: Collected Essays in Economic Theory*, vol. III, Oxford, Basil Blackwell.
- HICKS, J. (1989), « An Accountant among Economists: Conversations with Sir John R. Hicks », propos recueillis par A. Klammer, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 3, n° 4, p. 167-180.
- HILDENBRAND, K. et W. HILDENBRAND (1978), « On Keynesian Equilibria with Unemployment and Quantity Rationing », *Journal of Economic Theory*, vol. 18, p. 225-277.
- HONKAPAJHA, S. (1979), « On the Dynamics of Disequilibria in a Macro Model with Flexible Wages and Prices », dans : AOKI, M. et A. MARZOLLO (dir.), *New Trends in Dynamic System Theory and Economics*, New-York, Academic Press, p. 303-336.
- HONKAPAJHA, S. (1980), « The Employment Multiplier after Disequilibrium Dynamics », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 82, n° 1, p. 1-14.
- HONKAPAJHA, S. et T. ITO (1980), « Inventory Dynamics in a Simple Disequilibrium Macroeconomic Model », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 86, n° 2, p. 184-198.
- HOOVER, K. (1988), *New Classical Macroeconomics: A Sceptical Inquiry*, Oxford, Basil-Blackwell.
- HOOVER, K. (2001), *The Methodology of Empirical Macroeconomics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HOOVER, K. (2010), « Idealizing Reduction: The Micro-foundations of Macroeconomics », *Erkenntnis*, vol. 73, n° 3, p. 329-347.
- HOOVER, K. (2012), « Microfoundational Programs », dans : DUARTE, P. et G. LIMA (2012) (dir.), *Microfoundations Reconsidered. The Relationships of Micro and Macroeconomics in Historical Perspective*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 19-62.
- HOWARD, D. (1976), « The Disequilibrium Model in a Controlled Economy: An Empirical Test of the Barro-Grossman Model », *American Economic Review*, vol. 66, n° 5, p. 871-879.
- HOWITT, P. (1979), « Evaluating the Non-Market-Clearing Approach », *The American Economic Review*, Papers and Proceedings of the Ninety-First Annual Meeting of the American Economic Association, vol. 69, n° 2, p. 60-63.

d'IRIBARNE, P. (1970), *La science et le prince*, Paris, dir. Denoël.

INSEE (1996), *50 ans d'INSEE ou la conquête du chiffre*, Paris, INSEE.

INSEE (2015), « Liste des documents du don Malinvaud à la bibliothèque de l'Insee », document distribué à l'occasion de l'exposition : *Edmond Malinvaud – Parcours d'un économiste d'exception (1923-2015)*.

IRES (2005), *Les mutations de l'emploi en France*, Paris, La Découverte.

JACKEL, H. (1980), « Labor Demand and Inventories under Stochastic Rationing », *Zeitschrift für die Gesamte Staatswissenschaft*, vol. 136, n° 2, p. 249-265.

JACKMAN, R., PISSARIDES, C. et S. SAVOURI (1990), « Labour Market Policies and Unemployment in the OECD », *Economic Policy*, vol. 5, n° 11, p. 449-490.

JAFFE, W. (1981), « Another Look at Léon Walras' Theory of Tâtonnement », *History of Political Economy*, vol. 18, p. 313-36.

JANSSEN, M. (1991), « What is this Thing Called Microfoundations », *History of Political Economy*, vol. 23, n° 4, p. 687-712.

JANSSEN, M. (2008), « Microfoundations », dans : DURLAUF, S. et L. BLUME (dir.), *The New Palgrave Dictionary of Economics*, 2<sup>nd</sup> edition, Londres, MacMillan.

JENSEN, H. (1979), « The Theory of Unemployment Reconsidered by Edmond Malinvaud », *Southern Economic Journal*, vol. 45, n° 4, p. 1317-1319.

JOBERT, B. et B. THERET (1994), « La consécration républicaine du néolibéralisme », dans : JOBERT, B. (dir.), *Le tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, p. 21-85.

JOHANSEN, L. (1982), « Econometric Models and Economic Planning and Policy: Some Trends and Problems », dans : HAZEWINKEL, M. et A. RINNOY KAN (dir.), *Current Developments in the Interface: Economics, Econometrics, Mathematics*, p. 91-120.

KAESER, M.-A. (2003), « La science vécue. Les potentialités de la biographie en histoire des sciences », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 1, n° 8, p. 139-160.

KAESER, M.-A. (2004), *L'univers du préhistorien. Science, foi et politique dans l'œuvre et la vie d'Edouard Desor (1811-1882)*, Paris, L'Harmattan.

KAHN, R. (1931), « The Relation of Home Investment to Unemployment », *The Economic Journal*, vol. 41, n° 62, p. 173-198.

KAHN, R. (1977), « Malinvaud on Keynes », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 1, p. 375-388.

KATONA, G. (1980), « How Expectations are really formed », *Challenge*, vol. 23, n° 5, p. 32-35.

- KEYNES, J. N. (1891), *The Scope and Method of Political Economy*, Londres, MacMillan.
- KEYNES, J. M. (1930), *A Treatise on Money*, Londres, MacMillan.
- KEYNES, J. M. (1936 [2005]), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. Jean de Largentaye, Paris, Payot.
- KEYNES, J. M. (1939), « Relative Movement on Real Wages and Output », *The Economic Journal*, vol. 49, n° 193, p. 34-51.
- KILLINGSWORTH, M. (1983), *Labor Supply*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KING, J. (2012), *The Microfoundations Delusion. Metaphor and Dogma in the History of Macroeconomics*, Cheltenham, Edward Elgar.
- KIRMAN, A. (1992), « Whom or What Does the Representative Agent Represent? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 6, n° 1, p. 126-139.
- KLEIN, L. (1947), *The Keynesian Revolution*, New York, MacMillan.
- KLEIN, L. (1950), *Economic Fluctuations in the United States: 1921-1941*, New York, John Wiley.
- KLEIN, L. (1953), *A Textbook of Econometrics*, New York, Evanston.
- KLEIN, L. (1968), *An Essay on the Theory of Economic Prediction*, Helsinki, Yrjo Jahnssoonin Saatio.
- KLEIN, L. (1979), « What is Macroeconomics? », dans : BARKAI, H., FISHER, S. et N. LIVIATAN (dir.), *Monetary Theory and Thought: Essays in Honour of Don Patinkin*, Palgrave Macmillan UK, p. 35-54.
- KLEIN, L. et A. GOLDBERGER (1955), *An Econometric Model of the United States, 1929-1952*, Amsterdam, North-Holland.
- KOOIMAN, P. et T. KLOEK (1985), « An Empirical Two-Market Disequilibrium Model for Dutch Manufacturing », *European Economic Review*, vol. 29, n° 3, p. 323-354.
- KOOPMANS, T. (1947), « Measurement without Theory », *Review of Economics and Statistics*, vol. 29, n° 3, p. 161-172.
- KOOPMANS, T. (1970), *Scientific Papers of Tjalling C. Koopmans*, Berlin, Springer.
- KORNAI, J. (1980), *Economics of Shortage*, Amsterdam, North-Holland.
- KORNAI, J. (1982), *Growth, Shortage and Efficiency: A Macrodynamical Model of the Socialist Economy*, Oxford, Basil-Blackwell.
- KORNAI, J. (1985), « Comment », dans : ARROW, K. et S. HONKAPOHJA (dir.), *Frontiers of Economics*, Oxford, Basil Blackwell, p. 379-390.

- KUHN, T. (1962 [1972]), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion.
- KYDLAND, F. et E. PRESCOTT (1977), « Rules Rather than Discretion: the Inconsistency of Optimal Plans », *Journal of Political Economy*, vol. 85, n° 3, p. 473-491.
- KYDLAND, F. et E. PRESCOTT (1982), « Time to build and aggregate fluctuations », *Econometrica*, vol. 50, n° 6, p. 1345-1370.
- LAFFONT, J.-J. (1985), « Fixed-Price Models: A Survey of Recent Empirical Work », dans : ARROW, K. et S. HONKAPOHJA (dir.), *Frontiers of Economics*, Oxford, Basil Blackwell, p. 328-367.
- LAFFONT, J.-J. et R. GARCIA (1975), « Disequilibrium Econometrics for Business Loans », *Econometrica*, vol. 45, n° 5, p. 1187-1204.
- LAFFONT, J.-J. et A. MONTFORT (1984), « Économétrie des modèles d'équilibre avec rationnement », *Annales de l'INSEE*, n° 24, p. 3, 5-40.
- LAIDLER, D. (2008), « Axel Leijonhufvud and the Quest for Micro-foundations: Some Reflections », dans : FARMER, R. (dir.), *Macroeconomics in the Small and the Large*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 1-22.
- LAKATOS, I. (1978), *The Methodology of Scientific Research Programs*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LAFFER, A. et J. SEYMOUR (1979) (dir.), *The Economics of the Tax Revolt: A Reader*, New-York, Harcourt Brace Jovanovich.
- LALLEMENT, J. (2000), « Prix et équilibre selon Léon Walras », dans : BERAUD A. et G. FACCARELLO (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, vol. 2, Paris, La Découverte, p. 449-497.
- LAMBERT, J.-P. (1983), « Modèles macroéconomiques de rationnement et enquêtes de conjoncture », *Recherches Economiques de Louvain*, vol. 49, n° 3, p. 225-245.
- LAMBERT, J.-P. (1984), *Disequilibrium Macro Models Based on Business Survey Data: Theory and Estimation for the Belgium Manufacturing Sector*, PhD Dissertation, Louvain.
- LAMBERT, R. (2012), « Les liaisons dangereuses des 'experts' ès économie », dans : HALIMI, S. et al. (2012), *Economistes à gages*, Prendre parti, LLL, p. 11-31.
- LAMOTTE, H. et J.-P. VINCENT (1993), *La nouvelle macroéconomie classique*, Paris, PUF.
- LAPIDUS, A. (1996), « Introduction à une *Histoire de la pensée économique* qui ne verra jamais le jour », *Revue économique*, vol. 47, n° 4, p. 867-892.
- LARCENEUX, A. (1986), « La genèse du concept de macroéconomie: Schumpeter, Marx, Keynes », *Cahiers d'économie politique*, n° 10-11, p. 195-212.
- LAROQUE, G. (1986), « Le chômage des années 1970 était-il classique ? », *L'Actualité économique*, vol. 62, n° 3, p. 349-364.



LAROQUE, G. (1989), « Comparative Estimates of a Macroeconomic Disequilibrium Model », *European Economic Review*, vol. 33, p. 963-988.

LAROQUE, G. et B. SALANIE (1995), « Macroeconometric Disequilibrium Models », dans : PESARAN, H. et M. WICKENS (dir.), *Handbook of Applied Econometrics – vol. I: Macroeconomics*, Basil Blackwell, Oxford, p. 391-414.

LATOURE, B. (1994), *Pasteur, une science, un style, un siècle*, Paris, Perrin.

LAUDEREAU, J. et A. DIEMER (2010), « L'activité du Groupe de Recherches Economiques et Sociales (GRECS) », dans : DIEMER, A. et al. (dir.) *Maurice Allais et la théorie économique*, Paris, Clément Juglar, p. 309-314.

LAURENT, T. et H. ZAJDELA (1999), « De l'équilibre de sous-emploi au chômage : la recherche des fondements micro-économiques de la rigidité des salaires », *Cahiers d'économie politique*, vol. 34, n° 1, p. 41-65.

LAVOIE, M. (1986), « Chômage classique et chômage keynésien : un prétexte aux politique d'austérité », *Economie appliquée*, vol. 39, n° 2, p. 203-238.

LE MERRER, P. (2011), « L'affirmation de l'économie comme discipline scientifique : une histoire française particulière », *Tracés. Revue de Sciences humaines* (En ligne : #11 | 2011, mis en ligne le 01 décembre 2013, URL : <http://traces.revues.org/5313>).

LE VAN-LEMESLE, L. (2004), « Les théories économiques et la crise de 1973 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, n° 84, p. 83-92.

LEBARON, F. (2000), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil.

LECHUGA, A (1985), « Marx était-il un tenant de la théorie du "chômage classique" ? », *Mélanges offerts à Max Cluseau*, Toulouse, Presses IEP, p. 367-376.

LEIJONHUFVUD, A. (1968), *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*, New York, Oxford University Press.

LEIJONHUFVUD, A. (1973), « Effective Demand Failures », *The Swedish Journal of Economics*, vol. 75, n° 1, p. 27-48

LERMERCIER, C. et C. ZALC (2008), *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte.

LEROUX, A. et A. MARCIANO (1998), *La philosophie économique*, Paris, PUF.

LEVI, G. (1989), « Les usages de la biographie », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 44, n° 6, p. 1325-1336.

LEVY-GARBOUA, V. et G. MAAREK (1985), *La dette, le boom et la crise*, Paris, Atlas-Economica.

LONG, J. et C. PLOSSER (1983), « Real Business Cycles », *Journal of Political Economy*, vol. 91, n° 1, p. 39-69.

LORDON, F. (1997), « Le désir de "faire science" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 119, p. 27-35.

LORDON, F. (2012), « La crise économique comme évènement passionnel », *Critique*, vol. 8, n° 783-784, p. 699-709.

LUCAS, R. (1972), « Expectations and the Neutrality of Money », *Journal of Economic Theory*, vol. 4, n° 2, p. 103-24.

LUCAS, R. (1973), « Some International Evidence on Output-Inflation Tradeoffs », *The American Economic Review*, vol. 63, n° 3, p. 326-334.

LUCAS, R. (1975), « An Equilibrium Model of the Business Cycles », *Journal of Political Economy*, vol. 83, n° 6, p. 1113-1144.

LUCAS, R. (1976), « Econometric Policy Evaluation: A Critique », *Journal of Monetary Economics*, vol. 1, p. 19-46.

LUCAS, R. (1980), « Rules, Discretion, and the Role of the Economic Advisor », dans : STANLEY, S. (dir.), *Rational Expectations and Economic Policy*, Chicago, University of Chicago Press, p. 199-210.

LUCAS, R. (1981), « Tobin and Monetarism: A Review Article », *Journal of Economic Literature*, vol. 19, n° 2, p. 558-567.

LUCAS, R. (1987), *Models of Business Cycles*, Oxford, Blackwell.

LUCAS, R. (1988), « Entretien avec Robert Lucas », dans : KLAMER, A. (1988), *Entretiens avec des économistes américains*, Paris, Seuil, p. 49-84.

LUCAS, R. et L. RAPPING (1969), « Real Wages, Employment, and Inflation », *Journal of Political Economy*, vol. 77, n° 5, p. 721-754.

LUCAS, R. et T. SARGENT (1978), « After Keynesian Macroeconomics », dans : *After the Phillips Curve: Persistence of High Inflation and High Unemployment*, Boston, Federal Reserve Bank of Boston, p. 49-72.

LUCAS, R. et N. STOKEY (1983), « Optimal Fiscal and Monetary Policy in an Economy without Capital », *Journal of Monetary Economics*, vol. 12, n° 1, p. 55-93.

LINDBECK, A. (1986), « Comment on E. Malinvaud, "Pure Profits as Forced Saving" », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 88, n° 1, p. 131-135.

LUNDBERG, E. (1986), « Comment on E. Malinvaud, "Pure Profits as Forced Saving" », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 88, n° 1, p. 137-140.

MACHLUP, F. (1943), « Forced or Induced Saving: An Exploration into Its Synonyms and Homonyms », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 25, n° 1, p. 26-39.

- MADDALA, G. et F. NELSON (1974), « Maximum Likelihood Methods for Models of Markets in Disequilibrium », *Econometrica*, vol. 42, n° 6, p. 1013-1030.
- MALGRANGE, P., LAFFARGUE, J.-P. et A. EPAULARD (2008), « La modélisation macroéconomique DSGE. Présentation générale », *Economie & prévision*, vol. 183, n° 2, p. 1-13.
- MALINVAUD, E. (1950), « L'expérience travailliste et la pensée économique anglaise », *Nouvelle revue de l'économie contemporaine*, n° 7, p. 18-22.
- MALINVAUD, E. (1953), « Capital Accumulation and Efficient Allocation of Resources », *Econometrica*, vol. 21, n° 2, p. 233-268.
- MALINVAUD, E. (1956), « L'agrégation dans les modèles économiques », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 4, p. 69-146.
- MALINVAUD, E. (1959), « Programmes d'expansion et taux d'intérêt », *Econometrica*, vol. 27, n° 2, p. 215-227.
- MALINVAUD, E. (1960), « De la décision unique à la décision séquentielle », *Economie Appliquée*, vol. 13, n° 1, p. 81-109.
- MALINVAUD, E. (1961), « The Analogy between Atemporal and Intertemporal Theories of Resources Allocation », *The Review of Economic Studies*, vol. 28, n° 3, p. 143-160.
- MALINVAUD, E. (1963), « Modèle et analyse statistique », dans : HIERCHE, H. (dir.), *Les techniques modernes de gestion des entreprises*, Paris, Dunod, p. 71-87.
- MALINVAUD, E. (1964), *Méthodes statistiques de l'économétrie*, Paris, Dunod.
- MALINVAUD, E. (1965a), « Les croissances optimales », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 8, Les programmes d'expansion, p. 71-100.
- MALINVAUD, E. (1965b), « Interest rates in the Allocation of Resources », dans : BRECHLING, F. et F. HAHN (dir.), *The Theory of Interest Rates*, Londres, Macmillan, p. 209-241.
- MALINVAUD, E. (1966a), « Capital et croissance : analyse de l'ouvrage de J. Hicks », *Analyse et prévision*, Tome 1, n° 5, p. 383-390.
- MALINVAUD, E. (1966b), « Préface », dans : VIET, J. (1966), *Input-output, essai de présentation documentaire du système de W. Leontief*, Mouton, Paris, p. 9-14.
- MALINVAUD, E. (1967), « Decentralized Procedures for Planning », dans : BACHARACH, M. et E. MALINVAUD (dir.), *Activity Analysis in the Theory of Growth and Planning*, Londres, Macmillan, p. 170-208.
- MALINVAUD, E. (1968), « Notes for the Study of Planning Procedures », *The Canadian Journal of Economics*, vol. 1, n° 1, p. 16-36.

MALINVAUD, E. (1969), *Leçons de théorie microéconomique*, Paris, Dunod (trois éditions revues et augmentées : 1971, 1975, 1982).

MALINVAUD, E. (1970), « L'analyse des données », *Annales de l'INSEE*, n°4, p. 3-8.

MALINVAUD, E. (1971a), « A planning Approach to the Public Good Problem », *The Swedish Journal of Economics*, vol. 73, n° 1, p. 96-112.

MALINVAUD, E. (1971b), « Deux applications des nouvelles techniques d'analyse des données », *Economie et Statistique*, vol. 19, n° 1, p. 47-52.

MALINVAUD, E. (1972), « The Scientific Papers of Tjalling C. Koopmans: A Review Article », *Journal of Economic Literature*, vol. 10, n° 3, p. 798-802.

MALINVAUD, E. (1973), « Induction et science économique », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 114, n° 4, p. 266-278.

MALINVAUD, E. (1975), « La science économique peut-elle ignorer la politique ? », débat reproduit dans : *Revue Politique et Parlementaire*, 77<sup>ème</sup> année, n° 859, p. 10-24.

MALINVAUD, E. (1976), « L'observation statistique des réalités économiques et sociales », Communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques (8 novembre 1976), *Revue des travaux de l'Académie*, 2<sup>ème</sup> trim., p. 661-685.

MALINVAUD, E. (1977 [1980a]), *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Oxford, Basil-Blackwell, trad. française de G. Santucci, revue et complétée par l'auteur.

MALINVAUD, E. (1977a), « Les grands échantillons de données individuelles et leur exploitation statistique », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 118, n° 1, p. 2-15.

MALINVAUD, E. (1977b), *Official Statisticians and Econometricians in the Present Day World*, 10<sup>th</sup> Geary Lecture, Dublin, The Economic and Social Research Institute.

MALINVAUD, E. (1978a), « Nouveaux développements de la théorie macroéconomique du chômage », *Revue Economique*, vol. 29, n°1, p. 9-25.

MALINVAUD, E. (1978b), « Some Problems of Prices and Incomes Policy in France », dans : STONE, R. et W. PETERSON (dir.), *Econometric Contributions to Public Policy*, Proceedings of a Conference held by the IEA at Urbino (Italy), Londres, Macmillan, p. 13-30.

MALINVAUD, E. (1980b), *Profitability and Unemployment*, Cambridge University Press, Cambridge (traduit et reproduit, dans : MALINVAUD, E. (1983a), *Essais sur la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy, ch. 1).

MALINVAUD, E. (1980c), « Les deux chômages », Interview de Malinvaud, *l'Expansion*, n° 156, octobre jour, p. 7-10.

MALINVAUD, E. (1980d), « 'Unemployment, Employment and Exports in British Manufacturing: a Non-Clearing Markets Approach' by Muellbauer and Winter », *European Economic Review Review*, vol. 13, n° 3, p. 413-415.

MALINVAUD, E. (1981a), *Théorie macroéconomique*, vol. 1 et 2 (le 2<sup>nd</sup> volume paraît en 1982), Paris, Dunod.

MALINVAUD, E. (1981b) « Préface », dans : *METRIC : une modélisation de l'économie française*, Paris, INSEE, p. 3-6.

MALINVAUD, E. (1981c), « L'économétrie et les besoins de la politique économique », *Commentaire*, 1981-1982, n° 16, p. 542-551.

MALINVAUD, E. (1982a), « Wages and Unemployment », *The Economic Journal*, vol. 92, n° 365, p. 1-12.

MALINVAUD, E. (1982b), « An Econometric Model for Macro-Disequilibrium Analysis », dans : HAZEWINKEL, M. et A. RINNOY KAN (dir.), *Current Developments in the interface: Economics, Econometrics, Mathematics*, Reidel, Dordrecht, p. 239-258.

MALINVAUD, E. (1982c), « La profitabilité comme facteur d'investissement », *Rheinisch Westfälische Akademie der Wissenschaften, Vorträge*, n° 310, p. 7-18.

MALINVAUD, E. (1982d), « Où en est la théorie macroéconomique ? », *Revue européenne des Sciences Sociales*, vol. 20, n° 62, p. 5-22.

MALINVAUD, E. (1983a), *Essais sur la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy.

MALINVAUD, E. (1983b), « Notes on Growth Theory with Imperfectly Flexible Prices », dans : FITOUSSI, J.P. (dir.), *Modern Macroeconomic Theory*, Oxford, B. Blackwell, p. 93-114.

MALINVAUD, E. (1984a), *Mass Unemployment*, Oxford, B. Blackwell.

MALINVAUD, E. (1984b), « La science économique aujourd'hui », *Revue Economique et Sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales*, 42<sup>ème</sup> année, p. 35-45.

MALINVAUD, E. (1984c), « Reflections on Macroeconomic Modelling », dans : MALGRANGE, P. et P.-A. MUET, *Contemporary Macroeconomic Modelling*, Oxford, B. Blackwell, p. 1-5.

MALINVAUD, E. (1985a) « Sur l'analyse macroéconomique du chômage », *l'Actualité Economique*, vol. 61, n° 2, p. 147-170.

MALINVAUD, E. (1985b), « Unemployment Insurance », *The Geneva Papers on Risk and Insurance*, vol. 10, n° 34, p. 6-22.

MALINVAUD, E. (1985c), « Le marché du travail en déséquilibre », dans : BARRERE, A. (dir.), *Keynes aujourd'hui : théories et politiques*, Paris, Economica, p. 462-477.

MALINVAUD, E. (1986a), « Les causes de la montée du chômage en France », *Revue Française d'Economie*, vol. 1, n° 1, p. 50-83.

MALINVAUD, E. (1986b), « Jusqu'où la rigueur salariale devrait-elle aller? Une exploration théorique de la question », *Revue Economique*, vol. 37, n° 2, p. 181-205.

MALINVAUD, E. (1986c), « Reflecting on the Theory of Capital and Growth », *Oxford Economic Papers*, vol. 38, n° 3, p. 367-385.

MALINVAUD, E. (1986d), « Pure Profits as Forced Savings », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 88, n° 1, p. 109-130.

MALINVAUD, E. (1986e), « Comment on T. Persson et L.E.O. Svenssons: “International Borrowing and Time-Consistent Fiscal Policy” », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 66, n° 1, p. 297-303.

MALINVAUD, E. (1987a), « The Legacy of European Stagflation », *European Economic Review*, vol. 31, n° 1-2, p. 53-65.

MALINVAUD, E. (1987b), « Capital productif, incertitudes et profitabilité », *Annales d'Economie et de Statistique*, n° 5, p. 1-36.

MALINVAUD, E. (1987c), « L'investissement des entreprises en France », *Revue d'Economie Industrielle*, vol. 40, n° 1, p. 9-12.

MALINVAUD, E. (1987d), « The Challenge of Macroeconomic Understanding », *Banco Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, n° 162, p. 219-238 (reproduit dans : KREGEL, A. [1989], *Recollections of Eminent Economists*, vol. 2, Londres, MacMillan, p. 297-316).

MALINVAUD, E. (1987e), « The ET Interview: Professor Edmond Malinvaud », propos recueillis par HOLLY A. et P. PHILLIPS, *Econometric Theory*, vol. 3, n° 2, p. 273-295.

MALINVAUD, E. (1988a), « Econométrie de l'investissement », *Recherches Economiques de Louvain*, vol. 54, n° 2, p. 141-149.

MALINVAUD, E. (1988b), « Real Wages and Employment – A Decade of Analysis », Stamp Memorial Lecture, University of Londres, reproduit dans : Malinvaud (1994a), *Diagnosing Unemployment*, p. 116-136.

MALINVAUD, E. (1988c), « Leçon inaugurale » (le 27 janvier 1988), Paris, Collège de France.

MALINVAUD, E. (1988d), « Econometric Methodology at the Cowles Commission: Rise and Maturity », *Econometric Theory*, vol. 4, n° 2, p. 187-209.

MALINVAUD, E. (1989a), « Observation in Macroeconomic Theory Building », *European Economic Review*, vol. 33, p. 205-223.

MALINVAUD, E. (1989b), « La connaissance des phénomènes économiques », dans : *Encyclopédie Philosophique Universelle*, vol. 1, L'univers philosophique, Paris, PUF, p. 1292-1297.

MALINVAUD, E. (1989c), « Le chômage. Quels enseignements émanent de la théorie économique », *Commentaire*, vol. 12, n° 45, p. 77-84.

MALINVAUD, E. (1989d), « Entretien avec Edmond Malinvaud », propos recueillis par M. BUNGENER et J.-F. PICARD, HISTCNRS (En ligne: <https://www.histcnrs.fr/archives-orales/malinvaud.html>).

MALINVAUD, E. (1990a), « The Macroeconomic Tradeoffs of Price and Income Policies », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 92, n° 2, p. 331-343.

MALINVAUD, E. (1990b), « Microéconomie et macroéconomie relèvent-elles des mêmes principes méthodologiques ? », dans : Association Française de Science Economique, *La méthodologie de l'économie théorique et appliquée aujourd'hui*, Paris, Nathan, p. 3-13.

MALINVAUD, E. (1990c), « Fondements micro-économiques de la macro-économie », dans : GREFFE, X. et al. (1990), *Encyclopédie économique*, Paris, Economica, p. 583- 607.

MALINVAUD, E. (1990d), « Propos de circonstance sur les orientations de la discipline économique », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 45<sup>ème</sup> année, n° 1, p. 115-121.

MALINVAUD, E. (1990e), « Progrès et écueils de la science économique », *L'Actualité économique*, vol. 66, n° 1, p. 5-13.

MALINVAUD, E. (1990f), « What Do We Mean by Explaining High Unemployment? », *Structural Change and Economic Dynamics*, vol. 1, n° 1, p. 15-26.

MALINVAUD, E. (1990g), « Lessons to be Learned from the European Unemployment of the 80s », *The Pakistan Development Review*, vol. 28, n° 4, p. 311-333.

MALINVAUD, E. (1991a), « A Medium Term Employment Equilibrium », dans : BARNETT, W et al. (dir.), *Equilibrium Theory and Applications: Proceedings of the Sixth International Symposium on Economic Theory and Econometrics*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 319-337.

MALINVAUD, E. (1991b), « Incomplete Market Clearing », dans : MCKENZIE, L. et S. ZAMAGNI (dir.), *Value and Capital – Fifty Years Later*, Londres, Macmillan, p. 179-196.

MALINVAUD, E. (1991c), *Voies de la recherche macroéconomique*, Paris, Odile Jacob.

MALINVAUD, E. (1991d), « Conducting Scientific Assessments for Economic Reforms », dans : DE MELO, J. et J. SAPIR (dir.), *Trade Theory and Economic Reform: North, South and East. Essays in Honor of Bela Balassa*, Cambridge, B. Blackwell, p. 121-130.

MALINVAUD, E. (1991e), « The History of Econometric Ideas: Historical Perspectives on Modern Economics by Mary S. Morgan », Book Review, *The Economic Journal*, vol. 101, n° 406, p. 634-646.

MALINVAUD, E. (1991f), « Macroeconomics and Market Failures », dans : VINES, D. and A. STEVENSON (dir.), *Information, Strategy and Public Policy*, Oxford, Wiley-Blackwell, p. 104-123.

MALINVAUD, E. (1992a), « Implications macro-économiques des théories micro-économiques modernes », *L'Actualité économique*, vol. 68, n° 1-2, p. 11-22.

MALINVAUD, E. (1992b), « La place de la recherche macroéconomique dans les sciences sociales », *L'Année sociologique*, vol. 42, p. 277-282.

MALINVAUD, E. (1992c), « Edmond Malinvaud : Economie et société », propos recueillis par M. Juffé, PCM-Le Pont, n° 6, juin-juillet, p. 50-53.

MALINVAUD, E. (1992d) « The Future of Economic Planning », *Indian Economic Review*, vol. 27, Special Number in Memory of Sukhamoy Chakravarty, p. 15-24.

MALINVAUD, E. (1992e), « Prix, reproduction, rareté par C. Bidard », *Revue Economique*, vol. 43, n° 1, p. 157-164

MALINVAUD, E. (1993a), « Le manuel de Pareto et la théorie moderne des prix », *Revue d'économie politique*, vol. 103, n° 2, p. 157-316.

MALINVAUD, E. (1993b), *Equilibre général dans les économies de marché : l'apport des recherches récentes*, Paris, Economica.

MALINVAUD, E. (1993c), « Regard d'un ancien sur les nouvelles théories de la croissance », *Revue économique*, vol. 44, n° 2, p. 171-188.

MALINVAUD, E. (1993d), « La communauté des économètres dans l'Europe de l'An 2000 », *Cahiers économiques de Bruxelles*, n° 137, 1<sup>er</sup> trim., p. 3-18.

MALINVAUD, E. (1993e), « A Framework for Aggregation Theories », *Ricerche Economiche*, n° 47, p. 107-135.

MALINVAUD, E. (1994a), *Diagnosing Unemployment*, Cambridge, Cambridge University Press.

MALINVAUD, E. (1994b), « Statistiques, analyse économique et économétrie pour la connaissance de l'emploi », *Revue suisse d'Economie politique et de Statistique*, vol. 130, n° 3, p. 251-265.

MALINVAUD, E. (1994c), « Are Macroeconomic Theories Challenged by the Present European Recession? », *Labour*, vol. 8, n° 1, p. 3-17.

MALINVAUD, E. (1995a), « L'économie s'est rapprochée des sciences dures, mouvement irréversible mais achevé », dans : D'AUTUME, A. et J. CARTELIER, *L'économie est-elle devenue une science dure ?*, Paris, Economica, p. 9-17.

MALINVAUD, E. (1995b), « Sur l'hypothèse de rationalité en théorie macroéconomique », *Revue économique*, vol. 46, n° 3, p. 523-536.

MALINVAUD, E. (1995c), « Some Thoughts on the Relevance of Macroeconomic Theories, and on the Role of Real Rigidities », *Annales d'Economie et de Statistique*, n° 37-38, p. 29-37.

MALINVAUD, E. (1996a) « Théorie économique et développements de la comptabilité nationale », dans : ARCHAMBAULT, E. et O. ARKHIPOFF (dir.), *Mesure et valeur en comptabilité nationale*, Paris, Economica, p. 443-457.



MALINVAUD, E. (1996b), « Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes ? », *Revue d'Economie politique*, v. 106, n° 6, p. 929-942.

MALINVAUD, E. (1997a) « The Proper Role of Theory », dans : VAN BERGHEIJK et al. (dir.), *Economic Science and Practice: The Roles of Academic Economists and Policy-makers*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 149-165.

MALINVAUD, E. (1997b), « La construction de la méthodologie économétrique entre 1940 et 1960 », *Journal de la Société Statistique de Paris*, Tome 138, n° 2, p. 3-12.

MALINVAUD, E. (1997c), « Entretien avec Edmond Malinvaud », dans : SNOWDON, B., VANE, H. et P. WYNARCZYK, *La pensée économique moderne*, Paris, Ediscience, p. 45-56.

MALINVAUD, E. (1997d), « L'économétrie dans l'élaboration théorique et l'étude des politiques », *L'Actualité économique*, vol. 73, n° 1-2-3, p. 11-25.

MALINVAUD, E. (1997e), « Edmund Phelps' Theory of Structural Slumps and Its Policy Implications », dans : SNOWER D. et G. DE LA DEHESA (1997), *Unemployment Policy: Government Options for the Labour Market*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 116-160.

MALINVAUD, E. (1998), « La modélisation en macroéconomie appliquée – quarante ans après », *Cahiers Economiques de Bruxelles*, n° 160, 4<sup>ème</sup> trim., p. 329-342.

MALINVAUD, E. (1999a), « The Theory of Prices and Resource Allocation », dans : KIRMAN, A. et L.-A. GERARD-VARET (dir.), *Economics Beyond the Millennium*, New-York, Oxford University Press, p. 23-36.

MALINVAUD, E. (1999b), « L'œuvre scientifique d'Yves Younès (1937-1996) », *Economie Appliquée*, vol. 52, n° 1, p. 7-29.

MALINVAUD, E. (2000a), *Macroeconomic Theory*, 3 Tomes, Amsterdam, Elsevier.

MALINVAUD, E. (2000b), « Il n'y a pas de frontières fixes entre disciplines », entretien avec C. Chavagneux, *L'Economie politique*, n° 6, p. 52-57.

MALINVAUD, E. (2000c), « The Role of Structural Policies Meant to Promote Employment », *Rivista di Politica Economica*, vol. 90, n° 6, p. 9-32.

MALINVAUD, E. (2000d), « The Role of Business Survey Data in Macroeconomic Research and Practice », dans : POSER, G. et D. BLOESCH (dir.), *Economic Surveys and Data Analysis*, CIRET Conference Proceedings, Paris, OECD, p. 11-18.

MALINVAUD, E. (2001a), « Les échanges entre science économique et autres sciences sociales », *L'Économie Politique*, vol. 3, n° 11, p. 7-33.

MALINVAUD, E. (2001b), « Some Ethical and Methodological Convictions », *The American Economist*, Spring, vol. 45, n° 1, p. 3-16.

MALINVAUD, E. (2001c), « Recherche et enseignement supérieur. Les défis de la discipline économique », *Revue économique*, vol. 52, n° 5, p. 1043-1053.

MALINVAUD, E. (2001d) « France : retour au plein-emploi ? », *Futuribles*, n° 261, p. 31-58.

MALINVAUD, E. (2001e), *On Methodology in Macroeconomics – with Application to the Demand for Unskilled Labour*, K. Rothschild Lecture, Institut für Volkswirtschaftslehre, Linz (En ligne: <http://www.econ.jku.at/papers/2001/wp0113.pdf>).

MALINVAUD, E. (2003a), « An Interview with Edmond Malinvaud », propos recueillis par A. KRUEGER, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 17, n° 1, p. 181-198.

MALINVAUD, E. (2003b), « Réformes structurelles du marché du travail et politiques macroéconomiques », *Revue de l'OFCE*, vol. 3, n° 86, p. 7-30.

MALINVAUD, E. (2004a), « The Difficult Dialogue between the Development of Macroeconomic Theory and Macroeconomic Policy Concerns », dans : Velupillai, V. (dir.) (2004), *Macroeconomic Theory and Economic Policy, Essays in honour of Jean-Paul Fitoussi*, Londres, Routledge, chapter 8.

MALINVAUD, E. (2006a), « Disequilibrium econometrics: 25 years later », *Statistica Neerlandica*, vol. 60, n° 2, p. 171–180.

MALINVAUD, E. (2007a), « Quelle place donner maintenant à la macroéconomie dans l'enseignement de l'économétrie ? », *Revue d'économie politique*, vol. 117, p. 411-430.

MALINVAUD, E. (2007b), « About the Role, in Older Days, of Econometrics in Quantitative Economics », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 14, n° 3, p. 423-448.

MALINVAUD, E. (2009), « La réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : deux pistes d'amélioration », *Travail et Emploi* (En ligne: 118 | avril-juin 2009, mis en ligne le 07 mars 2011. URL : <http://travailemploi.revues.org/4177>).

MALINVAUD, E. (2010), « Croissance économique et grands déséquilibres », dans : DIEMER, A. et al. (dir.), *Maurice Allais et la science*, Paris, Clément Juglar, p. 137-149.

MALINVAUD, E. (2012), « Neoclassical General Equilibrium Theory as a Source of Powerful Concepts, although Confronted with the Complexity of Market Economies », *Æconomia. History, Methodology, Philosophy*, n° 2, p. 3-14.

MALINVAUD, E. et R. DUMAS (1957), *Initiation à la comptabilité nationale*, Paris, PUF.

MALINVAUD, E., CARRE, J.-J. et P. DUBOIS (1972), *La croissance française, un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, Paris, Seuil.

MALINVAUD, E., CARRE, J.-J. et P. DUBOIS (1973 [1976, 1984]), *Abrégé de la croissance française, un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, Paris, Seuil.

MALINVAUD, E. et Y. YOUNES (1977a), « Some new concepts for the microeconomic foundations of macroeconomics », dans : HARCOURT, G. (dir.), *Microeconomic foundations of macroeconomics*, Londres, Macmillan, p. 62-85.

MALINVAUD, E. et Y. YOUNES (1977b), « Une nouvelle formulation générale pour l'étude de certains fondements microéconomiques de la macroéconomie », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 18, p. 63-109.

MALINVAUD, E. et J.-P. FITOUSSI (1980), « Macroeconomic Rationing of Employment », dans : FITOUSSI, J.-P. et E. MALINVAUD (dir.), *Unemployment in Western Countries*, Londres, Macmillan, p. 173-205 (traduit et reproduit dans : MALINVAUD, E. (1983a), *Essais sur la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy, ch. 2).

MALINVAUD, E. et A. GIRARD (1989), *Les enquêtes d'opinion et la recherche en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.

MALINVAUD, E. et J. DREZE (1994), « Croissance et emploi : l'ambition d'une initiative européenne », *Revue de l'OFCE*, n° 49, p. 247-288 [trad. : « Growth and Employment : The Scope of a European Initiative », *European Economic Review*, vol. 38, n° 3-4, p. 489-504].

MALINVAUD, E., GAURON, A. et J. PISANI-FERRY (1998), *Les cotisations sociales à la charge des employeurs : analyse économique*, rapport au Premier ministre, Paris, La Documentation française.

MANKIW, G. (1985), « Small Menu Costs and Large Business Cycles: A Macroeconomic Model of Monopoly », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 100, n° 2, p. 529-538.

MANKIW, G. (1990), « A Quick Refresher Course in Macroeconomics », *Journal of Economic Literature*, vol. 28, n° 4, p.1645-1660.

MANKIW, G. (2006), « The Macroeconomist as Scientist and Engineer », *Journal of Economic Perspectives*, American Economic Association, vol. 20, n° 4, p. 29-46.

MANKIW, G. et D. ROMER (dir.) (1991), *New Keynesian Economics*, Cambridge, MIT Press

MAUDUIT, L. (2012), *Les imposteurs de l'économie*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch.

MASSE, P. (1965), *Le plan ou l'anti-hasard*, Paris, Gallimard.

MASSE, P. (1973), *La crise du développement*, Paris, Gallimard.

MAZIERE, F. (2010 [2005]), *L'analyse du discours*, Paris, PUF.

MAZODIER, P. (1992), *Edmond Malinvaud*, INSEE, document non publié et à usage interne du personnel de l'INSEE.

MAZODIER, P. (2015), « Méthodes statistiques de l'économétrie : l'apport d'Edmond Malinvaud », *Statistique et société*, vol. 3, n° 2, p. 51-57.

MCCLOSKEY, D. (1985), *The Rhetoric of Economics*, Madison, University of Wisconsin Press.

MCCOMBIE, J. et M. PIKE (2013), « No End to the Consensus in Macroeconomic Theory? A Methodological Inquiry », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 72, n° 2, p. 497-528.

MICHEL, P. (1982), « Expected Equilibrium and Fix-Price Equilibrium in a Simple Macroeconomic Model: Equivalence Theorems and Stability », *Louvain Economic Review*, vol. 48, n° 1, p. 57-76.

MIGNON, V. (2010), *La macroéconomie après Keynes*, Paris, La découverte.

MILLERON, J.-C. (dir.) (1988), *Mélanges économiques. Essais en l'honneur de Edmond Malinvaud*, Paris, Economica.

MILLERON, J.-C. (1992), « Les métiers de l'économiste au service de la décision », *Revue économique*, vol. 43, n° 4, p. 797-810.

MILL, J. (1836), « On the definition of Political Economy and the Method of Investigation Proper to It », reproduit dans : MILL, J. (1967) *Collected Works of John Stuart Mill*, vol. 4, Toronto, University of Toronto Press.

MINGAT, A., SALMON, P. et A. WOLFELSPERGER, (1985), *Méthodologie économique*, Paris, PUF.

MINSKY, H. (1982), *Inflation, Recessions and Economic Policy*, New-York, Sharpe.

MIROWSKI, P. (1989), *More Heat than Light: Economics as Social Physics, Physics as Nature's Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.

MIRRLEES, J. (1978), « The Theory of Unemployment Reconsidered by Edmond Malinvaud », *The Economic Journal*, vol. 88, n° 349, p. 157-159.

MODIGLIANI, F. (1944), « Liquidity Preference and the Theory of Interest and Money », *Econometrica*, vol. 12, n° 1, p. 45-88.

MODIGLIANI, F. (1977), « The Monetarist Controversy, or Should we Forsake Stabilization Policies? », *American Economic Review*, vol. 67, p. 1-19

MODIGLIANI, F. (1988 [1983]), « Entretien avec Franco Modigliani », dans : KLAMER, A. (1988), *Entretiens avec des économistes américains*, Paris, Seuil, p. 157-172.

MOLINS-YSAL, G. (1984), « Malinvaud et la théorie macroéconomique (partie II) / A Review Article of : », *L'Actualité économique*, vol. 60, n° 1, p. 95-105.

MONGIN, P. (2000), « La méthodologie économique au XXe siècle. Les controverses en théorie de l'entreprise et la théorie des préférences révélées », dans : BERAUD, A. et G. FACCARELLO (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, vol. 3, Paris, La découverte, p. 340-378.

MORGAN, M. (1990), *The History of Econometric Ideas: Historical Perspectives on Modern Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.

MORISHIMA, M. (1964) *Equilibrium, Stability and Growth: A Multi-sectoral Analysis*. Clarendon Press,

MORTENSEN, D. (1970), « Job Search, the Duration of Unemployment, and the Phillips Curve », *The American Economic Review*, vol. 60, n° 5, p. 847-862.

MOUCHOT, C. (1996), *Méthodologie économique*, Paris, Hachette supérieur.

MUELLBAUER, J. (1978), « Macrotheory Vs Macroeconometrics: the Treatment of Disequilibrium in Macromodels », *working paper*, n° 59, Brikbeck College, Londres.

MUELLBAUER, J. et R. PORTES (1978), « Macroeconomic Models with Quantity Rationing », *The Economic Journal*, vol. 88, n° 352, p. 788-821.

MUELLBAUER, J. et D. WINTER (1980), « Unemployment, Employment and Exports in British Manufacturing: a Non-Clearing Markets Approach », *European Economic Review*, vol. 13, n° 3, p. 383-409.

MUET, P.-A. (1993), « Les théories contemporaines de la croissance », *Revue de l'OFCE*, n° 45, p. 11-51.

NEARY, J. et J. STIGLITZ (1983), « Towards A Reconstruction of Keynesian Economics: Expectations and Constrained Equilibria », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 98, p. 199-228.

NEGISHI, T. (1977), « Existence of an Underemployment Equilibrium », dans : SCHWODIAUER, G. (dir.), *Equilibrium and Disequilibrium in Economic Theory*, Boston, Reidel, p. 497-510.

NOIRIEL, G. (1996), *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin.

NOROTTE, M., MORIN, P. et G.VENET (1987), « Le comportement d'investissement des entreprises françaises : analyses et problèmes », *Economie & prévision*, n° 80, vol. 4, p. 5-50.

OCDE (1994), *L'étude de l'OCDE sur l'emploi*, Paris.

OCDE (1999), *La mise en œuvre de la stratégie de l'OCDE pour l'emploi : évaluation des performances et des politiques*, Paris.

OCDE (2006a), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE. Stimuler l'emploi et les revenus*, Paris.

OCDE (2006), *Stimuler l'emploi et les revenus. Les leçons à tirer de la réévaluation de la stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, Paris.

OFFENSTADT, N. (2011), *L'historiographie*, Paris, PUF.

OKUN, A. (1978), « Efficient Disinflationary Policies », *American Economic Review*, vol. 68, n° 2, p. 348-352.

OKUN, A. (1980), « Rational-Expectations-with-Misperceptions as a Theory of the Business Cycle », *Journal of Money, Credit and Banking*, Part 2: Rational Expectations, vol. 12, n° 4, p. 817-825.

PARETO, V. (1926), *Les systèmes socialistes*, Tomes 1 et 2, Paris, Marcel Giard.

PARETO, V. (1927), *Manuel d'économie politique*, Genève, Droz.

PARETO, V. (1964), *Œuvres complètes. Cours d'économie politique*, Genève, Droz.

PATINKIN, D. ([1956] 1965), *Money, Interest and Prices*, New York, Harper and Row.

PESTRE, D. (1996), « Les “social studies of science” et leurs effets sur le travail historique », *Raison présente*, n° 119, p. 35-46.

PHELPS, E. (1970), « The New Microeconomics in Inflation and Employment Theory », dans : PHELPS, E. et al. (dir.), *Microeconomic Foundations of Employment and Inflation Theory*, New-York, W.W. Norton.

PHELPS, E. et J. TAYLOR (1977), « Stabilizing Powers of Monetary Policy under Rational Expectations », *Journal of Political Economy*, vol. 85, n° 1, p. 163-190.

PHELPS, E. et W. FRANZ (1990), *Seven Schools of Macroeconomic Thought*, Oxford, Oxford University Press.

PHILLIPS, A. (1958), « The Relationship Between Unemployment and the Rate of Change of Money Wages Rates in the United Kingdom, 1861-1957 », *Economica*, vol. 5, n° 100, p. 283-299.

PHILLIPS, P. (2015a), « Memorial to Edmond Malinvaud », *Econometric Theory*, vol. 31, n° 3, p. 423-425.

PHILLIPS, P. (2015b), « Edmond Malinvaud: A Tribute to his Contributions in Econometrics », *The Econometrics Journal*, vol. 18, n° 2, p. A1-A13.

PIASTRA, R. (2009), « A propos de Raymond Barre (1976-1981) », *La Revue administrative*, 62<sup>ème</sup> année, n° 372, p. 581-588.

PINZON-FUCHS, E. (2014), « Econometrics as a Pluralistic Tool for Economic Planning: On Lawrence R. Klein's Econometrics », *CES working paper*, No. 2014.80.

PISARRIDES, C. (1990), *Equilibrium Unemployment Theory*, Oxford, Basil-Blackwell.

PISSARIDES, C. (1992), « Loss of Skill during Unemployment and the Persistence of Employment Shocks », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 107, n° 4, p. 1371-1391.

POLLACK, M. (1976), « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, p. 105-121.

POPPER, K. (1935 [1973]), *La logique de la découverte scientifique*, Paris, Payot.

- POPPER, K. (1972), *Objective Knowledge*, Oxford, Clarendon.
- POPPER, K. (1986), « Entretien sur l'économie avec Sir Karl Popper », propos recueillis par A. Berès, *Revue française d'économie*, vol. 1, n° 2, p. 55-64.
- PORTES, R. (1989), « The Theory and Measurement of Macroeconomic Disequilibrium in Centrally Planned Economies », dans : DAVIS, C. et W. CHAREMZA (dir.), *Models of Disequilibrium and Shortage in Centrally Planned Economies*, Londres-New York, Chapman and Hall, p. 27-47.
- PORTES, R., QUANDT, R., WINTER, D. et S. YEO (1987), « Macroeconomic Planning and Disequilibrium: Estimates for Poland, 1955-1980 », *Econometrica*, vol. 55, n° 1, p. 19-41.
- PORTES, R. et D. WINTER (1980), « Disequilibrium Estimates for Consumption Goods Markets in Centrally Planned Economies », *Econometric Issue*, vol. 47, n° 1, p. 137-159.
- PRESCOTT, E. (1986), « Theory Ahead of Business Cycle Measurement », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 10, n° 4, p. 9-22.
- PROU, C. et B. WALLISER (1988), *La science économique*, Le Seuil, Paris.
- QUANDT, R. (1978), « Tests of the Equilibrium vs. Disequilibrium Hypotheses », *International Economic Review*, vol. 19, n° 9, p. 435-452.
- QUANDT, R. (1982), « Econometric Disequilibrium Models », *Econometric Reviews*, vol. 1, n° 1, p. 1-63.
- QUIN, D. (1989), « Formalization of Identification Theory », *Oxford Economic Papers, History and Methodology of Econometrics*, vol. 41, n° 1, p. 73-93.
- QUINET, E. et B. WALLISER (1999), « A quoi sert la théorie économique? », *Revue d'économie politique*, vol. 109, n° 5, p. 599-611.
- RABOY, D. (1982) (dir.), *Essays in Supply Side Economics*, Washington D.C., Institute for Research on the Economics of Taxation.
- RAVEAUD, G. (2008), « Causalité, holisme méthodologique et modélisation « critique » en économie », *L'homme et la société*, vol. 4, n° 170-171, p. 15-46.
- RAVETZ, J. (1971), *Scientific Knowledge and Its Social Problems*, Oxford, Oxford University Press.
- REDER, M. (1979), « The Theory of Unemployment Reconsidered: Yrjö Jahnsson Lectures. Edmond Malinvaud », *Journal of Political Economy*, vol. 87, n° 3, p. 662-669.
- RESTIER-MELLERAY, C. (1990), « Experts et expertise scientifique. Le cas de la France », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 4, p. 546-585.
- REVEL, J. (1996), « Micro-analyse et construction du social », dans : REVEL, J. (dir.) *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, p. 15-36.

REVEL, J. (1997), « Un vent d'Italie : l'émergence de la micro-histoire », *Sciences humaines*, n° 18, Hors-série, p. 22-26.

RIZVI (1994), « The Microfoundations Project in General Equilibrium Theory », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 18, n° 4, p. 357-377.

ROBBINS, L. (1932), *An Essay on the Nature and Significance of Economic Science*, Londres, MacMillan.

ROBERT, C. (2008), « Chapitre 11 : expertise et action publique », dans : BORRAZ, O. et V. GUIRAUDON (2008), *Politiques publiques 1*, Presses de Sciences Po, p. 309-335.

ROBERTSON, D. (1933), « Saving and Hoarding », *The Economic Journal*, vol. 43, n° 171, p. 399-413.

ROSIER, B. (1993), *L'Etat expérimentateur*, Paris, PUF.

ROTSCHILD, K. (1978), « Kahn on Malinvaud », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 2, p. 407-408.

ROTSCHILD, K. (1988), « Microfoundations, Ad hocery, and Keynesian Theory », *Atlantic Economic Journal*, vol. 16, n° 2, p. 12-21.

RUBIN, G. (2002), « From equilibrium to disequilibrium: the genesis of Don Patinkin's interpretation of the Keynesian theory », *European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 9, n° 2, p. 205-225.

RUBIN, G. (2005), « La controverse entre Clower et Patinkin au sujet de la validité de la loi de Walras », *Revue économique*, vol. 56, n° 1, p. 5-24.

RUBIN, G. (2012), « Don Patinkin's Ph.D. Dissertation as the Prehistory of Disequilibrium Theories », *History of Political Economy*, vol. 44, n° 2, p. 235-276.

RUBIN, G. (2014), « Disequilibrium Economics: Some Comments about its Nature, Origins and Fate. A Review Essay of *Transforming Modern Macroeconomics, The Relationship of Micro- and Macroeconomics in Historical Perspective* », <halshs-01091765> (En ligne: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01091765>).

ROUSSEAS, S. (1982), *The Political Economy of Reaganomics*, New-York, M.E. Sharpe.

SAGLIO, A. et B. TABUTEAU (1971), « L'utilisation des capacités de productions dans l'industrie », *Economie et statistique*, n° 21, p. 13-32.

SAINT-GEOURS, J. (1979), *Pouvoir et finance*, Paris, Fayard.

SALVAS-BRONSARD, L. (1985), « L'information a priori en économétrie », *L'Actualité économique*, vol. 61, n° 3, p. 287-298.

SAMUELSON, P. (1946), « Lord Keynes and The General Theory », *Econometrica*, vol. 14, n° 3, p. 187-200.



SAMUELSON, P. (1951), « The Stability of Equilibrium: Comparative Statics and Dynamics », *Econometrica*, vol. 9, n° 2, p. 97-120.

SAMUELSON (1966), « Problems of Methodology: Discussion », *American Economic Review Papers and Proceedings*, vol. 53, p. 231-236.

SAMUELSON, P. (2007), « Reflections on How Biographies of Individual Scholars Can Relate to a Science's Biography », dans : SAMUELSON, P. et W. BARNETT (dir.) (2006), *Inside the Economist's Mind: Conversations with Eminent Economists*, Boston, Blackwell, p. VIII-X.

SAMUELSON, P. et R. SOLOW (1960), « Aspects of Anti-Inflation Policy », *The American Economic Review*, vol. 50, n° 2, p. 177-194.

SARGENT, T. et N. WALLACE (1975), « Rational Expectations, the Optimal Monetary Instrument, and the Optimal Money Supply Rule », *Journal of Political Economy*, vol. 83, n° 2, p. 241-254.

SAWYER, M., AARONOVITCH, S. et P. SAMSON (1982), « The Influence of Cost and Demand Changes on the Rate of Change of Prices », *Applied Economics*, vol. 14, n° 2, p. 195-209.

SCHMIDT, C. (1985), *La sémantique économique en question*, Paris, Calmann-Lévy.

SCHULTZ, T. (1980), « Estimating Labor Supply Functions for Married Women », dans : SMITH, J. (dir.), *Female Labor Supply: Theory and Estimation*, Princeton, Princeton University Press, p. 25-89.

SERGI, F. (2015a), « L'approche (faussement ?) naïve de l'histoire des modèles DSGE », *Centre d'Economie de la Sorbonne*, Document de travail du CES 2015.66

SERGI, F. (2015b), « Robert Lucas and the Twist of Modelling Methodology. On Some Econometric Methods and Problems in New Classical Macroeconomics », *Centre d'Economie de la Sorbonne*, Document de travail du CES 2015.88

SERGI, F. (2015c), « Rebuilding "Time to Build": A History of the Real Business Cycles Models », *Economia. History, Methodology, Philosophy*, vol. 5, n° 3, p. 399-413.

SERGI, F. (2016), « A Review (and a Comment) on Michel De Vroey's History of Macroeconomics », *Economia. History, Methodology, Philosophy*, vol. 6, n° 1, p. 117-127.

SIEBRAND, J.C. (1982b), « Introductory Remarks », dans : HAZEWINKEL, M. et A. RINNOY KAN (dir.), *Current Developments in the interface: Economics, Econometrics, Mathematics*, Reidel, Dordrecht, p. 235-237.

SIMON, H. (1979), « Rational Decision Making in Business Organizations », *The American Economic Review*, vol. 69, n° 4, p. 493-513.

SIMS, C. (1972), « Money, Income, and Causality », *American Economic Review*, vol. 62, n° 4, p. 540-552.

- SIMS, C. (1980), « Macroeconomics and Reality », *Econometrica*, vol. 48, n° 1, p. 1-48.
- SKARSTEIN, R. (1992), « The Shaky Supply Side. On Neoclassical “Anomalies” in Macroeconomic Theory », *BNL Quarterly Review*, n° 183, p. 407-430.
- SHAPIRO, C. et J. STIGLITZ (1984), « Equilibrium Unemployment as a Discipline Device », *American Economic Review*, vol. 64, n° 3, p. 433-444.
- SNEESSENS, H. (1983), « A Macroeconomic Rationing Model of the Belgian Economy », *European Economic Review*, vol. 20, n° 1-3, p. 193-215.
- SNEESSENS, H. (1984), « Rationing Macroeconomics: A Graphical Exposition », *European Economic Review*, vol. 26, n° 1-2, p. 187-201.
- SOLOW, R. (1956), « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, p. 65-94
- SOLOW, R. (1978), « Summary and Evaluation », dans : *After the Phillips Curve: Persistence of High Inflation and High Unemployment*, Federal Reserve of Boston Conference Series n° 19, Federal Reserve Bank of Boston, p. 203-209.
- SOLOW, R. (1979a), « Alternative Approaches to Macroeconomic Theory: A Partial View », *The Canadian Journal of Economics*, vol. 12, n° 3, p. 339-354.
- SOLOW, R. (1979b), « Another Possible Source of Wage Stickiness », *Journal of Macroeconomics*, vol. 1, n° 1, p. 79-82
- SOLOW, R. (1981), « Profitability et Unemployment by Edmond Malinvaud », *Journal of Economic Literature*, vol. 19, n° 2, p. 572-573.
- SOLOW, R. (1986a), « Unemployment: Getting the Questions Right », *Economica*, vol. 53, n° 210, p. S23-S34.
- SOLOW, R. (1986b), « What a Nice Girl like you Doing in a Place like this? Macroeconomics After Fifty Years », *Eastern Economic Journal*, vol. 12, n° 3, p. 191-198.
- SOLOW, R. (1988a [1983]), « Entretien avec Robert Solow », dans : KLAMER, A. (1988), *Entretiens avec des économistes américains*, Paris, Seuil, p. 173-199.
- SOLOW, R. (1988b), « Growth Theory and After », *The American Economic Review*, vol. 78, n° 3, p. 307-317.
- SOLOW, R. (2000), « Toward A Macroeconomics of the Medium Run », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 14, n° 1, p. 151-158.
- SOLOW, R. (2008), « The State of Macroeconomics », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 22, n° 1, p. 243-246.
- SPENLEHAUER, V. (1999), « Intelligence gouvernementale et sciences sociales », *Politix*, vol. 12, n° 48, p. 95-128.

- STEIGUM, E. (1980), « Keynesian and Classical Unemployment in an Open Economy », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 82, n° 2, p. 147-166
- SUMMERS, L. (1986), « Some Skeptical Observations on Real Business Cycle Theory », *Quarterly Review*, vol. 10, n° 4, p. 23-27.
- SUMMERS, L. (1991), « The Scientific Illusion in Empirical Macroeconomics », *The Scandinavian Journal of Macroeconomics*, vol. 93, n° 2, p. 129-148.
- TAYLOR, J. (1979), « Staggered Wage Setting in a Macro Model », *The American Economic Review*, vol. 69, n° 2, p. 108-113.
- TAYLOR, J. (1980), « Aggregate Dynamics and Staggered Contracts », *Journal of Political Economy*, vol. 88, n° 1, p. 1-23.
- TARSHIS, L. (1939), « Changes in Real and Money Wages », *The Economic Journal*, vol. 49, p. 150-154.
- TAVERNIER, J.-L. (2015), « Edmond Malinvaud (1923-2015): parcours d'un économiste d'exception », *Economie et statistique*, vol. 475, n° 1, p. 5-15.
- TERRAY, A. (2002), *Des francs-tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des Finances (1948-1968)*, collection « Histoire économique et financière de la France », Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France.
- TERRAY, A. (2005), « L'organisation de la prévision économique au ministère des finances (1948-1968) », *Courrier des statistiques*, n° 116, p. 25-30.
- THEIL, H. (1958), *Economic Forecasts and Policy*, Amsterdam, North-Holland.
- THELOT, C. (1985), « Les traits majeurs du chômage depuis vingt ans », *Economie et Statistique*, vol. 183, n° 1, p. 37-59.
- THEORET, R. (1978), « Un exposé de la théorie du déséquilibre : revue commentée de la littérature », *L'Actualité économique*, vol. 54, n° 3, p. 384-401.
- TINBERGEN, J. (1952) *On the Theory of Economic Policy*, Amsterdam, North-Holland.
- TINBERGEN, J. (1956) *Economic Policy: Principles and Design*, Amsterdam, North-Holland.
- TOBIN, J. (1975), « Keynesian Models of Recession and Depression », *The American Economic Review*, vol. 65, n° 2, p. 195-202.
- TOBIN, J. (1980), « Are New Classical Models Plausible Enough to Guide Policy? », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 12, n° 4, Part 2: Rational Expectations, p. 788-799.
- TOBIN, J. (1981), « The Monetarist Counter-Revolution Today – An Appraisal », *The Economic Journal*, vol. 91, n° 361, p. 29-42.

TOBIN, J. (1983 [1981]), *Réflexions sur la théorie macroéconomique contemporaine*, Paris, Economica.

TOBIN, J. (1986), « The Future of Keynesian Economics », *Eastern Economic Journal*, vol. 12, n° 4, p. 347-356.

TOBIN, J. (1988 [1983]), « Entretien avec James Tobin », dans : KLAMER, A. (1988), *Entretiens avec des économistes américains*, Paris, Seuil, p. 135-156.

TOBIN, J. et W. BUITER (1976), « Long-Run Effects of Fiscal and Monetary Policy on Aggregate Demand », dans : STEIN, J. (dir.), *Monetarism*, Amsterdam, North-Holland, p. 273-309.

THOUROUDE, J.-J. (1979), « Une nouvelle étape de la planification française : de l'adaptation du VIIe Plan aux options du VIIIe Plan », *La revue administrative*, 32<sup>e</sup> année, n° 190, p. 363-375.

TRANAP, A. (1996), « 50 ans d'analyse conjoncturelle à l'INSEE », *INSEE Conjoncture – Analyse conjoncturelle*, p. 18-23.

TREPOS, J.-Y. (1996), *La sociologie de l'expertise*, Paris, PUF.

TRISTRAM, F. (2009), « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valérie Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, vol. 2, n° 8.

TUCKER, D. (1971), « Macroeconomic Models and the Demand for Money under Market Disequilibrium », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 3, n° 1, p. 57-83.

TURNER, S. (1971), « What is the Problem with Experts? », *Social Studies of Science*, vol. 31, n° 1, p. 123-149.

TUTIN, C. (2001), « John Hicks, le dernier keynésien? », *Cahiers d'économie politique*, vol. 1, n° 39, p. 73-87.

VANOLI, A. (2002), *Une histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La Découverte.

VARIAN, H. (1995), « A quoi sert la théorie économique ? », dans : d'AUTUME, A. et J. CARTELIER (1995), *L'économie est-elle devenue une science dure ?*, Paris, Economica, p. 117-129.

VAN WINJBERGEN, S. (1984), « Inflation, Employment, and the Dutch Disease in Oil-Exporting Countries: A Short-Run Disequilibrium Analysis », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 99, n° 2, p. 233-250.

VAN WINJBERGEN, S. (1985), « Oil Price Shocks, Unemployment, Investment and the Current Account: An Intertemporal Disequilibrium Analysis », *Review of Economic Studies*, vol. 52, n° 4, p. 627-645.

- WALLIS, K. (1980), « Econometric Implications of the Rational Expectations Hypothesis », *Econometrica*, vol. 48, n° 1, p. 49-73.
- WEDDEPOHL, C. (1982), « Equilibria with Rationing in an Economy with Increasing Returns », *Journal of Economic Theory*, vol. 26, n° 1, p. 143-163.
- WEDDEPOHL, C. (1983), « Developments in the Theory of General Equilibrium », *De Economist*, vol. 131, n° 3, p. 373-399.
- WEINTRAUB, R. (1977), « The Microfoundations of Macroeconomics: A critical Survey », *Journal of Economic Literature*, vol. 15, n° 1, p. 1-23.
- WEINTRAUB, R. (1979), *Microfoundations: The Compatibility of Microeconomics and Macroeconomics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WOODFORD, M. (1999), « Revolution and Evolution in 20<sup>th</sup> Century Macroeconomics », *mimeo* (En ligne).
- WOODFORD, M. (2003), *Interest and Prices: Foundations of a Theory of Monetary Policy*, Princeton, Princeton University Press.
- WOODFORD, M. (2009), « Convergence in Macroeconomics: Elements of the New Synthesis », *American Economic Journal: Macroeconomics*, vol. 1, n° 1, p. 267-279.
- WORSWICK, D. et J. TREVITHICK (dir.) (1983), *Keynes and the Modern World: Proceedings of the Keynes Centenary Conference*, Cambridge, Cambridge University Press.
- YORDON, W. (1987), « Evidence against Diminishing Returns in Manufacturing and Comments on Short-Run Models of Price-Output Behaviour », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 9, n° 4, p. 593-603.
- YOUNES, Y. (1975), « On the Role of Money in the Process of Exchange and the Existence of a Non-Walrasian Equilibrium », *The Review of Economic Studies*, vol. 42, n° 4, p. 489-501.
- YOUNG, W. (2014), *Rebuilding "Time to Build": A History of the Real Business Cycle Models*, Londres, Routledge.
- ZARNOWITZ, V. (1978), « On the Accuracy and Properties of Recent Macroeconomic Forecasts », *American Economic Review*, vol. 68, n° 2, p. 313-319.
- ZOUACHE, A. (2004), « Towards A "New Neoclassical Synthesis?" An Analysis of the Methodological Convergence between Keynesian Economics and Real Business Cycle Theory », *History of Economic Ideas*, vol. 12, n° 1, p. 95-117.

## Annexe 1 : Détermination de la valeur du multiplicateur dans le modèle « prototype » de Réexamen (Malinvaud [1980])

$$(38) \quad dy = \frac{3p}{3p - 2w(1 + ay)} dg = k dg$$

A partir de l'équation (38), la conclusion de Malinvaud selon laquelle la valeur du multiplicateur  $k$ , en équilibre de sous-emploi keynésien, est inférieure à 3 peut se vérifier par le raisonnement suivant :

$$\frac{3p}{3p - 2w(1 + ay)} < 3 \Leftrightarrow \frac{p}{p - 2/3w(1 + ay)} < 3$$

$$\Leftrightarrow p < 3[p - 2/3w(1 + ay)]$$

$$\Leftrightarrow p < 3p - 2w(1 + ay)$$

$$\Leftrightarrow -2p < -2w(1 + ay)$$

$$\Leftrightarrow -2p(-1/2) < -2w(1 + ay)(-1/2)$$

$$\Leftrightarrow p > w(1 + ay) \quad \text{ou} \quad p/w > 1 + ay$$

Ainsi, pour que la valeur du multiplicateur  $k$  soit inférieure à 3, la condition à vérifier est que le salaire réel est inférieur à la productivité marginale du travail. Ce qui est le cas en équilibre de sous-emploi keynésien, où les entreprises sont rationnées sur le marché des biens et n'ont alors pas intérêt à faire croître la production et, donc, l'emploi – ce qui supposerait d'accroître les salaires réels. En effet, la relation ci-dessus est de même nature que l'équation (32) qui détermine la demande sur le marché du travail. La seule différence tient dans l'inégalité, car le prix du bien est ici supérieur à la productivité du travail ( $1 + ay$ ) mesurée en unités nominales ( $w$ ) ; ou, autrement dit, le salaire réel est inférieure à la productivité du travail :

$$\Leftrightarrow p > w(1 + ay) \quad \text{ou} \quad w/p < 1 + ay$$

## Annexe 2 : Exemple-type de questionnaire auprès des entreprises

### Questionnaire sur la concurrence étrangère et les exportations ENQUÊTE SEMESTRIELLE 1980

#### A. LES EXPORTATIONS DE VOTRE ENTREPRISE

1. Actuellement, quelle est la part de votre chiffre d'affaires (hors taxes) que vous réalisez à l'exportation..... %  
(Veuillez indiquer un ordre de grandeur)

2. a. Évolution des commandes destinées à l'exportation (y compris celles livrées à la lettre lue).  
Le volume des commandes que vous aurez reçues au premier semestre 1980 sera-t-il vraisemblablement :

supérieur  égal  inférieur   
à celui des commandes du 2<sup>e</sup> semestre 1979

b. Au cours des six prochains mois, le développement de vos ventes à l'étranger sera-t-il vraisemblablement :

nettement plus fort  du même ordre  moindre   
que celui de vos ventes sur le marché intérieur français?

	Ventes sur le marché intérieur	Ventes sur les marchés étrangers
<b>B. LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE SUR LES MARCHÉS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS</b>		
1. La concurrence étrangère vous paraît-elle actuellement :		
— particulièrement forte.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— normale.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— plutôt faible.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Comparés aux prix pratiqués par vos concurrents étrangers, vos propres prix de vente sont-ils actuellement Veuillez cocher la case qui convient et s'il y a lieu préciser l'ordre de grandeur de la différence :		
— supérieurs.....	<input type="checkbox"/> de.....%	<input type="checkbox"/> de.....%
— égaux.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— inférieurs.....	<input type="checkbox"/> de.....%	<input type="checkbox"/> de.....%
3. Vos prix de revient vous paraissent-ils actuellement, par rapport à ceux de vos concurrents étrangers (et compte tenu des taux de change) :		
— largement compétitifs.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— sensiblement compétitifs.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— insuffisamment compétitifs.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. a. Vos marges bénéficiaires sont-elles actuellement :		
— satisfaisantes.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— moyennes.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— insuffisantes.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Comparées à vos marges bénéficiaires sur le marché français vos marges à l'exportation sont-elles :		
supérieures <input type="checkbox"/> égales <input type="checkbox"/> inférieures <input type="checkbox"/>		
Ordre de grandeur de l'écart exprimé en % du prix de vente. ..... %		
5. Par rapport à ceux de vos concurrents étrangers vos délais de livraison sont-ils actuellement :		
— supérieurs.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— égaux.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
— inférieurs.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Source: Fayolle ([1980], p. 61)

### Annexe 3 : Comparaison des résultats d'Artus et *al.* (1984, 1985)

TABLEAU I  
PROBABILITÉ DES RÉGIMES<sup>1</sup>

Trimestre	Chômage keynésien		Inflation contenue		Chômage classique		Sous- consommation	
	(I)	(II)	(I)	(II)	(I)	(II)	(I)	(II)
63.2	24	77	0	0	76	23	0	0
63.3	8	33	2	0	90	67	0	0
63.4	13	42	26	0	55	58	6	0
64.1	1	5	62	65	35	16	2	14
64.2	3	16	56	42	36	22	5	20
64.3	28	20	21	32	14	9	37	39
64.4	29	90	16	1	10	5	45	4
65.1	53	100	1	0	2	0	44	0
65.2	37	95	16	0	23	5	24	0
65.3	37	89	14	0	33	11	16	0
65.4	23	85	28	0	24	15	25	0
66.1	15	86	39	0	21	14	25	0
66.2	21	75	31	0	25	25	23	0
66.3	26	82	24	0	19	18	31	0
66.4	52	97	6	0	8	3	34	0
67.1	41	87	8	0	44	13	7	0
67.2	86	96	0	0	13	4	1	0
67.3	83	99	0	0	17	1	0	0
67.4	76	99	0	0	24	1	0	0
68.1	34	77	0	0	66	23	0	0
68.2	28	59	0	0	72	41	0	0
68.3	22	40	0	0	78	60	0	0
68.4	16	16	0	0	84	84	0	0
69.1	37	9	2	0	59	91	2	0
69.2	6	1	37	0	53	99	4	0
69.3	30	4	21	50	19	43	30	3
69.4	36	5	1	61	0	9	63	25
70.1	21	15	16	43	5	24	58	18
70.2	4	24	67	0	14	76	15	0
70.3	6	13	56	0	28	87	10	0
70.4	3	17	63	0	29	83	5	0
71.1	28	58	12	0	54	42	6	0
71.2	48	35	2	0	47	65	3	0
71.3	12	5	1	0	87	95	0	0
71.4	26	25	0	0	74	75	0	0
72.1	1	0	0	0	99	100	0	0
72.2	7	0	0	0	93	100	0	0
72.3	18	1	0	0	82	99	0	0
72.4	6	0	0	0	94	100	0	0
73.1	4	0	9	0	87	100	0	0
73.2	17	0	18	0	60	100	5	0
73.3	25	0	24	0	36	100	15	0
73.4	18	0	33	0	33	100	16	0
74.1	2	0	39	23	57	77	2	0
74.2	0	0	51	86	49	14	0	0
74.3	0	0	15	0	85	100	0	0
74.4	100	100	0	0	0	0	0	0
75.1	100	100	0	0	0	0	0	0
75.2	100	100	0	0	0	0	0	0
75.3	100	100	0	0	0	0	0	0
75.4	100	100	0	0	0	0	0	0
76.1	100	70	0	0	0	30	0	0
76.2	100	2	0	0	0	98	0	0
76.3	100	0	0	0	0	100	0	0
76.4	95	0	0	0	5	100	0	0
77.1	97	4	0	0	3	96	0	0
77.2	100	75	0	0	0	25	0	0
77.3	100	94	0	0	0	6	0	0
77.4	100	90	0	0	0	10	0	0
78.1	99	73	0	0	1	27	0	0
78.2	78	82	0	0	22	18	0	0
78.3	98	94	0	0	2	6	0	0
78.4	80	83	0	0	20	17	0	0

La colonne (I) reproduit les résultats d'Artus et *al.* (1984) et la colonne (II) ceux de Artus et *al.* (1985)

Source: Laroque ([1986], p. 354-355)



## Annexe 4 : Publications d'Edmond Malinvaud (1950-2000)

Cette annexe dresse l'inventaire des écrits, scientifiques et extra-scientifiques, produits par Edmond Malinvaud tout au long de sa carrière (1950-2012). En raison de la profusion de ses publications (plus de trois cents, dont une dizaine d'ouvrages) cette bibliographie ne prétend pas à l'exhaustivité. Elle est toutefois plus complète que les tentatives existantes et antérieures à cette thèse (Milleron [1988], Mazodier [1992], INSEE [2016]). Cette bibliographie ne prétend pas non plus à l'exactitude des références, en particulier pour les écrits non consultés pour lesquels les informations manquantes (le plus souvent le numéro de la revue ou les pages dédiées) ont été délibérément laissées incomplètes.

### Années 1950

MALINVAUD, E. (1950), « L'expérience travailliste et la pensée économique anglaise », *Nouvelle revue de l'économie contemporaine*, n° 7, p. 18-22 (et n° 8-9, p. 7-17).

\_\_\_\_\_, « Les élasticités par rapport aux prix dans les échanges internationaux », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 91, p. 177-187.

\_\_\_\_\_, « Possibilités d'établissement d'un indice des prix des fruits et légumes frais », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 91, p. 218-231.

MALINVAUD, E. (1952) « Note on Von Neumann-Morgenstern's Strong Independence Axiom », *Econometrica*, vol. 20, n° 4, p. 679.

MALINVAUD, E. (1953), « Capital Accumulation and Efficient Allocation of Resources », *Econometrica*, vol. 21, n° 2, p. 233-268.

MALINVAUD, E. (1954), « La distribution des revenus par groupes en France », *Etudes et Conjoncture*, n° 3, p. 285-300.

\_\_\_\_\_, « Le modèle prévisionnel de Colin Clark et l'analyse de la conjoncture américaine », *Etudes et Conjoncture*, n° 8, p. 780-787.

\_\_\_\_\_, « Aggregation Problems in Input-output Models », dans: BARNA, T. (dir.), *The Structural Interdependence of the Economy*, New-York, J. Wiley, p. 188-202.

MALINVAUD, E. (1955), « Introduction à l'étude des programmes linéaires », *Revue de statistique appliquée*, vol. 3, n° 2, p. 109-117.

\_\_\_\_\_, « Quelques aspects d'un traité d'économétrie », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 3, p. 73-80.

\_\_\_\_\_, « Relations entre la composition des familles et le taux de masculinité », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 96, p. 49-63.

MALINVAUD, E. (1956), « L'agrégation dans les modèles économiques », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 4, p. 69-146.

\_\_\_\_\_, « Réflexions sur l'emploi des modèles à erreurs sur les variables », dans: *Les modèles dynamiques en économétrie*, Paris, Colloques internationaux du CNRS, p. 159-167.

\_\_\_\_\_, « L'évolution économique de 1949 à 1955 à travers les comptes de la nation », *Revue de l'Action Populaire*, n°, p. 143-154.

MALINVAUD, E. (1987) « Les comptes de la nation entre 1956 et 1957 », *Revue de l'Action Populaire*, n°, p. 847-854.

MALINVAUD, E. et R. DUMAS (1957), *Initiation à la comptabilité nationale*, Paris, PUF.

MALINVAUD, E. (1958), « Modèles et budgets économiques », dans: *La prévision dans la nation et la profession*, AFAP, Paris, p. 53-58.

MALINVAUD, E. et M. VACHER (1958), « Les variations de stocks dans les entreprises de 1950 à 1955 », *Etudes Statistiques*, INSEE, p. 97-116.

MALINVAUD, E. (1959), « Programmes d'expansion et taux d'intérêt », *Econometrica*, vol. 27, n° 2, p. 215-227.

## **Années 1960**

MALINVAUD, E. (1960), *Modèles linéaires des économies à secteurs multiples*, Collection du Groupe de Mathématiques Sociale et de Statistique, Paris, EPHE.

\_\_\_\_\_, « De la décision unique à la décision séquentielle », *Economie Appliquée*, vol. 13, n° 1, p. 81-109.

\_\_\_\_\_, « L'âge mûr de la comptabilité nationale », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 101, n° 4, p. 232-242.

MALINVAUD, E. et R. STROTZ (1960) (dir.), « *Econometrica Essays in Honour of Ragnar Frisch in the Year of his Sixty-fifth Birthday* », *Econometrica*, vol. 28, n° 2, p. 171-495.

MALINVAUD, E. et R. MARCHE (1960), « L'analyse statistique des salaires », dans: PERROUX, F. (dir.), *Encyclopédie française*, Tome 9, Paris, Larousse, p. 46.5-10.

\_\_\_\_\_, « L'habillement dans le budget familial », *Encyclopédie Française*, Tome 14, Paris, Larousse, p. 52.3 à 7.

MALINVAUD, E. (1961), « The Analogy between Atemporal and Intertemporal Theories of Resources Allocation », *The Review of Economic Studies*, vol. 28, n° 3, p. 143-160.

\_\_\_\_\_, « The Estimation of Distributed Lags: A Comment », *Econometrica*, vol. 29, n° 3, p. 430-433.

\_\_\_\_\_, « Estimation et prévision dans les modèles économiques autorégressifs », *Revue de l'Institut International de Statistique*, vol. 29, n° 2, p. 1-32.

MALINVAUD, E. (1962), « Efficient Allocation of Resources: A Corrigendum », vol. 30, n° 3, *Econometrica*, p. 570-573.

\_\_\_\_\_, « Survol de l'économie mathématique moderne », *Annales d'Economie Politique*, vol. 13, p. 53-58.

MALINVAUD, E. (1963), « Modèle et analyse statistique », dans: HIERGHE, H. (dir.), *Les techniques modernes de gestion des entreprises*, Paris, Dunod, p. 71-87.

\_\_\_\_\_, « Critères de choix des investissements », dans: BETTELHEIM, C. (dir.), *Choix et efficience des investissements*, Paris, Mouton & Cie, p. 71-87.

\_\_\_\_\_, « Théorie de la régression simple », *Revue de Statistique Appliquée*, vol. 11, n° 4, p. 49-73.

MALINVAUD, E. (1964), *Méthodes statistiques de l'économétrie*, Paris, Dunod (trois éditions revues et augmentées: 1969, 1978, 1981; traduction anglaise et rééditions: 1966, 1970, 1980).

\_\_\_\_\_, « L'information économique et le plan », dans: *L'Economie Française et les Méthodes Statistiques*, Paris, ENSAE, p.

\_\_\_\_\_, « Observations sur l'étude de M. Edward Edison », dans: *Le facteur résiduel et le progrès économique*, Paris, OCDE, p. 61-70.

MALINVAUD, E. (1965), « Interest rates in the Allocation of Resources », dans: BRECHLING, F. et F. HAHN (dir.), *The Theory of Interest Rates*, London, Macmillan, p. 209-241.

\_\_\_\_\_, « La décentralisation des décisions de production », *Revue de Statistique Appliquée*, vol. 12, n° 4, p. 99-105.

\_\_\_\_\_, « Les croissances optimales », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 8, Les programmes d'expansion, p. 71-100.

\_\_\_\_\_, « Croissances optimales dans un modèle macroéconomique », *Study Week on the Economic Approach to Development Planning*, Académie Pontificale des Sciences, Cité du Vatican, p. 301-384.

MALINVAUD, E. (1966), « Sur la spécification des modèles économiques », in: WOLD, H (dir.), *La technique des modèles dans les sciences humaines*, Monaco, Union Européenne d'Édition, p. 221-235.

\_\_\_\_\_, « Pour une axiomatique de la causalité », in: WOLD, H (dir.), *La technique des modèles dans les sciences humaines*, Monaco, Union Européenne d'Édition, p. 297-302.

\_\_\_\_\_, « Préface », dans: VIET, J. (1966), *Input-output, essai de présentation documentaire du système de W. Leontief*, Paris, Mouton, p. 9-14.

\_\_\_\_\_, « Capital et croissance: analyse de l'ouvrage de J. Hicks », *Analyse et prévision*, Tome 1, n° 5, p. 383-390.

MALINVAUD, E. (1967), « Decentralized Procedures for Planning », dans: BACHARACH, M. et E. MALINVAUD (dir.), *Activity Analysis in the Theory of Growth and Planning*, London, Macmillan, p. 170-208.

MALINVAUD, E. (1968), « Notes for the Study of Planning Procedures », *The Canadian Journal of Economics*, vol. 1, n° 1, p. 16-36.

\_\_\_\_\_, « La prise en charge des risques dans l'allocation des ressources », dans: MARGOLIS, J. et H. GUITTON (dir.), *Economie Publique*, CNRS, Paris, p. 205-231.

MALINVAUD, E. (1969), *Leçons de théorie microéconomique*, Paris, Dunod (trois éditions revues et augmentées: 1971, 1975, 1982)

\_\_\_\_\_, « Décisions en face de l'aléatoire et situation approximativement équivalente », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 11, p. 37-49.

\_\_\_\_\_, « First-Order Certainty Equivalence », *Econometrica*, vol. 37, n° 4, p. 706-718.

\_\_\_\_\_, « A propos du Prix Nobel d'économie », *Atomes*, octobre, p. 618-620

MALINVAUD, E. et M. DIDIER (1969), « La concentration de l'industrie française s'est-elle accentuée depuis le début du siècle ? », *Economie et Statistique*, n° 2, p. 3-10.

## **Années 1970**

MALINVAUD, E. (1970), « The Consistency of Non Linear Regressions », *The Annals of Mathematical Statistics*, vol. 41, n° 3, p. 959-969.

\_\_\_\_\_, « L'analyse des données », *Annales de l'INSEE*, n° 4, p. 3-8.

\_\_\_\_\_, « Procedures for the Determination of a Programme of Collective Consumption », *European Economic Review*, vol. 2, n° 2, p. 187-217.

MALINVAUD, E. (1971), « Deux applications des nouvelles techniques d'analyse des données », *Economie et Statistique*, vol. 19, n° 1, p. 47-52.

\_\_\_\_\_, « A planning Approach to the Public Good Problem », *The Swedish Journal of Economics*, vol. 73, n° 1, p. 96-112.

\_\_\_\_\_, « Peut-on mesurer l'évolution du coût du capital productif ? », *Economie et Statistique*, n° 22, p. 5-20.

\_\_\_\_\_, « Letter to the Editor », *International Economic Review*, vol. 12, p. 344-345.

\_\_\_\_\_, « Le professeur Simon Kuznets, Prix Nobel de sciences économiques », *Le Monde*, octobre, p. 17-18.

\_\_\_\_\_, « L'Etat satisfait-il les besoins des entreprises? » Colloque national de Cannes, mars.

\_\_\_\_\_, « La rareté de certaines ressources sera le grand défi du ... XXIème siècle », dans: *Le procès de la croissance*, l'Expansion, n° 40, avril, p. 111

MALINVAUD, E. et V. THOLLON-POMMEROL (1971), « L'effet d'accélération dans les investissements industriels français: Une analyse simultanée des séries par branche », *Annales de l'INSEE*, n° 7, p. 73-112.

MALINVAUD, E. et D. FOUQUET (1971), « Analyse spectrale de données économiques: un essai sur l'activité dans l'industrie française », *Annales de l'INSEE*, n° 6, p. 41-75.

MALINVAUD, E. (1972), « The Allocation of Individual Risks in Large Markets », *Journal of Economic Theory*, vol. 4, n° 2, p. 312-328.

\_\_\_\_\_, « Prices for Individual Consumption, Quantity Indicators for Collective Consumption », *The Review of Economic Studies*, vol. 39, n° 4, p. 385-405.

\_\_\_\_\_, « Simon Kuznets et la théorie de la croissance », *l'Expansion*, octobre, p.

\_\_\_\_\_, « The Scientific Papers of Tjalling C. Koopmans: A Review Article », *Journal of Economic Literature*, vol. 10, n° 3, p. 798-802.

\_\_\_\_\_, « La croissance économique française », *l'Armement*, juin, p. 6-16.

MALINVAUD, E., CARRE, J.-J. et P. DUBOIS (1972), *La croissance française, un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, Paris, Seuil (réédité en 1977).

MALINVAUD, E. (1973), « Markets for an Exchange Economy with Individual Risks », *Econometrica*, vol. 41, n° 3, p. 383-410.

\_\_\_\_\_, « Spécifications aléatoires pour l'analyse des données économiques », *Economie Appliquée*, Tome 26, n° 2-3-4, p. 609-621.

\_\_\_\_\_, « Induction et science économique », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 114, n° 4, p. 266-278.

\_\_\_\_\_, « Wassily Leontief et l'analyse interindustrielle », *Le Monde*, le 20 octobre, p.

\_\_\_\_\_, « Une explication de l'évolution de la productivité horaire du travail », *Economie et Statistique*, n° 48, p. 46-50.

\_\_\_\_\_, « Actualisation et économie des ressources », Tables rondes de la maison des futuribles, Croissance et plan – différents aspects de l'œuvre de P. Massé (en l'honneur de son 75ème anniversaire), *Futuribles*, hors série, 8 janvier 1973.

MALINVAUD, E., CARRE, J.-J. et P. DUBOIS (1973), *Abrégé de la croissance française, un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, Paris, Seuil (éditions revues et augmentées: 1976, 1984)

MALINVAUD, E. (1974), « Croissance économique et aléas », discours présidentiel à la Société de Statistique de Paris, *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 115, n° 2, p. 182-184.

\_\_\_\_\_, « Limits to Growth and Long Range Forecasting of Economic Aggregates », dans: MAROIS, M. (dir.), *Towards a Plan of Actions for Mankind*, Amsterdam, North Holland, p. 35-46.

\_\_\_\_\_, « Préface », dans: JENNY, F. et A. WEBER (1974), *Concentration et politique des structures industrielles*, Paris, Documentation française, p. 3-5.

MALINVAUD, E. et B. WALLISER (1974), « Les transferts entre agents économiques: l'étude des transferts, la méthodologie des transferts », *Bulletin interministériel pour la rationalisation des choix budgétaires*, n° 18, p. 5-19.

MALINVAUD, E. (1975), « Propos sur les mathématiques utilisées en économie », *La Gazette des Mathématiciens*, n° 3, p. 59-72.

\_\_\_\_\_, « Préface », dans: MAAREK, G. (1975) *Introduction au « Capital » de Karl Marx: un essai de formalisation*, Paris, Calmann-Lévy.

\_\_\_\_\_, « La science économique peut-elle ignorer la politique ? », débat reproduit dans: *Revue Politique et Parlementaire*, 77<sup>ème</sup> année, n° 859, p. 10-24.

\_\_\_\_\_, « L'Europe pourrait retrouver une influence plus forte », *l'Expansion*, n° 81, p.

\_\_\_\_\_, « The Theory of Economic Planning by G.M. Heal: A Book Review », *Journal of Political Economy*, vol. 83, p. 1302-1305.

MALINVAUD, E. (1976), « Thoughts on Planning in Western Economies », Dans: KHACHATUROV, T. (dir.), *Methods of long-term planning and forecasting*, London, Macmillan, p. 22-47.

\_\_\_\_\_, « L'observation statistique des réalités économiques et sociales », Communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques (8 novembre 1976), *Revue des travaux de l'Académie*, 2<sup>ème</sup> trim., p. 661-685.

MALINVAUD, E. (1977), *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Oxford, B. Blackwell (édition revue et complétée, trad. G. Santucci, *Réexamen de la théorie du chômage*, 1980, Paris, Calmann-Lévy).

\_\_\_\_\_, « Statistique aujourd'hui, histoire demain », *Pour une histoire de la Statistique*, Paris, p. 11-15.

\_\_\_\_\_, « René Roy, 1894-1977 », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 19, p. 7-12.

\_\_\_\_\_, « Economic Sciences and Problems of Growth », dans: MAROIS, M (dir.), *Towards a Plan of Actions for Mankind*, Amsterdam, North Holland, p. 33-41.

\_\_\_\_\_, « Les grands échantillons de données individuelles et leur exploitation statistique », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, vol. 118, n° 1, p. 2-15.

\_\_\_\_\_, *Official Statisticians and Econometricians in the Present Day World*, 10<sup>th</sup> Geary Lecture, Dublin, The Economic and Social Research Institute.

\_\_\_\_\_, « Quel enseignement faut-il donner aux futures cadres des services statistiques? », *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, vol. 1, p. 470-481.

\_\_\_\_\_, « L'avenir de la planète: tout dépend du consensus social », *l'Expansion*, n° 110 (Dix ans d'expansion et après...), septembre, p. 227.

MALINVAUD, E. et Y. YOUNES (1977), « Some New Concepts for the Microeconomic Foundations of Macroeconomics », dans: HARCOURT G. (dir.), *Microeconomic Foundations of Macroeconomics*, London, Macmillan, p. 62-85.

\_\_\_\_\_, « Une nouvelle formulation générale pour l'étude de certains fondements microéconomiques de la macroéconomie », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 18, p. 63-112.

MALINVAUD, E. et A. BENEDETTI (1977), « Le dialogue entre comptables et économistes », *Economie et Statistique*, vol. 87, n° 1, p. 65-70.

MALINVAUD, E. (1978), « Nouveaux développements de la théorie macroéconomique du chômage », *Revue économique*, vol. 29, n° 1, p. 9-25.

\_\_\_\_\_, « Some Problems of Prices and Incomes Policy in France », dans: DEATON, A. et R. STONE (dir.), *Econometric Contributions to Public Policy*, London, Macmillan, p. 13-30.

\_\_\_\_\_, « Répondre à la demande », *Economie et Statistique*, n° 100, p. 3-10.

\_\_\_\_\_, « Macrodécisions et théorie économique », dans: *Hommage à François Perroux*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, p. 255-266.

\_\_\_\_\_, « Mieux informer les entreprises », *l'Expansion*, juin, p.

MALINVAUD, E. (1979), « The Costs of Economic Growth », dans: MALINVAUD, E. (dir.), *Economic Growth and Resources*, IEA, London, Macmillan, p. 188-231.

\_\_\_\_\_, « Twenty-five Rich Years for Economics », dans: ROKKAN, S. (dir.), *A quarter Century of International Social Science*, New-Delhi, Concept Publishing Company, p. 81-93.

\_\_\_\_\_, « L'impact de la crise mondiale sur l'économie française », *Défense Nationale*, juillet, p. 15-25.

\_\_\_\_\_, « Le diagnostic des économistes », *l'Expansion*, n° 135, octobre, p.

## **Années 1980**

MALINVAUD, E. (1980), *Profitability and Unemployment*, Cambridge, Cambridge University Press.

\_\_\_\_\_, « Positive Economics and Development in Industrial Countries », dans: PAJESTKA, J. et C. FEINSTEIN, *The Relevance of Economic Theories at the Present Days Society*, London, Macmillan, p. 223-237.

\_\_\_\_\_, « Les deux chômages », Interview de Malinvaud, *l'Expansion*, n° 156, octobre, p. 7-10.

MALINVAUD, E. et J.-P. FITOUSSI (1980), « Macroeconomic Rationing of Employment », dans: FITOUSSI, J.-P. et E. MALINVAUD (dir.), *Unemployment in Western Countries*, London, Macmillan, p. 173-205.

MALINVAUD, E. (1981), *Théorie macroéconomique*, 2 tomes, Paris, Dunod (traduction anglaise, revue et augmentée: Malinvaud [2000], *Macroeconomic Theory*, 3 Tomes, Amsterdam, Elsevier)

MALINVAUD, E. (1981), « Econometrics Faced with the Needs of Macroeconomic Policy », *Econometrica*, vol. 49, n° 6, p. 1363-1375 (trad. fr.: « L'économétrie et les besoins de la politique économique », *Commentaire*, 1981-1982, n° 16, p. 542-551).

\_\_\_\_\_, « Jean Ullmo, 1906-1980 », *Cahiers du Séminaire d'Econométrie*, n° 23, p. 7.

\_\_\_\_\_, « La recherche en science économique », *La jaune et la rouge*, juin, p. 56-59.

\_\_\_\_\_, « Préface », dans: *METRIC: une modélisation de l'économie française*, Paris, p. 3-6.

MALINVAUD, E. (1982a), « Wages and Unemployment », *The Economic Journal*, vol. 92, n° 365, p. 1-12 (trad. fr. dans: MICHEL, P. et P.-Y. HENIN, *Croissance et accumulation en déséquilibre*, Paris, Economica, p. 287-302).

\_\_\_\_\_, « La profitabilité comme facteur d'investissement », communication à la Rheinisch Westfälische Akademie der Wissenschaften, *Vorträge*, n° 310, p. 7-18.

\_\_\_\_\_, « Où en est la théorie macroéconomique ? », *Revue européenne des Sciences Sociales*, Tome 20, n° 62, p. 5-22.

\_\_\_\_\_, « The Equilibrium Concept in Economics », In: *Proceedings of the 6th International Congress on Logic, Methodology and Philosophy of Science*, North Holland Publishing Company and PWN, Hanover, p. 585-594.

\_\_\_\_\_, « An Econometric Model for Macro-Disequilibrium Analysis », dans: HAZEWINDEL, M. et A. RINNOY KAN (dir.), *Current Developments in the interface: Economics, Econometrics, Mathematics*, Reidel, Dordrecht, p. 239-258.

\_\_\_\_\_, « An assessment of 30 years of joint Endeavour in the Conference of European Statisticians », *Statistical Journal of the United Nations*, Economic Commission for Europe, vol. 1, n° 1, p. 29-33.

MALINVAUD, E. (1983), *Essais sur la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy.

\_\_\_\_\_, « Notes on Growth Theory with Imperfectly Flexible Prices », dans: FITOUSSI, J.P. (dir.), *Modern Macroeconomic Theory*, Oxford, B. Blackwell, p. 93-114.

\_\_\_\_\_, « From Statistics to Data Management – the French Difficulties », *Statistical Journal of the United Nations*, Economic Commission for Europe, North Holland Publishing Company, vol. 1, n° 3, p. 285-296.

\_\_\_\_\_, « Comment on Godley's « Keynes and the management of the real national income and expenditure », dans: WORSWICK, D. et J. TREVITHICK (dir.), *Keynes and the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 157-162.

\_\_\_\_\_, « La mort de Joan Robinson: une universitaire passionnée de la théorie économique », *Le Monde*, 21-22 août 1983, p.

MALINVAUD, E. et J.-C. DEVILLE (1983), « Data Analysis in Official Socio-Economic Statistics », *The Journal of the Royal Statistical Society*, vol. 146, n° 4, p. 335-361.

MALINVAUD, E. (1984), *Mass Unemployment*, Oxford, B. Blackwell (Based on the Royer lectures given at Berkeley, October 1983)

\_\_\_\_\_, « La science économique aujourd'hui », *Revue Economique et Sociale: bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales*, vol. 42, p. 35-45.

\_\_\_\_\_, « Reflections on Macroeconomic Modelling », dans: MALGRANGE, P. et P.-A. MUET, *Contemporary Macroeconomic Modelling*, Oxford, B. Blackwell, p. 1-5.

\_\_\_\_\_, « L'analyse des grands ensembles de données », *Courrier des Statistiques*, n° 30, p. 71-73.



\_\_\_\_\_, « Crise de la planification ou crise de la théorie économique ? », Contribution à Stratégies économiques à moyen terme, Bureau du Plan, Bruxelles, 25-26 octobre.

\_\_\_\_\_, « European Development and Third World Economy », dans: Bergsten, F. (dir.), *Global Economic Imbalances*, Washington, p. 15-30.

\_\_\_\_\_, « Il faut méditer sur Pierre Massé », *LU*, n° 1, avril, p. 18-19.

\_\_\_\_\_, « Le centenaire d'Henri Bunle, ancien président de la Société Statistique de Paris », *Journal de la Société Statistique de Paris*, vol. 125, n° 3, p. 186-188.

\_\_\_\_\_, « Société de statistiques locales, nationales et internationales », *Journal de la Société Statistique de Paris*, vol. 125, n° 3, p. 143-150.

\_\_\_\_\_, « Richard Stone, les Français, les économètres et Cambridge », *Le Monde*, 23 octobre 1984, p.

\_\_\_\_\_, « Eugène Morice et l'ENSAE », *Journal de la Société Statistique de Paris*, vol. 125, n° 4, p. 232-237.

\_\_\_\_\_, « Growth, Shortage and Efficiency by Janos Kornai: A Book Review », *Journal of Economic Literature*, vol. 22, p. 95-96.

\_\_\_\_\_, « Préface », dans: VOLLE, M. (1984), « Le métier de statisticien », 2<sup>nd</sup> éd., Paris, *Economica*, p. 5-8.

MALINVAUD, E. (1985), « Le marché du travail en déséquilibre », dans: BARRERE, A. (dir.), *Keynes aujourd'hui: théories et politiques*, Paris, *Economica*, p. 462-477.

\_\_\_\_\_, « Sur l'analyse macroéconomique du chômage », *l'Actualité Economique*, vol. 61, n° 2, p. 147-170.

\_\_\_\_\_, « The Identification of Scientific Advances in Economics », dans: HAGERSTRAND, T. (dir.), *The Identification of Progress in Learning*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 167-183.

\_\_\_\_\_, « Unemployment Insurance », *The Geneva Papers on Risk and Insurance*, vol. 10, n° 34, p. 6-22.

\_\_\_\_\_, « Economic and Social Statistics for Comparative Assessments », dans: ATKINSON, A. et S. FIENBERG (1985), *A Celebration of Statistics - The ISI Centenary Volume*, Springer, p. 437-463.

MALINVAUD, E. (1986), *Sur les statistiques de l'emploi et du chômage*, Paris, La Documentation Française.

\_\_\_\_\_, « Pure Profits as Forced Savings », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 88, n° 1, p. 109-130.

\_\_\_\_\_, « Jusqu'où la rigueur salariale devrait-elle aller? Une exploration théorique de la question », *Revue Economique*, vol. 37, n° 2, p. 181-205.

\_\_\_\_\_, « Les causes de la montée du chômage en France », *Revue Française d'Economie*, vol. 1, n° 1, p. 50-83 (trad. anglaise: « The Rise of Unemployment in France », *Economica*, vol. 53, n° 210, p. 197-217).

\_\_\_\_\_, « Reflecting on the Theory of Capital and Growth », *Oxford Economic Papers*, vol. 38, n° 3, p. 367-385.

\_\_\_\_\_, « Maurice Allais, précurseur méconnu du modèle à générations renouvelées », dans: BOITEUX et al. (dir.), *Marchés, Capital et Incertitude*, Paris, Economica, p. 90-104.

\_\_\_\_\_, « Does Increase Information Mean Increase in Knowledge? », dans: *From Tabulation to Information Society*, Helsinki, Central Statistical Office of Finland, p. 55-62.

\_\_\_\_\_, « Comment on T. Persson and L.E.O. Svenssons: "International Borrowing and Time-Consistent Fiscal Policy" », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 66, n° 1, p. 297-303.

MALINVAUD, E. et D. GOUDARD (1986), « The Discount Rate under Macroeconomic Constraint », dans: JAIN, S. (dir.), *Management and Role of Public Enterprises*, vol. 2, New-Delhi, p. 187-207.

MALINVAUD, E. (1987), « Capital productif, incertitudes et profitabilité », *Annales d'Economie et de Statistique*, n° 5, p. 1-36.

\_\_\_\_\_, « The Legacy of European Stagflation », *European Economic Review*, vol. 31, n° 1-2, p. 53-65.

\_\_\_\_\_, « La courbe de Beveridge », dans: Association Française de Science Economique, *Flexibilité, mobilité et stimulants économiques*, Paris, Nathan, p. (traduit et révisé dans: MALINVAUD, E. [1994], *Diagnosing Unemployment*, Cambridge, Cambridge University Press).

\_\_\_\_\_, « Analyse et prévision: leurs rôles respectifs dans la maîtrise de nos destins », *International Journal of Forecasting*, vol. 3, n° 2, p. 187-194 (révisé dans: Malinvaud [1994], *Diagnosing Unemployment*)

\_\_\_\_\_, « The Challenge of Macroeconomic Understanding », *Banco Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, n° 162, p. 219-238 (reproduit dans: KREGEL, A. [1989], *Recollections of Eminent Economists*, vol. 2, London, MacMillan, p. 297-316).

\_\_\_\_\_, « The Overlapping Generations Model in 1947 », *Journal of Economic Literature*, vol. 15, n° 1, p. 103-105.

\_\_\_\_\_, « Production statistique et progrès de la connaissance », *Annali di Statistica*, IX, Vol. 7, ISTAT, Roma.

\_\_\_\_\_, « L'investissement des entreprises en France », *Revue d'Economie Industrielle*, vol. 40, n° 1, p. 9-12.

\_\_\_\_\_, « Erik Lundberg, IEA President 1968-1971 », Paris, International Economic Association.

\_\_\_\_\_, « Capital Gains and Losses », « Decentralization », « Intertemporal Equilibrium and Efficiency », « Landry, Adolphe (1874-1956) »; Entrées dans: *The New Palgrave: a Dictionary of Economics*, London, Macmillan.

\_\_\_\_\_, « The ET Interview: Professor Edmond Malinvaud », dans: HOLLY, A. et P. PHILLIPS (1987), *Econometric Theory*, vol. 3, n° 2, p. 273-295.

MALINVAUD, E. (1988), « Leçon inaugurale » (le 27 janvier 1988), Paris, Collège de France.

\_\_\_\_\_, *Real Wages and Employment – A Decade of Analysis*, Stamp Memorial Lecture, University of London (reprinted dans: Malinvaud [1994], *Diagnosing Unemployment*).

\_\_\_\_\_, « Chômage et croissance des capacités de production », *Rassegna di Statistiche de Lavoro*, n° 1, p. 7-16.

\_\_\_\_\_, « Econométrie de l'investissement », *Recherches Economiques de Louvain*, vol. 54, n° 2, p. 141-149.

\_\_\_\_\_, « La compétitivité nationale », *Revue des Sciences Morales et Politiques*, vol. 143, n° 2, p. 251-268.

\_\_\_\_\_, « Econometric Methodology at the Cowles Commission: Rise and Maturity », *Econometric Theory*, vol. 4, n° 2, p. 187-209.

\_\_\_\_\_, « Le service de la statistique en Occident: le point actuel », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, Tome 29, n° 4, p. 227-243.

\_\_\_\_\_, « La dérèglementation des marchés et le progrès scientifique et technique », rapport du Comité des Applications de l'Académie des Sciences (C.A.D.A.S.), *La Vie des Sciences*, tome 5, n° 5, p. 347-354.

MALINVAUD, E. (1989), « Profitability and Factor Demands under Uncertainty », 2<sup>nd</sup> Tinbergen Lecture, *De Economist*, vol. 137, n° 1, p. 2-15 (reprinted in: Malinvaud [1994], *Diagnosing Unemployment*).

\_\_\_\_\_, « Le chômage. Quels enseignements émanent de la théorie économique », *Commentaire*, vol. 12, n° 45, p. 77-84.

\_\_\_\_\_, « Observation in Macroeconomic Theory Building », *European Economic Review*, vol. 33, p. 205-223.

\_\_\_\_\_, « La théorie du capital », dans: *Annales des Mines*, Hommage à Maurice Allais, juin, p. 28-29.

\_\_\_\_\_, « Vers un meilleur droit au travail: réduire le chômage tout en protégeant les travailleurs. Où les économistes situent-ils les choix ? », *Cahiers de l'Ecole des Sciences Philosophiques et Religieuses*, n° 6, p. 55-72.

\_\_\_\_\_, « La connaissance des phénomènes économiques », dans: *Encyclopédie Philosophique Universelle*, vol. 1, L'univers philosophique, Paris, PUF, p. 1292-1297.

\_\_\_\_\_, « L'économie française depuis 1967 – Lente convalescence », *Le Monde*, 30 avril 1989.

\_\_\_\_\_, « Entretien avec Edmond Malinvaud », dans: BUNGENER, M. et J.-F. PICARD (1989), *HISTCNRs*, 22 février 1989 (<http://www.histcnrs.fr/archives-orales/malinvaud.html>)

GIRARD, A. et E. MALINVAUD (1989), *Les enquêtes d'opinion et la recherche en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.

## Années 1990

MALINVAUD, E. (1990), « Propos de circonstance sur les orientations de la discipline économique », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 45, n° 1, p. 115-121.

\_\_\_\_\_, « Progrès et écueils de la science économique », *L'Actualité économique*, vol. 66, n° 1, p. 5-13.

\_\_\_\_\_, « What Do We Mean by Explaining High Unemployment? », *Structural Change and Economic Dynamics*, vol. 1, n° 1, p. 15-26.

\_\_\_\_\_, « The Macroeconomic Tradeoffs of Price and Income Policies », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 92, n° 2, p. 331-343.

\_\_\_\_\_, « Fondements micro-économiques de la macro-économie », dans: GREFFE, X. et al. (1990), *Encyclopédie économique*, Paris, Economica, p. 583- 607.

\_\_\_\_\_, « Microéconomie et macroéconomie relèvent-elles des mêmes principes méthodologiques ? », dans: Association Française de Science Economique, *La méthodologie de l'économie théorique et appliquée aujourd'hui*, Paris, Nathan, p. 3-13.

\_\_\_\_\_, « Quelles ambitions assigner à la science économique? », *Bulletin de la Classe des Lettres*, Académie Royale de Belgique, Tome 1, 10-12, p. 269-281.

MALINVAUD, E., TOGAN, S., et A. KHAN (1990), « Lessons to be Learned from the European Unemployment of the 80s », *The Pakistan Development Review*, vol. 28, n° 4, p. 311-333.

MALINVAUD, E., BEAN, C., BERNHOLZ, P. et J.-P. DANTHINE (dir.) (1990), *European Labour Markets: A Long-Run View*, CEPS Macroeconomic Policy Group 1989 Annual Report, Economic Paper n° 78, Brussels, EU Commission.

MALINVAUD, E., BEAN, C., GIAVAZZI, F. et C. WYPLOSZ (dir.) (1990), *The Macroeconomics for 1992: The Transition and After*, CEPS Macroeconomic Policy Group 1988 Annual Report, Economic Paper n° 89, Brussels, EU Commission.

MALINVAUD, E. (1991), *Voies de la recherche macroéconomique*, Paris, Odile Jacob.

\_\_\_\_\_, « Incomplete Market Clearing », dans: MCKENZIE, L. et S. ZAMAGNI (dir.), *Value and Capital – Fifty Years Later*, London, Macmillan, p. 179-196.

\_\_\_\_\_, « A Medium-Term Employment Equilibrium », dans: BARNETT, W et al. (dir.), *Equilibrium Theory and Applications: Proceedings of the Sixth International Symposium on Economic Theory and Econometrics*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 319-337.

\_\_\_\_\_, « The Next Fifty Years », *The Economic Journal*, vol. 101, n° 404, p. 64-68.

\_\_\_\_\_, « Conducting Scientific Assessments for Economic Reforms », dans: DE MELO, J. et J. SAPIR (dir.), *Trade Theory and Economic Reform: North, South and East. Essays in Honour of Bela Balassa*, Cambridge, Basil Blackwell, p. 121-130.

\_\_\_\_\_, « Macroeconomics and Market Failures », dans: VINES, D. et A. STEVENSON (dir.), *Information, Strategy and Public Policy*, Oxford, Wiley-Blackwell, p. 104-123.

\_\_\_\_\_, « FØRSUND Finn R. (dir.), *Collected Works of Leif Johansen* », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 93, n° 1, p. 109-115.

\_\_\_\_\_, « Alfred Sauvy », *Annuaire du Collège de France*, 1990-1991, p. 103-107.

\_\_\_\_\_, « The History of Econometric Ideas: Historical Perspectives on Modern Economics by Mary S. Morgan. A Book Review », *Economic Journal*, vol. 101, n° 406, p. 634-646.

\_\_\_\_\_, « On Environmental Problems: An Economist's Testimony », dans: BLASI, P. et S. ZAMAGNI (dir.), *Man-Environment and Development: Towards a Global Approach*, Rome, Nova Space International Foundation Press, p. 191-198.

\_\_\_\_\_, *Macroeconomic Research and European Policy Formation*, Jean Monnet Chair Papers 03, Florence, European University Institute.

\_\_\_\_\_, « La science économique et l'information du grand public », *Bulletin d'information de l'Association des Ecrivains Scientifiques de France*, n° 40, p. 53-57.

MALINVAUD, E. (1992), « Implications macroéconomiques des théories microéconomiques modernes », *L'Actualité économique*, vol. 68, n° 1-2, p. 11-22.

\_\_\_\_\_, « La place de la recherche macroéconomique dans les sciences sociales », *L'Année sociologique*, vol. 42, p. 277-282.

\_\_\_\_\_, « Edmond Malinvaud: Economie et Société », entretien avec M. JUFFE, *PCM – Le Pont*, n° 6, Juin-Juillet, p. 50-53.

\_\_\_\_\_, « The Future of Economic Planning », *Indian Economic Review*, vol. 27, Special Number in Memory of Sukhamoy Chakravarty, p. 15-24.

\_\_\_\_\_, « Prix, reproduction, rareté par C. Bidard », *Revue Economique*, vol. 43, n° 1, p. 157-164

MALINVAUD, E. (1993), *Equilibre général dans les économies de marché: l'apport des recherches récentes*, Paris, Economica.

\_\_\_\_\_, « A Framework for Aggregation Theories », *Ricerche Economiche*, n° 47, p. 107-135.

\_\_\_\_\_, « Regard d'un ancien sur les nouvelles théories de la croissance », *Revue économique*, vol. 44, n° 2, Les nouvelles théories de la croissance, p. 171-188.

\_\_\_\_\_, « Le manuel de Pareto et la théorie moderne des prix », *Revue d'économie politique*, n° 2, vol. 103, p. 157-316.

\_\_\_\_\_, « La communauté des économètres dans l'Europe de l'An 2000 », *Cahiers économiques de Bruxelles*, n° 137, 1<sup>er</sup> trim., p. 3-18.

MALINVAUD, E. (1994), *Diagnosing Unemployment*, Cambridge, Cambridge University Press.

\_\_\_\_\_, « Statistiques, analyse économique et économétrie pour la connaissance de l'emploi », *Revue suisse d'Economie politique et de Statistique*, vol. 130, n° 3, p. 251-265.

\_\_\_\_\_, « Le marasme de l'économie européenne », *Variances*, Hors-série (Quelle reprise pour l'économie française ?), p. 47-51.

\_\_\_\_\_, « E insostenibile il welfare state europeo? », *Rivista di Politica Economica*, Anno LXXXIV, Serie III, p. 239-260 (également publié dans l'édition anglaise de ce numéro sous le titre: « Is the European Welfare State Sustainable? », p. 237-256).

\_\_\_\_\_, « Henri Guitton face à l'essor de l'économie mathématique et de l'économétrie », *Revue d'économie politique*, vol. 104, n° 6, p. 5-15.

\_\_\_\_\_, « Les praticiens de la macroéconomie peuvent-ils se passer de l'économétrie ? », *Lettre du Crest de l'INSEE*, vol. 7, p. 1-2.

\_\_\_\_\_, « Are Macroeconomic Theories Challenged by the Present European Recession? », *Labour*, vol. 8, n° 1, p. 3-17.

\_\_\_\_\_, « La science économique », dans: LESOURNE, J. (dir.), *Les polytechniciens dans le siècle, 1984-1994*, Paris, Dunod, p. 81-99.

MALINVAUD, E. et J. DREZE (1994), « Croissance et emploi: l'ambition d'une initiative européenne », *Revue de l'OFCE*, n° 49, p. 247-288 (trad. anglaise: « Growth and Employment: The Scope of a European Initiative », *European Economic Review*, vol. 38, n° 3-4, p. 489-504).

MALINVAUD, E. (1995), « L'économie s'est rapprochée des sciences dures, mouvement irréversible mais achevé », dans: D'AUTUME, A. et J. CARTELIER (dir.), *L'économie est-elle devenue une science dure ?*, Paris, Economica, p. 9-17.

\_\_\_\_\_, « Some Thoughts on the Relevance of Macroeconomic Theories, and on the Role of Real Rigidities », *Annales d'Economie et de Statistique*, n° 37-38, p. 29-37.

\_\_\_\_\_, « Sur l'hypothèse de rationalité en théorie macroéconomique », *Revue économique*, vol. 46, n° 3, p. 523-536.

\_\_\_\_\_, « Methodological Issues in Micro- and Macroeconomics », dans: COZZI, T. et al. (dir.), *Benessere, equilibrio e sviluppo. Studi in onore di Siro Lombardini*, vol. 2, Milan, Vita e Pensiero, p. 265-286.

\_\_\_\_\_, « Luigi Pasinetti's Structural Economic Dynamics: A Review Essay », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 5, n° 1, p. 59-69.

MALINVAUD, E. (1996), « Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes ? », *Revue d'Economie politique*, v. 106, n° 6, p. 929-942.

\_\_\_\_\_, « Théorie économique et développements de la comptabilité nationale », dans: ARCHAMBAULT, E. et O. ARKHIPOFF (dir.), *Mesure et valeur en comptabilité nationale*, Paris, Economica, p. 443-457.

MALINVAUD, E. (1997), *La fonction « statistique et études économiques » dans les services de l'Etat*, Rapport au Premier ministre, Paris, La Documentation française.

\_\_\_\_\_, « L'économétrie dans l'élaboration théorique et l'étude des politiques », *L'Actualité économique*, vol. 73, n° 1-2-3, p. 11-25.

\_\_\_\_\_, « The Proper Role of Theory », dans: VAN BERGEIJK et al. (dir.), *Economic Science and Practice: The Roles of Academic Economists and Policy-makers*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 149-165.

\_\_\_\_\_, « Evolution of Economic and Social Statistics over Two Centuries », dans: MALAGUERRA, C., MORGENTHALER, S. et E. RONCHETTI (dir.), *Conference on Statistical Science Honoring the Bicentennial of Stefano Franscini's Birth*, Birkhäuser Verlag, Basel-Boston-Berlin, p. 49-62.

\_\_\_\_\_, « La construction de la méthodologie économétrique entre 1940 et 1960 », *Journal de la Société Statistique de Paris*, Tome 138, n° 2, p. 3-12.

\_\_\_\_\_, « Effet des évolutions techniques et des changements de la spécialisation internationale sur les marchés du travail et les systèmes productifs: Comment les statisticiens pourraient-ils relever les défis? », *Revue Internationale de Statistique*, vol. 65, n° 1, p. 97-109.

\_\_\_\_\_, « Entretien avec Edmond Malinvaud », dans: SNOWDON, B., VANE, H. et P. WYNARCZYK, *La pensée économique moderne*, Paris, Ediscience, p. 45-56.

\_\_\_\_\_, « Olav Bjerkholt (dir.): Foundations of Modern Econometrics: The Selected Essays of Ragnar Frisch », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 99, n° 1, p. 143-153.

\_\_\_\_\_, « Edmund Phelps' Theory of Structural Slumps and Its Policy Implications », dans: SNOWER D. et G. DE LA DEHESA (1997), *Unemployment Policy: Government Options for the Labour Market*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 116-141.

MALINVAUD, E. (1998), « La modélisation en macroéconomie appliquée – quarante ans après », *Cahiers Economiques de Bruxelles*, n° 160, 4<sup>ème</sup> trim., p. 329-342.

\_\_\_\_\_, « Le chômage dans les économies mixtes: évitable ou non? », dans: ARCHER, A. et E. MALINVAUD (dir.), *The Future of Labour and Labour in the Future*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 157-184.

MALINVAUD, E., GAURON, A. et J. PISANI-FERRY (1998), *Les cotisations sociales à la charge des employeurs: analyse économique*, rapport au Premier ministre, Paris, La Documentation française.

MALINVAUD (1999), « The Theory of Prices and Resource Allocation », dans: KIRMAN, A. et L.-A. GERARD-VARET (dir.), *Economics Beyond the Millennium*, New-York, Oxford University Press, p. 23-36.

\_\_\_\_\_, « Dilemmes concernant les salaires et l'emploi », dans: ARCHER, A. et E. MALINVAUD (dir.), *Towards Reducing Unemployment*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 115-142.

\_\_\_\_\_, « L'œuvre scientifique d'Yves Younès (1937-1996) », *Economie Appliquée*, vol. 52, n° 1, p. 7-29.

## **2000-2012**

MALINVAUD, E. (2000), *Macroeconomic Theory*, 3 Volumes, Amsterdam, Elsevier.

\_\_\_\_\_, « The Role of Structural Policies Meant to Promote Employment », *Rivista di Politica Economica*, vol. 90, n° 6, p. 9-32.

\_\_\_\_\_, « Il n'y a pas de frontières fixes entre disciplines », entretien avec C. Chavagneux, *L'Economie politique*, n° 6, p. 52-57.

\_\_\_\_\_, « The Role of Business Survey Data in Macroeconomic Research and Practice », dans: POSER, G. et D. BLOESCH (dir.), *Economic Surveys and Data Analysis*, CIRET Conference Proceedings, Paris, OECD, p. 11-18.

MALINVAUD, E. (2001) « France: retour au plein-emploi ? », *Futuribles*, n° 261, p. 31-58.

\_\_\_\_\_, « Some Ethical and Methodological Convictions », *The American Economist*, Spring, vol. 45, n° 1, p. 3-16.

\_\_\_\_\_, « Recherche et enseignement supérieur. Les défis de la discipline économique », *Revue économique*, vol. 52, n° 5, p. 1043-1053.

\_\_\_\_\_, « Les échanges entre science économique et autres sciences sociales », *L'Économie Politique*, vol. 3, n° 11, p. 7-33.

\_\_\_\_\_, *On Methodology in Macroeconomics – with Application to the Demand for Unskilled Labour*, K. Rothschild Lecture, working paper (en ligne), Institut für Volkswirtschaftslehre, Johannes Kepler University of Linz.

\_\_\_\_\_, « Which Economic System is Likely to Serve Human Societies at Best? The Scientific Question », dans: *Science and the Future of Mankind*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 115-131.

MALINVAUD, E. (2002), « Sur l'agrégation des demandes de travail non-qualifié », *Annales d'Economie et de Statistique*, n° 66, p. 41-80.

\_\_\_\_\_, « The Role of Business Survey Data in Macroeconomic Research and Practice », dans: POSER, G. et D. BLOESCH (2002), *Economic Surveys and Data Analysis*, CIRET Conference Proceedings, Paris, OECD, p. 11-18.

\_\_\_\_\_, « Intergenerational Solidarity in the Social Teaching of the Church », dans: MALINVAUD, E. (dir.), *Intergenerational Solidarity*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 39-53.

MALINVAUD, E. (2003), « Réformes structurelles du marché du travail et politiques macroéconomiques », *Revue de l'OFCE*, vol. 3, n° 86, p. 7-30 [trad. anglaise: SOLOW, R. (2004) (dir.), *Structural Reform and Economic Policy*, New-York, MacMillan, p. 97-118].

\_\_\_\_\_, « An Interview with Edmond Malinvaud », entretien avec A. Krueger, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 17, n° 1, p. 181-198.

\_\_\_\_\_, « The Legacy of Knut Wicksell to Capital Theory », *The Scandinavian Journal of Economics*, vol. 105, n° 4, p. 507-525.

\_\_\_\_\_, « The Development and Achievements of the Conference of European Statisticians up to 1990s – The Point of View of Western Countries », dans: MALAGUERRA, C. (dir.) *50 Years of European Statisticians*, Geneva, United Nations, p. 41-51.



\_\_\_\_\_, « A Synthesis », *Work and Human Fulfillement*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 285-302.

\_\_\_\_\_, « La Pontifica Accademia della Scienze Sociali », dans: *La Chiesa a servizio dell'uomo-Giovanni Paolo II XXV Anni di Pontificato*, Lateran University Press, Rome, p. 152-9.

MALINVAUD, E. et al. (2003), « L'évaluation des politiques économiques en débat », *Revue de l'OFCE*, vol. 2, n° 85, p. 209-234.

MALINVAUD, E. (2004), « The Difficult Dialogue between the Development of Macroeconomic Theory and Macroeconomic Policy Concerns », dans: Velupillai, V. (dir.) (2004), *Macroeconomic Theory and Economic Policy, Essays in honour of Jean-Paul Fitoussi*, London, Routledge, chapter 8.

\_\_\_\_\_, « Meaning of the Priority of Labour over Capital », dans: MALINVAUD, E. (dir.), *The Meaning of the Priority of Labour*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 105-112.

\_\_\_\_\_, « Vers quelques principes éthiques pour la gouvernance de la mondialisation financière », dans: MALINVAUD, E. et L. SABOURIN (dir.) *The Governance of Globalisation*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 358-382.

\_\_\_\_\_, « How to Show Intergenerational Solidarity with respect to the Physical Environment », dans: GLENDON, M. A. (dir.), *Intergenerational Solidarity, Welfare and Human Ecology*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 225-233.

\_\_\_\_\_, « Trois défis pour l'Europe de demain », *Sociétal*, n° 46, p. 22-24.

MALINVAUD, E. (2005), « Substituabilités entre demandes de facteurs induites par les demandes de biens », *Annales d'Economie et de Statistique*, n° 77, p. 109-132.

MALINVAUD, E. (2006), « Disequilibrium econometrics: 25 years later », *Statistica Neerlandica*, vol. 60, n° 2, p. 171-180

\_\_\_\_\_, « Conceptualization of Agents in Positive Economics », dans: MALINVAUD, E. et M. A. GLENDON (dir.), *Conceptualization of the Person in Social Sciences*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 419-441.

MALINVAUD, E. (2007), « Quelle place donner maintenant à la macroéconomie dans l'enseignement de l'économétrie ? », *Revue d'économie politique*, vol. 117, p. 411-430.

\_\_\_\_\_, « About the Role, in Older Days, of Econometrics in Quantitative Economics », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 14, n° 3, p. 423-448.

\_\_\_\_\_, « Justice, Aid and Poverty: A Short Survey of the Literature », dans: GLENDON, M. A. et al. (dir.), *Charity and Justice in the Relations among Peoples and Nations*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 199-220.

\_\_\_\_\_, « Homage to Professor René Rémond », dans: GLENDON, M. A. et al. (dir.), *Charity and Justice in the Relations among Peoples and Nations*, Vatican, The Pontifical Academy of Social Sciences, p. 537-538.

\_\_\_\_\_, « Préface », dans: *Dictionnaire de l'économie*, Paris, Albin Michel, p. 5-6.

MALINVAUD, E. (2009), « La réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : deux pistes d'amélioration », *Travail et Emploi* (En ligne: 118 | avril-juin 2009, mis en ligne le 07 mars 2011. URL : <http://travailemloi.revues.org/4177>).

MALINVAUD, E. (2010), « Croissance économique et grands déséquilibres », dans: DIEMER, A. et al. (dir.), *Maurice Allais et la science*, Paris, Clément Juglar, p. 137-149

MALINVAUD, E. (2012), « Neoclassical General Equilibrium Theory as a Source of Powerful Concepts, although Confronted with the Complexity of Market Economies », *Oeconomia. History, Methodology, Philosophy*, n° 2, p. 3-14.

## Remerciements

Mes remerciements vont tout d'abord à ma directrice de recherche, Annie L. Cot, pour la confiance qu'elle m'a accordée depuis le début, et pour la manière, patiente, qu'elle a eu d'encadrer cette recherche, dont les résultats ont mis du temps à émerger.

Mes remerciements vont également à tous les membres du séminaire AOH, dont les relectures et les commentaires ont largement permis de faire avancer cette thèse et d'en améliorer le contenu: Niels Boissonnet, Nicolas Brisset, Cléo Chassonnery-Zaïgouche, Quentin Couix, Pierrick Dechaux, Thomas Delcet, Maxime Desmarais-Tremblay, Judith Favereau, Raphaël Fèvre, James Johnston, Tom Juille, Dorian Julien, Agnès Gramain, Aurélien Goutsmedt, Jérôme Lallement, Jean-Sebastien Lenfant, Juan C. Melo, Erich Pinzon-Fuchs et Francesco Sergi. A tous ceux-là, il me faut associer les quelques étudiants ayant choisi de travailler gratuitement pendant l'été – quelle drôle d'idée – et qui ont gentiment accepté de se faire exploiter par mes soins : Adrien Audinet, Vincent Lim (ce magicien du pdf !), Pierre-Marie Libeau, Georges Overton et Gaspard Rajot. Doivent également être remerciées mes deux correcteurs de choc, à qui les éventuelles fautes restantes et les lourdeurs ne sauraient évidemment être imputées, car leur maîtrise du français, à eux, est irréprochable : Sybil Gerault et l'inénarrable Edouard Boucher (*alias* Mr Boubouche-Mulliez).

Mes remerciements vont ensuite à plusieurs de mes collègues de la MSE, avec qui j'ai quand même passé le plus clair de mon temps ces dernières années, mais surtout grâce à qui je l'ai passé agréablement: Malo Mofakhami, Charlotte Leviannois, Sophie Dessenin, Robin Hege, Quitterie Roquebert, Dorian Roulet, Rémi Yin, Leontine Goldzahl, Victor Bianchini, Adrien Gouze, Matthieu Cassou, Kristel Jacquier, Vincent Lignon, Margarita Lopez, Marie Salognon, Annie Garnerio, Francesca Di-Legge, Antoine Pietri, Milena Spach, Joël Faron. Sans oublier bien sûr : Prouic, Couic, le petit renard, Nielsouz, Popi, Musica, Gin Tonic, Lucky Luke, Petite Turque et l'infâme Delcet.

Mes remerciements vont encore à l'ensemble des personnes qui m'ont entouré et accompagné durant ces quelques années et qui ont tous, d'une manière ou d'une autre, influencé le contenu de cette thèse. La liste étant trop longue, je n'en citerai qu'un. D'abord, pour faire des jaloux. Ensuite, parce que sinon il va me dire « quand même t'aurais pu me citer, parce que... ». Enfin, et surtout, parce que cela a vraiment été le cas : Paul Fourchard (*alias* Mr Fourchette).

Pour finir, mes remerciements vont à ma sœur et à mes parents, pour leur soutien permanent et pour leur indulgence à mon égard, puisqu'ils se demandent encore aujourd'hui, et à raison, comment on peut faire durer une thèse aussi longtemps.

## Résumé

Les écrits d'Edmond Malinvaud (1923-2015) ont une généralité telle qu'ils permettent d'apporter des réponses à trois des problématiques de l'histoire de la macroéconomie à la suite de l'effondrement du keynésianisme: La recherche des fondements microéconomiques est-elle directement responsable des transformations de la macroéconomie depuis les années 1970 ? Comment expliquer le déclin de la théorie du « déséquilibre » dans les années 1980 ? Comment expliquer le succès de la Nouvelle Economie Classique dans les années 1980 ? Ces écrits d'Edmond Malinvaud montrent également que l'histoire de la macroéconomie ne se réduit pas à une simple histoire des idées, mais doit pleinement intégrer l'influence de la macroéconomie appliquée et de l'expertise économique.

**Mots clés :** Edmond Malinvaud, Histoire de la macroéconomie, Théorie du déséquilibre, Fondements microéconomiques de la macroéconomie, Méthodologie économique, Expertise économique, Macroéconomie appliquée, Keynésianisme.

## Abstract

The writings of Edmond Malinvaud (1923-2015), in their breadth and generality, provide an answer to three problems in the history of macroeconomics after the collapse of Keynesianism: Is the search for micro-foundations directly responsible for the transformations of macroeconomics since the 1970s? How to explain the decline of Disequilibrium theory during the 1980s? How to explain the success of the New Classical Macroeconomics in the 1980s? Edmond Malinvaud's writings show also that the history of macroeconomics is not reducible to a simple history of ideas, as it must also account for the influence of applied macroeconomics and economic expertise.

**Keywords:** Edmond Malinvaud, History of macroeconomics, Disequilibrium Theory, Micro-foundations of macroeconomics, Economic methodology, Economic Expertise, Applied Macroeconomics, Keynesianism.